

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 03/08/2017

N° : 2017/37

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole

Finances et administration générale	page 4
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 13
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 67
Transports, déplacements et accessibilité	page 71
Urbanisme et aménagement	page 99
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 143
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 151
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 163
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 182
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 199

↳ Conseil de la Métropole

Finances et administration générale	page 209
Economie, nouvelles technologies, Enseignement supérieur	page 302
Emploi, formation professionnelle, insertion	page 322
Transports, déplacements et accessibilité	page 324
Urbanisme et aménagement	page 351
Développement territorial, logement, centres anciens, Contrat de ville	page 442
Environnement, développement durable, Agriculture et forêt	page 473
Cadre de vie, traitement des déchets, Eau et assainissement	page 485
Voirie, espaces publics et grands équipements Métropolitains	page 491
Culture et sport, grands évènements métropolitains	page 503

LES DELIBERATIONS

BUREAU DU 13 JUILLET 2017

**METROPOLE AIX-MARSEILLE-
PROVENCE**

Bureau de la Métropole

13 JUILLET 2017

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 13 juillet 2017 et ce, pour une durée d'un mois.

**Commission "Finances et
Administration Générale"**

FAG 001-2113/17/BM

■ **Indemnisation amiable des préjudices
commerciaux subis par les professionnels
riverains d'opérations d'aménagement sous
maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-
Provence
MET 17/3748/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des Préjudices Economiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du **03 juillet 2017**, la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité d'aucune demande d'indemnisation :
- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

VIEUX-PORT II

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
VXP II-2016/11/14	LE QUAI DU RIRE	16-19 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	32 725 €	19 635 €
VXP II-2016/12/17	NULLE PART AILLEURS	18 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	118 565 €	71 139 €
VXP II-2016/12/18	THE SHAMROCK	16 Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	62 000 €	37 200 €
TOTAL				213 290,00€	127 974,00€
Montant des indemnisations déjà accordées				181 743,00 €	
Total général Vieux-Port II				309 717,00 €	

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission Métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen du montant d'indemnisation retenu pour les 3 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avis de la Commission d'Indemnisation relatif à l'indemnisation des dossiers précités pour un montant total de 127 974,00 euros.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ci-annexés ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 020 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-2114/17/BM

■ Réforme et cession, à titre onéreux, des véhicules Renault Clio immatriculé 678 AYP 13 et Renault Twingo immatriculé EG 973 WR à la compagnie d'assurances La Parisienne MET 17/3900/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole est propriétaire d'une flotte de véhicules. Elle est amenée à céder ses véhicules à la compagnie d'assurances dès lors que l'expertise les classe économiquement irréparables et que les garanties du contrat d'assurances le permettent.

Les véhicules Renault Clio immatriculé 678 AYP 13 et Renault Twingo immatriculé EG 973 WR ont fait l'objet d'un accident de la circulation les 18 mai 2016 et 20 janvier 2017. Compte tenu de leur état technique, l'expert a fixé la valeur des réparations respectivement à 4 379 € T.T.C. et à 10 721 € T.T.C. et a classé les véhicules économiquement irréparables.

Ces montants dépassant la valeur des véhicules respectivement fixée à 3 600 € T.T.C. et à 2 600 € T.T.C., il apparaît nécessaire de céder les véhicules à la compagnie d'assurance La Parisienne et de récupérer les indemnités correspondantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que les véhicules Renault Clio immatriculé 678 AYP 13 et Renault Twingo immatriculé EG 973 WR sont classés économiquement irréparables suite à l'expertise menée par le Cabinet BCA ;
- Que le cabinet d'expertise a fixé les indemnités d'assurance respectivement à 3 600 € T.T.C. et à 2 600 € T.T.C. ;
- Qu'il est nécessaire de retirer les véhicules Renault Clio immatriculé 678 AYP 13 et Renault Twingo immatriculé EG 973 WR du parc automobile et de les céder à la compagnie d'assurances La Parisienne compte tenu de leur état technique suite aux accidents de la circulation du 18 mai 2016 et du 20 janvier 2017 ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement au versement de cette indemnité.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les réformes des véhicules immatriculés 678 AYP 13 et EG 973 WR dont les numéros d'inventaire sont respectivement 06SA71C0002182N00045 et 05SA71C0002182N00019.

Article 2 :

Sont approuvées les cessions en l'état de ces véhicules à la compagnie d'assurances La Parisienne demeurant 34, avenue de la Gravelle – 94220 Charenton Le Pont pour les montants respectivement de 3 600 € T.T.C. et 2 600 € T.T.C.

Article 3 :

La recette sera constatée sur le budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-2115/17/BM

■ Approbation d'une convention de financement « Aide aux Vacances Enfants (AVE) - Vacances de Printemps, Été, Toussaint 2017 - Séjours enfants/adolescents » avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône MET 17/4021/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, consacre le droit pour les agents publics de bénéficier d'une politique sociale de la part de leur employeur.

Dans ce cadre, par délibération n° 479/07 du 9 novembre 2007, le SAN Ouest Provence fusionné au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a créé la Régie Action Sociale Ouest Provence dotée de la seule autonomie financière chargée de la gestion des prestations d'action sociale au profit de l'ensemble des agents, retraités et de leurs ayants droit, dont font partie les aides aux vacances des enfants.

Ainsi, le SAN Ouest Provence, par délibération n° 476/04 du 24 septembre 2004, avait fixé la liste des prestations d'action sociale. La Métropole Aix-Marseille-Provence a, par délibération n° FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016, mis à jour les conditions d'attribution des prestations d'action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Dans ce contexte, est organisé, pour les enfants de 6 à 17 ans des agents et retraités du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence un séjour en Corse du Sud du 22 juillet au 3 août 2017.

La Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Bouches-du-Rhône propose une aide au financement des vacances des enfants pour certaines familles allocataires, en fonction de leur quotient familial.

Suite à l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie Action Sociale Ouest Provence du 3 avril 2012, par décision n° 276/12 du 13 avril 2012, il a été décidé de solliciter le versement de cette aide pour les séjours organisés au bénéfice des enfants des agents et retraités.

Afin de permettre aux familles éligibles de bénéficier de cette aide pour le séjour mentionné ci-dessus, la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, doit conclure une convention avec la CAF des Bouches-du-Rhône fixant les modalités de participation financière de cette dernière.

La participation de la CAF sera versée directement à la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, réduisant ainsi le coût du séjour restant à la charge des familles concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 037-1040/16/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la mise à jour des conditions d’attribution des prestations d’action sociale destinées aux agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Régie Action Sociale propose un séjour en Corse du Sud du 22 juillet au 03 août 2017 aux enfants des agents, retraités et ayants droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;
- Que la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône propose une aide au financement des vacances des enfants pour certaines familles allocataires, en fonction de leur quotient familial ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de financement « Aide aux vacances Enfants (AVE) - Vacances de Printemps, Été, Toussaint 2017 – Séjours enfants / adolescents » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement ci-annexée « Aide aux vacances Enfants (AVE) - Vacances de Printemps, Été, Toussaint 2017 – Séjours enfants/adolescents » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence / Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence et la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-2116/17/BM

■ Création d'un Conservatoire National de la Mémoire des Français d'Afrique du Nord MET 17/3759/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de création d'un conservatoire national de la mémoire des Français d'Afrique du Nord est porté par le Centre de Documentation Historique sur l'Algérie (CDHA) créé à Aix-en-Provence en 1974, et reconnu d'utilité publique en 1985. Il a connu ces dernières années un accroissement important de ses activités. En 2009 ont été mises en place l'informatisation de ses 12 000 ouvrages, la création d'un centre de conservation « d'archives privées » et l'ouverture d'un service de sauvegarde de sites blogs Internet « Pieds Noirs ».

Le CDHA entretient également un lien privilégié avec le monde universitaire et assure l'accueil de chercheurs, tout en apportant son concours actif à la rédaction d'ouvrages, à l'organisation d'expositions itinérantes et à la mise en ligne d'un catalogue de ses ressources.

Les objectifs du Conservatoire National des Français d'Afrique du Nord, consisteront à valoriser le fonds documentaire constitué par le CDHA depuis sa création, tout en poursuivant sa mission de collecte mémorielle.

L'ampleur de l'activité du CDHA et l'accroissement de son fonds documentaire (bibliothèque, filmothèque, iconographie, périodiques) nécessitent en effet de quitter des locaux devenus aujourd'hui trop exigus pour assurer une réalisation optimale de ses missions.

Par ailleurs, l'association « CDHA » s'est engagée auprès du Ministère des Anciens Combattants et de la Mémoire, dans un processus de reconnaissance scientifique de ses activités mémorielles et de recherche qui devra aboutir à la validation de son caractère national.

Par une délibération du 11 juillet 2011, la Ville d'Aix-en-Provence s'était déjà engagée sur le portage foncier, avec la formalisation d'une mise à disposition d'une parcelle de 890 m², pour une durée de 99 ans, à proximité de la Maison du Maréchal Juin, siège de l'association.

Le projet prévoit l'édification d'un bâtiment d'environ 1500 m², à usage de recherches universitaires et de documentation sur l'histoire de l'Algérie.

Le montage et le suivi financier seront assurés par la Fondation pour la Recherche Historique sur l'Algérie (FRHA) créée en 2011 et placée sous l'égide de la Fondation de France. En outre, c'est la FRHA qui assurera la part d'autofinancement du projet à hauteur de 33,9 %.

Le bâtiment sera composé de 3 niveaux :

- 1er niveau en sous-sol, composé d'une salle d'archives et d'ouvrages anciens,
- 2^e niveau, avec une bibliothèque, une salle de lecture et de bureaux administratifs,
- 3^e niveau, avec une salle d'exposition permanente, une salle de conférence.

Le coût d'opération prévisionnel s'élève à **4 613 000 € TTC** (janvier 2017).

Plan de financement prévisionnel

ORGANISMES SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (TTC)	TAUX SOLLICITES
MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE	500 000 €	10,83 %
VILLE d'AIX-EN-PROVENCE	750 000 €	16,25 %
CONSEIL RÉGIONAL PACA	900 000 €	19,51 %
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES DU RHÔNE	900 000 €	19,51 %
FRHA (autofinancement)	1 563 000 €	33,9 %
TOTAL	4 613 000 €	100 %

La Région Provence-Alpes-Cote d'Azur a délibéré le 24 juin 2016 pour acter un accord de principe à sa participation financière à la réalisation de ce projet, sous réserve de la participation des autres collectivités publiques.

La ville d'Aix-en-Provence a délibéré le 18 juillet 2016 dans les mêmes termes.

Par une délibération du 17 mars 2017, la Région PACA a confirmé sa participation financière, en votant une subvention de 900 000 € destinée à la réalisation de ce centre de mémoire.

Le paiement de la présente subvention est conditionné à la production de l'ensemble des attestations des subventions des co-financeurs du projet ainsi que la garantie de disponibilité des fonds propres apportés par l'association via sa fondation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DL.2016-388 du 18 juillet 2016 de la ville d'Aix-en-Provence actant le principe de sa participation financière au projet de création du Conservatoire National des Français d'Afrique du Nord ;
- La délibération N° 17-73 du 17 mars 2017 du Conseil Régional PACA attribuant une subvention de 900 000 € au CDHA pour la création d'un Conservatoire National de la Mémoire des Français d'Afrique du Nord ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt métropolitain et national du projet de construction d'un conservatoire de la mémoire des français d'Afrique du Nord à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement de 500 000€ à l'association « Centre de Documentation Historique sur l'Algérie (CDHA) » pour la réalisation

d'un Conservatoire National de la Mémoire des Français d'Afrique du Nord, sous réserve de la production de l'ensemble des attestations des subventions des co-financeurs du projet ainsi que la garantie de disponibilité des fonds propres apportés par l'association via sa fondation.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'investissement ci-annexée à conclure avec l'association.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la présente convention, ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Bureau de la Métropole Chapitre 204 Nature 20421, Fonction 311, LC 23955 du budget 01 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-2118/17/BM

■ Approbation de la convention de financement par fonds de concours avec la commune de Martigues pour la création d'une salle omnisports MET 17/4043/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par la délibération HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016, le Conseil de la Métropole a adopté le règlement budgétaire et financier qui prévoit au titre IX la possibilité de verser des fonds de concours aux communes membres.

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) applicable aux métropoles par renvoi de l'article L.5217-7 du Code précité, constitue une dérogation au principe de spécialité imposé aux établissements publics de coopération intercommunale.

L'article L.5215-26 dispose : Qu'afin de financer la réalisation ou la construction d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Métropole et les communes membres après accord concordants exprimés à la majorité simple du Conseil de la Métropole et des Conseils Municipaux concernés.

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Conformément au règlement financier approuvé par le Conseil de la Métropole, chaque subvention allouée dans le cadre du fonds de concours doit faire l'objet d'un conventionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune bénéficiaire.

Dans ce cadre, la commune de Martigues a déposé auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un dossier de demande de fonds de concours pour le financement de l'opération suivante :

- Création d'une salle omnisports

Le coût estimé pour cette opération s'élève à 3 738 848,99 euros HT.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entend répondre favorablement à cette demande.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'approbation du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n° FAG 032-1312/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'octroi d'un fonds de concours à la commune de Martigues pour le financement de l'opération Création d'une salle omnisports

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'octroi d'un fonds de concours d'un montant de 1 869 424,49 euros à la commune de Martigues pour le financement de l'opération Création d'une salle omnisports.

Article 2 :

Est approuvée la convention correspondante avec la commune de Martigues précisant les modalités de versement dudit fonds.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de de l'état spécial de territoire du territoire du Pays de Martigues en section d'investissement, code opération 4581166016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-2119/17/BM

■ Prise à bail de locaux sur le site du Décisium pour les services du Territoire du Pays d'Aix MET 17/4356/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors du Bureau métropolitain du 18 mai 2017, le Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre d'un ajustement de l'organisation de ses services, proposait la location de locaux au Décisium Bâtiment C1 (situés 1 rue Mahatma Gandhi 13090 Aix-en-Provence), 186 m² au RDC, 274 m² au 1^{er} étage et 113 m² au 2^{ème} étage qui permettait de regrouper les agents sur un site où

le Territoire du Pays d'Aix loue déjà deux bâtiments (Décisium A1 et A2).

A cette époque, sur ces trois niveaux, seuls les deux premiers, c'est-à-dire le RDC pour 186 m² et le 1^{er} étage pour 274 m² étaient libres de toute occupation et ont pu faire l'objet de la conclusion d'un bail.

Pour le 2ème étage, d'une superficie de 113 m², les locaux n'étaient pas libres. Les locaux ont été libérés et peuvent faire aujourd'hui l'objet de la conclusion d'un bail. Par ailleurs, la location de 199 m² au RDC du Décisium B2 s'est avérée nécessaire pour compléter les locations du bâtiment C1.

Le loyer annuel de ces locaux est proposé à 135 € HT/HC/ m², pour une estimation des domaines de 150 € HT/HC/m², soit 15 255 € HT/HC pour le 2ème étage du C1 et 26 865 € HT/HC pour le RDC du B2, soit le même coût au m² que les deux niveaux dont la location a été approuvée le 18 mai 2017.

Le bailleur propose de prendre en charge les travaux de peinture et de cloisonnement avec modification de l'électricité, de la climatisation et du chauffage de ces locaux moyennant un surloyer annuel de 4 286,40 € HT, soit 37,93 € HT/m² sur une durée de 3 ans pour le 2ème étage du C1 et de 8 967 € HT, soit 45,06 € HT/m² pour le RDC du B2.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Les avis des Domaines n°2017-001L0514 du 29 mars 2017 et n°2017-001L1172 du 21 juin 2017 annexés au présent rapport.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Il est décidé de prendre à bail des locaux au Décisium bâtiment C1, sis 1 rue Mahatma Gandhi 13090 Aix-en-Provence pour 113 m² au 2ème étage, et au Décisium B2 pour 199 m² au RDC pour un loyer annuel de 135 € HT/HC/m² ;

Le loyer annuel de ces biens s'élève à 15 255 € HT/HC, soit 18 306 € TTC pour le 2ème étage du C1 et à 26 865 € HT/HC, soit 32 238 TTC auquel s'ajoute une majoration annuelle de loyer de 4 286,40 € HT soit 37,93 € HT/m² pour le 2ème étage du C1 et 8 967 € HT, soit 45,06 € HT/m² pour le RDC du B2, sur une durée de trois ans, en contrepartie des travaux de peinture et de cloisonnement effectués par le bailleur. La provision de charges pour le 2ème étage du C1 est de 41 € HT/m²/an et de 46 € HT/m²/an pour le RDC du B2.

Article 2 :

Il est décidé d'accorder à l'intermédiaire une commission à hauteur de 10 % HT du loyer annuel HT, soit 1 525,50 € HT pour le 2ème étage du C1 et 2 686,50 € HT pour le RDC du B2.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le bail dont un exemplaire est annexé au présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-2255/17/BM

**■ Approbation d'une convention de mise à disposition, à titre onéreux, de matériels informatiques, de téléphonie et des véhicules entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres
MET 17/4397/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du 1 de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales: « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en application du 1 de l'article L. 5218-1 du présent Code ».

Au 31 décembre 2015, le SAN Ouest Provence exerçait conformément aux dispositions des articles L5333-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, les compétences d'investissement et gestion des équipements reconnus d'intérêt commun

par l'approbation d'un inventaire des équipements existants et/ou en voie de réalisation et des services publics attachés.

Cet inventaire, approuvé par délibération n° 242/14 du 23 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 29 décembre 2015, est complété par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015 définissant le champ d'interventions du SAN Ouest Provence dans le cadre de la compétence culture et notamment le réseau des ludothèques.

Ainsi, le SAN assurait la gestion du Centre Educatif et Culturel (CEC) des Heures Claires, créé dans les années 70 à Istres.

Ce site unique regroupe dans un même lieu des activités différentes au service de la population qui induit une gestion commune et partagée des bâtiments. Une coopération entre le SAN Ouest Provence et la commune d'Istres dans le domaine éducatif, culturel, sportif et de loisirs au CEC les Heures Claires a permis de maintenir cet espace citoyen dynamique en assurant une meilleure qualité des services publics.

Cet espace comprend 23 équipements mutualisés avec une surface bâtie de 25 000 m² sur un foncier d'environ 16 hectares, et notamment un réseau de ludothèque.

Le travail de recensement des attributions à caractère facultatif ou optionnel des six EPCI regroupés a révélé que la compétence d'investissement et de gestion des équipements décrite ci-avant n'était exhaustivement et exclusivement exercée par la Métropole que sur le territoire d'Istres Ouest Provence.

De surcroît, cette compétence s'inscrit dans une logique de proximité forte et de transversalités avec d'autres politiques publiques menées par les communes.

A noter que par délibération n° HN 015-017/16/CM du 28 avril 2016 le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué certaines compétences au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

S'agissant d'une compétence ne relevant pas de celles devant être obligatoirement transférées à la Métropole, rien ne s'oppose à ce que sa restitution soit proposée aux communes intéressées.

Ainsi, par délibération n° FAG 011-810/16/CM du 19 septembre 2016 et rendue exécutoire le 5 octobre 2016, il a été approuvé le principe du transfert des équipements et de l'action des services attachés au site du Centre Educatif et Culturel (C.E.C) les Heures Claires et du réseau des ludothèques au bénéfice des communes concernées.

Dans ce cadre, la Métropole dispose de moyens et services dédiés à cette compétence, situés sur le territoire de la ville d'Istres, qui doivent être repris par la commune aux fins de permettre l'exercice de ladite compétence à l'échelon communal.

L'article L.5111-7 du CGCT dispose en effet que « I. – Dans tous les cas où des agents changent d'employeur en application d'une réorganisation prévue à la présente partie, ceux-ci conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. » et l'article L 5211-4-1-IV bis 2° du CGCT indique que « La répartition des fonctionnaires et agents territoriaux non titulaires transférés par les communes en application du deuxième alinéa du I ou recrutés par l'établissement public de coopération intercommunale et qui sont chargés, pour la totalité de leurs fonctions, de la mise en œuvre de la compétence restituée est décidée d'un commun accord par convention conclue entre l'établissement public et ses communes membres. Cette convention est soumise pour avis aux comités techniques placés auprès de l'établissement public de coopération intercommunale et auprès des communes. Elle est notifiée aux agents non titulaires et aux fonctionnaires concernés, après avis, selon le cas, des commissions consultatives paritaires ou des commissions administratives paritaires compétentes ».

Le transfert des agents à la Commune d'Istres interviendra à compter du 1^{er} août 2017 étant précisé que l'évaluation des masses salariales devra être acté par la CLECT de la Métropole.

Toutefois, compte tenu des modalités particulières liées aux décisions de restitution de compétence et notamment à l'élaboration des procès-verbaux de restitution contradictoires qui doivent être élaborés préalablement aux opérations de transfert effectif, bien que le principe du transfert de cet équipement ait été acté; il n'en demeure pas moins que l'ensemble de la procédure de transfert n'est pas, sur un plan opérationnel, abouti.

Néanmoins, afin de permettre à la ville d'Istres, commune du périmètre de la Métropole impactée par ce retour de compétence, d'assurer la continuité des services publics présents sur le site du C.E.C.; les parties se sont rapprochées afin de mettre en place une convention de mise à disposition, à titre onéreux, de matériels informatique et de téléphonie, ainsi que de véhicules, dont la liste figure en annexe de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 011-810/16/CM en date du 19 septembre 2016 du Conseil de la Métropole portant approbation du transfert des équipements et de l'activité du Centre Educatif et Culturel des Heures Claires et des ludothèques au bénéfice des communes membres du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin d'assurer la continuité du service public lié à la restitution de compétence du site du C.E.C les Heures Claires, il est proposé de conclure une convention de mise à disposition avec la commune d'Istres du matériel informatique et de téléphonie, ainsi que des véhicules, dans les conditions définies au document figurant en annexe.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de mise à disposition, à titre onéreux, de matériels informatiques, de téléphonie et des véhicules entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres.

Article 2 :

La mise à disposition de véhicules, objet de la présente convention, donnera lieu au paiement par la commune des frais relatifs à leur utilisation. La refacturation tiendra compte des frais inhérents à l'utilisation du véhicule tels que les frais d'assurance, de carburant, d'entretien et/ou de réparations consécutives ou non à un sinistre.

La recette sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 70, nature 875.

Article 3 :

La mise à disposition des applications métiers, des photocopieurs et des box internet donnera lieu à une refacturation inhérente à leur utilisation. La refacturation tiendra compte des contrats d'abonnement relatifs aux accès internet publics, à la maintenance des applications métiers ainsi qu'à l'utilisation du photocopieur et les coûts de réparation éventuels non couverts par la garantie.

La recette sera imputée sur le budget de la Métropole, chapitre 70, nature 875.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-2120/17/BM

■ Attribution de subventions au titre de la stratégie Territoires Numériques et de la French Tech - Approbation de conventions
MET 17/4077/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le numérique est reconnu comme un des principaux leviers de compétitivité et d'attractivité des territoires. Les technologies digitales bouleversent le quotidien des citoyens et font désormais partie des usages de tous.

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 44 000 emplois et de 7 000 entreprises générant un chiffre d'affaires de 8 milliards d'euros, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique.

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à

projets national French Tech. Initialement attribuée pour une période expérimentale, cette labellisation a été reconduite le 25 juillet 2016.

Le soutien au développement de projets numériques au bénéfice des associations, des entrepreneurs et des citoyens fait partie des principes qui se dessinent dans le cadre de la stratégie Territoires Numériques au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence et participe à la dynamique French Tech dans laquelle la Métropole s'est engagée.

En amont de la définition du cadre de l'intervention de la Métropole en termes de soutien au numérique, la Métropole propose de soutenir deux associations qui mènent, au niveau national et à l'échelle du territoire métropolitain, des actions pertinentes, en cohérence d'une part avec le souhait de mobiliser les principaux acteurs du numérique dans la réflexion conduite par la Métropole en vue de définir sa stratégie numérique et d'autre part avec les projets inscrits dans le cadre de la French Tech Aix-Marseille.

1- L'association Fondation Internet Nouvelle Génération (FING) qui développe une approche critique et constructive de la smartcity et de la nécessaire acculturation des données pour cette dernière, notamment dans le cadre de ses programmes : Audacity (gouverner et innover dans la ville numérique réelle) et « Parlez-vous data ? (déploiement concret de la culture de la donnée dans les organisations).

La FING souhaite travailler sur la question de la stratégie Open Data pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en lien avec les autres acteurs institutionnels et les écosystèmes locaux (startups, French Tech, entreprises....) et à ce titre, propose d'explorer les nouveaux usages des données numériques sur le territoire à travers une série d'animations et d'actions.

Association Fondation Internet Nouvelle Génération (FING)

Titre de l'action : Exploration des nouveaux usages des données numériques à l'échelle du territoire métropolitain

Budget global de l'action : 62 860 €
Subvention sollicitée : 29 500 €
Taux de couverture de la subvention : 46,93 %

2- L'association Régionale de Soutien aux Espaces Numériques de l'Information et de la Communication (ARSENIC) propose de contribuer à inscrire la médiation numérique et ses acteurs comme des éléments clefs de la stratégie numérique de la Métropole. A cette fin, Arsenic souhaite d'une part, favoriser l'émergence de nouvelles pratiques de mobilité et constituer des communautés de bêta-testeurs pour les projets développés par la Métropole et d'autre part, contribuer au développement d'outils d'expression citoyenne.

Association Régionale de Soutien aux Espaces Numériques de l'Information et de la Communication (ARSENIC)

Titre de l'action : Metronum : la médiation numérique au cœur de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Budget global de l'action : 37 500 €

Subvention sollicitée : 30 000 €

Taux de couverture de la subvention : 80 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au règlement budgétaire et financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les projets portés en 2017 par ces associations sont en adéquation d'une part avec la stratégie numérique qui se dessine à l'échelle de la Métropole et d'autre part qu'ils entrent dans la dynamique de la French Tech Aix-Marseille dans laquelle la Métropole s'est engagée.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées les subventions détaillées ci-dessus pour un montant de 59 500 euros.

Article 2 :

Sont approuvés les conventions d'objectifs ci-annexées.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - Nature 6574 - Fonction 61 - Sous-politique B370.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-2121/17/BM

■ Attribution de subventions à des entreprises des territoires du Pays d'Aix et de Marseille Provence dans le cadre du soutien aux projets de R&D collaboratifs retenus par le Fonds Unique interministériel - Approbation de conventions MET 17/3681/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

1. Rappel du cadre juridique de la subvention

Le Fonds Unique Interministériel (FUI) est un dispositif d'aide d'État dédié au financement de projets de Recherche et Développement collaboratifs, ayant pour objet de soutenir l'effort d'innovation et la coopération entre les différents acteurs (PME, grands groupes industriels, organismes de recherche et établissements de formation).

Labellisés par les Pôles de Compétitivité, les projets retenus à chacun des appels à projets visent la création de produits ou de services innovants qui puissent être commercialisés à moyen terme. Ils permettent aux entreprises d'acquérir des savoir-faire et de capter de nouveaux marchés. Dans de nombreux cas, les projets collaboratifs sont l'opportunité pour les PME et TPE de devenir des acteurs reconnus auprès des grands groupes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré sur le principe d'attribution d'aides aux entreprises de son territoire qui participent à ces projets collaboratifs. A ce jour sont concernés notamment les territoires d'Aix et de Marseille. Les montants sont déterminés au vu de l'assiette du projet, de son intérêt stratégique pour l'entreprise et le territoire et des aides apportées par les autres partenaires institutionnels.

Le cofinancement de ces projets par l'EPCI s'inscrit désormais dans une convention cadre avec la Région, chef de file pour ce type d'interventions économiques.

Les projets présentés pour financement au FUI font l'objet d'une expertise technique et financière par les services spécialisés des ministères concernés, en tenant compte des priorités de politique industrielle fixées au niveau national. Les avis techniques donnés par les différents experts sont accessibles aux collectivités, à travers un réseau extranet ouvert aux partenaires institutionnels.

Les projets proposés relèvent du 23^e appel à projets qui ont abouti, à l'échelle nationale, sur 105 projets présentés, au financement de 55 nouveaux projets (sur 121 projets présentés), pour un financement par l'État de 38 M€. Des cofinancements équivalents devraient être apportés par les collectivités territoriales et le FEDER.

2. Un projet de R&D sur le Territoire du Pays d'Aix et sur le Territoire de Marseille Provence :

Le projet GREENEXPLORER labellisé par le Pôle Mer Méditerranée

Le projet GREENEXPLORER consiste à développer un nouveau véhicule sous-marin ainsi qu'une offre de services associés, permettant de surveiller, photographier, et modéliser des organismes naturels et des installations humaines sous-marines.

Ce projet est conduit par le consortium formé d'une ETI (ALSEAMAR), d'une PME (COMEX) et de 3 laboratoires de recherche (LSIS, I3S et MAPIEM), tous situés en Région Provence Alpes Côte d'Azur.

GREENEXPLORER répond à un triple enjeu :

- la croissance forte des activités en mer et en zone côtière génère une obligation de suivi des organismes vivants et de surveillance des équipements installés par l'homme (récifs artificiels, câbles sous-marins, pipe, fouilles archéologiques, etc.),
- la réduction de l'empreinte sur l'environnement pour mener à bien de telles opérations : zéro bruit et zéro déchet,
- la maîtrise des coûts et un délai court de mise sur le marché.

Ce nouvel engin sous-marin sera télé-opéré depuis la terre ou d'un navire léger. Son système de propulsion et de détection sera très optimisé énergiquement. Une liaison de télécommunication par fibre optique bio-hydrolysable ou biodégradable assurera la transmission en temps réel vers une base à terre des informations détectées sous la mer.

GREENEXPLORER adressera un large marché pour surveiller l'impact de l'activité humaine sur la biodiversité marine et côtière. Le plan prévoit une mise sur le marché en 2019, et une montée en cadence de la production en 2021.

60% des engins produits devraient faire l'objet de l'offre de service, pour être mis en œuvre au profit des opérateurs d'aires marines protégées et archéologiques, des énergies marines renouvelables, de l'offshore Oil & Gas et télécom, et des bureaux d'expertise marine.

D'autres engins pourront aussi être vendus à des clients qui préféreront l'opérer eux-mêmes, instituts scientifiques ou marines militaires notamment.

Le développement initial créera 8 emplois directs, puis jusqu'à 15 emplois pour produire, tester, et surtout opérer les engins en mer.

A plus long terme, les travaux réalisés sur la fibre optique biodégradable ou bio-hydrolysable permettront aussi de créer une nouvelle filière industrielle en région PACA.

Le chiffre d'affaires attendu à l'horizon 2021 est de plus de 9 millions d'euros pour ALSEAMAR et de 2,5 millions pour COMEX. Les retombées sont également attendues pour les laboratoires grâce aux investissements, aux brevets et aux publications.

La société ALSEAMAR développe des produits innovants destinés aux marchés de la défense navale, de l'océanographie et du pétrole offshore. Installée jusqu'à présent à Meyreuil et à Six-Fours, elle construit actuellement sa nouvelle usine à Rousset. 50 % des travaux du projet seront réalisés en Pays d'Aix (conception et essais préliminaires des sous-ensembles) et 50 % dans son établissement situé dans le Var. Les dépenses sont détaillées par site.

Sur 87 salariés au total, une cinquantaine est basée en Pays d'Aix. Le Projet de R&D doit générer 5 emplois directs sur le territoire.

Il est proposé d'accorder à la société ALSEAMAR une subvention de 80.000 €, soit 4,42 % d'une assiette financière de 1.806.839 € (dépenses Rousset).

L'entreprise **COMEX SA**, pionnière dans la plongée profonde parapétrolière, poursuit le développement de systèmes hyperbares et des opérations sous-marines. Forts de 50 ans d'expérience dans ces domaines, ses spécialistes œuvrent pour concevoir et opérer navires, sous-marins, robots filoguidés, outils de prélèvement et d'acquisition, chambres d'oxygénothérapie hyperbare, caissons de recompression, machines spéciales hyperbares automatisées. Aujourd'hui la société est articulée autour des activités d'ingénierie, de conception et de services liés à l'expérience et au savoir-faire acquis pendant 5 décennies dans le domaine de l'hyperbarie et de l'exploration du milieu sous-marin.

L'entreprise a été soutenue dans le cadre du projet ROV 3D en 2011 à hauteur de 60 000 € par le Territoire de Marseille Provence. Le projet a permis de développer des outils novateurs associant la photogrammétrie sous-marine et les mesures acoustiques issues d'un capteur sous-marin actif.

Dans le cadre du projet, Comex a en charge la réalisation de la charge-utile optique (imagerie 2D/3D) et sa supervision, ainsi que les essais en mer. Pour la réalisation de sa tâche, elle embauchera 3 personnes. À la fin du projet, l'entreprise envisage d'accroître son CA à l'export et de diversifier l'activité vers l'imagerie 3D

Il est proposé d'accorder à la société COMEX une subvention de 80 000 €, soit 8,47% d'une assiette financière de 943 735 €.

3. Deux projets de R&D au service des filières d'excellence du Pays d'Aix

3.1. Le projet PACLIDO 2 labellisé par le Pôle SCS

Le projet PACLIDO (Protocoles et Algorithmes Cryptographiques Légers pour l'Internet Des Objets) a pour objectif de sécuriser l'Internet des Objets par l'intégration dans des objets connectés d'algorithmes et de protocoles cryptographiques légers garantissant la confidentialité, l'intégrité et l'authentification des données échangées. Ces innovations apporteront des garanties de sécurité et de performance très attendues par les acteurs du domaine. Il s'agit là d'un sujet devenu hautement sensible depuis les attaques sécurité de grande ampleur perpétrées en fin d'année dernière.

Les marchés visés sont nombreux et diversifiés, leur point commun étant le besoin d'intégrer des fonctionnalités de sécurité dans des objets limités en ressources sans compromettre leurs performances. Plus précisément, le projet porte sur quatre cas d'usages, à savoir maison connectée, ville intelligente, aéronautique et systèmes industriels.

Ce projet de R&D sera conduit par un consortium composé de quatre PME, d'un grand groupe (Cassidian Sécurité lié au groupe EADS), d'un établissement public (CEA Grenoble) et de deux laboratoires.

Les objectifs économiques pour les partenaires se déclinent selon trois sources de revenus pour un CA total attendu de 26 M€ sur 5 ans :

- l'augmentation des ventes de produits existants chez les partenaires, estimée à 15,5 M€. En effet, une démarche de standardisation des algorithmes et protocoles développés permettra d'apporter un avantage compétitif aux partenaires du projet, ce qui permettra une augmentation des ventes des produits existants.

- Vente de licences pour un total de 5,5 M€, soit environ 10 licences de 30 k€€ vendues par an et par partenaire, sur la base de brevets déposés sur les implémentations optimisées de ces algorithmes et protocoles.

- De nouvelles opportunités de missions de conseil et d'audit dans le domaine de la sécurité de l'IoT pour un total estimé à 5 M€.

Le projet présente des enjeux importants pour la société aixoise TRUSTED OBJECTS qui conçoit des solutions de sécurité pour les objets connectés. Dès sa création en 2014, par des ingénieurs issus du monde du semi-conducteur, cette société a inscrit les algorithmes de cryptographie légère dans son programme de R&D, en anticipation des besoins sécurité du monde connecté. Le projet PACLIDO va lui permettre d'accélérer ses travaux de recherche dans ce domaine, de tester ses solutions dans des cas d'usages identifiés, et de caractériser une technologie particulièrement résistante aux attaques sécurité.

L'augmentation des ventes de produits et de licences générées par le projet est estimé à 2.5M€, ce qui en fait une étape importante dans le développement de l'entreprise. TRUSTED OBJECTS prévoit de mobiliser plusieurs ingénieurs spécialistes en cryptographie pour ce projet, qui sera générateur d'emplois sur le site de R&D basé à Pôle d'activités d'Aix-en-Provence. La jeune société compte aujourd'hui 10 personnes.

Il est proposé d'accorder à Trusted Objects une subvention de 80.000 € au titre de sa participation au projet collaboratif PACLIDO, soit 16 % d'une assiette éligible de 499.834 €.

3.2. Le projet SPINEFLEX labellisé par le Pôle Eurobiomed

Le projet SPINEFLEX a pour objet le développement d'un ciment composite et élastique pour le traitement des fractures par compression vertébrale, dues aux traumatismes accidentels ou aux ruptures liées à l'âge. Le projet est porté par la société aixoise GRAFTYS, créée en 2005 et spécialisée dans l'ingénierie tissulaire osseuse et le développement de dispositifs médicaux implantables de type céramiques et ciments osseux.

En chirurgie de reconstruction osseuse, les efforts de recherche portent, depuis plusieurs années, sur le développement de composés synthétiques résorbables en alternative à l'autogreffe osseuse qui génèrent très souvent des complications.

Dans ce contexte, les ciments phosphocalciques (CPCs) représentent aujourd'hui une alternative thérapeutique très intéressante pour des indications qui restent cependant limitées aux comblements des cavités osseuses non porteuses. Le projet SPINEFLEX vise à développer une nouvelle génération de composites injectables, basés sur la chimie des CPCs, dont le domaine d'application serait élargi à la chirurgie du rachis et plus particulièrement au traitement des vertèbres fragilisées ou fracturées par l'ostéoporose. En mimant les propriétés mécaniques de l'os, cette association devrait

durablement

améliorer le couple élasticité/rigidité, permettant ainsi le traitement des fractures par compression vertébrale.

Dans le domaine de l'orthopédie au sens large, ce type d'intervention représente un marché en forte croissance (15% par an). Il est estimé que seule une fracture sur trois est actuellement traitée, ce qui représente un vrai problème de santé publique. Les différentes techniques de traitement chirurgical actuellement utilisées sont basées sur l'utilisation d'une résine plastique non résorbable (PMMA) pour stabiliser la fracture et/ou maintenir la réduction effectuée. Le PMMA assure certes une bonne tenue mécanique mais présente d'autres types d'inconvénients importants (trop grande rigidité, non-résorbabilité, nécroses thermiques). SPINEFLEX est positionné sur l'utilisation de CPC composite dont les deux principales caractéristiques seront ses propriétés mécaniques biomimétiques de l'os et sa capacité à être résorbé au rythme du remodelage osseux.

Le projet est conduit par un consortium de deux PME et de trois laboratoires de recherche affiliés au CNRS. Pour GRAFTYS, qui compte aujourd'hui 33 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 3,5 M€, le projet permet de pérenniser trois emplois et d'en créer deux. En 2025, à la mise sur du marché du produit, en cas de succès, 20 à 40 emplois pourront être créés en matière de production, de contrôle qualité et de suivi clinique.

Il convient de noter que ce projet fait suite aux résultats du projet SPINEINJECT (FUI13) qui visait le développement de substituts osseux résorbables à injecter à titre préventif entre deux vertèbres. Ce projet va déboucher sur la commercialisation d'un produit d'ici deux ans, après la phase d'industrialisation. Le projet SPINEFLEX quant à lui est orienté vers le traitement d'une fracture.

Il est proposé d'accorder à la société GRAFTYS une subvention de 70.000 € soit 5,40 % d'une assiette éligible de 1.294.339 €.

4. Un projet de R&D sur le Territoire de Marseille Provence

Labellisé par le Pôle Capenergies, le projet FALCON a pour ambition de développer un convoi poids lourd complet significativement économe en carburant, destiné aux usages de transport de marchandises sur de longues distances et jusqu'en zones péri-urbaines.

Les développements technologiques, qui sont proposés d'être intégrés dans ce camion démonstrateur (à l'exception du système de récupération de chaleur) avant d'être testés en conditions réelles, ont tous vocation à participer à l'objectif de réduction de la consommation.

Ces développements technologiques porteront plus spécifiquement sur :

- l'optimisation de l'aérodynamique du véhicule complet ;
- le développement de pneumatiques à faible résistance au roulement et connectés ;
- le développement de fonctionnalités prédictives d'aide à la conduite économe et de gestion de l'énergie ;
- l'amélioration de la chaîne cinématique via le développement de lubrifiants innovants et d'un système de récupération de chaleur.

L'objectif principal du projet est la réduction significative des émissions de CO2 jusque dans les zones péri-urbaines et les retombées attendues pour les partenaires sont diverses : sécurisation des stratégies d'investissement en recherche et développement, renforcement de la compétitivité et de l'attractivité des produits développés grâce aux innovations proposées, augmentation des connaissances scientifiques au travers de l'implication de plusieurs partenaires académiques : Ecole Centrale de Lyon, IFSTTAR et IFPEN, extension des innovations à d'autres secteurs d'activités notamment pour WEZZOO et ENOGIA.

La société ENOGIA conçoit et fabrique un système permettant de convertir de la chaleur en électricité basé sur une technologie innovante et brevetée de micro-turbine à Cycle Organique de Rankine. De nombreuses sources de chaleur peuvent ainsi être utilisées : la géothermie, le solaire thermodynamique, la biomasse, la récupération de chaleur sur les processus industriels ou moteurs à combustion interne... ENOGIA a notamment développé une expertise unique dans la conversion de très faibles températures de chaleur résiduelle en électricité. Les développements qui seront réalisés dans le cadre du projet FALCON s'intègrent dans la stratégie de développement produit d'ENOGIA qui a identifié le marché des transports comme un relai de croissance à moyen terme. L'aide publique au projet FALCON permettra à ENOGIA d'accélérer la réalisation de ses travaux de R&D et de démontrer le potentiel de ses produits pour réduire la consommation des Poids Lourds. Dans le cadre du projet, la société embauchera 1 chef de projet, 1 ingénieur et un technicien.

Le projet FALCON permettra d'accélérer les travaux de R&D engagés par ENOGIA-IFPEN sur une turbogénératrice adaptée à la récupération de la chaleur résiduelle des moteurs de poids lourds. ENOGIA envisage de démarrer son industrialisation en 2021 pour une première commercialisation auprès des constructeurs et équipementiers en 2023.

Il est proposé d'accorder à la société ENOGIA une subvention de 76 549 €, soit 23,3% d'une assiette éligible de 328 658 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2007_A444 du Conseil communautaire de la CPA du 12 décembre 2007 relative à la mise en place d'un dispositif de cofinancement de projets R&D labellisés par les Pôles de compétitivité et retenus dans le cadre du Fonds Unique Interministériel ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau du 18 mai 2017 approuvant la convention cadre avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur autorisant les collectivités à abonder le Fonds Unique Interministériel ;
- La décision de l'État en date du 27 mars 2017 concernant la sélection de 55 projets de R&D collaboratifs au titre du 23ème appel à projets du Fonds Unique Interministériel ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions pour un montant total de 230.000 € à trois entreprises du Territoire du Pays d'Aix, deux subventions d'un montant total de 156.549 € à deux entreprises du Territoire Marseille Provence, au titre de leur participation à un projet de R&D collaboratif retenu par le Fonds Unique Interministériel, selon la répartition suivante :

- FUI AAP 23 – Projet PACLIDO 2 – Pôle SCS – Société TRUSTED OBJECTS – 80.000€
- FUI AAP 23 – Projet GREENEXPLORER – Pôle MER – Société ALSEAMAR – 80.000€
- FUI AAP 23 – Projet GREENEXPLORER – Pôle MER – Société COMEX – 80 000 €
- FUI AAP 23 – Projet SPINEFLEX – Pôle EUROBIOMED – Société GRAFTYS – 70.000€
- FUI AAP 23 – Projet FALCON – Pôle CAPENERGIES – Société ENOGIA – 76 549 €

Article 2 :

Sont approuvées les conventions ci-annexées à signer avec les entreprises susvisées.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions ainsi que tout document afférent à ces dossiers.

Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits d'une part au budget du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/20421 et d'autre part sur le budget du Territoire de Marseille Provence sur la ligne B330/61/2042..

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-2122/17/BM

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Pôle Régional de l'Image et du Multimédia et de l'Internet (PRIMI) MET 17/3895/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Pôle Régional de l'Image, du Multimédia et de l'Internet a été créé le 12 octobre 2010. Cette dynamique de rassemblement des acteurs de l'innovation dans le domaine du contenu numérique est guidée par la logique actuelle de convergence des médias, par l'émergence de nouveaux marchés avec des productions transmédia nécessitant la collaboration entre les différents métiers, et par le souci de construire un pôle de PME TPE en mesure de se positionner aux niveaux national et international pour faire la promotion des savoirs-faires et des excellences métropolitaines.

Le projet de l'association est labellisé Grappe d'entreprises par la DATAR (2011-2013) et PRIDES (Pôle régional d'innovation et de développement économique solidaire) par la Région PACA.

PRIMI est un cluster regroupant majoritairement des entreprises (TPE/PME), aux côtés de structures d'enseignement universitaire, de recherche, de formation et d'équipements culturels, tous soucieux

d'intégrer les nouvelles technologies dans la relation avec leurs marchés et leurs publics.

PRIMI, réseau d'entreprises de l'audiovisuel, du cinéma, de l'animation, du jeu vidéo, du multimédia et d'Internet, réunit ainsi l'ensemble des compétences mobilisables pour la réalisation de contenus et services innovants. Le Pôle offre à ses adhérents un ensemble de services privilégiés, de formations, de réflexions avec les décideurs nationaux, d'espaces de promotion afin d'accélérer leur développement, notamment à l'international et d'accroître leurs réseaux d'affaires.

Bilan au 31 décembre 2016

Au 31 décembre 2016, PRIMI rassemble 105 adhérents (89 adhérents (en 2015) dont :

- 80% de TPE- PME représentant 1800 emplois et 170 millions de chiffre d'affaires
- 1 grand groupe (ORANGE)
- 17 organismes de formation et recherche
- 73% des adhérents sont implantés dans les Bouches-du-Rhône

Les chiffres clés :

- L'association compte 22 administrateurs, 5 salariés en charge de l'opérationnel
- 175 rendez-vous ont été réalisés avec des adhérents et prospects
- 100 réunions avec des partenaires publics.

Les métiers :

- 31% dans la production audiovisuelle
- 16% formation et recherche
- 13% animation, jeux vidéos et autres productions de contenu
- 13% industries techniques et post-prod
- 10% solutions numériques, diffusion et distribution
- 10% communication et marketing digital
- 6% autres organismes et associations

Programme Prévisionnel des actions 2017

Les objectifs stratégiques de 2017 :

- Structurer l'écosystème (panorama économique de la filière, accroître les compétences, accompagner les projets régionaux structurants
- Réaliser un programme d'accélération destiné aux start-up et PME (accompagner les entreprises émergentes, développer les modules de veille et de formation, accompagner les entreprises régionales, notamment pour la mise sur le marché avec un accès privilégié aux salons, conférences)

Le budget prévisionnel 2017 de l'association s'élève à 694.524 euros.

Il est réparti, par grands postes, de la manière suivante :

Les dépenses :

Achats :	170.950 euros
Services extérieurs:	58.650 euros
Autres services extérieurs :	187.720 euros
Taxes:	4.040 euros
Charges de personnel :	263.164 euros
Charges financières	3.000 euros
Dotation aux amortissements	7.000 euros
Total des charges	694.524 euros
Emplois des contributions volontaires en nature	48 108 euros
TOTAL	742 632 euros

La masse salariale représente 35 % des dépenses totales.

Les recettes

Subventions:	393.196 euros
Dont BPI	38.684
Dont la région :	268.512 euros
Dont le Département 13 :	10.000 euros
Dont Métropole Aix-Marseille -Provence:	25.000 euros
Dont la Ville de Marseille :	25.000 euros
Dont la Ville de Cannes	15.000 euros
Dont Autres Etablissements publics	11.000 euros
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	269.328 euros
Autres produits de gestion courante	32 000 euros
Total des produits	694.524 euros
Contributions volontaires en nature	48 108 euros
Total	742 632 euros

En 2016, PRIMI a bénéficié d'une subvention d'un montant de 25.000 euros.
Pour 2017, PRIMI a sollicité une subvention de 25 000 euros auprès de la Métropole-Aix-Marseille-Provence. Il est proposé au Bureau de la Métropole de lui attribuer 15.000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur du Développement Economique

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 15.000 euros à l'association PRIMI au titre de l'année 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence– chapitre 65 – article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-2123/17/BM

**■ Attribution d'une subvention relative à la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'organisation de l'évènement "les 3 jours de l'intelligence collective" par l'association MedInSoft
MET 17/3896/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association MedInSoft, créée en 2004, a pour objet la mise en œuvre d'actions collectives pour le soutien et l'accompagnement du développement des éditeurs de logiciels dont le siège est implanté préférentiellement sur le territoire de la région PACA. Elle est présidée par André Jeannerot, directeur des systèmes d'information chez Lefebvre-Software.

L'association Libertis, créée en 2004, rassemble les entreprises régionales spécialisées dans les logiciels libres. Elle est présidée par Jean-Marie Micallef, gérant de Theosys.

L'association le Club Informatique PACA (CIP), créée en 1973 par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence, a pour objectif de favoriser les rencontres entre professionnels de l'informatique pour échanger : des informations, des connaissances, des contacts utiles. Elle est présidée par Yvon Defour, Groupe Greenmodal.

Cette année encore, MedInSoft, Libertis et le CIP œuvrent ensemble pour poursuivre l'organisation d'un grand évènement dans le domaine des TIC : « les 3 jours de l'intelligence collective ».

MedInSoft, est aussi un des animateurs de la première heure de la dynamique de la French Tech Aix- Marseille. A ce titre, en 2015, elle a proposé de coordonner l'animation et la gouvernance de la French Tech Aix-Marseille.

En 2015, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ont apporté leur soutien financier à l'association MedInSoft, afin qu'elle puisse coordonner la French Tech Aix-Marseille.

Le contexte

Comme l'année passée, 3 événements seront organisés durant 3 jours, en octobre 2017 sous la bannière unique intitulée « Les 3 jours de l'Intelligence Collective ».

Ces 3 événements sont

-le « Forum MedInJob » au Pôle média de la Belle de Mai qui a pour objectif notamment de promouvoir la filière du numérique auprès des femmes en collaboration avec SYNTEC Numérique,

-le salon TOP-TIC au Palais de la Bourse destiné à informer les entreprises sur l'usage et la maturité des TIC en mettant l'accent sur les complémentarités entre les solutions logicielles

-le Financial IT DAY destiné à promouvoir la filière du numérique auprès des banques et des investisseurs au Pôle Média de la Belle-de-Mai.

Le bilan 2016

- Le Forum de l'emploi MedInJob (anciennement nommé Tic Emploi) s'est déroulé le 13 octobre 2016 au pôle Média de la Belle-de-Mai de Marseille. Le forum a également été organisé à Aix-en-Provence, au sein de la Bibliothèque Méjanes. Les 2 Forums ont permis de recueillir 420 postes et 60 stages proposés par plus de 40 recruteurs- exposants. 1500 visiteurs ont été au contact d'employeurs.

- Le salon TOP TIC : le salon a reçu plus de 1000 visiteurs sur la journée. 12 entreprises étaient présentes sur le showroom e-commerce de la performance numérique.

- Le Financial Innovation Day Méditerranée du 20 octobre 2016 : il avait pour objectif de démocratiser l'accès aux financements privés

pour des entreprises innovantes, quel que soit leur degré de maturité, en y impliquant le maximum de structures privées et publiques pour les y aider. MedInSoft est membre du réseau des Clusters IT, réseau qui a mis en place le programme « Financial IT Days » visant à aider les entreprises en création ou en développement à financer leur croissance, innover, exporter et mettre en marché leurs solutions innovantes et technologiques. 60 entreprises ont postulé, 24 ont été retenues. Il y a eu 330 visiteurs, 8 conférences et 15 exposants.

Programme des actions 2017

Pour 2017, MedInSoft, Libertis et le CIP œuvrent ensemble pour poursuivre l'organisation d'un grand événement dans les domaines des TIC : « les 3 jours de l'intelligence collective ».

1. Le Forum MedInJob a pour objectifs :

- De clarifier la connaissance des métiers de l'économie numérique, du marché et des formations
- De rapprocher les demandeurs d'emploi et les entreprises
- D'enrichir le contenu profil/ parcours des personnes en recherche d'emploi et favoriser le succès dans leur recherche
- Promouvoir la filière du numérique auprès des femmes en collaboration avec SYNTEC Numérique.

Pour la 4^{ème} fois, le forum MedInJob sera déployé sur deux journées, à Aix en Provence et au pôle Média de la Belle de mai à Marseille. De plus ce forum viendra prolonger la mise en service de la plate-forme medinjob.fr qui publie les offres de stage et les offres d'emplois de la région.

2. Le Salon « TOP-TIC » en octobre 2017 au Palais de la Bourse

L'objectif est d'informer auprès des utilisateurs, des chefs d'entreprises et DSI sur l'usage et la maturité des TIC dans le développement de leur société, en mettant l'accent sur les complémentarités entre les solutions logicielles, les technologies Web 2.0, le cloud computing et l'Open Source.

3. « Financial Innovation Day Méditerranée » en Octobre 2017 au Pôle média de la Belle de Mai

Les objectifs de ce salon sont d'informer les entreprises sur les possibilités de financement et de développement, d'accompagner un certain nombre de startup pour leur permettre de rencontrer des financeurs, d'organiser des conférences de sensibilisation des chefs d'entreprises sur les modalités de financer leur fonds propre, d'utiliser les dispositifs de Crédit Impôts Recherche pour embaucher et se développer et promouvoir la filière du numérique auprès des banques et investisseurs.

Budget 2017

Le budget prévisionnel 2017 des 3 JIC s'élève à 134.000 euros.

Charges directes		Ressources directes	
Services extérieurs (locations)	44.500 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	37.600 €
Autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires honoraires) et	59.500 €	Subventions d'exploitation	50.000 €
		Région	20.000 €
		Ville de Marseille	15.000 €
		Métropole Aix-Marseille-Provence	15.000 €
		Autres produits de gestion courante	16.400 €
TOTAL	104.000 €	Total	104.000 €
Contributions volontaires			
Emplois des contributions volontaires en nature	30.000 €	Contributions volontaires en nature	30.000 €
TOTAL DEPENSES	134.000 €	Total	134.000 €

La part financée par les entreprises et partenaires privés s'élève à 62,70 %. (84.000 euros).
La part des financements publics représente 37.3% du budget prévisionnel global (50 000 euros).
Les actions proposées des « 3 jours de l'intelligence collective » s'inscrivent dans les orientations de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt majeur de soutenir la filière des TIC, le rapprochement des entreprises et des demandeurs d'emplois, la valorisation des innovations réalisées sur le territoire de la métropole, la diffusion des usages des TIC et l'image d'un territoire qui entreprend.
- Qu'il appartient au la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver la participation à l'évènement « les 3 jours de l'intelligence collective » organisé par l'association MedInSoft.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 15.000 euros à l'association MedInSoft au titre de l'année 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence– chapitre 65 – article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - Sous Politique B320.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-2124/17/BM

■ Approbation des conventions relatives à l'octroi de subventions aux entreprises dans le cadre du Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP) MET 17/3955/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 26 mars 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention entre l'Etat et les collectivités territoriales partenaires relative à la participation au Plan Local de Redynamisation (PLR) initié par l'Etat.

Ce Plan Local de Redynamisation, accompagné de moyens financiers, a pour objet de recréer un nombre d'emplois au moins égal à celui supprimé par les restructurations des sites de la défense.

L'axe 1 du Plan Local de Redynamisation « Favoriser le développement d'entreprises innovantes créatrices d'emplois sur l'agglomération marseillaise » a donné naissance au Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP).

Ce fonds vise à :

- favoriser la création de l'emploi direct sur le territoire,
- disposer d'un outil financier attractif déployé sur des périmètres d'activités économiques stratégiques à l'échelle du bassin,
- soutenir l'implantation et l'ancrage d'activités d'excellence au profit d'entreprises innovantes en phase de développement,
- construire un dispositif partagé et impliquant l'ensemble des partenaires et acteurs publics du développement du territoire.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015, a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues et de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

Aujourd'hui, la Métropole prend le relai dans la gestion de ce fonds.

Le Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP) est destiné à aider les entreprises innovantes à créer de l'emploi et se présente sous la forme d'une subvention de maximum 8000€/personne embauchée en CDI ; Le montant alloué à une entreprise sur trois ans est plafonné à 96 000€. Les entreprises innovantes doivent

être créatrices d'un minimum de trois emplois pérennes. Il doit s'agir d'emploi à durée indéterminée, créés sous trois ans et maintenus, sous peine de remboursement, au moins 2 ans au-delà de l'échéance de la convention d'aide. Elles doivent être installées ou s'implanter sur l'un des 4 périmètres géographiques du territoire Marseille Provence identifiés «territoires innovants» : Technopôle de Château Gombert, Pôle Média de la Belle de Mai, le Technopôle de Luminy et le Parc des Florides.

Quatre partenaires institutionnels abondent au Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP) : Préfecture de Région/ SGAR via le FRED, Conseil Départemental 13, Métropole Aix-Marseille-Provence, Ville de Marseille.

Les dossiers de candidature sont analysés en Comité d'Engagement. L'entreprise ou le porteur de projet est convoqué pour présenter son dossier devant un jury, composé des membres financeurs ainsi que des experts techniques et financiers. Le principe du financement des dossiers est défini sur la base 50/50 entre l'État et une collectivité.

Le neuvième et dernier comité d'engagement de ce fonds s'est tenu le 25 avril 2017. Cinq projets d'entreprises ont été présentés : Exolis, Led's Chat, Meetobiz, Moben&Rooster et Multiwave Innovation. Trois projets sont soutenus par la Métropole Aix-Marseille-Provence et deux par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône. Il s'agit de :

LED's CHAT

Basée sur une technologie brevetée, LED'S CHAT développe des dalles lumineuses connectées pour créer des surfaces décoratives et communicantes modulaires dans leurs formes, interactives vis à vis de l'environnement, comprenant une intelligence embarquée avec des algorithmes autonomes. L'entreprise développe également des logiciels pour simplifier l'utilisation de ses produits par ses clients : des fabricants ou intégrateurs des solutions LED's CHAT.

LED's CHAT est la première entreprise à exploiter les algorithmes distribués dans des applications industrielles. Cette technologie permet de s'affranchir d'un calculateur central (PC) pour permettre à chaque objet intelligent de partager le calcul et leur fonctionnement. Les avantages de cette approche sont :

- une plus grande robustesse aux pannes de communications,
- une modularité intrinsèque qui permet de modifier très simplement le réseau d'objets connectés,
- une maintenance qui ne nécessite aucune expertise puisque chaque objet introduit dans

le réseau se configure tout seul automatiquement.

L'utilisation de la technologie LED's CHAT permet de réduire très significativement les coûts de production, installation et maintenance de systèmes intelligents en réseau.

LED's CHAT, hébergée chez Marseille Innovation au Pôle Média de la Belle de Mai, va créer 8 emplois dans le cadre du Fonds Innovation Marseille Provence.

Il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence cofinance l'entreprise LED's CHAT avec l'Etat, pour un montant de 45 500 euros, soit 22 750 euros à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

MOBEN&ROOSTER

Cette société va mettre au point un moteur de recherche métier par interrogation sémantique en vue d'offrir une place de marché pour identifier des fournisseurs dans les domaines de l'énergie. L'offre s'appuie sur une plateforme d'intelligence artificielle (PaaS) pour produire des services en ingénierie. L'objectif est de simplifier l'expérience digitale pour optimiser le pouvoir décisionnel client et lui permettre d'accélérer son business (coût, qualité, délai).

L'offre portera sur un ensemble de services en ingénierie pour ses clients autour de leur cœur de process/métier essentiellement optimiser l'avant-vente, la qualification RH digitale par l'analyse des CV, le « quoi faire » à chaque moment d'un projet. Son innovation porte essentiellement sur les « services et fonctionnalités » : une application = un service pour répondre à un besoin. La priorité est de pouvoir répondre à des enjeux métiers, les usages et l'humain : « l'entreprise augmentée ».

MOBEN&ROOSTER, hébergée chez Marseille Innovation sur le Technopôle de Château Gombert, va créer 8 emplois dans le cadre du Fonds Innovation Marseille Provence.

Il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence cofinance l'entreprise MOBEN&ROOSTER avec l'Etat, pour un montant de 42 500 euros, soit 21 250 euros à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence.

MULTIWAVE INNOVATION

Le cœur de métier de la société Multiwave Innovation est de développer, fabriquer et commercialiser des technologies utilisant les métamatériaux en se basant sur des logiciels d'algorithmes mathématiques. Les métamatériaux sont des matériaux conventionnels tels que le plastique, le métal, le silicium etc., qui obtiennent de nouvelles propriétés en les structurant. La combinaison matériau et structuration géométrique permet de changer et de contrôler les propriétés physiques (électromagnétiques et élastiques) d'un matériau en leur donnant de nouvelles fonctionnalités.

L'objectif de la société, dans un premier temps, réside dans la conception, le développement et la fabrication d'antennes passives (fabriquées avec des métamatériaux) qui s'intégreront dans les futures machines IRM ultra hauts champs (UHF) destinées aux marchés de l'imagerie médicale. Multiwave Innovation a acquis une licence exclusive du brevet déposé par les chercheurs de l'AMU (Institut Fresnel) et du CEA et a signé un accord pour co-développer et commercialiser des antennes IRM ultra hauts champs pour l'utilisation clinique.

L'objectif du projet est de faire franchir un cap à l'IRM (Imagerie par résonance magnétique) clinique en améliorant radicalement les résolutions spatiales et temporelles des images IRM. La nouvelle approche proposée ouvrira la voie à un diagnostic in vivo plus précis et permettra de détecter précocement des pathologies comme la maladie de Parkinson et à faire de l'imagerie fonctionnelle pour étudier les organes en mouvement tel que le cœur par exemple.

MULTIWAVE INNOVATION, hébergée chez Marseille Innovation sur le Technopôle de Château Gombert, va créer 12 emplois dans le cadre du Fonds Innovation Marseille Provence.

Il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence cofinance l'entreprise MULTIWAVE INNOVATION avec l'Etat, pour un montant de 72 000 euros, soit 36 000 euros à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Une convention soumise à l'approbation du Bureau de Communauté définit les conditions d'attribution de cette participation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de cofinancer les projets de développement des sociétés Led's Chat, Moben & Rooster et Multiwave Innovation.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les conventions financières, ci-annexées relatives à l'attribution d'une subvention de 22 750 euros à l'entreprise Led's Chat, d'une subvention de 21 250 euros à l'entreprise Moben&Rooster et d'une subvention de 36 000 euros à l'entreprise Multiwave Innovation.

Article 2 :

Sont approuvées les conventions bilatérales ci-annexées à signer avec l'entreprise Led's Chat, avec l'entreprise Moben&Rooster et l'entreprise Multiwave Innovation.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole opération 2011123600 – sous politique B320 – Nature 20421 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-2125/17/BM

**■ Attribution d'une subvention à la CCI Marseille Provence en vue de l'accompagnement des startups de la French Tech Aix-Marseille au Consumer Electronic Show (CES) 2018 de Las Vegas - Approbation d'une convention
MET 17/4074/BM**

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 23 septembre 2014, la Ville de Marseille, la Ville d'Aix-en-Provence, la Communauté du Pays d'Aix, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole présentaient leur candidature commune à l'appel à projets national French Tech lancé par Madame la Ministre Déléguée aux PME, à l'Innovation et au Développement Numérique, en janvier 2014. Le 12 novembre 2014, Madame la Secrétaire d'Etat chargée du Numérique, a décerné le label French Tech à neuf métropoles, dont Aix-Marseille. Après une période probatoire d'expérimentation, ce label a été reconduit

par l'État, le 25 juillet 2016.

Le territoire d'Aix-Marseille avec une économie numérique forte de 7 000 entreprises, 44 000 emplois et générant plus de 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, constitue un écosystème de rayonnement mondial. Territoire créatif, Aix-Marseille est présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur du numérique et répartit son activité sur cinq secteurs clefs : e-tourisme et e-commerce, big data, transmédia, technologies sans contact et smart city.

Depuis 2015, l'animation du label French Tech et le déploiement de sa feuille de route ont été confiés à l'association Medinsoft. Medinsoft et les collectivités qui portent le label Aix-Marseille French Tech partagent les grands axes du plan d'actions qui vise à mener le suivi opérationnel et la coordination des actions inscrites dans la feuille de route Aix-Marseille French Tech de 2016-2017 et plus particulièrement à :

- mobiliser et coordonner l'offre de services résultant des différents dispositifs French Tech avec celle des acteurs de l'écosystème d'innovation (incubateurs, CEEI, pépinières),
- coordonner le programme événementiel annuel d'Aix-Marseille French Tech et notamment les « French Tech Weeks »,
- assurer l'animation digitale de la communauté professionnelle et entrepreneuriale regroupée dans Aix-Marseille French Tech (blog, réseaux sociaux, portail internet...),
- favoriser la coopération avec les autres métropoles labellisées et la mission nationale French Tech,
- promouvoir le potentiel numérique du territoire Aix-Marseille lors de grands événements internationaux.

En 2016, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) a rejoint la gouvernance et le comité des financeurs de la French-Tech Aix-Marseille.

Dans la ligne directe de sa feuille de route, Aix-Marseille French Tech souhaite en 2018, poursuivre l'accompagnement initié en 2017 d'une sélection de startups à fort potentiel d'innovation au Consumer Electronics Show (CES) à Las Vegas (Etats-Unis), salon référent international pour la promotion des innovations liées au numérique.

Le CES contribue à la valorisation du dynamisme du territoire, et plus globalement de la France, qui a présenté au CES 190 entreprises (soit 30% des startups et deuxième représentation en nombre derrière les Etats-Unis).

Dans le cadre de l'action que la Chambre de Commerce et d'Industrie mène au sein du comité des financeurs de la French Tech, la CCI a notamment conduit à l'occasion du CES 2017 qui s'est déroulé du 04 au 08 janvier 2017, une action accompagnement de 14 de startups métropolitaines.

Le dynamisme et les innovations des startups d'Aix-

Marseille French Tech ont permis en 2016 et 2017 à 5 entreprises du territoire d'être distinguées par un Prix de l'Innovation décerné par les organisateurs du salon. Ces distinctions sont porteuses pour les startups de contacts commerciaux et de retombées notables pour le développement de leurs projets et de leurs process de financement (levée de fonds, prise de participations, accords commerciaux....).

Au-delà du bénéfice direct pour les entreprises exposantes, la visibilité d'Aix-Marseille French Tech et de ses startups contribuent à la renommée internationale et à l'attractivité du territoire.

Pour la gouvernance de la French Tech, comme pour les entreprises, la présence sur le salon est également un outil de veille technologique et d'intelligence économique par la concentration de projets innovants qu'elle offre aux visiteurs comme aux exposants du CES.

D'un point de vue opérationnel, les collectivités qui financent Aix-Marseille French Tech proposent de soutenir l'événement qui se déroulera du 09 au 12 janvier 2018, en co-finançant l'action portée par la CCIMP.

Dans la continuité de l'action conduite en 2017, la CCIMP se propose d'organiser une mission d'accompagnement au CES 2018 pour une sélection d'entreprises du territoire métropolitain. Cette action conduite vise d'une part, à l'accompagnement d'une vingtaine d'entreprises en tant qu'exposant sur l'Eureka Parc, et d'autre part, à un accompagnement « Prospectif » ciblant un dizaine de dirigeants d'entreprises locales qui souhaitent identifier les tendances et diversifier leurs activités. Dans les deux cas, ces accompagnements se décomposent en 3 phases :

- Une phase de préparation au salon,
- Une phase d'accompagnement durant le salon,
- et une phase de débriefing et de suivi « post salon »

La CCIMP propose de prendre en charge l'avance de la globalité de l'accompagnement des entreprises de la délégation Aix-Marseille French Tech et de solliciter la participation des autres institutions partenaires de la gouvernance Aix-Marseille French Tech.

Le budget total porté par la CCIMP pour l'accompagnement des startups au Consumer Electronics Show est de 155 705 euros.

Le budget prévisionnel de l'opération est établi comme suit :

Charges externes			
<i>Reservation espaces / stands Exposants</i>	50 000 €	Contributions Startups	30 000 €
<i>Prestation Accompagnement Entreprises Exposantes</i>	32 000 €		
<i>Prestation Accompagnement Entreprises Visiteurs</i>	5 000 €	Contributions Dirigeants	3 500 €
<i>Accompagnement Innovation AWARDS</i>	2 000 €		
<i>Prestation RP</i>	5 000 €	Metropole AMP	80 000 €
<i>Conception / creation outils communication</i>	20 000 €		
<i>TVA non récupérable</i>	9 600 €	Ville Marseille	10 000 €
Accompagnement CCI International	11 025 €	CCI International	11 025 €
<i>Animation ateliers, suivi entreprises post CES</i>			
Pilotage CCI Marseille Provence	21 080 €	CCI Marseille Provence	21 180 €
<i>Animation, pilotage des acteurs, ..</i>			
	155 705 €		155 705 €

Dans la continuité des actions conduites lors du CES 2017, la Métropole propose de soutenir l'action de la CCIMP à hauteur de 80 000 €, soit 51,38 % du coût total prévisionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n°ECO 004-931/16/BM du Bureau de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant une subvention à la CCI Marseille Provence pour accompagnement de startups de la French Tech Aix-Marseille au Consumer Electronic Show (CES) 2017

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir l'action portée par la CCIMP pour la présence d'Aix-Marseille French Tech et de sa sélection d'entreprises au Consumer Electronics Show de Las Vegas en janvier 2018

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention pour un montant de 80 000 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Nature 65 738 1, Fonction 61, Sous-politique B370.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'association "OpenData France" (ODF) et paiement de la cotisation 2017
MET 17/4075/BM**

Monsieur le Président de la Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Open Data est la mise à disposition des données publiques à toute la population : citoyens particuliers, entreprises, associations, etc. L'Open Data vise la réutilisation des données, avec un objectif citoyen, démocratique, ou encore économique lorsqu'elle met en jeu des entreprises. Les différentes collectivités françaises se sont emparées de l'Open Data, guidées par des projets tels que la mission Etalab, créée en 2011.

L'ouverture des premiers jeux de données en Région PACA a été réalisée en 2012, dans le cadre de la préparation de Marseille-Provence 2013 Capitale Européenne de la Culture, avec le lancement du portail partenarial régional openpaca.fr, la plupart des EPCI y avaient alors participé en mettant à disposition des données relatives à la mobilité, l'accessibilité, les transports, la culture, le tourisme, etc.

Depuis, les Territoires issus des anciens EPCI ont maintenu leur effort en continuant de libérer leurs données sur des plates-formes régionales (openpaca.fr), ou le géo-portail régional du CRIGE-PACA (<http://www.crige-paca.org/geoportail/geocatalogue.html>) ou sur la plate-forme nationale (data.gouv.fr), sous le régime de la Licence Ouverte (LO) d'Etalab.

Ce mouvement d'abord volontaire est devenu une obligation depuis la promulgation de la loi NOTRe modifiant le CGCT en précisant que « Les collectivités territoriales de plus de 3.500 habitants ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre auxquels elles appartiennent rendent accessibles en ligne les informations publiques (...) lorsque ces informations se rapportent à leur territoire et sont disponibles sous forme électronique. » Ces informations publiques sont offertes à la réutilisation dans les conditions prévues par la loi.

L'association Opendata France, (<http://www.opendatafrance.net/>), créée le 9 octobre 2013 à Toulouse, a pour but de regrouper et soutenir les collectivités engagées activement dans une démarche d'ouverture des données publiques et de favoriser toutes les démarches entreprises par ces collectivités dans le but de la promotion de l'open data. L'association Opendata France (ODF) se donne comme objectifs :

- d'apporter à ses membres les informations, conseils ou autres soutiens nécessaires à l'ouverture des données publiques ;
- de favoriser les négociations avec l'ensemble des partenaires nationaux ou internationaux, notamment

avec les ministères concernés, les instances de régulation et les différents acteurs économiques du secteur ;

- de favoriser les productions communes par des groupes de travail ou ateliers sur des thèmes définis en commun comme devant apporter des éléments de réponse aux questions qui se posent sur l'open data et sa mise en oeuvre ;
- de participer au développement du mouvement open data par toutes actions de communication (conférence...), valorisation, formation et accompagnement ;
- de représenter ses membres auprès de toute autorité publique et privée dans le but d'assurer la défense des intérêts matériels et moraux de ses membres ;
- et de mettre en oeuvre tous les autres moyens susceptibles d'être utilisés pour concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

OpenData France, présidée par Bertrand Serp, Vice-Président de Toulouse Métropole, regroupait, en 2016, plus de 130 structures publiques et parapubliques : Régions, Départements, Métropoles, EPCI, Villes...

C'est pourquoi afin de bénéficier du partage d'expériences sur l'ouverture des données publiques et des travaux et négociations conduits au sein de grands territoires à l'échelle nationale, la Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association le 10 octobre 2016 par délibération.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2017, pour les EPCI de plus de 1 000 000 habitants est fixé à 3 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative au règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n°ECO 004-1049/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 relative à l'ouverture des données publiques de la Métropole Aix-Marseille Provence et l'adhésion à l'association OpenData France ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Qu'il est important pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'être adhérent à l'association OpenData France ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association OpenData France ainsi que le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 3 000 € .

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole - Fonction 61 - Nature 6281 sous politique B 370.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-2127/17/BM

■ Paiement de la cotisation 2017 à la Chaire d'Attractivité et Nouveau Marketing Territorial MET 17/3416/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Fondée par des collectivités territoriales françaises et portée par l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale, la chaire «Attractivité & Nouveau Marketing Territorial» est la première «chaire de territoire» dédiée à l'attractivité et aux nouvelles pratiques du marketing territorial dans le monde.

Orientée vers l'innovation, elle s'inscrit dans une démarche opérationnelle du marketing territorial et s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour développer la capacité d'un territoire à rayonner et à promouvoir son offre ou que ce soit pour attirer sur place des personnes ou des capitaux.

La Chaire a été créée avec quatre objectifs principaux :

- faire de l'appartenance au territoire une source de création de valeur pour tous les acteurs du territoire ;
- assurer une veille sur la recherche et les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde ;

- améliorer la formation et le partage d'information sur le marketing territorial le plus innovant et performant ;
- favoriser la mise au point de nouveaux modèles et outils opérationnels de marketing territorial.

Elle se caractérise par trois points :

- elle s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour promouvoir l'offre des pays ou des territoires, pour faire venir des personnes (économie résidentielle, tourisme de loisirs, tourisme d'affaire, grands événements culturels, sportifs ou business) ou des capitaux (recherche d'investisseurs et de créateurs d'entreprises) et pour les maintenir sur le territoire ;
- elle est orientée vers l'innovation et les nouvelles pratiques du marketing territorial dans la mesure où celles-ci semblent performantes ;
- elle s'inscrit dans une approche « opérationnelle » de l'attractivité et du marketing territorial tant dans son enseignement (assuré essentiellement par des professionnels et basé sur des cas concrets et des retours d'expérience), dans sa recherche universitaire (accès à des synthèses portant sur une recherche opérationnelle, sur l'actualité et les meilleures pratiques internationales du marketing territorial) que dans le colloque annuel (échange et partage d'expériences concrètes entre professionnels).

Reconnaissant l'expertise de la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial (IMPGT/AMU) dans le domaine du marketing territorial, en particulier sa bonne connaissance des pratiques innovantes, Aix-Marseille-Provence Métropole est devenue en 2016 partenaire et membre fondateur de la Chaire par délibération n° ECO 037-358/16/BM du 30 juin 2016.

Dans le cadre de ce partenariat, la Métropole Aix-Marseille-Provence mobilise la Chaire d'attractivité dans le cadre d'une mission d'accompagnement dans la mise en œuvre d'une démarche globale d'attractivité dont la métropole assure le portage de l'initiative conformément à ses compétences.

En tant que membre co-fondateur de la Chaire d'Attractivité et Nouveau Marketing Territorial (IMPGT/AMU), la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre ce partenariat et renouveler sa cotisation pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ECO 037-358/16/BM du 30 juin 2016 approuvant la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chaire - Attractivité et Nouveau Marketing Territorial

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le partenariat qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial (IMPGT/AMU) pour permettre à la Métropole de s'appuyer sur une expertise afin d'accompagner la mise en œuvre de la démarche d'attractivité du territoire

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le paiement de la cotisation à Chaire «Attractivité & Nouveau Marketing Territorial» d'un montant de 10 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 6281 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-2128/17/BM

**■ Approbation d'un avenant à la convention conclue avec l'entreprise Mermec relative au financement du projet FUI (Fonds Unique Interministériel) ANISA
MET 17/3970/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

1. Rappel du cadre juridique de la subvention

Créé en 2005 par le gouvernement, le Fonds Unique Interministériel (FUI) finance des projets de recherche et de développement (R&D) collaboratifs labellisés par les pôles de compétitivité.

Par délibération du 22 décembre 2005, la Communauté urbaine a décidé de participer au co-financement de projets R&D collaboratifs dans le cadre du Fonds Unique Interministériel (FUI).

Par délibération du 8 février 2008 créant les autorisations de programme dans le cadre du budget principal 2008, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a affecté 1,5 millions d'euros sur la période 2008/2010 pour le co-financement des projets de recherche & développement collaboratifs retenus dans le cadre du FUI.

Par délibération du 8 mars 2011, l'autorisation de programme pour le FUI a été revalorisée d'un montant d'un 1,5 millions euros, soit 3 millions d'euros, prolongeant la durée d'application jusqu'en 2018.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015, a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération Nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix

Le FUI, dispositif d'aide d'Etat, logé au sein du fonds de compétitivité des entreprises (FCE), vise à soutenir l'innovation par la coopération entre différents acteurs, PME, grands groupes industriels, organismes de recherche et établissements de formation.

Les projets retenus portent sur le développement de produits, procédés ou services susceptibles d'être mis sur le marché à court ou moyen terme, généralement 5 ans. Ils permettent aux entreprises d'acquérir des savoir-faire et de capter de nouveaux marchés.

Les montants alloués par la Métropole sont déterminés en fonction de l'intérêt stratégique du projet pour l'entreprise et pour le territoire et en fonction des co-financements des autres partenaires institutionnels.

L'attribution du FUI s'appuie sur l'expertise des pôles de compétitivité qui labellent les projets candidats en amont, ainsi que sur l'expertise de l'Etat (DGCIS et BPI) pour évaluer la cohérence scientifique et financière des projets.

Pour le co-financement des projets de R&D du Fonds Unique Interministériel (FUI) : l'Etat, les collectivités territoriales et le FEDER peuvent être sollicités. De 2007 à 2009, la gestion du FUI a été suivie par chaque ministère compétent selon la thématique du projet. A

partir de 2009, la gestion du FUI a été attribué à BPI France.

2. Le projet ANISA, qui associe l'entreprise MERMEC à un consortium de R&D collaborative

Mermec France, filiale française du groupe Mermec, développe des systèmes de diagnostic sans contact pour l'industrie ferroviaire. L'entreprise est installée sur le Technopôle de Château Gombert à Marseille et a un effectif de 11 salariés.

Dans le cadre de son soutien aux projets R&D des pôles de compétitivité, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a accordé à l'entreprise Mermec une subvention de 100 000 euros en décembre 2010 pour le projet ANISA.

Le projet ANISA vise à développer un système complet d'instrumentation de mesure (systèmes et capteurs) fondé sur une nouvelle génération innovante de capteurs à fibre optique. Ce système a pour but d'améliorer la maintenance continue des vecteurs aériens afin d'augmenter leur cycle de vie, de réduire les coûts de maintenance, tout en fiabilisant les moyens de transport aériens.

Dans le cadre du projet, Mermec a assuré l'intégration technique du système de mesure, la conception et la réalisation des composantes du capteur.

La convention prévoit un premier versement au démarrage du projet de 70% et le versement du solde à la fin du projet. Le projet ANISA a été finalisé en août 2016.

Un premier avenant a été délibéré le 26 mars 2012 avec l'entreprise Mermec car les services de l'Etat avaient alors proposé un nouveau modèle de convention type avec de nouvelles pièces à fournir pour le versement du solde de l'aide.

Parmi les documents nécessaires pour solder la subvention à la clôture du projet figuraient le Certificat d'Exécution Final (CREF) et une fiche annuelle récapitulant l'évolution de l'entreprise suite au projet. Le CREF est remis directement par BPI aux collectivités qui cofinancent le projet. Or, la BPI n'est habilitée à remettre ce document que lorsque l'Etat cofinance le projet FUI.

Dans certains cas dont celui de l'entreprise Mermec, le projet ANISA n'ayant pas obtenu de financement de l'Etat, la BPI n'est pas habilitée à remettre le CREF conformément à l'article 6 de l'avenant n°1 à la convention n° 11/1043 et la Métropole ne peut verser le solde sans cette pièce justificative.

Afin de pouvoir payer le solde de 30%, soit 30 000 euros à la société Mermec, il est proposé d'approuver un deuxième avenant à la convention n°11/1043. Cet avenant modifiera l'article 6 de l'avenant n°1 de la convention n°11/1043 et annulera l'envoi par le titulaire d'un certificat d'exécution final (CREF) émis par les services de l'Etat ou structures ayant conventionné avec l'Etat, sachant que l'ensemble des

documents exigés par ailleurs satisfont à l'assurance de finalisation du dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DDIP 001-2400/10/BC du 10 décembre 2010 portant approbation de la convention d'attribution de subvention à la société Mermec.
- La délibération DDIP 004-204/12/BC du 26 mars 2012 portant approbation de l'avenant à la convention n°11/1043 passée avec l'entreprise Mermec.
- La délibération HN 009-011/18/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de réaliser un avenant à la convention n° 11/1043 afin de solder l'aide financière à la société Mermec dans le cadre du projet FUI ANISA aujourd'hui abouti ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention n°11/1043 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise Mermec.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-2129/17/BM

**■ Approbation d'une convention cadre au titre du Fonds d'intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC) avec l'État et la commune de Martigues
MET 17/4045/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (CAPM), a pris en charge la mise en œuvre du dispositif FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) sur l'ensemble de son territoire.

Par délibération n°2011-082 du Conseil Communautaire du 23 juin 2011, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (C.APM) a approuvé le principe de mise en œuvre d'un FISAC sur la commune de Martigues. Ce dispositif vise à consolider et à favoriser le développement du commerce de proximité. Il favorise l'approche partenariale entre les acteurs du commerce, des services et de l'artisanat.

Afin de formaliser ce dispositif, l'opération FISAC donne lieu à l'établissement d'une convention de partenariat avec l'État, le maître d'ouvrage et les partenaires financeurs et associés. Ladite convention de partenariat détermine le périmètre d'intervention ainsi que le programme d'actions et de travaux prédéfinis. Elle valide les engagements de chacun.

Par délibération n°2011-115 du Conseil Communautaire du 21 octobre 2011, la C.A.P.M a approuvé la convention de partenariat entre le Préfet, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, la Ville de Martigues, La Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône et la Fédération des commerçants de Martigues.

Suite à la décision n° 14-0404 du 18 novembre 2014, le Ministre en charge du Commerce et de l'Artisanat a attribué à la CAPM une subvention de 121 617 euros se décomposant comme suit :

-fonctionnement : 42 928 euros

-investissement : 78 689 euros

Le programme, composé d'actions d'animation et de communication pour le volet fonctionnement et d'aides directes ainsi que des travaux d'aménagements urbains pour le volet investissement, a été réalisé.

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit au six anciens Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier de Modernisation de l'Action

Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRE.

Il convient aujourd'hui de signer la convention entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Martigues afin de clôturer la première phase du dispositif et de percevoir la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2011-082 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues du 23 juin 2011 ;
- La délibération n°2011-115 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues du 21 octobre 2011 ;
- La décision n° 14-0404 d'attribution de subvention FISAC pour le financement de la première tranche d'une opération urbaine sur son territoire, délivrée par l'Etat en date du 18 novembre 2014 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée au titre du Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les recettes sont inscrites au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Fonction 632 – Nature 74718.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 011-2130/17/BM

■ **Approbation d'une convention de groupement d'achat entre la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence et Epaem, Provence Promotion et d'une convention de partenariat**
MET 17/4194/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de la séance du 18 mai 2017, le Bureau de la Métropole a approuvé une convention avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, EPAEM et Provence Promotion.

Toutefois suite à des adaptations juridiques propres aux conventions dites de groupement, il convient d'abroger la délibération du 18 mai et de redélibérer sur ce dossier.

La participation de la Métropole demeure identique et s'élève toujours à 48 000 € soit 80% du budget global, aux côtés de ses autres partenaires financeurs Provence Promotion (5000 €) et EPAEM (7000 €).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention cadre de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence votée le 9 février 2017 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole
- La délibération ECO 008-1905/17/BM du 18 mai 2017 portant approbation d'une convention de partenariat entre la CCIMP et la Métropole pour la réalisation d'une étude portant sur l'opportunité de développer des data centers sur le territoire métropolitain.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de mettre en place un groupement de commandes afin de lancer une étude sur l'opportunité de développer des data centers.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération ECO 008-1905/17/BM du 18 mai 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention de groupement ci-annexée entre la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP), EPAEM, Provence Promotion et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'une étude data centers métropolitaine.

Article 3 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence (CCIMP) et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'une étude data centers métropolitaine.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions.

Article 5 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Métropole.

ECO 012-2131/17/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Etat concernant le financement de la construction d'un hall d'essai en bio-inspired mechanical design sur le site Gaston Berger à Aix-en-Provence dans le cadre du Contrat Plan Etat Région 2015-2020 MET 17/3775/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La construction de ce hall d'essai projet s'inscrit dans la mise en place d'un axe de recherche sur la Conception Mécanique Bio-inspirée qui est menée par l'équipe de Conception Bio-inspirée, CBI, sur le site d'Aix de l'Institut des Sciences du Mouvement (ISM UME 7287) à l'IUT d'Aix Marseille. Ce projet est en étroite corrélation avec la chaire Bio-Inspired Mechanical Design portée par AMU et Airbus.

L'objectif est centré sur la conception et la simulation des liaisons bio-inspirées permettant la transmission de mouvement. Pour prototyper, les nouvelles liaisons bio-inspirées, la machine de prototypage rapide de la Plateforme du Pays d'Aix adossée à l'ISM sera mise à contribution et déplacée dans le hall de prototypage rapide et d'essai.

La construction d'un hall de 110 m² sur le site Gaston Berger répond à un besoin fonctionnel, les locaux actuels étant saturés et ne permettant pas l'accueil dans de bonnes conditions de sécurité, de disponibilité, de préservation du secret industriel, la mise en œuvre des nouvelles technologies de fabrication additives et leurs équipements annexes.

Cet espace permettra de réaliser la fabrication rapide, le contrôle géométrique et les essais dans des conditions optimales. Ce projet innovant tant du point de vue scientifique que technologique est construit en concertation avec Airbus Helicopters et ses sociétés régionales sous-traitantes. La plateforme du territoire du Pays d'Aix est le lien direct entre la recherche menée au sein de l'ISM et des PME, PMI et TPE régionales.

Il s'agit de créer régionalement une recherche interdisciplinaire de pointe qui est, aujourd'hui, menée par les plus grandes institutions scientifiques américaines : MIT, Berkeley, Harvard, Georgia tech. Le rayonnement scientifique international du projet sera assuré au travers d'échanges avec des organisations scientifiques internationales telles que le CIRP et IMEKO.

Les travaux devraient démarrer en 2017 et s'achever en 2018 conformément au dossier d'expertise approuvé par Monsieur le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 28 avril 2017. La maîtrise d'ouvrage de ce projet est assurée par le rectorat.

Ce programme a été retenu dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 – volet Enseignement Supérieur – projets immobiliers : campus attractifs et fonctionnels, la Métropole Aix-Marseille Provence s'étant engagée à participer à ce projet à hauteur de 200 000€ pour cette opération dont le montant global retenu est de 400 000€.

Le Plan de financement est le suivant :

ETAT	200 000 €
METROPOLE AMP	200 000 €
Total	400 000 €

L'aide financière totale de la Métropole Aix-Marseille-Provence représente 50% du coût global de l'opération de construction.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;

- L'approbation du dossier d'expertise du 28 avril 2017 par Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les engagements de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du CPER 2015-2020 et l'intérêt que présente la construction du hall d'essai en bio-inspired mechanical design sur le site de l'IUT à Aix-en - Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'État, le Rectorat étant maître d'ouvrage, définissant les modalités de la participation financière de la Métropole, à la construction d'un hall d'essai en bio-inspired mechanical design sur le site de l'IUT, avenue Gaston Berger à Aix-en-Provence pour un montant de 200 000€.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à cette opération seront prélevés sur l' AP 2017-4 - Fonction 23 – Nature 4581 – Opération budgétaire 4581162799 - ligne de crédit 2887.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 013-2132/17/BM

**■ Attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence pour l'organisation du Rendez-vous des entrepreneurs du Pays Salonais et approbation d'une convention de partenariat
MET 17/4189/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI Marseille Provence ont souhaité unir leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire métropolitain. Pour cela, ont été fixées dans une convention cadre, les priorités communes ainsi que les domaines nécessitant une convergence des actions et des moyens.

Dans cette optique, les partenariats locaux, comme celui regroupant La Métropole Aix-Marseille-Provence, la CCI, la Fédération des entrepreneurs du Pays Salonais et le Club des Entreprises Ouest Provence, autour du « Rendez-vous des entrepreneurs du Pays Salonais », sont maintenu en 2017.

En effet, cette manifestation qui conserve pour cœur de cible les TPE/PME, a démontré depuis sa mise en place en 2012 entre l'ex Communauté d'Agglomération Salon – Etang de Berre – Durance dite « Agglopolo Provence » et la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, son intérêt et ses retombées pour le développement économique du territoire.

Son format a évolué en 2014 puis en 2016 pour accueillir en tant que co-organisateurs la Fédération des Entrepreneurs du Pays Salonais et le Club des Entreprises Ouest Provence œuvrant sur le Territoire Istres Ouest-Provence.

Le jeudi 5 octobre 2017 à Salon de Provence, l'ensemble des entreprises implantées sur le Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, seront invitées à participer à cette manifestation destinée à :

- fédérer les partenaires institutionnels des territoires afin d'apporter aux chefs d'entreprises des réponses à leurs problématiques de développement,
- permettre aux dirigeants des entreprises implantées prioritairement sur le Territoire du Pays Salonais et le Territoire Istres Ouest-Provence de valoriser leurs savoir-faire et solutions, auprès des visiteurs, clients potentiels,
- initier et favoriser la mise en relations d'entreprises et les opportunités de business.

Au moins 50 de ces entreprises pourront exposer sur un stand, moyennant une participation, afin de faire connaître leurs produits, prestations et savoir-faire ; elles seront réparties sur 4 univers représentant les secteurs d'activités attractifs des deux territoires.

Dans le cadre de ce partenariat chacune des parties s'engage via la convention à mettre en œuvre des moyens de communication, administratifs, techniques et financiers.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence versera une participation financière de 6 000 € (six mille euros) à la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, afin de cofinancer les coûts de réalisation de l'évènement.

Elle prendra également en charge :

- la mise à disposition gracieuse d'un lieu d'accueil pourvu des équipements et des personnels techniques nécessaires à la tenue de la manifestation, - et mettra à disposition du personnel pour collaborer sur la manifestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Vu la délibération n°ECO012-1558/17/BM en date du 9 février 2017 portant approbation du principe d'un partenariat entre la Métropole et la CCI sous forme de convention cadre ;
- L'avis de la commission chargée du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations en date du 27 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La convergence de cette action avec les orientations données par la convention cadre entre la Métropole et la CCIMP.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 6 000 € au profit de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence ainsi que des moyens en communication, administratifs, techniques et financiers tels que présentés.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, la Fédération des Entrepreneurs du Pays Salonais et le Club des Entreprises Ouest Provence, pour la mise en œuvre de l'évènement « Rendez-vous des entrepreneurs du Pays Salonais ».

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et à prendre toute disposition concourant à la bonne exécution de ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 014-2133/17/BM

■ Approbation d'une convention avec l'Etat concernant le financement de la restauration du site Jules Isaac à Aix-en-Provence dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 MET 17/3700/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le site Jules Isaac, situé au centre-ville d'Aix-en-Provence, est un point d'ancrage fort pour Aix-Marseille Université. Il accueille, notamment, l'École Supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE), l'École du Journalisme et de Communication (EJCAM), le Centre de Formation des intervenants de Musique (CFMI) et des activités de recherche.

La densification de ce site de grande qualité et le regroupement de filières présentant des thématiques d'enseignements convergentes offriront aux enseignants chercheurs et aux étudiants, de véritables opportunités de mutualisation, d'échanges et d'ouverture.

L'objectif de ce programme de réhabilitation est d'accueillir les départements de l'IUT Carrières Sociales et Métiers du Livres qui sont actuellement éloignés dans des espaces contraints et qui pourront ainsi bénéficier de services à l'étudiant existants sur le site (cafétéria, bibliothèque...).

Il consiste essentiellement en une restructuration d'ensemble du bâtiment B, qui accueillera les deux IUT, bâtiment construit en 1970 d'une surface de 2

250 m2 et des travaux de mise en sécurité et accessibilité pour bâtiment G.

Les travaux devraient démarrer en 2018 et s'achever en 2020 conformément au dossier d'expertise approuvé par Monsieur le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 14 octobre 2015.

La maîtrise d'ouvrage de ce projet est assurée par le rectorat.

Ce programme a été retenu dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 – volet Enseignement Supérieur – projets immobiliers : campus attractifs et fonctionnels, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'étant engagée à participer à ce projet à hauteur de 3,9 M€ pour cette opération dont le montant global retenu est de 4,9M€.

Le Plan de financement est le suivant :

ETAT	500 000 €
REGION	500 000 €
METROPOLE AMP	3 900 000 €
Total	4 900 000 €

L'aide financière totale de la Métropole Aix-Marseille-Provence représente 79,59 % du coût global de l'opération de restructuration.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FAG 005-1009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant approbation d'une convention spécifique d'application – Contrat de Plan Etat Région 2015-2020 ;
- L'approbation du dossier d'expertise du 14 octobre 2015 par Monsieur le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les engagements de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre du CPER 2015-2020 et l'intérêt de l'opération Jules Isaac qui constituera un pôle structuré permettant de réunir les différentes unités d'enseignement et de recherche.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'État, le Rectorat étant maître d'ouvrage, définissant les modalités de la participation financière de la Métropole, à l'opération de réhabilitation du site Jules Isaac à Aix-en-Provence pour un montant de 3 900 000 €.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à cette opération seront prélevés sur l'AP 2017-4 - Fonction 23 – Nature 4581 – Opération budgétaire 4581162799 - ligne de crédit 2887.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 015-2134/17/BM

■ Attribution de subventions à Aix-Marseille Université pour l'organisation de manifestations et de colloques - Approbation d'une convention MET 17/3702/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les axes prioritaires du partenariat avec l'État portent sur la valorisation du travail des équipes universitaires et de recherche et des travaux étudiants, dans le cadre de colloques ou manifestations analogues.

Ces manifestations et actions contribuent à accroître la notoriété scientifique et à développer le caractère innovant sur le territoire. Pour faire face aux frais exceptionnels des organisateurs (organismes publics d'État et d'Enseignement Supérieur et Recherche), la Métropole Aix-Marseille-Provence apporte une aide financière limitée complémentaire des autres financeurs.

Aussi, il est proposé de valider le soutien financier apporté aux manifestations et actions suivantes portées par Aix-Marseille Université avec une incidence financière totale de 21 100€, comme suit :

- 1 600 € pour l'aide à l'organisation du colloque « La reconnaissance juridiques des proches aidants en Droit Comparé franco-suisse », le 16 juin 2017, organisé par le CDS, Centre de Droit Social,

- 4 000 € pour l'aide à l'organisation du congrès international de sciences administratives « La gestion des migrations et de la pauvreté : un défi global pour la gouvernance et l'administration publique », du 29 mai au 2 juin 2017, organisé par le CERGAM, Centre d'Etudes et de Recherche en Gestion d'Aix-Marseille,

- 2 500 € pour l'aide à l'organisation du colloque annuel international « Après les accords de Paris, quels droits face aux changements climatiques », du 29 au 30 juin 2017, organisé par le CERIC, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires,

- 2 500 € pour l'aide à l'organisation de la manifestation internationale « Ecole d'été 2017 sur la pratique des Droits Humains », du 19 au 30 juin 2017, organisée par le CERIC, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires,

- 3 000 € pour l'aide à l'organisation du 24^{ème} colloque d'éthique économique « Ethique et famille », du 15 au 16 juin 2017, organisé par le CREEADP, Centre de Recherches d'Ethique Economique et des Affaires de Déontologie Professionnelle,

- 5 000 € pour l'aide à l'organisation de la manifestation internationale « Conférence des Doyens 2017 », du 22 au 24 juin 2017, organisée par la FDSP, Faculté de Droit et de Science Politique,

- 2 500 € pour l'aide à l'organisation du colloque international « De la recherche à la pratique : études en psychologie et psychopathologie développementale », du 15 au 16 juin 2017, organisé par le centre de recherche PSYCLE, PSYchologie de la Connaissance du Langage et de l'Emotion.

Tableau récapitulatif des subventions accordées pour les manifestations/colloques :

Organisateur	Manifestation / Colloque	Subventions N-1 et N-2	Subvention demandée	Budget prévisionnel co financeurs	Montant proposé
Le CDS, Centre de Droit Social GU : 2017.00888	« La reconnaissance juridique des proches aidants en Droit Comparé franco-suisse », sur le campus aixois	N-1 : 300 € N-2 : 800 €	1 600 €	8 500 € Co financeurs : Fédération Droit, Pouvoirs et Société : 1 500 € CD 13 : 1 500 € Université de Neuchâtel : 2 000 € AMU : 1 800 € Ressources propres CDS : 100 €	1 600 € Soit 18, 8 % du budget prévisionnel
Le CERGAM, Centre d'Etudes et de Recherche en Gestion d'Aix-Marseille GU : 2017.00894	« la gestion des migrations et de la pauvreté : un défi pour la gouvernance et l'administration publique », à l'IMPACT campus aixois	N-1 : 1 500 € N-2 : 0 €	4 000 €	109 990 € Co financeurs : CD 13 : 5 000 € Ville Marseille : 3 000 € Droits d'inscription : 90 990 € AMU : 3 000 € Ressources propres IMPACT : 4 000 €	4 000 € Soit 2, 7 % du budget prévisionnel
Le CERIC, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires GU : 2017.00893	« après les accords de Paris, quels droits face aux changements climatiques ? », à Sciences Po Aix	N-1 : 9 500 € N-2 : 9 500 €	2 500 €	19 608 € Co financeurs : Droits d'inscription : 2 908 € Fac. Droit d'Aix : 1 500 € Université Paris Lyon 3 : 4 000 € Sté Française Droit Environnement : 2 000 € Ressources propres CERIC : 4 700 € Sciences Po : 2 000 €	2 500 € Soit 12, 7 % du budget prévisionnel
Le CERIC, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires GU : 2017.00892	« école d'été 2017 sur la pratique des Droits Humains », sur le campus aixois	N-1 : 9 500 € N-2 : 9 500 €	2 500 €	19 216 € Co financeurs : Droits d'inscription : 10 916 € AMU : 2 900 € Fondation pour la Mémoire de la Shoah : 2 000 € Ressources propres CERIC : 900 €	2 500 € Soit 13% du budget prévisionnel
Le CREEADP, Centre de Recherches d'Ethique Economique et des Affaires et de Déontologie Professionnelle GU : 2017.00891	« éthique et famille », sur le campus aixois	N-1 : 3 000 € N-2 : 3 000 €	3 000 €	9 850 € Co financeurs : Droits inscription : 900 € AMU : 2 000 € Ressources propres : 3 950 €	3 000 € Soit 30, 5 % du budget prévisionnel
La FDSP, Faculté de Droit et de Science Politique d'Aix CU : 2017_000884	« conférence des Doyens 2017 », à Aix le 22 et 23 juin et à Marseille le 24 juin	N-1 : 0 € N-2 : 0 €	5 000 €	11 819 € Co financeurs : Ressources propres FDSP : 1 819 € Association Conférence des Doyens : 5 000 €	5 000 € Soit 42, 3 % du budget prévisionnel

Le centre de recherche PSYCLE, PSYchologie de la Connaissance du Langage et de l'Emotion	« études en psychologie et psychopathologie développementale », sur le campus aixois	N-1 : 0 € N-2 : 1 500 €	3 000 €	15 780 € Co financeurs : Droits d'inscription : 6 230 € CD 13 : 3 000 € AMU : 2 550 € Ressources propres PSYCLE : 1 000 €	2 500 € Soit 15, 8 % Du budget prévisionnel
GU : 2017_000885					

Il est proposé au Bureau de la Métropole d'attribuer une subvention de 21 100 € à Aix-Marseille Université pour l'organisation des manifestations et colloques cités ci-dessus et d'approuver la convention y afférente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du 7 avril 2016 du Conseil de la Métropole relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'apporter un soutien aux organismes publics d'enseignement supérieur et de recherche et, notamment, à Aix-Marseille Université.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions pour l'aide à l'organisation de manifestations et colloques au profit d'Aix-Marseille Université pour un montant total de 21 100 €.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée conclue avec Aix-Marseille Université.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 - ligne 23 - 657382.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 016-2135/17/BM

**■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à deux salons professionnels spécialisés dans l'immobilier d'entreprise : le MIPIM et le SIMI 2018
MET 17/3887/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence met en œuvre une stratégie de promotion de son territoire à l'attention des décideurs économiques et des investisseurs. L'objectif est d'encourager l'implantation et le développement d'entreprises, de promouvoir les grands projets structurants et de favoriser ainsi les investissements. La présence dans les salons professionnels en constitue un axe important. Elle permet de valoriser l'originalité et la spécificité de l'offre métropolitaine et de lui conférer la crédibilité et la lisibilité indispensables auprès des professionnels du secteur.

Le territoire Marseille Provence (ex Communauté urbaine Marseille Provence Métropole) expose ses atouts dans les salons professionnels dédiés à l'immobilier d'entreprise depuis 16 ans. Il participe ainsi chaque année au Marché International des professionnels de l'Immobilier (MIPIM) mi-mars à Cannes et au Salon de l'Immobilier d'Entreprise (SIMI) début décembre à Paris.

Le MIPIM, salon international, réunit pendant quatre jours plus de 24 000 professionnels de l'immobilier d'entreprise dont 5 000 investisseurs, venus de 90 pays. Il constitue l'occasion pour les grandes métropoles de mettre en avant leurs projets, de confirmer leur dynamisme et d'entretenir leurs relations avec acteurs et décideurs économiques nationaux et internationaux.

Tout aussi incontournable et complémentaire, le SIMI est le salon de référence de l'immobilier d'entreprise dédié au marché français. Il rassemble pendant trois jours, au cœur de Paris, 28 000 participants et 450 exposants.

La première participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence comme maître d'ouvrage de la promotion du territoire dans ces deux salons professionnels fait apparaître un bilan positif : un discours économique partagé avec les conseils de territoire dont cinq étaient physiquement présents, 130 rendez-vous consolidés au MIPIM 2017, dont une quarantaine mutualisés entre partenaires, près de 150 contacts au SIMI 2016, une visibilité remarquée de l'institution notamment dans la presse.

En 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit cette maîtrise d'ouvrage de la promotion du territoire. Dans un souci de lisibilité de l'offre et d'efficacité, elle y associera à nouveau les acteurs économiques publics incontournables que sont Euroméditerranée, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, le Port de Marseille Fos, Provence Promotion...

La Métropole Aix-Marseille-Provence et ses partenaires disposeront ainsi :

- au MIPIM, à Cannes du 13 au 16 mars 2018 d'un espace de 87m² (Palais des festivals – Hall Riviera),
- au SIMI, à Paris du 5 au 7 décembre 2018, d'un espace de 65,21 m² (Palais des Congrès - Hall Ternes).

Les thématiques suivantes y seront mises en avant : une métropole attractive avec ses filières d'excellence, ses grands projets structurants, sa capacité à innover et son art de vivre, mais aussi l'opération d'intérêt national Euroméditerranée, le Grand Port Maritime de Marseille, les grands projets immobiliers et les zones d'activités de la métropole.

Le montant global de la participation de la Métropole et de ses partenaires dans ces deux salons professionnels est estimé à 320 000 €.

Il est proposé au Bureau de Métropole d'approuver la participation de la Métropole au MIPIM et au SIMI, sachant que ces deux salons professionnels constituent une véritable démarche de recherche d'investisseurs et d'opérateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise mais également de promotion du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le MIPIM et le SIMI sont les deux rendez-vous annuels incontournables des acteurs nationaux et internationaux de l'immobilier d'entreprise ;
- L'intérêt pour la Métropole de promouvoir ses projets et ses réalisations dans ce type d'événement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au MIPIM et au SIMI 2018, comme maître d'ouvrage de la promotion du territoire en lien avec les acteurs publics économiques.

Article 2 :

Le montant prévisionnel de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de ses partenaires à ces deux salons est de 320 000 € TTC.

Article 3 :

Est autorisé le paiement de la location des stands auprès des sociétés organisatrices de chaque salon, à savoir Reed Midem pour le MIPIM et Infopro digital/ Groupe Moniteur pour le SIMI.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole : - Fonction : 064 - Nature 6233 « foires et expositions » - Sous-Politique : B 330.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 017-2136/17/BM

■ Octroi d'une aide à l'immobilier en faveur de la société Oko Solution pour l'acquisition de nouveaux locaux à Rousset

MET 17/3682/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités. Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Présentation de l'entreprise

Créée en 2011, la société Oko Solution est un acteur de l'industrie des dispositifs médicaux, son activité concerne plus particulièrement le domaine du grand appareillage en orthopédie. Elle conçoit, fabrique et assemble des éléments de prothèses externes (membre supérieur ou inférieur) et d'orthèses (outils visant à suppléer des déficiences) dédiés au tronc (corset...) ou aux membres. Parallèlement, OKO Solution exerce une activité de distribution.

Il s'agit d'un marché de niche très spécialisé où le critère qualité l'emporte sur celui du prix. Les principaux clients de l'entreprise sont les orthoprothésistes. Pour la partie export, la société travaille avec une dizaine de distributeurs. Face à deux grands acteurs du marché, la part de marché d'Oko Solution représente environ 8 %. Il s'agit d'un marché en progression de 3 %.

Depuis la création de la société, les effectifs sont passés de 3 à 7 personnes, et le chiffre d'affaires de 0,7 M€ à 2 M€. Par ailleurs, OKO a procédé au rachat de DAW, fabricant de textile pour l'orthopédie externe, dont l'équipe technique est toutefois basée à Troyes dans l'Aube. Depuis le 1^{er} janvier 2017, la gestion commerciale et comptable de cette société complémentaire est intégré au sein d'Oko Solution.

2. Le projet immobilier

Oko Solution loue actuellement des locaux dans un bâtiment de l'ensemble « Les Portes de Rousset ». L'augmentation rapide du volume des commandes a conduit la société à prévoir un déménagement dans des locaux plus grands pour augmenter la capacité de stockage et d'assemblage, et améliorer les conditions d'accueil des clients. Grâce à l'agrandissement des locaux, une nouvelle gamme de produits pourra être fabriquée ou assemblée sur le site de Rousset.

Par ailleurs, il est prévu de créer un pôle de R&D portant sur de nouveaux développements innovants en matière de textile connecté. Un partenariat a d'ailleurs été engagé à cet effet avec l'Hôpital de la Timone sur les interfaces pour le corset « intelligent », dans le cadre du traitement de la scoliose.

Oko Solution a donc décidé d'acquérir des locaux neufs sur Rousset. La société a signé, le 9 janvier dernier, un compromis de vente pour 2 lots faisant partie du complexe Rousset Parc II situé rue Gaston Imbert. La surface totale est de 485 m² au sol, complétée par 200 m² à l'étage grâce à l'aménagement d'une mezzanine. Le coût d'acquisition est de 500.000 € HT. Des travaux d'aménagement seront réalisés pour un montant de 184.663 € HT dont 101.224 € HT éligibles, liés à la modification de la structure du bâtiment. L'acte de vente a été signé le 25 avril dernier.

Le montage financier est basé sur la SCI Okoz. Le financement de l'opération est assuré, puisqu'un prêt a été de 660.000 € a été accordé par la Société Générale sur 12 ans.

Oko Solution s'engage à recruter 3 personnes en contrat à durée indéterminée dans les 3 ans à venir, ce qui porterait l'effectif à 10 personnes.

Il est proposé de soutenir ce projet immobilier à hauteur de 75.000 € soit 12,47 % d'une assiette éligible de 601.224 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'aide à l'immobilier de 75.000 € au bénéfice de la S.A.S. Oko Solution basée à Rousset, subvention versée à la S.C.I. Okoz.

Article 2 :

Est approuvée la convention tripartite ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole ligne 61-20421.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 018-2137/17/BM

**■ Réservation du lot AP de la Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil
MET 17/3688/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Carreau de la Mine est une opération réalisée en régie par la Communauté du Pays d'Aix, aujourd'hui viabilisée et en cours de commercialisation. Les objectifs de la ZAC sont de contribuer au développement de l'offre foncière sur le bassin de la Haute Vallée de l'Arc par la reconversion de cet ancien site minier et d'apporter une réponse aux besoins de foncier et/ou d'immobilier des entreprises de la pépinière Michel Caucik située en face.

La ZAC est divisée en trois secteurs : un secteur industriel, entièrement commercialisé ; un secteur mixte (bureaux, ateliers) ; et un secteur destiné à accueillir prioritairement un projet de promotion immobilière sous forme de parc d'activités. C'est à travers le développement de ce secteur que des réponses pourront notamment être apportées aux besoins des entreprises sortantes de la pépinière.

De plus, situé face au Plan de Meyreuil le long de la RD6, cet espace de près de 2ha constitue la vitrine de la ZAC et, à ce titre, il est nécessaire de veiller à la qualité et à l'homogénéité de l'architecture des bâtiments qui y seront construits.

Afin de garantir la réalisation d'un programme immobilier qui réponde aux objectifs de l'opération et permette la qualité architecturale et environnementale des bâtiments, le lot AP a déjà fait l'objet de deux appels à projet en 2009 et 2012 qui n'ont pas pu aboutir. De nouvelles discussions ont été engagées en 2016 avec des promoteurs qui se sont montrés intéressés par cette opération. Un seul candidat a présenté un projet abouti et a proposé un montage financier pour la réalisation de son programme.

Ainsi, le groupement composé de GSE, en tant que constructeur, et d'AXTOM et BMF promoteurs, propose la réalisation d'un programme immobilier à destination d'entreprises artisanales et de PME/PMI. Il s'agit de développer des espaces modulables de surfaces comprises entre 100 à 300 m² au sol, avec mezzanine. Les locaux pourront être proposés à la vente, avec montage d'une copropriété, et un des bâtiments pourra être cédé à un investisseur qui proposera ensuite du locatif.

Ce programme immobilier présente également l'opportunité d'un démarrage rapide sur le site puisque 2 bâtiments, soit environ 2 000 m² de surface de plancher, seront réalisés « en blanc ».

Le Comité d'Agrément réuni le 6 avril 2017 a décidé d'agréer ce projet. Les conditions de la cession devant encore être précisées, il est proposé de réserver le lot AP, d'une surface de 18 233 m², au groupement GSE, AXATOM et BMF. La délibération de cession, qui permettra de préciser toutes les conditions de la réalisation de cette vente, sera présentée à un prochain Bureau de la Métropole.

Toutefois et afin de permettre à l'opérateur d'engager son projet dans les meilleurs délais, il est également proposé d'autoriser GSE à déposer une demande de permis de construire sur le lot AP. Ce permis sera élaboré avec l'aide de l'Architecte Urbaniste Conseil de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5216-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2006_A350 du Conseil communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 créant la ZAC,
- La délibération n° 2007_A452 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC,
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet du groupement composé de GSE, AXATOM et BMF entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC du Carreau de la Mine, et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 6 avril 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la réservation du lot AP au groupement composé de GSE, AXATOM et BMF pour le développement de leur projet immobilier.

Article 2 :

Le groupement GSE, AXATOM et BMF est autorisé à déposer un permis de construire sur le lot AP.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 019-2138/17/BM

■ Zone d'Aménagement Concerté du Carreau de la Mine à Meyreuil - Avenants aux compromis de vente sur les lot E et M MET 17/3689/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Carreau de la Mine à Meyreuil est une opération d'aménagement menée en régie par le Territoire du Pays d'Aix. La création de cette zone d'activités a permis d'aménager plus de 6 ha cessibles dans le but d'accueillir des activités industrielles et mixtes sur un site en pleine reconversion. La commercialisation de la zone, engagée en 2010, est aujourd'hui bien avancée et sur les 16 lots qui composent la ZAC, sept entreprises sont implantées, 2 chantiers de construction sont en cours, et deux lots sont sous compromis de vente.

Le terrain d'assiette ayant été acquis sans TVA, la cession des lots relevait du régime la TVA sur marge, conformément à la loi de Finances du 9 mars 2010.

Or, les récentes réponses ministérielles, Bussereau et Savary en date du 20 septembre 2016, précisent l'application de l'article 268 du CGI en imposant une identité de qualification juridique et de caractéristiques physiques du bien entre l'acquisition et la revente pour pouvoir opter pour la TVA sur marge. Ainsi, dès lors qu'une division parcellaire modifiant les superficies est intervenue entre l'acquisition initiale et la cession, la taxation doit se faire sur le prix de vente total.

Deux compromis de vente, signés fin 2016 et début 2017, sont concernés par ces évolutions fiscales. Il convient ainsi de procéder à la modification des conditions de la vente en appliquant une TVA sur prix, et en rectifiant le prix TTC du lot.

La cession du lot E à Synergie Cad Probe, a été approuvée par délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, au prix de 146 800€HT et de 172 513,01 €TTC en application d'un calcul de TVA sur marge. Le nouveau prix TTC, avec la TVA sur le prix de vente total, est dorénavant de 176 160 € et doit faire l'objet d'un avenant au compromis de vente.

La cession du lot M au groupe HEVOLYA, a été approuvée par délibération du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, au prix de 231 500 €HT et de 270 720,67 €TTC en application d'un calcul de TVA sur marge. Le nouveau prix TTC, avec la TVA sur le prix de vente total, est dorénavant de 277 800 € et doit faire l'objet d'un avenant au compromis de vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2006_A350 du Conseil communautaire de la CPA du 6 décembre 2006 créant la ZAC,
- La délibération n° 2007_A452 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 approuvant le programme des équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n°ECO 004-586/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant la cession du lot E à l'entreprise SYNERGIE CAD PROBE ;
- La délibération n°ECO 008-1053/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant la cession du lot M à l'entreprise HEVOLYA ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.
- Les réponses ministérielles Bussereau et Savary du 20 septembre 2016 aux questions n°94538 et n°96679 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La modification du régime fiscal applicable aux cessions de terrains à bâtir.

Délibère

Article 1 :

Le prix de cession Toutes Taxes Comprises du lot E est modifié, en application du régime fiscal de la TVA sur le prix de vente total, et s'élève à 176 160 € TTC, pour un montant de 146 800€HT.

Article 2 :

Le prix de cession Toutes Taxes Comprises du lot M est modifié, en application du régime fiscal de la TVA sur le prix de vente total, et s'élève à 277 800 € TTC, pour un montant de 231 500 €HT.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les avenants aux actes afférents à ces affaires ainsi qu'aux ventes définitives en conséquence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 020-2139/17/BM

■ Approbation d'une subvention à la fondation "Méditerranée Infection" pour la participation au financement du bâtiment de l'Institut Hospitalo-Universitaire (IHU) - Approbation d'une convention MET 17/4124/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

De par les compétences qui lui sont dévolues en matière d'Enseignement Supérieur Recherche et Santé, forte d'un écosystème en matière de santé riche et dynamique, la Métropole Aix-Marseille-Provence possède les atouts de son ambition : celle de devenir un leader dans le secteur de la santé pour le développement d'une métropole d'une exceptionnelle compétence.

Accompagner les opérations permettant d'accroître significativement le potentiel scientifique et la visibilité de la Métropole dans ses domaines d'excellence, et précisément celui de la santé, s'affirme comme un axe privilégié de la politique métropolitaine.

Le Campus de la Timone, l'un des grands pôles d'excellence métropolitains, accueille le bâtiment de l'Institut Hospitalo-Universitaire (IHU) dont l'ambition est de devenir une référence mondiale dans le domaine de la recherche et de la prise en charge des malades infectieux et contagieux.

Cette implantation à Marseille conforte l'attractivité et l'excellence internationales dans le domaine de la santé de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'IHU Méditerranée Infection est en effet l'un des 6 instituts hospitalo-universitaires mis en place dans le cadre du Plan Investissement d'Avenir. Porté par la fondation «Marseille Infection», cet hôpital de recherche clinique utilise des techniques innovantes permettant une recherche appliquée dans la détection des modes de transmission de la contagion et permettant d'évaluer les stratégies de lutte contre les infections intra-hospitalières.

La fondation Méditerranée Infection a pour objectif de condenser les moyens de lutte contre les maladies infectieuses, première cause de mortalité dans le monde (17 millions de morts par an) et notamment les trois tueurs mondiaux (le VIH, la tuberculose et le paludisme), en un pôle majeur et stratégique au rayonnement local, national et international. Pour atteindre cet objectif, la fondation se décline en trois secteurs d'activité :

- le développement de services cliniques spécialisés et innovants à la pointe de la technologie,
- l'attraction des chercheurs les plus performants au niveau international pour

dynamiser la recherche sur les maladies infectieuses,

- la transformation de ces connaissances en éléments utiles pour l'homme, sous forme de produits diagnostiques ou thérapeutiques, en développant des rapports privilégiés avec des partenaires industriels, nationaux et régionaux et l'incubation de startups.

L'IHU abrite environ 750 salariés : 500 pour l'AP-HM, 200 pour Aix-Marseille Université, les différents organismes de recherche (INSERM, CNRS, IRD...) et une dizaine de startups.

Le bâtiment de l'IHU comprend :

- un système de confinement intégré aux locaux à haut niveau de contagion (NSB3) (chambres d'isolement, laboratoires, insectariums, souchothèque, etc.), avec un système de dépression atmosphérique à l'intérieur de la zone de confinement, l'air étant filtré à l'entrée et à la sortie du local,
- des portiques avec caméras infrarouges installés à l'accueil pour détecter les personnels et patients fébriles,
- l'installation de puces RFID pour une traçabilité en temps réel des déplacements de personnes et de matières pour une prévention maximum du risque de contagion ; un réseau de communication interne par wifi et visioconférence.

Ce bâtiment facilite également la valorisation de la recherche par :

- la présence physique des partenaires industriels dans l'IHU pour une gestion pratique du transfert vers l'industrie,
- un espace dédié à l'incubation de startups et de spin-offs.

Le bâtiment a été réceptionné le 26 octobre 2016, toutefois l'installation des équipes et des équipements nécessitent quelques travaux d'adaptation. Des travaux sont toujours en cours pour l'équipement et l'aménagement de l'amphithéâtre et des salles de cours. Des équipements relatifs au niveau de sécurité du bâtiment sont également en cours d'installation en particulier sur les accès extérieurs et les contrôles d'accès du laboratoire P3. Enfin, une adaptation du local devant accueillir la future biobanque est en cours afin de permettre un maintien de la température ambiante compatible avec le dégagement énergétique de l'équipement devant être installé.

L'opération IHU Infectiopole s'inscrit dans le cadre d'enjeux scientifiques et cliniques considérables pour lesquels la Métropole prend une place majeure au travers des compétences développées dans l'Institut.

L'IHU contribuera de façon significative au rayonnement de notre territoire sur le plan national et international.

- Apport des Fondateurs Investissements
- ANR
- Ville de Marseille
- Métropole Aix-Marseille-Provence
- Conseil Départemental 13
- Conseil Régional PACA
- Fonds dédiés Fondation

Soit un total de :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de participer au financement du bâtiment de l'IHU.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la subvention d'un montant de 1 million d'euros à la Fondation « Méditerranée Infection » pour la participation au financement du bâtiment IHU.

Le budget de financement du bâtiment se présente de la façon suivante :

3 200 000 €
48 798 767 €
1 000 000 €
1 000 000 €
4 000 000 €
1 500 000 €
9 034 493 €

68 533 260 €

Article 2 :

Est approuvée la convention financière relative à l'attribution d'une subvention de 1 000 000 euros pour la participation au financement du bâtiment de l'IHU,

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique

B360 – chapitre 204 – nature 20422 - Fonction 67 - opération 2017100400.

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit : CP2017 : 1 000 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 021-2140/17/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'avance de Trésorerie pour la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté Bertoire 2 à Lambesc
MET 17/3690/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2011-B010 du 21 janvier 2011, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le contrat de concession relatif à l'aménagement de la ZAC d'extension du plateau de Bertoire à Lambesc, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires. Cette concession d'aménagement a été reprise de droit par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la date de sa création le 1^{er} janvier 2016.

Le bilan prévisionnel présenté en mai 2016 au Conseil d'Administration de la SPLA faisait apparaître un besoin temporaire de trésorerie de 1 000 000€. Le

Bureau de la Métropole a donc approuvé en décembre 2016 une convention d'avance de trésorerie remboursable de 1 000 000€. Pour l'année 2017, le bilan prévisionnel présenté au Conseil d'Administration de la SPLA du 12 mai 2017 fait apparaître un besoin temporaire de trésorerie supplémentaire de 825 000€.

Ainsi, en s'appuyant sur les dispositions de l'article 28.7 du contrat de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite auprès de la Métropole une modification de l'avance de trésorerie d'un montant de 825 000€ portant cette avance à 1 825 000 €, 1 000 000€ ayant déjà été versés. Cette avance est remboursable avant le 1^{er} mars 2021 (un mois avant la fin de la concession), conformément au bilan prévisionnel global de la concession d'aménagement.

En effet, selon les termes de l'article L.1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « le concédant peut consentir des avances justifiées par un besoin de trésorerie temporaire de l'opération ;

[...] ces avances font l'objet d'une convention approuvée par l'organe délibérant du concédant et précisant leur montant, leur durée, l'échéancier de leur remboursement ainsi que leur rémunération éventuelle. »

L'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires est jointe en annexe à ce rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.1523-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L300-4, L300-5, L311-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011-B010 du Bureau communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 confiant l'aménagement de la ZAC dde la Bertoire à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Le traité de concession et notamment son article n°28.7 ;
- La délibération ECO 004-1188/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre

2016 approuvant la convention d'avance de trésorerie remboursable avec la SPLA Pays d'Aix Territoires,

- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2017 approuvant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2016 ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la demande d'avance supplémentaire de la SPLA Pays d'Aix Territoires est conforme à l'article 28,7 du traité de concession ;
- Que la demande d'avance supplémentaire est conforme au CRAC de l'année 2016 de la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de l'article 2 de la convention d'avance de trésorerie remboursable passée entre la SPLA Pays d'Aix Territoires et la Métropole par l'avenant n°1, portant cette avance à 1 825 000€.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 à la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ainsi que tout document afférent à ce dossier.

Article 3 :

Une avance remboursable de 825 000€ sera versée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de la ZAC de la Bertoire 2.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 022-2141/17/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention d'avance de Trésorerie pour la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson
MET 17/3691/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2013-B406 du 26 septembre 2013, la Communauté du Pays d'Aix a approuvé le contrat de concession relatif à l'aménagement de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires. Cette concession d'aménagement a été reprise de droit par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la date de sa création le 1^{er} janvier 2016.

Le bilan prévisionnel présenté en mai 2016 au Conseil d'Administration de la SPLA faisait apparaître un besoin temporaire de trésorerie de 600 000€. Le Bureau de la Métropole a donc approuvé une convention d'avance de trésorerie remboursable de 600 000€. Pour l'année 2017, le bilan prévisionnel présenté au Conseil d'Administration de la SPLA du 12 mai 2017 fait apparaître un besoin temporaire de trésorerie supplémentaire de 400 000€.

Ainsi, en s'appuyant sur les dispositions de l'article 27.7 du contrat de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite auprès de la Métropole une modification de l'avance de trésorerie d'un montant de 400 000 € portant cette avance à 1 000 000 €, 600 000€ ayant déjà été versés. Cette avance est remboursable avant le 20 octobre 2023 (un mois avant la fin de la concession), conformément au bilan prévisionnel global de la concession d'aménagement.

En effet, selon les termes de l'article L.1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « le concédant peut consentir des avances justifiées par un besoin de trésorerie temporaire de l'opération ;

[...] ces avances font l'objet d'une convention approuvée par l'organe délibérant du concédant et précisant leur montant, leur durée, l'échéancier de leur remboursement ainsi que leur rémunération éventuelle. »

L'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires est jointe en annexe à ce rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L300-4, L300-5, L311-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013-B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Le traité de concession et notamment son article n°27.7 ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n°1189/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant la convention d'avance de trésorerie remboursable avec la SPLA Pays d'Aix Territoires,
- La délibération du Conseil de Métropole du 28 juin 2017 approuvant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2016 ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de Métropole du 17 mars 2016 portant délégation de compétence du Conseil de Métropole au Bureau de Métropole ;
- L'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie ci-joint;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la demande d'avance supplémentaire de la SPLA Pays d'Aix Territoires est conforme à l'article 27.7 du traité de concession de la ZAC des Vergeras;
- Que la demande d'avance supplémentaire est conforme au CRAC de l'année 2016 de la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification de l'article 2 de la convention d'avance de trésorerie remboursable

passée entre la SPLA Pays d'Aix Territoires et la Métropole portant cette avance à 1 000 000 €.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°1 ci-annexé à la convention avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ainsi que tout document afférent à ce dossier.

Article 3 :

Une avance remboursable de 400 000 € sera versée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de la ZAC des Vergeras.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 023-2142/17/BM

■ Approbation de l'avenant n°3 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif au projet Vitrolles CAP Horizon MET 17/3707/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire du 11 juin 2005, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le contrat de concession qui délègue à la SPLA Pays d'Aix Territoires la mise en œuvre du projet Vitrolles CAP Horizon.

Par délibération n°2015-B590 du Bureau communautaire du 26 novembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé l'avenant n°1 relatif à la maîtrise foncière de l'opération.

Par délibération n°2015-A321 du Conseil communautaire du 17 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé l'avenant n°2 qui avait pour objet de recalculer le bilan de l'opération financier de la ZAC suite à l'élaboration du dossier de réalisation de ZAC et de la validation du programme des équipements et d'ajuster en fonction la participation du concédant à l'opération.

L'article 36 du traité de concession définit le mode de calcul de la rémunération concessionnaire de la manière suivante :

- une partie forfaitaire pour la conduite de l'opération et le suivi technique de l'opération
- une partie variable proportionnelle calculée à raison de 0,7 % des recettes HT de cessions de terrains.

La rémunération de l'aménageur a été définie en référence aux données de bilan prévisionnel

d'opération joint en annexe 1 du traité de concession notifié le 10 septembre 2015 et réinscrit dans le bilan d'opération mis à jour dans l'avenant n°2.

Les montants références, (travaux et d'honoraires de ZAC, cessions de charges foncières y compris constructeurs autonomes en ZAC) bases de calcul de cette rémunération ont évolués.

Le présent avenant a pour objet de modifier la rémunération de l'aménageur.

Il est proposé de modifier l'article 36 de la manière suivante :

ARTICLE 36 – Rémunération du concessionnaire

Article 36.1 Pour la conduite générale et le suivi technique de l'opération, un montant forfaitaire de 2 149 869 € HT réparti annuellement sur la durée de la concession.

Article 36.2 Pour la commercialisation, une part variable proportionnelle calculée à raison de 0,7% des recettes HT de cessions de terrain (aujourd'hui estimées à 273 469 € HT).

Les autres paragraphes de cet article sont inchangés.

Par ailleurs, les annexes 1 et 1 A sont modifiées comme suit :

LC15 Vitrolles Cap Horizon

Bilan prévisionnel d'opération issu du CRAC 2016

ZAC Cap Horizon et Couperigne

DEPENSES	
ETUDES	554 791
ACQUISITIONS ET FRAIS LIES	29 356 125
TRAVAUX	39 256 751
HONORAIRES	3 339 109
FRAIS DIVERS	930 105
PARTICIPATION AUX EQUIPEMENTS PUBLICS	
CHARGES FINANCIERES	1 639 694
REMUNERATIONS	2 423 338
Reprise TVA	
DEPENSES	77 499 913

RECETTES	
CESSIONS TERRAINS ET IMMEUBLES	39 066 945
PARTICIPATIONS	38 404 413
Participation Mobilité y-c foncier	16 584 406
Participation Aménagt y-c foncier	14 251 643
Participation mobilité Etat	2 420 000
Participation Couperigne	5 148 364
Participation autre	
SUBVENTIONS	
AUTRES PRODUITS	
PRODUITS FINANCIERS	28 554
REMBOURSEMENTS PREFINANCEMENTS	
Reprise TVA	
RECETTES	77 499 913

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°2013_A114 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 approuvant la réalisation de l'opération Vitrolles CAP Horizon sous forme de ZAC d'intérêt communautaire, n°2015_A076 du 21 mai 2016 créant la ZAC et n°2015_A318 du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation ;
- La délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_B590 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_A321 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 ci-annexé au traité de concession relatif à la modification de l'aménageur.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document relatif à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 024-2143/17/BM

■ Installation de l'association Aix Multi Services Environnement sur le Technopôle de l'Arbois - Accord de Principe avant approbation et mise en oeuvre d'un bail à construction MET 17/3259/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association Aix Multi Services (AMS) Environnement, créée en 1994, a pour activité l'insertion socioprofessionnelle de personnes durablement éloignées de l'emploi en les salariant sur des activités en espaces verts et naturels, de génie écologique, sur le territoire du Pays d'Aix.

Depuis 20 ans, AMS Environnement s'est affirmée comme un acteur important de l'insertion socioprofessionnelle de la ville d'Aix-en-Provence et du Pays d'Aix. Reconnue par l'ensemble des institutions du Département et de la Région qui lui manifestent leur soutien financier de manière récurrente, AMS Environnement compte aujourd'hui 13 salariés permanents et 45 salariés en poste d'insertion. Plus de 80 personnes en moyenne bénéficient d'un contrat de travail sur l'année civile.

AMS Environnement est installée depuis sa création dans des locaux mis à disposition à titre gracieux par la ville d'Aix-en-Provence. Depuis 2014, l'association occupe des locaux avec un bail précaire dans le quartier du Pont de l'Arc (La Pauliane, 424 chemin du viaduc). L'hébergement actuel dans le bâtiment de la Pauliane est provisoire puisque ce domaine fait partie du futur Campus d'économie-gestion prévu pour 2019. Compte tenu de l'impératif de démenagement à court terme et de ses finances saines, AMS souhaite s'établir de manière définitive dans un bâtiment et une configuration adaptés à ses besoins actuels et futurs.

Dés lors, AMS a exprimé le souhait de s'implanter sur le Technopôle de l'Arbois pour relocaliser ses locaux d'activités.

Le besoin exprimé en surface du bâtiment est de 360 m² en R+1, qui se décomposera en bureaux (120 m²),

en salles de formation (60 m²), en atelier et stockage du petit matériel (90 m²), en vestiaires (60 m²) et en espaces communs (accueil, cantine).

Pour cela, AMS souhaite réaliser une construction à ossature bois en s'adossant à un constructeur reconnu, le fabricant PopUp House. Ce choix permettra de réduire les délais de construction et de mettre en œuvre des systèmes constructifs innovants à forte efficacité énergétique, avec un impact environnemental réduit.

Le montant prévisionnel du projet a été estimé à 676 440,00 €, dont le financement sera supporté en partie par AMS qui en sera maître d'ouvrage, qui sollicitera en complément des subventions des collectivités territoriales.

Concernant la propriété foncière, les terrains situés au sein de la ZAC du Petit Arbois sont soumis au bail emphytéotique qui a été signé le 22/12/1999 entre l'ex Syndicat Mixte de l'Arbois et le Département des Bouches-du-Rhône, pour une durée de 65 ans.

Il conviendra donc de mettre en place un bail à construction pour une durée de 45 ans sur une emprise d'environ 640 m² (superficie pouvant varier sensiblement en fonction du document définitif d'arpentage) à détacher de la parcelle cadastrée KW n°65 entre la Métropole et AMS. Le preneur s'engagera alors, à titre principal, à édifier des constructions sur le terrain du bailleur et à les conserver en bon état d'entretien pendant toute la durée du bail.

Par ailleurs, ce bail à construction comportera une obligation de construire. Il serait également assorti de conditions suspensives liées notamment à l'obtention d'un permis de construire définitif, purgé de tout recours et conforme, et à la fixation de délais pour réaliser les travaux.

Ce bail serait consenti moyennant le versement d'une redevance capitalisée qui sera versée à la Métropole par le preneur. La valeur vénale de la redevance capitalisée a été fixée par France Domaine à 13 728 € Hors Taxes, conformément à son estimation en date du 05/12/2016.

Tous les frais, droits et honoraires inhérents à la mise en place de ce bail seront entièrement supportés par le preneur. De même, le nouveau bâtiment sera assujéti aux charges liées à la gestion et l'entretien de la ZAC qui devront être dues par le preneur.

La conclusion du bail à construction sera soumis à l'accord du Conseil Départemental.

Le bailleur deviendrait propriétaire de la construction édifiée sur le terrain à la fin du bail. Les conditions de restitution du bâtiment seront précisés dans les clauses du bail.

Le Technopôle validera, au stade de l'avant-projet, l'intégration architecturale des locaux sur le site, ainsi que les conditions de stationnement et d'accès au terrain.

Il conviendra de redélibérer pour valider le projet de bail à construction et autoriser Monsieur le Président à signer l'acte notarié nécessaire, sous conditions suspensives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L2221-1 et L3112-1 ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L.251-1 à 9 et R.251-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine du 5 décembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande d'implantation de l'association Aix Multi Services (AMS) Environnement sur le site du Petit Arbois ;
- Le projet de construction d'un bâtiment d'une surface d'environ 360 m² présenté par Aix Multi Services Environnement sur la ZAC du Petit Arbois, tel que présenté dans le document ci-joint ;

- Que la parcelle concernée par ce projet relève du domaine privé de la collectivité, et fait partie du bail emphytéotique passé entre le Département des Bouches-du-Rhône et l'ex Syndicat Mixte de l'Arbois dissous depuis le 1er janvier 2017 et intégré à la Métropole ;
- La nécessité d'établir un bail à construction afin de permettre à l'association Aix Multi Services (AMS) Environnement de construire ses locaux et d'en assurer la jouissance et la gestion.

Délibère

Article 1 :

Est autorisée l'implantation de l'association Aix Multi Services (AMS) Environnement sur le site du Technopôle de l'Arbois à Aix-en-Provence, qui devra être matérialisée dans le cadre d'un bail à construction d'une durée de 45 ans, sur une partie de la parcelle cadastrée KW n°65 à détacher (environ 640 m²), moyennant le versement d'une redevance capitalisée de 13 728 € Hors Taxes conforme à l'avis de France Domaine du 5 décembre 2016.

Article 2 :

Dans l'attente de l'approbation du projet de bail, le Bailleur autorise d'ores et déjà le Preneur, à titre temporaire et précaire :

- à accéder au terrain afin de lui permettre de réaliser tous sondages ou études préalables et nécessaires à la réalisation du projet immobilier,
- à déposer en son nom toutes demandes d'autorisations administratives [demande de permis de construire, etc...] nécessaires à la réalisation de son projet immobilier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 025-2144/17/BM

■ Participation au fonctionnement de l'association la Maison Méditerranéenne des Métiers et de la Mode - Approbation d'une convention MET 17/3803/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode (MMMM) créée le 26 novembre 2010 résulte de l'absorption et de la fusion de la Cité Euroméditerranéenne de la Mode que Marseille Provence Métropole subventionnait et l'Institut Mode Méditerranée.

Elle regroupe dans un même lieu trois Maisons indissociables : Maison de la Formation – Maison de la Création – Maison des Evénements Economiques

et Culturels. Elles ont pour objectif de positionner Marseille et la filière Mode-Habillement dans une stratégie Economique et Culturelle Méditerranéenne.

Cette association est présidée depuis 2014 par Matthieu GAMET, PDG de Kulte, marque incontournable dans l'univers du prêt à porter local et national.

MMMM a pour objet de promouvoir et de développer le secteur de la Mode, du Textile, de l'Habillement et de l'ensemble de ses industries et services connexes avec une vocation internationale et plus particulièrement à Marseille et dans les pays localisés autour de la Méditerranée.

Présentation de la MMMM :

- La MMMM, seule structure référente reconnue sur le plan régional, national et euro-méditerranéen auprès **d'une filière d'excellence internationale** qui génère un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros et compte 19 000 emplois en région.
- Un Espace Mode Méditerranée de 1000m² en plein quartier d'affaire et de culture au coeur d'Euroméditerranée.
- Une **pépinière régionale** : **200** jeunes entreprises créatives de mode et d'accessoires avec un **programme annuel** : ateliers de formation, aide et accompagnement, coaching et conseil personnalisé, développement commercial sur le territoire et à l'international dans les salons professionnels...
Depuis sa création, la MMMM a révélé un panel de près de **1 300** jeunes entreprises de mode et d'accessoires et les a accompagnées dans leur développement pour en faire des success story à l'exemple de Sessùn, Jayko, Stéphanie Marin, Lsonge, Claverin...
- La MMMM aide et accompagne les entreprises de mode émergentes au travers du concours **OPENMYMED PRIZE** qui compte **71** lauréats depuis 2010.
44 jeunes créateurs méditerranéens catégorie Mediterranean Fashion Prize (MFP) et **27** jeunes créateurs de la Provence catégorie M Major.

La **dimension internationale** de ce prix tant par le Jury que par les partenaires, offre une **visibilité euro-méditerranéenne à la Métropole et favorise la compétitivité du territoire**. Il fait de **Marseille le Hub de Mode en Méditerranée**. Il permet aux jeunes entrepreneurs de bénéficier d'un accompagnement ciblé et **d'accélérer leur développement**. La MMMM ouvre également un carnet d'adresses et **des partenariats internationaux** tels que Scoop Londres, Not Just a Label, Panorama Berlin,

Who's Next Paris, Mad Bruxelles, The Webster (Miami et New York), Tajima (Japon)...

- Un **Festival OPENMYMED** qui a pour acteur principal Marseille, 2ème Ville de la Mode après Paris, positionne aussi **la Métropole comme Capitale de la Mode pour l'Europe du Sud**, face à Milan et Barcelone qui pourraient y prétendre également.
- La MMMM a également initié **une formation mode élitiste et unique en France** en partenariat avec Aix-Marseille Université avec la création en 1996 de la Licence Professionnelle de Gestion et Développement des Produits de la Mode et en 2010 du Master 1&2 de Management des Métiers de la Mode et du Textile.
- Un **espace événementiel** : la **M Galerie**, 350 m² mis à disposition des étudiants, des jeunes créateurs et d'associations.
- Elle assure la visibilité au travers d'un réseau : **Média web** : 30 000 visiteurs uniques par mois (m-mmm.fr / passcreamode.com), et **média print, radio, TV** : plus de 245 parutions par an.

Stratégie et Objectifs

La stratégie et la programmation de la MMMM visent les mêmes objectifs et viennent renforcer la politique de la Métropole Aix-Marseille Provence **dans la filière des industries créatives.**

Créer un espace euro-méditerranéen de la formation professionnelle afin de perfectionner les étudiants,

Déceler, former et transmettre les compétences nécessaires aux jeunes entreprises de mode installées sur le territoire de Marseille, sa Région et plus largement en Méditerranée,

Accompagner les jeunes entrepreneurs de mode dans leur développement à l'international,

Installer durablement tous les savoir-faire professionnels afin de contribuer au rayonnement et l'attractivité du territoire et à son économie.

Faire de Marseille et de sa Région la Métropole de Mode de l'Europe du Sud.

Bilan 2016

A. Action de valorisation de la filière régionale et de l'attractivité du territoire

1. M Lab :

Conseiller, orienter et accompagner des jeunes entrepreneurs de mode dans les phases de création et développement de leur marque dans le but de pérenniser leur activité.

Nous créons pour eux toutes les conditions favorables pour **structurer leur création, plan marketing stratégique, la production, la communication et la distribution.**

Cette méthodologie d'accompagnement a permis d'apporter en 2016 **un programme adapté à un panel de 36 jeunes marques** soit **+24%** par rapport à 2015.

2. Itinéraire Mode :

En 2016, Itinéraire Mode a fêté ses 10 ans, il a réuni **98 boutiques, 75 créateurs** soit **+70%** de participants par rapport à 2015.

1 Journal diffusé à **10 000** exemplaires

1 **plan média** national et régional : Madame Figaro, Supplément Luxe de la Provence, ToutMa, Grazia, Chérie FM, BDRT...

350 retombées presse tout média confondu : France 3, Elle PACA, La Provence, Gens du Sud, Les Nouvelles Publications...

1 Communiqué de Presse diffusé à une cible de **500** journalistes supports et blogs mode nationaux et régionaux.

B. Action à dimension internationale, avec une visibilité euro-méditerranéenne favorisant la compétitivité du territoire

1. OpenMyMed Prize :

Lancé en **2010** et ouvert à **19** pays méditerranéens, **OpenMyMed Prize** décèle la nouvelle génération de créateurs qui rentrent en compétition chaque année. **20** lauréats sont sélectionnés : **10** jeunes entrepreneurs de Marseille et sa Région catégorie **M MAJOR** et **10** de leurs homologues méditerranéens catégorie **MFP (Mediterranean Fashion Prize).**

2. Festival OpenMyMed :

Le rendez-vous annuel grand public et médias dans plusieurs lieux culturels ou atypiques, **met en scène les coopérations internationales** autour de ce foisonnement créatif mode/photo/art contemporain. Il invite cette jeune génération de talents ambassadeurs de leurs pays. Il positionne la Provence dans une **dimension internationale** favorisant le dialogue, les coopérations et les échanges.

De **mai à août 2016**, un **dialogue culturel et économique** dans des lieux prestigieux : le MuCEM, la Villa Méditerranée et le Musée des Arts Décoratifs et de la Mode.

Un Voyage Stylistique dans deux Ecrins Majestueux, invité d'honneur le couturier Yacine AOUADI.

Double exposition : au MuCEM **32 000 visiteurs**, au Musée des Arts décoratifs et de la Mode Château Borély **+25%** de visitorat.

C. Action de formation avec la 1^{ère} université en France faisant du territoire un précurseur dans la formation universitaire

1. La Formation :

Un pôle Formation Universitaire premier du genre en France.

Niveau Licence et Master 1&2 Management des Métiers de la Mode et du Textile en partenariat avec

la plus grande université de France Aix-Marseille Université (AMU).

150 candidatures internationales chaque année

50 étudiants internationaux par an

50 intervenants

1200 heures de cours

67% des étudiants diplômés sont recrutés avant la fin de leur stage.

Programme d'actions prévisionnel 2017

A. Action de valorisation de la filière régionale et de l'attractivité du territoire

La MMMM participe activement à la **vitalité économique et au dynamisme créatif** des marques contemporaines régionales générant 19 000 emplois, 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires.

En 2017, la MMMM prépare plusieurs missions pour les talents de Marseille et sa Région et contribue ainsi à la valorisation de cette **filiale d'excellence internationale** afin de faire de la **Métropole, la Californie Française de la Mode**.

M Lab

Un accompagnement en fonction des différents profils permet d'optimiser le développement de leur entreprise dans une approche territoriale et internationale. Le pool de 50 créateurs bénéficiera en 2017 de RDV individuels avec des experts référents qui **analyseront leur positionnement, leurs faiblesses et leur potentiel**.

En 2017, la MMMM renouvellera ses partenariats avec les concepts Store MuCEM, Jardin Montgrand, Lifestore les Docks... la Foire Internationale de Marseille, Happy Market...

Elle initiera également de nouveaux partenariats avec des boutiques éphémères et des grands magasins, centres commerciaux et des salons internationaux : Who's Next Paris, Panorama Berlin, Show & Order Berlin, Scoop Londres, Tomorrow New York, WWWD Magic Las Vegas...

Cette ouverture permet d'apporter à **notre Métropole une dimension internationale** et confirme sa place comme **Capitale euro-méditerranéenne de la Mode** face à Milan et Barcelone qui pourraient y prétendre également.

B. Action à dimension internationale, avec une visibilité euro-méditerranéenne favorisant la compétitivité du territoire

1. OpenMyMed Prize :

Les entreprises de mode émergentes de la Région ou en Méditerranée ont très tôt besoin de se structurer. La MMMM détecte les jeunes créateurs, puis les aide au travers du concours OpenMyMed Prize ouvert à 19 pays de la Méditerranée :

- **M Major** pour épauler les jeunes entreprises du territoire
- **Mediterranean Fashion Prize (MFP)** pour les créateurs installés sur la rive sud de la Méditerranée

Cette année la dotation évolue pour mieux répondre aux attentes des jeunes designers.

La MMMM offre un **outil vital** à chacun des 20 lauréats leur permettant d'avoir une **stratégie cohérente**, une **identité créative** forte déclinée par une solide **plateforme de marque**, un **mentoring** pour la mise en place **d'une stratégie de distribution** permettant à la fois de conquérir les acheteurs et être en adéquation avec le marché et une communication ciblée.

2. Festival OpenMyMed :

Le **Festival OPENMYMED** positionne la Provence dans une **dimension internationale** favorisant le dialogue, les coopérations et les échanges.

C'est le rendez-vous annuel grand public et médias dans plusieurs lieux culturels.

Objectifs :

- Valoriser auprès du grand public la jeune création Made in Provence et Méditerranée dans des lieux culturels prestigieux
- Créer un rendez-vous annuel culturel et économique dans la période des Festivals **qui font de la Provence, une destination internationale reconnue**
- Un manifeste sur **l'ouverture de la Méditerranée vers le monde**
- Un dialogue **interculturel et socio-économique**, et une mosaïque de cultures réunies
- Positionner le **Sud de la France** en tant que **leader dans la découverte**, la valorisation de la mode et des disciplines artistiques, la présentation de jeunes talents aux professionnels et aux médias
- **Rassembler** la jeune génération de créateurs et artistes de tout univers
- **Confirmer** notre **Métropole** dans son rôle **révélateur de talents**, en signant par la présence des collectivités territoriales un acte fort d'une décentralisation réussie dans ce domaine face aux challengers comme Milan et Barcelone.

C. Action de formation avec la 1^{ère} université en France faisant du territoire un précurseur dans la formation universitaire

1. La Formation :

En 2017, la MMMM continue à contribuer au programme d'intervention des professionnels de l'industrie du Luxe, Prêt-à-Porter, Textile, Habillement et Distribution auprès des étudiants de la Licence et du Master. Elle proposera également des workshops, des projets tutorés, facilitera les stages et recrutement et le reversement de la taxe d'apprentissage au bénéfice de ce cursus.

Le budget prévisionnel 2017 s'élève à 998.900 euros (2016 : 1.060.000 euros).

Les dépenses prévisionnelles sont :

Achats et services extérieurs : 263.100 euros
Charges de personnel : 219.867 euros
Autres services extérieurs : 498.148 euros
Impôts et Taxes : 851 euros
Dotations aux amortissements et aux provisions
16.934 euros
Total dépenses 998.900 euros

Les recettes prévisionnelles sont :

Financement privé 338.900 euros
Vente de produits finis, prestations de service
30.000 euros

– **Financements publics**

Conseil Régional Paca 210.000 euros
Conseil Départemental : 150.000 euros
Métropole Aix-Marseille Provence : Subvention de fonctionnement 170.000 euros
Subvention action OPENMYMED 30.000 euros
Ville de Marseille : 15.000 euros
Ministère de la culture (DRAC) 40.000 euros
CCIMP 9.000 euros
CMA 13 6.000 euros
Total recettes 998.900 euros

La part des financements privés représente 37% du total des recettes.

La part des financements publics représente 63 % du total des recettes.

Les actions proposées par la Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode s'inscrivent dans les orientations de la Métropole.

Il est proposé au Bureau de la Métropole de participer à la réalisation de ces missions au titre de l'année 2017, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 100.000 euros à l'association la Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La cohérence avec la stratégie de développement économique de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le contrat de ville intercommunal, notamment son pilier « développement de l'activité et de l'emploi » ;
- Que l'Europe a intérêt à renforcer ses liens avec les pays méditerranéens avec lesquels elle sous-traite, et accroître conjointement leurs productivités pour résister à la concurrence des pays asiatiques ;
- Que l'amélioration de la valeur ajoutée passe par la création et l'innovation et que le développement des marchés par la communication et la mise en commun des ressources ;
- Que l'initiative de MMM de rassembler les professionnels de sept pays dans un partenariat opérationnel contribue à maintenir et développer la filière Textile – Habillement, notamment sur le territoire métropolitain.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 100.000 euros à l'association Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière, ci-annexée relative à l'attribution d'une subvention à l'association Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille Provence – chapitre 65 – article 6574 « subventions de fonctionnement aux organismes de droit privé » - Sous Politique B320.

ECO 026-2145/17/BM

■ Renouveau de l'adhésion à l'association Communauté Economique et Financière Méditerranéenne (CEFIM) et paiement de la cotisation 2017 MET 17/3856/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La CEFIM, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, a été créée en 1988, pour fédérer l'ensemble des acteurs économiques du territoire Aix-Marseille Provence et promouvoir la place économique et financière régionale. La CEFIM accompagne les entreprises dans leur stratégie financière et la recherche de financement haut et bas de bilan.

Son bureau est composé de représentants de : CCIMP, UPE13, Comité Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur des Banques de la Fédération Bancaire Française, Enternext /Euronext, Banque de France, Barreaux d'Aix-en-Provence et de Marseille, Ordre des Experts-Comptables, AFTE Provence, Conseils et Experts Financiers Provence-Alpes-Côte d'Azur – CNCEF, Cie Régionale des Commissaires aux Comptes, Chambre des Notaires des Bouches-du-Rhône et du PRIDES Finances & Conseil Méditerranée

Ses missions sont :

- Etre un carrefour d'échanges, de bonnes pratiques et de diffusion d'informations économiques, financières, juridiques et fiscales à destination des professionnels du chiffre, du droit, du conseil et des chefs d'entreprise du territoire,
- Véritable « Place Economique et Financière » la CEFIM est un lieu d'aiguillage des différentes problématiques rencontrées par les chefs d'entreprise et elle fédère l'ensemble des acteurs économiques,
- Animer la « Place » des sociétés cotées et cotables sur toute la région PACA et Languedoc Roussillon en soutien des actions EnterNext afin de continuer de développer l'écosystème boursier régional,
- Proposer une force d'appui en dispositifs financiers, assister les dirigeants d'entreprise, de plus de trois ans d'existence, à travers la plateforme EXPERFI.

Pour informer et conseiller les entreprises, la CEFIM est organisée autour de 5 pôles :

- Pôle Bourse,
- Pôle Amorçage / Développement / Transmission,
- Pôle Droit et Gouvernance,
- Pôle Fiscal, Patrimonial et Immobilier,
- Pôle Financement et Trésorerie.

Depuis le début de l'année 2015, la CEFIM a lancé un service gratuit de conseil et d'appui en stratégie financière pour les chefs d'entreprise de TPE et PME de plus de 3 ans d'existence : EXPERFI.

EXPERFI apporte son expertise sur trois domaines d'intervention aux chefs d'entreprise :

- Service d'assistance et d'orientation dans leur recherche de financement haut et bas de bilan,
- Support dans la transmission de leur société (aide à la valorisation, orientation vers les structures de repreneurs..),
- Conseil et assistance pour la prévention et la restructuration de leur société.

Bilan 2016 CEFIM :

1/ Dans son rôle de « Place financière » :

L'association a organisé 36 manifestations sur des sujets financiers, fiscaux et juridiques qui ont rassemblé plus de 2000 participants sous forme de conférences/débats, ateliers et déjeuners.

2/ Bilan 2016 du service EXPERFI :

En 2016, 80 chefs d'entreprise ont été accompagnés dans le cadre du service EXPERFI alors que 61 dossiers avaient été gérés sur 2015, année de lancement. Principalement, l'accompagnement a consisté en recherche de financement haut et bas de bilan, dans le cadre de la transmission d'entreprise mais également à destination des entreprises rencontrant des difficultés structurelles et/ou conjoncturelles dans leur activité.

En conclusion, le bilan des deux premières années fait apparaître que le service EXPERFI, mis à disposition gratuitement, répond bien aux besoins des entreprises sur le territoire de la Métropole.

La Métropole a adhéré à la CEFIM par délibération ECO 009-1054/16/CM du 17 octobre 2016, il est proposé au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence de renouveler cette adhésion et de régler la cotisation 2017 de 3000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de la CEFIM, à travers la plateforme EXPERFI, de conseils et d'appui en stratégie financière pour les chefs d'entreprise de TPE et PME de plus de trois ans et pour la promotion des activités économiques du territoire de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à l'association "Communauté Economique et Financière Méditerranéenne" et le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 3 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique B320 – Nature 6281 – Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 027-2146/17/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association Via Marseille Fos pour l'exercice 2017 - Approbation de la convention d'objectifs
MET 17/3959/BM**

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Via Marseille-Fos a succédé en 2011 à l'association Marseille Europort, créée en 1993 au lendemain de la réforme du statut des dockers pour coordonner la mise en œuvre de la promotion concertée de la place portuaire de Marseille Fos vers ses clients, en améliorant l'image du port pour relancer son activité après une longue période de conflits sociaux.

A la suite de la réforme des ports français en 2011, Marseille Europort a fait peau neuve en devenant Via Marseille-Fos pour marquer le renouveau de la communauté portuaire de Marseille Fos et faire connaître les progrès et les performances indéniables intervenus en terme d'organisation, de productivité ou de fiabilité.

L'association porte donc aujourd'hui une volonté de cohésion bien au-delà de l'ensemble des acteurs portuaires, ce qui n'a pas d'équivalent dans les autres ports français.

Objectifs généraux de l'association

L'association a défini des objectifs généraux comme :

- Faire émerger au sein de la communauté portuaire une dynamique commerciale s'appuyant sur une offre de services de qualité, fiable et compétitive, dans le but de conquérir de nouveaux marchés,
- Replacer le port de Marseille Fos dans la compétitivité internationale pour toutes catégories de marchandises,
- Fédérer les services et les compétences des professionnels de sa communauté portuaire pour apporter des solutions efficaces aux clients de Marseille Fos

Les objectifs 2017 de Via Marseille-Fos

- Poursuite de la reconquête de l'interland Rhône-Saône- Suisse,
- Démarche par filières (conventionnel, fruits & légumes, vracs solides, pétrochimie)
- Développement d'un maillage territorial
- Renforcement de notre positionnement de Hub Euro-méditerranéen

Organisation et financement de Via Marseille-Fos

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de 15 membres comme suit :

- Le Président de la CCIMP, le Président du Directoire du GPMM et le Président de l'UMF sont membres de droit,
- 3 représentants désignés par chacun des membres fondateurs,
- Un collège composé d'au plus de 3 représentants des membres adhérents, un membre adhérent ne pouvant disposer que d'un siège.

Son financement est assuré par les cotisations de ses membres et les subventions des partenaires.

Le budget de l'association en 2016 s'est élevé à 260.000€ pour mettre en œuvre les actions de promotion et couvrir les frais de fonctionnement (maintenance informatique, comptabilité, frais d'actes....).

La répartition des recettes se fera en 2017 comme suit :

PRODUITS	€
Cotisations	22 500
UMF	5 000
CCIMP	5 000
GPMM	5 000
MGI	2 500
Ville de Marseille	2 500
AMP Métropole	2 500
Contributions partenaires	225 000
CCIMP	35 000
GPMM	87 500
MGI	17 500
AMP Métropole	37 500
PROVENCE PROMOTION	10 000
CONSEIL REGIONAL	37 500
Participation VIA MARSEILLE FOS	
Fond associatif	13 500
TOTAL Produits	261 000

Les intérêts croisés Métropole / Via Marseille Fos

Les actions de Via Marseille Fos s'intègrent tout à fait dans la stratégie économique métropolitaine à plusieurs niveaux :

- D'une part, le développement du port et de toutes les activités connexes (logistique, smartport, etc...) constituent une des 6 filières clés du développement économique de la métropole
- De plus, les actions de VMF viennent conforter les démarches d'attractivité et de promotion à l'international développées par la Métropole en lien

notamment avec Provence Promotion et Euromed, dans l'objectif de renforcer le 1^{er} pôle économique du sud de la France

- Enfin, VMF développe de nombreuses actions tournées vers les marchés de la Méditerranée qui concourent à renforcer le positionnement de la Métropole comme capitale euro-méditerranéenne.
- On peut d'ailleurs noter que Via Marseille Fos a proposé à l'équipe de promotion de la Métropole de participer à ses côtés à certaines présentations à l'étranger et que par ailleurs Via Marseille Fos devrait participer à la mission économique sur Miami en novembre 2018.

Par conséquent, il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir l'association Via Marseille Fos dans son programme de travail 2017 à hauteur de 37 500 euros.

Cette subvention s'appuiera sur une convention soumise à l'approbation du Bureau de Métropole définissant les modalités de cette participation (programme de travail, objectifs).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/18/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'action engagée par l'association Via Marseille Fos permet de contribuer à rendre attractive la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de prestations, d'opérations engagées et d'opportunités d'implantations logistiques et industrielles

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 37 500€ à Via Marseille Fos afin de poursuivre les actions engagées et développer le rayonnement de l'association.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs ci-annexée conclue avec l'association Via Marseille Fos.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6574 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 028-2147/17/BM

**■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention conclue avec l'entreprise Catalyse
MET 17/3966/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

3. Rappel du cadre juridique de la subvention

Créé en 2005 par le gouvernement, le Fonds Unique Interministériel (FUI) finance des projets de recherche et de développement (R&D) collaboratifs labellisés par les pôles de compétitivité.

Par délibération du 22 décembre 2005, la Communauté urbaine a décidé de participer au co-financement de projets R&D collaboratifs dans le cadre du Fonds Unique Interministériel (FUI).

Par délibération du 8 février 2008 créant les autorisations de programme dans le cadre du budget principal 2008, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a affecté 1,5 millions d'euros sur la période 2008/2010 pour le co-financement des projets de recherche & développement collaboratifs retenus dans le cadre du FUI.

Par délibération du 8 mars 2011, l'autorisation de programme pour le FUI a été revalorisée d'un montant d'un 1,5 millions euros, soit 3 millions d'euros, prolongeant la durée d'application jusqu'en 2018.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015, a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération Nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix

Le FUI, dispositif d'aide d'Etat, logé au sein du fonds de compétitivité des entreprises (FCE), vise à soutenir l'innovation par la coopération entre différents acteurs, PME, grands groupes industriels, organismes de recherche et établissements de formation.

Les projets retenus portent sur le développement de produits, procédés ou services susceptibles d'être mis sur le marché à court ou moyen terme, généralement 5 ans. Ils permettent aux entreprises d'acquérir des savoir-faire et de capter de nouveaux marchés.

Les montants alloués par la Métropole sont déterminés en fonction de l'intérêt stratégique du projet pour l'entreprise et pour le territoire et en fonction des co-financements des autres partenaires institutionnels.

L'attribution du FUI s'appuie sur l'expertise des pôles de compétitivité qui labellisent les projets candidats en amont, ainsi que sur l'expertise de l'Etat (DGCIS et BPI) pour évaluer la cohérence scientifique et financière des projets.

Pour le co-financement des projets de R&D du Fonds Unique Interministériel (FUI) : l'Etat, les collectivités territoriales et le FEDER peuvent être sollicités. De 2007 à 2009, la gestion du FUI a été suivi par chaque ministère compétent selon la thématique du projet. A partir de 2009, la gestion du FUI a été attribué à BPI France.

2 Le projet PETER PAN, qui associe l'entreprise CATALYSE à un consortium de R&D collaborative

Catalyse, créée en 1990 par Alain Périchaud, Professeur de Chimie à l'Université de Provence, a d'abord eu comme activité principale la R&D de peintures antisalissures marines non polluantes pour l'environnement. Catalyse a ensuite progressivement développé une activité de R&D externe et propose aussi, depuis quelques années, des formations relevant de ses domaines de compétences. L'entreprise est installée dans le 9^{ème} arrondissement à Marseille et a un effectif de 15 salariés.

Dans le cadre de son soutien aux projets R&D des pôles de compétitivité, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a accordé à l'entreprise Catalyse une subvention de 60 000 euros en juillet 2011 pour le projet Peter Pan.

Le projet Peter Pan a pour objectif de mettre au point une cellule robotisée de mise en peinture de pièces aéronautiques (préparation de surface et application de la peinture). Cette cellule utilise des procédés d'application innovants (préparation de surface par plasma et application de peinture par pistolet thermique) et de nouveaux matériaux (peinture poudre fonctionnelle). Ces procédés et ces matériaux, spécifiquement mis au point dans le cadre de ce projet, sont respectueux de l'environnement. Dans le cadre du projet, Catalyse a apporté son expertise en chimie des polymères pour aider au choix des résines utilisables et son expertise analytique pour contribuer à la compréhension des phénomènes.

La convention prévoit un premier versement au démarrage du projet de 70% et le versement du solde à la fin du projet.

Le projet PETERPAN a été finalisé en mai 2016.

Un premier avenant a été délibéré le 26 mars 2012 avec l'entreprise Catalyse car les services de l'Etat avaient alors proposé un nouveau modèle de convention type avec de nouvelles pièces à fournir pour le versement du solde de l'aide.

Parmi les documents nécessaires pour solder la subvention à la clôture du projet figuraient le Certificat d'Exécution Final (CREF) et une fiche annuelle récapitulant l'évolution de l'entreprise suite au projet. Le CREF est directement remis par BPI aux collectivités qui cofinancent le projet. Or, la BPI n'est habilitée à remettre ce document que lorsque l'Etat cofinance le projet FUI.

Dans certains cas dont celui de l'entreprise Catalyse, le projet PETER PAN n'ayant pas obtenu de financement de l'Etat, la BPI n'est pas habilitée à remettre le CREF conformément à l'article 6 de l'avenant n°1 à la convention n° 11/1348 et la Métropole ne peut verser le solde sans cette pièce justificative.

Afin de pouvoir payer le solde de 30%, soit 18 000 euros à la société Catalyse, il est proposé

d'approuver un deuxième avenant à la convention n°11/1348.

Cet avenant modifiera l'article 6 de l'avenant n°1 de la convention n°11/1348 et annulera l'envoi par le titulaire d'un certificat d'exécution final (CREF) émis par les services de l'Etat ou structures ayant conventionné avec l'Etat, sachant que l'ensemble des documents exigés par ailleurs satisfont à l'assurance de finalisation du dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DDIP 003-382/11/BC du 8 juillet 2011 portant approbation de la convention d'attribution de la subvention à la société Catalyse ;
- La délibération DDIP 004-204/12/BC du 26 mars 2012 portant approbation de l'avenant à la convention n°11/1348 passée avec l'entreprise Catalyse ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de réaliser un avenant à la convention n° 11/1348 afin de solder l'aide financière à la société Catalyse dans le cadre du projet FUI Peter Pan, aujourd'hui abouti.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention n° 11/1348 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise Catalyse.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions concourant à sa bonne exécution

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 029-2148/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association PIICTO - Approbation d'une convention MET 17/3903/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière de développement économique qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, l'association Plateforme Industrielle et d'Innovation de Caban Tonkin (PIICTO), créée le 5 septembre 2014, entend contribuer au développement économique du territoire métropolitain. Couvrant un périmètre de 1 200 hectares, l'objectif de PIICTO est de favoriser les mutualisations entre les industriels présents sur la zone industrialo-portuaire dans le périmètre dit « Caban Tonkin » sur la commune de Fos-sur-Mer.

Organisée en plateforme industrielle, PIICTO contribue à l'implantation et au développement d'autres acteurs industriels, dans une optique de développement économique et d'innovation appuyée par l'attractivité d'un site portuaire euro-méditerranéen.

Par délibération n° 60/16 du 9 décembre 2016, la Métropole a octroyé à l'association une subvention d'un montant de 20 000 € au titre de l'exercice 2017.

L'association souhaite contribuer à l'émergence d'un pôle d'excellence bio-industries à l'échelle des grandes plateformes industrielles de l'Etang-de-Berre. Elle sollicite donc l'intercommunalité pour une subvention complémentaire pour la structuration d'un Appel à Manifestations d'Intérêt (A.M.I.) sur la bio-

industrie, dont l'objectif est, d'une part, la caractérisation de parcelles sur le territoire métropolitain par la valorisation des synergies potentielles avec les acteurs industriels existants, et d'autre part, la mise en œuvre du marketing et de la promotion de cette offre territoriale.

Pour le lancement de cette A.M.I un groupe de travail bio-industries composé de partenaires associatifs, industriels et institutionnels que sont respectivement PIICTO, KEM ONE, TOTAL LYONDELL BASELL, Provence Promotion, le Conseil Régional et la Métropole Aix-Marseille-Provence, a été constitué.

Ce groupe a dégagé plusieurs axes de travail répartis entre chacun des membres en fonction de leurs compétences. Il est précisé que le lancement de cet A.M.I repose principalement sur des ressources internes au groupe de travail précité. Toutefois, le recours à différentes expertises externes s'avère nécessaire.

C'est notamment le cas concernant le développement et la structuration de l'offre territoriale ainsi que le marketing et la diffusion de cet A.M.I. Le montant de la prise en charge de cette expertise externe s'élève à 47 800 € réparti comme suit entre les différents partenaires :

- Kem One : 5 000 €
- Lyondell Basell : 5 000 €
- Total Développement Régional (TDR) : 15 000 €
- Métropole Aix-Marseille-Provence : 15 000 €
- Provence Promotion : 2 800 €
- Région Provence-Alpes-Côte d'Azur : 5 000 €

Suite au vote du règlement budgétaire et financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par la délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016, modifié par la délibération n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions de fonctionnement attribuées à une association peuvent financer une activité générale ou spécifique, dès lors que celle-ci présente un intérêt métropolitain.

Après instruction de la demande, il est proposé d'attribuer à l'association PIICTO une subvention complémentaire d'un montant total de 15 000 €, ce qui porte à 35 000 € le montant de la subvention attribuée à l'association pour l'exercice 2017.

Le montant de la subvention sera imputé au budget de la Métropole 2017, chapitre 65, nature 6574.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-07/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant adoption du règlement budgétaire et financier ;
- La délibération n° 60/16 du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 09 décembre 2016 relative à l'attribution d'une subvention de 20 000 € à l'association PIICTO pour l'exercice 2017 ;
- L'avis de la commission chargée d'assurer le suivi et la cohérence des subventions accordées aux associations par le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'association PIICTO, souhaitant contribuer à l'émergence d'un pôle d'excellence bio-industries sur le territoire métropolitain, participe au lancement d'un A.M.I ;
- Qu'elle sollicite la Métropole pour l'octroi d'une subvention complémentaire au titre de l'exercice 2017 afin de mener à bien cet objectif ;
- Que la Métropole entend répondre favorablement à cette demande ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention complémentaire à l'association PIICTO d'un montant de 15 000 € au titre de l'exercice 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'octroi d'une subvention complémentaire à l'association PIICTO au titre de l'exercice 2017.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole 2017, chapitre 65, nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 030-2149/17/BM

■ Approbation d'une convention avec le Grand Port Maritime de Marseille pour la mise en oeuvre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 MET 17/4309/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé lors de sa séance du 17 octobre 2016, d'être un acteur essentiel du Contrat de Plan Etat-Région (CPER), signé entre l'Etat et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur le 29 mai 2015. Instrument majeur de la planification des investissements structurants, le Contrat de Plan 2015-2020 fixe le cap de l'action de l'Etat et de la Région pour les six ans à venir en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en synergie avec les partenaires locaux. L'engagement financier de la Métropole s'élève globalement à 111,66 millions d'euros au titre d'une « convention spécifique » d'application du CPER.

Cette convention spécifique doit désormais être déclinée, en ce qui concerne le volet portuaire des engagements de la Métropole, par une contractualisation directe avec le Grand Port Maritime de Marseille Fos.

La convention spécifique avait identifié précisément l'ensemble des opérations sur lesquelles la Métropole est désormais engagée et les montants associés, aux côtés des autres partenaires du CPER.

Ces opérations touchent à la fois aux bassins Est du Port et aux bassins Ouest, respectivement pour 7,75 millions d'euros à l'Est et 7,8 millions d'euros à l'Ouest et concernent donc les Conseils de Territoire Marseille Provence et Istres Ouest Provence. L'effort de la Métropole porte donc au total sur un montant de 15,55 millions d'euros dans la convention spécifique.

Du côté des Bassins Est, deux opérations sont traitées à part. Il s'agit de l'élargissement de la Passe Nord et de la reconfiguration de la Porte 4.

L'élargissement de la Passe Nord est une opération traitée hors CPER. Une convention particulière a déjà été votée en 2016 avec une autorisation de programme correspondante (N°2016103000 – « Etudes et travaux de la passe Nord »). Cette AP est de 2 452 500 euros, avec des crédits de paiement entièrement positionnés sur 2017. La convention est signée, le GPMM appellera dans quelque temps les fonds, soldant l'opération cette année comme prévu.

S'agissant de la Porte 4, dans le cadre du nouveau terminal international du Cap Janet et qui fait partie du CPER pour un montant de 4 millions d'euros, une convention spécifique a été adoptée en 2016 par la Métropole et ses partenaires. En effet, la Métropole est directement maître d'ouvrage d'une partie de cet investissement, ce qui nécessitait un montage spécifique.

Premier Port français et 5ème port européen, le GPMM est un des grands éléments structurants de notre système métropolitain, de son attractivité, de son économie, de sa conformation particulière et même de son identité propre.

Avec la mise en place de la Métropole, celle-ci est désormais représentée par un siège au sein du Conseil de Surveillance du Port. La Métropole a désormais vocation à prendre toute sa place dans la gouvernance portuaire et comme partenaire du Grand Port.

La Métropole a donc décidé, au travers du CPER, d'accompagner le Grand Port sur plusieurs grands dossiers d'investissements, correspondant aussi à ses propres préoccupations pour son territoire.

Il y a d'abord la compétitivité du Port de Marseille-Fos dans son hinterland, qui doit être résolument conforté et étendu, sujet sur lequel les ports français ont pris du retard par rapport à leurs concurrents et objet des efforts principaux à déployer. Ceci passe notamment par le renforcement des dessertes ferrées des terminaux portuaires. Les activités marchandises sont en effet le principal moteur du Port et l'effort est d'autant plus nécessaire avec l'érosion de la « rente pétrolière » du côté des Bassins Ouest.

La Métropole s'engage donc sur l'amélioration de la desserte portuaire des Bassins Ouest, et sur la modernisation de la Darse 2, spécialement au travers du projet dit « rotule ». La darse est actuellement coupée en deux, entre Seayard et PortSynergy, par un espace de 240m qui sera comblé et construit. La réalisation de cette jonction, avec un tel linéaire de quai de 2,6 km, fera de Fos 2XL un des plus importants terminaux conteneurs d'Europe. Différents investissements sont aussi prévus pour améliorer la desserte ferroviaire des Bassins Ouest.

Dans les Bassins Est, la Métropole s'engage sur le terminal conteneurs de Mourepiane. Il s'agit de

moderniser et agrandir le faisceau ferroviaire pour développer dans un premier temps les trafics portuaires.

Dans un deuxième temps, les trafics maritimes et terrestres seront regroupés sur le même site, ce qui consolidera la fermeture du terminal terrestre obsolète du Canet, dont la disparition est programmée pour la réalisation de l'opération Euroméditerranée.

Toujours dans les Bassins Est, un autre grand dossier majeur pour l'avenir concerne le profond réaménagement des terminaux passagers à la Joliette et au Cap Janet, avec le regroupement des trafics internationaux au Cap Janet et de la Corse à la Joliette. Ce dossier, qui touche aussi directement à la relation « Ville-Port » à Marseille, comprend l'amélioration des accès à la Porte 4 pour le nouveau terminal international du Cap Janet.

Enfin, s'agissant du développement économique, le projet de plateforme industrielle et d'innovation sur le site de Caban Tonkin « PIICTO », avec son incubateur d'entreprises « Innovex », dédié à la transition énergétique, positionne la ZIP de Fos et la Métropole en leader de la filière hydrogène, avec les retombées futures qu'on peut espérer.

Toutes ces opérations sont détaillées dans la convention soumise au vote du Bureau de la Métropole et ci-annexée, qui reprend les engagements contractés au travers de la convention spécifique d'application du CPER.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Contrat de Plan signé par l'Etat et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur le 29 mai 2015 ;
- La délibération FAG 005-1009/16/CM du Conseil Métropolitain en date du 17 octobre 2016 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau
- de la Métropole ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt majeur du Grand Port Maritime pour le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de financement et de partenariat pour la mise en œuvre du CPER 2015-2020 avec le Grand Port Maritime de Marseille-Fos.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 031-2150/17/BM

**■ Approbation d'un avenant à la convention annuelle d'objectifs 2016-2017 avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (CMAR)
MET 17/4342/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'artisanat est un secteur prépondérant sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Pour ces entreprises artisanales différents enjeux ont été identifiés :

- 1- Accompagner les entreprises artisanales pour faire émerger les points forts et les pistes d'amélioration au sein de l'entreprise,
- 2- Accompagner les entreprises dans leur processus de recrutement dont l'apprentissage,
- 3- Perpétuer l'activité via la transmission-reprise,

- 4- Renforcer la promotion et l'attractivité du territoire en favorisant la présence des entreprises artisanales sur des salons en France et à l'étranger,
- 5- Animer et valoriser le tissu économique local par l'organisation de visites et de rencontres collectives.

La Métropole souhaite mettre en œuvre une convention cadre au 1^{er} janvier 2018. L'objectif est de donner un cadre métropolitain aux relations existantes entre la CMAR et l'ensemble des territoires, conventionnées ou non, initiées à l'échelle métropolitaine dans le cadre de la mise en œuvre de l'agenda du développement économique.

Le présent avenant a pour objet de prolonger, à l'issue de son terme, la convention annuelle d'objectifs 2016-2017, elle-même avenant à la convention cadre du 6 octobre 2015, et ce pour une durée de trois mois, soit du 1^{er} octobre 2017 au 31 décembre 2017 afin de ne pas créer de rupture et assurer une continuité des actions avec le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Les 5 volets cités en préambule, représentant les domaines d'intervention validés entre les parties, sont maintenus à l'identique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La convention cadre signée le 6 octobre 2015 ;
- La convention annuelle d'objectifs 2016-2017 signée le 3 janvier 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 5 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt majeur, pour le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de préserver l'emploi, de renforcer l'attractivité des entreprises artisanales, de mettre l'accent sur l'innovation tout en préservant l'identité de son territoire,
- Le travail d'analyse et de réflexion mené aux côtés des artisans par la Direction du Développement Economique du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en partenariat avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches du Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention annuelle d'objectifs 2016-2017 avec la Chambre des Métiers et de l'artisanat des Bouches du Rhône, ci-annexé.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"

EMP 001-2151/17/BM

**■ Approbation de la convention annuelle avec l'Association Nationale pour la Formation Automobile pour le financement des actions de fonctionnement et d'investissement de la filière automobile du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix
MET 17/3699/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille à la rentrée

2016 plus de 900 apprentis qui suivent des cours par alternance, en général pendant 2 ans, dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial.

L'Association Nationale pour la Formation Automobile (ANFA) est un Organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) habilité par l'État. Structure à gestion paritaire, l'ANFA finance la formation professionnelle continue du secteur de l'automobile, via les contributions financières des entreprises qui relèvent de son champ d'application.

A ce titre, l'ANFA apporte chaque année une contribution au fonctionnement et à l'investissement de la filière automobile du CFA du Pays d'Aix, dont le montant est établi en cours d'année en fonction des ressources effectivement collectées par l'ANFA au titre de la taxe d'apprentissage et des projets soumis par le CFA.

Pour l'exercice 2017, le CFA du Pays d'Aix a présenté des projets pour un montant de :

- 32 000 euros imputés au budget supplémentaire 2017 en recettes d'investissement (matériel, informatique, appareillage de mesure) à la ligne 2881 - fonction 25 - nature 4581.

et :

- 23 750 euros imputés au budget supplémentaire 2017 en recettes de fonctionnement (formations délocalisées pour les classes de mécanique, carrosserie et peinture automobile) à la ligne 34 fonction 25 nature 6067.

La présentation, sous forme de factures acquittées, des dépenses correspondant à la demande du CFA conditionne le versement effectif de l'intégralité de la subvention.

La subvention accordée est financée par la collecte de la taxe d'apprentissage, la collecte des fonds de la formation professionnelle et des fonds de taxe fiscale des entreprises.

Pour que le CFA puisse bénéficier de la subvention annuelle de l'ANFA, il convient d'approuver la convention annuelle entre l'Association Nationale pour la Formation Automobile et la Métropole Aix-Marseille-Provence destinée au financement des actions de fonctionnement et investissement de la filière automobile du CFA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code du Travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

-Qu'il convient d'approuver la convention annuelle 2017 de subvention de l'ANFA au profit du CFA du Pays d'Aix et d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention annuelle ci-annexée avec l'Association Nationale pour la Formation Automobile destinée au financement des actions de fonctionnement et investissement de la filière automobile du CFA.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole :

- pour 32 000 euros – Investissement - Ligne 2881 - Fonction 25 - Nature 4581.
- et :
- pour 23 750 euros – Fonctionnement - Ligne 34 - Fonction 25 - Nature 6067.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 002-2152/17/BM

**■ Approbation de la convention de partenariat avec l'Association Economie Solidaire et Insertion Active (ESIA)
MET 17/4303/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est pleine d'atouts pour devenir une des métropoles les plus compétitives, notamment au regard des potentiels en matière d'emploi. Or aujourd'hui, c'est une de ses faiblesses. Il faut favoriser un développement économique soutenu et équilibré, au service de l'emploi de ses habitants. De grands enjeux l'attendent à plus ou moins long terme, tels que la création d'emplois sur le territoire métropolitain, un développement économique plus équilibré et un développement de l'entrepreneuriat innovant, notamment.

L'emploi sur le territoire métropolitain est l'un des sujets majeurs qui doit marquer le rôle important que la métropole entend jouer dans le développement économique et social des territoires qui la composent, en prenant appui sur l'expertise des différents acteurs publics et privés du territoire.

Le champ de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale se caractérise donc par un spectre particulièrement étendu d'acteurs mobilisés, de natures diverses, avec des modes d'organisation et de gouvernance qui leur sont propres. L'enjeu majeur est bien l'articulation des acteurs locaux et la complémentarité des actions mises en œuvre en faveur de l'utilisateur.

À ce titre, la Métropole a pour compétence la mise en œuvre des orientations stratégiques dans le cadre des

politiques d'inclusion auprès de publics en grande fragilité et en situation d'exclusion professionnelle.

Dans ce contexte, la Métropole ambitionne un développement économique destiné à faciliter l'accès à l'emploi et l'inclusion sociale notamment des populations les plus fragiles, et de soutenir les initiatives et les acteurs favorisant cet objectif d'équilibre territorial. En effet, des enjeux existent en matière d'économie sociale et solidaire en tant que redéploiement de nouveaux modèles économiques, qui, avec l'ensemble des acteurs de l'économie de proximité représentent de nombreux emplois et entreprises, tous secteurs confondus. La promotion des emplois et des entreprises de ce secteur doivent être accompagnées, notamment en facilitant l'accès aux offres de services du système bancaire classique, et les soutenir dans la promotion et la communication de leurs activités répondant à des besoins peu ou pas satisfaits dans le système de l'économie traditionnelle.

L'association ESIA (Économie Solidaire et Insertion Active), a été créée en 2002 par l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Caisse des Dépôts et Consignations et France Active. Elle a pour mission, d'une part, d'expertiser, de financer et d'accompagner les projets des créateurs de petites entreprises et des entrepreneurs de l'Économie Sociale et Solidaire ou engagés dans des démarches de Responsabilité Sociétale des Entreprises et, d'autre part, d'accompagner par une offre de services adaptée, la mutation économique des employeurs associatifs, notamment d'emplois aidés.

Sur le territoire métropolitain, son action est soutenue par le Conseil Départemental des Bouches du Rhône et par trois ex EPCI qui composent aujourd'hui les territoires de l'établissement métropolitain, à savoir, le territoire Marseille Provence, le Pays d'Aix et Ouest Provence.

ESIA s'inscrit pleinement dans le développement économique de son territoire, en mettant la finance citoyenne au service des jeunes créateurs et créatrices, des femmes, des demandeurs d'emploi, des bénéficiaires de minima sociaux, des structures associatives ou d'insertion, des coopératives ou encore des entrepreneurs de l'économie collaborative ou d'insertion.

De ce fait, ESIA participe directement à la viabilité des entreprises, particulièrement celles relevant de l'économie sociale et solidaire.

En effet, la crise économique et sociale fragilise les modèles traditionnels, tout en favorisant l'émergence de nouvelles formes d'entrepreneuriat, certaines plus solidaires, plus responsables.

C'est ainsi qu'ESIA entend renforcer sa contribution à l'emploi et aux territoires et favoriser une finance citoyenne en s'adressant non seulement aux

entrepreneurs fragilisés par la crise et aux structures de l'économie sociale, qui doivent faire évoluer leur modèle économique, mais aussi aux entrepreneurs d'un nouveau genre, ancrés dans leur territoire et dont les aspirations ne sont plus seulement financières mais aussi solidaires.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre la Métropole et l'association ESIA. Conformément à ses compétences, la métropole souhaite développer son partenariat avec l'association ESIA afin de contribuer aux moyens de qualification, d'expertise et de diagnostic des projets inscrits dans le champ de compétences de l'association.

Ainsi, la Métropole confie à ESIA la mise en œuvre d'une force d'expertise, de diagnostic et d'accompagnement sur son territoire en direction de bénéficiaires qui s'inscrivent dans ses compétences (financement des entreprises responsables, de type PME et TPE qui font de la Responsabilité Sociétale des Entreprises un vecteur de performance et de développement économique et social, financement de la création d'entreprise par les publics prioritaires des politiques publiques, financement et l'accompagnement des structures d'insertion et autre outils économiques).

La participation financière de la Métropole, au titre de l'année 2017, s'élève à 60.000 euros, correspondant aux droits d'entrée de l'établissement, permettant à la métropole de détenir un siège au sein du Conseil de surveillance, dont la mission est de décider des orientations stratégiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion d'un montant de 60.000 euros à l'Association Economie Solidaire Insertion Active.

Article 2 :

Est approuvée la convention partenariale ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Economie Solidaire Insertion Active (ESIA).

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2017 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

EMP 003-2153/17/BM

**■ Attribution d'une subvention à un opérateur du Pays d'Aix oeuvrant dans le champ de l'Insertion et de l'Emploi - Approbation d'une convention
MET 17/4186/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur le territoire du Pays d'Aix, différentes associations développent des projets spécifiques dans le champ de l'insertion et de l'emploi.

A ce titre, une association sollicite la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une aide financière destinée à la création et au maintien d'étapes de parcours d'insertion à destination des demandeurs d'emploi les plus en difficulté du territoire et des participants du PLIE du Pays d'Aix. Il est proposé d'attribuer cette subvention pour un montant 15.000 € afin d'assurer une offre d'insertion de qualité en Pays d'Aix.

Cette proposition s'inscrit dans le droit fil des actions soutenues auparavant par le Territoire du Pays d'Aix selon les 4 axes d'intervention suivants :

I - Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des demandeurs d'emploi

II - Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique

III - Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi

IV - Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres et les demandes d'emploi.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole et en accord avec les modalités de paiement indiquées dans chaque convention de partenariat, il est précisé que le versement de la subvention interviendra en deux temps – un acompte de 80 %, après notification de la convention attributive de la subvention et le paiement du solde intervenant dès la production des bilans qualitatifs, quantitatifs et financiers.

N°GU	ASSOCIATION	ACTION SUBVENTIONNEE	SUBV° N-1	BUDGET GLOBAL ACTION	SUBV° SOLLICITEE	SUBV° PROPOSEE	CONV OUI/ NON
Axe 1 : Aide aux dispositifs institutionnalisés d'accueil, d'information et d'orientation des publics demandeurs d'emploi							
494	COSENS	Vitrolles - CitésLab» Service d'amorçage de projets	15.000 €	38.000 €	15.000 €	15.000 €	OUI
Axe 2 : Aide aux dispositifs d'insertion par l'activité économique							
Axe 3 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter la mobilité des personnes en recherche d'emploi							
Axe 4 : Aide aux dispositifs destinés à faciliter le rapprochement entre les offres des entreprises et les demandeurs d'emploi							
TOTAL					15.000 €	15.000 €	

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention dans le champ de l'insertion et de l'emploi pour le territoire du Pays d'Aix pour un montant total de 15.000 € à l'association COSENS.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2017 ci-annexée à conclure entre et la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association COSENS.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé signer cette convention et à prendre toutes les dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant de 15.000 € sur le service 8 « Insertion et Emploi ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"***

TRA 001-2154/17/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Travaux d'aménagements modes actifs - Traversée de village - Accès au collège par le Parc de la Confluence à Auriol" MET 17/4052/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans la continuité des objectifs de l'agenda de la mobilité métropolitaine et dans le cadre des compétences de la Métropole déléguées aux territoires en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaite réaliser des travaux d'aménagements modes actifs (vélos et cycles) sur son Territoire.

Sur la commune d'Auriol, il s'agit de réaliser un marquage et une signalétique depuis la future station du Val'Tram jusqu'au centre-ville, de réaliser une zone apaisée en centre-ville et une liaison sécurisée au collège Ubelka par la réalisation d'une voie verte au sein du Parc de la Confluence.

La date de réalisation prévisionnelle se situe sur la période 2017-2019.

Libellé du programme : Transports Urbains
Exploitation Aménagements divers Pays d'Aubagne
Intitulé : Pistes cyclables et box (mode doux)
N° AP : 174073TP
Date de création de l'AP : Délibération FAG033-1313/16/CM du 15 décembre 2016

L'opération d'aménagements cyclables en traversée du village est une opération retenue dans le cadre du contrat de développement Région Paca/ Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 327 754 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Métropole Aix-Marseille-Provence	54 %	177 034 euros
Région PACA	46 %	150 720 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'agenda de la mobilité métropolitaine;
- La délibération n° FAG 033-1313/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'Autorisation de Programme n° 174073TP relative à l'opération Pistes cyclables et box.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le contrat de développement Région Provence Alpes Côte d'Azur/Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 2013-2016 ;
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux d'aménagements modes actifs – traversée de village accès au collège par le parc de la Confluence - Auriol.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017400300 - Nature 2131 – Fonction 851 – Sous politique G610.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13 – Fonction 851 – Sous politique G610.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-2155/17/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Travaux d'aménagements modes actifs - Liaison Est-Ouest - Entrée de la Zone Industrielle des Paluds à Aubagne" MET 17/4053/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans la continuité des objectifs de l'agenda de la mobilité métropolitaine et dans le cadre des compétences de la Métropole déléguées aux territoires en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaite réaliser des travaux d'aménagements modes actifs (vélos et cycles) sur son Territoire.

Sur la commune d'Aubagne, il s'agit de réaliser une liaison modes actifs permettant de relier le centre-ville

d'Aubagne à la zone industrielle des Paluds. Cet itinéraire permettra de connecter le centre-ville zone 30 rue de la république/avenue de Verdun aux aménagements prévus pour rejoindre la zone industrielle par le projet du Chronobus. Cette opération a été identifiée dans le cadre du contrat de partenariat Région PACA/Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La date de réalisation prévisionnelle se situe sur la période 2018-2019.

Libellé du programme : Transports Urbains
Exploitation Aménagements divers Pays d'Aubagne
Intitulé : Pistes cyclables et box (mode doux)
N° AP : 174073TP
Date de création de l'AP : Délibération FAG033-1313/16/CM du 15 décembre 2016

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 558 881 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Métropole Aix Marseille Provence	49 %	279 440 euros
Région PACA	51 %	279 441 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 033-1313/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'Autorisation de Programme n° 174073TP relative à l'opération Pistes cyclables et box.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le contrat de développement Région Provence Alpes Côte d'Azur/Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 2013-2016 ;
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux d'aménagements modes actifs – Liaison est-ouest entrée de la zone industrielle des Paluds – Aubagne.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017400300 - Nature 2131 – Fonction 851 – Sous politique G610.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13 – Fonction 851 – Sous politique G610.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-2156/17/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Travaux d'aménagements modes actifs - Accès au collège Lakanal depuis le Pont des six fenêtres à Aubagne
MET 17/4054/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans la continuité des objectifs de l'agenda de la mobilité métropolitaine et dans le cadre des compétences de la Métropole déléguées aux territoires en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaite réaliser des travaux d'aménagements modes actifs (vélos et cycles) sur son Territoire.

Sur la commune d'Aubagne, l'opération visée consiste à traiter de façon qualitative le linéaire entre le pont des six fenêtres et le collège Lakanal tel que retenu dans la cadre du contrat de partenariat Région PACA/Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il sera complété par d'autres aménagements permettant une liaison sécurisée entre le centre-ville d'Aubagne (zone 30) et le collège Lakanal par la rue de la République.

La date de réalisation prévisionnelle se situe sur la période 2017-2018.

Libellé du programme : Transports Urbains
Exploitation Aménagements divers Pays d'Aubagne
Intitulé : Pistes cyclables et box (mode doux)
N° AP : 174073TP
Date de création de l'AP : Délibération FAG033-1313/16/CM du 15 décembre 2016

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 74 135 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération tel que retenu dans le contrat de partenariat (point I alinéa I.4 développement des modes doux) est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Métropole Aix-Marseille-Provence	49 %	37 067 euros
Région PACA	51 %	37 068 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 15 décembre 2016 approuvant l'agenda de la mobilité métropolitaine au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 033-1313/16/CM du 15/12/2016 créant l'Autorisation de Programme n° 174073TP relative à l'opération Pistes cyclables et box.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le contrat de développement Région Provence Alpes Côte d'Azur/Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 2013-2016 ;

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux d'aménagements modes actifs – accès au collège Lakanal depuis le pont des six fenêtres – Aubagne.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix Marseille Provence. Opération : 2017400300 - Nature 2131 – Fonction 851 – Sous politique G610.

La recette correspondante est inscrite au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13 – Fonction 851 – Sous politique G610.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-2157/17/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Travaux d'aménagements modes actifs - Traversée de village et accès au collège à Roquevaire"
MET 17/4056/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans la continuité des objectifs de l'agenda de la mobilité métropolitaine et dans le cadre des compétences de la Métropole déléguées aux territoires en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaite réaliser des travaux d'aménagements modes actifs (vélos et cycles) sur son Territoire.

Sur la commune de Roquevaire, il s'agit de permettre de relier de façon sécurisée le centre du village de Roquevaire au collège et aux principaux pôles de déplacements et notamment les futures stations du Val'Tram. Cette opération a été identifiée dans la cadre du contrat de partenariat Région PACA/Communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence. La date de réalisation prévisionnelle se situe sur la période 2018-2019.

Libellé du programme : Transports Urbains
Exploitation Aménagements divers Pays d'Aubagne
Intitulé : Pistes cyclables et box (mode doux)

N° AP : 174073TP

Date de création de l'AP : Délibération FAG033-1313/16/CM du 15 décembre 2016

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 417 982 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Métropole Aix-Marseille-Provence	65 %	273 649 euros
Région PACA	35 %	144 333 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 033-1313/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'autorisation de programme n° 174073TP relative à l'opération Pistes cyclables et box.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le contrat de développement Région Provence Alpes Côte d'Azur/Communauté

d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 2013-2016 ;

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux d'aménagements modes actifs – traversée de village et accès au collège – Roquevaire.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017400300 - Nature 2131 – Fonction 851 – Sous politique G610.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13 – Fonction 851 – Sous politique G610.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-2158/17/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Travaux d'aménagements modes actifs - Traversée de village à Cuges-les-Pins"

MET 17/4057/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans la continuité des objectifs de l'agenda de la mobilité métropolitaine et dans le cadre des compétences de la Métropole déléguées aux territoires en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaite réaliser des travaux d'aménagements modes actifs (vélos et cycles) sur son territoire.

Sur la commune de Cuges-les-Pins, il s'agit de permettre de traverser de façon sécurisée le village et de relier ces principaux pôles de déplacements. Cette opération a été identifiée dans le cadre du contrat de partenariat Région PACA/Communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence. La date de réalisation prévisionnelle se situe sur la période 2018-2019.

Libellé du programme : Transports Urbains
Exploitation Aménagements divers Pays d'Aubagne
Intitulé : Pistes cyclables et box (mode doux)
N° AP : 174073TP
Date de création de l'AP : Délibération FAG033-1313/16/CM du 15 décembre 2016

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 127 475 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Métropole Aix Marseille Provence	60 %	76 485 euros
Région PACA	40 %	50 990 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 033-1313/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'Autorisation de Programme n° 174073TP relative à l'opération Pistes cyclables et box.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le contrat de développement Région Provence Alpes Côte d'Azur/Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 2013-2016 ;
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux d'aménagements modes actifs – traversée de village – Cuges-les-Pins.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-

Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017400300 - Nature 2131 – Fonction 851 – Sous politique G610.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13 – Fonction 851 – Sous politique G610.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-2159/17/BM

**■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération "Travaux d'aménagements modes actifs - Traversée de village à La Destrousse
MET 17/4059/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans la continuité des objectifs de l'agenda de la mobilité métropolitaine et dans la cadre des compétences de la Métropole déléguées aux territoires en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaite réaliser des travaux d'aménagements modes actifs (vélos et cycles) sur son Territoire.

Sur la commune de La Destrousse, il s'agit de permettre une traversée sécurisée du village et de relier ces principaux pôles de déplacements. Cette opération a été identifiée dans la cadre du contrat de partenariat Région PACA/Communauté

d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La date de réalisation prévisionnelle se situe sur la période 2018-2019.

Libellé du programme : Transports Urbains
Exploitation Aménagements divers Pays d'Aubagne
Intitulé : Pistes cyclables et box (mode doux)
N° AP : 174073TP

Date de création de l'AP : Délibération FAG033-1313/16/CM du 15 décembre 2016

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 145 306 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Métropole Aix Marseille Provence	60 %	87 184 euros
Région PACA	40 %	58 122 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération n° FAG 033-1313/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'Autorisation de Programme n° 174073TP relative à l'opération Pistes cyclables et box.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le contrat de développement Région Provence Alpes Côte d'Azur/Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 2013-2016 ;
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux d'aménagements modes actifs – traversée de village – La Destrousse.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017400300 - Nature 2131 – Fonction 851 – Sous politique G610.

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13 – Fonction 851 – Sous politique G610.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-2160/17/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération Travaux d'aménagements modes actifs - Traversée de village à La Bouilladisse

MET 17/4060/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Dans la continuité des objectifs de l'agenda de la mobilité métropolitaine et dans la cadre des compétences de la Métropole déléguées aux

territoires en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaite réaliser des travaux d'aménagements modes actifs (vélos et cycles) sur son Territoire.

Sur la commune de La Bouilladisse, il s'agit de permettre la traversée sécurisée du village et la liaison de ces principaux pôles de déplacements (école, commerce, ZAC, futures stations du Valtram). Cette opération a été identifiée dans la cadre du contrat de partenariat Région PACA/Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile repris par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La date de réalisation prévisionnelle se situe sur la période 2018-2019.

Libellé du programme : Transports Urbains
Exploitation Aménagements divers Pays d'Aubagne
Intitulé : Pistes cyclables et box (mode doux)
N° AP : 174073TP

Date de création de l'AP : Délibération FAG033-1313/16/CM du 15 décembre 2016

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 194 816 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Métropole Aix Marseille Provence	40 %	77 926 euros
Région PACA	60 %	116 890 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 15 décembre 2016 approuvant l'agenda de la mobilité métropolitaine au Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole n° FAG 033-1313/16/CM du 15/12/2016 créant l'Autorisation de Programme n° 174073TP relative à l'opération Pistes cyclables et box.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le contrat de développement Région Provence Alpes Côte d'Azur/Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 2013-2016 ;
- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Travaux d'aménagements modes actifs – traversée de village – La Bouilladisse.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Opération : 2017400300 - Nature 2131 – Fonction 851 – Sous politique G610.

La recette correspondante est inscrite au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement – Chapitre 13 – Fonction 851 – Sous politique G610.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-2161/17/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec Euroméditerranée portant sur les aménagements de l'extension du réseau de tramway jusqu'à Gèze dans le cadre de l'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille.

MET 17/3919/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Sur sa partie Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

L'extension Nord de cette opération se déroule au sein du périmètre d'aménagement d'Euroméditerranée. Sa mise en œuvre nécessite en conséquence une démarche concertée avec l'EPAEM.

La Métropole est compétente pour mettre en œuvre le système de transport tramway et ses accessoires, les réseaux divers, le traitement des espaces concernés par la plate-forme du tramway mais aussi l'ensemble des aménagements urbains induits par les travaux de réaménagement de façade à façade.

L'EPAEM est compétent pour réaliser les aménagements urbains (réseaux et aménagements de voirie) dans les périmètres des ZAC (Cimed et Littorale) dont il est l'aménageur.

Les travaux d'aménagements urbains envisagés par la Métropole au titre de l'opération tramway et par l'EPAEM en tant qu'aménageur étant étroitement imbriqués, les parties décident de désigner un maître d'ouvrage unique, la Métropole, afin que les travaux d'aménagements urbains soient réalisés de manière cohérente.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention dite de maîtrise d'ouvrage unique en application de l'article 2-II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique.

Par la présente convention, la maîtrise d'ouvrage de la réalisation des aménagements urbains sur le périmètre de l'EPAEM dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway entre Arenc et l'avenue du Capitane Gèze du projet est confiée à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il s'agit d'une convention cadre définissant l'organisation de la maîtrise d'ouvrage sur le périmètre Nord du projet ainsi que les modalités de réalisation des études. Les modalités de réalisation des travaux ainsi que la répartition financière du coût de l'opération entre la Métropole et l'EPAEM seront détaillées dans le cadre d'un avenant à la présente convention à l'issue de l'approbation des études d'Avant-Projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze -

La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;

- La délibération de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente pour mettre en œuvre le système de transport tramway mais aussi l'ensemble des aménagements urbains induits par les travaux de réaménagement de façade à façade ;
- Que, sur la partie Nord du tracé entre Arenc et Gèze, l'Etablissement Public Euroméditerranée est compétent pour réaliser les aménagements urbains dans les périmètres des ZAC dont il est l'aménageur ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec Euroméditerranée ayant pour objet de confier la maîtrise d'ouvrage unique à la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec Euroméditerranée afin d'organiser la maîtrise d'ouvrage unique exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les études et les travaux de réalisation des aménagements urbains sur le périmètre de l'EPAEM dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway entre Arenc et le Boulevard du Capitane Gèze.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-2162/17/BM

■ Correction d'erreur matérielle - Approbation de la convention constitutive de groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains (RTM) pour l'acquisition et la maintenance des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation du métro de Marseille MET 17/4190/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention définissant les modalités de fonctionnement du groupement de commandes entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et la RTM pour l'acquisition et la maintenance des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation du métro de Marseille.

La présente délibération vise à corriger une incohérence entre le texte de cette dernière et les clauses de la convention relatives aux modalités de constitution de la Commission d'Appels d'Offres. En effet, le rapport dans son exposé des motifs, mentionne qu'une Commission d'Appel d'Offres ad hoc est constituée alors que la convention stipule, à juste titre, que la Commission d'Appel d'Offres sera celle du coordonnateur du groupement.

Il est donc précisé que la Commission d'Appel d'Offres est celle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, coordonnateur du groupement de commandes.

Les clauses de la convention sont inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La délibération TRA 001-1663/17/BM du 30 mars 2017, approuvant les modalités de fonctionnement du groupement de commandes entre la Métropole d'Aix-Marseille Provence et la RTM pour l'acquisition et la maintenance des nouvelles rames et des systèmes d'exploitation du métro de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de corriger l'incohérence entre la délibération et la convention annexée s'agissant des modalités de constitution de la Commission d'appel d'offres dans le cadre de la convention de groupement de commandes.

Délibère

Article 1 :

La Commission d'Appel d'Offres relative à ce groupement de commande est celle de la Métropole Aix-Marseille-Provence, coordonnateur du groupement.

Article 2 :

L'ensemble des clauses de la convention reste inchangé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-2163/17/BM

■ Approbation de la convention de partenariat avec le CEREMA pour la réalisation des études préalables à la définition du programme de l'opération MétroExpress de l'Agenda de la Mobilité MET 17/3920/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé l'Agenda de la Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Son objectif est de disposer en 2025 d'un système de mobilité complet, répondant aux attentes des habitants et des entreprises pour chacun de leurs déplacements, constituant une véritable alternative à l'usage systématique, voire à la possession généralisée de la voiture.

L'Etat, a reconnu, par la voix du Premier Ministre, que la mobilité dans la deuxième Métropole de France relevait de l'intérêt national et a annoncé le principe de son soutien, dans l'attente de connaître le projet de la Métropole.

Ce projet repose notamment sur la définition d'un réseau de lignes express d'autocars, reliant les principaux pôles urbains et économiques, circulant principalement sur autoroute, en site réservé partout où le trafic le justifie et dotées de pôles d'échanges permettant un rabattement efficace notamment en voiture depuis les zones péri-urbaines : "MétroExpress".

La mise en œuvre de ce réseau nécessite d'intervenir sur les autoroutes métropolitaines pour y aménager 100 km de sites réservés à la circulation des autocars ainsi que des stations permettant d'organiser des échanges optimisés avec le pôle attendant accueillant parc relais et transports en commun en correspondance.

La définition de ce projet nécessite de réunir à la fois des compétences dans la conception des réseaux de transport en commun et dans l'aménagement des autoroutes. Elle présente, en outre, un aspect novateur dans sa conception car les expériences en la matière sont très peu nombreuses en France.

Cette double compétence n'existe aujourd'hui ni à la Métropole ni dans les services de l'Etat.

La mise en place d'un partenariat entre la Métropole et le CEREMA permet de répondre à cette exigence.

En effet, le CEREMA est un établissement public administratif (EPA) sous la tutelle conjointe des ministères en charge du développement durable et des transports, et du ministère en charge de l'urbanisme.

Il regroupe les compétences des huit centres techniques de l'équipement (CETE), du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions techniques (CERTU) ainsi que du service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA). Il constitue un centre de ressources et d'expertises techniques et scientifiques au service de l'Etat (DREAL, DIRMED, ...) et des collectivités locales. Il est l'auteur des guides d'aménagement des autoroutes (ICTAAL et VSA) ainsi que du guide (à paraître en 2017) d'aménagement des sites réservés aux transports en commun sur autoroutes. La mise en œuvre de ces guides s'impose aux concepteurs et aménageurs en France.

Le CEREMA, de plus, a développé une première expérience d'aménagement de sites réservés sur les

autoroutes A7 et A51, entre Aix-en-Provence et Marseille pour le compte de la DREAL qui a jugé son bilan très satisfaisant. Il est également missionné par la DREAL pour les études d'aménagement ou d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage de sites réservés sur les autoroutes A50 entre Aubagne et Marseille, et A7 entre Vitrolles et Marseille. Ces projets, dont la définition est antérieure à l'Agenda de la Mobilité, participent au réseau MétroExpress ; ils doivent être largement étendus pour répondre aux critères de temps de parcours et de régularité définis à l'Agenda.

Enfin, le CEREMA dispose d'une expertise unique en matière de conception des autoroutes et des sites réservés sur autoroutes, et de leurs guides d'aménagement, de ce fait, il est à même de concevoir et d'établir les règles d'insertion d'arrêts de cars sur autoroute, et de les faire partager aux autorités ministérielles en charge de l'aménagement et de la sécurité sur les autoroutes.

Le conseil et l'expertise du CEREMA sont un atout essentiel dans la définition et la réussite du projet. Ils se traduisent sous la forme d'une assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO) de la Métropole.

La Métropole, pour sa part, dispose des compétences requises pour définir le réseau de transport en commun MétroExpress, de ses pôles d'échanges et de leur intégration dans le système de mobilité du territoire. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle finance et pilote les études, organise et anime les réunions de travail et de coordination, passe les contrats d'études nécessaires et fait appel à des missions externes d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) dans des domaines spécifiques pour couvrir l'ensemble des champs de compétence requis.

La coopération entre le CEREMA et la Métropole a pour objet la réalisation des études préalables pour le développement des transports en commun en sites réservés sur autoroutes.

Elle est essentielle car elle permet à la Métropole de porter son projet de mobilité globalement sur son territoire et de définir les aménagements du domaine autoroutier - qui ne relève pas de sa compétence – en adéquation et en cohérence.

Elle est essentielle pour l'Etat, et son établissement public administratif le CEREMA, qui soutient le projet de la Métropole et souhaite le voir aboutir dans les meilleures conditions, notamment dans ses aspects novateurs.

Cette coopération d'intérêt général se traduit par la co-production suivante des missions :

Volet 1 : Définition et examen d'opportunité sur les pôles d'échanges et les voies réservées du projet MetroExpress

Volet 2 : Définition d'une typologie de pôles d'échanges et analyse de la faisabilité par rapport aux règles nationales de conception autoroutière

Volet 3 : Pilotage des études de faisabilité sur les

pôles d'échanges et les voies réservées du projet MetroExpress

Volet 4 : Partage et évolution de la doctrine « voies réservées » afin de l'adapter au contexte MetroExpress

Son montant global est de 660 000 euros HT, partagé entre le CEREMA et la Métropole. Son bilan se traduit par un déséquilibre des dépenses en faveur du CEREMA. La soulte versée au CEREMA s'élève à 80 000 euros HT.

C'est dans cette perspective que le Conseil de la Métropole est invité, par la présente délibération, à adopter la convention de partenariat entre le CEREMA et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 est ratifiée par l'article 39 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Salonais du 10 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt général qui s'attache à la mise en œuvre des politiques publiques en matière de mobilité ;
- Le caractère essentiel de la coopération entre le CEREMA et la Métropole pour une parfaite définition des études préalables à la définition du programme de l'opération MetroExpress.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre CEREMA et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relative à la réalisation des études préalables pour le développement des transports en commun en sites réservés sur autoroutes dans le cadre de l'opération MetroExpress.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2017 et suivants de la Métropole : Nature 617 – Sous-Politique C210.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-2164/17/BM

■ Approbation d'une convention cadre avec les communes du Territoire du Pays d'Aix concernant la participation familiale aux transports scolaires MET 17/4122/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence décide de reconduire avec les Communes situées sur Territoire du Pays d'Aix la convention régissant la collecte des fonds relative aux abonnements aux transports scolaires, lorsque la commune subventionne via ses services sociaux la part des abonnements de transport scolaire et assimilés restant à charge des familles.

Cette convention vient compléter celle établie entre la Métropole et les communes concernant la gestion de proximité du transport scolaire. Elle permet de faciliter la mise en place du subventionnement de la part familiale par les communes ; les familles ne régissent que la part familiale non subventionnée par la commune ou le CCAS. La Métropole récupère auprès des communes la part subventionnée par elles. La présente convention fixe les modalités et conditions de ce reversement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence décide de reconduire avec les Communes situées sur Territoire du Pays d'Aix la convention régissant la collecte des fonds, relative aux abonnements aux transports scolaires, lorsque la commune subventionne via ses services sociaux, la part des abonnements de transport scolaire et assimilés, restant à charge des familles ;
- Que cette convention vient compléter celle établie entre la Métropole et les communes concernant la gestion de proximité du transport scolaire ;
- Que la présente convention fixe les modalités et conditions de ce reversement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre avec les communes du Territoire du Pays d'Aix qui subventionne tout ou partie de la participation des familles au service de transport scolaire.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Article 3 :

La recette en résultant sera constatée à la section de fonctionnement du budget annexe Transport nature 7474.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-2165/17/BM

**■ Approbation d'une convention avec la Ville d'Aix-en-Provence et la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires pour la mise à disposition d'emprises foncières au bénéfice du BHNS l'Aixpress
MET 17/4023/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le Territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ,
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Les travaux structurants qui seront entrepris pour la réalisation de ce projet seront entamés à compter du début du second semestre de l'année 2017, et se poursuivront jusqu'en 2019.

Ils nécessiteront l'intervention de nombreuses entreprises travaux et requerront que des emprises leur soient mises à disposition afin d'y installer leurs bases vie.

La Ville d'Aix-en-Provence, dite La Ville, est propriétaire des parcelles cadastrées ID0044, ID0047, ID0048 et ID0045, d'une surface d'environ 18 000 m², situées sur la future ZAC de la Constance aménagée pour son compte par la Société Publique Locale d'Aménagement Pays d'Aix Territoires, dite La SPLA par l'intermédiaire d'un contrat de concession.

La Ville, par délibération du Conseil Municipal du 23 juillet 2015, a approuvé par contrat les modalités d'aménagement et de gestion de cette future ZAC au concessionnaire dénommé La SPLA.

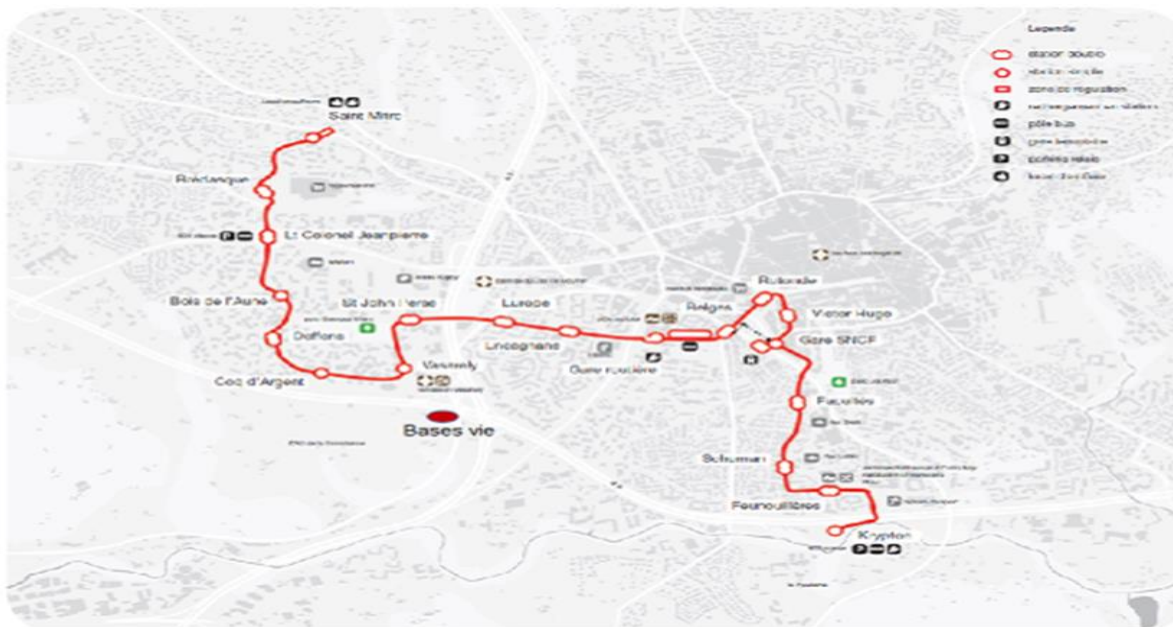
A ce titre, et suivant les dispositions de l'article 8 du contrat sus-visées, le concessionnaire devra « *gérer et entretenir les bien acquis : les céder, les louer ou les concéder ...* ».

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence dite, La Métropole a sollicité La Ville et La SPLA afin que ces dernières mettent temporairement à sa disposition une partie de ces emprises afin que les entreprises travaux qui interviendront pour le compte de La Métropole dans le cadre du chantier de création de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) l'Aixpress desservant le territoire de la Ville, puissent y installer leurs bases vie.

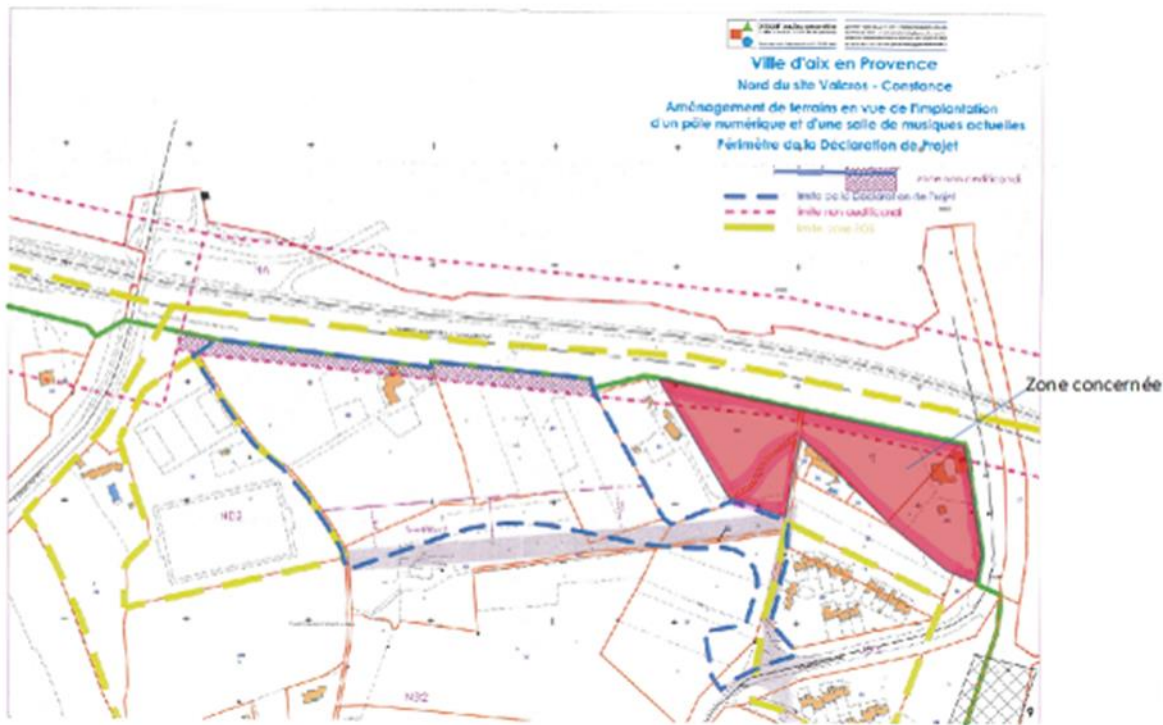
A cette fin, il y convient pour La Métropole, La Ville et La SPLA, de conclure la présente convention de mise à disposition des emprises précitées au profit de La Métropole, étant précisé que ces dernières relèvent du domaine privé de La Ville, et de la future ZAC de la Constance aménagée par La SPLA.

En tout état de cause, compte tenu de l'intérêt général du projet, cette mise à disposition est consentie à titre gracieux et temporaire, pour la durée du chantier.

Cette mise à disposition des emprises s'étendra jusqu'en décembre 2019 au plus tard, à défaut de congé donné par La Métropole préalablement à ce terme.



Localisation des emprises foncières concernées



Zoom sur la zone concernée

En ce sens, il est proposé d'approuver les modalités de la convention relative à l'occupation temporaire du domaine privé de La Ville pour l'installation des bases vie des entreprises intervenant sur le projet de réalisation de la ligne de BHNS d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;

- La délibération n°DL.2015-354 du Conseil municipal de la Ville d'Aix-en-Provence du 23 juillet 2015 portant approbation du contrat d'aménagement de la Zac de la Constance confié à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville d'Aix-en-Provence et la Société Publique Locale d'Aménagement « Pays d'Aix Territoires » relative à l'occupation temporaire du domaine privé de la ville d'Aix-en-Provence pour l'installation des bases vie des entreprises intervenant sur le projet de réalisation de la ligne de BHNS.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 013-2166/17/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat pour le financement des études et des travaux du pôle d'échanges de Gardanne, avec l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et SNCF Mobilités

MET 17/3825/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence poursuit une politique de développement de l'usage des transports en commun et de réduction de la part de l'automobile individuelle dans l'ensemble des déplacements. Pour faciliter et inciter à un transfert modal, la Métropole développe et réalise des pôles d'échanges multimodaux accompagnés de parcs relais, comme le pôle d'échanges de Gardanne.

Les parcs relais sont des parcs de stationnement de voitures particulières accolés à des gares routières ou ferroviaires, situés près de points nodaux des réseaux routiers ou autoroutiers avec un point d'accès au réseau de transport public interurbain et urbain, routier et ferroviaire.

La gare de Gardanne dispose d'une attractivité importante, gare de rabattement de l'axe ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix (MGA), sa fréquentation annuelle s'élève à plus de 516 000 montées et descentes, soit une moyenne quotidienne de plus de 1 900 montées et descentes par jour.

L'offre actuelle s'élève à 65 trains TER par jour ; elle atteindra 102 trains TER par jour à l'horizon 2021, avec la mise en service du projet de modernisation de la ligne Marseille-Gardanne-Aix phase 2.

Afin de favoriser le report modal vers les transports collectifs et de conforter le rôle du pôle d'échanges de Gardanne, comme pôle de rabattement majeur du territoire, la Métropole a conduit une étude de réorganisation des services routiers et une étude d'insertion urbaine relative à l'extension du parking et de la gare routière.

Le projet financé par la présente convention concrétise la volonté commune des partenaires, l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Territoire du Pays d'Aix, la commune de Gardanne et la SNCF, d'apporter aux usagers des transports publics une amélioration de leurs conditions de déplacement grâce à la construction d'un projet intermodal intégré.

Le plan de financement proposé dans cette convention intègre le financement demandé au fonds européen FEDER dans le cadre d'un appel à projet « Parc relais » en 2016.

Reproduit ci-dessous, ce plan de financement a été approuvé par les membres du Comité de pilotage réuni le 2 mars 2017.

Gardanne : Pôle d'échanges multimodal de la gare	Répartition	Montants euros HT
FEDER	27,07 %	3 129 800 euros
Etat	20,69 %	2 392 000 euros
Région PACA - Contrat de Plan Etat Région 2015-2020	12,24 %	1 414 200 euros
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	20,00 %	2 312 000 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	2 312 000 euros
Total	100 %	11 560 000 euros

Le délai de réalisation prévisionnel est de 24 mois (de décembre 2016, démarrage des études, à décembre 2018, achèvement des travaux).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A312 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 17 décembre 2015 portant approbation du programme de travaux et de la convention avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour l'aménagement du pôle d'échanges de Gardanne ;
- La délibération n° MET 17/2684/BM du Bureau de la Métropole du 9 février 2017 portant approbation des opérations de parc relais La Boisseraie (Marseille), Les Trois Pigeons (Aix-en-Provence), Gardanne, Pertuis, Trets et Martigues, de leur plan de financement prévisionnel, des montants FEDER sollicités, de leurs délais de réalisation ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci annexée ayant pour objet de fixer les conditions de partenariat pour le financement des études et des travaux du Pôle d'Echanges de Gardanne, entre l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence et SNCF Mobilités.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Est pris acte des cofinancements prévisionnels du Pôle d'Echanges de Gardanne qui seront imputés sur le Budget Annexe des Transports sur la nature comptable 74.

Article 4 :

Est approuvée l'enveloppe financière globale évaluée à 11 560 000 € HT. Cette dépense sera imputée sur le Budget Annexe des Transports sur le compte 238.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-2167/17/BM

**■ Approbation de la convention cadre gare routière Aéroport Marseille Provence
MET 17/4003/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Souhaitant améliorer la desserte en transports collectifs de l'Aéroport, la SA Aéroport Marseille Provence a réalisé une nouvelle gare routière qui a été conçue en partenariat avec les acteurs de la mobilité.

L'essentiel des lignes de transport public routier desservant l'aéroport est aujourd'hui de compétence métropolitaine, ce qui fait de la Métropole l'utilisateur principal de ce nouvel équipement.

La convention, annexée au présent rapport vise à définir les relations entre les deux parties dans le cadre de l'exploitation de la gare routière.

Les règles d'accès et d'utilisation à la gare routière ont été définies par la SA Aéroport, conformément aux prescriptions de l'Autorité de Régulation des Activités ferroviaires et Routières (ARAFER). Les deux documents sont annexés à la convention.

Les règles d'accès à la gare routière de l'aéroport (Annexe 1) précisent, notamment, les tarifs d'utilisation de l'équipement. En effet la gare routière étant située sur le domaine public de l'Etat, conformément aux prescriptions de l'ARAFER, son utilisation fait l'objet du paiement par les utilisateurs d'une redevance d'utilisation.

Par ailleurs, l'accès des transporteurs à la gare routière, est formalisé par une autorisation délivrée par la SA Aéroport dont le modèle est annexé à la convention (Annexe2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention cadre annexée au rapport permet de définir les relations entre la SA Aéroport et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les règles d'accès et d'utilisation de la nouvelle gare routière de l'aéroport, essentiellement desservies par les lignes sous compétence métropolitaine.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre gare routière Aéroport Marseille Provence ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits budgétaires seront inscrits au budget annexe transport 2017 et suivants de la métropole Aix Marseille Provence sous politique C260 nature 6137 chapitre 11.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-2168/17/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec ITER Organization et le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives dans le cadre du Plan de Déplacement Interentreprises du bassin d'activités de Cadarache
MET 17/3975/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le bassin d'activités de Cadarache, situé sur la Commune de Saint-Paul-lez-Durance, représente à ce jour une centaine d'entreprises et 8 000 salariés. Dans l'Agenda métropolitain du développement économique et l'Agenda de la mobilité, il est pointé comme secteur de développement majeur du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, parmi les six filières prioritaires du territoire.

Les questions d'accessibilité aux zones d'activités et de desserte en transports en commun, contribuent en grande partie à l'attractivité de ces zones d'emploi.

Par ailleurs, le Plan de Protection de l'Atmosphère des Bouches-du-Rhône rappelle la sensibilité du département aux pollutions atmosphériques, et en particulier celles liées aux transports routiers, préconisant ainsi la mise en place de Plans de Déplacement d'Entreprises (PDE) dans les établissements de plus de 250 salariés.

Ces dispositions vont se renforcer à compter du 1^{er} janvier 2018 avec l'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte qui prévoient l'obligation de mise en œuvre d'un Plan de Mobilité à partir d'un effectif de 100 salariés.

A ce titre, il paraît opportun d'engager un collectif de réflexion pour améliorer l'accessibilité et la desserte de ce bassin d'activités, en y associant l'ensemble des entreprises, y compris les PME et TPE, autour d'ITER Organization et du CEA, qui ont engagé des démarches de PDE depuis 2014 et 2013.

Pour acter cette démarche collective, il est proposé la signature d'une convention de partenariat, dans un premier temps avec ITER Organization et le CEA, puis avec les entreprises du bassin d'activités intéressées par la démarche, et également avec les institutions concernées, afin que les réflexions et les actions engagées ou à venir profitent à toutes.

Les enjeux de cette démarche sont les suivants :

- Soutenir l'attractivité économique de ce bassin par une meilleure accessibilité, une amélioration des conditions de travail, tout en procurant un gain financier pour les entreprises, les salariés et les collectivités.

- Favoriser le recours aux modes de déplacement alternatifs à l'automobile, et en particulier aux

« autosolistes », aussi bien pour les salariés que pour les clients et visiteurs des entreprises situées dans le bassin d'activités de Cadarache ;

· Améliorer l'organisation et la sécurité des déplacements des personnes liées à l'activité du bassin de Cadarache.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 Solidarité et Renouvellement Urbains dite « Loi SRU » qui précise dans son article 96 que : « *Les orientations du plan de déplacements urbains portent sur (...) l'encouragement pour les entreprises et les collectivités publiques à établir un plan de mobilité à favoriser le transport de leur personnel, notamment par l'utilisation des transports en commun et du covoiturage.* » ;
- La loi n° 2009-967 du 3 août 2009 dite « Grenelle I » qui prévoit dans son article 13 « la mise en place de plans de déplacement d'entreprises, d'administrations, d'écoles ou de zones d'activités » ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte qui prévoit dans son article 51 applicable au 1er janvier 2018 que : « *dans le périmètre d'un plan de déplacements urbains, toute entreprise regroupant au moins cent travailleurs sur un même site élabore un plan de mobilité.* » ;
- L'arrêté préfectoral des Bouches-du-Rhône du 17 mai 2013, approuvant le Plan de protection de l'atmosphère (PPA) révisé, qui précise que les établissements publics ou privés de plus de 250 salariés ont l'obligation de mettre en œuvre un PDE ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt à développer des partenariats avec les entreprises dans les bassins d'activités majeurs de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à soutenir l'attractivité économique du Territoire et à agir sur les pollutions liées aux déplacements routiers, dans un département de surcroît soumis à un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, ITER Organization et le CEA.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 016-2169/17/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de partenariat sur le programme et financement des études préalables à l'enquête d'utilité publique de la Ligne Nouvelle Provence-Côte d'Azur - Approbation de la revalorisation et de l'affectation des crédits pour le financement des études préparatoires
MET 17/3930/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, de Marseille à Nice, suit son cours depuis le grand débat public de 2005.

Diverses phases ont eu lieu depuis, marquées d'abord par la décision en 2009 du Ministre Jean-Louis Borloo, retenant un passage par Marseille et l'agglomération toulonnaise pour rejoindre les Alpes Maritimes, suivant la recommandation émise par son conseiller Yves Cousquer. Le projet a ensuite été déclaré prioritaire parmi les grands projets de grandes infrastructures en 2013 par la Commission « Mobilité 21 » dans son rapport au gouvernement, lequel avait décidé d'en retenir une réalisation en deux phases. La

première phase consiste à traiter les nœuds de Marseille (Marseille-Aubagne) et Nice (Cannes-Nice), à l'horizon 2030. La deuxième phase (relier les Bouches du Rhône à Toulon, le Muy à Cannes) est prévue à l'horizon 2050. En 2013, une concertation pour présenter l'état du projet a eu lieu dans le département sur la première phase, puis en 2014 sur la deuxième.

Le cap de l'enquête publique est désormais la prochaine étape prévue, à la suite d'une concertation qui s'est déroulée l'année dernière et jusqu'en janvier. Il est nécessaire d'être désormais collectivement très attentif, avec nos partenaires et les milieux économiques, au calendrier et à la réalisation de ce projet d'intérêt national.

L'agenda de la Mobilité métropolitaine qualifie le projet d'« Indispensable Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ». Le plateau de Saint-Charles, avec sa conformation obsolète en cul-de-sac et un nombre de voies insuffisant, ne peut plus accepter de trains supplémentaires, sauf à envisager des travaux à la fois très lourds et peu rentables. Les accès de part et d'autre à la gare, avec seulement deux voies au Nord et trois à l'Est, bien insuffisant pour une Métropole de cette dimension, constituent de fait un goulet d'étranglement.

Dans notre Métropole, le projet LN PCA ne se traduit évidemment pas par une « ligne à Grande Vitesse ». Il est prévu le couloir des voies existantes, avec des investissements de capacité classiques. L'élément crucial et novateur, qui permet le déblocage de la situation, consiste en la construction d'une gare passante souterraine à Saint-Charles. Ces nouveaux quais souterrains permettront d'assurer le développement des trafics ferroviaires, devenu impossible dans la configuration actuelle. C'est un projet d'infrastructure majeur pour toute la Métropole, pour la Région et pour la France, dont St Charles est une des plus grandes gares.

La gare souterraine de Saint-Charles, l'investissement dans la Vallée de l'Huveaune et l'entrée nord de Marseille permettront enfin de développer fortement le TER. Pour bénéficier du doublement de la capacité de la gare Saint-Charles, d'autres aménagements ferrés sont nécessaires, en particulier la poursuite du doublement de la voie Aix-Marseille et son électrification, ainsi que l'aménagement de la voie ferrée des Alpes. C'est l'enjeu de la première phase « Priorité 1 » de la Ligne Nouvelle.

Les études préparatoires à l'enquête publique ont été mises en place en 2009, organisées en deux étapes. Suite à la clôture de l'étape 1 des études, en 2013, il reste à financer 16M€ pour les études de l'étape 2 et l'enquête publique elle-même. L'augmentation de la participation financière de la Région, décidée par son Président Christian Estrosi compte tenu de ses compétences d'autorité organisatrice de transports

ferrés, ainsi que l'obtention d'une subvention européenne, ont modifié les clés de répartition entre partenaires. Dans la convention actuelle, elle est de 6, 25 % pour toutes les collectivités et de 25 % pour la SNCF et l'Etat. La Région portant sa clé à 27, 88 %, celle des autres collectivités est ramenée à 1, 43 %. Enfin, l'Etat diminue sa participation à hauteur de 24.39 % pour tenir compte du financement européen et la SNCF l'augmente à hauteur de 26.64 %.

Un avenant à la convention, initialement adoptée en ce qui nous concerne par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (18 décembre 2009) et par la Communauté du Pays d'Aix (11 décembre 2009), est donc nécessaire. Chacune était engagée sur un montant de 2 222 000 euros en étape 1 des études et de 2 556 000 en étape 2. Avec un réaménagement du programme des études, ces sommes sont portées respectivement à 2 146 875 et 2 630 875 euros.

Après la prise en compte de cet avenant, sur un financement global de 86,76 M€, la Métropole Aix-Marseille Provence contribue au final à hauteur de 9 703 500 €, soit pour 11.18 %. La Région assure un financement de 7 654 000 €, soit une participation de 8.82 %. Les autres collectivités financent à hauteur de 4 925 750 €, soit 5.68 %.

Les appels de fond, comme indiqué page 16 dans le projet d'avenant soumis au Conseil métropolitain, sont pour le moment arrivés au niveau du troisième appel de fond de la phase 2 des études. 4 300 425 euros ont été appelés sur nos deux Conseils de Territoire et les intercommunalités qui les précédaient. La suite se ferait de notre participation donc dans le cadre de cet avenant. Les cofinanceurs des études sont désormais L'Etat, la SNCF, le Conseil Régional, les trois Conseils Départementaux concernés et les intercommunalités d'Aix Marseille, Toulon et Nice. La Métropole s'engage désormais, comme Nice Côte d'Azur et Toulon Provence Méditerranée, sur un montant de 148 000 euros pour la Phase 2 des études et l'enquête publique. La Métropole ne compte plus que pour une part, et cette part est réduite, puisque la Région a augmenté sensiblement son effort.

Le 20 novembre 2015, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait aussi adopté une convention portant sur des acquisitions foncières anticipées pour la Ligne Nouvelle, avec les mêmes partenaires, et la Communauté du Pays d'Aix avait fait de même le 17 décembre 2015. L'engagement des deux collectivités portant sur 500 000 euros chacune.

Enfin, lors de l'adoption de la convention spécifique d'application du CPER en octobre 2016, le conseil métropolitain s'est engagé sur une somme de 1 148 000 euros, correspondant au montant de l'avenant n°1 et aux deux conventions sur les acquisitions foncières anticipées.

Compte tenu de tous ces éléments, l'engagement de la Métropole, qui repose sur les Conseils de Territoire Marseille Provence et Pays d'Aix doit être réévalué à la marge. Les AP correspondantes doivent donc être modifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le caractère stratégique de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de partenariat sur le programme et financement des études préalables à l'enquête d'utilité publique de la Ligne Nouvelle Provence – Côte d'Azur, ci-annexé.

Article 2 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation au Budget Principal de l'opération d'investissement n°2008115100 Ligne Grande Vitesse financement des études préparatoires. Le montant total de l'opération est porté de 5 278 000 à 5 351 750 € TTC.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence:
Sous-Politique B320 - Nature 2041723 – Fonction 852.

L'échéancier des crédits s'établit comme suit :

Année 2017 : 100 000 euros
Année 2018 : 75 000 euros
Année 2019 : 97 200 euros
Année 2020 : 679 125 euros
Année 2021 : 100 000 euros

Article 4 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation au Budget Principal de l'opération d'investissement n°DI644AP Train LGV PACA. Le montant total de l'opération est ramené de 6 400 000 à 5 351 750 € TTC.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence:
Sous-Politique B320 - Nature 4581 – Fonction 822.

L'échéancier des crédits s'établit comme suit :

Année 2017 : 100 000 euros
Année 2018 : 75 000 euros
Année 2019 : 97 200 euros
Année 2020 : 679 125 euros
Année 2021 : 100 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 017-2170/17/BM

■ Approbation d'une convention de financement pour des études de Projet et réalisation de travaux préparatoires - Modernisation de la ligne 935000 section Martigues à l'Estaque, dite ligne de la Côte bleue

MET 17/4330/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La modernisation de la ligne de la Côte bleue, est un enjeu majeur pour le développement de la mobilité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Or cette ligne, au patrimoine d'infrastructure hors normes au sein du réseau ferré national (plus de 480 ouvrages dont quelques viaducs emblématiques,

de nombreux tunnels et de nombreuses tranchées rocheuses) souffre de ralentissements dus à une dégradation prononcée et une vétusté de son infrastructure. Elle ne permet plus aujourd'hui d'offrir un service de qualité.

Un diagnostic réalisé en fin d'année 2014, a démontré la nécessité d'intervenir massivement sur cette ligne, et cela en premier lieu pour éviter la mise en œuvre d'un ralentissement généralisé à 40 km/h (soit un temps de parcours accru de l'ordre de 20 minutes), et en second lieu pour lever les ralentissements existants.

Les zones d'interventions ont été définies en fonction de la criticité vis-à-vis des risques ferroviaires et des ralentissements existants ou futurs. Deux zones de priorité ont ainsi été définies :

- Priorité 1, située entre la gare de l'Estaque et la gare de Carry-le Rouet,
- Priorité 2, située entre la gare de Carry-le Rouet et la gare de Martigues.

A cet effet, une enveloppe de 40 M€ courants est inscrite au CPER 2015-2020. Dans sa convention spécifique d'application la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 2M€.

Cette inscription traduit la volonté des parties prenantes d'investir sur la résorption des points critiques de la ligne, sur la priorité 1 entre Carry le Rouet et l'Estaque en proposant des travaux de modernisation de la voie et de sauvegarde des ouvrages. Les travaux de modernisation de la priorité 2 devront être réalisés dans le prochain CPER.

Le Comité technique du 5 mai 2015 a proposé le lancement des études techniques d'avant-projet sur la base d'un programme et d'un coût d'opération estimé à partir de ratios à 33,75 M€ aux conditions économiques de janvier 2015. La convention de financement tripartite associée (Etat, région et SNCF Réseau) a été signée le 23 décembre 2015.

Les résultats des études ont été présentés en Comité Technique le 4 avril 2017. Le montant des travaux s'établit à 41,3 M€ aux conditions économiques de janvier 2016 (soit 45,6 M€ aux conditions économiques de réalisation sur la base d'une inflation de 2% l'an), pour une réalisation sous fermeture complète de la ligne durant 6 mois. Les travaux de renouvellement de voie entre l'Estaque et Carry-le-Rouet permettront de conserver l'infrastructure et de limiter les ralentissements. Si le gain en temps de parcours reste limité (3 minutes), les travaux permettront de pérenniser l'exploitation conservée une infrastructure au patrimoine exceptionnel.

L'état général de l'infrastructure ne permet plus d'offrir un service de qualité : ralentissements, limitation de vitesse de circulation des TER, interruption de trafic suite à des éboulements, etc. sans travaux de renouvellement à court terme, la section située entre Martigues et l'Estaque serait fermée à la circulation des trains voyageurs.

Les parties prenantes ont pris acte du dépassement de l'enveloppe budgétaire et elles ont validé la proposition de SNCF Réseau de mener les études de niveau «projet» sur la totalité du programme, avec pour mission de conduire toutes les études nécessaires à la réduction du coût d'opération et d'adapter au mieux le programme afin de rester dans l'enveloppe budgétaire disponible.

Il convient désormais de contractualiser le financement couvrant les études de niveau «projet» qui débiteront à compter d'octobre 2017, et les dépenses nécessaires aux premiers travaux préparatoires et achats de fournitures ferroviaires. Cette anticipation de la phase de réalisation permet la fiabilisation du planning de l'opération.

Estimation des études de projet et de réalisation de travaux préparatoires

Le besoin de financement des études et travaux préparatoires objet de la présente convention est de 2,5 M€ courants réparti de la façon suivante :

- études de niveau «Projet» : 1,4 M€ courants ;
- travaux préparatoires, acquisition de données et achat de fournitures ferroviaires : 1,1 M€ courants.

Le plan de financement est le suivant :

Phase PRO-TP	Clé de répartition en %	Besoin de financement Montant en Euros courants
Etat	28,125	703 125,00
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.	59,375	1 484 375,00
Département des Bouches du Rhône	6,250	156 250,00
Métropole Aix-Marseille-Provence	6,250	156 250,00
TOTAL	100,000	2 500 000,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Contrat de Projet Etat-Région de 2015-2020 ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient avec l'ensemble des partenaires de poursuivre l'amélioration de l'offre de transport collectif ferroviaire et notamment de desserte ;

- Que la modernisation de la ligne dite de la Côte bleue est un enjeu majeur pour le développement de la mobilité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que l'Etat, la Région, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont engagés au titre du CPER 2015-2020, à financer les travaux de priorité une, entre les gare de l'Estaque et de Carry le Rouet ;
- Qu'il convient aujourd'hui de lancer les études de Projet d'une part, et les travaux préparatoires, afin de conserver cette infrastructures au patrimoine exceptionnel et limiter les ralentissements ;
- Que les partenaires de ce projet devront au préalable valider le plan de financement des travaux, avant la fin de l'année 2017 ;
- Que les travaux ne pourront se réaliser qu'avec la fermeture complète de la ligne durant 6 mois.
- Que la Métropole participe à hauteur de 156 250 € sur un montant total de 2 500 000€ HT, au titre de études de Projet et de la réalisation des Travaux Préparatoires ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement ci-annexée relative au financement des études de Projet et de la réalisation de Travaux Préparatoires de la modernisation de la ligne 935000 section de Martigues à l'Estaque, dite ligne de la Côte Bleue avec une participation de la Métropole de 156 250 € HT, représentant 6.5 % du coût global prévisionnel de 2,5 M€HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2018 et suivants sous Politique C210 – nature 657.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 018-2256/17/BM

■ Attribution d'une subvention destinée à financer les villages de la mobilité à l'occasion de la semaine européenne de la mobilité 2017 sur le territoire métropolitain - Approbation d'une convention

TRA 018-13/07/17 BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 2002 par la Commission européenne, la semaine Européenne de la Mobilité a pour but de contribuer de manière durable à la résolution des problèmes de mobilité et de transports. Elle s'inscrit dans le cadre de la politique de développement durable qui figure parmi les grands objectifs de l'Union européenne. Ces dernières années, plus de 2 000 villes ont participé à la Semaine, représentant environ 200 millions citoyens.

En 2016 de nombreuses associations encrées sur le territoire Métropolitain en partenariat avec des entreprises, des associations d'entreprises des opérateurs de la mobilité se sont mobilisées pour promouvoir à cette occasion la mobilité auprès du grand public.

Ces opérations multiples portées par différentes structures se sont tenues un peu partout sur le territoire métropolitain.

Afin de donner plus de force et de cohérences à ces actions un collectif a été créé en 2017 pour organiser un événement à l'échelle métropolitaine.

Ce dernier est composé de la Maison de l'emploi de Marseille, Mobilité (en charge de l'animation du PDIE de la zone des Paluds/Aubagne/Gémenos), Wimoov (en charge à La Ciotat de favoriser les déplacements afin de trouver un emploi), TMS (située en Pays Salonais en charge de faciliter la mobilité du public jeune et adulte en démarche d'insertion sociale et professionnelle et L'Association du Pôle d'Activités d'Aix-en-Provence Mobipôle/Automobile Club du Pays d'Aix

Dans ce cadre, le concept de village de la mobilité imaginé par la Maison de l'emploi de Marseille en 2016 deviendra itinérant à l'occasion de la semaine européenne de la Mobilité :

➤ Lundi 18 septembre : Marseille - Vieux Port /Maison de l'emploi de Marseille et Cité des Entrepreneurs

➤ Mardi 19 septembre : Les Paluds /Mobilités

➤ Mercredi 20 septembre : La Ciotat/Wimoov

➤ Jeudi 21 septembre : Aix-en-Provence/ Mobipôle et Automobile Club du Pays d'Aix

➤ Vendredi 22 septembre : Salon de Provence/TMS

L'ensemble des structures partenaires s'emploieront à donner une image cohérente de cette semaine, au-delà des particularités territoriales, des diversités des publics (salariés sur les 2 zones d'activités des Paluds et d'Aix, grand public pour les villages de La Ciotat, Marseille et Salon), et des partenaires locaux.

Les objectifs de sensibilisation et de présentation de l'offre de services de mobilité durable communs à tous se traduiront de façon similaire autour des stands suivants:

➤ Opérateurs Transport Collectif

➤ Opérateurs de mobilité alternative (autopartage, covoiturage, vélo...)

➤ Service Public de l'Emploi

➤ Entreprises et associations d'entreprises

➤ Acteurs de la Sécurité Routière/ Prévention

➤ Associations

La présence de certains acteurs comme Carreize, TER, Le Pilote, l'ADIE, le FASTT, Pôle emploi, la Mission Locale, l'Epidé ou l'E2C sur l'ensemble des Villages viendront renforcer le lien entre les différents lieux.

Des animations récurrentes telles que des démonstration et de tests de vélos (VAE, tandem, monocycle, scooter 100% électrique...), autour de la Sécurité Routière (parcours de simulation au moyen de lunettes Alcool, Drogue, Fatigue) et la sensibilisation aux risques routiers, des simulateurs de conduite, l'exposition de véhicules électriques, de projets novateurs, des jeux concours (des vélos devraient être mis en jeu, donnés par des enseignes comme Décathlon), des flashmob... donneront encore plus ce sentiment d'unité.

Enfin, un vélo électrique fixe sera un peu la « flamme olympique » et fera le tour des villages. Les participants, partenaires, élus, grand public pédaleront non-stop pendant la semaine et le nombre de kilomètres réalisés sera converti en IKV, euros

économisés, empreinte carbone, bénéfice pour la santé.

Afin de réaliser une communication globale et harmonisée, assurer la logistique et soutenir le travail de coordination nécessaire, la Maison de l'emploi de Marseille porte la demande de financement au nom des structures associées pour l'occasion..

Le budget nécessaire estimé à 50 000€ viendra compléter les efforts financiers déjà réalisés par chaque association sur son territoire et sera fléché exclusivement sur le volet global des villages, ce budget (communication et logistique) représentant la condition sine qua non de réalisation de l'évènement.

Cette aide financière permettra notamment :

➤ D'assurer la communication générale de la semaine, pour l'ensemble des partenaires et de la Métropole, réalisée par des professionnels (campagne médias, affichage, impressions, éléments de signalétique pour les 5 villages, supports vidéos et photographiques...)

➤ D'assurer une logistique rationalisée sur chaque territoire (bâches, kakemonos, petit matériel,...),leur transport sur chaque site

➤ Coordonner l'ensemble des comités de pilotage de chaque co-organisateurs ainsi que la production du bilan global de l'opération

Il est donc proposé par la présente délibération d'octroyer une subvention de 50 000€ à la Maison de l'emploi de Marseille portant la demande de financement au nom des structures associées pour l'occasion afin que la Métropole contribue à l'organisation de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016

portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en 2016 de nombreuses associations encrées sur le territoire Métropolitain en partenariat avec des entreprises, des associations d'entreprises des opérateurs de la mobilité se sont mobilisées pour promouvoir lors de la semaine européenne de la mobilité, la mobilité auprès du grand public ;
- Que ces opérations multiples portées par différentes structures se sont tenues un peu partout sur le territoire métropolitain ;
- Qu'il convient d'organiser une manifestation plus cohérente à l'occasion de cette semaine européenne de la mobilité 2017 à l'échelle métropolitaine ;
- Qu'un collectif d'associations propose d'organiser un village itinérant de la mobilité ;
- Qu'il est donc proposé par la présente délibération d'octroyer une subvention de 50 000€ à la Maison de l'emploi de Marseille portant la demande de financement au nom des structures associées pour l'occasion afin que la Métropole contribue à l'organisation de cette opération.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 50 000 € pour le compte de la maison de mobilité de Marseille dédiée à l'organisation d'un village de la mobilité itinérante à l'occasion de la semaine Européenne de la Mobilité 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention de subvention ci-annexée.

Article 3

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2017 et suivant de la Métropole Aix-

Marseille-Provence : Sous politique C210 - Nature 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Urbanisme et
Aménagement"**

URB 001-2171/17/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située chemin de la Grave et des Médecins, appartenant à Monsieur Clément Barrielle et Madame Henriette Sarrazin épouse Barrielle, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / la Grave à Marseille 13ème arrondissement
MET 17/3733/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1^{er} décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture

ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti,

infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,

- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales, à compter du 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Clément Barrielle et Madame Henriette Sarrazin épouse Barrielle ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 1 188 m² environ à détacher de la parcelle 879 E 0092, moyennant la somme de 66 340 euros (soixante six mille trois cent

quarante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 431 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V2575 du 22 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 1 188 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 E 0092 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;

- Que l'occupation temporaire d'environ 431 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Clément Barrielle et Madame Sarrazin épouse Barrielle s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 1 188 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 E 0092 sise chemin de la Grave et des Médecins à Marseille 13^{ème} arrondissement moyennant la somme de 66 340 euros (soixante six mille trois cent quarante euros) après consultation des services de France Domaine, ainsi qu'une occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 431 m².

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 CP 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-2172/17/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet MET 17/3739/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-

Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une parcelle cadastrée AO n° 328, propriété de la commune de Gignac-la-Nerthe.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Gignac-la-Nerthe accepte de céder à l'euro symbolique cette parcelle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-043V0763 du 26 mars 2015 ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue du Bosquet sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une parcelle de terrain à la commune de Gignac-la-Nerthe afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition foncière par laquelle la commune de Gignac-la-Nerthe cède à l'euro symbolique à la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle cadastrée AO n° 328 d'une superficie de 64 m².

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents nécessaires à cette acquisition.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-2173/17/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 29 chemin de la Grave, appartenant à Monsieur Gérard Billia et Madame Joëlle Billia épouse Baubet, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13ème arrondissement
MET 17/3741/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à

risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1^{er} décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux

usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt

général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Gérard Billia et Madame Joëlle Billia épouse Baubet ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 221 m² environ à détacher de la parcelle 879 C 0036, moyennant la somme de 12 950 euros (douze mille neuf cent cinquante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V3108 en date du 7 février 2017 ;
- La délibération N°URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 221 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 0036 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur Gérard Billia et Madame Joëlle Billia épouse Baubet s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière de 221 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 0036 sise 29 chemin de la Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement au prix de 12 950 euros (douze mille neuf cent cinquante euros) après consultation des services de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 CP 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-2174/17/BM

**■ Acquisition à titre onéreux de deux bandes de terrain appartenant à Monsieur et Madame Demunck nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe
MET 17/3742/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de deux bandes de terrain de 142 et 2 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section AO 327 et 479, propriété de Monsieur et Madame Demunck.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur et Madame Demunck acceptent de céder les bandes de terrain au prix de 4 608 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-043V0763 du 26 mars 2015 ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue du Bosquet sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Monsieur et Madame Demunck afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Demunck cèdent à la Métropole Aix-Marseille-Provence deux bandes de terrain d'une superficie de 142 m² et 2 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section AO 327 et 479, situées avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, au prix de 4 608 euros.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-2175/17/BM

**■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle et d'une bande de terrain appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement du chemin des Granettes
MET 17/3752/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement du chemin des Granettes à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée Section AW n° 120 d'une superficie de 294 m² et la bande de terrain d'une surface de 23 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section AW n° 119, propriétés de la commune de Gignac-la-Nerthe.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Gignac-la-Nerthe accepte de céder à l'euro symbolique ces terrains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2013-043V3191 du 20 janvier 2014 ;
- La délibération du Conseil Municipal de Gignac-la-Nerthe du 23 juin 2016 ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux d'aménagement du chemin des Granettes sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la commune de Gignac-la-Nerthe afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition foncière par laquelle la commune de Gignac-la-Nerthe cède à l'euro symbolique à la Métropole Aix-Marseille-Provence la parcelle cadastrée Section AW n° 120 d'une superficie de 294 m² et la bande de terrain d'une surface de 23 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section AW n° 119.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux

dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2015110400 – Sous Politique C130 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-2176/17/BM

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située chemin de la Montadette à Marseille 11ème arrondissement appartenant à l'Association Syndicale Libre "Le Clos de la Montadette" nécessaire à l'élargissement de cette voie
MET 17/3774/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur Arnaud Louis, représentant l'ASL Le Clos de la Montadette, a par courrier du 9 mars 2015 demandé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole d'acquérir la parcelle 864 C 208 située chemin de la Montadette 13011 Marseille.

Ce terrain est réservé sous le n° 11-008 au Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour élargissement de voie.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ASL Le Clos de la Montadette, cette dernière a accepté de céder cette parcelle de terrain à l'euro symbolique compte tenu du transfert de charge qui en découle pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau pour des missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette parcelle de terrain permettra l'aménagement du chemin de la Montadette.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel l'Association Libre le Clos de la Montadette s'engage à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence, la parcelle cadastrée 864 C 208 sise chemin de la Montadette à Marseille 11^{ème} arrondissement moyennant un euro symbolique.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Marseille – Sous Politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-2177/17/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant à Monsieur et Madame Moutet nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar
MET 17/3793/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur et Madame Moutet sont propriétaires de la parcelle cadastrée AI 185 de Carry-le-Rouet.

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille Provence doit réaliser des travaux de confortement et de sécurisation dans le but d'élargir des trottoirs.

Pour ce faire la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé à Monsieur et Madame Moutet d'acquérir environ 8 m² à détacher de la parcelle AI 185 au prix de 240 euros soit 30 euros le mètre carré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain d'environ 8 m² permettra l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Monsieur et Madame Moutet s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière d'environ 8 m² à détacher de la parcelle cadastrée AI 185 sise avenue de plaine à Carry-le-Rouet au prix de 240 euros soit 30 euros le mètre carré.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille Provence -

Sous Politique C 130 – Opération 2015110400-
Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-2178/17/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant aux Consorts Prudhomme-Pruneyre nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la mar
MET 17/3795/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les consorts Prudhomme – Pruneyre sont propriétaires de la parcelle cadastrée AH 173 de Carry-le-Rouet.

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille Provence doit réaliser des travaux de confortement et de sécurisation dans le but d'élargir des trottoirs.

Pour ce faire la Métropole Aix-Marseille Provence a demandé aux consorts Prudhomme – Pruneyre d'acquiescer environ 70 m² à détacher de la parcelle AH 173 au prix de 2 100 euros soit 30 euros le mètre carré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-

Marseille-Provence au Bureau pour des missions foncières ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain d'environ 70 m² permettra l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les consorts Prudhomme –Pruneyre s'engagent à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière d'environ 70 m² à détacher de la parcelle cadastrée AH 173 sise avenue Draïo de la Mar à Carry-le-Rouet au prix de 2 100 euros soit 30 euros le mètre carré.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille Provence - Sous Politique C 130 – Opération 2015110400- Chapitre 4581151104.

URB 009-2179/17/BM

**■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Paul Claudel), appartenant à la Copropriété La Germaine, sise 124 rue Pierre Doize à Marseille 10ème arrondissement
MET 17/3799/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise, afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en quatre tronçons :

- 1er tronçon : Florian/Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse/Ste Marguerite
- 3e tronçon : Ste Marguerite/ Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny/Tse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain de 115m² à détacher de la parcelle cadastrée 859 A 0014, sise 124 rue Pierre Doize, à Marseille - 13010, pour un montant de 6 863 Euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau pour des missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Copropriété La Germaine,

sise 124 rue Pierre Doize - 13010 Marseille, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier par lequel la Copropriété La Germaine, représentée par la Société Nexity, elle-même représentée par Madame Julie Bizouard en sa qualité de gestionnaire, cède à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une parcelle de terrain de 115m² à détacher de la parcelle cadastrée 859 A 0014, pour un montant de 6 863 euros , conformément à l'avis de France Domaine.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer le protocole foncier et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-2180/17/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant aux Consorts Cayol-Poulenard nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar MET 17/3800/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les Consorts Cayol - Poulenard sont propriétaires de la parcelle cadastrée AH 17 de Carry-le-Rouet

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit réaliser des travaux de confortement et de sécurisation nécessaire à l'élargissement des trottoirs

Pour ce faire la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé à aux consorts Cayol - Poulenard d'acquérir environ 6 m² à détacher de la parcelle AH 17 au prix de 180 euros soit 30 euros le mètre carré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau pour des missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis de Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain d'environ 6 m² permettra l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel les Consorts Cayol - Poulenard s'engagent à céder à la Métropole Aix-Marseille-Provence, une emprise foncière d'environ 6 m² à détacher de la parcelle cadastrée AH 17 sise avenue de Boucoumajour à Carry-le-Rouet au prix de 180 euros soit 30 euros le mètre carré.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits au budget primitif 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique C 130 – Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-2181/17/BM

■ Acquisition à titre onéreux d'une habitation cadastrée AW 117 et AW 479 située sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts propriété de Madame Gautier Marie-Jeanne épouse Eyries MET 17/3965/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la redynamisation du centre-ville de Saint-Mitre-les-Remparts et afin de localiser une activité économique de proximité, la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose d'acquérir à l'amiable l'immeuble d'habitation propriété de Madame Gautier Marie-Jeanne épouse Eyries, élevé sur deux niveaux cadastrés AW 117 et AW 479, d'une superficie au sol de 127 m² pour un montant de 165 000 euros.

Les frais d'actes seront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition de cet immeuble situé sur la place principale du centre-ville de Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre de créer de l'activité économique de proximité.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à l'amiable de l'immeuble d'habitation propriété de Madame Gautier Marie-Jeanne épouse Eyries, élevé sur deux niveaux en état de délabrement cadastrés AW 117 et AW 479 d'une superficie au sol de 127 m² pour un montant de 165 000 euros.

Article 2 :

L'acquisition est consentie et acceptée au prix de 165 000 euros HT (cent soixante-cinq mille euros hors taxe)

Article 3 :

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais de notaire liés à cette opération est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la métropole Aix-Marseille Provence – État spécial du Territoire du Pays de Martigues sous le numéro d'opération 4581176007.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-2182/17/BM

**■ Constitution à titre onéreux d'une servitude de passage en tréfonds sur la propriété de Madame Caux épouse Galigani et Monsieur Philippe Galigani nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers-La Grave à Marseille 13ème arrondissement
MET 17/3740/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1^{er} décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'eau et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier ;

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération du 28 juin 2008 n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Par arrêté préfectoral du 8 octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de cinq ans les effets de la DUP.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, à compter du 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-

Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

La réalisation de cet ouvrage implique, le long du tracé de la canalisation sanitaire et pluviale, la constitution d'une servitude en tréfonds sur la parcelle sise 77 boulevard Bara à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 201 portant sur une bande d'environ 1,65 m de largeur comptée à partir de la limite de propriété pour permettre le passage d'une canalisation d'eau usée diamètre DN 300 mm implantée à 2m de profondeur environ ainsi qu'une occupation temporaire d'une bande de terrain d'environ 3,00 m de largeur comptée à partir de la limite de propriété soit 56 m².

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-213V2579 du 22 février 2017 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur la parcelle sise 77 boulevard Bara à détacher de la parcelle 879 C0201 permettra le passage d'une canalisation d'eau usée;
- Que l'occupation temporaire d'environ 56 m² permettra la réalisation des travaux.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel Madame Caux épouse Galigani et Monsieur Roger Galigani consentent au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence la constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur la parcelle située 77 boulevard Bara à Marseille 13^{ème} arrondissement à détacher de la parcelle cadastrée 879 C0201, portant sur une bande de terrain de 1,65 m de largeur en vue du passage d'une canalisation d'eau usée ainsi qu'une occupation temporaire d'une bande de terrain d'environ 3m de large, la servitude est consentie moyennant la somme de 750€ (sept cent cinquante euros) ainsi que l'occupation temporaire avec une indemnité additionnelle calculée sur une surface de 56 m²

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les crédits nécessaires et les frais inhérents à l'acte authentique sont inscrits aux budgets DEA 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2009114300 CP 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-2183/17/BM

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain édiflée de bâtiments cadastrée BW 242 située sur la commune de Martigues propriété de la SA Archiveco**
MET 17/4055/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence économique et de sa politique de remembrement des immeubles métropolitains situés dans la zone d'activités de Technopolis sur la commune de Martigues, la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose d'acquérir à l'amiable à la SA Archiveco la parcelle de terrain cadastrée BW 242, d'une superficie de 2 581 m² édiflée de quatre bâtiments mitoyens d'une superficie de plancher d'environ 4 800 m² pour un montant de 300 000 euros H.T.

Les frais d'actes seront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Régulièrement saisi, France Domaine a évalué la valeur vénale de ce bien à 300 000 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain, sise la zone d'activités de Technopolis sur la commune de Martigues, propriété de la SA Archiveco, cadastrée BW 242, d'une superficie de 2 581 m², édiflée de quatre bâtiments mitoyens d'une superficie de plancher d'environ 4 800 m² pour un montant de 300 000 euros H.T.

Article 2 :

L'acquisition est consentie et acceptée au prix de 300 000 euros HT (trois cents mille euros hors taxes)

Article 3 :

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

L'ensemble des frais de notaire liés à cette opération est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la métropole Aix-Marseille Provence – État spécial du Territoire du Pays de Martigues sous le numéro d'opération 4581166017.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-2184/17/BM

■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Volpoet Martine, sise impasse de la Source à Ensues la Redonne MET 17/3758/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes et les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi elle a entrepris des négociations avec Madame Volpoet Martine, propriétaire de la parcelle cadastrée AH n° 81 et 85, située impasse de la Source – 13820 Ensues la Redonne, en vue d'identifier la servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'adduction d'eau potable.

La propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau pour des missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Société des Eaux de Marseille Métropole régularise l'ensemble des servitudes de passage en tréfonds des réseaux d'adduction d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude par lequel Madame Volpoet Martine consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit d'une emprise de 270m² sur la parcelle cadastrée AH 81 et 85, sise impasse de la Source, 13820 Ensues la Redonne, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce procès-verbal de constitution de servitude et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau - Sous Politique F 170 – Nature 6228.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-2185/17/BM

■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Martin Suzanne, sise impasse des Dragons à Ceyreste MET 17/3782/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche des servitudes et les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi elle a entrepris des négociations avec Madame Martin Suzanne, propriétaire de la parcelle cadastrée BH n° 258, située impasse des Dragons – 13600 Ceyreste, en vue d'identifier la servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'adduction d'eau potable.

La propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau pour des missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Société des Eaux de Marseille Métropole régularise l'ensemble des servitudes de passage en tréfonds des réseaux d'adduction d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude par lequel Madame Martin Suzanne consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit d'une emprise de 93m² sur la parcelle cadastrée BH n°258 sise impasse des Dragons – 13600 Ceyreste, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce procès-verbal de constitution de servitude et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau - Sous Politique F 170 – Nature 6228.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-2186/17/BM

■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'Hoirie Gimenez sise impasse des Dragons à Ceyreste MET 17/3786/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes et les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi elle a entrepris des négociations avec l'Hoirie Gimenez, propriétaire de la parcelle cadastrée BH n° 55, située impasse des Dragons à Ceyreste, en vue d'identifier la servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'adduction d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération URB 002-617/16/CM portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau pour des missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Société des Eaux de Marseille Métropole régularise l'ensemble des servitudes de passage en tréfonds des réseaux d'adduction d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude par lequel l'Hoirie Gimenez consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit d'une emprise de 99m² sur la parcelle cadastrée BH n° 55, sise impasse des Dragons, 13600 Ceyreste, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce procès-verbal de constitution de servitude et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau Sous Politique F 170 – Nature 6228.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-2187/17/BM

**■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la Copropriété Lou Pescaire sise 1 impasse Lou Pescaire à Marseille
MET 17/3792/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au titre du contrat de délégation de Service Public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes et les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi elle a entrepris des négociations avec la Copropriété Lou Pescaire, représentée par le syndic Cogefim Fouque, domicilié 27 rue Eugène Pierre – 13005 Marseille, propriétaire de la parcelle cadastrée 866 E N° 47, située 1 impasse Lou Pescaire – 13011 Marseille, en vue d'identifier la servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'adduction d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Bureau pour des missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient que la Société des Eaux de Marseille Métropole régularise l'ensemble des servitudes de passage en tréfonds des réseaux d'adduction d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le procès-verbal de constitution de servitude par lequel la Copropriété Lou Pescaire, représentée par le Cabinet Cogefim Fouque, consent la constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit d'une emprise de 195,90m² sur la parcelle cadastrée 866 E N° 47 sise 1 impasse Lou Pescaire – 13011 Marseille, au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer ce procès-verbal de constitution de servitude et tout document inhérent à l'établissement de l'acte authentique.

Article 3 :

Les crédits nécessaires et tous les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits au Budget Annexe Eau Sous Politique F170 – Nature 6228.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-2188/17/BM

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Commune de Plan-de-Cuques

MET 17/3762/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Avec la loi Duflot du 18 janvier 2013, les communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont tenues d'augmenter significativement leur production de logements locatifs sociaux par an.

Dans ce contexte, le PLH de Marseille Provence Métropole (MPM) substituée depuis par la Métropole a préconisé, afin de soutenir la production foncière, le recours à une convention cadre multi-sites Habitat qui a été conclue entre MPM et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) en 2013 et à laquelle les communes sont invitées à adhérer.

Ce dispositif qui a pour objet de faciliter sur des sites d'intervention potentiels identifiés, de moins d'un hectare, la production de logements à court terme, a été présenté à la commune Plan-de-Cuques qui fait l'objet d'un constat de carence.

La problématique du logement sur ce territoire en développement est marquée par un marché immobilier de plus en plus tendu et un parc social existant insuffisant.

Face à ce constat la commune de Plan-de-Cuques a par ailleurs approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2016, un contrat de mixité sociale conclu avec l'Etat et la Métropole et souhaite dans ce cadre et en cohérence avec les travaux du PLUI en cours de constitution, orienter l'action publique des partenaires sur le site stratégique des plaines Ouest.

Ce périmètre, composé de friches agricoles et de terrains en partie cultivés est situé le long de la RD4 4F, un des axes structurants de la commune et à proximité immédiate de son centre urbain.

Actuellement classé au PLU en zone AU3, il s'étend sur environ huit ha dont un sous-secteur de trois ha est concerné par une servitude de mixité sociale et un taux de 40 % de logements sociaux.

Des études préalables devront être diligentées permettant de définir le périmètre opérationnel d'intervention publique ainsi que les conditions de faisabilité de l'opération d'aménagement projetée.

La commune de Plan-de-Cuques a adhéré en décembre 2015 au dispositif de la convention habitat à caractère multi-sites conclue entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'EPF PACA.

Néanmoins, compte tenu de l'étendue du périmètre d'aménagement, il apparaît que la convention susvisée destinée à cibler des sites restreints, n'est pas adaptée en l'espèce.

C'est pourquoi, la commune de Plan-de-Cuques et la Métropole Aix-Marseille Provence ont manifesté leur volonté de s'engager dans une démarche conventionnelle d'intervention publique ad hoc soutenue et sollicitent à cet effet l'EPF PACA pour les accompagner dans une mission d'intervention foncière en phase d'anticipation sur le périmètre d'une superficie totale de 8 ha et en phase d'impulsion sur un sous-secteur de 3 ha sur lequel un programme de 150 logements sera développé pour favoriser l'aménagement du site des Plaines Ouest.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve la conclusion d'une convention d'intervention foncière conclue avec la commune de Plan-de-Cuques et l'EPF PACA par laquelle la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune confient à l'EPF PACA une mission d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest.

Le montant de la présente convention est fixé à 6 millions d'euros pour une période de cinq ans renouvelable afin de mener à bien les acquisitions, les études et les frais de portage afférents. La Métropole Aix-Marseille Provence se porte garante au titre d'une garantie de rachat des biens acquis dans le cadre de cette convention et qui ne trouveraient pas preneurs

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération RNOV 001-0093/12/CC du 13 février 2012 approuvant le bilan de la 2^{ème} année de la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012/2018 ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération RNOV 011-444/13/CC du 28 juin 2013 approuvant la convention Habitat à caractère multi-sites sur le territoire communautaire avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole ainsi que la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement du PLH métropolitain ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite mettre en œuvre une politique foncière partenariale et volontariste à même de traduire une dynamique de développement durable.
- Que la commune de Plan-de-Cuques entend faire du périmètre des Plaines Ouest un secteur stratégique qui contribuera à terme au développement maîtrisé de la commune par une gestion économe de l'espace et une diversification de l'offre en logements.
- Que la convention d'intervention foncière conclue entre la commune de Plan-de-

Cuques, la Métropole Aix-Marseille Provence et l'EPF PACA permettra d'engager une mission d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière ci-annexée conclue avec la commune de Plan-de-Cuques et l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes-Côte d'Azur en impulsion sur le site des Plaines Ouest.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-2189/17/BM

**■ Approbation d'un apport foncier par la SCI Marseille Saint Loup au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement
MET 17/3772/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont arrêté un programme d'équipements publics à édifier pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers du secteur concerné ainsi que les modalités de financement desdits équipements publics.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ou la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la

réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence, se substituant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole depuis le

1^{er} janvier 2016 date de sa création, acquiert auprès de la SCI Marseille Saint-Loup une parcelle de terrain de 1 658 m² cadastrée Section 857 B n°206 provenant de la division de la parcelle cadastrée Section 857 B n° 191 sise boulevard de Pont de Vivaux à Marseille 10^{ème} arrondissement afin de permettre la réalisation de la voie nouvelle U424 permettant la liaison entre le boulevard de Pont de Vivaux et le boulevard Mireille Lauze et l'élargissement du boulevard de Pont de Vivaux.

Il convient que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cet apport foncier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- L’avis de France Domaine ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L’avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l’acquisition auprès de la SCI Marseille Saint-Loup d’une emprise foncière de 1 658 m² cadastrée Section 857 B n° 206 permettra de réaliser la voie nouvelle U424 et l’élargissement du boulevard de Pont de Vivaux dans le cadre du Programme d’Aménagement d’Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement.
- Que cette acquisition foncière se fait sous la forme d’un apport foncier par le constructeur, la valeur du terrain venant en déduction de sa participation globale au programme d’Aménagement d’Ensemble.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la SCI Marseille Saint-Loup s’engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous forme d’un apport foncier, une emprise foncière de 1 658 m² cadastrée Section 857 B n° 206 à Marseille 10^{ème} arrondissement et ayant une valeur vénale de 82 900 euros conformément à l’avis de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l’ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d’entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l’acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les frais inhérents à l’établissement de l’acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-2190/17/BM

■ Approbation d'un apport foncier par la SCI Marseille Vivaux au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement MET 17/3773/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont arrêté un programme d'équipements publics à édifier pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers du secteur concerné ainsi que les modalités de financement desdits équipements publics.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ou la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence, se substituant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016 date de sa création, acquiert auprès de la SCI Marseille Vivaux les parcelles de terrain cadastrées Section 857 B numéro 204 et 208 d'une superficie totale de 1 830 m² sises boulevard de Pont de Vivaux à Marseille 10^{ème} arrondissement afin de permettre l'élargissement du boulevard de Pont de Vivaux et le Boulevard Urbain Sud.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cet apport foncier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- L'avis de France Domaine,
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'acquisition auprès de la SCI Marseille Vivaux des parcelles de terrain cadastrées Section 857 B n° 204 et 208 permettra de réaliser l'élargissement du boulevard de Pont de Vivaux dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement.
- Que cette acquisition foncière se fait sous la forme d'un apport foncier par le constructeur, la valeur des terrains venant en déduction de sa participation globale au Programme d'Aménagement d'Ensemble.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la SCI Marseille Vivaux s'engage à céder au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous forme d'un apport foncier, les parcelles cadastrées Section 857 B n°204 et 208 pour une superficie totale de 1 830 m² à Marseille 10^{ème} arrondissement et ayant une valeur

vénales de 91 500 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-2191/17/BM

■ **Cession à titre gratuit d'une parcelle de terrain sise avenue du Cap Pinède - Rue de Lyon, à Marseille 15^{ème}, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC Littorale MET 17/3899/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'EPA Euroméditerranée (EPAEM) a souhaité mettre en place une démarche de partenariat avec un opérateur ou un groupement d'opérateurs afin d'initier l'aménagement d'un Éco-quartier à haut niveau de services répondant aux nouveaux enjeux stratégiques de développement des territoires, tant urbains que métropolitains. Le site d'intervention s'inscrit au cœur de l'extension du périmètre de l'EPAEM, sur un tènement de quatorze hectares au sein de la ZAC LITTORALE nouvellement créée (l'îlot XXL). La démarche partenariale proposée consiste à étudier les conditions de développement d'une programmation mixte de l'ordre de 280 000m² de SDP (le Projet), porteuse d'une forte ambition en matière de développement durable et de qualité de vie, et d'en engager une première phase opérationnelle significative à l'horizon 2017-2018. Pour ce faire, l'EPAEM a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (l'AMI) auprès d'opérateurs ou de groupements d'opérateurs intéressés afin de sélectionner un partenaire répondant à ces ambitions.

Un jury composé de personnalités politiques et de personnalités qualifiées s'est réuni le 6 novembre 2015 afin d'auditionner l'ensemble des candidats.

Par courrier du 16 novembre 2015, l'EPAEM a informé le groupement Bouygues Immobilier-Cirmad qu'il était désigné lauréat de la procédure.

Le projet actuellement à l'étude et qui devrait aboutir à la signature prochaine d'une convention cadre, devra répondre aux ambitions suivantes :

- Inventer un modèle d'EcoQuartier méditerranéen, sur le Périmètre, reproductible dans la métropole marseillaise ;
- Gérer le foncier et ses implications, notamment en termes de restructuration sur place (par exemple îlot des Pucelles sans rupture d'activité) et de relogement d'entreprises et d'habitants ;
- Mener, sous validation de l'EPAEM et en cohérence avec la démarche de concertation globale à l'échelle du périmètre de l'extension de l'EPAEM, une démarche conjointe de concertation permettant de créer les conditions d'une appropriation du Projet Urbain par l'ensemble des parties prenantes en associant les quartiers avoisinants ;
- Conforter les partenariats industriels existants et en concrétiser de nouveaux ;
- Promouvoir l'accès des futurs usagers et habitants du quartier aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- Fiabiliser et sécuriser la faisabilité du Projet Urbain sur une période de 5 années au cours de laquelle le Groupement devra réaliser un programme de 200 000m² de surface de plancher.

Le foncier devant faire l'objet de la cession fait partie du tènement en passe de remembrement dit l'îlot phare, à l'angle entre l'avenue Cap Pinède et la rue de Lyon, qui devrait accueillir une programmation de 48 000m² sdg.

C'est pourquoi il est décidé d'approuver le projet d'acte par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence cède à l'Etablissement Public Euroméditerranée, la parcelle cadastrée 901 A 00120 de 2 048m², sise angle Avenue Cap Pinède / Rue de Lyon - Marseille 15^{ème}, qui aura au préalable été déclassée du Domaine Public Métropolitain. Cette cession est faite à titre gratuit, conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et protocole opérationnel (phase 2011-2020), signé en 2011.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'une fois le déclassement du domaine public métropolitain de la parcelle approuvé, la cession de ladite parcelle par la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'Etablissement Public Euroméditerranée, d'engager sa première phase opérationnelle sur l'îlot XXL (ZAC Littorale).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le déclassement du domaine public métropolitain d'une emprise de 2 048m² représentant la parcelle nouvellement cadastrée 901 A 00120, sise angle avenue Cap Pinède / Rue de Lyon – Marseille 15^{ème}. Le déclassement peut intervenir étant donné que cette parcelle est désaffectée de son usage de parking.

Article 2 :

Est approuvé l'acte de cession ci-annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder à l'Etablissement Public Euroméditerranée, la parcelle nouvellement cadastrée 901 A 00120, sise angle de l'avenue Cap Pinède / Rue de Lyon – Marseille 15^{ème}, gratuitement, conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et

protocole opérationnel (phase 2011-2020), signé en 2011, les frais inhérents à cette transaction étant à la charge d'Euroméditerranée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer l'acte authentique et tout document inhérent à cette cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-2192/17/BM

■ Approbation de l'avenant n° 3 à la Convention Public d'Aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Craux à Istres MET 17/3905/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 265/03 du 25 avril 2003, le Bureau Syndical du SAN Ouest Provence a décidé, en application des dispositions de l'article L 300-4 et R 311-6 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'EPAD la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté des Craux sur la commune d'Istres, et a approuvé les termes de la Convention Publique d'Aménagement correspondante, notifiée le 13 août 2003.

Par délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008, le Comité Syndical du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n°1 à la convention afin de préciser les montants forfaitaires annuels de rémunération de l'EPAD.

Par décision n° 323/12 du 27 avril 2012, le Président du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 2 à la convention pour proroger sa durée de cinq ans, rapportant la durée totale de la convention à quinze années à compter de sa date de signature.

Depuis l'attribution de la convention publique d'aménagement à l'EPAD, les besoins de financement des travaux d'aménagement et du foncier à acquérir pour la mise en œuvre de la ZAC ont sensiblement augmenté.

Il convient, en conséquence, d'augmenter le montant maximum d'emprunt autorisé à l'aménageur.

Par ailleurs, pour permettre à l'EPAD de contracter les emprunts nécessaires à la bonne réalisation de cette opération, il y a lieu de proroger la durée de cette convention de trois ans.

Dans ce contexte, il convient donc de conclure un nouvel avenant fixant la limite d'encours global à 1 200 000 € pour les besoins de l'opération d'aménagement et fixant la durée totale de la convention à 18 ans.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 3, ci-annexé, à la convention publique d'aménagement pour la réalisation de la ZAC des Craux relatif à la prolongation de la durée de la convention et la définition de la nouvelle limite d'encours global des emprunts.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-2193/17/BM

■ Approbation de l'avenant n° 3 à la Convention Public d'Aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Trigance à Istres MET 17/3906/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 271/02 du 26 juin 2002, le Comité Syndical du SAN Ouest Provence a décidé, en application des dispositions de l'article L300-4 et R311-6 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'EPAD la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté de Trigance sur la Commune d'Istres, et a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement correspondante, notifiée le 26 juillet 2002.

Par délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008, le Comité Syndical du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 1 à la convention afin de préciser les montants forfaitaires annuels de rémunération de l'EPAD.

Par décision n° 381/12 du 21 mai 2012, le SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 2 à la convention afin de prolonger de sept ans sa durée ce qui porte à 17 ans la durée totale de la convention.

Depuis l'attribution de la convention publique d'aménagement à l'EPAD, les besoins de financement des travaux d'aménagement et du foncier à acquérir pour la mise en œuvre de la ZAC ont sensiblement augmenté.

Il convient, en conséquence, d'augmenter le montant maximum d'emprunt autorisé à l'aménageur.

Dans ce contexte, il convient donc de conclure un nouvel avenant fixant la limite d'encours global à 4 500 000 € pour les besoins de l'opération d'aménagement.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de

Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 3, ci-annexé, à la convention publique d'aménagement pour la réalisation de la ZAC de Trigance relatif à la définition de la nouvelle limite d'encours global des emprunts.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant. Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-2194/17/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 4 à la Convention Public d'Aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Tubé à Istres
MET 17/3907/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 270/02 du 26 juin 2002, le Comité Syndical du SAN Ouest Provence a décidé, en application des dispositions de l'article L300-4 et R311-6 du Code l'Urbanisme, de confier à l'EPAD la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté du Tubé Retortier sur la commune d'Istres, et a approuvé les termes de la convention publique d'aménagement correspondante, notifiée le 26 juillet 2002.

Par délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008, le Comité Syndical du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 1 à la convention publique d'aménagement afin de préciser les montants forfaitaires annuels de rémunération de l'EPAD.

Par délibération n° 73/09 du 17 décembre 2009, le SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement pour modifier le périmètre de la ZAC du Tubé Retortier afin de tenir compte de la procédure d'extension sur son secteur centre. Cet avenant a également pour objet de prolonger de 5 ans la durée de la convention publique d'aménagement de la ZAC entre le SAN et l'EPAD Ouest Provence, rapportant la durée totale de la convention à 15 ans à compter du 26 juillet 2002, date de la notification à l'EPAD.

Par délibération n° URB 021-1958/17/BM du 18 mai 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement afin de proroger de cinq ans le délai d'exécution, ce qui porte à 20 ans la durée totale de la convention, afin de permettre le bon déroulement de la commercialisation des lots.

Depuis l'attribution de la convention publique d'aménagement à l'EPAD, les besoins de financement des travaux d'aménagement et du foncier à acquérir pour la mise en œuvre de la ZAC ont sensiblement augmenté.

Il convient, en conséquence, d'augmenter le montant maximum d'emprunt autorisé à l'aménagement.

Dans ce contexte, il convient donc de conclure un nouvel avenant fixant la limite d'encours global à 11 000 000 € pour les besoins de l'opération d'aménagement.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération

intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4, ci-annexé, à la convention publique d'aménagement pour la réalisation de la ZAC du Tubé Retortier relatif à la définition de la nouvelle limite d'encours global des emprunts.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-2195/17/BM

■ Approbation de l'avenant n° 3 à la Convention Publique d'Aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Cognets-sud à Istres

MET 17/4038/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 326/02 du 30 juillet 2002, le Comité Syndical du SAN a décidé, en application des dispositions de l'article L300-4 et R 311-6 du Code l'Urbanisme, de confier à l'EPAD la poursuite de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté des Cognets-Sud sur la commune d'Istres, et approuvé les termes de la Convention Publique d'Aménagement correspondante, notifiée le 4 novembre 2002.

Par délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008, le Comité Syndical du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n°1 à la convention afin de préciser les montants forfaitaires annuels de rémunération de l'EPAD.

Par délibération n° 324/12 du 27 avril 2012, le SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant n° 2 à la convention afin d'en proroger la durée de 6 ans.

Depuis l'attribution de la convention publique d'aménagement à l'EPAD, les besoins de financement des travaux d'aménagement et du foncier à acquérir pour la mise en œuvre de la ZAC ont sensiblement augmenté.

Il convient, en conséquence, d'augmenter le montant maximum d'emprunt autorisé à l'aménagement.

Dans ce contexte, il convient donc de conclure un nouvel avenant fixant la limite d'encours global à 500 000 € pour les besoins de l'opération d'aménagement.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 3, ci-annexé, à la convention publique d'aménagement pour la réalisation de la ZAC des Cognets-Sud relatif à la définition de la nouvelle limite d'encours global des emprunts.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'avenant et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-2196/17/BM

**■ Approbation de l'avenant n° 5 relatif à la Convention Publique d'Aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté de Lavalduc à Fos-sur-Mer
MET 17/4144/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence aménagement, le SAN Ouest Provence a confié, par délibération n° 272/02 du 26 juin 2002, une convention publique d'aménagement à l'Epad Ouest Provence sur la ZAC

de Lavalduc à Fos-sur-Mer, pour y poursuivre l'opération d'aménagement initialement engagée par l'Epareb, dans le cadre de sa mission d'aménageur de la Ville Nouvelle, en conformité avec les dispositions des articles L300-4 et R 311-6 du Code de l'Urbanisme. Celle-ci avait été conclue pour une durée initiale de 10 années.

Par délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008, le Comité Syndical du SAN a approuvé l'avenant n°1 à la convention publique d'aménagement afin de préciser les montants forfaitaires annuels de rémunération de l'EPAD.

Par délibération n° 73/09 du 18 février 2009, le SAN a approuvé l'avenant n° 2 à la convention publique d'aménagement pour proroger la durée de cette convention au regard des aménagements à effectuer et de leur financement, la portant à 16 années, soit une échéance au 13 août 2018.

Par délibération n° 471/15 du 24 novembre 2015, le SAN a approuvé l'avenant n° 3 à la convention publique d'aménagement afin de proroger de 3 années son délai d'exécution, ce qui porte à 19 ans la durée totale de la convention, afin de permettre la commercialisation de l'intégralité des lots.

Par délibération n° 585/15 du 17 décembre 2015, le SAN a approuvé l'avenant n° 4 portant transfert de la convention publique d'aménagement à la SPL ADOP.

Depuis l'attribution de la convention publique d'aménagement à la SPL ADOP, des besoins de financement des travaux d'aménagement et du foncier à acquérir auprès de l'ancien aménageur de la ZAC, l'Epad Ouest Provence, se sont manifestés.

Il convient, en conséquence, d'augmenter le montant maximum d'emprunt autorisé à l'aménagement.

Dans ce contexte, il convient donc de conclure un nouvel avenant fixant la limite d'encours global à 3 500 000 € pour les besoins de l'opération d'aménagement.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 5, ci annexé, à la convention publique d'aménagement pour la réalisation de la ZAC de Lavalduc à Fos-sur-Mer, dont l'objet est la définition de la nouvelle limite d'encours global des emprunts.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-2197/17/BM

**■ Vente de deux parcelles de terrain cadastrées AO 182 et AO 210 constituant le lot N° 35 situé sur la zone d'activités des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts au profit de la SCI CHLOÉ
MET 17/4046/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation du lot 35 de la

ZAC des Étangs sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts reconnue d'intérêt communautaire le 11/07/2006, la Métropole Aix-Marseille-Provence vend à la SCI CHLOÉ représentée par Monsieur LONCLE Ludovic les parcelles de terrain cadastrées AO 182 et AO 210 d'une superficie totale de 2 163 m² pour un montant de 168 714 euros TTC soit 65 euros HT/m² conformément à l'évaluation domaniale du 28 avril 2017 N° 2017-098V0696.

La concrétisation de l'acte de vente devra intervenir au plus tard avant le 31 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que cette cession du lot 35 dans la ZAC des Étangs à Saint-Mitre-les-Remparts doit permettre à la SCI CHLOÉ d'y réaliser un programme immobilier de quatre commerces.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente de deux parcelles de terrain cadastrées AO 182 et AO 210 situées sur la zone d'activités des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, d'une superficie totale de 2 163 m², au profit de la SCI CHLOÉ représentée par Monsieur LONCLE Ludovic pour un montant de 168 714 euros TTC soit 65 euros HT/m² conformément à l'évaluation domaniale du 28 avril 2017
N° 2017-098V0696.

Article 2 :

Tous les frais inhérents sont à la charge de l'acquéreur.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-2198/17/BM

■ Désaffectation et déclassement du domaine public métropolitain du foncier situé avenue Clot Bey à Marseille 8ème arrondissement - Principe de cession foncière MET 17/3849/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence et la Ville de Marseille sont respectivement propriétaires de parcelles cadastrées sous le n° 15 de la section R de Sainte-Anne (844) sise 10-12, avenue Clot Bey et sous le n° 16 de la même section, sise 44, avenue Alexandre Dumas, dans le 8ème arrondissement de Marseille. Ces deux fonciers constituaient initialement un tènement global d'une superficie de 26 948 m² environ sur lequel étaient situés divers bâtis dont une partie occupée par le siège de la Régie des Transports Marseillais.

Dans le cadre de la régularisation des biens à transférer à la Métropole Aix-Marseille Provence

nécessaires à l'exercice de sa compétence en matière de Transports Urbains, une emprise d'une superficie de 17 530 m² a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (devenue Métropole Aix-Marseille Provence) par acte administratif du 3 mars 2014.

Tous les bâtiments existants anciennement occupés par la Régie des Transports de Marseille sont désormais vacants et le site est entièrement inoccupé et ne fait l'objet d'aucune affectation à ce jour.

Par délibération n° AEC 021-1606/15/CC du 21 décembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (devenue Métropole Aix-Marseille-Provence) a approuvé le lancement d'un appel à projet conjoint avec la Ville de Marseille sur le site de Clot Bey – Alexandre Dumas dans le 8ème arrondissement de Marseille en vue de la cession d'une partie des parcelles cadastrées quartier Sainte Anne (844) section R n° 15 et 16 à un opérateur afin de réaliser un programme de logements.

Cet appel à projet a été lancé le 22 décembre 2015 sur la base d'un cahier des charges élaboré par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Ville de Marseille en vue de la réalisation d'un programme de logements qualitatif en accord avec les composantes paysagères et urbaines du secteur.

L'analyse des propositions a été effectuée en fonction de plusieurs critères figurant dans le dossier de consultation :

- 70 % en fonction du projet proposé sur les critères relatifs aux éléments de programme, aux qualités urbaine, architecturale et environnementale ;
- 30 % en fonction de l'offre financière.

A l'issue de cette analyse, l'offre présentée par le groupement composé de Pitch Promotion – Finareal - Cepac a été sélectionné parmi les 10 propositions reçues au vu de la qualité du projet et de son insertion dans le tissu urbain environnant. Il prévoit la réalisation d'un programme immobilier comprenant environ 270 logements composés de logements collectifs et de villas, des locaux d'activités en rez-de-chaussée d'immeubles et potentiellement des équipements à l'étude au regard des contraintes issues du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation de l'Huveaune et de ses affluents approuvé par arrêté préfectoral le 24 février 2017. Le programme immobilier dans sa totalité génère une surface de plancher d'environ 20 000 m².

Afin de permettre au groupement Pitch Promotion – Finareal - Cepac d'avancer sur les études nécessaires à la mise en œuvre de ce projet, il est proposé de délibérer sur un principe de cession et d'autoriser ledit groupement à déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme correspondantes.

En vue de la cession future, il est nécessaire de délibérer au préalable en vue de constater la

désaffectation et de procéder au déclassement du tènement foncier du domaine public métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil Communautaire du 21 décembre 2017 lançant l'appel à projet conjoint concernant la cession d'un ensemble foncier situé avenue Clot Bey à Marseille 8ème
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de constater la désaffectation et le déclassement de la parcelle métropolitaine en vue de la cession future.

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation des bâtiments sis 10-

12 avenue Clot Bey dans le 8ème arrondissement et de leur terrain d'assiette.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public du bien immobilier 10-12 avenue Clot Bey et cadastré quartier Sainte Anne (844) section R n°15 (p1) d'une contenance d'environ 15 933 m² (15 826 m² après compensation) tel que figurant sur le plan annexé.

Article 3 :

Est approuvé le principe de cession au groupement Pitch Promotion – Finareal - Cepac de la parcelle communale située 10-12 avenue Clot Bey dans le 8ème arrondissement, cadastrée quartier Sainte Anne (844) section R n°15(p1).

Article 4 :

Le groupement Pitch Promotion – Finareal - Cepac est autorisé à déposer toutes demandes d'autorisations d'urbanisme sur la parcelle ci-dessus visée et à pénétrer sur le site.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-2199/17/BM

**■ Cession à titre onéreux d'un délaissé de la voie U430 à Marseille 10ème arrondissement à Messieurs Cauliez et Dadrier
MET 17/3745/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite à la réalisation des travaux d'aménagement de la voie U430 à Marseille, Messieurs Cauliez et Dadrier ont souhaité acquérir un délaissé de voirie cadastré Section 858 H 130, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une surface de 157 m² environ, limitrophe à leur propriété.

Aux termes des négociations Messieurs Cauliez et Dadrier acceptent d'acquérir la bande de terrain au prix de 5 500 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette vente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-210V2340 du 5 novembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux d'aménagement de la voie U430 sur la commune de Marseille ont été réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Messieurs Cauliez et Dadrier afin de permettre la cession d'un délaissé de voirie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole foncier ci-annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence cède à Messieurs Cauliez et Dadrier une bande de terrain d'une superficie de 157 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 858 H 130 située voie

U430 à Marseille 10^{ème} arrondissement, au prix de 5 500 euros.

Article 2 :

Le remboursement par Messieurs Cauliez et Dadrier à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue à la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique C130 – Nature 775 — Fonction 581.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-2200/17/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la société OPA Distribution
MET 17/3743/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'article 42 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles les compétences en matière de marchés d'intérêt national précise que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit les compétences en matière de Marchés d'intérêt National (MIN).

Par ailleurs, l'Etat a contractualisé un contrat de Partenariat Public Privé (PPP) pour la construction de la rocade L2 qui est une voirie autoroutière de contournement du centre-ville de Marseille.

Le tronçon Nord du projet L2, relie l'Autoroute A7 à Frais Vallon, en longeant la voie ferrée Paris Lyon Marseille à l'ouest du MIN.

Cette solution a nécessité la démolition d'une rangée de hangars du MIN, ce qui a conduit à restructurer une partie du site et construire des nouveaux bâtiments pour accueillir deux entreprises à relocaliser : OPA Distribution et Kissao.

Le contrat de PPP prévoit que la bande L2 au droit du MIN devait être libérée au plus tard le 7 janvier 2017, pour que la date de livraison contractuelle de la L2 soit maintenue.

OPA Distribution est un importateur de produits agroalimentaires d'épicerie (olives, condiments, fruits et légumes secs, conserves, confiseries, boissons etc.) qui procède à la vente en gros principalement à des centrales d'achats, des grossistes, des industriels transformateurs.

Le pic d'activité de l'entreprise se situe pour les fêtes de fin d'année, principalement à partir du 15 novembre.

Dès lors, pour ne pas provoquer une perte d'exploitation insupportable avec des conséquences commerciales particulièrement néfastes, l'entreprise a expressément demandé à ne pas déménager entre le 15 novembre 2016 et début janvier 2017.

Compte tenu des contraintes de calendrier du contrat de PPP et de fonctionnement de l'entreprise, le déménagement de cette dernière devait impérativement intervenir au plus tard début novembre 2016.

Le projet de construction des nouveaux bâtiments a fait l'objet d'un programme finalisé en novembre 2012, puis d'un concours d'architecte dont le lauréat a été désigné en octobre 2013.

Les marchés de travaux ont été notifiés le 17 juillet 2015.

A compter du 1er janvier 2016, la compétence MIN a été transférée de la Communauté Urbaine Marseille Provence à la Métropole Aix Marseille Provence. Le calendrier imposé par les procédures et les travaux a conduit à mettre à disposition les futurs locaux de l'entreprise à compter du 2 novembre 2016, au lieu du 30 juin 2016 tel que prévu initialement.

Ainsi la libération effective de la bande L2 a pu être constatée le 7 novembre 2016, avec 2 mois d'avance sur la date limite prévue au contrat de PPP.

Pour être installé et fonctionnel le 2 novembre 2016, l'entreprise a dû faire réaliser des travaux très spécifiques à leur activités. Ils ont formulés après coup, une demande d'indemnisation globale de 9.422,20 € correspondant travaux d'adaptations, sans demande particulière pour perte d'exploitation.

Après analyse de la demande et discussions avec la société OPA Distribution, ces travaux « à charge du propriétaire » peuvent être retenus pour indemnisation.

Ainsi, il est proposé d'indemniser l'entreprise OPA Distribution d'un montant de 9.422,20 € au travers d'un protocole transactionnel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DEV 009-911/08/CC, du 19 décembre 2008, approuvant le dossier de réalisation de la Zone d'aménagement Concerté des Florides ;
- La délibération DEV 004-1152/09/CC, du 26 mars 2009, approuvant la réalisation des travaux d'équipements de la Zone d'aménagement Concerté des Florides à Marignane et Gignac-la-Nerthe – déclaration de projet ;
- La délibération DEV 004-1570/09/CC du 2 octobre 2009 approuvant la convention avec le Grand Port Maritime de Marseille de rejet des eaux pluviales de la ZAC des Florides dans le canal du Rove ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille Provence est compétente de plein droit en matière de Marché d'Intérêt National ;
- Que la prise en compte du projet de passage de la L2 Nord dans la zone du Marché d'intérêt National a nécessité la démolition

d'un rangée de hangars du MIN, ce qui a conduit à restructurer une partie du site et construire des nouveaux bâtiments pour accueillir deux entreprises à relocaliser, dont la société OPA Distribution.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé conclu avec la société OPA Distribution afin de régler définitivement le différend portant sur les travaux supplémentaires commandés directement par l'entreprise pour permettre d'exercer son activité dans le nouveau bâtiment dont elle est locataire.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Sous-Politique C140 – Nature 6227 – Fonction : 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-2201/17/BM

■ DOSSIER RETIRE

MET 17/3764/BM

URB 032-2202/17/BM

■ Approbation d'une convention de Projet Urbain Partenarial avec la Société Crédit Agricole Immobilier Promotion du Plateau de l'Environnement à Allauch
MET 17/3765/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur dit du « Plateau de l'Environnement » se trouve en périphérie Nord des zones urbanisées de la commune d'Allauch. Il est bordé au Sud par de l'habitat individuel et au Nord par de la zone naturelle.

Conformément aux orientations inscrites au Projet d'Aménagement et de Développement Durable, ce secteur prend en compte dans le cadre de son aménagement le paysage environnant tout en contribuant à la diversification et à la mixité de l'habitat.

Le Crédit Agricole Immobilier Promotion envisage la réalisation d'un programme immobilier à vocation d'habitat comportant 100 logements dont 31

logements sociaux pour une surface de plancher de 6423m².

Afin d'accompagner l'urbanisation du secteur, la commune d'Allauch, la Métropole Aix-Marseille Provence et Le Crédit Agricole Immobilier Promotion se sont rapprochés aux fins de conclusion d'un Projet Urbain Partenarial lié à l'opération de construction envisagée par l'opérateur.

L'article L331-11-3 du Code de l'Urbanisme prévoit en effet, que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Il convient de préciser que bien que de compétence métropolitaine, le Projet Urbain Partenarial permet le financement d'ouvrages relevant de compétences d'autres collectivités.

Le Programme des Equipements Publics à réaliser au titre du Projet Urbain Partenarial « Plateau de l'Environnement » est fixé par la convention de PUP. Il comprend la mise en œuvre d'un élargissement de voirie inscrit au Plan Local d'Urbanisme, ainsi qu'une partie des réseaux secs et humides y afférents. La convention de PUP détermine également les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Métropole.

La convention sera conclue entre la Métropole Aix-Marseille Provence et Le Crédit Agricole Immobilier Promotion.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve ladite convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'accompagner le développement du Plateau de l'Environnement par la mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexé de Projet Urbain Partenarial conclu avec Le Crédit Agricole Immobilier Promotion pour le secteur dit du Plateau de l'Environnement situé sur la commune d'Allauch.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 et suivants : Sous-Politique C140 - Opération 2013 120000.

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole, opération 2013 120000 – Nature 1348 – Fonction 515.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-2203/17/BM

**■ Approbation d'une convention de cofinancement d'étude pour la constitution d'un dispositif de minoration foncière conclue avec la Caisse des Dépôts et Consignations
MET 17/3746/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté Urbaine MPM substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin notamment de soutenir et relancer l'économie productive et logistique sur des secteurs stratégiques à vocation économique en renouvellement urbain, a acté en juillet 2015 le principe de la déclinaison d'une stratégie foncière dans un Plan d'Actions Foncières ainsi que le recours à un dispositif partenarial de minoration foncière.

Le Plan d'Actions Foncières a été approuvé en décembre 2016 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le montant du dispositif susvisé a été estimé à 50 M€, dont 10 M€ émanant des dispositifs propres de la Métropole. Il concerne plusieurs secteurs géographiques sur le territoire de Marseille-Provence et cible les activités industrielles, productives, artisanales et logistiques.

En effet, cette filière se caractérise par une consommation de foncier bien spécifique, privilégiant des emprises conséquentes : surfaces supérieures à 500 m² (villages d'entreprise, espaces de stockage, laboratoires) et pouvant avoisiner les 4 hectares (entrepôts, plateformes logistiques).

Or, on constate une déconnexion du prix de sortie des opérations à vocation économique avec ceux admissibles pour des entreprises « cibles ».

Il est donc important de rappeler que le dispositif de minoration foncière doit être destiné dans un contexte de renouvellement urbain, à compenser des déficits prévisionnels entre l'achat de fonciers économiques à prix courants et la remise sur le marché de foncier aménagé, de façon à encourager et faciliter le renouveau de sites stratégiques.

Parallèlement, il convient de se mettre en capacité d'anticiper des restructurations d'entreprises industrielles et de réserver une partie du dispositif, ou de lui laisser une certaine souplesse pour pouvoir l'adapter à la conjoncture.

Compte tenu de la spécificité de ce type de dispositif, la Métropole a recours à un marché de service. La solution du dispositif doit permettre d'impliquer des acteurs publics institutionnels, parmi lesquels la

Caisse des Dépôts et Consignations qui accompagne la Métropole dès le lancement de la consultation.

Cette dernière menée sur le territoire de Marseille-Provence en articulation avec les travaux en cours du S.O.F.I.E. (schéma de l'offre foncière et immobilière économique) vise à définir les solutions les plus pertinentes pour répondre à la problématique foncière identifiée et élaborer le mécanisme d'un dispositif partenarial, à la lumière de l'analyse de sa faisabilité juridique, économique, administrative, technique et financière, puis garantir sa mise en œuvre.

C'est pourquoi il y a lieu d'approuver la convention conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ayant pour objet de définir les modalités pratiques et financières du partenariat pour la réalisation de la consultation visant à la Constitution d'un Dispositif de Minoration Foncière Partenarial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole ainsi que la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération URB 002-1406/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le Plan d'actions foncière du territoire de Marseille Provence et sa mise en œuvre ;

- La délibération URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le principe et le lancement du Plan d'Actions Foncières métropolitain
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La problématique foncière identifiée en renouvellement urbain sur des secteurs à vocation économique fléchés aux Plans Locaux d'urbanisme vers des filières productives, industrielles, artisanales et logistiques
- Le lancement dans le cadre du plan d'action foncière du Conseil de Territoire Marseille Provence d'une étude pour élaborer les mécanismes d'un dispositif partenarial de minoration foncière ad hoc .
- La participation financière de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 20% dès le lancement de la consultation.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de cofinancement conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Caisse des dépôts et Consignations relative à l'étude visant à élaborer les mécanismes d'un dispositif partenarial de minoration foncière ad hoc.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents nécessaires.

Article 3 :

Pour la réalisation de cette consultation visant à la constitution d'un dispositif de minoration foncière partenarial, Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône, l'ADEME, l'Agence de l'Eau, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

Les recettes sont constatées au budget de la Métropole 2017.

Article 4 :

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-2204/17/BM

■ Approbation de la convention de mise à disposition à titre gracieux de données spatialisées du Grand Port Maritime de Marseille MET 17/4029/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de mener une politique d'aménagement efficace, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin de disposer de données actualisées relatives à son territoire.

Dans cet objectif, les données du Système d'Information Géographique (SIG) du Grand Port Maritime de Marseille (GPMM) représentent une source d'informations très utile au service Planification urbaine du Territoire Istres-Ouest Provence dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme. En effet, le GPMM qui a notamment pour mission l'aménagement et la gestion des terrains de la Zone Industriale-Portuaire du golfe de Fos (ZIP) dont il est propriétaire ou qui lui sont affectés, possède une base de données numérique contenant des informations à caractère géographique portant sur la ZIP de Fos-sur-Mer : périmètre de la ZIP, réseau routier portuaire, réseau ferré portuaire, réseau d'eau potable portuaire et réseau d'eau industrielle portuaire.

Dans le cadre de son soutien apporté à la commune de Fos-sur-Mer pour l'élaboration de son PLU, il est nécessaire de disposer de ces données et ce afin d'assurer au mieux la prise en compte du périmètre de cette ZIP dans le futur document d'urbanisme de la commune.

La Métropole a ainsi sollicité le GPMM pour obtenir la mise à disposition des données spatialisées relatives à la ZIP de Fos-sur-Mer.

Le GPMM a répondu favorablement à cette demande et propose de conclure avec la Métropole la présente convention de mise à disposition à titre gracieux de données spatialisées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que pour mener une politique d'aménagement efficace, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit disposer de données actualisées relatives à son territoire ;
- Que les données SIG du GPMM représentent une source d'information pour le service Planification Urbaine du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité le GPMM pour obtenir la mise à disposition des données spatialisées relatives à la ZIP de Fos-sur-Mer ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention avec le GPMM ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec le GPMM relative à la mise à disposition, à titre gracieux, de données spatialisées.

Article 2 :

La convention est conclue pour une durée de 1 an renouvelable sur simple demande écrite.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-2205/17/BM

■ Acquisition de parcelles pour la réalisation du projet de Val'Tram sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Accord à l'amiable avec la SNCF MET 17/4083/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations n° 1-0914 et n°32-0715 du 30 septembre 2014 et du 6 juillet 2015, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a acté la mise en œuvre d'un projet de transport performant consistant à réaliser un tramway entre la Bouilladisse et la gare d'Aubagne, en empruntant l'ancienne voie SNCF dite de Valdonne, désigné projet Val'Tram.

Dans ce contexte, et en accord avec la SNCF, il est envisagé d'acquérir des parcelles bâties et non bâties appartenant à la SNCF dans le but de pouvoir réaliser le projet de Val'Tram. Ces acquisitions représentent une surface totale de 387 778m² pour un montant total de 1 748 915.76 euros.

Le projet de Val'Tram a été acté dans l'agenda de la mobilité approuvé par le conseil métropolitain du 15 décembre 2016.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 aux intercommunalités fusionnées pour l'ensemble des actes.

Ces acquisitions se décomposent comme suit :

1. Acquisition de la ligne N° 948 000 d'Aubagne à la barque dite « ancienne voie de Valdonne » ;

2. Acquisition d'un bien bâti composé d'un ensemble de bâtiments de service, propriété de l'EPIC SNCF RESEAU ;
3. Acquisition d'un bien bâti composé d'une billetterie et d'un bien non bâti d'une superficie en nature de trottoir propriétés de l'EPIC SNCF MOBILITES.

1. Acquisition de la ligne N° 948 000 d'Aubagne à la barque dite « ancienne voie de Valdonne » :

Il s'agit d'un ensemble de parcelles non bâties destinées à recevoir l'infrastructure ainsi que les parkings relais. La Métropole se portera acquéreur de l'emprise nécessaire à la réalisation du tramway ainsi que des parcelles résiduelles correspondant au tracé initial de la voie de Valdonne.

Les parcelles seront acquises en l'état.

La Métropole fera son affaire des différents occupants présents sur les emprises cédées, notamment de la société ALTEO, bénéficiaire d'un droit d'occupation pour le passage d'une canalisation de produits chimiques, dans les limites et en vertu des stipulations d'une convention du 11 avril 2001 conclues entre RFF et la SNCF, aux droits desquelles vient désormais SNCF RESEAU avec ALUMINIUM PECHINEY, aux droits de laquelle vient désormais la société ALTEO.

Par l'effet de la présente cession, la Métropole se trouvera substituée à SNCF Réseau dans les droits et obligations que cette dernière tire de la convention précitée, sans qu'il résulte de cet acte ni de la commune intention des parties une quelconque modification de ladite convention d'occupation ou une quelconque intention novatoire visant à en modifier les termes.

En conséquence de quoi, la convention d'occupation du 11 avril 2001 restera en vigueur aussi longtemps qu'une nouvelle convention n'aura pas été conclue entre la Métropole et ALTEO et subsistera, sous réserve des adaptations tenant à l'identification des parties et de leurs représentants en toutes ses stipulations.

Les tableaux suivants répertorient les parcelles :

- Acquisées en totalité,
- Acquisées en partie,
- Parcelles résiduelles.

- a. Parcelles acquises en totalité

Section cadastrale	N° de parcelle	Commune	Surface cadastrale (m²)	Montant
AM	427	Aubagne	12708	
AN	130	Aubagne	4635	
BE	323	Aubagne	6180	
BH	70	Aubagne	55	
BH	76	Aubagne	30	
BH	450	Aubagne	7895	
BH	451	Aubagne	409	
BH	77	Aubagne	425	
BH	452	Aubagne	236	
CM	114	Aubagne	3000	
CN	1108	Aubagne	170	
CN	837	Aubagne	1050	
CN	754	Aubagne	4220	
CN	608	Aubagne	6330	
CN	580	Aubagne	1680	
HL	48	Auriol	11082	
MA	90	Auriol	9828	
MB	40	Auriol	8662	
MB	42	Auriol	495	
AZ	44	La Bouilladisse	10331	
AZ	13	La Bouilladisse	746	
AZ	38	La Bouilladisse	112	
AZ	37	La Bouilladisse	185	
BA	7	La Bouilladisse	293	
BA	12	La Bouilladisse	15457	
BB	107	La Bouilladisse	1052	
BB	106	La Bouilladisse	3472	
BD	106	La Bouilladisse	4414	
BE	120	La Bouilladisse	7763	
BM	98	La Bouilladisse	17507	
AI	22	La Destrousse	569	
AB	240	Roquevaire	4785	
AB	1	Roquevaire	991	
AC	246	Roquevaire	4223	
AD	159	Roquevaire	6129	
BL	148	Roquevaire	582	
BL	131	Roquevaire	10210	
BL	118	Roquevaire	400	
BL	117	Roquevaire	3505	
BL	146	Roquevaire	127	
BN	167	Roquevaire	229	
BN	165	Roquevaire	9755	
BN	131	Roquevaire	3865	
BR	57	Roquevaire	11767	
BT	196	Roquevaire	2210	
CS	31	Roquevaire	9260	
CS	82	Roquevaire	4540	
CS	83	Roquevaire	552	
CS	24	Roquevaire	6460	
CS	51	Roquevaire	1254	
CS	5	Roquevaire	2280	
			24 115	

- b. Parcelles acquises en parti qui feront l'objet de documents d'arpentage

Section cadastrale	Numéro de parcelle	Commune	Surface totale (m²)	Surface à acquérir (m²)	Montant
CN	2671	Aubagne	18149	14100,32	
HL	94	Auriol	22241	15496,54	
BE	3	La Bouilladisse	20552	6164,00	
			60942	35760,86	

- c. Parcelles acquises nécessaires pour la réalisation des parkings relais

Section cadastrale	Numéro de parcelle	Commune	Surface totale (m²)	Surface à acquérir (m²)	Montant
CN	1108	Aubagne	170	0,00	
CN	2671	Aubagne	18149	4289,00	
HL	94	Auriol	22241	6807,16	
			40560	11096,16	

- d. Les parcelles résiduelles correspondant à l'ancien tracé allant au-delà de La Bouilladisse

Section cadastrale	Numéro de Parcelle	Commune	Surface au cadastre (m²)	Montant
AA	32	Peypin	5119	
AA	33	Peypin	495	
AA	34	Peypin	7625	
AC	12	Peypin	3450	
AE	22	Peypin	913	
AE	28	Peypin	7047	
AE	29	Peypin	4041	
AH	3	Peypin	5748	
AH	9	Peypin	11115	
AI	10	Peypin	1455	
AI	18	Peypin	248	
AI	21	Peypin	138	
AI	3	Peypin	5530	
AI	35	Peypin	780	
AI	7	Peypin	5850	
E	74	Peypin	21115	
AD	41	St Savournin	430	
AD	42	St Savournin	225	
AD	216	St Savournin	6311	
E	10	St Savournin	626	
H	1	St Savournin	19716	
			107 977	

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite en devenir propriétaire à titre conservatoire.

La SNCF a proposé de compléter la liste des parcelles à céder par trois parcelles situées sur la commune de Gréasque (voir tableau ci-dessus). Cette proposition est intervenue après que les domaines aient rendu leur avis. Un accord a été trouvé avec la SNCF sur un prix d'acquisition à l'euro

symbolique. Au vu du montant, il n'a pas été nécessaire de solliciter un avis des Domaines complémentaire pour ces trois parcelles.

2. Acquisition d'un bien bâti d'un ensemble de bâtiments de service, propriété de l'EPIC SNCF RESEAU

Référence Cadastre	Numéro de Parcelle	Commune	Surface en m²	Montant
AL	318	Aubagne	70 976	

3. Acquisition d'un bien bâti d'une billetterie et d'un bien non bâti d'une superficie en nature de trottoir propriétés de l'EPIC SNCF

4. MOBILITES

Référence Cadastre	Numéro de Parcelle	Commune	Surface en m²	Montant
AL	317	Aubagne	1046	
AL	102	Aubagne	318	

La billetterie actuelle qui réalise les ventes de titres bus/car sera repositionnée à l'intérieur du bâtiment voyageur de la gare SNCF d'Aubagne, à côté des guichets SNCF.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites de territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°URB-002-617/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'avis des domaines n°7300-1-SD en date du 19 mai 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 5 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de Val'Tram est inscrit dans l'agenda de la mobilité de la Métropole,
- Que l'acquisition de ce foncier est nécessaire à la réalisation du Val'Tram,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition de parcelles bâties et non bâties appartenant à la SNCF dont l'ancienne voie ferrée de Valdonne listées dans le présent rapport dans l'objectif de réaliser une infrastructure de transport désigné projet Val'Tram pour un montant de 1 748 915.76 euros.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition d ces parcelles.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"**

DEVT 001-2206/17/BM

■ **Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille pour le suivi de l'exécution des opérations subventionnées par la Ville de Marseille dans le cadre du contrat de Ville intercommunal 2015-2020**

MET 17/3938/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°15/0500/UAGP du 29 juin 2015 la Ville de Marseille a adopté le Contrat de Ville Intercommunal pour la période de 2015 à 2020 qui sera le nouveau cadre de la politique contractuelle en direction des quartiers les plus en difficultés et porteurs de caractéristiques et de dynamiques urbaines et sociales très diverses.

Le Contrat de Ville cible la nouvelle géographie de la Politique de la Ville définie par le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 soit trente-cinq quartiers prioritaires pour Marseille et trente-huit à l'échelle de Marseille Provence Métropole.

Il définit le projet urbain et social qui vise à une meilleure intégration des quartiers prioritaires dans le fonctionnement urbain social et économique de l'agglomération, réduisant ainsi les écarts de développement et les situations d'exclusion.

Dans ce cadre, une première série d'opérations d'investissement a été approuvée par délibération de la Ville de Marseille n° 16/0620/UAGP du 27 juin 2016 représentant 31 projets subventionnés à hauteur de 716 208 euros, une deuxième série d'opérations d'investissement a également été approuvée par délibération n° 16/0891/UAGP du 3 octobre 2016 représentant 15 projets subventionnés à hauteur de 533 119 euros.

Ces différents projets ont fait l'objet de dossiers instruits par les agents du GIP Politique de la Ville dont le transfert à la Communauté Urbaine Marseille

Métropole devenue Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, a été approuvée par délibération n°15/1075/ EFAG du 16 décembre 2015 en vertu de ses compétences renforcées par application notamment des lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite loi MAPAM , et n° 21014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine qui ont modifié l'article L 5215-20 du Code général des Collectivités Territoriales.

Afin d'assurer une continuité cohérente dans le suivi de l'exécution de ces projets par les techniciens qui ont instruit les dossiers avant versement des subventions par la Ville de Marseille, il est proposé de conclure une convention avec la Ville de Marseille, par laquelle la Métropole s'engage à assurer le suivi de ces dossiers sans contrepartie financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention à conclure avec la Ville de Marseille pour le suivi de l'exécution des opérations du contrat de Ville intercommunal 2015-2020 ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville de Marseille pour le suivi de l'exécution des opérations subventionnées par la Ville dans le cadre du contrat de Ville Intercommunal 2015-2020.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 002-2207/17/BM

■ Approbation d'une convention de cofinancement relative à la mise en oeuvre du nouveau programme de renouvellement urbain 2015-2020 du Pays de Martigues MET 17/4044/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues devenue la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016, a signé son Contrat de Ville le 25 septembre 2015.

Dans le cadre fixé par les contrats de ville, le nouveau programme national de renouvellement urbain concourt à la réalisation des objectifs définis par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans ce dispositif NPNRU, après approbation du Comité d'engagement de l'Agence Nationale Pour le Renouvellement Urbain du 23 mai 2016, par la signature du protocole de préfiguration, le 25 novembre 2016. Ce protocole précise le programme d'études et les moyens d'ingénierie permettant d'aboutir aux futurs projets urbains.

La Caisse des Dépôts et Consignations s'est engagée à accompagner financièrement la démarche d'animation et de pilotage du programme d'études, avec une participation de 30 000 euros ainsi que dans le financement de l'étude d'accompagnement des mutations et du développement économique, pour laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage, à hauteur de 55 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 ;
- La délibération n°2015-114 du 24 septembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues approuvant le Contrat de Ville 2015-2020 ;
- Le Contrat de Ville du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 ;
- Le protocole de préfiguration du NPNRU du Pays de Martigues signé le 25 novembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit mettre en oeuvre le Protocole de Préfiguration du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain du Pays de Martigues

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les deux conventions, ci-annexées (annexe 1 et 2), de cofinancement sur lesquelles la Caisse des dépôts et consignations s'est engagée dans le Protocole de Préfiguration du NPNRU du Pays de Martigues.

Article 2 :

Sont sollicitées les participations financières auprès de la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget de la Métropole Fonction 522 – Nature 74788.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes nécessaires à la réalisation de ces conventions.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-2208/17/BM

■ Approbation d'une convention de financement Actions d'accompagnement des habitants sur l'EcoQuartier Parc des Calanques à Marseille (9ème arrondissement) MET 17/4087/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La convention du Projet de Renouvellement Urbain (PRU) Soude – Hauts de Mazargues a été délibérée par la Ville de Marseille le 8 février 2010. Cette convention a arrêté les objectifs, les actions, les rôles des différents partenaires et les financements prévus. Elle a été signée par l'ensemble des partenaires et par l'ANRU en 2011. L'avenant 2 de clôture, a été délibéré au conseil communautaire de Marseille Provence Métropole le 25 septembre 2015, il définit entre autre l'échéance de ce projet au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Ville de Marseille a poursuivi le développement urbain du secteur dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre concédée à la Soléam ainsi que par de l'aménagement en diffus étroitement lié à la ZAC et au PRU.

Ces actions de développement urbain et patrimonial ont été accompagnées par un volet développement social, mené notamment par les GIP Politique de la Ville et Marseille Rénovation Urbaine, la préfecture et les bailleurs. Il rassemble les acteurs du droit commun dans des démarches de gestion urbaine de proximité et d'accompagnement social (MOUS, concertation, permanences, information, soutien aux associations, activités, ...).

Progressivement, ces modes d'intervention ont convergé au sein d'une stratégie plus globale de développement urbain aux ambitions affirmées en matière de développement durable : l'EcoQuartier du « Parc des Calanques » a ainsi été diplômé « Engagé dans la démarche EcoQuartier » par l'Etat le 2 décembre 2015.

La nécessité d'accompagner les habitants aux changements s'est avérée primordiale dès les débuts du PRU, notamment dans le parc social, autour des transformations urbaines très lourdes et rapides du territoire et du volet le plus préoccupant de sa gestion quotidienne : les déchets.

Ce besoin était plus accentué au Baou de Sormiou et sur ses franges. Des premières actions de terrain, les institutionnels intervenants ont tiré la conclusion que, face aux difficultés sociales d'alors, une réponse ambitieuse à ce besoin devait être élaborée.

Une réceptivité et un intérêt particulier sur ces sujets, et plus largement sur le développement durable ont parallèlement été identifiés chez les habitants, les acteurs locaux et les institutionnels.

Depuis 2012, des actions ont été mises en place par MRU, dont un dispositif de concertation sur le projet urbain et sur certaines opérations, décliné en phase chantier avec la Logirem, par l'ouverture d'un lieu physique d'échange et d'action : le café chantier. La coordination du cœur de cette mission a été confiée par les partenaires à Marseille Rénovation Urbaine.

Un comité de pilotage, dressant le bilan de ces actions et rassemblant l'ensemble des parties prenantes le 13 octobre 2015 dernier a traduit la volonté de chacun de :

- voir l'action se prolonger en parallèle des transformations programmées jusqu'à fin 2019 (solde ANRU fin 2020),
- voir s'élargir les thématiques traitées autour de la démarche EcoQuartier,
- poursuivre dans l'objectif d'une action ambitieuse dans une logique de rattrapage, démarche transitoire pour aller vers le retour au droit commun,
- poursuivre la méthodologie de travail de terrain et d'inclusion dans la vie des habitants,
- poursuivre un pilotage technique et partenarial clair avec MRU.

Les enjeux de la période 2016 – 2019

La prise en compte des problématiques sociales, fonctionnelles, économiques, environnementales, font de la démarche d'EcoQuartier, un projet politique et stratégique du territoire, permettant d'allier cohérence urbaine et changements des comportements. Ce projet prolonge le processus de renouvellement urbain et consolide ses résultats déjà tangibles en les pérennisant.

Ce passage à une échelle plus large autour de l'EcoQuartier, réunissant l'ensemble des acteurs, ceux de la rénovation urbaine et ceux présents par ailleurs sur le territoire, doit faciliter la réalisation d'un véritable projet innovant de coopération territoriale. Il renforcera en ce sens la candidature à la troisième étape de la démarche EcoQuartier, le label proprement dit.

En ce sens, l'ensemble des parties souhaite mettre en place un travail global, tissant des liens entre les secteurs Soude-Jarre-Cayolle et permettant de pérenniser une dynamique locale déjà enclenchée. Le dispositif propose d'agir en « relais » autour des transformations mais aussi en « appui » aux initiatives locales afin de faire perdurer ces démarches dans une optique de retour au droit commun.

La présente convention a pour but de définir les modalités de financement et de mise en œuvre de la poursuite de la démarche d'accompagnement des habitants aux changements, dans le cadre de l'EcoQuartier Parc des Calanques.

L'enveloppe prévisionnelle de cette mission est de 150 000€ sur 2 ans répartie en deux parties de mission. Une première partie de mission, à hauteur de 40 000€ portée par Marseille Rénovation Urbaine, est d'ores et déjà contractualisée avec l'ANRU et la Ville.

Partie 1 de la mission	Montants	
Marseille Rénovation Urbaine	40 000,00 €	
dont Ville de Marseille	24 000,00 €	60,00%
dont ANRU Agence Nationale de la Rénovation Urbaine	16 000,00 €	40,00%

La seconde partie de la mission, qui est estimée à 110 000 € et pour laquelle, chaque partenaires s'engage à contribuer à la réalisation de la démarche d'accompagnement des habitants aux changements selon la part des montants suivants :

Partie 2 de la mission	Montants	
Métropole Aix-Marseille-Provence	38 800,00 €	35,27%
Logirem	16 800,00 €	15,27%
Erilia	16 800,00 €	15,27%
Parc National des Calanques	9 200,00 €	8,36%
Mairie d'arrondissement des 9/10	6 800,00 €	6,18%
13 Habitat	5 100,00 €	4,64%
Habitat Marseille Provence	5 100,00 €	4,64%
Unicil	2 600,00 €	2,36%
Grand Delta Habitat	2 600,00 €	2,36%
Centre commercial Leclerc Sormiou	3 600,00 €	3,27%
Progréal	2 600,00 €	2,36%
Total	110 000,00 €	100,00%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'accompagner les habitants dans aux changements, dans le cadre de l'EcoQuartier Parc des Calanques ;
- Qu'il convient d'approuver la convention de financement et de mise en œuvre de cet accompagnement ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement – Actions d'Accompagnement des habitants sur l'EcoQuartier Parc des Calanques (Marseille 9^{ème}) pour une durée de 2 ans c'est-à-dire jusqu'au 2^{ème} semestre 2019.

Article 2 :

Les dépenses à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence seront confirmées annuellement par délibération du Conseil de la Métropole et seront inscrites aux budgets Métropole 2017, 2018 et 2019.

L'échéancier des crédits de paiement est établi comme suit :

Année 2017 : 9 700 €

Année 2018 : 19 400 €

Année 2019 : 9 700 €

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y concourant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-2209/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence MET 17/3798/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 16 décembre 2010 a été signée une convention de partenariat entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'association Handitoit Provence.

Dans son Programme Local de l'Habitat 2012-2018, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, désormais substituée à la Métropole Aix-Marseille-Provence, entendait répondre aux besoins en logements et en structures d'accueil pour les personnes handicapées en favorisant une politique d'amélioration et de création de logements adaptés dans le secteur public et privé. Le partenariat engagé avec l'association Handitoit Provence a été un des leviers identifiés à cet effet.

L'association Handitoit Provence a pour objet de promouvoir le droit au logement des personnes handicapées, en facilitant le libre choix du logement pour la personne et en favorisant la concertation entre les différents organismes pour la conception, la mise en œuvre et l'attribution de logements adaptés.

La convention prévoit qu'en lien avec les acteurs institutionnels en charge de la politique en faveur des personnes handicapées, et notamment la Maison Départementale des Personnes Handicapées des Bouches du Rhône :

- L'EPCI, délégataire des aides publiques en faveur de l'habitat sur le territoire de Marseille Provence, associe Handitoit Provence au repérage des programmes de logements sociaux neufs et à la concertation avec les bailleurs pour la création d'une offre locative adaptée, ainsi qu'à la sensibilisation des propriétaires bailleurs privés sur les aides disponibles auprès de l'Anah,

- l'association Handitoit Provence, quant à elle, s'engage à repérer la demande en logements émanant de personnes handicapées, la faire connaître et apporter son expérience technique pour la conception et la réalisation de logements adaptés.

En 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a contribué à hauteur de 10 000 euros à l'action d'Handitoit Provence.

En ce qui concerne le bilan de l'année écoulée, Handitoit est partenaire de 17 bailleurs sociaux présents sur le territoire de Marseille Provence.

Dans le cadre de ces conventions, 54 logements accessibles et adaptés ont été livrés à Carnoux-en-Provence, Gignac-la-Nerthe et Marseille. L'association Handitoit Provence a également été sollicitée pour la relocation de 8 logements adaptés dans le parc existant. Ce sont donc 62 ménages qui ont obtenu un logement adapté sur le territoire de Marseille Provence.

L'association participe à la réalisation de 96 logements accessibles et adaptés actuellement en projet dans différents programmes de logements sociaux qui seront livrés principalement en 2017-2018.

L'identification de la demande se poursuit grâce au réseau que l'association Handitoit a construit et entretient avec différents partenaires tels que les centres de rééducation fonctionnelle, les centres hospitaliers, les Centres Communaux d'Action Sociale, les Maisons Départementales de la Solidarité, la Maison Départementale des Personnes Handicapées, les associations de personnes handicapées et d'aide à la personne....

La demande identifiée fin 2016 sur le territoire de Marseille Provence s'élève à 593 ménages en recherche de logement accessible et adapté (dont 34% de personnes seules et 43% de personnes utilisant un fauteuil roulant).

Au vu de ce bilan et de la demande de l'association pour l'année 2017, il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accorder une subvention de 10 000 euros à l'association Handitoit Provence pour la conduite de son action.

Cette subvention est attribuée après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales de l'association.

L'acompte, dont le taux est fixé à 40 % de la subvention, sera versé à l'association dès la notification de la décision du Conseil de la Métropole.

Le mandatement du solde devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2018, à la présentation du bilan

de l'action. Au-delà, cette subvention sera considérée comme caduque.

Ce partenariat n'est pas la seule action habitat engagée par l'EPCI sur le territoire de Marseille Provence vis-à-vis du public handicapé. Avec la délégation des aides à la pierre, en 2016, 147 logements de propriétaires occupants ont bénéficié d'aides aux travaux d'adaptation au titre du handicap ou du maintien à domicile versées par l'Anah (subventions de 421 655 euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 006-2331/10/CC du 1^{er} octobre 2010 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec l'association Handitoit Provence signée le 16 décembre 2010 ;
- La délibération HN009/011/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La demande de subvention faite par l'association Handitoit Provence en date du 1^{er} mars 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'action engagée par l'association Handitoit Provence permet de contribuer aux objectifs de la politique de l'habitat conduite par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association Handitoit Provence pour son action pour le logement des personnes handicapées.

Article 2 :

Est autorisé le mandatement d'un acompte de 40% de la subvention attribuée par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le solde de la subvention sera mandaté au vu d'un bilan descriptif et chiffré de l'action réalisée signé par le trésorier et le président de l'association. Les pièces nécessaires au solde du mandatement de la subvention devront parvenir au plus tard le 31 décembre 2018. Au-delà, cette subvention sera considérée comme caduque.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence nature 6574 fonction 552 sous-politique D110.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-2210/17/BM

■ Attribution d'une subvention à l'Association de Médiation Sociale (AMS) pour l'emploi de médiateurs sociaux destinés à améliorer l'attractivité des transports en commun de Marseille - Approbation d'une convention MET 17/3973/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 25 octobre 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a accordé une participation financière annuelle de 489 000 euros sur une période de 3 ans à l'Association de Médiation Sociale (AMS) pour la mise en place d'un dispositif de médiation dans les transports publics de Marseille. Ce dispositif s'est appuyé sur l'emploi de vingt médiateurs en moyenne en emplois d'avenir.

Quatre objectifs étaient assignés à cette action :

- Améliorer l'accueil dans les transports en commun et les sites d'échange (gares, stations, arrêt de bus)
- Améliorer l'information et la communication

- Développer la sérénité du transport et le respect mutuel
- Favoriser le mieux vivre ensemble dans les transports par la médiation sociale.

L'opération s'est déroulée sur des secteurs sensibles :

- les gares d'échange de Bougainville, La Rose, Sainte-Marguerite Dromel, Castellane et le Centre Bourse
- la proximité de 15 établissements scolaires les plus sensibles desservis par la RTM
- les lignes de transport desservant ces sites sur un périmètre défini.

La mission confiée à l'Association de Médiation Sociale a démarré par le recrutement des vingt médiateurs, deux coordonnateurs et un chef de projet et par l'organisation des différentes phases de mise en place de décembre 2013 à mars 2014.

En avril 2014, a eu lieu la formation à la prise de poste et le 28 avril a commencé la mise en place opérationnelle dans le voisinage de 15 collèges et auprès de plusieurs lignes de bus, et gares d'échanges pour :

- gérer les conflits de basse intensité,
- réguler les tensions par une intervention directe,
- prévenir les situations à risque,
- contribuer au respect du règlement d'exploitation
- faire remonter les dysfonctionnements aux professionnels spécialisés,
- contribuer à la mise en lien entre les différents intervenants.

Plus de 58 000 interventions de médiation ont été assurées d'avril 2014 à mars 2017 :

- accueil, information, orientation sur les horaires, les incidents éventuels, les perturbations de service, les tarifs (la majeure partie des interventions : 47 294)
- assistance à la personne : secours, détresse sociale ... et aide aux usagers pour les bagages, poussettes, colis ... (5 864 interventions)
- rappel aux règles : musique, alcool, cigarettes et gestion de conflits (5 068 interventions).

Les médiateurs ont passé la plus grande partie de leur temps de travail dans les pôles et gares d'échange et le temps restant, dans les bus, sur décision des chefs de ligne, dans les lignes desservant les collèges.

377 événements notables ont fait l'objet d'une description détaillée et montre tout l'intérêt de cette présence dans l'espace public notamment dans le

contexte national anxiogène de 2015 - 2016. Les médiateurs ont aussi contribué à l'information sur les travaux modifiant temporairement le réseau.

Avec les interventions sur les problèmes d'attitude, les médiateurs ont directement agi sur le confort et la tranquillité des usagers et l'apaisement des relations interpersonnelles.

Pour la très grande majorité des médiateurs, ce poste a correspondu à un premier emploi, ce qui a exigé de la part de l'association un suivi très important. Dès leur recrutement une formation à la médiation leur était dispensée, à raison de 420 heures pendant 12 semaines pour obtenir le niveau de Technicien Médiation Service, elle a été suivie d'une formation professionnelle qualifiante propre au parcours personnel du jeune la deuxième année, notamment celle de conducteur de transport routier.

Les objectifs fixés par l'EPCI en articulation avec la RTM ont été atteints : les médiateurs sont désormais des acteurs à part entière du service rendu aux usagers, et leurs interventions concernant les incivilités, participent à l'apaisement des relations entre les usagers, ou entre les usagers et le personnel de la RTM.

Les médiateurs contribuent par leur présence active, positive et visible à créer un climat convivial, à canaliser les tensions et réguler les conflits. En allant au-devant des usagers, en informant, conseillant, en identifiant les situations à risque, les médiateurs participent au maintien de la tranquillité publique et à diminuer le sentiment d'insécurité ressenti. Ce travail s'est effectué en lien avec l'ensemble du personnel de la RTM.

Et autre objectif atteint : ce sont des jeunes qui, par ce premier emploi, ont poursuivi un parcours d'insertion et de qualification professionnelle.

La convention n° 14/1007 entre AMS et la Communauté urbaine validée par le Bureau de la Communauté du 25 octobre 2013 a fixé les modalités de versement de cette participation financière.

Cette convention s'achèvera au paiement du solde de la participations financière de l'EPCI.

Pour clôturer l'opération prévue sur trois ans et solder la subvention, il convient d'attribuer à l'Association de Médiation Sociale une subvention d'un montant de 122 250 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation sur les transports intérieurs ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le Plan de Déplacements Urbains de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DTUP 019-648/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 approuvant le dispositif visant à améliorer l'attractivité des transports en commun à Marseille à l'issue de l'appel à projets portant sur le recrutement de médiateurs sociaux en emploi d'avenir et approuvant la convention ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt d'améliorer l'attractivité des transports en commun de Marseille ;

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 122 250 euros à l'Association de Médiation Sociale (AMS) pour l'amélioration de l'attractivité des transports en commun par le recrutement de médiateurs sociaux en emploi d'avenir.

Cette subvention clôture cette opération qui s'est déroulée d'avril 2014 à mars 2017.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Transport 2017 de la Métropole Aix-Marseille - Provence – Sous-politique C210 – nature 6574 – Fonction 65.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"***

ENV 001-2211/17/BM

■ **Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour continuer l'animation du site "Plateau de l'Arbois" sur la période 2017-2020 dans le cadre de l'appel à projet 2017 Natura 2000 du FEADER
MET 17/3939/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le site FR9312009 « Plateau de l'Arbois » est une Zone de Protection Spéciale (ZPS) au titre de la directive européenne 79-409/CEE du 2 avril 1979 dite directive Oiseaux, faisant partie du réseau européen Natura 2000.

La ZPS s'inscrit sur le territoire des communes d'Aix-en-Provence, Cabriès, Rognac, Velaux, Ventabren et Vitrolles pour une superficie d'un peu plus de 4.300 ha. Elle abrite 12 espèces nicheuses et 5 espèces hivernantes de l'annexe 1 de la directive Oiseaux.

Le cortège d'espèces d'oiseaux est globalement typique des collines sèches dites méditerranéennes composées de garrigues, pineraies à Pin d'Alep et zones rocheuses de faible taille. Les ripisylves, plans d'eau et roselières de l'Arc et du bassin du Réaltor viennent diversifier le cortège d'espèces.

La ZPS est localisée au cœur du pôle économique et urbain de Marseille-Aix-Étang de Berre. L'enjeu est de préserver cette coupure verte constituée de milieux et

d'espèces remarquables en limitant les menaces liées à un développement récent et important des activités de pleine nature, à la modification des activités rurales traditionnelles (élevage, agriculture, chasse...) à l'urbanisation en bordure et au centre et au développement des axes de circulation.

Désigné ZPS par arrêté ministériel du 27 août 2003, le site a fait l'objet d'une consultation pour l'élaboration du document d'objectif (DOCOB) attribué à l'Office National des Forêts (ONF) en 2008 pour sa rédaction. Le DOCOB du site Natura 2000 « Plateau de l'Arbois » a identifié 5 objectifs de préservation : adapter la gestion du Réaltor aux enjeux ornithologiques du site, assurer une meilleure prise en compte des enjeux ornithologiques dans les activités humaines, maintenir les différents stades de la mosaïque des milieux ouverts et fermés, améliorer les capacités d'accueil du site pour l'avifaune patrimoniale et assurer un suivi scientifique.

À la suite, afin de mettre en œuvre les objectifs du DOCOB, le Syndicat Intercommunal du Massif de l'Arbois (SIMA), créé en 1992 pour réaliser les travaux de protection de la forêt contre le risque incendie sur le massif de l'Arbois, s'est positionné pour animer les actions.

Le SIMA a été l'animateur du site de 2009 à 2015. En 2016, le syndicat a été dissous lors de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui a ainsi repris l'animation au travers du Territoire du Pays d'Aix (délibération HN 106-237/16/CM). La convention d'animation actuelle pour la période 2014-2017 avec le Ministère de L'Environnement, de l'Énergie et de la Mer arrive à échéance le 30 novembre 2017.

Afin de poursuivre l'animation et le suivi en cours de la ZPS « Plateau de l'Arbois », la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, à travers le Territoire du Pays d'Aix, se propose d'être candidate en tant que structure animatrice de ce site pour les trois années à venir couvrant la période 2017 à 2020 (1^{er} décembre 2017 au 30 novembre 2020).

Il convient donc de conclure une convention relative à l'attribution d'aides pour l'animation liée au DOCOB du site Natura 2000 ZPS FR9312009 « Plateau de l'Arbois » entre l'Union Européenne, l'État et la Métropole Aix-Marseille-Provence précisant les modalités techniques et financières des missions confiées à la Métropole en tant que structure animatrice du site.

Le montant prévisionnel alloué pour l'animation et le suivi du site Natura 2000 est de 40.278,33 € par an pendant 3 ans (soit 120.834,99 € pour 3 ans), subventionné à 82 % par le FEADER et l'État.

En effet, ce type de projet est subventionné dans le cadre de l'opération 7.6.3 du programme de

Développement Rural Régional de la Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur, au titre du FEADER
pour l'animation des sites Natura 2000.

Plan de financement prévisionnel sur 3 ans :

FINANCEURS	MONTANT SOLLICITE (Euros H.T.)	REPARTITION DU MONTANT
Union Européenne	64.042,54 €	53 %
État	34.792,45 €	29 %
Métropole Aix-Marseille-Provence	22.000,00 €	18 %
TOTAL	120.834,99 €	100 %

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « Oiseaux » et 92/43/CEE dite « Habitats Faune Flore », transposées en droit français par l'ordonnance du 11 avril 2001 et les décrets et circulaires correspondants, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix en tant que structure animatrice du site Natura 2000 ZPS FR9312009 « Plateau de l'Arbois ».

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à l'attribution d'aides pour l'animation liée au DOCOB du site Natura 2000 ZPS FR9310069 Plateau de l'Arbois.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que l'ensemble des documents y afférents.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, du Conseil Départemental du Var ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour cette opération.

Article 5 :

Les recettes seront constatées au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-2212/17/BM**■ Demande de subvention relative à l'opération "mise en oeuvre du programme de travaux du Plan de massif Ouest Sainte Baume - Appel à projet 2017" sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 17/4080/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de poursuivre la mise en œuvre du plan d'actions élaboré conjointement lors de l'étude de « Plan de massif Ouest Sainte Baume » notamment en matière de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI), il est nécessaire d'établir une programmation prévisionnelle de travaux à but DFCI pour l'année 2017, répondant aux objectifs de cette étude.
opérations est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	20 %	49 310 euros
Conseil Régional PACA	20 %	49 310 euros
Etat	20 %	49 310 euros
Union Européenne	20 %	49 310 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	49 310 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération du 9 février 2017 reçue au contrôle de légalité le 24 février 2017 approuvant cette demande de financement

Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 80 % au titre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEDER .

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier l'Etat, l'Union Européenne, le Conseil Régional, les Conseils Départementaux des Bouches-du-Rhône et du Var et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de ces opérations sur le Plan de Massif Ouest Sainte Baume est estimé à 246 550 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de ces

mais qu'il y a lieu de modifier au motif de plusieurs éléments manquants,

- La délibération du 17 Mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole n° FAG 032-13-12/169/M créant l'Autorisation de Programme n° 2017045 relative à l'opération « travaux conservatoire forêt méditerranéenne ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : programmation de travaux à but DFCI pour l'année 2017 sur le « Plan de massif Ouest Sainte Baume ».

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, du Conseil Départemental du Var, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération,

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1311, 1312, 1313 et 13178 76 – Préservation du patrimoine naturel – Autorisation de Programme N° 2017045.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-2213/17/BM

■ Demande de subvention relative à l'opération "mise en oeuvre du programme de travaux du Plan de massif Sud Régagnas sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Appel à projet 2017"

MET 17/4081/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de poursuivre la mise en œuvre du plan d'actions élaboré conjointement lors de l'étude de « Plan de massif Sud Régagnas » notamment en matière de DFCI (défense de la forêt contre l'incendie), il est nécessaire d'établir une programmation prévisionnelle de travaux à but DFCI pour l'année 2017, répondant aux objectifs de cette étude.

Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 80 % au titre du dispositif 8.3.1 concernant l'aide aux opérations de défense des forêts contre les incendies du FEDER.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier l'Etat, l'Union Européenne, le Conseil Régional, les Conseils Départementaux des Bouches du Rhône et du Var et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de ces opérations sur le Plan de Massif Sud Régagnas est estimé à 347 597,25 euros HT.

Le plan de financement de ces opérations est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	20 %	69 519,45 euros
Conseil Régional PACA	20 %	69 519,45 euros
Etat	20 %	69 519,45 euros
Union Européenne	20 %	69 519,45 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	69 519,45 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 9 février 2017 reçue au contrôle de légalité le 24 février 2017 approuvant cette demande de financement mais qu'il y a lieu de modifier au motif de plusieurs éléments manquants ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 032-13-12/169/CM du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole créant l'Autorisation de Programme n° 2017045 relative à l'opération « travaux conservatoire forêt méditerranéenne ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Programmation de travaux à but DFCI pour l'année 2017 sur le « Plan de massif Sud Régagnas ».

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter

des aides financières auprès de l'Union Européenne, de l'Etat, du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, du Conseil Départemental du Var, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1311, 1312, 1313 et 13178 76 – Préservation du patrimoine naturel – Autorisation de Programme N° 2017045.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-2214/17/BM

**■ Demande de subvention relative au dispositif "Amélioration de Forêt Communale" (AFC 2017) auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 17/4082/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de gestion globale de ses espaces naturels, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaite conduire des actions de protection et de valorisation des forêts communales de son territoire relevant du régime forestier.

Ce type de travaux peut être subventionné à un taux maximum de 60% au titre du dispositif Amélioration des Forêts Communale.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel global de ces opérations est estimé à 37 800 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de ces opérations est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13	60 %	22 680 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	15 120 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du 9 février 2017 reçue au contrôle de légalité le 24 février 2017 approuvant cette demande de financement mais qu'il y a lieu de modifier au motif de plusieurs éléments manquants ;
- La délibération du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FAG 032-13-12/169/M du 15 décembre 2016 du Conseil de la Métropole créant l'Autorisation de Programme n° 2017045 relative à l'opération. « travaux amélioration forêt communale ».

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : programme de travaux relatif au dispositif "Amélioration de Forêt Communale " (AFC 2017).

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La recette correspondante sera constatée au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix – Marseille-Provence, section d'investissement - Nature 1311, 1312, 1313 et 13178 76 – Préservation du patrimoine naturel – Autorisation de Programme N° 2017045.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-2215/17/BM

**■ Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) du Pays d'Aix - Intervention sur les communes de Rousset et de Saint-Paul-Lez-Durance
MET 17/3679/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29 octobre 2015 par le Bureau communautaire de la CPA, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant 2 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes de Rousset et de Saint-Paul-Lez-Durance.

-Rousset

-Parcelle(s) : AN 22 ; surface : 72 ares 70 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 25 445 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 19 200 € plus 3 635 € de commission d'agence, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

-Saint-Paul-Lez-Durance

-Parcelle(s) : AA 29 - 30 ; surface : 1 ha 59 ares 60 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 30 000 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 13 550 €, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les deux ventes de parcelles sur les communes de Rousset et de Saint- Paul-Lez-Durance.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des deux préemptions en révision de prix sur les communes de Rousset et de St-Paul-Lez-Durance dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour chacune des deux préemptions, au titre de son intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix - Nature 6312/611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-2216/17/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec le Syndicat Mixte du Pays d'Arles dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial (PAT) MET 17/4079/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 17 octobre 2016, le Conseil de la Métropole a voté à l'unanimité le principe d'engager l'élaboration d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) à l'échelle buccorhodanienne. Le dossier a été retenu au plan régional et est ainsi soutenu par la DRAAF, la DREAL, ainsi que par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et la Chambre d'Agriculture.

Ce *Projet Alimentaire Territorial* : "un territoire d'exception, au service d'une alimentation locale, durable et de qualité, accessible à tous" est porté par la Métropole en tant que chef de file, co-piloté par le Syndicat Mixte du Pays d'Arles.

L'élaboration de ce PAT a pour ambition d'apporter une contribution majeure à l'organisation et au devenir d'un Territoire fort de 2 millions d'habitants et de 150 000 hectares de Surface Agricole Utile. La stratégie alimentaire globale envisagée de déployer, sera au service de la plus grande Métropole française aux enjeux locaux, nationaux et euro-méditerranéens, et de son territoire voisin, le Pays d'Arles.

Cette stratégie alimentaire s'appuiera sur l'organisation d'une agriculture de proximité, mettra en valeur la mosaïque territoriale et ses terroirs multiples, et participera à réduire les inégalités et fractures territoriales.

Elle devra répondre à de multiples enjeux, entretenant de fortes relations entre eux, et tous importants :

- L'enjeu économique et de l'emploi,
- Celui de la nutrition santé et de l'accessibilité sociale à une alimentation de qualité,
- Les questions d'urbanisme, d'aménagement et d'une action foncière adaptée,
- L'enjeu environnemental,
- Et enfin celui ayant trait au rôle culturel, touristique et patrimonial de l'alimentation.

L'objet de la présente délibération est de passer une convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Pays d'Arles afin de définir,

entre les deux parties, tous les aspects des diverses modalités du partenariat nécessaire à la bonne réalisation du PAT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 003-1134/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 ;
- La délibération n° 2016-25 du 27 juillet 2016 du Syndicat Mixte du Pays d'Arles, portant autorisation de demande de financement et l'engagement dans un Projet Alimentaire Territorial des Bouches-du-Rhône.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'une convention de partenariat entre les deux parties doit être établie afin de garantir la bonne réalisation du PAT.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Mixte du Pays d'Arles.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des pièces afférentes à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-2217/17/BM

**■ Attribution d'une subvention à la Commission Locale d'Information de Cadarache - Approbation d'une convention
MET 17/3822/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En application de la circulaire du 15 décembre 1981, des Commissions Locales d'Information ont été mises en place, à l'initiative des Conseils Généraux, autour de la plupart des installations nucléaires.

La loi du 13 juin 2006, relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, a conforté l'existence de ces CLI en leur donnant un statut législatif. Ces Commissions Locales d'Information sont chargées d'une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière de sécurité nucléaire, de radioprotection et d'impact des activités nucléaires sur les personnes et l'environnement pour ce qui concerne les installations des sites. Les Commissions Locales d'Information doivent assurer une large

diffusion des résultats de leurs travaux sous une forme accessible au plus grand nombre.

La loi confirme que la création des CLI incombe au Président du Conseil Départemental. Les Commissions Locales d'Information comprennent, entre autres, des représentants des Conseils départementaux, des Conseils Municipaux et ou des Assemblées délibérantes des groupements de communes.

La CLI Cadarache a été instituée pour représenter les établissements du CEA de Cadarache (sis sur la commune de Saint-Paul-Lez-Durance), d'ITER (sis sur la commune de Saint-Paul-Lez-Durance) et Gammaster (sis sur la commune de Marseille).

La CLI comme elle le fait depuis 2009, sollicite au titre de l'année 2017 une subvention auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La demande de subvention présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Budget l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/non
2017-00684	Informations des populations sur activités nucléaires	CLI Cadarache	Activités nucléaires	10 000 €	261 900 €	99 300 €	10 000 €	10 000 €	OUI

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L.125-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2006-286 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire notamment son article 22 ;

- La circulaire du 15 décembre 1981 relative à la mise en place des Commissions Locales d'Information ;
- Le décret n°2008-251 du 12 mars 2008 relatif aux Commissions Locales d'Information auprès des Installations Nucléaires de Base ; l'arrêté pris par le Conseil Général des Bouches du Rhône du 30 avril 2009 portant modification de la CLI Cadarache ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 portant sur le Règlement Budgétaire Financier de la Métropole Aix Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 10.000 €, réparti comme suit 8 000 € au titre du Territoire du Pays d'Aix et 2000 € au titre du Territoire de Marseille Provence.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la CLI Cadarache.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes autres pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires, soit 10.000 €, sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix Chapitre 65, Nature 6574, Fonction 830. Un virement de crédit de 2 000 € du Territoire de Marseille Provence sera effectué au profit du Territoire du Pays d'Aix.

Article 5 :

Conformément aux Titres VIII et IX du règlement budgétaire et financier relatifs respectivement à la gestion des subventions et des fonds de concours, le versement sera effectué suivants les dispositions de l'Article 12 et suivants du règlement sus-cité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-2218/17/BM

■ Renouveau des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'Environnement et paiement de leurs cotisations 2017

MET 17/3763/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du Bureau du 15 décembre 2016, la Métropole a décidé d'adhérer à plusieurs associations en matière d'Environnement présentant un intérêt soit en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations ...) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international.

Une analyse a été réalisée afin d'identifier les associations présentant un intérêt à l'échelle de la métropole et celle ayant un périmètre d'actions sur un

ou plusieurs territoires de la Métropole. Un partage est, ainsi, proposé entre un renouvellement d'adhésion à l'initiative des conseils des territoires et financé par le budget qu'ils pilotent (État Spécial du Territoire) et un renouvellement d'adhésion au titre de la délégation Stratégie Environnementale, Plan Climat et Prévention des Risques porté par la centralité de la Métropole.

Par ailleurs, un travail a été engagé afin d'examiner les montants de cotisation demandés vis-à-vis des avantages procurés par cette adhésion et de redéfinir, si nécessaire, avec les représentants de l'association, leur périmètre d'intervention et les services dont bénéficie la Métropole, la place que prendra la Métropole au sein de sa gouvernance. Cette négociation est en cours et peut nécessiter des modifications structurelles des associations : modifications des statuts et éventuellement de la représentation, adaptation du règlement intérieur... Un ajustement est ainsi proposé pour certaines d'entre elles vis-à-vis de la cotisation 2016.

En conséquence, et au regard des partenariats engagés depuis plusieurs années avec certains de ces organismes, il est proposé de renouveler l'adhésion en 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les associations suivantes :

- AIR PACA dont l'objet est de gérer un observatoire relatif à l'air et à la pollution atmosphérique au sens de l'article L220-2 du Code de l'Environnement sur le territoire correspondant à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle communique publiquement sur les informations issues de ses différents travaux et elle assure toutes prestations de conseil et/ou de recommandations auprès de tout public pour un montant de cotisation de 472.398 € pour 2017.
- L'association « Bâtiments Durables Méditerranéens » dont l'objet est la prise en compte des exigences du développement durable dans l'acte de construire, de réhabiliter et d'aménager, principalement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un montant de cotisation de 20.000 € pour 2017.
- Le Réseau PACA 21 dont l'objet est de promouvoir les Chartes de l'Environnement et les Agendas 21 en Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un montant de cotisation de 13.904 € pour 2017.
- Le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA dont l'objet est d'être un outil de gestion au service des membres du S3PI (État, Collectivités, industriels, associations, experts), permettant la mise en œuvre des

actions définies par le Conseil d'Orientation du S3PI (dans les domaines de la qualité de l'air, du bruit et les questions sanitaires, les risques technologiques, les effluents industriels...) pour un montant de cotisation de 15.000 € pour 2017.

- Le CYPRES (Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs) dont l'objet est de promouvoir des actions d'information et de sensibilisation aux risques majeurs et aider les industriels et les collectivités locales et territoriales à mettre en place une politique de prévention des risques. Leur activité concerne quatre domaines : l'information préventive, la concertation, la communication et la formation pour un montant de cotisation de 30.000 € pour 2017.
- Le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) dont l'objet est d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore pour un montant de cotisation de 2.120 € pour 2017.
- L'Observatoire Régional de l'Énergie Climat Air (ORECA) dont l'objet est de récolter les données sur l'Énergie, le Climat et l'Air à l'échelle régionale, les mettre en forme et diffuser ces informations et de lancer des études pour un montant de cotisation de 1.000 € pour 2017.

Un tableau récapitulatif précise le montant pris en charge en 2016 à titre comparatif.

Le travail engagé par l'élus de la Métropole délégué à la Stratégie Environnementale, Plan Climat et Prévention des Risques et les services métropolitains, se prolongera sur l'année 2017 en lien avec les élus désignés pour siéger au sein de ces associations afin d'évaluer les services rendus par celles-ci et vérifier l'intérêt de continuer à adhérer à ces organismes au titre de la Métropole pour les prochaines années.

ORGANISME (nom de la structure)	Objet	Modalités de calcul de la cotisation ou de la participation	Montant de cotisation 2016 pour l'ensemble de la Métropole AMP	cotisation prév. 2017
AIR PACA	"... Notamment elle gère un observatoire relatif à l'air et à la pollution atmosphérique au sens de l'article L220-2 du code de l'environnement sur le territoire correspondant à la région Provence-Alpes -Côte d'Azur, elle communique publiquement sur les informations issues de ses différents travaux et elle assure toutes prestations de conseil et/ou de recommandations auprès de tout public ..."	Calcul au nombre d'habitant avec des seuils en fonction de la population totale.	472 398,00 €	472 398,00 €
Association bâtiments durables méditerranéens (Envirobat-BDM)	"L'association a pour but de participer à la généralisation de la prise en compte des exigences du développement durable dans l'acte de construire, de réhabiliter et d'aménager principalement en région Provence Alpes Côte d'Azur"	Au nombre d'habitants par tranche de population	8.000€	20.000 €
Réseau PACA 21	promouvoir les chartes de l'Environnement et les Agendas 21 en Provence Alpes Côte d'Azur	part fixe : 100 € et part variable 0, 01 € par habitant avec un plafond en cours détermination	13.904 €	13.904 €
SPPPI - Secrétariat Permanent pour les Problèmes de Pollutions Industrielles - Conseil d'orientation élargi	Cette association est un outil de gestion au service de S3PI. Elle assure la gestion, l'organisation, le fonctionnement du S3PI sur la base des orientations et décisions du Conseil d'orientation et du bureau du S3PI PACA Association support juridique de l'activité du Conseil d'orientation S3PI créé lui même par arrêté préfectoral	Fixée par décision du Bureau permanent du S3PI	10.300 €	15.000€
CYPRES	Promouvoir des actions d'information et de sensibilisation aux risques majeurs et aider les industriels et les collectivités locales et territoriales à mettre en place une politique de prévention des risques. Notre activité concerne quatre domaines : l'information préventive, la concertation, la communication, la formation	Au prorata de la population des communes adhérentes au sein de l'intercommunalité	36.375€	30.000€
Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB)	Ses missions sont d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore.	forfaitaire	4 120,00 €	2 120,00 €
Observatoire Régional de l'Energie, Climat, Air	Charger de récolter les données sur l'Energie, Climat, Air à l'échelle régionale, les mettre en forme et diffuser ces informations. Peut lancer des études. Dispositif dépendant de Conseil Régional PACA pas de personnalité juridique	forfaitaire	1 000,00 €	1 000,00 €

Pour rappel, le Conseil de Métropole, du 15 décembre 2016 et du 30 juin 2016, a procédé à la désignation des représentants de la Métropole au sein de certains de ces organismes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions des associations représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.
- Qu'il convient d'autoriser le règlement des cotisations au titre de l'exercice 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le renouvellement des adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations suivantes ainsi que le règlement des cotisations 2017 :

- AIR PACA pour un montant de cotisation de 472.398 €
- Réseau PACA 21 pour un montant de cotisation de 13.904 €
- Bâtiments Durables Méditerranéens pour un montant de cotisation de 20.000 € pour 2017
- Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA pour un montant de cotisation de 15.000 €

- CYPRES (Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs) pour un montant de cotisation de 30.000 €
- Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) pour un montant de cotisation de 2.120 €.
- Observatoire Régional de l'Énergie Climat Air (ORECA) pour un montant de cotisation de 1.000 €

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence - États Spéciaux des différents territoires et budget centralisé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cadre de vie,
traitement des déchets, eau et
assainissement"***

DEA 001-2219/17/BM

■ **Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de baie de Marseille : "Schéma directeur des eaux pluviales intercommunales"**
MET 17/3863/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le contrat de baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain marseillais.

Le Contrat de Baie consiste à aider, sur une période de 6 ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux de la baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 265 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 1 155 590 € HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	50 %	577 795 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	231 118 euros
Conseil Départemental 13	30 %	346 677 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre du contrat de baie, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse s'est engagée à participer financièrement au projet « schéma directeur des eaux pluviales intercommunales ».

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse pour le financement de l'opération «schéma directeur des eaux pluviales intercommunales » dont l'aide s'élève à 577 795 € HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix Marseille Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention ainsi que tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget annexe assainissement 2017 et suivants - Sous politique : F110 – Nature 13111 – Code gestionnaire : 3DEAA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-2220/17/BM

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Médiation de l'Eau et paiement de la cotisation MET 17/3203/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le but de favoriser le règlement amiable des litiges entre les Collectivités et les usagers des services publics de l'eau et de l'assainissement, la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation a précisé (article L133-4 du Code de la Consommation) que tout consommateur est informé par le professionnel de la possibilité qui lui est offerte de recourir à une médiation conventionnelle ou à tout autre mode alternatif de règlement des différends.

La Médiation de l'Eau a pour but de favoriser le règlement amiable des litiges qui peuvent survenir entre les consommateurs et les services publics d'eau et d'assainissement. Elle intervient sur les différends portant sur la bonne exécution du service, et lorsqu'aucune solution n'a pu être trouvée entre les parties prenantes.

Le Médiateur de l'Eau est à l'écoute des consommateurs, il est chargé de rapprocher les points de vue pour ouvrir la voie à une solution amiable. La Médiation permet ainsi d'éviter de recourir à un tribunal.

Au-delà du traitement des litiges individuels, le Médiateur de l'Eau établit un rapport annuel de son activité qui permet de dégager les axes d'amélioration des services rendus aux consommateurs, mais aussi les actions envisageables pour éviter les litiges futurs.

La Métropole a adhéree par délibération DEA 002-1455/16/CM du 15 décembre 2016, il convient de renouveler l'adhésion de la Métropole à la Médiation de l'Eau et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2017 pour les communes gérées en régies sur son territoire (Plan-de-Cuques et Gémenos sur le Territoire de Marseille Provence et Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts sur le Territoire du Pays de Martigues) ; les usagers des communes du territoire métropolitain délégué bénéficiant du recours

à la Médiation de l'Eau par l'intermédiaire de l'adhésion des délégataires.

Le nombre total d'abonnés en eau et en assainissement collectif du territoire de Marseille Provence (régies de Gémenos et Plan-de-Cuques) étant de 11 035, le montant de l'abonnement annuel est de 500 € HT.

Par ailleurs, le nombre total d'abonnés en eau et en assainissement collectif et non collectif du territoire du Pays de Martigues étant de 34 289, le montant de l'abonnement annuel est de 611,47 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Consommation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1805 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La Loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 permettant, sous conditions, le plafonnement des factures d'eau en cas de consommation anormale ;
- La délibération n°DEA 004-1261/16/BM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation de deux conventions de partenariat entre l'association de la Médiation de l'Eau et la Métropole Aix-Marseille-Provence (Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues et les Régies de l'eau de Plan-de-Cuques et Gémenos) ;
- L'information du Conseil de Territoire de Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire que la Métropole adhère à la Médiation de l'Eau au titre de l'année

2017 et régularise le paiement des prestations réalisées au cours de l'année 2016.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion à la Médiation de l'Eau et le paiement de la cotisation pour l'année 2017 ainsi que la régularisation des prestations réalisées au cours de l'année 2016 qui s'élèvent à :

Territoire de Marseille Provence :

- Abonnement 2017 : 500 € HT
- Régularisation des prestations réalisées au cours de l'année 2016 : 50 € HT (1 saisine)

Territoire du Pays de Martigues :

- Abonnement 2017 : 611,47 € HT

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Au niveau de l'abonnement :

- Conseil de Territoire Marseille Provence : les crédits nécessaires (500 € HT) seront positionnés sur le budget annexe de l'eau sous-politique F170 – nature 6281 ;
- Conseil de Territoire du Pays de Martigues : les crédits nécessaires (611,47 € HT) seront positionnés sur le budget annexe de l'eau nature 6288.

Au niveau des prestations (saisine, instruction simple, instruction complète) :

- Conseil de Territoire Marseille Provence : les crédits nécessaires (50 € HT) seront positionnés sur le budget annexe de l'eau sous-politique F170 – nature 6281 – 3DEAEG ou 3DEAP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-2221/17/BM

■ **Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société Degremont France et la Société des Eaux de Marseille relatif au marché n°03/103 : " Réhabilitation et extension de la Station d'épuration de Carry-le-Rouet / Sausset-les-Pins " MET 17/3372/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du marché public de travaux n° 03/103, notifié le 10 juillet 2003, la société Degremont France a réalisé la réhabilitation et l'extension de la station d'épuration de Carry-le-Rouet / Sausset-les-Pins, pour un montant de 3 423 451,00 euros HT.

La réception de ces travaux a été prononcée sans réserve le 7 octobre 2005.

Courant 2009, le délégataire, la Société des Eaux de Marseille (SEM), a signalé au Maître d'ouvrage, la présence d'une dégradation prématurée des canalisations d'arrivée des eaux brutes ainsi que celle des cloisons siphonides et de surverse des deux clarificateurs.

Par courrier RAR du 22 septembre 2009, le Maître d'ouvrage a dénoncé ces désordres à la société Degremont France dans le cadre des garanties contractuelles particulières du marché.

Dans ce contexte, la société Degremont France a accepté de prendre à sa charge à titre gracieux les travaux de remplacement des canalisations d'arrivée des eaux brutes en décembre 2010.

En revanche, aucun accord n'a pu intervenir s'agissant des cloisons siphonides et de surverses des clarificateurs, ainsi qu'en ce qui concerne les protections cathodiques des équipements métalliques, d'autant qu'il est apparu, après vidange d'un clarificateur, que les équipements métalliques des ponts racleurs étaient également touchés par un phénomène de corrosion.

Par ailleurs, au titre de la Police de l'Eau, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM13) a, par courriers du 1^{er} septembre et du 5 décembre 2011, sollicité la réparation rapide des cloisons du clarificateur n°2 sous peine de proposer au Préfet un arrêté de mise en demeure de le faire.

Devant ces faits et au regard des dégradations se poursuivant, le Maître d'ouvrage a, par requête du 25 septembre 2012 et mémoire complémentaire du 10 octobre 2012, sollicité du Tribunal administratif de Marseille la prescription d'une mesure d'expertise. Cette expertise a nécessité des dépenses avancées à la charge du demandeur, le Maître d'ouvrage, pour un montant de 71 000 € HT (honoraires de l'expert, huissiers, analyses).

De plus, durant l'expertise, le délégataire a dû intervenir pour maintenir les ouvrages en fonctionnement en ce qui concerne, la mise en place de nouvelles anodes sacrificielles, le remplacement des cloisons du clarificateur n°2 (en matériau provisoire), des suspentes du pont racleur du clarificateur n°1 et des canalisations du poste de refoulement intermédiaire pour un montant global de 54 000 € HT.

Au vu du rapport remis par l'expert le 20 août 2015 et par courrier RAR du 18 mars 2016, la société Degremont France a invité la collectivité à rechercher une solution transactionnelle en accord avec les articles 2044 et suivants du Code civil, proposition qui a été accueillie favorablement.

Il est donc proposé par la présente délibération, après concessions réciproques, d'adopter le protocole transactionnel ci-joint par lequel :

- La société Degremont France accepte de prendre à sa charge et de réaliser sous un délai d'un an l'intégralité des travaux de renouvellement définitif de l'ensemble des éléments dégradés prématurément sur les deux clarificateurs, travaux évalués par l'expert à 131 526,16 euros HT.
- La Société des Eaux de Marseille accepte de garder par devers elle les coûts engendrés par les réparations provisoires et définitives qu'elle a réalisées en cours d'expertise, évaluées à 54 000, 00 euros HT.
- La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à participer à titre de concession réciproque aux dépenses qu'elle a avancées dans le cadre de l'expertise diligentée (honoraires expert, huissiers, analyses) à hauteur de 75 % des frais engagés soit 53 250 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle avec la société Degremont France et la société des Eaux de Marseille, afin de permettre le règlement amiable des désordres survenus sur la station d'épuration de Carry-le-Rouet / Sausset-les-Pins ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé, avec la société Degremont France et la société des Eaux de Marseille relatif au marché n°03/103 « réhabilitation et extension de la station d'épuration de Carry-le-Rouet / Sausset-les-Pins ».

Article 2 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la Métropole-Aix-Marseille-Provence payée par la Société Degremont France est fixée pour solde de tout compte à 17 750 € (hors TVA).

Article 3:

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 4 :

Les recettes attendues sont constatées sur le budget annexe assainissement section de fonctionnement : sous-Politique F130, nature : 778-3 DEAA

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-2222/17/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) - "Formule Cycle de l'Eau" et paiement de la cotisation 2017
MET 17/3777/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant les collectivités publiques dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel

s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'intention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit en effet répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016, modifiée par la délibération n°DEA 002-1865/17/CM du 30/03/2017 suite à une erreur sur le montant de la cotisation.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2017 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 6 935 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 27 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est important que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, pour la formule « Cycle de l'Eau » au titre de l'année 2017.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 6 935 euros à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies, pour la formule « Cycle de l'Eau ».

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau, sous-politique F170, nature 6281 3DEAE (3 467,50 €) et au budget annexe de l'Assainissement sous-politique F110, nature 6281 3DEAA (3 467,50 €).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 005-2223/17/BM

■ Approbation d'une convention de gestion des périmètres de protection immédiats des forages d'eau potable F2 & F3 à Eyguières MET 17/4015/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant : En vue d'assurer la protection de la qualité de l'eau destinée à l'alimentation humaine, l'article L215-13 du Code de l'Environnement détermine autour du point de prélèvement un Périmètre de Protection Immédiate (PPI) dans lequel les terrains sont à acquérir en pleine propriété.

L'article L1321-2 du Code de la Santé Publique, modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, dispose que lorsque des terrains situés dans un PPI

appartiennent à une collectivité publique, il peut être dérogé à l'obligation d'acquérir ces terrains par l'établissement d'une convention de gestion entre la collectivité publique propriétaire et l'EPCI.

Dans le cadre des forages F2 et F3 et de l'arrêté qui en autorise l'exploitation, 2 périmètres de protection immédiat matérialisés par 2 clôtures mises en place autour des installations de forage sont constitués sur une partie de la parcelle cadastrée BP 0144 pour une surface globale de 61 m².

Ce terrain étant la propriété de la commune d'Eyguières, il est proposé d'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention ci-jointe de gestion des périmètres de protection immédiats des forages F2 et F3 situés à Eyguières.

Cette convention n'induit pas de contribution financière; la Métropole ou son délégataire acquittera les contributions et taxes frappant le sol pour la surface ainsi délimitée. Les charges d'exploitation et d'entretien du périmètre de protection et des forages sont déjà assurées par la Métropole ou son délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral en date du 19 août 2003 autorisant l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence à prélever les eaux destinées à l'alimentation en eau potable et déterminant les périmètres de protection des forages F2 et F3 situés sur la commune d'Eyguières, et notamment son article IX ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de gestion des périmètres de protection immédiate des forages d'eau potable F2 et F3 ci-annexée, à conclure avec la commune d'Eyguières.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section fonctionnement du Budget Annexe Eau Potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 006-2224/17/BM

**■ Approbation d'une convention de servitude de tréfonds sur la parcelle cadastrée BP 443 sur la commune de Salon-de-Provence autorisant le passage d'une canalisation d'alimentation en eau potable
MET 17/4016/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre l'exploitation et l'entretien du réseau public d'alimentation d'eau potable et desservir la parcelle cadastrée BP 93 en eau potable, une interconnexion a été réalisée par la pose d'une conduite longeant en partie Sud la parcelle BP 443.

L'établissement d'une servitude de tréfonds autorisant le passage de la conduite d'amenée d'eau potable est nécessaire afin d'assurer l'accès à la canalisation, son entretien ou sa réparation et éviter toutes dégradations.

Le Centre des Impôts Fonciers service Gestion Domaniale, est seul propriétaire de la parcelle cadastrée BP 443, avenue du Pays Catalan à Salon-de-Provence, constituant le Fonds Servant.

Il est nécessaire d'autoriser la signature de cette convention de servitude de tréfonds, ainsi que de

l'acte notarié finalisant cette servitude puis procéder à l'enregistrement au service de publicité foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre la procédure d'établissement de la servitude de tréfonds située sur la Commune de Salon-de-Provence, Avenue du Pays Catalan.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de servitude de tréfonds constituée sur la parcelle cadastrée n° BP 443 sur la Commune de Salon-de-Provence et l'établissement d'un acte authentique notarié.

Article 2 :

Les frais d'acte seront à la charge exclusive de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte et à prendre toutes dispositions concourant à la finalisation de cette Servitude de Tréfonds.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à la section Fonctionnement sur le chapitre 011 du budget annexe eau potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 007-2225/17/BM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'extension du réseau d'alimentation en eau potable de secours pour l'Usine de Production d'Eau Potable de Salon-de-Provence par le Forage de la Crau MET 17/4018/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La gestion et l'adaptation des réseaux d'eau et d'assainissement est une priorité pour le Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'assurer la continuité des services publics, et répondre aux besoins de la population. C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre son action et entreprendre un programme de travaux d'extension du réseau d'alimentation en eau potable avec un maillage depuis le forage de la Crau afin de desservir en eau de secours l'Usine de Production d'Eau Potable des Aubes à Salon-de-Provence.

L'objectif poursuivi est de sécuriser la continuité du service public d'alimentation en eau potable et répondre aux obligations et dispositions définies par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2016 et notamment l'article XVI, autorisant le traitement et la distribution d'eau à partir de la station de production d'eau des Aubes à Salon de Provence alimentée par le Canal de Craponne.

Nature des travaux :

Ces travaux consistent en une extension du réseau d'eau potable de 5 575 m de long environ, par une canalisation porteuse en fonte DN 400 mm.

L'estimation du coût pour cette opération s'élève à : 5 575 000 € HT

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Plan de financement prévisionnel :

Organismes sollicités	Dépense subventionnable coût hors taxes	Taux Sollicité	Financement
CONSEIL DEPARTEMENTAL «Fiche 27 – Aide à la protection des milieux aquatiques – Travaux de sécurisation de l'approvisionnement en Eau Potable»	5 575 000 €	30 %	1 672 500 €
METROPOLE AIX- MARSEILLE PROVENCE Territoire du Pays Salonais	5 575 000 €	70 %	3 902 500 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au

- Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'Arrêté Préfectoral n°100-2016CS du 28 décembre 2016 autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à traiter et distribuer les eaux provenant du Canal de Craponne à partir de la station de production d'eau potable des Aubes sur la commune de Salon-de-Provence et déclarant d'utilité publique les périmètres de protection de ce captage au titre des articles L.1321-2 et suivants du Code de la Santé Publique ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'extension du réseau d'alimentation en eau potable de secours du Forage de la Crau à l'Usine de Production d'Eau Potable des Aubes à Salon-de-Provence,

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix Marseille Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération,

Article 2 :

Les recettes seront constatées à la section d'investissement du Budget Annexe Eau Potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Les crédits nécessaires seront inscrits en section d'investissement du budget annexe Eau potable de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays salonais- Opération 2017 3 012 01 - Réseaux et infrastructure AEP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 008-2226/17/BM

■ Approbation d'une convention relative au rejet après traitement de la station d'épuration de la commune de Sénas dans le Canal des Alpes Septentrionales

MET 17/4019/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est en charge de la compétence assainissement des eaux usées sur les communes du Territoire du Pays Salonais.

Le Syndicat Intercommunal du Canal des Alpes Septentrionales désigné sous le sigle S.I.C.A.S, était lié à la commune de Sénas par une convention du 28 janvier 1988 autorisant le rejet dans le Canal des Alpes Septentrionales des effluents après traitement de la station d'épuration, moyennant une redevance annuelle.

La Métropole exerçant la compétence eau et assainissement, c'est à elle dorénavant qu'il revient de fixer les modalités de rejet dans le Canal des Alpes Septentrionales de la station d'épuration de la commune de Sénas. A ce titre il convient de prévoir que le versement de la redevance peut être payé par le délégataire du service d'assainissement, d'ajouter l'autorisation d'accès au site de la station par le chemin privé bordant le canal sur une distance d'environ 317 m et d'en fixer les modalités de remise en état éventuelle.

Le montant de la redevance, 20 869.77 € H.T. (référence pour l'année 2016), est conservé à l'identique par rapport à la convention en vigueur à ce jour. Actuellement cette redevance est prise en charge par le délégataire du Territoire du Pays Salonais, Agglopolie Provence Assainissement.

La remise en état du chemin d'accès à la station utilisé quasi exclusivement pour les besoins de la station d'épuration serait réalisée si nécessaire par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le budget annexe Assainissement du Territoire du Pays Salonais. La Métropole se réserve la possibilité de déléguer cette charge à son délégataire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention entre le SICAS et la commune de Sénas du 28 janvier 1988 et son avenant n°1 en date du 29 mars 1999 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de signer une nouvelle convention relative à l'autorisation de rejet des effluents de la station d'épuration de la commune de Sénas.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention relative au rejet de l'effluent après traitement, de la station d'épuration de la commune de Sénas dans le Canal des Alpines Septentrionales, à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Syndicat Intercommunal du Canal des Alpines Septentrionales, ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires au règlement de la redevance annuelle et de l'entretien du chemin d'accès seront inscrits respectivement à la section fonctionnement chapitre 011 et section investissement chapitre 23 du budget annexe Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 009-2227/17/BM

■ **Demande de subvention d'investissement relative à la mission de maîtrise d'œuvre en vue de l'augmentation de la capacité de la STEP de Rassuen sur la commune d'Istres**
MET 17/3957/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La station d'épuration de Rassuen située sur la commune d'Istres a une capacité nominale de 50 000 équivalents habitants. Suite à une étude de faisabilité rendue en 2009 et après l'actualisation du zonage d'assainissement des eaux usées réalisée en 2012, le maître d'ouvrage a décidé d'augmenter la capacité à 75 000 équivalents habitants.

L'objectif de la mission de maîtrise d'œuvre est d'apporter la réponse technique, architecturale et économique en vue de la réalisation des travaux suivants :

- Augmentation de la capacité de la filière eau,
- Réalisation d'une nouvelle unité de traitement des boues pour la capacité nominale de la station,
- Réalisation d'un traitement d'affinage des effluents (traitement REUSE) sur une partie du débit en vue d'une réutilisation pour l'arrosage des espaces verts ouverts au public.

La présente délibération vise à approuver toute demande de subvention auprès de nos partenaires institutionnels.

Le coût prévisionnel de cette étude est estimé à 450 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX	MONTANTS
Conseil Départemental	60,00 %	270 000,00 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	40,00 %	180 000,00 €
TOTAL	100,00 %	450 000,00 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Mission de maîtrise d'œuvre en vue de l'augmentation de la capacité de la STEP de Rassuen sur la commune d'Istres » ;
- Qu'il convient de solliciter des subventions auprès de nos partenaires institutionnels ;

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget Assainissement de la Métropole, opération 2017503000, nature 21532. Les recettes seront constatées au budget de la Métropole chapitre 13 nature 1323.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 010-2228/17/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2017
MET 17/3780/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

« Territoires Solidaires » est une association de loi 1901, créée le 11 juillet 2011 regroupant les acteurs de la coopération internationale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette association a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ses missions et ses moyens d'actions sont :

- le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte-D'azur, au premier rang desquels les collectivités territoriales,

- le conseil et l'accompagnement des institutions, organismes et associations dans leurs actions de coopération et de solidarité internationale : ingénierie de projets, recherches de financements, partenariats techniques...,

- la mise en place d'interconnexions entre l'ensemble de ces acteurs et l'appui aux initiatives locales, régionales, nationales et internationales,

- la mutualisation et la capitalisation des informations et des ressources dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale conduites au niveau local et à l'international, la conception et la mise en place des dispositifs d'appui visant au renforcement des capacités de l'ensemble de ces acteurs : formation, professionnalisation, veille sur les dispositifs institutionnels...,

- la mise en oeuvre d'initiatives communes entre ces acteurs et leurs homologues étrangers,

- la valorisation des compétences et des savoir-faire de l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire dans le domaine de la coopération internationale, la représentation des acteurs de la coopération auprès des institutions nationales, européennes et internationales ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds,

- la fonction de plate-forme locale et régionale permettant aux acteurs concernés de se concerter, de s'associer et de mettre en cohérence les actions menées.

Grâce à sa politique internationale fondée notamment sur la loi Oudin, sur des relations étroites avec les organisations internationales et sur la participation à de nombreux projets européens, la Métropole Aix-

Marseille-Provence est un des acteurs locaux majeurs de la coopération, qui aurait toute sa place dans une entité telle que « Territoires Solidaires » et pourrait bénéficier des synergies qui s'y développent.

Les statuts de l'association permettent aux personnes morales : Collectivités Territoriales, associations, hôpitaux ... de devenir membres de cette association, offrant ainsi une opportunité pour renforcer les compétences, créer des passerelles entre les projets respectifs, rencontrer les différents publics acteurs ou bénéficiaires des projets, et s'inscrire dans une dynamique d'échanges, de concertation, de mutualisation avec les autres acteurs de la coopération internationale.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association par délibération n°DEA 010-893/16/CM du 19 septembre 2016.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2017 d'un montant de 5 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°DEA 010-893/16/CM du 19 septembre 2016 portant sur l'adhésion de la Métropole-Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 27 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est important que la Métropole Aix-Marseille-Provence renouvelle son adhésion à l'association Territoires Solidaires.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion et le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 5 000 euros à l'association Territoires Solidaires.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe de l'Eau, sous-politique F170, nature 6281 3DEAE (2 500 €) et au budget annexe de l'Assainissement sous-politique F110, nature 6281 3DEAA (2 500 €)

DEA 011-2229/17/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société Polyurbaine 13 MET 17/3993/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 21 mars 2017 au 3 avril 2017, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur en régie du centre-ville de Marseille (1^{er} / 4^{ème} / 5^{ème} / 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements), ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société Polyurbaine 13 de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

Il convient de régler par un protocole transactionnel les prestations exécutées par la société Polyurbaine 13 s'élevant à un montant de 58 708,80 euros TTC, résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 11,60 % sur le prix de la prestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'indemniser la société Polyurbaine 13 pour les prestations exceptionnelles réalisées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé avec la société Polyurbaine 13.

Article 2 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la Société Polyurbaine 13 est fixée pour solde de tout compte à 58 708,80 euros TTC.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets 2017 du Territoire de Marseille Provence - Sous politique G110 – Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 012-2230/17/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société Bronzo MET 17/3225/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le 11 juin 2007, le marché 07/067 a été notifié à la société Bronzo. Le marché, passé pour une durée initiale de 5 ans à compter de l'ordre de service de démarrage, avait pour objet la prise en charge de l'exploitation du centre de transfert ferré sud situé au 7/9 Bd Bonnefoy 13010 Marseille.

Dans ce cadre, l'entreprise Bronzo devait réaliser les opérations de remise en état du site.

Par avenant n°2, notifié le 17 juillet 2012, la durée du marché a été prolongée de 6 mois.

Par avenant n°3, notifié le 9 janvier 2013, la durée du marché a été prolongée de 2 mois. Par conséquent, le marché a pris fin le 17 mars 2013.

Parmi les obligations du titulaire, figurait la remise en l'état du site à l'issue du marché.

Or, à l'issue du marché, la réfection de la voie de passage des dumpers n'avait pas été réalisée. C'est pourquoi, les dernières factures d'exploitation et de révision de prix pour la période du 1er au 17 mars 2013 n'ont pas été payées, le service fait ne pouvant être attesté.

Or, la rénovation de la voie de circulation destinée au remplissage des caissons utilisés pour le transport des ordures ménagères entraînait l'arrêt pendant trois semaines de la zone de chargement et l'aménagement en corollaire d'une aire de chargement provisoire à proximité.

Cet aménagement étant conditionné par un accord des services de l'Etat (DREAL) dans le cadre du dépôt d'un dossier de « porté à connaissance » par l'exploitant du centre, ces travaux n'ont pu être réalisés qu'au moment de la réfection par l'exploitant actuel (Suez RV Méditerranée) de la dalle de réception des

ordures ménagères résiduelles afin de limiter la durée d'utilisation de la dalle provisoire se trouvant à l'extérieur.

Du fait de ces contraintes, la réfection du passage dumpers a finalement été réalisée par la société Bronzo entre le 19 septembre et le 13 octobre 2016. La réception de ces travaux a été prononcée le 13 octobre 2016.

La réception des travaux étant prononcée, il convient désormais de régler à la société Bronzo les prestations d'exploitation du centre de transfert sud pour la période du 1^{er} au 17 Mars 2013.

Il est proposé la présente transaction afin de régler à la société Bronzo les prestations d'exploitation du centre de transfert sud pour la période du 1^{er} au 17 mars 2013.

En contrepartie et pour tenir compte de la situation exceptionnelle exposée ci-dessus, la société BRONZO consent à :

- renoncer à la perception des intérêts moratoires auxquels elle aurait pu prétendre ;
- accorder une réduction du montant HT des prestations à hauteur de 1970,41 euros afin de compenser la hausse de TVA et maintenir le tarif TTC prévu en 2013.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient aujourd'hui après la réception des travaux de remise en état du site de régler à la société Bronzo les prestations

d'exploitation du Centre de Transfert Sud pour la période du 1^{er} au 17 mars 2013.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à une procédure transactionnelle avec la société Bronzo pour le règlement des prestations d'exploitation du Centre de transfert Sud entre le 1^{er} et le 17 mars 2013.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé conclu avec la société Bronzo.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la société Bronzo est fixée pour solde de tout compte à 77 305,67 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 013-2231/17/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec l'entreprise Colas dans le cadre d'un marché relatif à la construction du Centre Opérationnel des Collectes des Ordures Ménagères à Pertuis sur le Territoire du Pays d'Aix
MET 17/3668/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction du Centre Opérationnel de la Collecte des Ordures Ménagères à Pertuis (84), la Métropole Aix-Marseille-Provence, venant aux droits de la Communauté du Pays d'Aix, a conclu un marché de travaux avec l'entreprise Colas pour l'exécution des travaux du lot numéro 9 VRD pour un montant de 277 050,75 euros HT.

L'avenant numéro 1 a porté le montant du marché à la somme de 284 700,75 euros HT.

L'entreprise a présenté un mémoire en réclamation en accompagnement de son projet de décompte général le 10 février 2017, demandant la rémunération des travaux suivants, à hauteur de 25 220,50 euros HT :

- Fourniture et pose de bordures P3 pour protection des rails des portails : 2 041 euros HT (OS numéro 6)
- Modification du projet et réfection des entrées du site : 23 179,50 euros HT (OS numéro 7)

Ces travaux ont fait l'objet d'ordres de services de la part du Maître d'œuvre et n'ont pas été régularisés par voie d'avenant.

Le décompte général a été notifié à l'entreprise COLAS le 27 mars 2017 pour un solde débiteur de 9 568,19 euros HT, soit 11 481,83 euros TTC, correspondant au montant restant dû et au montant de la révision de prix négatives sans prise en compte du mémoire en réclamation.

Suite à la notification de son décompte général, Colas le refuse et l'accompagne d'un nouveau mémoire en réclamation le 14 avril 2017 afin de demander rémunération des OS numéros 6 et 7 et demandant rectification des révisions de prix demandées par la Collectivité.

Après analyse du mémoire par le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, il s'avère que le règlement des travaux est justifié et qu'une erreur a été commise dans le calcul des révisions de prix.

Après négociation entre les parties et dans leur intérêt réciproque, il est proposé de régler à l'amiable cette réclamation sur un montant de 19 304,57 euros HT, soit 23 165,48 euros TTC, sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil, afin d'éviter ainsi toute procédure contentieuse, l'entreprise renonçant par ailleurs de façon expresse à toute autre demande d'indemnisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment ses articles 2044 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la Commande Publique ;
- La délibération 2013_B384 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant le marché de travaux n° 13M019 de l'entreprise Colas ;

- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel avec l'entreprise Colas, annexé au présent rapport, portant indemnisation de prestations supplémentaires exécutées dans le cadre du marché de travaux numéro 13M019, pour un montant de 19 304,57 euros HT, soit 23 165,48 euros TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel, et à prendre tout acte y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Autorisation de Programme 467

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 014-2232/17/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société Veolia Propreté Marseille MET 17/3995/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 21 mars 2017 au 3 avril 2017, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie du centre-ville de Marseille (1^{er}/4^{ème}, 5^{ème}/6^{ème} et 7^{ème} arrondissements), ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société Veolia Propreté Marseille de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

Il convient de régler par un protocole transactionnel les prestations exécutées par la société Veolia Propreté Marseille s'élevant à un montant de 24 783 euros TTC, résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 18,26 % sur le prix de la prestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'indemniser la société Veolia Propreté Marseille pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé conclu avec la société Veolia Propreté Marseille.

Article 2 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la Société Veolia Propreté Marseille est fixée pour solde de tout compte à 24 783 euros TTC.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets 2017 du Territoire de Marseille Provence - Sous politique G110 – Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 015-2233/17/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel avec la Société Urbaser Environnement SAS MET 17/3994/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les perturbations qui ont affecté du 21 mars 2017 au 3 avril 2017, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régié du centre-ville de Marseille (1^{er}/4^{ème}, 5^{ème}/6^{ème} et 7^{ème} arrondissements), ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société Urbaser Environnement de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

Il convient de régler par un protocole transactionnel les prestations exécutées par la société Urbaser Environnement SAS s'élevant à un montant de 28 490,00 euros TTC, résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 18,55 % sur le prix de la prestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour le règlement amiable des conflits.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'indemniser la société Urbaser Environnement SAS pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé avec la société Urbaser Environnement SAS.

Article 2 :

L'indemnité transactionnelle au bénéfice de la Société Urbaser Environnement SAS est fixée pour solde de tout compte à 28 490,00 euros TTC.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets 2017 du Territoire de Marseille Provence - Sous politique G110 – Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 016-2234/17/BM

**■ Réformes d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 17/3989/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et de certains de ces équipements, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de prononcer la réforme des engins, des poids lourds, des véhicules légers et des équipements dont la liste est jointe, compte tenu de leur ancienneté et de leur kilométrage important.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés la réforme et le retrait des véhicules, indiqués dans le tableau ci-annexé, de l'inventaire du patrimoine de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

La procédure de vente de tout ou partie de ces véhicules et équipements est confiée au commissariat aux ventes de France Domaine. La recette sera constatée au Budget de la Métropole – Sous politique G120 -Nature 7788.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 017-2235/17/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec Unis Cité Méditerranée pour le recrutement et le suivi de jeunes volontaires en service civique pour le Territoire Marseille Provence
MET 17/4005/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 2015, le Territoire Marseille Provence accueille chaque année des jeunes volontaires en service civique en qualité d'Ambassadeur de la propreté afin de porter des messages sur les bons gestes auprès de publics variés. Ce dispositif permet de contribuer à donner une image positive et dynamique de la collectivité. En 2015, le Territoire Marseille Provence a accueilli 36 jeunes sur des missions d'information auprès des administrés, des commerçants, des touristes, des forains sur les marchés. En 2016, les 12 jeunes recrutés ont ciblé les messages de prévention sur les habitants au sujet des déjections canines.

En 2017, le Territoire Marseille Provence souhaite renouveler le dispositif avec l'accueil de 15 volontaires. Cependant, s'agissant d'une démarche complexe et lourde, le Territoire Marseille Provence souhaite s'appuyer sur l'association Unis Cité Méditerranée pour différentes missions comme l'appui à la définition des missions, le soutien au recrutement

des jeunes, la formation des tuteurs et référents, l'organisation de formation citoyenne des jeunes...

Cette association, référence en matière d'accueil de jeunes volontaires, qui a déjà accompagné plus de 10 000 jeunes auprès de cinquante collectivités, apportera une expertise utile pour l'efficacité du dispositif.

Les modalités de ce partenariat sont définies dans la convention ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de conventionner avec Unis Cités Méditerranée pour l'appui au recrutement et au suivi de jeunes volontaires en service civique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec Unis Cités Méditerranée portant sur l'aide au recrutement et au suivi de jeunes volontaires en service civique.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires, sont inscrits au budget 2017 de la Métropole - Sous Politique G120 – Nature Nature 611 – Fonction 7222.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands équipements
métropolitains"**

VOI 001-2236/17/BM

■ **Lancement de la concertation préalable relative aux aménagements de surface en parachèvement de la Rocade L2 entre l'avenue Arnavon et l'échangeur Saint Jérôme, sur la commune de Marseille (13ème et 14ème arrondissements)
MET 17/4127/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la L2 entre l'Etat, la Région Provence Alpes Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille, et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les aménagements de surface de la rocade L2 sont réalisés dans le cadre du contrat de Partenariat Public Privé signé entre la Société de la Rcade L2 (SRL2) et l'Etat, à l'exception de certaines opérations en accompagnement des voiries rétablies sur la section Nord de la rocade L2. Par délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la L2 entre l'Etat, la Région Provence Alpes Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille, et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette convention n°17-0228 précise les modalités de participation et d'intervention des différents partenaires, pour la réalisation et le financement des opérations en accompagnement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été désignée Maître d'Ouvrage des aménagements suivants, pour un montant total de 23 M€HT :

- L'insertion du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) B4, sur le périmètre compris entre le boulevard Arnavon et l'échangeur Saint Jérôme, avec la réalisation de tous les travaux nécessaires au parachèvement des infrastructures du BHNS (couche de roulement, multitubulaire, éclairage, stations, Signalisation Lumineuse de Trafic, et équipements de détection du BHNS) ;
- la requalification du boulevard Arnavon, complémentaire à l'insertion du BHNS B4, intégrant la plateforme routière, les cheminements piétons et les aménagements pour les cycles ;
- la réalisation de certaines voiries secondaires se raccordant aux voiries réalisées dans le cadre du contrat de PPP : la rue de la Busserine en cohérence avec le projet de rénovation urbaine Picon-Saint-Barthélémy ; et la rue du Péras, en cohérence avec le projet de résidentialisation de HMP ;
- La réalisation du mail piéton Picon sur la dalle de l'avenue Allende, et la requalification de la place Font-Vert, au-dessus du bassin d'eaux pluviales Font Vert ;
- Tous les aménagements cyclables situés dans le périmètre du projet de rocade L2 Nord, du boulevard Arnavon à l'échangeur Saint Jérôme. Les voiries concernées sont : le boulevard Arnavon, l'avenue Queillau, l'avenue Allende, l'avenue Raimu, l'avenue Mérimée, l'avenue Mérimée prolongée, ainsi qu'entre la rue Raymonde Martin et la passerelle des Lauriers ;
- La réalisation des ouvrages de rétention des eaux pluviales liés aux aménagements de surface réalisés par la Métropole AMP (bassin Saint Jérôme et bassin Fontvert).

Conformément à l'article L300-2 du Code de l'Urbanisme, il convient de lancer la concertation préalable associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, pour recueillir leurs remarques et suggestions avant l'achèvement des études.

L'objet du présent rapport est l'approbation du lancement de la concertation préalable relative aux aménagements de surface en parachèvement de la rocade L2 entre l'avenue Arnavon et l'échangeur Saint-Jérôme, sur la commune de Marseille (13ème et 14ème arrondissements), selon les modalités suivantes :

- La tenue d'une réunion publique de concertation,
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Mairie des

13^{ème} et 14^{ème} arrondissements. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support plusieurs panneaux de présentation.

- Un registre sera laissé sur les lieux d'exposition afin de recueillir les avis du public.

A l'issue de cette concertation préalable, Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole présentera le bilan devant le Conseil Métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'une concertation préalable est nécessaire à la réalisation des aménagements de surface en parachèvement de la rocade L2 entre l'avenue Arnavon et l'échangeur Saint-Jérôme, sur la commune de Marseille (13^{ème} et 14^{ème} arrondissements).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, le lancement de la concertation préalable portant sur les aménagements de surface en parachèvement de la rocade L2 entre l'avenue Arnavon et l'échangeur Saint-Jérôme, sur la commune de Marseille (13^{ème} et 14^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Sont approuvées les modalités suivantes de la concertation préalable :

- La tenue d'une réunion publique de concertation ;
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Mairie des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support plusieurs panneaux de présentation ;
- Un registre sera laissé sur les lieux d'exposition afin de recueillir les avis du public.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des procédures et à la constitution des dossiers de l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-2237/17/BM

**■ Approbation d'une convention de financement des travaux avec la ville d'Aix-en-Provence pour la réalisation de la passerelle piétonne de liaison entre le Quartier Encagnane et Vasarely
MET 17/4147/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En 2013, la Communauté du Pays d'Aix s'est engagée dans le financement de la première bretelle de liaison entre les autoroutes A8 Ouest et A51 Nord.

Pour la réalisation de cette première bretelle, la Communauté du Pays d'Aix et la société ASF ont signé deux conventions : une convention d'études notifiée le 23 avril 2014 pour un montant de 1,56M€TTC, et une convention pour la réalisation des travaux notifiée le 22 décembre 2015 pour un montant de 15,06 M€TTC.

Dans le cadre de la réalisation de la bretelle autoroutière entre l'A51 Nord et l'A8 Ouest, il s'avère nécessaire de démolir la passerelle piétonne de liaison entre le quartier d'Encagnane et le quartier du Jas de Bouffan au niveau du secteur de la fondation Vasarely. En effet, afin de garantir le gabarit autoroutier sur la future bretelle, la passerelle doit être rehaussée. La reconstruction de cette passerelle est prévue conforme à l'existant, c'est à dire d'une largeur de 3m.

Toutefois, cette passerelle de liaison est un élément essentiel dans le projet de renouvellement urbain engagé par la commune sur le secteur, aussi la ville d'Aix-en-Provence a sollicité la Métropole afin que cette passerelle soit élargie et reconstruite à une largeur de 5m au lieu des 3m d'origine.

Ainsi la ville d'Aix-en-Provence se propose de financer le surcoût de cet élargissement, évalué à 507 000 €HT par voie de fond de concours.

Ce fond de concours est entériné par une convention de financement jointe en annexe.

Les modalités financières sont les suivantes :

Le montant total des travaux est estimé à 15,06M € HT.

Le coût des travaux de la passerelle à 5m est estimé à 1 080 000€HT.

La ville d'Aix-en-Provence s'engage à financer 507 000 €HT sur le coût global de l'opération, par voie de fond de concours.

L'échéancier du paiement est le suivant :

- 50 % au démarrage des travaux de reconstruction de la passerelle (2019)

- 50 % à la réception des travaux (2020)

Par délibération n°2015_A234 du Conseil communautaire du 12 novembre 2015, la Communauté du Pays d'Aix validait le montant de l'AP allouée à cette opération pour un montant de 23 M€. Ce montant d'AP est suffisant pour financer cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_A234 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 approuvant l'augmentation de l'AP 2017-3 « échangeur A8/A51 » et la portant à 23M€ ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole doit reconstruire la passerelle piétonne dans le cadre des travaux de création de la bretelle autoroutière A51Nord/A8Ouest.
- Que la ville d'Aix-en-Provence souhaite élargir la passerelle et financer le surcoût lié à cet élargissement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement ci-annexée entre la Métropole et la commune d'Aix-en-Provence, pour un montant de participation de la commune d'Aix-en-Provence de 507 000 €HT.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'État spécial du Territoire du Pays d'Aix - Opération n°2017-3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-2238/17/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de financement des travaux avec la Société ASF pour la réalisation de la bretelle autoroutière A51 Nord/A8 Ouest
MET 17/3796/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Les autoroutes entre l'A8 et l'A51 se croisent sur la commune d'Aix-en-Provence mais l'échange entre ces deux autoroutes se fait encore partiellement par des voiries locales. Pour résoudre cette problématique, l'État a réalisé des études pour compléter l'échangeur et réaliser la liaison entre l'A51 Nord et l'A8 Ouest dans les deux sens. Ces études ont abouti à un programme en 2011 faisant état d'un budget de 60M€HT y compris les acquisitions foncières, dont 44M€ de travaux répartis comme suit :

- 13M€HT pour la 1ère bretelle (sens Gap/Avignon)
- 31M€HT pour la 2ème bretelle (sens Avignon/Gap)

Face aux difficultés pour engager cette opération, la Communauté du Pays d'Aix décidait par délibération du Conseil communautaire du 15 janvier 2014, de son engagement dans le financement de la 1^{ère} bretelle évaluée à 13M€ comme participation au projet global de complément d'échangeur.

En complément, dans le cadre du Plan de relance autoroutier décidé par l'Etat fin 2016, le Conseil de la Métropole, par délibération du TRA 021-1396/16/CM, décidait de participer au financement de la seconde bretelle à hauteur de 4,095 M€ rendant ainsi possible l'achèvement de cet échangeur.

Une première convention d'étude a été notifiée le 23 avril 2014, ayant pour objet la réalisation des démarches administratives, les acquisitions foncières et la réalisation des études.

Par délibération n°2015-A322 le Conseil communautaire de la CPA, du 17 décembre 2015, validait l'avant projet de cette bretelle ainsi que la convention de financement des travaux pour un montant de 12,55M€HT. Cette convention a été notifiée à la Société ASF le 22 décembre 2015.

La société ASF a transmis les études niveau Projet à la métropole faisant état de proposition de surcoûts et de modifications de programme.

Après analyse, il est aujourd'hui proposé de retenir les éléments strictement nécessaires à la réalisation de l'ouvrage à savoir :

- Les surcoûts liés aux prescriptions SNCF : pour un montant de 450 000 € HT
- Les surcoûts liés aux mesures compensatoires pour la déconstruction de la passerelle : 200 000 € HT

- Les surcoûts liés aux prescriptions de l'ABF : 150 000 € HT
- Les surcoûts liés à l'élargissement du gabarit à 13m du passage au-dessus du chemin des Aubépines, largeur minimum pour assurer le gabarit de la voie future : 80 000 € HT

Le montant total de ces surcoûts s'élève à 880 000 €HT.

Il est aujourd'hui proposé de passer un avenant n°1 à la convention de financement des travaux de la bretelle entre ASF et la Métropole afin d'entériner les modifications de programme et d'augmenter l'enveloppe financière en la passant à 13,43M€HT.

Par délibération n°2015-A234 le Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015, validait le montant de l'Autorisation de Programme allouée à cette opération pour un montant de 23 M€. Ce montant d'Autorisation de Programme est suffisant pour couvrir l'augmentation liée à l'avenant n°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2014_A234 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 approuvant l'augmentation de l'AP 2017-3 « échangeur A8/A51 » et la portant à 23M€ ;
- La délibération n° 2015_A322 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'Avant Projet de la 1ère bretelle ainsi que la convention de financement des travaux pour un montant de 12,55M€HT ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les surcoûts proposés sont nécessaires.
- Que la prise en compte de ces surcoûts implique la réalisation d'un avenant à la convention de financement initiale.

Délibère

Article 1 :

Est modifié le programme de l'opération, intégrant les compléments suivants :

- Les prescriptions complémentaires de la SNCF
- Les mesures compensatoires pour la déconstruction de la passerelle
- Les prescriptions de l'ABF
- L'élargissement du gabarit à 13m du passage au-dessus du chemin des Aubépines

Ces modifications impliquent une augmentation du coût de l'opération de 880 000€HT portant ainsi le coût global à 13,43M€HT.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de financement des travaux entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société ASF pour la réalisation de la bretelle autoroutière A51 Nord/A8 Ouest prenant en compte les modifications de programme. Le nouveau coût de l'opération est augmenté de 880 000 €HT et passe ainsi la convention à 13,43M€HT.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et toutes les pièces relatives à la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrit sur l'État spécial du Territoire du Pays d'Aix Opération n°2017-3.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-2239/17/BM

**■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune d'Ensuès-la-Redonne pour l'aménagement de la voie de liaison salle des fêtes-école
MET 17/3436/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Commune d'Ensuès-la-Redonne et la Métropole ont engagé un projet visant à aménager la voie de liaison salle des fêtes-école.

Cette opération s'inscrit à proximité du programme de logements des Coulins réalisé sous forme de Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) pour lequel la Métropole aménage, en deux tranches, les voies de desserte. La première tranche du PAE a été finalisée en 2014, la seconde tranche est en cours d'études.

Dans la continuité de l'aménagement de ce secteur, la voie de liaison salle des fêtes-école sera requalifiée. Un parking sera réalisé en bordure du boulo-drome. Afin de sécuriser les différents usagers du secteur, des trottoirs aux normes PMR ainsi que des pistes cyclables seront aménagés.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole, et de la Commune d'Ensuès-la-Redonne, visant à requalifier la voie de liaison salle des fêtes école, la Métropole et la Commune ont adopté des règles de cofinancement des travaux.

La présente convention, prise dans le cadre de l'aménagement de la voie de liaison salle des fêtes-école, a donc pour objet de confier à la Métropole Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale :

- réalisation de l'éclairage public,
- réalisation du génie civil pour l'arrosage,
- réalisation du génie civil pour la fibre optique et la vidéosurveillance.

Elle a également pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Commune qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sera alors seule compétente pour la passation, l'attribution et l'exécution des marchés, la réalisation des études et des travaux.

La prise en charge par la Commune sera mobilisée par voie de remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole N° VOI 001-154/13/CC du 22 mars 2013 portant approbation de la création et de l'affectation des autorisations de programme destinées aux opérations de voirie sur les voies communautaires et leurs dépendances ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole N° FCT 014-104/14/CC du 23 mai 2014 portant approbation de la revalorisation et de l'affectation des autorisations de programme de l'Espace Public Voirie - Circulation dans le cadre du Budget Primitif 2014 ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole N° VOI 001-769/15/CC du 19 février 2015 portant approbation de la revalorisation et de l'affectation des autorisations de programme de l'Espace Public Voirie - Circulation dans le cadre du Budget Primitif 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la voie de liaison salle des fêtes-école, sur la commune d'Ensuès-la-Redonne ;
- Qu'il apparaît opportun pour des raisons financières et techniques que les travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune d'Ensuès-la-Redonne pour l'aménagement de la voie de liaison salle des fêtes-école, ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux Budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opérations 2013100400 – Nature : 4581 – Fonction : 844 – Sous-politique C310.

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Opérations 2013100400 – Nature 4582 – Fonction : 844 – Sous-politique C310.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-2240/17/BM

■ Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la Ville de Marseille pour l'aménagement de la place du Marché des Capucins à Marseille MET 17/3660/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille et la Métropole ont engagé un projet visant à aménager la place du Marché des Capucins à Marseille 13001, quartier Noailles

Le projet, sur une surface de 1 800 m², intéresse le réaménagement de la place du marché des Capucins, actuellement habillé d'un revêtement de dalles de porphyre partiellement dégradées et remplacées sur les zones circulées par de l'enrobé.

Le terre-plein central est occupé par un marché forain maraîcher, équipé de vélums double pentes et de bornes de branchements, vétustes.

Il s'agit de réaliser une réhabilitation des lieux en utilisant des matériaux adaptés aux usages du site. L'ensemble de l'espace en plateau unique sera structuré à l'aide de dalles de calcaires et délimité par du mobilier urbain.

Le revêtement des trottoirs périphériques, du parvis de la gare de Noailles et de la zone du marché – terre-plein central- sera composé de dalles de porphyre brun-rouge.

Le revêtement des voies en contre-allées, sera constitué de mortier bitumineux de couleur rouge, avec caniveau central en pierre calcaire.

Le marché forain sera équipé de Vélums – portiques avec deux stores indépendants et appareillage électrique.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole, et de la Ville de Marseille, visant à aménager la place du Marché des Capucins, la Métropole et la Ville ont adopté des règles de cofinancement des travaux.

La présente convention, a donc pour objet de confier à la Métropole Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale, en l'occurrence pour le réseau de vidéo protection.

Elle a également pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Commune qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sera alors seule compétente pour la passation, l'attribution et l'exécution des marchés, la réalisation des études et des travaux.

La prise en charge par la Ville de Marseille sera mobilisée par voie de remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Bureau de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole N° VOI 008-246/11/CC du 28 mars 2011 portant création et affectation d'Autorisations de Programme destinées aux opérations de voirie sur les voies communautaires et leurs dépendances / Opérations d'aménagement

de la place du Marché des Capucins à Marseille 13001, quartier Noailles ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la place du Marché des Capucins à Marseille 13001, quartier Noailles
- Qu'il y a un avantage financier et technique à ce que les travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Marseille pour l'aménagement de la place du Marché des Capucins à Marseille 13001, quartier Noailles.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrites aux Budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Opération 2011108700 – Nature 4581 – Fonction : 844 – Sous-politique C310.

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :

Opération 2011108700 – Nature 4582 – Fonction : 844 – Sous-politique C310.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-2241/17/BM

**■ Approbation d'une convention relative à la réalisation des travaux d'extension du réseau d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de la réalisation de l'aménagement de la rue Albert Ritt à La Ciotat
MET 17/3672/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de l'avenue RITT s'intègre dans le Projet de Rénovation Urbaine (PRU) du quartier de l'Abeille, sur la Ville de La Ciotat. Le programme prévoit des interventions sur le logement (démolition / reconstruction, réhabilitation), le commerce, les équipements publics et de proximité, ainsi que les espaces publics, complétées par des mesures d'accompagnement social (MOUS, actions CUCS) et un dispositif de concertation. Il fait appel à de nombreux maîtres d'ouvrages.

Le projet sur les espaces publics s'appuie sur un plan masse qui nécessite divers travaux d'aménagement des espaces extérieurs : voies, déviements de réseaux, aménagements de parvis, aménagements paysagers, cheminement piétons, création des réseaux publics d'eau et d'assainissement.

A cette fin, les travaux comprennent notamment le renouvellement de toutes les canalisations existantes actuellement privées. La réalisation de ces travaux nécessite un raccordement sur les réseaux publics existants.

En matière d'adduction d'eau potable, deux maillages sur les réseaux publics sont nécessaires et imposent la réalisation de travaux par le délégataire du contrat de Délégation de Service Public de l'Eau Potable. Pour réaliser ces derniers, l'article 62 du contrat 120221DSP prévoit qu'une convention soit signée lorsque le maître d'ouvrage de l'opération n'est pas la Direction de l'Eau et de l'Assainissement et du Pluvial. Elle a deux objectifs:

- garantir que la Direction opérationnelle effectuera les travaux conformément aux prescriptions du Délégataire
- préciser la nature des travaux à réaliser par le Délégataire dont le coût s'élève à 43 900,03 € TTC

Il convient par conséquent d'approuver la convention annexée avec la Société des Eaux de Marseille Métropole afin de fixer les modalités de réalisation des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 016-1647/09/CC du 9 novembre 2009 portant sur l'affectation d'une autorisation de programme pour le PRU de La Ciotat ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° RNOV005-1710/09/CC du 18 décembre 2009 portant sur l'approbation de la convention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine d'une autorisation de programme à l'opération ANRU de La Ciotat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/Maurelle/Matagots à La Ciotat ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondant aux travaux d'adduction d'eau potable avec la SEMM

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la réalisation des travaux d'extension du réseau d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de la réalisation de l'aménagement de la rue Albert Ritt à La Ciotat.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les dépenses seront inscrites aux Budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :
Opération Père 2015118100 et Fils 2015118101 – Nature 4581 - Fonction : 844 – Sous-politique C 310.
Les recettes seront inscrites aux Budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :
Opération Père 2015118100 et Fils 2015118101 – Nature 4582 – Fonction : 844 – Sous-politique C310.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-2242/17/BM

■ Approbation d'un avenant n°1 à la convention pluriannuelle n°15/1283 relative aux études de requalification du Boulevard Arnavon et du réaménagement de l'avenue Allende dans le cadre de la Rocade L2 à Marseille MET 17/3838/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de la rocade L2 consiste à réaliser une voie rapide urbaine sur le territoire de la Ville de Marseille entre les autoroutes A7 et A50. De nombreux protocoles successifs ont été signés entre l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour financer les opérations d'accompagnement de la rocade L2.

Par délibération VOI 017-462/11/CC du 8 juillet 2011, le Conseil de Communauté avait approuvé une convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la rocade L2 entre l'Etat, la Région PACA, le Département, et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, pour un montant de 75,792 M€HT. Cette convention a été signée le 25 octobre 2011 et prévoit un montant de 16,89 M€ HT pour les aménagements urbains de la L2 Nord sur le périmètre du boulevard Arnavon et de l'avenue Allende,

Par délibération VOI 001-512/14/BC du 19 décembre 2014, le Bureau de Communauté a approuvé une convention pluriannuelle entre l'Etat et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, relative aux études de requalification du boulevard Arnavon et d'aménagement de l'avenue Allende dans le cadre de la réalisation de la Rocade L2 à Marseille. Cette convention n°15/1283 a été signée le 18 mars 2015 pour un montant de 1,2 M€HT. Une avance de 0,24 M€HT a d'ores et déjà été versée à la collectivité par l'Etat.

Par délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016, le Bureau Métropolitain a approuvé une nouvelle convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la L2 intégrant la Ville de Marseille. Cette convention n°17/0228, signée le 27 février 2017 modifie notamment le périmètre pour les aménagements urbains de la L2 Nord, comprenant désormais la requalification du boulevard Arnavon et l'aménagement du secteur allant du giratoire de Sainte Marthe jusqu'au giratoire du Père Wresinski. Elle porte le montant des travaux relevant d'une maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de 16,89 M€HT à 23 M€HT (non révisables).

La convention n°15/1283 relative aux études de requalification du boulevard Arnavon et de l'Avenue Allende, entre l'Etat et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, prévoit dans son article 6.4 une modification pour intégrer les travaux, lorsque les études seront suffisamment avancées. C'est le cas à ce jour, puisque l'Avant-Projet a été réalisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dès lors, toutes les conditions sont réunies afin de modifier par avenant cette convention de financement, en intégrant le nouveau programme de travaux, afin d'être en cohérence avec la convention financière pluriannuelle du 27 février 2017. L'Etat centralisera les participations financières correspondantes et versera à la Métropole les fonds nécessaires sous forme de subventions à l'avancement des prestations.

Le montant de 23M d'euros HT financé par l'Etat fait l'objet d'un échéancier prévisionnel. La Métropole à ce titre appellera les fonds auprès de l'Etat à l'appui des justificatifs de dépenses certifiées par le Receveur des Finances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération VOI 017-462/11/CC du 8 juillet 2011 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;

- La délibération VOI 001-512/14/BC du 19 décembre 2014 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle n°15/1283 avec l'Etat relative aux études de requalification du boulevard Arnavon et du réaménagement de l'avenue Allende dans le cadre de la réalisation de la Rocade L2 à Marseille ;
- Qu'il convient d'intégrer les travaux et tenir compte de l'évolution du périmètre de l'opération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention pluriannuelle avec l'Etat relative aux études de requalification du boulevard Arnavon et du réaménagement de l'avenue Allende dans le cadre de la réalisation de la Rocade L2 à Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2017103800 – Nature : 1321 – Fonction : 851 – Sous politique : C 311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 008-2243/17/BM

**■ Approbation d'un protocole transactionnel avec RAZEL-BEC relatif à la réalisation de la voirie Cardot entre l'impasse du Collet et le boulevard de plombières Marseille
MET 17/4192/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'entreprise RAZEL-BEC a été titulaire du marché public de travaux n° 16.07, notifié par la SOLEAM, agissant en tant que mandataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 5 Février 2016 habilité par la délibération n° 14/1165. Il a pour objet la réalisation des murs de soutènement (lot n°1 maçonnerie, fondations profondes et serrurerie) de la future voie Cardot et de l'impasse du Collet – Marseille 3^{ème} arrondissement.

Ce marché est un marché d'un montant estimé à 358 011,28 €HT toutes tranches confondues (montant de 197 592,97 €HT pour la tranche ferme et 160 418,31 €HT pour la tranche conditionnelle)

L'entreprise RAZEL-BEC a déposé en date du 24 avril 2017 une réclamation pour les motifs suivants ayant entraîné, selon son point de vue, un préjudice financier :

- Surcoûts d'encadrement liés à la prolongation des délais,
- Arrêts de chantier qui ne sont pas du fait de l'entreprise
- Pertes de rendement liés à la co activité sur site durant la durée du chantier
- Non amortissement de frais fixes liés à des modifications techniques des ouvrages réalisés
- Surcoût liés à des sujétions techniques non vu durant la phase études
- Prestations supplémentaires non prévues au marché
- Quantités supplémentaires

Le préjudice financier, dont fait état l'entreprise est estimé à 149 011 euros HT.

Le montant de cette réclamation fait l'objet d'un différend entre la société RAZEL-BEC et la SOLEAM, agissant en tant que mandataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En date du 15 mai 2017, le maître d'œuvre, en l'espèce OTEIS, a remis son analyse sur la demande de règlement complémentaire formulée par la société RAZEL-BEC. Celui-ci confirme le bien fondé de certaines demandes sur la base des arguments exposés par l'entreprise. Le montant retenu par le maître d'œuvre s'élève 63 075,00 euros HT.

La SOLEAM agissant en tant que mandataire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société

RAZEL-BEC se sont rapprochées afin de tenter de formaliser un accord amiable dans le respect des intérêts des deux parties et après concessions réciproques.

Dès lors, il a été convenu que l'indemnisation de la demande formulée par la société RAZEL-BEC et non encore réglée à ce jour, se ferait sous la forme d'une transaction en application des articles 2044 et suivants du Code Civil.

Il est donc proposé d'accorder une indemnité transactionnelle de 63 075 euros HT à l'entreprise RAZEL-BEC pour les demandes relatives :

- Aux arrêts de chantier qui ne sont pas du fait de l'entreprise
- A certaines problématiques de co activité pénalisant l'entreprise
- Aux prestations supplémentaires
- Aux quantités supplémentaires

Le détail des demandes prises en compte et leurs montants figurent dans le protocole transactionnel ci-joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de Métropole portant délégation du Conseil de Métropole au bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de recourir à la procédure transactionnelle afin de permettre le règlement amiable des sommes dues à l'entreprise RAZEL-BEC.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure transactionnelle.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé portant sur une rémunération complémentaire de 63 075,00 euros HT.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel

Article 4 :

La rémunération complémentaire sera payée à l'entreprise RAZEL BEC directement par la SOLEAM, sur le budget de l'opération tel qu'il ressort de la délibération n°DUF 15/14281/CC du 21 décembre 2015 (avenant n°1 au Mandat SOLEAM

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 009-2244/17/BM

■ Approbation d'une convention de raccordement avec ENEDIS dans le cadre du Plan d'Aménagement d'Ensemble "Les Parantes-La Claire" à Marseille (13ème arrondissement) MET 17/3850/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) sur le secteur des Parantes/La Claire.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) dans le secteur des Parantes/La Claire à Marseille 13ème arrondissement, a pour objectif de contribuer au développement d'une offre d'habitat actuellement réduite, malgré la forte demande liée à l'attractivité de Château-Gombert. Au regard de l'estimation des équipements du PAE, la convention porte le taux de participation des promoteurs à 79,14% du coût total des équipements publics de desserte des nouveaux

programmes de logements pour lesquels la Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage.

Le programme de l'opération de desserte du PAE « Les Paranques-La Claire » a été décomposé en deux phases de travaux. La première phase consiste à réaliser la voie U372, du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Dalbret et le chemin de la Grave. La seconde phase concerne le réaménagement du chemin de la Grave et la création de la U378 sur environ 180m, entre le chemin de La Grave et le boulevard Bara.

Dans le cadre de la première phase de travaux qui sera réalisée entre le 4^{ème} trimestre 2017 et fin 2019, le programme du PAE comprend la réalisation complète de la voirie ainsi que l'amenée des réseaux secs et humides qui desserviront les nouveaux logements. ENEDIS réalisera sous la chaussée réalisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la pose et le raccordement extérieur au PAE d'un réseau haute tension (HTA) en 20kV. Les postes de distribution en limite du PAE sont laissés à la charge des promoteurs.

Le montant des travaux de raccordement est estimé par ENEDIS à 144 770,59 € TTC. La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera de 60 % conformément à la loi SRU/UH. Le montant de ce projet de raccordement est pris en charge par ailleurs à 79,14 % par les promoteurs COGEDIM et BNP PARIBAS.

Il est ainsi proposé d'approuver la convention de raccordement avec ENEDIS dans le cadre du Le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) « Les Paranques-La Claire ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de raccordement avec ENEDIS dans le cadre du Le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) « Les Paranques-La Claire », à Marseille 13^{ème}.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de raccordement ci-annexée avec ENEDIS dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) « Les Paranques-La Claire », à Marseille 13^{ème}.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la section d'investissement sous le numéro d'opération : 2015108100 – Nature : 4581151081 6 Fonction : 851 – Sous-Politique : C 311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 010-2245/17/BM

■ Approbation d'une convention cadre relative aux études de déviation et de protection de réseaux ENEDIS dans le cadre des travaux du Boulevard urbain Sud - Section échangeur Florian/Chemin du Vallon de Toulouse à Marseille (9ème et 10ème arrondissements)

MET 17/3738/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille

Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par ailleurs, par délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence, désormais maître d'ouvrage de l'opération, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian, à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements) et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique, par Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du BUS.

Les concessionnaires, et notamment ENEDIS, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet du BUS ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

ENEDIS a notamment fourni ses plans réseaux dans le périmètre de l'opération et, après analyse de ces derniers, il a été confirmé qu'une partie du réseau électrique d'ENEDIS situé dans l'emprise du projet était impactée par les travaux de réalisation du BUS.

La réalisation du BUS nécessite donc qu'il soit procédé au déplacement ou à la protection d'une partie des installations et réseaux enterrés ou aériens d'ENEDIS afin de les rendre compatibles avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, ENEDIS doit réaliser les études relatives à la déviation et à la protection de ses installations et réseaux enterrés et aériens.

La présente convention cadre précise les modalités de réalisation de ces études et de leur prise en charge financière. Leur finalité consiste en l'élaboration d'un

projet de dévoiement et de protection des installations et du réseau d'ENEDIS afin de les rendre compatibles avec la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

Les travaux correspondants seront réalisés par le concessionnaire.

La Métropole Aix-Marseille Provence envisageant le démarrage des travaux du Boulevard Urbain Sud par sa section comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, la présente convention cadre ne porte que sur cette section du projet. Les autres sections seront traitées ultérieurement, par des conventions d'études spécifiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole ;
- L'arrêté Préfectoral n°2016-41 du 8 Septembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en préalable aux travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre

l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, il est nécessaire qu'ENEDIS approfondisse les études de déviation ou de protection de ses installations et réseaux aériens et enterrés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention cadre, ci-annexée, conclue avec ENEDIS relative à la réalisation des études de déviation et de protection des installations et des réseaux aériens et enterrés d'ENEDIS, dans le cadre des travaux de la section « Echangeur Florian/Chemin du Vallon de Toulouse » du projet du Boulevard Urbain Sud, à Marseille (9^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, ainsi que toutes les conventions ultérieures en découlant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2015108400 – Nature : 4581151084 pour compte de tiers – Fonction : 851 – Sous-politique : C 311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 011-2246/17/BM

■ Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et de financement relative aux travaux de déplacement et de protection des réseaux de communications électroniques d'Orange - Réalisation des travaux du Secteur 4 de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy, à Marseille MET 17/3734/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence (MPM) a approuvé la déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la place Castellane et le pôle universitaire de Luminy à Marseille (6^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements).

L'objectif de cette opération est de garantir un service performant de transports en commun entre la place Castellane et le campus de Luminy, qui réponde à l'attente des usagers : fréquence élevée, régularité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Cette ligne de BHNS s'inscrit également dans le cadre du Plan Campus engagé par l'Etat pour lequel la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'était associée à la réponse des universités d'Aix-Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d'ouvrage de l'opération de BHNS Castellane/Luminy, apporte ainsi une contribution déterminante sur le volet « transports en commun » du Plan Campus en améliorant la desserte du pôle universitaire de Luminy et en le reliant plus rapidement au réseau métro-tramway du centre-ville.

Les travaux du BHNS Castellane/Luminy consistent à réaménager les carrefours pour donner la priorité au BHNS et à créer des couloirs de bus en site propre, indépendants de la circulation générale, sur environ 70% de l'itinéraire. Les stations seront également réaménagées pour permettre l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite ; en outre, le service à l'usager sera amélioré (information sur la ligne, affichage des temps d'attente, matériel roulant spécifique...).

Cette opération s'accompagne également d'une requalification des espaces publics et de leurs équipements, et d'une mise aux normes du stationnement (livraisons et PMR). Des aménagements cyclables sécurisés, dont une partie en voie verte, seront également aménagés le long de l'itinéraire du BHNS.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération, représenté par le groupement conjoint Artelia/Corinne Vezzoni & Associés, a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du Bus à Haut Niveau de Service.

Les concessionnaires, et notamment Orange, ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements de réseaux nécessaires à la réalisation du BHNS Castellane/Luminy.

Les études menées sur le secteur 4 du BHNS Castellane/Luminy (section Rond-point Pierrien/Faculté de Luminy) ont révélé la nécessité de déplacer ou de protéger plusieurs des installations des ouvrages de communications électroniques d'Orange, pour pouvoir réaliser le projet de BHNS Castellane/Luminy.

Compte tenu de l'étroite imbrication entre les travaux de génie civil du BHNS Castellane/Luminy, et de

ceux du génie civil lié au déplacement et à la protection des ouvrages de communications électroniques, Orange souhaite déléguer à la collectivité la maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil portant sur ses installations.

En revanche, Orange demeure maître d'ouvrage de la modification des câblages nécessaires à la réalimentation de l'ensemble de ses équipements et de ses clients.

Ainsi, il est proposé que la Métropole d'Aix-Marseille Provence réalise pour le compte d'Orange les travaux de déplacement et de protection de génie civil portant sur ses installations sur le secteur 4 du BHNS Castellane/Luminy (section Rond-point Pierrien/Faculté de Luminy) et pour lesquels une délégation de maîtrise d'ouvrage est pertinente.

Les travaux concernés sont décrits dans la convention annexée à la présente délibération.

La participation financière prévisionnelle correspondante d'Orange a été estimée à 191 625 euros HT, pour l'ensemble des travaux de dévoiement et de protection réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le secteur 4 du BHNS Castellane/Luminy.

Il convient par conséquent de conclure une convention pour une maîtrise d'ouvrage déléguée et de financement entre Orange et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de fixer les modalités techniques, temporelles et financières des travaux à apporter aux réseaux d'Orange nécessités par la réalisation du projet de BHNS Castellane/Luminy, sur sa section comprise entre le rond-point Pierrien et la faculté de Luminy (secteur 4).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi N° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la réalisation des travaux du BHNS Castellane/Luminy sur sa section comprise entre le rond-point Pierrien et le pôle universitaire de Luminy (secteur 4) nécessite que plusieurs ouvrages de communications électroniques d'Orange soient déplacés ou protégés ;
- Qu'il convient, pour des raisons d'efficacité technique, temporelle et financière, qu'ORANGE délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de déplacement et de protection de génie civil portant sur ses installations sur le secteur 4 du BHNS Castellane/Luminy ;
- Qu'il convient qu'Orange rembourse financièrement la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux délégués.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative à une délégation de maîtrise d'ouvrage et de financement conclue entre Orange et la Métropole Aix-Marseille Provence concernant la réalisation de travaux de déplacement et de protection d'ouvrages de communications électroniques, dans le cadre du projet de Bus à Haut Niveau de Service Castellane /Luminy entre le rond-point Pierrien et le pôle universitaire de Luminy (secteur 4), à Marseille (9^{ème} arrondissement).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, ainsi que tous les avenants ultérieurs à cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2013108700 – Nature : 4581286 pour compte de tiers – Fonction : 851 - Sous-politique : C311.

Article 4 :

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous le numéro d'opération : 2013108700 – Nature : 4582 – Fonction : 851 – Sous-politique : C 311.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 012-2247/17/BM

■ Approbation d'une convention de raccordement avec GRDF dans le cadre du Plan d'Aménagement d'Ensemble "Les Paranques-La Claire" à Marseille (13^{ème} arrondissement) MET 17/3855/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) sur le secteur des Paranques/La Claire à Marseille (13^{ème} arrondissement).

Le programme de l'opération de desserte du PAE a été découpé en deux phases de travaux. La première phase consiste à réaliser la voie U372, du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Dalbret et le chemin de la Grave. La seconde phase concerne le réaménagement du chemin de la Grave et la création de la U378 sur environ 180m, entre le chemin de La Grave et le boulevard Bara.

Dans le cadre de la première phase de travaux qui sera réalisée entre le 4^{ème} trimestre 2017 et fin 2019, le programme du PAE comprend la réalisation complète de la voirie, ainsi que l'amenée des réseaux secs et humides qui desserviront les nouveaux logements.

Pour l'alimentation en gaz du PAE, la Métropole Aix-Marseille-Provence prend en charge dans le cadre des travaux de voirie, les terrassements préalable à la pose de la conduite de gaz. Par cette convention, GRDF s'engage à prendre intégralement à sa charge, la pose du réseau d'alimentation du gaz sur le fond de fouille ainsi réalisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est ainsi proposé d'approuver la convention de raccordement avec GRDF dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) «Les Paranques-La Claire».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la convention de raccordement avec GRDF dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) «Les Paranques-La Claire», à Marseille (13^{ème} arrondissement).

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de raccordement ci-annexée avec GRDF dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) «Les Paranques-La Claire», à Marseille (13^{ème} arrondissement).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 013-2248/17/BM

■ Approbation d'une convention de cofinancement avec L'État, La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Grand Port Maritime de Marseille pour la réalisation des études, acquisitions foncières et travaux du contournement de Martigues - Port-de-Bouc MET 17/3964/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La desserte depuis la région marseillaise et le grand Sud-Est de la ZIP de Fos-sur-Mer et des bassins Ouest du Grand Port Maritime de Marseille est actuellement assurée par l'itinéraire A55 – RN 568.

Entre l'échangeur « Martigues Nord » sur l'A55 et le secteur des Salins à Fos-sur-Mer, cet axe, qui supporte un trafic très important (de l'ordre de 50.000 véhicules par jour – TMJA), traverse des zones urbaines denses en générant des risques et des nuisances conséquents pour les populations riveraines, tout en constituant une coupure urbaine très pénalisante pour le fonctionnement et le développement des villes.

Les projets de développement attendus sur le secteur de l'Ouest de l'Étang de Berre, nonobstant la réalisation des objectifs de report modal liés au Grenelle de l'Environnement, conduiront à une augmentation du besoin de transport par la route sur cet itinéraire et donc à l'aggravation d'une situation aujourd'hui déjà difficilement supportable.

C'est pourquoi depuis les années 2000 le projet de contournement des zones urbaines de Martigues et de Port-de-Bouc sur la RN 568 a été remis à l'étude. Au terme d'une phase d'études, le projet a été soumis à l'avis du public dans le cadre d'une concertation publique L300-2 du Code de l'Urbanisme, conduite du 14 janvier au 14 février 2012. A la suite, les études préalables ont pu être finalisées, ce qui a permis de conduire l'enquête publique préalable à la DUP du 20 janvier au 8 mars 2016 et d'obtenir l'arrêté de DUP en date du 1^{er} février 2017.

L'opération consiste à réaliser une section neuve d'environ 7 km, à 2x2 voies au nord des zones urbaines de Martigues et de Port-de-Bouc, entre le vallon du Pauvre Homme à Martigues et le secteur des Salins à Fos-sur-Mer.

Elle permettra la requalification urbaine de la RN 568, à l'étude par ailleurs.

L'enveloppe prévisionnelle plafond du projet a été fixée à 145 M d'euros TTC valeur 2015.

A titre indicatif, le montant prévisionnel par poste est le suivant :

Études : 5M d'euros

Acquisitions Foncières : 5M d'euros

Travaux : 135M d'euros

Une première convention de cofinancement signée au titre du CPER 2000-2006 a permis de contractualiser 11,585 M d'euros (1/3 État, 1/3 Région, 1/3 Département des Bouches-du-Rhône). Le reliquat de cette enveloppe est mobilisé en priorité, avant utilisation des crédits prévus par la présente convention.

Ainsi, la convention de cofinancement a pour objet de préciser les modalités de participation de l'État, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, de la Métropole Aix-Marseille-Provence Pays de Martigues et du Grand Port Maritime de Marseille, au financement des études, des acquisitions foncières et des travaux du contournement de Martigues – Port-de-Bouc.

Le contrat de plan État-Région a réservé sur la période 2015-2020 une enveloppe de 67,85 M d'euros, qui sera financés comme suit :

- ÉTAT : 50,000 M d'euros

- RÉGION : 9,750 M d'euros

- MÉTROPOLE AMP PAYS DE MARTIGUES: 4,050 M d'euros

- GRAND PORT MARITIME DE MARSEILLE : 4,050 M d'euros

La Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues avait approuvé sa participation au financement de ce projet par délibération du 14 mars 2013 N° 2013-020.

Le calendrier prévisionnel de l'opération couvre la période 2018-2023. Sur la période 2018-2021, l'échéancier indicatif de la mise en recouvrement des participations de chacun des partenaires sous forme de fonds de concours est le suivant :

en millions d'Euros à valeur 2015

Partenaire	2018	2019	2020	2021	Total
État	3,68	14,74	14,74	16,84	50,00
Région	0,72	2,86	2,86	3,31	9,75
Métropole AMP Pays de Martigues	0,30	1,20	1,20	1,35	4,05
GPMM (*)	0,30	1,20	1,20	1,35	4,05
Total	5,00	20,00	20,00	22,85	67,85

Les dispositions de la présente convention ne couvrent que l'enveloppe contractualisée sur la période 2015-2020.

Au-delà du présent Contrat de Plan, le besoin de financement restant à mobiliser pour conduire l'opération à son terme est évalué à 65,565 M d'euros à valeur 2015.

La convention prendra effet, après signature des parties, à compter de sa notification par l'État aux partenaires signataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ce projet de contournement est inscrit dans les documents d'urbanisme des communes de Martigues et Port-de-Bouc depuis plus de trente ans.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de cofinancement ci-annexée entre l'État, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille pour la réalisation des études, des acquisitions foncières et

des travaux du contournement de Martigues – Port-de-Bouc pour un montant de 67,85 millions d'euros.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence participera à hauteur de 4.05 millions d'euros dont les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018 sur l'État spécial du Territoire du Pays de Martigues - Opération 4581166021.

Article 3:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Culture et sport, grands évènements métropolitains"

CSGE 001-2249/17/BM

**■ Don par l'Établissement du Palais de la Découverte et de la Cité de la Science et de l'Industrie d'une partie de l'exposition "les gaulois, une exposition renversante" au site archéologique de Saint-Blaise - Approbation d'une convention
MET 17/4058/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué l'exercice de la compétence relative au site archéologique de Saint-Blaise au Pays de Martigues.

Ce site présente trois grandes périodes historiques : gauloise, tardo-antique et médiévale. Au titre de l'occupation gauloise de plus de cinq siècles, le Pays de Martigues a sollicité l'Établissement du Palais de la Découverte et de la Cité de la Science et de l'Industrie (EPPDCSI) pour pouvoir bénéficier d'une partie de l'exposition « les gaulois, une exposition renversante ».

Ainsi, l'EPPDCSI se propose de faire don de cette exposition au site archéologique de Saint-Blaise qui se présente sous la forme de 17 ateliers pédagogiques et permettra au site de franchir une étape dans son offre d'actions de sensibilisation à la science auprès des scolaires et du grand public en disposant d'outils innovants et de qualité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Pays de Martigues est compétent sur le site archéologique de Saint-Blaise,

Délibère

Article 1 :

Est accepté le don par l'Établissement du Palais de la Découverte et de la Cité de la Science et de l'Industrie d'une partie de l'exposition « les gaulois, une exposition renversante » pour le site archéologique de Saint-Blaise.

Article 2

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Établissement du Palais de la Découverte et de la Cité de la Science et de l'Industrie.

Article 3

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 002-2250/17/BM

**■ Attribution de subventions à titre exceptionnel au Festival international du documentaire de Marseille et au Festival Marseille Jazz 5 continents
MET 17/4220/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au regard du rayonnement des actions portées par culturels du territoire métropolitain, à titre exceptionnel, la Métropole propose d'attribuer les subventions suivantes pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par les associations en matière de proposition de développement de la vie culturelle locale contribuant à la promotion de l'image du territoire.

Festival international du documentaire (FID Marseille)

La première édition eu lieu en 1990, et se tient chaque année durant l'été pendant 7 jours. L'association est présidée par Paul Otchakovsky-Laurens, et dirigée par Jean-Pierre Rehm. C'est plus de 50 partenaires qui se sont associés à ce projet, ayant lieu dans des espaces culturels fort de la ville de Marseille : MuCEM, Alcazar, Cinéma les variétés...

L'objectif de l'association est de faire découvrir et redécouvrir le cinéma international d'hier, d'aujourd'hui et de demain. A ce titre, le FID Marseille répond à l'objectif de la Métropole concernant l'accessibilité de la Culture pour tous. Chaque année, 400 élèves y sont accueillis, ainsi que des groupes de centre sociaux ou d'associations travaillant auprès de publics éloignés des pratiques culturelles et artistiques.

L'Association est soutenue par le ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille, le centre national de le cinématographie (CNC), Air France et la société des producteurs de cinéma et de Télévision.

Les objectifs du projet porté par l'association Vue sur les docks sont les suivants :

- Découvrir de nouveaux talents, relayer, permettre de la mise en relation dans le domaine du cinéma,
- Proposer du contenu cinématographique diversifié pour intéresser tous les publics, diffuser la culture,
- Partager et réfléchir ensemble : création de cohésion sociale et enrichissement intellectuel et culturel,

- Promouvoir la création cinématographique internationale contemporaine et étendre les réseaux internationaux avec d'autres manifestations.

En 2017, le FID présente du 11 au 17 juillet plus de 200 films représentant 43 pays pour près de 25 000 spectateurs. L'événement se passe sur divers lieux importants : le MuCEM, la villa Méditerranée, le cinéma Les Variétés, l'Alcazar, le théâtre Silvain, le cinéma Le Mirroir de la Vieille Charité, le Vidéodrome 2, la Chambre de Commerce et d'industrie de Marseille-Provence, le studio Fotokino, le centre pénitentiaire des Baumettes et les galeries d'art associés.

Durant la semaine, tous les films sélectionnés sont programmés dans différents lieux thématiques. Une semaine remplie de projections en plein air, de ciné-concerts, de moments festifs, de masterclass, de rencontres professionnelles, d'expositions et enfin de rencontres avec les réalisateurs.

Sur cette intense période, quelques dispositifs originaux comme la remise de différents prix par des lycéens, détenues, et stagiaires qui participent à cet événement en tant que jury ont été mis en oeuvre. Le FIDLab permet au créateur d'une dizaine de projets de films, de présenter et promouvoir leurs projets devant une centaine de coproducteurs potentiels, de fonds de soutien, de diffuseurs et de distributeurs. Le FIDLab est organisé sur deux jours. Le FIDCampus, quant à lui, est une résidence de formation à destination d'étudiants et de jeunes réalisateurs. Ces étudiants proviennent aussi bien de la région que d'écoles étrangères partenaires. Le FIDCampus se conclut par des projections publiques des films des jeunes réalisateurs.

L'association propose des tarifs divers : la séance à 6 € (5 € à tarif réduit), le pass 5 séances à 25 €, le 10 séances 50€ et le pass festival à 60 € (45 € à tarif réduit).

Le budget prévisionnel pour 2017 est de 910 020 € avec 10 % d'autofinancement, 83 % de financements publics et 7 % de financements privés. Les financements publics attendus sont ceux de la Région PACA, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de la Métropole, du CNC, de la DRAC (ministère de la Culture), de la ville de Marseille, de l'institut Français Paris, de MEDIA Europe Film Literacy.

L'association sollicite la Métropole à hauteur de 30 000 €, la Métropole propose un financement 2017 à hauteur de 20 000 €.

Festival Marseille Jazz 5 continents

La création de l'association Festival de Jazz des Cinq Continents à Marseille ainsi que sa première édition datent de 2000. Depuis, le nombre de spectateurs n'a cessé de croître de 5000 en l'an

2000 à 40 000 en 2016. Elle est composée aujourd'hui d'une équipe de professionnels. Elle dispose de trois partenariats importants : Aix-Marseille-Université, L'Institut Musical de Formation Professionnelle (IMFP), et Culture du Cœur.

Pour la première année, en 2017, l'association programme 8 concerts dans 7 communes hors Marseille ainsi que des actions pédagogiques et de médiation, principalement en direction de la jeunesse. Les sept communes concernées sont : Aix-en-Provence, Aubagne, Cornillon Confoux, La Ciotat, Salon de Provence, Trets, Vauvenargues. Le Festival étend ainsi ses activités sur l'ensemble du territoire métropolitain et notamment dans les communes avec un nombre d'habitants moins important.

Les objectifs portés par ce projet sont :

- Impliquer et sensibiliser le public le plus large possible
- Inciter à la pratique musicale
- Professionnaliser les musiciens

Ces événements sont gratuits sauf pour Salon où le tarif est de 15 € à 20 € pour les concerts qui s'y déroulent. Ils auront lieu au cours de l'année 2017.

Du 19 au 29 juillet 2017, l'association organise l'événement musical majeur du territoire qu'est le festival Marseille Jazz des 5 continents dans différents lieux à Marseille : le Palais Longchamp, le théâtre Sylvain, la Friche la belle de mai et le MuCEM. Ces événements sont payants.

Le budget prévisionnel de l'opération de diffusion dans les communes hors Marseille pour 2017 est de 163 000 € avec 26 % d'autofinancement, 74 % de financement public. Pour cette action en particulier, l'association sollicite la Métropole à hauteur de 120 000 €, la Métropole propose un financement 2017 à hauteur de 80 000 €.

Il convient de préciser qu'il est dérogé à l'article 11.3 du RBF dans la mesure où le FID a lieu du 11 au 17 juillet 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par les associations en matière de proposition de développement de la vie culturelle locale, facteur de cohésion sociale et de rayonnement du territoire, il est proposé aujourd'hui d'attribuer deux subventions à des opérateurs pour des événements uniques sur le territoire métropolitain et qui présentent pour la première fois en 2017 une circulation de leurs actions culturelles dans d'autres communes de la Métropole que leur commune d'origine.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées les subventions suivantes au titre de l'exercice 2017 :

- Festival international du documentaire : 20 000 €
- Festival de Jazz des cinq Continents : 80 000 €

Article 2 :

Sont approuvées les deux conventions d'objectifs et de moyens, annexées à la présente délibération.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions et à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 003-2251/17/BM

**■ Attribution de subventions à l'Agence Régionale du Livre et à l'association Delta Festival
MET 17/4231/BM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Au regard du rayonnement des actions portées par certains opérateurs culturels du territoire métropolitain, au titre d'un partenariat et à titre exceptionnel la Métropole propose d'attribuer les subventions suivantes pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par ces associations en matière de proposition de développement de la vie culturelle locale comme facteur de cohésion des territoires et contribution à la promotion de l'image de la Métropole..

ARL (Agence régionale du livre)

L'Agence régionale du livre, forte d'une expérience de 14 ans, est la seule structure associative du territoire à exercer des actions transversales en direction des professionnels du livre (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires, organisateurs de manifestations et résidences) et au service des politiques publiques du livre, autour de plusieurs missions fondamentales :

- Information (veille dynamique) et observation (Chiffres clés, enquêtes ciblées, Financements publics du livre)
- Formation professionnelle et accompagnement (expertise auprès des collectivités et des professionnels, conseil juridique, en gestion & analyse financière, en stratégie numérique, recherche de ressources via le financement participatif, le mécénat...)
- Projets collectifs et/ou innovants (conservation partagée jeunesse, biblioMix, bibliographies numériques partagées, expositions...)
- Développement de la lecture : Prix littéraire des lycéens et apprentis de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, "Histoires vraies de la Méditerranée" en milieu carcéral.

Les grands axes qui guident l'ARL sont : adaptation au numérique & innovation, aide à la mutualisation et à la mise en réseau, développement de la lecture par la mise en œuvre et le pilotage de projets favorisant la rencontre entre des publics très divers et la création culturelle et artistique.

L'ARL a créé des relations bien établies tant avec les bibliothèques qu'avec les organisateurs de manifestations littéraires du territoire de la Métropole. Elle dispose d'un savoir faire reconnu en termes de mise en réseau, pilotage, compétences en termes de contenus littéraires et de création d'événements culturels.

Le budget prévisionnel de l'association pour 2017 s'élève à 1 034 000 €.

Pour réaliser ces missions l'association sollicite la Métropole à hauteur de 70 000 € en 2017, la Métropole propose un financement à hauteur de 58 000 € pour cette année.

Delta Festival - festival

Delta festival est une association qui existe depuis 2014 et qui porte un événement original sur les plages du Prado à Marseille le 8 juillet 2017. L'association est gérée par une trentaine d'étudiants, bénévoles, stagiaires ou services civiques qui collaborent avec plus de 200 associations étudiantes impliquées dans l'organisation du projet.

Le rassemblement que propose Delta Festival est réalisé par des étudiants pour des étudiants, bénévoles et services civiques qui sont au nombre de 700 au plus haut de l'événement. A ce titre, Delta Festival répond à l'objectif de la Métropole concernant l'accessibilité de la Culture et la participation active de tous les publics et habitants du territoire (Droits culturels et diversité des territoires).

L'Association est soutenue par le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, la Région PACA, le Conseil Départemental, la Ville de Marseille et l'ARS PACA.

Les objectifs du projet porté par l'association Delta Festival sont les suivants :

- créer une identité étudiante à l'échelle métropolitaine,
- créer un sentiment d'appartenance au territoire,
- promouvoir l'excellence universitaire, sportive et culturelle de la Métropole,
- susciter l'envie des futurs diplômés de créer, entreprendre et travailler sur le territoire en mettant en avant ses opportunités.

Le Delta Festival est devenu en deux ans, le premier rassemblement étudiant de France avec environ 20 000 festivaliers en 2016. Dès 2017, l'événement se déroulera sur les plages du Prado et attend 35 000 festivaliers.

Le temps du festival se déroule sur une journée avec des animations et une soirée de concert, il a pour vocation de célébrer l'unité de la jeunesse du territoire et de devenir la vitrine européenne des réussites. Il est réparti en quatre espaces ou villages. Un village sportif avec l'accueil de 15 activités sportives, un village artistique, un village associatif (avec une dimension santé, prévention, citoyenneté et éco-responsabilité). Le quatrième espace est dédié au concert et à la fête partagée.

L'association et le festival sont très ouverts et développent des caractéristiques sociales d'égalité,

fraternité et non-discrimination. Le tarif d'entrée est de 31 € et 55 € en VIP.

Le budget prévisionnel pour 2017 est de 873 000 € avec 45 % d'autofinancement et 55 % de financement public. Les financements publics attendus sont ceux de la Région, du Conseil Général, de la Métropole et de la Ville de Marseille.

L'association sollicite la Métropole à hauteur de 50 000 €, la Métropole propose un financement 2017 à hauteur de 30 000 €.

Il convient de préciser qu'il est dérogé à l'article 11.3 du RBF compte tenu de la temporalité des actions soutenues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'à titre exceptionnel pour manifester sa reconnaissance du rôle joué par les associations en matière de proposition de développement de la vie culturelle locale, facteur de cohésion sociale et de rayonnement du territoire, il est proposé aujourd'hui d'attribuer deux subventions à des opérateurs, l'une dans le cadre du fonctionnement général de l'association Agence régionale du Livre en faveur de la lecture publique sur le territoire métropolitain, l'autre pour un événement unique sur le territoire métropolitain

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées les subventions suivantes au titre de l'exercice 2017 :

- Delta Festival : 30 000 € (trente mille euros)
- Agence régionale du livre : 58 000 € (cinquante huit mille euros)

Article 2 :

Sont approuvées les deux conventions d'objectifs et de moyens, ci-annexées.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et à prendre les décisions afférentes à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget principal de la Métropole, nature budgétaire 6574.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-2252/17/BM

■ Organisation de manifestations sportives au titre de l'exercice 2017 dans le cadre de Marseille Provence Capitale Européenne du Sport - Modification de la délibération n° CSGE/001-1732/17/BM du 30 mars 2017 MET 17/4195/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le label Marseille Provence Capitale Européenne du sport attribué à Marseille - Provence en 2017 a pour objet de valoriser le sport dans un territoire sous toutes ses formes : compétitions, projets à l'échelle locale ou internationale, nombreuses animations, tout en inscrivant le sport comme vecteur de développement et d'attractivité du territoire notamment métropolitain.

Dans ce cadre, le Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 a approuvé le principe d'aides financières à 32 associations pour l'organisation de manifestations sportives sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Par délibération du 30 mars 2017, le Bureau de la Métropole a validé l'attribution de subventions pour l'organisation de diverses manifestations par 30 associations dont la liste définitive est reprise en annexe suite à des erreurs matérielles dans la dénomination de certaines structures.

Il convient également de préciser par la présente délibération que les modalités de versement des subventions seront conformes aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier. Les autres dispositions de la délibération et de la convention type restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

-Le Code Général des Collectivités Territoriales
-La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
-La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
-la délibération n°HN009-011/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 relative à la délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
-La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
-La délibération n°CGSE 002-1280/16/BM du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 relative à l'attribution de subventions pour l'organisation de manifestations sportives au titre de l'exercice 2016 dans le cadre de Marseille capitale Européenne du Sport ;
-La délibération n°CGSE 001-1732/17/BM du Bureau de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'attribution de subventions pour l'organisation de manifestations sportives au titre de l'exercice 2017 dans le cadre de Marseille capitale Européenne du Sport.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

-Qu'il convient de soutenir les associations organisatrices de manifestations sportives dans le cadre de Marseille-Provence Capitale Européenne du Sport.

-Qu'il convient de préciser les modalités de paiement de ces subventions.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la liste définitive des associations bénéficiant du soutien de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'organisation de manifestations sportives dans le cadre de Marseille-

Provence Capitale Européenne du Sport et de confirmer que les modalités de versement de ces soutiens sont celles décrites au Règlement Budgétaire et Financier.

Article 2 :

Les modalités de versement de ces soutiens sont celles décrites au Règlement Budgétaire et Financier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 005-2253/17/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'association Tribune pour l'organisation du Forum Smart City à Marseille MET 17/4073/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Labellisé "French tech" par l'Etat, le territoire Aix Marseille Provence confirme son savoir faire grace a son rayonnement et à son attractivité dans ce domaine.

A ce titre la Métropole a décidé de participer a l'organisation de la troisième édition du Forum Smart City, forum dédié au numérique qui se tiendra a Marseille les 14 et 15 septembre prochain.

Comme l'an dernier il y aura des débats, des tables-rondes, des retours d'expérience et des experts. Il sera ainsi question de « quelle vision pour le futur urbain », « quelles villes monde à l'horizon 2030 », « intelligence urbaine, intelligence citoyenne » et du rôle que les entreprises peuvent et doivent jouer dans ce contexte de bouleversement numérique.

A ce titre Il est proposé une convention de partenariat avec la Tribune et une participation financière de 42 000€ TTC pour l'organisation de cet évènement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole de participer à cet événement majeur dans le domaine du numérique.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation financière de la Métropole d'un montant de 42 000 €TTC

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée de partenariat entre la Métropole et la société La Tribune pour l'organisation du forum Smart City Marseille.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la DGCRC, DSI, DGADE pour un montant de 14 000€ TTC chacun .

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 006-2254/17/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'office de la mer pour l'organisation de la grande parade maritime Marseille Provence 2017 MET 17/4072/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Office de la Mer Marseille Provence a pour objet de faire connaître, de préserver et valoriser la mer et les rivages de la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'en favoriser leur utilisation notamment par l'organisation de grandes manifestations de promotion en faveur des activités liées à la mer, qu'elles soient sportives, culturelles, environnementales, éducatives, scientifiques, ludiques, sociales, économiques ou touristiques.

En outre, l'Office peut apporter son soutien à toutes les manifestations et coordonner toutes les

initiatives qui ont une finalité similaire, en favorisant le bénévolat.

Dans le cadre de ses compétences de gestion et de valorisation des ports et des activités de plaisance, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité soutenir l'Office de la Mer Marseille Provence pour l'organisation d'un événement tourné vers la mer associant les habitants et les forces vives du nautisme métropolitain et d'octroyer une subvention à l'Office de la mer d'un montant de 50 000€ TTC au titre de la convention ci annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole de participer à cette manifestation

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la participation financière de la Métropole d'un montant de 50 000 €TTC

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'Office de la mer.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la DGACRE et de la DGS pour moitié chacun.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS
CONSEIL DU 13 JUILLET 2017

METROPOLE AIX-MARSEILLE- PROVENCE

Conseil de la Métropole

13 JUILLET 2017

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 13 juillet 2017 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT - Martial ALVAREZ - Michel AMIEL - Christian AMIRATY - Serge ANDREONI - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Guy BARRET - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jean-Louis BONAN - Odile BONTHOUX - Patrick BORÉ - Nadia BOULAINSEUR - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Jean-Louis CANAL - Laure-Agnès CARADEC - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Auguste COLOMB - Laurent COMAS - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Sylvaine DI CARO - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Nathalie FEDI - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Philippe GRANGE - Jean-Christophe GROSSI - Albert GUIGUI - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Nicole JOULIA - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Stéphane LE RUDULIER - Gisèle LELOUIS - Gaëlle LENFANT - Jean-Marie LEONARDIS - Hélène LHEN-ROUBAUD - Jean-Pierre MAGGI - Antoine MAGGIO - Irène MALAUZAT - Joël MANCIEL - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Christophe MASSE - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Danielle MENET - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Marie-Claude MICHEL - Michel MILLE - Danielle MILON - Pierre MINGAUD - Richard MIRON - André MOLINO - Jean-

Claude MONDOLINI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAIN - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Chrystiane PAUL - Christian PELLICANI - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Roger PIZOT - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Henri PONS - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAU - Florian SALAZAR-MARTIN - Sandra SALLOUM-DALBIN - Isabelle SAVON - Jean-Pierre SERRUS - Emmanuelle SINOPOLI - Marie-France SOURD GULINO - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Philippe VERAN - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT représentée par Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC représenté par Jean-Pierre SERRUS - Patrick APPARICIO représenté par André BERTERO - Mireille BALLETTI représentée par Valérie BOYER - Jacques BOUDON représenté par Philippe DE SAINTDO - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Martine CESARI représentée par Danièle GARCIA - Maurice CHAZEAU représenté par Alexandre GALLESE - Robert DAGORNE représenté par Arnaud MERCIER - Sophie DEGIOANNI représentée par Jean-Louis CANAL - Bernard DESTROST représenté par Gérard GAZAY - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Gilbert FERRARI représenté par François BERNARDINI - Olivier FREGEAC représenté par Joël MANCIEL - Hélène GENTE-CEAGLIO représentée par Yves WIGT - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Gérard BRAMOULLÉ - Robert LAGIER représenté par Georges CRISTIANI - Nathalie LAINE représentée par Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Albert LAPEYRE représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Eric LE DISSÈS représenté par Georges ROSSO - Michel LEGIER représenté par Régis MARTIN - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Gaëlle LENFANT - Marie-Louise LOTA représentée par Maxime TOMMASINI - Laurence LUCCIONI représentée par Frédéric COLLART - Bernard MARTY représenté par Garo HOVSEPIAN - Florence MASSE représentée par Christophe MASSE - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Patrick Mennucci représenté par Samia GHALI - Yves MESNARD représenté par Pierre MINGAUD - Virginie MONNET-CORTI représentée par Frédéric DOURNAYAN - Pascale MORBELLI représentée par Jean-Claude MONDOLINI - Lisette NARDUCCI représentée par Gérard CHENOZ - Stéphane PAOLI représenté par Francis TAULAN - Roger PELLENC représenté par Jean-Claude FERAUD - Gérard POLIZZI représenté par Stéphane MARI - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Pierre DJIANE - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Alain ROUSSET représenté par Danielle MENET - Roger RUZE représenté par Nadia BOULAINSEUR - Jean-Louis TIXIER représenté par Patrick BORÉ - Josette VENTRE représentée par Bruno GILLES.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT - Michel CATANEO - Claude FILIPPI - Michel LAN - Richard MALLIÉ - Bernard MARANDAT - Serge

PEROTTINO - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO -
Nathalie PIGAMO - Patrick PIN - Roland POVINELLI -
Maryvonne RIBIERE - Eric SCOTTO - Marie-Pierre SICARD-
DESNUELLE - Jules SUSINI - Didier ZANINI - Karim ZERIBI
- Karima ZERKANI-RAYNAL.

Commission "Finances et Administration Générale"

FAG 001-2257/17/CM

**■ Déploiement de la KBox pour la transmission
dématérialisée des convocations, rapports et
documents relatifs à la tenue des Séances du
Conseil, du Bureau et des Commissions de la
Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 17/4177/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-
Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur
soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la modernisation du fonctionnement
de la Métropole Aix-Marseille-Provence et dans un
objectif de réduction des volumes de papier
consommé, il est proposé de lancer un projet
permettant l'organisation et la tenue dématérialisée
des séances et commissions de la Métropole Aix-
Marseille-Provence.

Ainsi, il est mis à la disposition de chaque Conseiller
Métropolitain une tablette numérique pourvue d'un
abonnement permettant l'échange et la transmission
de données. Cette tablette numérique sera dotée d'un
logiciel spécifique, la KBox, permettant le
téléchargement préalable des rapports et documents
présentés en Commission, Bureau ou Conseils.

Dans un souci d'économie, les Conseillers
Métropolitains déjà pourvus dans leurs Communes
d'un équipement numérique compatible ne seront pas
dotés une nouvelle fois mais bénéficieront tous du
logiciel Kbox Métropole.

Lors du Conseil du 30 juin 2016, la Métropole a
approuvé à l'unanimité par délibération FAG 23-
505/16/CM l'approbation et l'affectation de l'opération
relative à l'équipement numérique des conseillers
métropolitains dans le cadre de la dématérialisation
des instances délibératives.

Il est en conséquence aujourd'hui proposé le
déploiement de la Kbox pour une transmission
dématérialisée des convocations, rapports et
documents relatifs à la tenue des séances du Conseil,
du Bureau et des Commissions de la Métropole Aix-
Marseille-Provence.

Par ailleurs, le règlement intérieur de la Métropole Aix-
Marseille-Provence, approuvé par délibération n°FAG
084-566/16/CM du 30 mars 2016, prévoit, à son
article 8 relatif aux convocations et dossiers
préparatoires aux séances, que *"la convocation est*

*signée par le Président de la Métropole. Elle est
adressée 5 jours francs avant la séance par écrit au
domicile des conseillers métropolitains, sauf s'ils font
le choix d'une autre adresse ou s'ils souhaitent la
recevoir par voie dématérialisée à l'adresse
électronique de leur choix"*.

La transmission dématérialisée des convocations,
rapports et documents sera réalisée en application
des prévisions de l'article 8 du règlement intérieur,
conformément à l'accord donné par chaque élu
métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au
Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-
après :

**Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-
Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités
Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de
modernisation de l'action publique territoriale
et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant
nouvelle organisation territoriale de la
République.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article unique :

Est approuvée la transmission dématérialisée, en
application de l'article 8 du règlement intérieur de la
Métropole Aix-Marseille-Provence, relatif aux
convocations et dossiers préparatoires aux séances,
des convocations, rapports et les documents relatifs
aux séances du Conseil et du Bureau de la Métropole,
ainsi qu'aux commissions, conformément à
l'acceptation donnée par chaque élu métropolitain.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 002-2258/17/CM

**■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels
MET 17/4191/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Sept dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à **3 791,02 euros** (trois mille sept cents quatre-vingt-onze euros et deux centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. MURRY Laurent – sinistre du 20 décembre 2016 – Montant : 1 167,83 euros,
- M^{me} DESJARDINS Marie-Josée – sinistre du 22 janvier 2017 – Montant : 324,69 euros,
- M^{me} OSINSKI Virginie – sinistre du 28 février 2017 – Montant : 394,25 euros,
- M^{me} BOURDEL Josiane – sinistre du 9 juin 2016 – Montant : 181,38 euros
- M. ASCIAK Philippe – sinistre du 3 avril 2017 – Montant : 736,94 euros
- M. KUCZKOWSKA Claude – sinistre du 25 février 2017 – Montant : 301,58
- M. BONIFAY Jean-Pierre – sinistre du 18 décembre 2016 – Montant : 684,35.

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-dessus, à hauteur de la somme globale de 3 791,02 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- **3 308,06 €** pour le budget principal, sous politique A 160 fonction 020 article 6718
- **482,96 €** pour le budget Ports, sous politique A 160 article 6718

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 003-2259/17/CM

**■ Commission d'indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole - Modification du mode opératoire de désignation des experts comptables de justice par le Tribunal Administratif
MET 17/3731/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions arrêtées dans le règlement budgétaire et financier et consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces chantiers.

Ainsi, par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, la Métropole a créé la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des Préjudices Economiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission d'Indemnisation Amiable examine les réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors que ces derniers y sont recevables, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Il s'agit pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de la vie économique locale des secteurs concernés par les travaux, malgré les graves nuisances et perturbations provoquées durant plusieurs mois ou plusieurs années.

La commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques a ainsi pour double objet :

- Instruire les dossiers d'indemnisation des préjudices économiques susceptibles d'être causés aux commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole en s'entourant de l'avis d'experts techniques et financiers afin de déterminer d'une part, la réalité du préjudice, et d'autre part, son évaluation financière ;

- Emettre un avis de manière à éclairer la décision finale qui sera prise par le bureau de la Métropole, lequel décidera du caractère indemnisable ou non du préjudice et fixera le montant de l'indemnité grâce à un protocole transactionnel.

Six institutions sont conviées à participer au fonctionnement de cette instance : le Tribunal Administratif de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat PACA, la Préfecture des Bouches-du-Rhône, la Direction Régionale des Finances Publiques et l'Ordre Régional des experts-comptables Marseille PACA.

Dans le cadre de l'organisation de ladite commission, il est proposé de modifier le mode de désignation des experts comptables de justice par le Tribunal administratif de Marseille.

Jusqu'à présent lesdits experts-comptables de Justice étaient désignés par ordonnance du Président du Tribunal Administratif de Marseille ou du Magistrat désigné par lui pour chaque dossier d'indemnisation soumis, en application de l'article R.532-1 du Code de Justice Administrative. Ce mode de nomination, générateur de délais supplémentaires pour la Métropole, semble en outre inadapté sur un strict plan juridictionnel dès lors que le juge des référés, selon les termes de l'article précité du Code de Justice Administrative, ne peut ordonner que des mesures utiles, cette utilité s'appréciant au regard d'une perspective contentieuse, alors que, par nature, la procédure d'indemnisation amiable mise en place par la Métropole ne s'inscrit pas dans une telle perspective.

Ainsi, en modifiant le mode de nomination, cela permettra de lever toute difficulté procédurale dans l'éventualité de l'introduction d'une requête au fond, dès lors qu'il s'agira de désigner la partie chargée de supporter les dépens de l'instance, c'est-à-dire les frais de l'expertise.

Par conséquent, il est proposé que le Président de la Métropole puisse demander à la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille une désignation par arrêté, d'une liste d'experts-comptables de Justice qui interviendront pour la Commission d'Indemnisation Amiable des Préjudices Economiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du vote de la présente délibération et pour les chantiers à venir éligibles à la Commission.

Lorsque la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille aura fixé par arrêté, la liste des experts-comptables de justice, c'est la Métropole Aix-Marseille-Provence qui désignera, à tour de rôle, l'expert-comptable de justice pour chaque dossier à expertiser et qui en assurera elle-même la rémunération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de Justice Administrative ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 relative à la délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient par souci d'efficacité de modifier le mode de désignation des experts comptables de justice par le Tribunal administratif de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de la nécessité de procéder à la modification du mode de désignation par le Tribunal administratif de Marseille des experts-comptables de justice de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole est autorisé à demander à Madame la Présidente du Tribunal administratif de Marseille de bien vouloir fixer la liste des experts comptables de justice habilités à déterminer le montant du préjudice subi par l'entreprise éligible à la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

La rémunération des experts-comptables de Justice qui seront désignés par arrêté du Tribunal administratif de Marseille sera réalisée sur présentation du rapport d'expertise, de la facture afférente et dudit arrêté déterminant la liste des experts-comptables de justice désignés.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence en section de fonctionnement sur les imputations budgétaires suivantes:
Fonction : 851 - Sous-politique : C311 – Nature 6227.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 004-2260/17/CM

**■ Approbation du principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques liés aux travaux de Bus à Haut Niveau de Service (l'Aixpress) à Aix en Provence
MET 17/3676/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions arrêtées dans le règlement budgétaire et financier et consciente que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ce chantier.

Par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la constitution de la Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable a été chargée d'une part, d'examiner les

réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et d'autre part, de proposer des indemnités pour les préjudices économiques en lien de causalité direct dès lors que ces derniers travaux engagés y sont éligibles, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Un tel dispositif permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de l'activité commerciale et artisanale riveraine des secteurs concernés par les travaux, nonobstant les perturbations inhérentes aux chantiers durant plusieurs mois voire même plusieurs années.

Par délibération du 18 mai 2017, le Conseil de la Métropole approuvait la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de l'opération relative à la réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service du Pays d'Aix « l'Aixpress » reliant le quartier Saint-Mitre des Champs au parc-relais le Krypton.

Au vu des enjeux, et afin de minimiser l'impact des travaux liés à cette opération sur la vie économique locale, il est proposé d'élargir le champ d'application de cette Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable aux préjudices économiques résultant des travaux qui seront réalisés sur le périmètre du tracé de « l'Aixpress ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations

d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;

- La délibération du 18 Mai 2017 du Conseil de la Métropole approuvant le principe de la réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service du Pays d'Aix « l'Aixpress » reliant le quartier Saint-Mitre des Champs au parc-relais le Krypton.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il est nécessaire pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre en considération l'impact sur l'activité économique riveraine de la réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service du Pays d'Aix « l'Aixpress » reliant le quartier Saint-Mitre des Champs au parc-relais le Krypton ;
- Que l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques est de nature à répondre à ce besoin.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de l'élargissement du champ d'intervention de la Commission Métropolitaine d'Indemnisation Amiable des préjudices économiques, à l'examen des dossiers de demandes d'indemnisation des commerçants riverains des travaux de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service du Pays d'Aix « l'Aixpress » reliant le quartier Saint-Mitre des Champs au parc-relais le Krypton.

Article 2 :

Est approuvé le périmètre relatif aux commerces impactés par les travaux de réalisation d'une ligne de Bus à haut Niveau de Service du Pays d'Aix « l'Aixpress » reliant le quartier Saint-Mitre des Champs au Parc Relais le Krypton selon le tracé ci-annexé.

La Commission d'Indemnisation Amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera amenée à statuer au cas par cas en fonction de la gêne anormale et spéciale subie par les commerces situés dans le périmètre constitué par la voirie support du tracé du BHNS, sur la largeur de façade à façade.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 005-2261/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Anonyme ERILIA pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 40 logements "Made in Méditerranée" située ZAC Cimed, ilot 3B, rue Ruffi à Marseille 3ème arrondissement MET 17/3924/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de l'opération d'Acquisition en VEFA de 40 logements située ZAC Cimed, Ilot 3B, rue Ruffi à Marseille - 13003

Portée par la Société Anonyme ERILIA, cette opération sera financée par un emprunt pour un montant total de 4 034 535 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55% de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45%.

L'analyse financière de la SA ERILIA basé sur le bilan de 2013 montre que l'actif comptable est égal à 3 434 045 316 € le passif réel (dettes) à 2 437 728 622 €. L'actif net comptable s'élève donc à 996 316 694 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur du bilan. Le résultat d'exploitation 2013 est bénéficiaire de 30 325 949 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 relative à la procédure simplifiée pour les prêts accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole à hauteur de 45% pour le remboursement d'un Prêt souscrit par l'Emprunteur, auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ce prêt, constitué de quatre lignes de prêts, est destiné à financer une opération de construction en VEFA de la résidence de 40 logements collectifs située ZAC Cimed, Ilot 3B, rue Ruffi à Marseille – 13003.

Article 2 :

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

Ligne du Prêt	PLAI	PLAI FONCIER	PLUS	PLUS Foncier
Montant	731 021 €	434 641 €	1 799 154 €	1 069 719 €
Durée totale :				
- Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Marge fixe sur index	-0.2%	0,37%	0,6%	0,37%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Livret A -0.2%	Livret A +0,37%	Livret A +0,6%	Livret A +0,37%
Taux de progressivité des échéances	0,50 %		0,50 %	

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie, ci-annexée, avec le demandeur ainsi que

toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt. Le contrat d'emprunt est annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 006-2262/17/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à La Société Logis Méditerrané pour le financement de l'opération de Construction de 83 logements sociaux "Plot Turenne", située Avenue du Général Leclerc à Marseille**
MET 17/3925/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de Construction de 83 logements collectifs « Plot Turenne », située avenue du Général Leclerc – 13003 Marseille.

Portée par la Société Anonyme Logis Méditerrané, cette opération sera financée par 1 emprunt pour un montant total de 3 010 288 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55% de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45%.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette

demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 relative à la procédure

simplifiée pour les prêts accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole à hauteur de 45% pour le remboursement d'un prêt souscrit par l'Emprunteur, auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Ce Prêt, constitué de deux Lignes de prêts, est destiné à financer une opération de construction en VEFA de la résidence « Plot Turenne » de 69 logements collectifs située 22 Boulevard Saint-Jean – Quartier La Capelette à 13010 Marseille

Article 2 :

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

Ligne du Prêt	PLUS	PLUS Foncier
Montant	2 046 995 €	963 293 €
Durée totale :		
- Durée de la phase de préfinancement	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement	40 ans	40 ans
Marge fixe sur index	0,6%	0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt	1,35%	Livret A +0,6%
Taux de progressivité des échéances	0,50 %	

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de neuf logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Métropole le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie, ci-annexée, avec le demandeur ainsi que toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt. Le contrat d'emprunt est annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 007-2263/17/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à La Société d'HLM Néolia pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA Parc social public de 26 logements "Saint Gabriel", située 32 Rue Saint Gabriel à Marseille 14ème arrondissement**
MET 17/3927/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA Parc social public de

26 logements collectifs « Saint Gabriel », située 32 Rue Saint Gabriel à Marseille 13014.

Portée par la Société Anonyme Néolia, cette opération sera financée par quatre emprunts pour un montant total de 2 481 670 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55% de la ville de Marseille.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45%.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a accordé une garantie sur cette opération le 31 octobre 2013. Les caractéristiques financières de l'offre de la CDC, indiquées dans la délibération n° FCT 009-585/13/CC du 31 octobre 2013 ont été modifiées, il est demandé au conseil métropolitain d'approuver une nouvelle délibération prenant en compte les nouvelles conditions financières de l'emprunt.

L'analyse financière de la SA HLM NEOLIA, effectuée à partir de son bilan 2015, montre que l'actif comptable est égal à 1 642 614 027 €, le passif réel (dettes) à 1 309 158 764 €. L'actif net comptable s'élève donc à 333 455 263 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 13 856 889 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5,;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- La loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;

- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 004-1738/CM du 30 mars 2017 relative à la procédure simplifiée pour les prêts accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FCT 009-585/13/CC du 31 octobre 2013 de la Communauté Urbaine de Marseille approuvant une garantie d'emprunt pour un montant total de 1 181 655,45 € à la SA HLM Néolia.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45% pour le remboursement d'un Prêt souscrit par l'Emprunteur, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Ce prêt, constitué de quatre lignes de prêts, est destiné à financer une opération de construction en VEFA de la résidence « Saint Gabriel » de 26 logements collectifs, située 32 Rue Saint Gabriel à Marseille 13014.

Article 3 :

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

Ligne du Prêt	PLAI	PLAI Foncier	PLUS	PLUS Foncier
Montant	536 312 €	229 848 €	996 798 €	718 712 €
- Durée de préfinancement	-	-	24 mois	24 mois
- Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Marge fixe sur index	-0,2%	-0,2%	0,6%	0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt	Livret A – 0.2%	Livret A -0,2%	Livret A +0,6%	Livret A +0,6%
Modalité de révision	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)	« Double Révisabilité limitée » (DL)
Taux de progressivité des échéances	0 %		0 %	

Article 4 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au

bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des

ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 6:

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie, ci-annexée, avec le demandeur ainsi que toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 008-2264/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt accordée à la SOLEAM pour les besoins de financement de la Zone d'Aménagement le Vallon Regny à Marseille

MET 17/3928/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer les besoins de financement de la ZAC le Vallon Regny. La Ville de Marseille confrontée à la problématique du logement a engagé une opération d'aménagement urbain sur un site de 34 hectares situé dans le 9ème arrondissement dénommé Vallon Régny. Depuis le 1er janvier 2016, la SOLEAM, intervenant en qualité d'aménageur de la Métropole Aix Marseille. La réalisation de cet aménagement vise à créer un nouveau cœur de quartier dense de 1000 logements structuré autour d'espaces et équipements publics de qualité. La Ville de Marseille a décidé d'utiliser la procédure d'aménagement concerté pour aménager ce territoire.

Les grands principes d'aménagements suivants ont été retenus :

- Le développement d'un nouveau secteur à dominante résidentielle en accompagnement du Boulevard Urbain Sud par l'urbanisation de ses rives
- La constitution d'un cœur de quartier animé et vivant, traduit par un tissu urbain organisé autour d'éléments de centralité (places, équipements publics, services de proximité)
- L'émergence de nouveaux axes structurants pour le quartier mais aussi à l'échelle du secteur (la voie U522, l'élargissement de la traverse Régny, la création du boulevard urbain sud,) qui constitueront la nouvelle ossature de ce quartier

en organisant sa desserte et en influant sur sa composition urbaine (alignements, volumétries, séquences paysagères)

- L'organisation suivant une trame classique, dont les ilots font référence à la ville traditionnelle maillée (assurant une fluidité des parcours qu'ils soient automobiles ou piétons ou cycles) accompagnés d'espaces de respirations urbaines (places publiques, espaces verts,...) permettant de structurer et hiérarchiser le quartier.

Un programme global de construction défini au dossier de réalisation de la ZAC approuvé par DCM du

19 mars 2007 prévoit de développer environ 96 600 m2 de plancher (SDP) répartis comme suit :

- 85 100 m2 SDP de logements (dont 20 % en locatif social et 20 % en prix maîtrisés) ;
- 8 000 m2 SDP de commerces et services en pied d'immeubles et de bureaux et d'activités ;
- 1 000 m2 SDP de crèche ;
- 2 000 m2 SDP de groupe scolaire ;
- 500 m2 SDP de maison de quartier.

L'analyse financière de la SA SOLEAM montre que l'actif comptable est égal à 184 287 301€, le passif réel (dettes) à 168 272 613€. L'actif net comptable s'élève donc à 5 482 760€. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur du bilan. Le résultat d'exploitation 2016 est de 207 039€.

Aussi, afin de poursuivre la politique de maintien de l'activité économique et de développement social de la Métropole Aix-Marseille Provence, il est proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 relative aux transferts de compétences d'opérations d'aménagement ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative aux conditions

générales d'octroi de garanties d'emprunts
par la Métropole Aix-Marseille Provence ;

Article 1 :

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole à hauteur de 80% pour les deux prêts souscrits par la Soléam :

- un prêt de 3 000 000 € auprès de la Banque Postale.
- un second prêt de 3 000 000 € auprès du Crédit Coopératif.

Ces prêts sont destinés aux besoins de financement de la ZAC Vallon Regny.

Les conditions d'exercice de cette garantie sont stipulées ci-dessous :

Prêt numéro 1 souscrit auprès de la Banque Postale:

Prêteur	LA BANQUE POSTALE
Montant du prêt	3 000 000,00 EUR
Durée du prêt	5 ans
Commission d'engagement	0,10 % du montant du prêt
Taux d'intérêt annuel	Taux fixe de 0,68 %
Base de calcul	Mois forfaitaire de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours.
Périodicité des échéances d'intérêts et d'amortissement	Annuelle
Amortissement	Constant
Remboursement anticipé	Possible à chaque date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle
Préavis	50 jours calendaires

Prêt numéro 2 souscrit auprès du Crédit Coopératif:

Prêteur	Crédit Coopératif
Montant	3 000 000 €
Durée	5 ans (dont 12 mois de phase de mobilisation des fonds)
Mode d'amortissement du capital	Constant ou progressif (au choix)
Périodicité des échéances	Trimestrielle
Architecture du prêt	<ol style="list-style-type: none">1- Une phase de mobilisation durant laquelle les fonds sont appelés progressivement au fur et à mesure de la réalisation des investissements. Les fonds mobilisés sont ensuite consolidés en un prêt amortissable au plus tard à la fin de cette phase.2- Une phase de remboursement durant laquelle les fonds sont remboursés selon des conditions définies dès l'origine du contrat
Durée de la phase de mobilisation	12 mois
Montant minimum d'un tirage	250 000.00 €
Durée de la phase de consolidation	4 ans
Taux fixe garanti	0.55%

Article 2 :

Monsieur le Président de Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer en tant que garant :

- le contrat de prêt qui sera passé entre la SOLEAM et la Banque Postale dans les

conditions définies dans l'article 1 de cette délibération et dans la convention de garantie d'emprunt;

- le contrat de prêt qui sera passé entre la SOLEAM et le Crédit Coopératif dans les conditions définies dans l'article 1 de cette délibération et dans la convention de garantie d'emprunt;
- la convention de garantie d'emprunt

entre la SOLEAM et la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant les conditions dans lesquelles s'exerce la garantie.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la SOLEAM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 009-2265/17/CM

■ Approbation d'une Garantie d'Emprunt à la Société Anonyme Famille et Provence pour le financement de 40 logements pour l'opération "Trois communes", située quartier de La Folie, Avenue des Trois Communes à Sausset-les-Pins MET 17/4248/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de 40 logements collectifs « Trois communes », située quartier de La Folie, Avenue des 3 communes 13960 Sausset-les-Pins.

Portée par la Société Anonyme Famille et Provence, l'opération sera financée par 4 emprunts pour un montant total de 4 786 275 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55% de la ville de Sausset-les-Pins.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45%, donc pour un montant de 2 153 823,75 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- l'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- le décret n°88-366 du 18 avril 1988 ;
- la loi n°91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- la délibération n° FAG 003-1737/17/CM du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 027-2027/17/CM du 18 mai 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant une garantie d'emprunt pour un montant total de 4 786 275 € à la SA Famille et Provence.

Article 2 :

Est accordée sa garantie à hauteur de 45% pour le remboursement d'un Prêt souscrit par l'Emprunteur, auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ce Prêt, constitué de 4 Lignes de prêts, est destiné à financer une opération de construction en VEFA de la résidence «Trois communes» de 40 logements collectifs, situé quartier de La Folie, Avenue des Trois communes à Sausset-les-Pins 13960.

Article 3 :

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

Ligne du Prêt	PLAI	PLAI Foncier	PLUS	PLUS Foncier
Montant	1 038 406€	742 508€	1 752 351€	1 253 010 €
Durée totale :				
- Durée de la phase de préfinancement	3 à 24 mois	3 à 24 mois	3 à 24 mois	3 à 24 mois
- Durée de la phase d'amortissement	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Marge fixe sur index	- 0,2%	- 0,2%	+ 0,6%	+ 0,6%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Livret A - 0,2%	Livret A -0,2%	Livret A+ 0,6%	Livret A +0,6%
Modalité de révision	SR	SR	SR	SR
Taux de progressivité des échéances	0 %		0 %	

Article 4 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 5 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération.

Article 6 :

Monsieur le Président, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie, ci-annexée, avec le demandeur ainsi que toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 010-2266/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Néolia pour le financement de l'opération "Les Jardins de Saint-Cannat" située à Saint-Cannat et relative à l'acquisition en VEFA de 6 logements collectifs
MET 17/3889/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM Néolia envisage l'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux « Les Jardins de Saint Cannat », opération située Chemin des Fumades sur la commune de Saint Cannat. Cette opération, d'un montant total de 780.520 euros est financée pour partie par un emprunt de 288.180 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a déjà délibéré sur cette opération le 30 mars 2017. Or, l'octroi de

cette garantie, ayant fait l'objet d'une délibération en Bureau de la Métropole (délibération n° FAG 004-1612/17/BM du 30 mars 2017) n'est pas recevable.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est donc invité à délibérer pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 158.499 euros, étant précisé que la commune de Saint-Cannat est sollicitée pour garantir les 45 % restants.

L'analyse financière de la SA HLM Néolia, effectuée à partir de son bilan 2015, montre que l'actif comptable est égal à 1 642 614 027 €, le passif réel (dettes) à 1 309 158 764 €. L'actif net comptable s'élève donc à 333 455 263 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 13 856 889 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La Loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 004-1612/17/BM du 30 mars 2017.

Article 2 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 288.180 euros souscrit par la SA HLM Néolia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 58206, constitué de 4 lignes du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Néolia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Néolia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Néolia est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM

Néolia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Néolia.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Néolia ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 011-2267/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM NEOLIA pour le financement de l'opération "Font de Garach-SAGEPRIM" située à Gardanne et relative à l'acquisition en VEFA de 23 logements sociaux

MET 17/4102/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM NEOLIA envisage l'acquisition en VEFA de 23 logements sociaux « Font de Garach-SAGEPRIM », opération située Route de Mimet sur la commune de Gardanne. Cette opération, d'un montant total de 3 294.483 euros est financée pour partie par un emprunt de 1 697.435 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicité pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 933.589,25 euros, étant précisé que la commune de Gardanne est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

L'analyse financière de la SA HLM NEOLIA, effectuée à partir de son bilan 2015, montre que l'actif comptable est égal à 1 642 614 027 €, le passif réel (dettes) à 1 309 158 764 €. L'actif net comptable

s'élève dont à 333 455 263 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 13 856 889 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 57942 en annexe signé entre la SA HLM NEOLIA et la Caisse des Dépôts et Consignations.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 697.435 euros souscrit par la SA HLM NEOLIA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 57942, constitué de quatre (4) lignes du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM NEOLIA dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM NEOLIA pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM NEOLIA est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM NEOLIA opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois (3) logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM NEOLIA.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM NEOLIA, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 012-2268/17/CM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Grand Delta Habitat pour l'opération le Hameau de Lydie, situé à Mallemort et relative à la construction de 16 logements
MET 17/4010/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La SA HLM Grand Delta Habitat envisage la construction de 16 logements locatifs sociaux « Le Hameau de Lydie », opération située Chemin de Fontenelle à Mallemort. Cette opération est financée par un emprunt de 1 457 104 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est donc invité à délibérer pour accorder sa garantie d'emprunt à hauteur de 55 % soit 801 407,20 euros, étant précisé que la commune de Mallemort est sollicitée pour garantir les 45 % restant.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2015, montre que l'actif comptable est égal à 990 604 016,88 €, le passif réel (dettes) à 764 088 751,81 €. L'actif net comptable s'élève donc à 226 515 265,07 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 18 096 490,01 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en date du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le Contrat de Prêt n° 62212 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement des prêts d'un montant total de 1 457 104 € souscrit par la SA d'HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n°62212, constitué de 4 lignes de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie avec la SA HLM Grand Delta Habitat ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 013-2269/17/CM**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis pour 34 PLUS et 22 PLAI au Hameau de Serre à Auriol
MET 17/4047/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de 56 logements collectifs (34 PLUS et 22 PLAI), située D561, lieu-dit Le Serre, à Auriol.

Portée par la Société Anonyme d'HLM Promologis, cette opération sera financée par un emprunt pour un montant total de 5 086 589 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Métropole Aix-Marseille-Provence, soit 2 797 624 €.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire du Conseil Départemental, à hauteur de 45 %.

L'analyse financière de la SA HLM Promologis, dont le siège social est situé au 2 rue du Docteur Sanières, 31007 Toulouse, effectuée à partir du bilan certifié 2015, montre que l'actif comptable est égal à 1 804 296.418 €, le passif réel (dettes) à 1 358 777.836 €.

L'actif net comptable s'élève donc à 445 518.582 €.

Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur du bilan.

Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 35 040.437 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 loi d'orientation pour la ville ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n°88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités des régions, départements et communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à la procédure simplifiée pour les prêts accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son Territoire.

Délibère**Article 1 :**

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un Prêt souscrit par l'Emprunteur, auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Ce Prêt, constitué de 4 Lignes de prêts, est destiné à financer une opération de construction en VEFA de la résidence « le hameau de Serres, à Auriol » de 56 logements collectifs.

Article 2 :

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

Ligne du Prêt	PLUS Foncier	PLUS CONSTRUCTION	PLAI	PLAI Foncier
Montant	1 628 335 €	1 841 710 €	685 923 €	930 621 €
Durée totale :				
- Durée de la phase de préfinancement	13 mois	13 mois	13 mois	13 mois
- Durée de la phase d'amortissement	60 ans	40 ans	40 ans	60 ans
Marge fixe sur index	0,31%	0,6%	-0,2%	0,31%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Livret A +0,31%	Livret A +0,6%	Livret A -0,2%	Livret A +0,31%
Modalité de révision	« Double Révisabilité » (DR)	« Double Révisabilité » (DR)	« Double Révisabilité » (DR)	« Double Révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances	-1,5 %	-1,05%	-0,5%	-0,5%

Article 5 :

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de 6 logements réservés concernant ladite opération.

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie, ci-annexée, avec le demandeur ainsi que toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt. Le contrat d'emprunt est annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 014-2270/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM Promologis pour 6 PLS à la Bastide à Auriol MET 17/4048/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de 6 logements collectifs (6 PLS), dénommée « La Bastide », située rue de la Cave, à Auriol.

Portée par la Société Anonyme d'HLM Promologis, cette opération sera financée par un emprunt pour un montant total de 928 716 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 55 % de la Métropole Aix-Marseille-Provence, soit 510 794 €.

L'obtention de ces prêts est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire du Conseil Départemental, à hauteur de 45 %.

L'analyse financière de la SA HLM Promologis, dont le siège social est situé au 2 rue du Docteur Sanières, 31007 Toulouse, effectuée à partir du bilan certifié 2015, montre que l'actif comptable est égal à 1 804 296.418 €, le passif réel (dettes) à 1 358 777.836 €.

L'actif net comptable s'élève donc à 445 518.582 €.

Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur du bilan.

Le résultat d'exploitation 2015 est bénéficiaire de 35 040.437 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite "loi Galland" ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 loi d'orientation pour la ville ;
- L'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 relatif aux modalités des régions, départements et communes de leur garantie ou de leur caution pour les emprunts contractés par des personnes de droit privé ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017

relative à la procédure simplifiée pour les prêts accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son Territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordé la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55% pour le remboursement d'un Prêt souscrit par l'Emprunteur, auprès de la Caisse des dépôts et consignations. Ce Prêt, constitué de 3 Lignes de prêts, est destiné à financer une opération de construction en VEFA de la résidence « la Bastide » de 6 logements collectifs.

Article 2 :

Les caractéristiques financières des lignes du prêt sont définies comme suit:

Ligne du Prêt	PLS Foncier	PLS	CPLS
Montant	359 423 €	222 906 €	346 387 €
Durée totale : - Durée de la phase de préfinancement - Durée de la phase d'amortissement	0 mois 60 ans	0 mois 40 ans	0 mois 40 ans
Marge fixe sur index	1,11%	1,11%	1,11%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Périodicité des échéances	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Index	Livret A	Livret A	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Livret A +1,11%	Livret A +1,11%	Livret A + 1,11%
Modalité de révision	« Double Révisabilité » (DR)	« Double Révisabilité » (DR)	« Double Révisabilité » (DR)
Taux de progressivité des échéances	-2,15 %	-1,6%	-1,6%

Article 3 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole bénéficiera de un logement réservé concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la convention de garantie, ci-annexée, avec le demandeur ainsi que toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt. Le contrat d'emprunt est annexé à la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 015-2271/17/CM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt au Crédit Agricole Alpes-Provence de la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos pour l'opération de réhabilitation du foyer de vie du Mas des Aigues Belles situé hameau d'Entressen à Istres MET 17/3921/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération de réhabilitation du foyer de vie Mas des Aigues Belles situé hameau d'Entressen à Istres.

Portée par la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos, cette opération sera financée par un emprunt pour un montant total de 2 282 366,00 euros auprès

du Crédit Agricole Alpes-Provence, cette opération bénéficiant d'une garantie à hauteur de 50 % de la Ville d'Istres par délibération n° 9/17 en date du 16 mars 2017.

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 %.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 2298 du Code Civil ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- L'arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 9/17 du 16 mars 2017 de la commune d'Istres ;
- La demande de garantie d'emprunt de la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que portée par la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos, cette opération de réhabilitation du foyer de vie du Mas des Aigues Belles situé hameau d'Entressen à Istres sera financée par un emprunt pour un montant total de 2 282 366,00 euros auprès du Crédit Agricole Alpes-Provence ;
- Que cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 50 % de la commune d'Istres par délibération n°9/17 en date du 16 mars 2017 ;
- Que l'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 % ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt souscrit par la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos auprès du Crédit Agricole Alpes-Provence.

Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Ligne du Prêt	
Montant	2 282 366 €
Durée totale	25 ans
Taux d'intérêt	Taux fixe à 1,72 %
Profil d'amortissement	Immédiat, progressif
Périodicité des échéances	Au choix annuelle / semestrielle
Différé	Non mais possibilité de tirage pendant 36 mois
Frais de dossier	0,01 %
Modalité de révision	« Double Révisabilité limitée » (DL)
Base de calcul des intérêts	30/360
Autres frais	néant
Clauses part	néant

Article 3 :

La garantie est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole Alpes-Provence, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos pour son paiement. Toutefois, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en œuvre de la garantie, le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Chrysalide de Martigues et du Golfe de Fos est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est légale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer toutes les pièces rattachées à la garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 016-2272/17/CM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la Caisse des Dépôts et Consignations de la société anonyme d'HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition de 19 logements de fonction situés quai de la Libération à Port-Saint-Louis-du-Rhône**
MET 17/3922/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Portée par la Société Anonyme d'HLM Grand Delta Habitat, cette opération sera financée par un emprunt pour un montant total de 2 244 068,00 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, cette opération bénéficiant d'une caution bancaire de la Caisse d'Epargne à hauteur de 50 %.

L'obtention de ce prêt est conditionnée à la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 50 %.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'article 2298 du Code Civil ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « loi Galland » ;
- L'arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La délibération n° FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative aux conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à la procédure simplifiée pour les prêts accordés par la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La caution de la Caisse d'Epargne à hauteur de 50 % sur cet emprunt ;
- La demande de garantie d'emprunt de la société anonyme d'HLM Grand Delta Habitat à hauteur de 50 % ;
- La convention fixant les conditions de mise en œuvre de la garantie accordée ;

- Le contrat de prêt n° 63892, en annexe, signé entre la société anonyme d'HLM Grand Delta Habitat, ci-après l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence porte un intérêt à soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt souscrit par la Société Anonyme d'HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt d'un montant de 2 244 068 euros est destiné à financer une opération d'acquisition de 19 logements de fonction situés quai de la Libération à Port-Saint-Louis-du-Rhône, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°63892 constitué d'une ligne de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

Les caractéristiques financières de la ligne de prêt sont définies comme suit :

Caractéristiques de la ligne du Prêt	PLF
Identifiant de la ligne du prêt	5190216
Montant de la ligne du prêt	2 244 068,00 €
Commission d'instruction	1 340,00 €
Durée de la période	Annelle
Taux de période	2,18%
TEG de la ligne du prêt	2,16%
Durée	40 ans
Index	Livret A
Marge fixe sur index	1,00 %
Taux d'intérêt	1,75 %
Périodicité des échéances	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)

Conditions de remboursement anticipé	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	« Double Révisabilité limitée » (DL)
Taux de progressivité des échéances	0,00 %
Mode de calcul des intérêts	équivalent
Base de calcul des intérêts	30/360

Article 3 :

La garantie est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement) et ce jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle assurera toutes les sommes dues au titre de l'octroi de la garantie.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Anonyme d'HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la société anonyme d'HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la société anonyme d'HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés concernant ladite opération.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la convention de garantie ci-annexée ainsi que toutes les pièces s'y rattachant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 017-2273/17/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs MET 17/3976/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, il appartient au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes. Il est proposé aujourd'hui de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, des modifications sont à effectuer pour les raisons ci-après :

- En vertu des statuts d'Aix-Marseille Université, la Métropole Aix-Marseille-Provence est membre, en qualité de personnalité extérieure, de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique de l'université. Par délibération n° HN 005-033/16/CM du 7 avril 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a

désigné ses représentants au sein d'Aix-Marseille Université (AMU), s'agissant de Mesdames Rocca-Serra Marie-Laure et Joissains Maryse. Cependant cette désignation ne précise pas au sein de quelle instance de l'université ces désignations ont été opérées. Et de plus, en application des dispositions du Code de l'Education, une personnalité extérieure ne peut siéger à la fois au conseil d'administration de l'université et au sein de sa commission de la formation et de la vie universitaire. Or, Mesdames Marie-Laure Rocca-Serra et Maryse Joissains sont toutes deux membres du conseil d'administration de l'université en qualité de représentantes respectivement de la ville de Marseille et de la ville d'Aix-en-Provence. Il convient donc de modifier sur ce point la délibération n° HN 005-033/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016.

- Enfin, suite aux élections professionnelles qui se sont déroulées au sein de la Régie des Transports Métropolitains (RTM), il convient, pour tenir compte des résultats de ces élections, de modifier les désignations des trois membres du conseil d'administration de la RTM représentant le personnel de la RTM approuvées par la délibération n° FAG 100-582/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, modifiée par la délibération n° FAG 037-836/16/CM du 19 septembre 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est le nouvel organe délibérant qui règle par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité ;
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner ses représentants au sein des organismes extérieurs en lieu et place des représentants précédemment désignés par les assemblées délibérantes des six anciens EPCI ;
- Que, dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains de ses représentants lors de ses séances précédentes ;
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Sont abrogées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'Aix-Marseille Université (AMU), telles qu'approuvées par la délibération n° HN 005-033/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016.

Article 3 :

Sont modifiées les désignations des trois membres du conseil d'administration de la Régie des Transports Métropolitains (RTM) représentant le personnel de la RTM, telles qu'approuvées par la délibération n°FAG 100-582/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, modifiée par la délibération n°FAG 037-836/16/CM du 19 septembre 2016.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 018-2274/17/CM

**■ Remise des ouvrages par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour le réaménagement de la place de la Joliette à Marseille
MET 17/3828/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le périmètre de l'Opération d'Intérêt National, l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) a mis en œuvre depuis sa création un certain nombre de secteurs opérationnels et en particulier deux ZAC, la ZAC St Charles Porte d'Aix et la ZAC de la Joliette.

En ce qui concerne la ZAC de la Joliette, par délibération n° 97/614/EUGE du 29 septembre 1997, le Conseil Municipal de Marseille a donné un avis favorable à sa création, actée par arrêté préfectoral du 17 décembre 1997.

Par délibération du Conseil municipal n°98/0756/EUGE du 5 octobre 1998, la Ville de Marseille a ensuite validé le Programme des Equipements Publics de la ZAC, parmi lesquels figurent les ouvrages de voirie réalisés et financés par l'EPAEM et devant être remis gratuitement en gestion, y compris leur emprise foncière, à la Ville.

Par délibération du Conseil municipal du 28 février 2000, la Ville de Marseille a adopté le plan d'aménagement de zone de la ZAC Joliette et donné son accord sur la maîtrise d'ouvrage des équipements qui lui incombent.

Par arrêté préfectoral du 31 décembre 1997 renouvelé le 31 décembre 1999, il a été approuvé le dossier de création de la ZAC Saint Charles / Porte d'Aix à Marseille. Aux termes de cette décision, il a été arrêté que l'aménagement et l'équipement de la zone seraient conduits directement par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée.

Par arrêté préfectoral du 4 août 2000, le dossier de réalisation de cette ZAC a été approuvé, comprenant le Plan d'Aménagement de zone ainsi que le programme des équipements publics nécessaires à la réalisation de cette opération.

Suite à la création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au 1er janvier 2001 et au transfert de certaines compétences de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine, le Programme des Equipements Publics de ces deux ZAC adopté par la Ville de Marseille comprend à la fois des ouvrages à remettre à la Ville de Marseille et des ouvrages à remettre à la Communauté Urbaine.

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016 entraîne la reprise de cette gestion dans un cadre métropolitain en fonction de la typologie des ouvrages remis.

En exécution de ces dispositions, l'EPAEM remet gratuitement à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence les ouvrages achevés relevant de sa compétence (voirie et ses accessoires, infrastructures) et facture à la Communauté Urbaine la part taxable des ouvrages (TVA).

Ainsi, il est proposé au Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence d'acter la remise d'ouvrage du réaménagement de la place de la Joliette, à titre gratuit, par l'EPAEM à Métropole Aix-Marseille-Provence pour un montant HT de 816 934,57 euros et d'approuver le remboursement de la TVA par Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour un montant de 59 610,56 euros sur les ouvrages concernés.

Le procès-verbal de remise d'ouvrages a pour effet de constater la réalisation des ouvrages et de permettre leur entrée dans le patrimoine de Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que de constituer le fait générateur du versement de la TVA par Métropole Aix-Marseille-Provence.

En contrepartie de ce versement de TVA à l'EPAEM, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra bénéficier du FCTVA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général des Impôts, et notamment l'article 1609 nonies C ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole FCT 009-1564/15/CC du 21 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix n°2015_A292 du 17 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération Agglopolice Provence n°278/15 du 7 décembre 2015 ;
- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile n°2015/185 du 22 juin 2015
- La délibération du Comité Syndical du Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence n°519/15 du 24 novembre 2015

- La délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues N°CC2015-133 du 1er octobre 2015
- La délibération n°FAG032-1315/16/CM du 15 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2017 du budget principal de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est pris acte de la remise des ouvrages à titre gratuit réalisés par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée pour le réaménagement de la place de la Joliette pour un montant HT de 816 934,57 euros et d'une TVA à verser à l'EPAEM d'un montant de 59 610,56 euros.

Article 2 :

Est actée l'intégration de ces ouvrages dans la déclaration déposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du FCTVA de l'année 2017.

Article 3 :

Les crédits nécessaires pour le paiement de la TVA seront inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature budgétaire : 4581131092– Opération 2013109200

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 019-2275/17/CM

■ Approbation de la nouvelle assiette et du montant des redevances d'occupation du domaine privé par des équipements radioélectriques installés sur des biens immobiliers de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur le périmètre du Territoire Marseille Provence MET 17/3463/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence accueille sur son patrimoine, qu'il dépende de son domaine privé ou de son domaine public, des opérateurs de téléphonie

mobile pour les besoins en installations d'antennes relais.

En effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble d'immeubles susceptibles de servir d'accueil de sites radioélectriques.

En mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence et les opérateurs de réseaux : Bouygues Télécom, Free Mobile, Orange et SFR se sont concertés sur les infrastructures ainsi que sur le montant de la redevance d'occupation du domaine public afin d'assurer le déploiement durable des réseaux de téléphonie sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les enjeux sont le bon fonctionnement de la téléphonie mobile, l'attractivité du territoire, la préservation des paysages ainsi que la prise en compte des besoins des concitoyens.

Conformément à l'article L 1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence fixe l'assiette et le montant de la redevance due pour l'occupation de son domaine privé.

Dans la mesure, où il n'y a pas lieu de distinguer les opérateurs entre eux, il est proposé d'harmoniser les conditions financières :

1/ Opérateurs Economiques :

Le montant annuel de la redevance est de 11 000 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface de 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit :

- 200 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

2/ SPIC :

Le montant annuel de la redevance est de 5 500 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface de 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit :

- 100 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

3/ SPA / COMMUNES / COLLECTIVITES / ASSOCIATIONS :

En vertu de l'article L 2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les personnes publiques gèrent librement leur domaine privé sous réserve de respecter le principe d'égalité, les collectivités territoriales déterminent donc librement les conditions de mise à disposition des biens meubles de leur domaine privé.

A cet effet, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine privé peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le nouveau montant des redevances d'occupation du domaine privé par des équipements radioélectriques installés sur des biens immobiliers de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille Provence du 27 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de fixer la nouvelle assiette et les tarifs des redevances pour l'occupation du domaine privé par les équipements radioélectriques installés sur les biens immobiliers de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence;

Délibère

Article 1 :

La présente délibération annule et remplace la délibération FAG 022-504/16/CC.

Article 2 :

Sont approuvés la nouvelle assiette et les tarifs des redevances pour l'occupation du domaine privé par les équipements radioélectriques installés sur les biens immobiliers de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence comme suit :

1/ Opérateurs Economiques :

Le montant annuel de la redevance est de 11 000 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface de 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit :

- 200 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

2/ SPIC :

Le montant annuel de la redevance est de 5 500 € TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface de 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit :

- 100 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

3/ SPA / COMMUNES / COLLECTIVITES / ASSOCIATIONS :

En vertu de l'article L 2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les personnes publiques gèrent librement leur domaine privé sous réserve de respecter le principe d'égalité, les

collectivités territoriales déterminent donc librement les conditions de mise à disposition des biens meubles de leur domaine privé;

Article 3 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Sous Politique C 310 – Nature 70323 – Code Gestionnaire 4DVEEP – Fonction 844

Ces redevances seront revalorisées au 1^{er} janvier de chaque année par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics (TP01).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 020-2276/17/CM

■ Approbation des redevances pour l'occupation du domaine public métropolitain par des coffres relais et des boîtes CIDEX sur le périmètre du Territoire Marseille Provence MET 17/3969/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La présente délibération est prise en application de l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) qui prévoit que toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Les occupations privatives du domaine public sont assujetties à un principe de non-gratuité. Des exonérations sont toutefois permises lorsque l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution d'un service public qui bénéficie gratuitement à tous, ou lorsque celle-ci contribue directement à assurer la conservation du domaine public.

Hormis ces exceptions, un montant de redevance perceptible par la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être fixé par le Conseil de Métropole selon les types d'occupation.

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées par la loi n°90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la Poste et des Télécommunications, la Poste doit distribuer, tous les jours ouvrables et sauf circonstances exceptionnelles, les envois postaux qui lui sont confiés. Dans ce cadre et plus particulièrement pour l'organisation des tournées des facteurs, la Poste doit implanter sur les

parcours suivis, des « coffres relais » dans lesquels des envois sont entreposés et permettant aux facteurs de limiter les emports de charge au départ de la tournée.

La Poste peut par ailleurs proposer aux communes, un service postal de distribution du courrier dans des boîtes aux lettres individuelles regroupées sur un axe de communication (CIDEX) et qui concerne un quartier, un lotissement ou un ensemble d'habitations. L'implantation de ces boîtes CIDEX ne peut être imposée par la Poste mais doit être réalisée au cas par cas, en concertation avec les habitants concernés et les élus.

Ce système permet d'assurer la distribution postale dans de meilleures conditions compte tenu d'un environnement difficile – chemin non carrossable ou dangereux, impasse sans retournement, etc...

Pour répondre à ses besoins, la Poste souhaite installer des coffres relais et CIDEX sur le domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par conséquent, les ouvrages mentionnés ne font pas partie des cas d'exonération précités, puisque le recours à ce type de mobilier résulte du choix fait par la Poste et autres opérateurs, d'un certain mode d'organisation de la distribution.

Il est donc proposé de créer les tarifs en cohérence avec les redevances pratiquées par d'autres collectivités territoriales, comme suit :

- Pour l'implantation de coffres relais :

• **Redevance annuelle : 23,50€ TTC l'unité**

- Pour l'implantation de CIDEX:

• **Redevance annuelle : 23,50€ TTC l'unité**

Les montants précités sont révisés au 1er janvier de chaque année, par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics (TP01).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la Poste et des Télécommunication ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement de voirie applicable aux communes du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération N°HN01-003/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant élection de Monsieur Jean Claude Gaudin, en qualité de président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de fixer le montant des redevances d'occupation du domaine public métropolitain pour l'implantation de « coffres relais » et la pose de CIDEX sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence par des opérateurs.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le montant des redevances d'occupation du domaine public métropolitain pour l'implantation de « coffres relais » et la pose de CIDEX sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

- Pour l'implantation de coffres relais :

• **Redevance annuelle : 23,50€ TTC l'unité**

- Pour l'implantation de CIDEX:

• **Redevance annuelle : 23,50€ TTC l'unité**

Ces redevances seront revalorisées au 1er janvier de chaque année, par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics (TP01).

Article 2 :

Les recettes correspondantes sont constatées au budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Sous politique C 310 – Nature 70323 – Code Gestionnaire 4DVEEP – Fonction 844

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 021-2277/17/CM

■ Liste des associations et fondations exonérées de versement transport MET 17/3858/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM), la Métropole d'Aix-Marseille-Provence perçoit le produit du versement transport collecté par les organismes de recouvrement de la Sécurité sociale (URSSAF) auprès des employeurs publics et privés d'au moins de onze salariés installés sur son territoire. Le versement s'applique sur les salaires bruts versés par les employeurs publics et privés.

L'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), qui institue ce versement exonère les fondations et associations sous réserve qu'elles respectent strictement trois conditions cumulatives :

- la reconnaissance d'utilité publique ;
- le but non lucratif ;
- et le caractère social de l'activité.

Ces conditions ont été précisées par la jurisprudence et plus particulièrement concernant le caractère social de l'exercice de l'activité. Le caractère social s'apprécie notamment par le biais de plusieurs critères tels que :

- la nature des actions menées à l'égard d'un public spécifique (public fragile, en difficulté et infortuné) et de leurs prépondérances budgétaires au sein de l'activité de l'établissement ;
- le large recours au bénévolat ;
- la modicité tarifaire ;
- la provenance extérieure des financements (donations, legs, subventions) ;
- la non-compensation quasi-totale des charges par un organisme public (prix de journée, dotation globale de financement établie par convention).

En 2017, le Conseil Métropolitain a repris la liste des établissements exonérés par les anciennes AOM du territoire de la Métropole :

- Association des Paralysés de France ;
- Petites sœurs des pauvres ;
- SOS Villages d'enfants ;
- Ligue de l'enseignement – Fédération des AIL 13 ;
- Entraide ;
- Fondation Saint Jean de Dieu – Centre Hébergement et Réinsertion Sociale Forbin ;
- Petits frères des Pauvres
- Fondation du Camp des Milles, Mémoire et éducation ;
- A.D.A.R. - Association d'Aide à Domicile aux Activités Regroupées ;
- Association Espoir Provence ;
- C.H.R.S. JEAN POLIDORI - Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale - Œuvres des Prisons ;
- C.O.S.O.R. - Comité des Œuvres Sociales de la Résistance ;
- Congrégation des sœurs Saint Thomas de Villeneuve ;
- Institut Frederic Corsy ;
- Petites sœurs des pauvres ;
- Œuvre des papillons blancs de Salon ;
- La Chrysalide Martigues Golf Fos.

Conformément à la réglementation, cette liste doit faire l'objet d'une révision annuelle pour prendre en compte l'évolution de la situation des associations et fondations concernées et assurer une égalité de traitement entre tous les contribuables. A ce titre, l'ensemble des établissements exonérés ont été contactés pour mettre à jour leur dossier.

Une première analyse a été effectuée et a permis de constater que trois associations ne respectaient pas la première condition d'être une association ou une fondation reconnue d'utilité publique. Les arrêts de la Cour de cassation du 4 mars 1999 et du 1er juillet 1999 notamment précisent clairement que seules les associations reconnues d'utilité publique selon l'article 10 de la loi du 1er juillet 1901 ou les fondations reconnues d'utilité publique peuvent bénéficier de l'exonération.

De ce fait, les exonérations ne peuvent être reconduites pour les établissements suivants :

- A.D.A.R. - Association d'Aide à Domicile aux Activités Regroupées, SIRET : 301 423 737 00057, 301 423 737 00099, 301 423 737 00081 ;
- Association Espoir Provence, SIRET : 317 401 230 00055, 317 401 230 00121, 317 401 230 00105, 317 401 230 00048 ;
- La Chrysalide Martigues Golf Fos, SIRET : 316 832 344 00105, 316 832 344 00097, 316 832 344 00089, 316 832 344 00071, 316 832 344 00048, 316 832 344 00030, 316 832 344 00022.

Concernant les autres conditions à respecter, afin d'avoir le temps nécessaire d'analyser individuellement la situation des associations et fondations exonérées en concertation avec eux, il est proposé de reconduire en 2018 leur exonérations.

Toutes nouvelles demandes conformes aux conditions légales feront l'objet d'une délibération au plus proche Conseil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont exonérés du versement transport pour l'année 2017, les établissements suivants :

- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068, 775 688 732 08510, 775 688 732 09252 ;
- C.H.R.S. JEAN POLIDORI - Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale - Œuvres des Prisons, SIRET : 782 687 578 00024 ;

- Congrégation des sœurs Saint Thomas de Villeneuve, SIRET : 777 380 783 00103, 777 380 783 00111 ;
- Entraide, SIRET : 775 559 701 00179, 775 559 701 00336, 775 559 701 00328, 775 559 701 00302, 775 559 701 00146, 775 559 701 00021 ;
- Fondation du Camp des Milles, Mémoire et éducation, SIRET : 513 626 713 00012 ;
- Fondation Saint Jean de Dieu – Centre Hébergement et Réinsertion Sociale Forbin, SIRET : 753 313 329 00256 ;
- Institut Frederic Corsy, SIRET : 782 686 190 00029
- Ligue de l'enseignement – Fédération des AIL 13, SIRET : 775 558 398 00167, 775 558 398 00209, 775 558 398 00191, 775 558 398 00159, 775 558 398 00142, 775 558 398 00092, 775 558 398 00068, 775 558 398 00076, 775 558 398 00084, 775 558 398 00027 ;
- Œuvre des papillons blancs de Salon, SIRET 818 487 340 00015
- Petites Sœurs des Pauvres, SIRET : 340 179 258 00017 ;
- Petites Sœurs des Pauvres, SIRET : 340 180 975 00013 ;
- Petits Frères des Pauvres, SIRET : 775 680 259 00311 ;
- SOS Villages d'enfants, SIRET : 775 666 803 00108.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 022-2278/17/CM

■ Approbation de la répartition du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales

MET 17/3857/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été créé par l'article 125 de la loi des Finances pour 2011, pour une première mise en œuvre en 2012.

Ce fonds consiste en un mécanisme de péréquation horizontale au sein des ensembles intercommunaux, lesquels sont constitués des communes et de leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).

Le législateur a prévu une montée en charge progressive du fonds pour atteindre à terme 2% des ressources fiscales communales et intercommunales. En 2017, comme l'année précédente, le montant national du FPIC représente 1 milliards d'euros.

Pour l'année 2017, l'ensemble intercommunal est à la fois prélevé à hauteur de -3 925 719 € et bénéficiaire de 47 280 823 €. Cette information doit être confirmée par le représentant de l'Etat dans le département dans une notification à l'attention du Président de la Métropole Aix-Marseille Provence. Dans les deux mois qui suivront cette notification, le Conseil métropolitain est appelé à définir les règles de répartition entre la Métropole et ses communes membres.

La répartition du prélèvement

L'article L2336-3 du code général des collectivités territoriales précise les modes de répartition possible du prélèvement. Il y est prévu une règle de répartition de droit commun qui consiste, d'une part, à répartir le FPIC entre l'EPCI et ses communes à proportion du coefficient d'intégration fiscale, et, d'autre part, à effectuer les répartitions entre les communes en fonction du potentiel financier par habitant de ces communes et de leur population.

En outre il est prévu que l'EPCI assume à la place des communes le prélèvement lorsque celles-ci se situent parmi

- les 250 (communes de plus de 10.000 habitants) ou 30 (communes de moins de 10.000 habitants) premières communes dans le classement relatif à la dotation de solidarité urbaine et de cohésion social
- ou les 2.500 premières communes du classement relatif à la dotation de solidarité rural.

Le FPIC vise à réduire les inégalités entre les ensembles intercommunaux. Ainsi un prélèvement est effectué sur les ensembles intercommunaux les plus favorisés, sélectionnés d'après leur potentiel financier et le revenu moyen de leurs habitants. Les fonds recueillis sont ensuite reversés aux ensembles intercommunaux appartenant à une liste constituée de 60 % des ensembles intercommunaux, classés sur la base d'un indice synthétique de ressources et de charges (potentiel financier, revenus des habitants, effort fiscal), de façon décroissante.

En 2016, l'ensemble intercommunal constitué de la Métropole et de ses communes membres était bénéficiaire au titre du FPIC à hauteur de 49.639.333 €.

Le tableau suivant détaille depuis 2015 la situation de l'ensemble intercommunal d'Aix Marseille Provence (communes et Métropole) au regard du FPIC :

FPIC	2015	2016
Communes + EPCI	-1 855 943 €	49 639 333 €

Dans l'hypothèse où les classements 2017 des communes étaient semblables à ceux de 2016, aucune commune de la Métropole ne pourrait bénéficier de cette mesure.

Il est prévu en outre que les organes délibérants des EPCI peuvent modifier ces règles de droit commun :

- soit par un vote à la majorité des deux tiers : les répartitions peuvent être alors revues sans avoir pour effet de s'écarter de plus de 30 % des répartitions de droit commun. La répartition entre les communes doit s'effectuer en fonction de leur population, du revenu par habitant et du potentiel fiscal ou financier par habitant ainsi que, à titre complémentaire, d'autres critères de ressources ou de charges ;
- soit par un vote à l'unanimité ou un vote à la majorité des deux tiers approuvé par les conseils municipaux des communes membres : dans ce cas, la répartition peut être effectuée librement.

La répartition du versement

L'article L2336-5 du Code Général des Collectivités Territoriales précise les modes de répartition possible de ce versement. Il y est prévu une règle de répartition de droit commun qui consiste, d'une part, à répartir le FPIC entre l'EPCI et ses communes à proportion du coefficient d'intégration fiscale, et, d'autre part, à effectuer les répartitions entre les communes en fonction de l'insuffisance de leur potentiel financier par habitant respectif.

Les communes dont le potentiel financier par habitant est supérieur à deux fois le potentiel financier moyen

par habitant des communes de l'ensemble intercommunal sont exclus de l'attribution du FPIC.

Il est prévu en outre que les organes délibérants des EPCI peuvent modifier ces règles de droit commun :

- soit par un vote à la majorité des deux tiers : les répartitions peuvent être alors revues sans avoir pour effet de s'écarter de plus de 30 % des répartitions de droit commun. La répartition entre les communes doit s'effectuer en fonction de leur population, du revenu par habitant et de l'insuffisance de potentiel fiscal ou financier par habitant ainsi que, à titre complémentaire, d'autres critères de ressources ou de charges ;
- soit par un vote à l'unanimité ou un vote à la majorité des deux tiers approuvé par les conseils municipaux des communes membres : dans ce cas, la répartition peut être effectuée librement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles 2336-1 à 2336-7.
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article 125 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

La répartition du prélèvement au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales est opérée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses communes membres, et entre les communes membres, selon les règles de droit commun fixées à l'article L2336-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 2 :

La répartition de l'attribution du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales est opérée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses communes membres, et entre les communes membres, selon les règles de droit commun fixées à l'article L2336-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 023-2279/17/CM

■ Budget Principal Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2016

MET 17/3829/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 18 mai 2017

Budget	Résultat 2016		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Résultat disponible
	Fonctionnement	Investissement					
PRINCIPAL	78 668 925,41	-24 971 728,17	132 965 378,20	-66 361 288,24	9 690 055,74	19 765 653,37	56 528 492,33

Ces résultats et affectations ne tiennent pas compte de l'intégration dans les comptes de la Métropole des résultats de clôtures des syndicats dont la fin d'activité a été prononcée par arrêté préfectoral :

	Résultat d'investissement	Résultat de fonctionnement
ASA SARTAN LA BOUDINIERE	0	35,63
SME ARBOIS	3 130 710,87	2 123 225,62
SMM CONCORS STE VICTOIRE	475 915,75	230 639,69
PICASSO	0	94 300,72
ASA CAMPAGNE RIPERT	0	0
Total	3 606 626,62	2 448 201,66

Sur cette base, il est proposé au Conseil de la Métropole de valider le résultat cumulé d'investissement et de fonctionnement comme ci-après :

Budget de la Métropole

Résultat de clôture modifié de la section d'investissement	Résultat de clôture modifié de la section de fonctionnement
-62 754 661,62	135 413 579,86

La procédure, mise en place par l'instruction budgétaire et comptable M57, consiste à prévoir dans le budget, le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

L'affectation de résultat proposée est détaillée dans le tableau suivant et tient compte d'une dotation complémentaire de mise en réserve pour un montant de 39 365 000 euros qui participe au financement des équipements de l'exercice 2017 :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2017 approuvant le Compte Administratif 2016 de la Métropole Aix-Marseille Provence

Résultat cumulé de fonctionnement	Résultat cumulé d'investissement	RAR en recettes	RAR en dépenses	Affectation	Résultat reporté de fonctionnement
135 413 579,86	-62 754 661,62	9 690 055,74	19 765 653,37	-112 195 259,25	23 218 320,61

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification des résultats enregistrés dans le compte administratif 2016 comme suit :

Résultat de clôture cumulé du Compte Administratif 2016		Intégration des résultats de clôture des syndicats		Résultat de clôture modifié	
Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement	Investissement
132 965 378,20	-66 361 288,24	2 448 201,66	3 606 626,62	135 413 579,86	-62 754 661,62

Article 2 :

Est approuvée l'affectation de l'excédent de fonctionnement du budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 135 413 579,86 euros, est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 62 754 661,62 euros, qui s'établit, après correction des restes à réaliser en dépenses de 19 765 653,37 euros et en recettes de 9 690 055,74 euros à un montant de 72 830 259,25 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2017 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 112 195 259,25 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 « Autres Réserves » intégrant une dotation complémentaire de 39 365 000 euros qui contribuera au financement des investissements de l'exercice 2017.

Le reliquat de 23 218 320,61 euros est reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017 en section de fonctionnement.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de 62 754 661,62 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 024-2280/17/CM

■ Budget Principal Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2017 et des Etats Spéciaux des Territoires MET 17/3833/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Principal de la Métropole, il se caractérise principalement par des ajustements de crédits nécessaires à l'exécution de la gestion.

Le résultat de ce projet de Budget Supplémentaire est présenté successivement en balance générale qui regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre, il fait l'objet d'une présentation par fonction également.

En application des dispositions de l'article L.5218-8-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'état spécial de chaque territoire (adopté en équilibre réel par le conseil de territoire concerné) est soumis au vote du conseil de métropole en même temps que le projet de budget supplémentaire de la métropole.

Chaque territoire s'étant prononcé par l'adoption de son état spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le conseil de métropole, arrête les états spéciaux de territoire, comme suit :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- La délibération n° FAG 032-1312/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 du budget Principal de la Métropole.

- La délibération n° FAG 010-1743/17/CM du 30 mars 2017 approuvant la Décision Modificative n° 1 – 2017 du budget principal de la Métropole.
- L'adoption par les territoires des modifications apportées aux Etats Spéciaux de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modifications des dotations de gestion inscrites en Budget Supplémentaire comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Marseille Provence	-	-	-
Pays d'Aix	1 096 833,00	834 313,00	1 931 146,00
Pays Salonais	413 000,00	-	413 000,00
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	-	-	-
Istres Ouest Provence	-750 000,00	11 940 000,00	11 190 000,00
Pays de Martigues	-	-	-

Article 2 :

Les états spéciaux de territoires sont arrêtés aux chiffres suivants :

EST du territoire Marseille Provence :
Section de Fonctionnement 2 898 653,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

EST du territoire du Pays d'Aix :
Section de Fonctionnement 1 229 593,00 euros
Section d'Investissement 853 333,00 euros

EST du territoire du Pays Salonais :
Section de Fonctionnement 413 000,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

EST du territoire Istres-Ouest Provence :
Section de Fonctionnement - 747 000,00 euros
Section d'Investissement 11 940 000,00 euros

EST du territoire du Pays de Martigues :
Section de Fonctionnement - 200 000,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Article 3 :

Le Budget Supplémentaire de l'exercice 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget principal.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 31 543 040,92 euros
Section d'Investissement 317 914 804,56 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 025-2281/17/CM

■ Budget annexe des Transports Métropolitains-Affectation des résultats de l'exercice 2016
MET 17/3831/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes des budgets transports de l'établissement de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 18 mai 2017

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions ,et de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par l'instruction budgétaire et comptable M43 consiste à prévoir dans le budget, le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

L'affectation de résultat est détaillée dans le tableau suivant :

Budgets annexes des Transports	Résultat 2016		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
Territoire Marseille Provence	-4 805 401,92	-21 309 089,30	0,00	-20 289 095,09	8 138 334,00		0,00	0,00
Territoire du pays d'Aix	14 872 221,17	3 768 262,53	15 217 109,30	6 470 939,64				0,00
Territoire du pays salonais	1 693 759,15	-1 727 238,62	2 956 864,25	557 300,64				0,00
Territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile	4 684 995,48	-1 511 850,89	5 981 773,71	-4 053 888,63				0,00
Réseau Ulysse	1 749 313,40	1 565 649,05	4 187 255,94	799 589,94				0,00
Intégration SMT13			603 999,28	-76 950,68				0,00
TOTAL	18 194 887,28	-19 214 267,23	28 947 002,48	-16 592 104,18	8 138 334,00	0,00	15 828 524,23	13 118 478,25

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2017 approuvant les Comptes Administratifs 2016 des budgets annexes

- des transports du territoire Marseille Provence, du territoire du pays d'Aix, du territoire du pays salonais, du territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile, du réseau Ulysse.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique:

Est approuvée la modification de l'affectation de l'excédent de fonctionnement du budget annexe des transports métropolitains.

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 28 947 002,48 euros, est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 16 592 104,18 euros, qui s'établit, après correction des restes à réaliser en recettes de 8 138 334,00 euros à un montant de 8 453 770,18 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 15 828 524,23 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 «Autres Réserves ».

Le reliquat de 13 118 48,25 euros est reporté au compte 002 au budget en section de fonctionnement.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de 16 592 104,18 euros, qui sera reporté au compte 001

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 026-2282/17/CM

■ Budget annexe des Transports Métropolitains- Adoption du Budget Supplémentaire 2017 MET 17/3834/CM

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} Janvier 2017, la fusion des services transports des territoires est effective dans un budget unique des transports métropolitains avec le vote au 15 décembre 2016 du budget Primitif 2017'

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M43, il permet de réaliser des ajustements de crédits, le résultat de ce projet de Budget Supplémentaire est présenté successivement en balance générale. Cette balance regroupe par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n° FAG 033-1313/16/CM approuvant le Budget Primitif 2017 du budget annexe des Transports Métropolitains
- La délibération n° FAG 012-1745/17/CM approuvant la Décision Modificative n° 1 - 2017 du budget annexe des Transports Métropolitains

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Le Budget Supplémentaire 2017 du budget annexe des Transports Métropolitains est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la balance générale.

Elle s'équilibre en dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 14 765 191,25 euros
Section d'Investissement 11 669 103,18 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 027-2283/17/CM

■ Budgets annexes Métropole Aix-Marseille Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2016 du territoire Marseille Provence MET 17/3832/CM

Monsieur le Président du Conseil de Métropole d'Aix-Marseille Provence, soumet au Conseil de Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 18 mai 2017.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de

calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultat 2016		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
CTD	0,00	-4 197 011,08	965 522,55	-924 288,77	0,00	0,00	924 288,77	41 233,78
ASSAINISSEMENT	2 515 242,25	3 464 866,43	5 558 658,76	2 347 035,85	0,00	0,00	0,00	5 558 858,76
EAU	1 011 685,21	3 963 294,19	5 542 695,60	9 758 182,14	0,00	0,00	2 000 000,00	3 542 695,60
PORTS	147 266,25	-1 285 254,68	704 573,43	-614 469,37	0,00	0,00	514 469,37	190 104,06
MIN	-80 037,30	17 539,27	-613 125,79	319 229,55	0,00	0,00	0,00	-613 125,79
CREMATORIUM	346 740,95	149 669,74	2 191 245,80	1 209 532,77			0,00	2 191 245,80
OPERATIONS AMENAGEMENT	-264 995,57	632 808,24	-1 325 315,27	1 013 322,76	0,00	0,00	0,00	-1 325 315,27

Délibère

Article 1 :

Il est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes de la Collecte et traitement des déchets, de l'Eau et des ports de plaisance :

Collecte et traitement des déchets :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 965 522,55 euros, est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 924 288,77 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2017 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 924 288,77 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 «Autres Réserves ».

Le reliquat de 41 233,78 euros est reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017 en section de fonctionnement.

Eau

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 5 542 695,60 euros est affecté pour un montant de 2 000 000 euros à la constitution d'une dotation complémentaire en réserve.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2017 approuvant le Compte Administratif 2016 de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 mai 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2017 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 2 000 000 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 «Autres Réserves ».

Le reliquat de 3 542 695,60 euros sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017 en section de fonctionnement.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 9 758 182,14 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017.

Ports de plaisance :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 704 573,43 euros, est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 514 469,37 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2017 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 514 469,37 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 «Autres Réserves ».

Le reliquat de 190 104,06 euros est reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017 en section de fonctionnement.

Article 2 :

Sont approuvés, comme suit, les résultats de l'exercice 2016 pour les budgets annexes de l'assainissement, du Crématorium, du Marché d'Intérêt National et des Opérations d'aménagement.

Assainissement :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 5 558 858,76 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 2 347 035,85 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017

Crématorium :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 2 191 245,80 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1 209 532,77 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017

Marché d'Intérêt National :

La section de fonctionnement présente un déficit de clôture de 813 125,79 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 319 229,55 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017

Opérations d'aménagement :

La section de fonctionnement présente un déficit de clôture de 1 325 315,27 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1 013 322,76 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 028-2284/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2017 du Territoire Marseille Provence MET 17/3835/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets et le Budget Annexe Opérations d'Aménagement, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du Marché d'Intérêt National et du Crématorium..

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements des crédits. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix Marseille-Provence
- La délibération n° FAG 035-1315/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 des budgets annexes du territoire Marseille Provence.
- La délibération n° FAG 011-1744/17/CM du 30 mars 2017 approuvant la décision modificative n°1 - 2017 des budgets annexes du territoire Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 2 :

Le Budget Supplémentaire 2017 du territoire Marseille Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et Traitement des déchets, de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du MIN et des Opérations d'Aménagement.
Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :

Section de Fonctionnement 1 854 353,00 euros
Section d'Investissement - 900 911,23 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement 5 199 561,76 euros
Section d'investissement- 1 248 297,00 euros

Concernant le Budget Ports de Plaisance :

Section de Fonctionnement 140 254,06 euros
Section d'Investissement 529 469,37 euros

Concernant le Budget Marché d'Intérêt National :

Section de Fonctionnement 977 917,68 euros
Section d'Investissement 316 900,55 euros

Concernant le Budget Opérations d'Aménagement :

Section de Fonctionnement 2 547 565,64 euros
Section d'Investissement 930 163,47 euros

Article 3 :

La balance générale du budget annexe Eau, du budget annexe Assainissement et du budget annexe Crématorium est votée en excédent pour la section de fonctionnement et la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

Concernant le Budget Eau :

Dépenses de la Section de Fonctionnement
1 412 767,00 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement
3 533 320,60 euros

Dépenses de la Section d'Investissement
- 1 222 676,00 euros
Recettes de la Section d'investissement
8 719 904,30 euros

Concernant le Budget Crématorium :

Dépenses de la Section de Fonctionnement
20 176,00 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement
2 191 245,80 euros

Dépenses de la Section d'Investissement 0,00 euros
Recettes de la Section d'investissement
1 209 708,77 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 029-2285/17/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2016 des budgets du Territoire du Pays d'Aix
MET 17/3846/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix-Marseille-Provence et plus particulièrement du Territoire du Pays d'Aix a été approuvé par le vote du compte administratif le 18 mai 2017.

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde

d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations du résultat sont détaillées dans le tableau suivant :

BUDGETS	Résultats 2016		Résultat de clôture de la section de fonctionnement	Résultat de clôture de la section d'investissement	Restes à réaliser en recettes	Restes à réaliser en dépenses		Part affectée à l'investissement	Solde à reporter en fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement				Fonctionnement	Investissement		
SPANC	59 211,57		64 611,59						64 611,59
AMENAGEMENT	6 725,73	0,00	-58 772,27	237 233,26		39 970,00		0,00	-58 772,27
SPED	5 373 009,33	850 342,79	6 281 799,83	1 712 624,97		24 822,10	3 347 720,88	3 256 977,73	3 024 822,10

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2017 approuvant les comptes administratifs des budgets annexes 2016 du territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Il est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes de la collecte et traitement des déchets, de l'assainissement non collectif :

Les résultats de clôture de l'exercice 2016 du Compte de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix sont les suivants :

BUDGET ANNEXE COLLECTE ET TRAITEMENT DES DECHETS

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 6 281 799,83 €, est destiné à couvrir le reliquat de déficit de la section d'investissement d'un montant de 1 635 095,91 €, qui s'établit par différence entre l'excédent de clôture de la section d'investissement (1 712 624,97) et les restes à réaliser (3 347 720,88). Une dotation complémentaire en réserve est constituée à hauteur de 1 621 881,82 €

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2017 à l'émission d'un titre de recette d'un montant 3 256 977,73 € imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 « autres réserves ».

Le reliquat 3 024 822,10 € est reporté en section de fonctionnement.

BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 64 611,59 €, en l'absence de section d'investissement est inscrit en report à nouveau en section de fonctionnement.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2017 à une inscription en recette d'un montant de 64 611,59 € sur la nature 002 « excédent reporté ».

Article 2 :

Sont approuvés, comme suit, les résultats de l'exercice 2016 pour le budget annexe de l'aménagement :

BUDGET ANNEXE DE L'AMENAGEMENT

Le résultat de fonctionnement présente un déficit de clôture de fonctionnement – 58 772,27 €, qui sera reporté au compte 002 « déficit reporté » au budget supplémentaire 2017

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 237 233,26 qui sera reporté au compte 001 « excédent reporté » au budget supplémentaire 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 030-2286/17/CM

■ Budget Supplémentaire 2017 - Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix MET 17/3852/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole a adopté le 15 décembre 2016, le Budget Primitif 2017 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aix.

Ce Budget Primitif peut être corrigé en cours d'année tout en respectant les principes relatifs à la préparation, au vote et au maintien de l'équilibre du budget. A cet effet, il existe des décisions modificatives parmi lesquelles celle dénommée « budget supplémentaire ».

Le budget supplémentaire est une décision modificative particulière : il s'agit d'un acte d'ajustement et de reports. Sa présentation est en tout point identique à celle du Budget Primitif.

Le budget supplémentaire a pour objet essentiel de reprendre les résultats constatés à la clôture de l'exercice précédent et apparaissant au compte administratif.

1 – Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C)

Le vote du compte administratif 2016 laisse apparaître un excédent de la section d'exploitation de 64 611.59 €.

Le présent budget supplémentaire permet de :

- reprendre le résultat de la section d'exploitation (+ 64 611.59€ sur la nature 002) ;
- affecter ce résultat au financement de dépenses supplémentaires :

- + 55 611.59 € (LC 5001 – 011/6063)
- + 2 000.00 € (LC 5017 – 67/678)
- + 2 000.00 € (LC 8025 – 67/673)
- + 5 000.00 € (LC à créer – 012/648)

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
64 611.59 €**

2 – Service Public d'Elimination des Déchets (S.P.E.D.)

Le vote du compte administratif 2016 laisse apparaître :

- Un résultat de fonctionnement reporté (01/002) : 3 024 822.10 €
- Un solde d'exécution de la section d'investissement (01/001) : 1 712 624.97 €
- Un excédent de fonctionnement capitalisé (01/1068) : 3 256 977.73 €

Par ailleurs,

- la section d'investissement laisse apparaître des restes à réaliser, en dépenses pour un montant de 3 347 720,88 €
- la section de fonctionnement laisse apparaître des restes à réaliser en dépenses pour un montant de 24 822,10 €

Il convient de prendre en compte

- une régularisation sur les amortissements à hauteur de 500 000 € (en dépenses d'ordre de fonctionnement et en recettes d'ordre d'investissement).
- L'intégration des subventions transférables pour un montant de 4 000 € (en recettes d'ordre de fonctionnement et en dépenses d'ordre d'investissement)
- Un virement de crédit de 200 € de l'opération 146 (centre d'apport volontaire) vers l'opération 176 (centre de transfert)
- Des ajustements de prévisions en fonctionnement (intérêts + 100 000€, TGAP + 504 000 €, provisions + 1.9 M€)
- Une diminution de l'emprunt de -2 117 881.82 €

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
3 028 822.10 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
3 351 720.88 €**

3 – Budget Annexe de l'Aménagement

Le vote du compte administratif 2016 laisse apparaître :

- Un résultat de fonctionnement reporté (01/002) : - 58 772.27 €
- Un solde d'exécution de la section d'investissement (01/001) : 237 233.26 €

Par ailleurs, la section de fonctionnement laisse apparaître des restes à réaliser en dépenses pour un montant de 39 970 €.

Aussi, il convient d'ajuster les écritures de stock de la manière suivante :

- Variation des encours de stock de production (7133) + 98 742.27 €
- Travaux (3355) + 98 742.27 €

Et de diminuer la participation du budget général « Autres dettes GFP de rattachement » - 138 490.99 €

**La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
98 742.27 €**

**La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à :
98 742.27 €**

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 036-1316/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif 2017 des Budget Annexe du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont adoptés par nature les Budgets Supplémentaires 2017 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aix, tels que présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 031-2287/17/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2016 du Territoire du Pays Salonais
MET 17/4180/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de la Métropole Aix Marseille a été approuvé par le vote du compte administratif le 18 mai 2017.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions et, d'autre part, de

calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget, le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement. Le reliquat éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en réserve complémentaire, soit être maintenu en fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats de l'exercice 2016		Résultats de clôture	Résultats de clôture	Restes à	Restes à	Résultats cumulés	Résultats cumulés	Part affectée à	Solde maintenu en
	Fonctionnement	Investissement	Fonctionnement 2016	d'investissement 2016	Réaliser en Recettes 2016	Réaliser en Dépenses 2016	fonctionnement 2016	investissement 2016	l'investissement 2017	section de Fonctionnement
ASSAINISSEMENT	1 331 273,25	753 562,85	4 832 478,45	138 465,07	806 713,29	1 804 544,12	4 832 478,45	-859 355,76	3 000 000,00	1 832 478,45
EAU POTABLE	2 529 549,28	125 002,55	4 382 574,37	-2 435 677,67	4 027 741,63	2 909 233,53	4 382 574,37	-1 317 169,57	3 200 000,00	1 182 574,37
AMENAGEMENT	0,00	-1 819 229,34	0,00	-962 346,72	0,00	0,00	0,00	-962 346,72	0,00	0,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2017 approuvant le Compte Administratif 2016 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est décidé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes de l'Assainissement, et de l'Eau Potable:

Assainissement :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 4 832 478.45 euros, est destiné à couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (+ 138 465.07) pondéré du solde des restes à réaliser en dépenses de 1 804 544.12 et en recettes de 806 713.29 euros (-997 830.83), soit à minima, 859 365.76 euros.

L'excédent de fonctionnement est donc affecté à hauteur de **3 000 000,00 €**.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2017, à l'émission d'un titre de recette de ce montant, au compte 1068, *Autres Réserves*.

Le solde de **1 832 478.45** euros est par conséquent, maintenu en section de fonctionnement et porté au compte **002**, en recette.

Le résultat de clôture de la section d'investissement quant à lui, de **138 465.07** euros est inscrit et porté au compte **001** du budget supplémentaire 2017, en recette.

Eau Potable :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 4 382 574.37 euros, est destiné à couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement (- 2 435 677.67) pondéré du solde des restes à réaliser en dépenses de 2 909 233.53 et en recettes de 4 027 741.63 euros (+1 118 508.10), soit à minima, 1 317 169.57 euros.

L'excédent de fonctionnement est donc affecté à hauteur de **3 200 000,00 €**.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2017, à l'émission d'un titre de recette de ce montant, à la nature 1068, *Autres Réserves*.

Le solde de **1 182 574.37** euros est par conséquent, maintenu en section de fonctionnement et porté au compte **002**, en recette.

Le résultat de clôture de la section d'investissement quant à lui, de **- 2 435 677.67** euros est inscrit et porté au compte **001** du budget supplémentaire 2017, en dépense.

Article 2 :

Sont approuvés comme suit, les résultats de l'exercice 2016 pour le budget annexe des Opérations d'aménagement :

Opérations d'aménagement :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture nul.

La section d'investissement présente un résultat déficitaire de clôture de 962 346.72 euros, inscrit et porté au compte 001 du budget supplémentaire 2017, en dépense.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 032-2288/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille Provence - Adoption des budgets supplémentaires 2017 du Territoire du Pays Salonais MET 17/4181/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'instruction comptable M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats dégagés à la clôture de l'exercice précédent, ainsi que les restes à réaliser de la section d'Investissement, constatés au Compte Administratif.

Le Budget Supplémentaire a aussi pour vocation de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération FAG 037-1317/16/CM approuvant le Budget Primitif 2017 des Budgets Annexes du Territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis formulé par le Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats 2016 des Budgets Annexes du Service Public Local d'Assainissement, du Service Public Local d'Eau Potable, et des Opérations d'Aménagements du Territoire du Pays Salonais, aux Budgets Supplémentaires.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2017 des Budgets Annexes du Service Public Local d'Assainissement, du Service Public Local d'Eau Potable, et des Opérations d'Aménagements du Territoire du Pays Salonais, tel que présentés et annexés.

- **Service Public Local de l'Assainissement :**

	CHARGES	PRODUITS
Section d'Exploitation	1 809 292.45 €	1 809 292.45 €

	CHARGES	PRODUITS
Section d'Investissement	2 631 660.36 €	2 631 660.36 €

• **Service Public Local de l'Eau Potable :**

	CHARGES	PRODUITS
Section d'Exploitation	1 184 718.40 €	1 184 718.40 €

	CHARGES	PRODUITS
Section d'Investissement	7 458 421.63 €	7 458 421.63 €

	Dépenses	Recettes
Section de Fonctionnement	0.00 €	0.00 €

• **Operations d'Aménagements :**

	Dépenses	Recettes
Section d'Investissement	962 346.72 €	962 346.72 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 033-2289/17/CM

■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2016 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/4078/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes des budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ont été approuvés par le vote du compte administratif le 18 mai 2017.

Il a permis d'une part, de dégager les résultats de la section de fonctionnement ainsi que les soldes

d'exécution de la section d'investissement déterminés après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris aux budgets supplémentaires de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M40, M49, M52 consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultat 2015		Résultat de clôture de la section de fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
ASSAINISSEMENT	505 173,13	4 692 424,16	2 285 014,29	1 438 145,22	2 609 169,00	3 223 000,48	0,00	2 285 014,29
TOM	1 020 558,65	-716 565,71	500 287,53	-202 889,86	0,00	0,00	240 000,00	260 287,53
AMENAGEMENT	7 210,66	-186 701,24	7 210,66	293 496,77	0,00	283 806,29	0,00	7 210,66
PICASSO	94 300,72	0,00	94 300,72	0,00	0,00	0,00	0,00	94 300,72
RESEAU DE CHALEUR URBAIN	1 546,68	-326 362,25	15 601,71	-86 414,52	336 121,00	148 314,46	0,00	15 601,71

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2017 approuvant le Compte Administratif 2016 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère Article 1 : Est affecté l'excédent de fonctionnement du budget annexe de Traitement des Ordures Ménagères :

Traitement des ordures ménagères :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 500.287,53 euros, est destiné à couvrir le déficit de la section

d'investissement d'un montant de 202.889,86 euros. Une dotation complémentaire en réserve est constituée à hauteur de 37.110,14 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2017 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 240.000 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 «Autres Réserves ».

Le reliquat de 260.287,53 euros est reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017 en section de fonctionnement.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de 202.889,96 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017

Article 2 :

Sont approuvés comme suit, les résultats de l'exercice 2016 pour les budgets annexes de l'Assainissement, des Opérations d'aménagement, de l'exposition Picasso et du Réseau de Chaleur Urbain.

Assainissement :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 2.285.014,29 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017

Le résultat d'investissement de 1.438.145,22 euros, s'établit après correction des restes à réaliser en dépenses de 3.223.000,48 euros et en recettes de 2.609.169 euros, à un montant de 824.313,74 euros. Il n'y a donc pas lieu d'affecter l'excédent de fonctionnement

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1.438.145,22 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017

Opérations d'aménagement :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 7.210,66 euros, qui

sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017

Le résultat d'investissement de 293.496,77 euros, s'établit après correction des restes à réaliser en dépenses de 283.806,29 euros, à un montant de 9.690,48 euros. Il n'y a donc pas lieu d'affecter l'excédent de fonctionnement

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 293.496,77 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017

Exposition Picasso :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 94.300,72 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017

La section d'investissement présente un résultat de clôture nul.

Réseau de Chaleur urbain :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 15.601,71 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017.

Le résultat d'investissement de -86.414,52 euros, s'établit après correction des restes à réaliser en dépenses de 148.314,36 euros et en recettes de 336.121 euros, à un montant de 101.392,12 euros. Il n'y a donc pas lieu d'affecter l'excédent de fonctionnement.

La section d'investissement présente un déficit de clôture de 86.414,52 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 034-2290/17/CM

■ Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire 2017 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/4296/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur le Président du Conseil de Métropole sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M40 pour les Budgets Annexes Réseau de Chaleur Urbain et Régie du Traitement des Ordures Ménagères, M49 pour le Budget Annexe Assainissement et M52 pour le

Budget Annexe Opérations d'Aménagement, votés par nature avec présentation fonctionnelle.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements des crédits. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix Marseille-Provence ;
- La délibération N° FAG 039-1319/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2017 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 2 :

Le Budget Supplémentaire 2017 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est voté et arrêté aux chiffres

inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Assainissement, Traitement des Ordures Ménagères, Réseau de Chaleur Urbain et Opérations d'Aménagement.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement 2 402 014,29 euros
Section d'Investissement 5 585 072,51 euros

Concernant le Budget Traitement des Ordures Ménagères :

Section de Fonctionnement 260 287,53 euros
Section d'investissement 253 287,53 euros

Concernant le Budget Réseau de Chaleur Urbain :

Section de Fonctionnement 190 601,71 euros
Section d'Investissement 261 893,78 euros

Concernant le Budget Opération d'Aménagement :

Section de Fonctionnement 7 210,66 euros
Section d'Investissement 727 296,77 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 035-2291/17/CM

■ Budgets annexes Métropole Aix-Marseille-Provence - affectations des résultats de l'exercice 2016 du Territoire Istres-Ouest Provence MET 17/4037/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence a été approuvé par le vote des comptes administratifs le 18 mai 2017.

Il a permis de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Par ailleurs, en M4 et dérivées, si des ventes sur l'exercice n-1, ont été enregistrées, il convient d'affecter au compte 1064 une part de l'excédent de fonctionnement qui équivaut à la plus-value qui en ressort. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultats 2016		Résultat de clôture de la section de fonctionnement	Résultat de clôture de la section d'investissement	Restes à réaliser recettes	Restes à réaliser dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
Eau potable	848 931,59	1 086 477,70	926 570,41	950 237,24	-	-		926 570,41
Assainissement	2 023 245,74	3 144 392,34	2 073 981,42	1 155 167,32	-	-		2 073 981,42
Entreprises	536 053,88	- 784 007,29	602 565,68	- 295 286,78	-	-	348 731,70	253 833,98
Régie d'Action Sociale	36 919,90	8 055,78	-	17 662,96	-	-		-
Traitement des déchets	207 032,37	- 725 998,50	-	343 470,31	-	-		-

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 mai 2016 approuvant le Compte Administratif 2016 des budgets annexes du Territoire Istres-Ouest Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement du budget annexe Entreprises comme suit :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 602 565,68 euros est destiné à couvrir le reliquat de déficit de la section d'investissement d'un montant de 295 286,76 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2017 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 300 000 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 "Autres Réserves" et d'un montant de 48 731,70 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1064 "Réserves réglementées".

Le reliquat de 253 833,98 euros est reporté en section de fonctionnement.

Article 2 :

Sont approuvés, comme suit, les résultats de l'exercice 2016 pour les budgets annexes Eau Potable, Assainissement, Régie Action Sociale et Traitement des déchets :

Eau Potable :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 926 570,41 euros qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 950 237,24 euros qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017.

Assainissement :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 2 073 981,42 euros qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1 155 167,32 euros qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017.

Régie Action Sociale :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture nul.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 17 662,96 euros qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017.

Traitement des déchets :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture nul.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 343 470,31 euros qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 036-2292/17/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - adoption des budgets supplémentaires 2017 du Territoire Istres-Ouest Provence
MET 17/4033/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour les Budgets Annexes du Territoire Istres-Ouest Provence : Régie Action Sociale et Traitement des Déchets, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes : Eau potable, Assainissement, Entreprises.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements des crédits. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés

successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.
Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 038-1318/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le budget primitif 2016 des budgets annexes du territoire Istres-Ouest Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 2 :

Le Budget Supplémentaire 2017 du Territoire Istres-Ouest Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes : Eau potable, Assainissement, Entreprises, Régie Action Sociale et Traitement des Déchets.

Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Eau potable :

Section de Fonctionnement 1 083 279,41 euros
Section d'Investissement 456 700,00 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement 2 535 441,42 euros
Section d'investissement 2 986 710,00 euros

Concernant le Budget Entreprises :

Section de Fonctionnement 2 089 943,98 euros
Section d'Investissement 3 548 059,66 euros

Concernant le Budget Régie Action Sociale :

Section de Fonctionnement 0,00 euros
Section d'Investissement 18 639 ,96 euros

Concernant le Budget Traitement des déchets :

Section de Fonctionnement 962 000,00 euros
Section d'Investissement 521 470,31 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 037-2293/17/CM

**■ Budgets annexes Métropole Aix-Marseille-Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2016 du Territoire du Pays de Martigues
MET 17/4039/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues – Métropole Aix-Marseille-Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 18 mai 2017.

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminés après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par l'instruction budgétaire M49 consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budget	Résultat 2016 Fonctionnement	Résultat 2016 Investissement	Résultat de clôture de la section de fonctionnement	Résultat de clôture de la section d'investissement	Restes à réaliser en recettes	Restes à réaliser en dépenses	Part affecté à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
Eau	1 003 063,85	574 576,08	1 737 892,63	2 711 411,56	-	-	700 000,00	1 037 892,63
Ass	2 002 541,79	- 676 540,70	2 922 718,42	671 948,04	-	-	1 900 000,00	1 022 718,42

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le Compte Administratif des Budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes de la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues :

Eau :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 1 737 892,63 euros, est affecté pour un montant de

700 000 à la constitution d'une dotation complémentaire en réserve.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2017 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 700 000 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 « autres réserves ».

Le montant des plus-values nettes des cessions d'éléments d'actif d'un montant 11 726,67 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1064 « réserves réglementées ».

Le reliquat de 1 037 892,63 euros est reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017 de l'Eau en section de fonctionnement.

Assainissement :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 2 922 718,42 euros, est affecté pour un montant de 1 900 000,00 à la constitution d'une dotation complémentaire en réserve.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du budget supplémentaire 2017 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 1 900 000 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 « autres réserves ».

Le montant des plus-values nettes des cessions d'éléments d'actif d'un montant de 31 500,03 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1064 « réserves réglementées ».

Le reliquat de 1 022 718,42 euros est reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017 de l'Assainissement en section de fonctionnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 038-2294/17/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption des budgets supplémentaires 2017 du Territoire du Pays de Martigues
MET 17/4040/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M49 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement.

Le Budget Supplémentaire est un budget de report et d'ajustement des crédits. Les résultats de ces projets de Budgets Supplémentaires sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 041-1321/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant les Budgets Primitifs des Budgets Annexes du Territoire du Pays de Martigues.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 2 :

Les Budgets Supplémentaires 2017 de la Régie des Eaux et Assainissement du Territoire du Pays de Martigues sont votés et arrêtés aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes de l'Eau et de l'Assainissement.

Ils s'équilibrent en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Eau :

Section de Fonctionnement : 1 037 892,63 euros

Section d'Investissement : 3 423 138,23 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement : 1 022 718,42 euros

Section d'Investissement : 2 603 448,07 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 039-2295/17/CM

**■ Affectation du résultat d'exploitation 2016 - Budget annexe de la Régie des transports du réseau Ulysse de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
MET 17/4141/CM**

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes du budget annexe de la Régie des transports du réseau Ulysse de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 18 Mai 2017.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure mise en place par l'instruction budgétaire et comptable M43 consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Libellés	Fonctionnement		Investissement		Total
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	
Solde d'exécution de l'exercice	9 862 255,26 €	10 293 187,58 €	1 376 436,88 €	1 807 214,80 €	
Résultat antérieur reporté	969 617,32 €		1 504 578,51 €		
Résultats de clôture de l'exercice 2016	538 685,00 €		1 073 800,59 €		1 612 485,59 €
Restes à réaliser		16 661,03 €		395 427,55 €	
Solde à reporter au fonctionnement	522 023,97 €		678 373,04 €		1 200 397,01 €

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 18 Mai 2017 approuvant le compte administratif 2016 du budget annexe de la régie des Transports du réseau Ulysse.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est proposé d'affecter l'excédent du résultat d'exploitation 2016 du budget annexe de la Régie des transports du réseau Ulysse comme suit :

Proposition d'affectation de l'excédent de fonctionnement (report à nouveau créateur au 002) 538 685,00 €

FAG 040-2296/17/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption du Budget Supplémentaire de l'exercice 2017 de la Régie du réseau des transports Ulysse
MET 17/4142/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération HN 049-180/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière à caractère industriel et commercial, dénommée Régie des transports du réseau Ulysse. Conformément à l'article à L 2221-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette catégorie de régie bénéficie d'un budget propre qui est annexé à celui de la collectivité de rattachement en l'occurrence, la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par délibération n°FAG 034-1314/16/CM du 15 décembre 2016 le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté le budget primitif du budget annexe de la Régie des transports du réseau Ulysse pour l'exercice 2017.

Conformément à l'article L.1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a la possibilité de voter des documents budgétaires complémentaires au budget primitif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- La délibération FAG 034-1314/16/CM adoptant le Budget Primitif du budget annexe de la Régie des transports du réseau Ulysse relatif à l'exercice 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article unique :

Est approuvé le budget supplémentaire 2017 de la
Régie des transports du réseau Ulysse de la
Métropole Aix-Marseille-Provence :

Section de fonctionnement

Dépenses en €	Recettes en €
<u>Restes à réaliser :</u>	
Chapitre 011 : 16 661,03 €	
<u>Crédits nouveaux :</u>	<u>Crédits nouveaux :</u>
Chapitre 011	Chapitre 74
Charges à caractère général 99 930,80 €	Subvention d'exploitation -2 990 147,00 €
Chapitre 65	Chapitre 013
Autres charges de gestion courantes 10,00 €	Remboursement sur rémunérations -47 267,00 €
Chapitre 012	Chapitre 002
Charges de personnel et assimilés -2 388 580,00 €	Excédent de fonctionnement reporté 538 685,00 €
Chapitre 042	Chapitre 75
Opérations d'ordre de transfert entre sections 725 700,00 €	Autres produits 1 009 451,00 €
	Chapitre 77
	Autres produits exceptionnels -57 000,17 €
Total -1 546 278,17 €	Total -1 546 278,17 €

Section d'investissement

Dépenses en €	Recettes en €
<u>Restes à réaliser :</u> Chapitre 020 Immobilisations corporelles 395 427,55 € <u>Crédits nouveaux :</u> Chapitre 021 Immobilisations corporelles -442 836,96 €	<u>Crédits nouveaux :</u> Chapitre 002 Excédent d'investissement reporté 1 073 800,59 € Chapitre 16 Emprunts -1 846 910,00 € 040 Opérations d'ordre 725 700,00 €
Total -47 409,41 €	Total -47 409,41 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 041-2297/17/CM

■ Ouvertures, affectations, modifications et clôtures d'AP/CP - Budget Principal Métropolitain Fractionné - Territoire du Pays d'Aix MET 17/3873/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisation déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris. Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Il convient aujourd'hui :

- de réviser et d'affecter les autorisations de programme existantes compte tenu des modifications de programme.

- de clôturer des autorisations de programme.

1 – MODIFICATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Modernisation Aix-Marseille 4 ter/Heure – CPER 2015/2020

La desserte ferroviaire actuelle entre Aix-en-Provence et Marseille est de 3 Ter/h/s avec seulement un train rapide. Depuis la fin de la 1ère phase de modernisation en 2009, le trafic a été porté à 7 500 voyageurs par jour. La SNCF, l'État, la Région, le Département des Bouches-du-Rhône ainsi que la Métropole ont engagé une 2ème phase de modernisation pour un coût de 173 M€, avec comme objectif de doubler la fréquentation de la ligne à hauteur de 15 000 voyageurs par jour et une offre de 4 TER/h/s dont deux trains rapides.

Les travaux permettent en outre le rallongement des quais en gare de Simiane et Saint Antoine afin d'accueillir des trains de plus grande capacité. Ils permettent la suppression du dernier passage à niveau de la ligne.

De plus, le dossier de DUP intègre la création d'une halte ferroviaire à Plan-de-Campagne, dans le cadre d'un programme d'aménagement urbain plus global. Cependant, le financement de cette nouvelle halte fera l'objet d'une convention de financement distincte.

Enfin, la gare d'Aix-en-Provence sera modernisée, et permettra à terme une augmentation de capacité sur la ligne des Alpes, ainsi que la réouverture de la ligne Aix-Etang de Berre.

Les travaux de cette 2e phase de modernisation débuteront en 2018, pour une mise en service fin 2021. Les fermetures de ligne auront lieu très majoritairement durant la période estivale.

Plan de financement de l'opération est le suivant :

Coût total de l'opération : 173 M€
Participation Etat : 51.90 M€
Participation Région : 46.70 M€

Participation AMP : 29.41 M€
Participation Autres : 44.99 M€

Conformément aux engagements de la Métropole dans le cadre du CPER 2015-2020 (délibération du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016), il convient donc d'approuver la modification de l'autorisation de programme à laquelle cet engagement financier est affecté, qui est actuellement de 18,5 M€ (engagement de la CPA) en l'augmentant de + 10 914 000 € et porter ainsi son montant global à 29 414 000,00 € (3.17 M€ HT pour les études PRO-DCE et 26,24 M € HT pour le financement des travaux dans le cadre de la convention de financement des travaux).

Montant AP au 29/06/2017 : 29 414 000 €

Déjà financé : 719 210 €

CP2017 : 720 000 € CP2018 : 6 895 000 €
CP2019 : 5 335 000 € RAF : 15 744 790 €

Complexe sportif du Farigoulier à Pertuis

Il s'agit de développer le site du Farigoulier à Pertuis, site à vocations multiples, et de pourvoir le bassin de vie Val de Durance d'une aire de pratique sportive en plein air.

En dehors des activités déjà présentes sur le site (rugby, football, modélisme, pêche, tir ...), de nouveaux aménagements de loisirs touristiques et culturels sont prévus (stades, parcours sportifs ...).

Le complexe rénové et agrandi permettra d'apporter une meilleure réponse aux besoins des pratiquants sportifs de plein air tout en lui donnant un rôle important pour le tourisme familial.

En complément de l'estimation originelle, ayant abouti au vote de l'autorisation de programme de 5 M€ pour le projet de développement et de restructuration du site sportif et de loisirs du Farigoulier à Pertuis, une étude de faisabilité a été menée par un bureau d'étude spécialisé.

Cette étude, rendue en avril 2017, a non seulement permis de préciser les coûts des différents équipements et aménagements prévus, mais a aussi permis d'approfondir l'ensemble des contraintes liées à cette opération (foncier, PPRI ...). Il s'avère que ces dernières représentent un surcoût qu'il n'était pas possible d'identifier en amont sans études spécifiques.

De plus, pour que l'ensemble des activités prévues puisse s'insérer dans un schéma directeur pertinent du site et fonctionner rationnellement, il a été nécessaire en plus des équipements proprement dits, d'envisager des opérations prenant en compte la mise en cohérence des différentes fonctionnalités correspondantes (circulation, accès, réseaux, éclairage ...)

En conséquence, il est proposé de modifier le montant de l'autorisation de programme en la portant de 5M€ à 9 M€, tel que précisé ci-dessous.

Montant AP : 9 000 000 €

Déjà financé : 0 €

CP2017 : 50 000 € CP2018 : 96 000 €
CP2019 : 984 000 € RAF : 7 870 000 €

2 – CLOTURE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Suite à la fin de certaines opérations ou à des changements de programmation il convient de clôturer les autorisations de programmes suivantes :

- COCOM Barrida – DI4532AP

Montant de l'AP : 10 000 000 € Déjà financé : 9 555 €
RAF : 9 990 445 €

- Piscine Jas de Rhodes – DI417AP

Montant de l'AP : 2 740 894 € Déjà financé : 2 708 767.03 €
RAF : 33 126.97 €

- Murs anti-bruit – DI259AP

Montant de l'AP : 708 090 € Déjà financé : 391 811.89 €
RAF : 316 277.11 €

- Fonds Investissement énergie renouvelable – DI256AP1

Montant de l'AP : 849 124 € Déjà financé : 656 569.19 €
RAF : 192 554.81 €

Fonds d'investissement énergie renouvelable OPHLM – DI256AP2

Montant de l'AP : 400 000 € Déjà financé : 300 579.98 €
RAF : 99 420.02 €

- PIDAF – DI246AP3

Montant de l'AP : 3 612 340 € Déjà financé : 3 196 579.16 €
RAF : 415 760.84 €

- Aide à la pierre 2009 – DI712AP4

Montant de l'AP : 3 628 435 € Déjà financé : 3 602 867.10 €
RAF : 25 567.90 €

- Maison de l'innovation – DI385AP2

Montant de l'AP : 2 800 000 € Déjà financé : 17 981.86 €
RAF : 2 782 018.14 €

- Subvention Equipement Logeurs 2009 – DI711AP3

Montant de l'AP : 2 033 105 € Déjà financé : 1 840 974 €
RAF : 192 131 €

- Entrées de ville 2007 – DI50AP07

Montant de l'AP : 5 300 000 € Déjà financé : 5 256 164.36 €
RAF : 43 835.64 €

- **Plan de campagne collecteur CV15 – DI335AP4**

Montant de l'AP : 1 000 000 € Déjà financé : 9 261 € RAF : 990 739 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° FAG032-1312/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget primitif 2017 du budget principal ;
- La délibération N° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°FAG057-1337/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Primitif Métropolitain Fractionné, territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modifications des autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix et leurs affectations suivant les éléments ci-dessous :

Modernisation Aix-Marseille 4 ter/Heure – CPER 2015/2020

Montant AP : 29 414 000 €

Déjà financé : 719 210 €

CP2017 : 720 000 € CP2018 : 6 895 000 €
CP2019 : 5 335 000 € RAF : 15 744 790 €

Complexe sportif du Farigoulier à Pertuis

Montant AP : 9 000 000 €

Déjà financé : 0 €

CP2017 : 50 000 € CP2018 : 96 000 €
CP2019 : 984 000 € RAF : 7 870 000 €

Article 2 :

Est approuvée la clôture des autorisations de programme du Territoire du Pays d'Aix suivant les éléments ci-dessous :

- **COCOM Barrida – DI4532AP**

Montant de l'AP : 10 000 000 €
Déjà financé : 9 555 € RAF : 9 990 445 €

- **Piscine Jas de Rhodes – DI417AP**

Montant de l'AP : 2 740 894 €
Déjà financé : 2 708 767.03 € RAF : 33 126.97 €

- **Murs anti-bruit – DI259AP**

Montant de l'AP : 708 090 €
Déjà financé : 391 811.89 € RAF : 316 277.11 €

- **Fonds Investissement énergie renouvelable – DI256AP1**

Montant de l'AP : 849 124 €
Déjà financé : 656 569.19 € RAF : 192 554.81 €

- **Fonds d'investissement énergie renouvelable OPHLM – DI256AP2**

Montant de l'AP : 400 000 €
Déjà financé : 300 579.98 € RAF : 99 420.02 €

- **PIDAF – DI246AP3**

Montant de l'AP : 3 612 340 €
Déjà financé : 3 196 579.16 € RAF : 415 760.84 €

- **Aide à la pierre 2009 – DI712AP4**

Montant de l'AP : 3 628 435 €
Déjà financé : 3 602 867.10 € RAF : 25 567.90 €

- **Maison de l'innovation – DI385AP2**

Montant de l'AP : 2 800 000 €
Déjà financé : 17 981.86 €RAF : 2 782
018.14 €

- Subvention Equipement Logeurs 2009 – DI711AP3

Montant de l'AP : 2 033 105 €
Déjà financé : 1 840 974 €RAF : 192 131 €

- Entrées de ville 2007 – DI50AP07

Montant de l'AP : 5 300 000 €
Déjà financé : 5 256 164.36 €RAF : 43
835.64 €

- Plan de campagne collecteur CV15 – DI335AP4

Montant de l'AP : 1 000 000 €
Déjà financé : 9 261 €RAF :
990 739 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 042-2298/17/CM

■ Affectations et modifications d'AP/CP - Budget Annexe Service Public d'Elimination des Déchets (SPED) du Territoire du Pays d'Aix MET 17/3881/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractère pluriannuel se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées, ou à des subventions d'équipement versées à des tiers.

Les articles L2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales précisent que la section d'investissement du budget peut comprendre des autorisations de programme.

Celles-ci constituent la limite supérieure des engagements juridiques pluriannuels qui peuvent être pris. Elles demeurent valables jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation et peuvent être révisées.

Il convient aujourd'hui :

- de réviser et d'affecter les autorisations de programme existantes compte tenu des modifications de programme.

Opération : extension/rénovation des déchetteries (opération 173 – DI173AP)

La poursuite du programme nécessite l'augmentation de l'autorisation de programme de 1 505 000 € afin de

porter le montant global de l'AP à 4 263 000 € suivant l'échéancier ci-dessous :

Déjà financé : 1 251 108 €CP2017 : 1 011 275 €
CP2018 : 1 600 703 €RAF : 399 914 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° HN 040-173/16/CM du 28 avril 2016 du Conseil de la Métropole portant intégration de la situation des Autorisations de Programme et d'Engagement au 31/12/2015 dans la gestion de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 036-1316/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant le Budget Primitif 2017 du Budget Annexe du Service public d'élimination des déchets du Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG051-1331/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 portant ouverture, modification et clôture d'autorisation de programme au Budget Annexe du Service Public d'Elimination des Déchets du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvées, les modifications et affectations de l'autorisation de programme du Territoire du Pays d'Aix suivant le tableau ci-dessous :

Opération 173 (DI173AP) : Extension Rénovation déchetteries

AP au 01/01/2017 : 2 758 000 €

Augmentation : 1 505 000 €

AP au 18/05/2017 / 4 263 000 €

Déjà financé : 1 251 108 € CP2017 : 1 011 275 €
CP2018 : 1 600 703 € RAF : 399 914 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 043-2299/17/CM

■ Extension des titres restaurant à tous les agents de la Métropole et accès au dispositif de restauration collective en place

MET 17/4176/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2007-209 du 19 février 2007 a introduit dans la loi du 26 janvier 1984 un article 88-1 qui pose le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales au bénéfice de leurs agents.

A ce jour, deux dispositifs de restauration coexistent sur la Métropole Aix-Marseille-Provence : l'attribution de titres-restaurant et la restauration collective.

Dans le cadre de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, il est nécessaire par souci d'équité de permettre à l'ensemble des agents de la Métropole de disposer de titres restaurant et d'harmoniser les modalités d'attribution qui varient selon les territoires et entités d'origine des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence comparatif :

	Agents CT1	Agents CT2	Agents CT3	Agents CT4*	Agents CT5	Agent CT6**	Ex-SMEGTU	Ex-SMITEEB	Ex-ARBOIS	Ex-GSSV
Valeur faciale du titre restaurant	8,80€	8,80€	8,00€	7,00€	7,00€	./.	7,00€	5,00€	8,50€	5,50€
% participation employeur	60%	60%	60%	60%	60%	./.	60%	50%	60%	60%
Participation employeur	5,28€	5,28€	4,80€	4,20€	4,20€	./.	4,20€	2,50€	5,10€	3,30€

*deux dispositifs coexistent : titres restaurant et restaurant administratif.

** dispositif de restauration par contrat passé avec le restaurant administratif de la ville de Martigues.

- Etre un agent de la Métropole mis à disposition d'une autre collectivité,
- Etre en activité à la Métropole, en qualité d'emploi aidé.

La règle essentielle étant, que pour chaque agent, ces deux dispositifs sont exclusifs l'un de l'autre.

Ouverture des droits aux titres restaurant :

1. Titres restaurant

Il est proposé de retenir l'harmonisation suivante :

La valeur faciale des titres restaurant est harmonisée pour tous les agents de la métropole Aix-Marseille-Provence à 8,80euros. La participation de l'employeur est fixée à 60 %. Le montant pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence est fixée à 5,28 euros et par l'agent à 3,52 euros.

Bénéficiaires :

Sont bénéficiaires des titres restaurant les agents remplissant les conditions suivantes :

- Etre en activité à la Métropole, en qualité de stagiaire, titulaire ou contractuel de droit public ou de droit privé ;

- Condition d'ancienneté : L'ouverture des droits aux titres restaurant nécessite de justifier d'un mois d'ancienneté au sein de la Métropole.

Calcul forfaitaire des droits au titre restaurant: le principe est l'attribution d'un titre restaurant par jour effectivement travaillé, dont le repas est compris dans l'horaire de travail journalier.

- Calcul forfaitaire annuel : les droits aux titres restaurant sont calculés annuellement en opérant une déduction forfaitaire des jours de congés et de RTT, (exemple : 18 titres par mois sur 12 mois pour un temps complet).

Retenues sur les titres restaurant :

- Tout jour ouvré d'absence, en plus des jours de congés et de RTT déduits forfaitairement,

entraîne la retenue d'un titre restaurant, notamment pour les motifs suivants :

- Absences médicales,
 - Positions administratives (congés paternité, congés parental, disponibilité...)
 - Autorisations exceptionnelles d'absences (jours enfant malade, décès, mariages...)
 - Jours de grève.
- Toutes prise en charge de repas de midi lors d'un jour travaillé, entraîne la retenue d'un titre restaurant, notamment pour les motifs suivants :
- Remboursement frais de repas de midi, au titre d'une mission effectuée dans le cadre de ses fonctions ;
 - Formations donnant lieu à la remise des titres restaurants supplémentaires ou comprenant un repas servi aux participants.

La dépense totale liée à cette prestation est estimée pour une année pleine à 13.229.568 euros. Toutefois la dépense nette qui reste à la charge de la Métropole s'élèvera à 60% de cette somme, soit sur la base de l'estimation d'une année à un montant égal à 7.937.740,80 euros.

2. Dispositif de restauration collective :

Dans le cadre de la coexistence des deux dispositifs, il est nécessaire de prévoir les conditions dans lesquelles les agents de la Métropole peuvent bénéficier soit de l'accès au restaurant administratif, soit de l'attribution au titre restaurant.

En effet, l'article 19 de l'ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967 autorise l'attribution de titres-restaurant aux agents publics, lorsque les collectivités territoriales n'ont pas mis en place de dispositif propre de restauration collective et qu'elles ne peuvent faire bénéficier leurs agents d'un dispositif de restauration compatible avec la localisation de leur poste de travail par contrat passé avec des gestionnaires de restaurants publics ou privés.

La délivrance des titres-restaurant est donc possible en cas de mise en place d'un dispositif propre (ou par contrat) de restauration collective, pour les agents qui ne peuvent en bénéficier compte tenu de la localisation de leur lieu de travail.

Il est rappelé que le choix entre l'attribution de titres-restaurant et l'accès au restaurant administratif est exclusif.

L'accès au restaurant administratif doit répondre en priorité aux besoins de restauration des agents qui travaillent sur le site du siège des conseils de territoire

concernés, toutefois compte tenu de la capacité d'accueil de la salle de restauration, des horaires variables des agents et des déplacements professionnels, l'agent pourra avoir le choix entre l'attribution de titres-restaurant et l'accès au restaurant administratif avec un tarif subventionné.

S'il opte pour le restaurant administratif, un formulaire d'inscription au restaurant administratif sera proposé à l'agent pour lui permettre d'accéder au restaurant administratif au tarif subventionné. Dans ce cas, l'agent ne sera pas éligible au titre restaurant.

Pour les agents qui opteront pour les titres-restaurant et qui souhaiteront occasionnellement manger dans ce restaurant administratif, ils seront autorisés à accéder en qualité de visiteur extérieur, dans ce cas la participation employeur ne sera pas déduite de la facture.

Un contrôle sera mis en place pour que les agents ne puissent bénéficier à la fois des titres-restaurant et de l'accès au restaurant administratif à un tarif préférentiel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code du travail,
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la loi n° 2001-1276 du 28 décembre 2001 (JO 29 déc. 2001 ; p. 21133) portant loi de finances rectificative pour 2001 (titres-restaurant dans les collectivités locales) ;
- L'ordonnance n°67-830 du 27 septembre 1967, modifiée par la loi n°2011-525 du 17 mai 2011
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-003/16/CM du Conseil métropolitain en date du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole ;
- La délibération n° 2015-038 du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues du 9 avril 2015

- La délibération du Conseil Métropole en date du 13 juillet 2017 approuvant la convention relative au restaurant collectif du pays d'Aubagne.
- L'avis du Comité Technique de la Métropole du 15 juin 2017

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en place une politique harmonisée en matière de restauration.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'extension des titres restaurant à tous les agents de la Métropole

Article 2 :

Est approuvée la fixation de la valeur faciale des titres restaurant à 8,80 euros à compter du 1er septembre 2017 avec une participation de l'employeur à 60 %.

Article 3 :

Est approuvée la possibilité d'un droit d'option pour les agents des Territoires disposant d'un restaurant administratif dans le respect de l'exclusivité des deux dispositifs.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à la participation employeur des deux dispositifs sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 044-2300/17/CM

■ Approbation d'une convention avec la ville d'Aubagne pour la restauration collective et la fixation du tarif des repas

MET 17/4175/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Pays d'Aubagne et de l'Etoile dispose d'une cuisine qui est un lieu de restauration collective du personnel mais qui ne peut pourtant pas permettre la fabrication de repas au regard des différentes normes en matière de cuisine collective.

Toutefois, l'espace cuisine peut recevoir, remettre en température et servir des repas pour le personnel du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et des adultes externes.

Dans ce contexte le Pays d'Aubagne et de l'Etoile fait appel depuis de nombreuses années au service de restauration collective de la ville d'Aubagne pour la fabrication et la livraison des repas au siège du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

En raison de la modification de l'organisation du service public de restauration collective de la ville d'Aubagne et de la modification des tarifs des repas qui en découle, il apparaît nécessaire de modifier les conditions du partenariat entre la ville d'Aubagne et la Métropole, subrogée dans les droits de la Communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile.

A cette fin, les nouveaux rapports entre les deux collectivités seront régis par la convention ci-annexée.

Par ailleurs, la présente délibération a pour objet de fixer le tarif du repas pour l'année 2017.

Il est rappelé que le choix entre l'attribution de titres restaurant et l'accès au restaurant administratif est exclusif.

En effet, l'ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967 autorisant l'attribution de titres-restaurant aux agents publics, lorsque les collectivités territoriales n'ont pas mis en place de dispositif propre de restauration collective et qu'elles ne peuvent faire bénéficier leurs agents d'un dispositif de restauration compatible avec la localisation de leur poste de travail par contrat passé avec des gestionnaires de restaurants publics ou privés.

La délivrance des titres-restaurant est également possible en cas de mise en place d'un dispositif propre (ou par contrat) de restauration collective, pour les agents qui ne peuvent en bénéficier compte tenu de la localisation de leur lieu de travail.

La liberté de choix de l'agent entre ces deux dispositifs n'est pas viable, si les deux dispositifs comportent déjà individuellement un coût supporté par l'employeur.

Ainsi, la possibilité d'offrir la liberté de choix entre ces deux types de restauration est cependant justifiée, si un système est mis en place pour garantir qu'il n'y a pas de double financement de l'employeur (titres-restaurants et accès au restaurant avec tarifs subventionnés) et qu'il répond à un besoin des agents qui ne peuvent bénéficier du restaurant administratif, compte tenu de la capacité de la salle de restauration, des horaires de travail, des déplacements professionnels...

L'accès au restaurant administratif doit répondre en priorité aux besoins de restauration des agents qui travaillent sur le site du siège du conseil de territoire, toutefois compte tenu de la capacité d'accueil de la salle de restauration, des horaires variables des

agents et des déplacements professionnels, l'agent pourra avoir le choix entre l'attribution de titres restaurant et l'accès au restaurant administratif avec un tarif subventionné.

S'il opte pour le restaurant administratif, un formulaire d'inscription au restaurant administratif sera proposé à l'agent pour lui permettre d'accéder au restaurant administratif au tarif subventionné. Dans ce cas, l'agent ne sera pas éligible au titre restaurant.

Pour les agents qui opteront pour les titres-restaurants et qui souhaiteront occasionnellement manger dans ce restaurant administratif, ils seront autorisés à accéder en « qualité de visiteur extérieur », dans ce cas la participation employeur ne sera pas déduite de la facture.

La Métropole va mettre en place un contrôle pour que les agents ne puissent bénéficier à la fois des tickets-restaurants et de l'accès au restaurant administratif à un tarif préférentiel.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis du Comité Technique de la Métropole du 15 juin 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de conventionner avec la ville d'Aubagne et de fixer le tarif du repas pour l'année 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention régissant les rapports entre la ville d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la fabrication et la livraison de repas.

Article 2 :

Le tarif du repas pour l'année 2017 est fixé comme suit (il fera l'objet d'une revalorisation annuelle dans le cadre de la convention) :

- Pour les employés du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et les stagiaires écoles : 4,896 euros le repas.
- Pour les repas exceptionnel extérieur : 8,20 euros le repas.

Article 3 :

La participation agent et employeur au tarif des repas au sein du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est fixé de la manière suivante :

- Pour les employés du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et les stagiaires écoles, la participation du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour un repas est de : 2,52 euros
- Reste à la charge de l'agent : 2,38 euros

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents en découlant

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 045-2301/17/CM

■ Mise à jour du tableau des effectifs, créations, ajustements et modifications des postes dans le cadre des besoins de service et du mouvement de personnel
MET 17/4169/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de permettre le bon fonctionnement des services, il convient de tenir compte de la réforme statutaire des parcours professionnels carrières et rémunérations, des ajustements et modifications de postes dans le cadre des besoins du service, des mouvements du personnel (départ retraite, mobilité interne, réussite aux concours et examens), des besoins de

recrutement, et de modifier en conséquence le tableau des effectifs, annexé au présent rapport

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux ;
- Le décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2010-330 du 22 mars 2010 modifié fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux ;
- Le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ;
- Le décret n°2016-203 du 26 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux ;
- La délibération FAG 006-18/05/17 CM du conseil de la Métropole du 18 mai 2017 relative à la mise à jour du tableau des effectifs, créations, ajustements et modifications des postes dans le cadre du

schéma directeur d'organisation des services de la Métropole;

- L'avis du Comité technique de la Métropole du 15 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'afin de permettre le bon fonctionnement des services, il convient de tenir compte de la réforme statutaire des parcours professionnels carrières et rémunérations, des ajustements et modifications de postes dans le cadre des besoins du service, des mouvements du personnel (départ retraite, mobilité interne, réussite aux concours et examens), des besoins de recrutement, et de modifier en conséquence le tableau des effectifs, annexé au présent rapport.

Délibère

Article 1 :

Pour ce qui concerne le territoire de Marseille Provence :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, ne donnant pas lieu à la création de postes budgétaires :

- Un conseiller juridique (Direction Générale des Services / Direction Affaires Juridiques et Assemblées)
- Deux chefs de projet informatique (DGA Ressources / Direction des Systèmes d'Informations)
- Un chargé d'études Environnementales et Eaux Pluviales (DGA Eau et Domaine Public / Direction de l'Eau et de l'Assainissement Pluvial)
- Un chef de service Stratégies et Territoires (DGA Développement Economique / Direction Innovations Stratégiques et Mutations Industrielles)
- Un chef de service gestion du réseau interurbain des grandes lignes (DGA Mobilité)
- Un chef de projet Accessibilité et Rénovation Urbaine (DGA Mobilité / Direction Aménagement de l'Espace Public)

- Un chef de service Territoire Marseille Est (DGA Mobilité / Direction Coordination Territoriales et Interventions)
- Un économiste de flux (DGA Ressources / Direction Services Généraux)
- Un chef de service Ressources (DGA Ressources / Direction Services Généraux)
- Un responsable de division Pluvial et Assainissement Non Collectif (DGA Eau et Domaine Public / Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial)
- Un chef de projet Aménagement (DGA Mobilité / Direction Aménagement de l'Espace Public)
- Un chef de projet Aménagement Marseille Centre (DGA Mobilité / Direction Aménagement de l'Espace Public / Service Marseille Centre)

Description des missions et compétences attendues pour chacun de ces postes :

- Un conseiller juridique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux à la Direction Affaires Juridiques et Assemblées.

Description du poste : conseiller les services et apporter une expertise juridique sur les compétences métropolitaines et du conseil de territoire. Rédiger les notes et études juridiques,

assurer un suivi des délégations de service public, analyser les actes et conventions, assurer la veille juridique et mettre à jour le fonds documentaire juridique du service.

Profil : assurer un conseil juridique, aider à la décision, maîtriser le droit administratif, rigueur et précision, capacité d'analyse, esprit de synthèse. Diplôme master 2 en droit public.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Deux chefs de projet informatique inscrits à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction des Systèmes d'Informations.

Description du poste : assurer la cohérence du système d'information et piloter une équipe de développement. Définir l'architecture technique du système d'information, permettre la cohérence des moyens informatiques de la collectivité, piloter des projets et conseiller sur les choix techniques.

Profil : aider à la décision, concevoir et conduire un projet, évaluer les coûts d'un projet, mettre en œuvre des actions de gestion de projet, aptitude à la communication, capacité de planification, sens de l'organisation, autonomie. Formation supérieure en informatique.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un chargé d'études Environnementales et Eaux Pluviales inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement Pluvial.

Description du poste : accompagner et animer l'intégration de la compétence pluviale au niveau de la Métropole et mettre en œuvre une stratégie sur l'organisation des compétences locales de l'eau. Constituer une base de données pluviale Métropolitaine, animer des réunions, assurer un suivi des études en cours, participer à l'élaboration de documents types sur les préventions des inondations et en rapport avec l'assainissement pluvial et gérer les marchés publics.

Profil : évaluer la faisabilité d'un projet, connaître les méthodes et outils de contrôle des coûts, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, aisance relationnelle, esprit d'équipe, capacité d'analyse. Diplôme d'études supérieures spécialisées en environnement avec une première expérience dans un bureau d'études ou collectivité.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un chef de service Stratégies et Territoires inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux à la Direction Innovations Stratégiques et Mutations Industrielles.

Description du poste : développer économiquement la Métropole AMP et avec l'aide du Directeur, analyser et prendre en compte les enjeux commerciaux. Piloter le schéma d'urbanisme commercial avec la mise en place d'outils, animer des groupes de travail, assurer un lien avec les communes, suivre les gros projets d'implantation commerciale sur la Métropole. Mettre en place des outils fonciers, assurer une coordination entre plusieurs études, contribuer à l'élaboration et au suivi des

documents stratégiques tournés vers la notion économique du territoire Marseille Provence.

Profil : connaître les règles et procédures applicables au domaine d'activité, maîtriser les logiciels spécifiques au domaine d'activité, aisance relationnelle, capacité d'animation, disponibilité, capacité d'adaptation. Diplôme d'études supérieures spécialisées en développement économique, commercial et local.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon des cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un chef de service gestion du réseau interurbain des grandes lignes inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction Générale Adjointe Mobilité.

Description du poste : assurer la maîtrise d'ouvrage de la réalisation et du suivi des points d'arrêts et suivre des projets communaux et départementaux d'aménagement d'espace public ou de voirie. Piloter et suivre la mise en œuvre des programmes de mise en accessibilité. Encadrer et animer le service.

Profil : Aider à la décision, être familier avec l'environnement du secteur, maîtriser l'outil informatique, connaître les bases du code des marchés publics, connaître les évolutions techniques du domaine d'activité, disponibilité, sens de l'organisation, capacité d'analyse, capacité d'écoute, sens de l'autorité. Diplôme d'études supérieures avec des connaissances techniques en VRD et projets d'infrastructures.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un chef de projet Accessibilité et Renovation Urbaine inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction Aménagement de l'Espace Public.

Description du poste : conduire les opérations d'aménagement d'espaces publics sur les opérations de l'Agence Nationale pour la Renovation Urbaine et sur la mise en accessibilité des lignes de bus structurantes. Définir le projet, analyser les besoins et la faisabilité, étudier la conception et la réalisation du projet, établir les cahiers des charges, lancer les appels d'offres, assurer la coordination des prestataires et le

pilotage des équipes sur le projet et contrôler l'activité.

Profil : concevoir et conduire un projet, connaître et veiller au respect de la réglementation, autonomie, esprit de synthèse, pragmatisme, réflexion. Diplôme d'études supérieures ou ingénieur.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un chef de service Territorial Marseille Est inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction Coordination Territoriales et Interventions.

Description du poste : assurer le contrôle des prestataires en charge des opérations d'aménagement de voirie, assurer le suivi financier de l'activité du service et la bonne gestion du territoire et répondre aux objectifs fixés. Définir le projet et répartir les activités entre les agents, planifier les activités, assurer la gestion et le suivi des dossiers opérationnels, mobiliser les équipes, mener des actions correctrices si besoin et contrôler la réalisation des missions.

Profil : conseiller les élus, mettre en œuvre des actions de gestion de projets, connaître la réglementation de l'aménagement de l'espace public, aptitude à la communication, disponibilité, sens du service public, sens de la hiérarchie. Diplôme d'études supérieures ou ingénieur.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un économiste de flux inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction Services Généraux.

Description du poste : gérer et optimiser les consommations de fluides et mettre en œuvre les travaux nécessaires aux économies d'énergie dans les bâtiments de la collectivité. Inspecter et diagnostiquer les équipements techniques existants, proposer des solutions économiques, suivre et analyser les consommations de flux, élaborer et gérer les marchés spécifiques.

Profil : connaître les instances, processus et circuits de décision, gérer un budget, préparer et organiser des réunions, gérer des contrats, connaître la réglementation des marchés publics, autonomie, rigueur, précision, sens des responsabilités. Diplôme d'études supérieures ou ingénieur.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un chef de service Ressources inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux à la Direction Services Généraux.

Description du poste : définir et développer l'organisation du service et les procédures internes, mettre en œuvre des méthodes de travail pour les équipes, et proposer des actions et objectifs au Directeur. Etablir et suivre les budgets, suivre les marchés. Profil : aider à la décision, élaborer et suivre un budget, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, capacité d'analyse, disponibilité, sens de l'organisation, esprit de synthèse. Diplôme supérieur en finance et comptabilité publique. Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un responsable de division Pluvial et Assainissement Non Collectif inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial.

Description du poste : conduire et contrôler l'activité de la Division et s'assurer de la bonne exécution des opérations. Assurer la planification des tâches, la gestion des instructions des autorisations d'urbanisme et apporter son expertise.

Profil : concevoir et conduire un projet, connaître et veiller au respect de la réglementation, connaître les règles de comptabilité publique, sens des responsabilités, capacité d'analyse, autonomie, réflexion. Diplôme d'études supérieures.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un chef de projet Aménagement inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction Aménagement de l'Espace Public.

Description du poste : assurer la mise en œuvre d'une programmation d'aménagements d'espaces publics. Assurer

la conception d'un projet, le pilotage de l'équipe et le contrôle des prestations.

Profil : analyser rapidement une situation ou des événements imprévus, élaborer et gérer des indicateurs d'activité, connaître et appliquer la réglementation des marchés publics, autonomie, esprit d'initiative, sens de l'organisation.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un chef de projet Aménagement Marseille Centre inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction Aménagement de l'Espace Public du service Marseille Centre.

Description du poste : conduire les opérations d'aménagement d'espaces publics sur le territoire de la commune de Marseille. Définir le projet, analyser les besoins et la faisabilité, étudier la conception et la réalisation du projet, établir des cahiers des charges, lancer les appels d'offres, assurer la coordination des prestataires et le pilotage des équipes sur le projet et contrôler.

Profil : concevoir et conduire un projet, connaître et veiller au respect de la réglementation, autonomie, esprit de synthèse, pragmatisme, réflexion. Diplôme d'études supérieures ou ingénieur.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, donnant lieu à la création de postes budgétaires :

- Un chargé de mission dialogue social (DGA Ressources Humaines - DGA déléguée en charge du dialogue social)
- Un directeur de services relations Sociales (DGA Ressources Humaines - DGA déléguée en charge du dialogue social)
- Un conseiller technique Ressources humaines (DGA Ressources Humaines)
- Un chargé de mission Redevance Spéciale (DGA Propreté/ Direction Redevance Spéciale et Développement Partenarial)
- Un chef de service de communication digitale (DGA Communication et des Relations Extérieures)
- Quatre chefs de projet communication (DGA Communication et des Relations Extérieures)

- Trois chefs de projet informatique (DGA Innovation Numérique et Systèmes d'information)
- Un ingénieur système (DGA Innovation Numérique et Systèmes d'information)
- Un expert en géomatique (DGA Innovation Numérique et Systèmes d'information)
- Un chargé de mission (DGA Innovation Numérique et Systèmes d'information)

Description des missions et compétences attendues pour chacun de ces postes :

- Un Chargé de Mission dialogue social inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux à la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines - DGA déléguée en charge du dialogue social.
Description du poste : Participer à la gestion et au suivi des droits syndicaux tels que définis dans le protocole : panneaux, crédits, locaux. Elaborer, contrôler et suivre les procédures et les modalités de fonctionnement des Organisations Syndicales. Piloter et rédiger les protocoles d'accord.
Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.
- Un Directeur de services relations sociales inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux à la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines - DGA déléguée en charge du dialogue social.
Description du poste : Participer au suivi du conseil de discipline, gérer l'agenda social. Suivre les demandes des syndicats, pré-instruire les rapports inscrits à l'ordre du jour des comités techniques métropolitains. Assurer le suivi des demandes du comité technique métropolitain. Assurer la coordination des travaux des commissions territoriales. Animer l'équipe relations sociales de la métropole. Assurer le secrétariat des instances consultatives de la métropole. Mettre en œuvre et contrôler le protocole syndical.
Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.
- Un Conseiller Technique Ressources Humaines inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés

territoriaux à la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines.

Description du poste : Accompagner le DGA Ressources Humaines dans le suivi des dossiers transversaux internes entre directions fonctionnelles et / ou opérationnelles liés notamment à l'évolution des pratiques de gestion, à l'organisation et à la conduite du changement. Suivre et participer à la coordination de projets transversaux. Aider à la décision en matière de stratégie.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un Chef de Service communication digitale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux à la Direction Générale Adjointe de la Communication et des Relations Extérieures.

Description du poste : piloter et mettre en œuvre la stratégie de communication digitale de la Métropole. Manager une équipe, gérer la charte éditoriale, l'ensemble des contenus des sites et applications et le référencement, animer les réseaux sociaux, accompagner les services pour développer des projets, piloter des projets et assurer une veille permanente sur l'écosystème numérique.

Profil : connaître le web, les réseaux sociaux et les médias, maîtriser les techniques de référencement et les outils webmarketing, capacité d'écoute, capacité d'analyse, piloter des projets, esprit d'équipe, autonomie, disponibilité. Expérience en management.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un chargé de mission Redevance Spéciale inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux à la Direction Redevance Spéciale et Développement Partenarial.

Description du poste : participer au projet de développement d'un nouveau dispositif de redevance spéciale et améliorer la gestion des déchets dans les établissements du territoire. Analyser les aspects techniques et chiffrés, participer au lancement du projet.

Profil : accompagner l'élaboration de projet, mettre en œuvre des actions de gestion de projets, élaborer des outils de gestion, maîtriser l'outil informatique, connaître le règlement de la collecte, connaître et utiliser

les outils de planification, esprit d'équipe. Diplôme d'études supérieures spécialisées en environnement. Expérience en gestion de la qualité souhaitée.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Quatre chefs de projet communication inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux à la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et des Relations Extérieures.

Description du poste : Répondre par un travail en mode projet aux commandes des directions en charge des politiques publiques et les traduire en réponses concrètes aux directions utilisatrices. Garantir l'efficacité des relations avec les prestataires et s'appuyer sur les équipes d'expert de la direction générale adjointe.

Profil : Maîtrise des techniques de communication, capacité d'adaptation et d'initiatives, créativité.

Expérience d'au moins 7 ans sur un poste similaire exigée.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Trois chefs de projet informatique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'information.

Description du poste : Assurer la responsabilité technique et de conduite de projets informatiques ainsi que le pilotage de la réalisation ou de l'intégration de la direction générale adjointe. Organiser le maintien en conditions opérationnelles des applications. Prioriser en concertation avec les directions concernées les travaux de maintenance curatives et toutes les évolutions réglementaires ou fonctionnelles.

Profil : assurer la gestion et l'élaboration de projets, mettre en œuvre les actions correspondantes, capacité d'adaptation et de planification

Diplôme d'études supérieures.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un ingénieur système inscrit à la nomenclature en référence au cadre

d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'information.

Description du poste : Assurer l'exploitation des infrastructures et prendre en charge les incidents et demandes de modification sur les datacenter, les serveurs, les réseaux et télécommunications, les postes de travail, les applications transverses (messagerie, GED, sites internet).

Profil : Accompagner l'élaboration de projet, rédiger et formaliser de procédures, maîtriser les logiciels spécifiques. Diplôme d'ingénieur ou Bac + 5 en systèmes/réseaux.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un expert en géomatique inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'information.

Description du poste : Appuyer et assister les directions de la métropole dans l'analyse des besoins en matière de modélisation et d'utilisation des outils cartographiques disponibles. Exploiter la base de données, la plateforme de diffusion et tous les outils constitutifs du SIG métropolitain.

Profil : Mener des projets SIG, Utiliser et renseigner un SIG, connaître les techniques de cartographie et de géomatique.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

- Un chargé de mission inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux à la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'information.

Description du poste : Conseiller et être en appui technique sur la stratégie de la DGA. Assurer le suivi et la gestion des dossiers réservés.

Evaluer les plans d'actions menés, les résultats obtenus, le fonctionnement, les dysfonctionnements constatés.

Profil : Maîtriser les méthodes d'analyse stratégique et de diagnostic, comprendre les orientations politiques, stratégiques et opérationnelles pour traduire en projet de direction.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des

ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

Article 2 :

Pour ce qui concerne le territoire du Pays d'Aix :

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, ne donnant pas lieu à la création de postes budgétaires :

Pour la Direction des Affaires Juridiques, est proposé la modification et l'ajustement de poste comme suit :

Comme suite au départ programmé d'un agent et au regard de la réorganisation du fonctionnement de la Direction des Affaires Juridiques du Territoire du Pays d'Aix, il apparaît nécessaire de transformer un poste initial d'assistante de direction en conseiller juridique. Le poste initialement ouvert au grade de rédacteur principal 1ère classe pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie A ou à défaut un contractuel de la filière administrative relevant du cadre d'emploi des attachés territoriaux.

• Un poste de conseiller juridique inscrit au tableau des effectifs en référence au cadre d'emplois grade des attachés territoriaux attaché à la Direction des Affaires Juridiques.

Description du poste : Le conseiller juridique apporte une expertise juridique aux directions et services de l'établissement. Il contribue au contrôle de l'exécution et au respect des différents actes administratifs.

Profil : Compétences disciplinaires attestées en droit (BAC +4/ BAC +5), maîtrise du droit public général, du droit des collectivités territoriales, du contentieux administratif, du droit de l'urbanisme et de l'aménagement, du droit de l'environnement et du droit privé.

Rémunération : la rémunération pour cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

Pour la Direction des Infrastructures Communautaires, est proposé la modification et l'ajustement de poste comme suit :

Compte tenu de la spécificité de ce poste aucun fonctionnaire ayant le profil n'a pu être recruté. L'agent contractuel de catégorie B, actuellement en poste

arrive au terme des deux ans de sa vacance d'emploi. Afin d'assurer la continuité de service, il convient de modifier le cadre d'emplois de ce poste afin de permettre le recrutement par voie de nomination stagiaire de l'agent. Le poste initialement ouvert au grade de rédacteur pourra être pourvu par le recrutement d'un agent de catégorie C de la filière technique relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.

• Un poste de dessinateur/projeteur inscrit au tableau des effectifs en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux attaché à la Direction des Infrastructures Communautaires.

Description du poste : Le dessinateur/ projeteur assure les missions de suivi de voiries dont il a la gestion. Il assure le maintien et la mise à jour de la base de données de plans et participe aux constats dans le cadre des permissions de voiries et accords techniques.

Profil : Compétences disciplinaires attestées en aménagement d'infrastructures et de réseaux. Maîtrise des logiciels AUTOCAD et SIG.

Rémunération : la rémunération pour cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

Pour le Centre de Formation des Apprentis, est proposé la modification et l'ajustement de poste comme suit :

Comme suite au départ à la retraite d'un agent et au regard de la réorganisation du fonctionnement du Centre de Formation des Apprentis du Territoire du Pays d'Aix, il apparaît nécessaire au vu des missions générales de transformer un poste initial de surveillant général, filière technique en coordonnateur de vie apprenti, filière administrative. Le poste initialement ouvert au grade d'agent de maîtrise pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie B ou à défaut un contractuel de la filière administrative relevant du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux.

• Un poste de coordinateur de vie apprenti inscrit au tableau des effectifs en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux attaché au Centre de Formation des Apprentis.

Description du poste : Le coordinateur de vie apprenti assure la coordination et la sécurité des apprentis dans l'établissement. Il est aussi chargé de la régulation, du lien et du suivi des multiples problématiques quotidiennes de discipline ou de vie

scolaire des 900 apprentis en lien avec les familles, les 750 entreprises partenaires, les 50 professeurs et l'équipe de Direction.

Profil : Expérience exigée dans un poste similaire ou dans la gestion des publics jeunes. Capacité d'encadrement des apprentis avec autorité et bienveillance. Disponibilité et adaptabilité face à un public varié.

Rémunération : la rémunération pour cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, donnant lieu à la création de postes budgétaires :

Pour la Direction de l'Appui aux Communes, est proposé la création de poste comme suit :

La mission « instruction » devient un service commun hébergé par le conseil de territoire du Pays d'Aix et est rattaché à la direction de l'Appui aux Communes. La création de ce service rend nécessaire la création d'un poste de chef de service qui pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie A ou à défaut un contractuel de la filière administrative ou technique relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux ou ingénieurs territoriaux.

• Un poste de chef de service instruction inscrit au tableau des effectifs en référence aux cadre d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux attaché à la Direction de l'Appui aux Communes.

Description du poste : Le chef de service, encadre les instructeurs et sécurise l'instruction des dossiers. Il est également chargé de structurer les relations entre le service et les communes 7 au total.

Profil : Compétences disciplinaires attestées en Aménagement, Urbanisme ou Droit de l'urbanisme (BAC +5). Maîtrise de la réglementation de l'urbanisme et de l'aménagement : foncier, droit des sols, habitat-logement, environnement. Expérience sur un poste similaire exigée.

Rémunération : La rémunération pour cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

Pour la Direction de la Politique de la Ville, est proposée la création de poste comme suit :

La Direction de la Politique de la Ville composée de deux agents n'arrive plus à conduire l'ensemble des missions liées à la mise en œuvre du contrat de ville et du renouvellement urbain. C'est pourquoi il est nécessaire de créer un poste. Ce poste pourra être pourvu par un fonctionnaire de catégorie A ou à défaut un contractuel de la filière administrative ou technique relevant du cadre d'emplois des attachés ou ingénieurs territoriaux.

Description du poste : Le chargé de mission sera chargé de piloter les missions liées à la coordination du contrat de ville avec les partenaires, son suivi et à son évaluation avec la mise en place des outils adaptés.

Profil : Compétences disciplinaires attestées en développement local et social et ou politique de la ville (BAC +5), Connaissance des aspects administratifs et financiers en matière de la politique de la ville.

Rémunération : La rémunération pour cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des attachés territoriaux et au régime indemnitaire y afférent.

Article 3 :

Pour ce qui concerne le Territoire du Pays Salonais

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, ne donnant pas lieu à la création de postes budgétaires :

Création d'un poste d'adjoint technique

(remplacement d'un agent à la retraite à la Régie de Collecte des déchets). Cette création sera compensée par la suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe (départ à la retraite d'un agent Ripeur à la Régie de Collecte des déchets).

Description du poste : Ripeur

Profil : Collecte des déchets ménagers et assimilés jusqu'à leur lieu de dépôt dans le respect des procédures et des protocoles de sécurité.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des adjoints techniques.

Création d'un poste d'adjoint technique

(remplacement d'un agent à la retraite à la Régie de Collecte des déchets). Cette création sera compensée par la suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe (départ à la retraite d'un agent Ripeur à la Régie de Collecte des déchets).

Description du poste : Ripeur

Profil : Collecte des déchets ménagers et assimilés jusqu'à leur lieu de dépôt dans le respect des procédures et des protocoles de sécurité.

Rémunération : la rémunération de cet emploi sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois des adjoints techniques.

Article 4 :

Pour ce qui concerne le Territoire du Pays d'Aubagne

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, ne donnant pas lieu à la création de postes budgétaires :

est approuvée la création du poste suivant :

Suite au développement de la filière argile et des différentes politiques à mettre en place, le conseil de territoire du pays d'Aubagne et de l'Etoile se doit de se doter des compétences nécessaires et notamment de créer un poste de catégorie A. Il apparaît nécessaire donc de recruter un Directeur (trice) de l'animation de la filière argile dans le cadre d'emploi des attachés territoriaux. Conformément à l'article 3-3 1° de la Loi N°84-53 du 26/01/1984 modifiée, portant disposition statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et pour répondre aux besoins du service en cas d'appel à candidature infructueux d'agent titulaire de la fonction publique territoriale, cet emploi est susceptible d'être pourvu par un agent contractuel de catégorie A.

Définition poste : Cadre chargé de la Direction de l'animation de la filière argile, rattaché à la Direction générale des services du territoire.

Description du poste : le Directeur de l'animation de la filière argile sera chargé de programmer et impulser la mise en œuvre des politiques publiques de l'argile, en développer l'impact qualitativement et quantitativement, garantir le sens de ces mises en œuvre en regard des contextes culturels, économiques et sociétaux de la filière et du territoire ; administrer et gérer de façon optimale des ressources et des moyens soit directement, soit en relation avec d'autres services ; favoriser la mobilisation des compétences et des énergies pour gagner en cohérence et en transversalité ; participer à la réflexion sur les investissements structurants dans le cadre des chemins de l'argile en pilotant la politique des contenus et les projets de médiation avec les publics ; enrichir et développer l'implication du territoire dans les réseaux professionnels locaux, régionaux, nationaux et internationaux ainsi que d'assurer le fonctionnement des Ateliers Thérèse Neveu.

Profil attendu : 3 ans minimum d'expérience dans le domaine de la communication culturelle ou animation et événementielle et / ou bac + 3 à minima.

Rémunération : Si cet emploi devait être pourvu par un agent non titulaire et compte tenu de l'expérience requise : entre IB 404 / IM 35 et IB 1015 / IM 821 (+ régime indemnitaire)

Aux fins d'avancement de grade suite à réussite à concours (agent nommés sur poste de travail identique après étude adéquation grade fonction) il convient de créer :

2 postes d'attaché territorial dont :

- 1 Responsable Emploi et compétences
- 1 Responsable Gestion administrative du personnel

Suite à la réintégration d'un agent en disponibilité, il convient de créer :

1 poste de rédacteur

Afin de permettre le bon fonctionnement des services, il convient de tenir compte du remplacement des départs à la retraite et des démissions des réussites à concours et examens et de donc de créer des postes suivants :

- 1 poste d'attaché principal
- 1 poste de rédacteur
- 1 poste de technicien principal de 1^{ère} classe
- 1 poste de technicien
- 2 postes d'agent de maîtrise principal
- 2 postes d'agent de maîtrise
- 3 postes d'adjoint technique de 2^{ème} classe

Il est par ailleurs proposé au Conseil des suppressions de poste, pour les motifs suivants :

Aux fins d'avancement de grade ou promotion interne suite à la Commission administrative paritaire de décembre 2015, suite à réussite aux concours et examens et départs à la retraite

- 1 poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe
- 4 postes d'adjoint administratif
- 1 poste de technicien principal de 2^{ème} classe
- 1 poste d'ingénieur en chef

Pour tenir compte des effets de la réforme des parcours professionnels, carrières et rémunération :

La suppression de 9 postes d'adjoint administratif de 1^{ère} classe et la création de 9 postes d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe

La suppression de 2 postes d'adjoint technique de 1^{ère} classe et la suppression de 5 postes d'adjoint techniques principal de 2^{ème} classe.

Article 5 :

Pour ce qui concerne le Territoire du Pays d'Istres Ouest Provence

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, ne donnant pas lieu à la création de postes budgétaires :

Création d'un poste de « Juriste, Responsable du Service Juridique »

Suite au départ du Responsable du Service Juridique et afin de permettre le bon fonctionnement des services, il convient d'approuver la création d'un poste de Juriste, Responsable du Service Juridique au sein de la Direction Institutionnel et Juridique du Territoire Istres-Ouest Provence, à pourvoir par un agent de catégorie A de la filière administrative, titulaire du grade d'attaché territorial tel que défini par décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Titulaire d'un diplôme de niveau 1 (DEA, DESS, Master II) en droit, spécialisé en droit public, le candidat aura pour mission principale, d'encadrer une équipe spécifique de juristes et une équipe d'agents dédiée aux relations avec les associations.

A ce titre, ses activités principales consisteront à :

- Manager le Service Juridique ;
- Assister et conseiller juridiquement les services du Conseil de Territoire ;
- Rédiger, mettre en œuvre, contrôler et sécuriser les actes juridiques ;
- Piloter des dossiers thématiques ;
- Elaborer des préconisations dans le cadre de l'étude de suivi des dossiers ;
- Travailler en collaboration avec les Services Juridiques des Conseils de Territoire et de la Métropole ;

L'agent sera rémunéré en application des règles statutaires avec attribution du régime indemnitaire afférent à son grade et de la prime de fin d'année en vigueur dans l'établissement.

En cas de recrutement par voie statutaire infructueux et compte tenu des spécificités des missions du poste, il est proposé au Conseil de la Métropole de pourvoir au recrutement d'un agent contractuel possédant une compétence avérée ainsi qu'une expérience professionnelle éprouvée dans les domaines de compétences concernés, pour une durée maximale de trois ans renouvelable dans la limite de six années, sur le fondement du 2ème alinéa de l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale.

Dans ce cas, la rémunération brute maximale servie au candidat retenu sera établie, en fonction de son niveau de diplôme ainsi que de son expérience professionnelle, par référence à l'échelonnement indiciaire du grade d'attaché tel que défini par décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux.

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les définitions de postes, sur emplois permanents à temps complet, donnant lieu à la création de postes budgétaires :

Création d'un poste de Chargé d'affaires pour la Direction de l'Economie, de l'Enseignement Supérieur et de la Formation Professionnelle

Afin de permettre le bon fonctionnement des services, il convient d'approuver la création d'un poste de Chargé d'affaires au sein du Territoire Istres-Ouest Provence, à pourvoir par un agent de catégorie A de la filière administrative, titulaire du grade d'attaché territorial tel que défini par décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux.

Titulaire d'un diplôme de niveau 2 et d'une expérience dans le domaine d'activité concerné, le candidat aura pour mission principale d'accompagner et d'instruire sur un mode partenarial les projets d'implantation, de création et de développement des acteurs économiques ; assurer la promotion économique du territoire pour renforcer son attractivité ; commercialiser l'offre de services du territoire dans le domaine d'activité.

A ce titre, ses activités principales consisteront à :

- Favoriser l'émergence et le soutien aux nouveaux projets structurants ;
- Repérer et participer aux études économiques et stratégiques en cours ou programmées pouvant avoir un impact sur le territoire ;
- Accueillir, informer et accompagner des porteurs de projets et des acteurs économiques ;
- Instruire et accompagner des projets d'entreprises ;

L'agent sera rémunéré en application des règles statutaires avec attribution du régime indemnitaire afférent à son grade et de la prime de fin d'année en vigueur dans l'établissement.

En cas de recrutement par voie statutaire infructueux et compte tenu des spécificités des missions du poste, il est proposé au Conseil de la Métropole de pourvoir au recrutement d'un agent contractuel possédant une compétence avérée ainsi qu'une expérience professionnelle éprouvée dans les domaines de compétences concernés, pour une durée maximale de trois ans renouvelable dans la limite de six années, sur le fondement du 2ème alinéa de l'article 3-3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant

dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale.

Dans ce cas, la rémunération brute maximale servie au candidat retenu sera établie, en fonction de son niveau de diplôme ainsi que de son expérience professionnelle, par référence à l'échelonnement indiciaire du grade d'attaché tel que défini par décret n° 87-1100 du 30 décembre 1987 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux attachés territoriaux.

Création d'un poste de Chargé d'affaires pour la Direction de l'Economie, de l'Enseignement Supérieur et de la Formation Professionnelle

Afin de permettre le bon fonctionnement des services, il convient d'approuver la création d'un poste de Chargé d'affaires au sein du Territoire Istres-Ouest Provence, à pourvoir par un agent de catégorie B de la filière administrative, titulaire du grade de rédacteur territorial tel que défini par décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Titulaire d'un diplôme de niveau 3, le candidat aura pour mission principale d'accompagner et d'instruire sur un mode partenarial les projets d'implantation, de création et de développement des acteurs économiques ; assurer la promotion économique du territoire pour renforcer son attractivité ; commercialiser l'offre de services du territoire dans le domaine d'activité.

A ce titre, ses activités principales consisteront à :

- Favoriser l'émergence et le soutien aux nouveaux projets structurants ;
- Repérer et participer aux études économiques et stratégiques en cours ou programmés pouvant avoir un impact sur le territoire ;
- Accueillir, informer et accompagner des porteurs de projets et des acteurs économiques ;
- Instruire et accompagner des projets d'entreprises ;

L'agent sera rémunéré en application des règles statutaires avec attribution du régime indemnitaire afférent à son grade et de la prime de fin d'année en vigueur dans l'établissement.

En cas de recrutement par voie statutaire infructueux et compte tenu des spécificités des missions du poste, il est proposé au Conseil de la Métropole de pourvoir au recrutement d'un agent contractuel, pour une durée maximale de un an renouvelable dans la limite de deux années, sur le fondement de l'article 3-

2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale.

Dans ce cas, la rémunération brute maximale servie au candidat retenu sera établie, en fonction de son niveau de diplôme ainsi que de son expérience

professionnelle, par référence à l'échelonnement indiciaire du grade de rédacteur tel que défini par décret n° 2010-330 du 22 mars 2010 modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux dispositions statutaires des cadres d'emplois régis par le décret 2010-229 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale.

Il est par ailleurs proposé au Conseil des suppressions de poste, pour les motifs suivants :

Aux fins d'avancement de grade ou promotion interne suite à Commission administrative paritaire

9 postes d'adjoint administratif territorial principal de 2ème classe dont :

- 1 Assistant Ressources Humaines au Service Carrière
- 1 Assistant Ressources Humaines au Service Paie
- 1 Responsable de Service Paie
- 1 Responsable de Service Accueil/Reprographie/Bâtiment à la Direction de l'Emploi et de la Cohésion Sociale
- 1 Instructeur au Service Droits des sols
- 1 Assistant documentaliste Service Documentation et Archives
- 1 Collaboratrice à la Direction Opérationnelle
- 1 Gestionnaire financier, budgétaire et comptable à la Direction des Finances
- 1 Animateur d'accueil à la Maison de l'Emploi à Miramas

7 postes d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe dont :

- 3 Agents d'entretien au Service Entretien des locaux
- 2 Valoristes encombrants à la Direction de la Régie Intercommunale de Collecte et de Valorisation des Déchets
- 1 Ripeur à la Direction de la Régie Intercommunale de Collecte et de Valorisation des Déchets
- 1 Gestionnaire technique des bâtiments au Service Technique d'Interventions

1 poste d'assistant territorial socio-éducatif principal dont : 1 Assistant social au Service Médecine Professionnelle et Préventive

Aux fins d'avancement de grade suite à réussite à concours

2 postes de rédacteur territorial dont :

- 1 Gestionnaire du secteur Incendie et Risques Divers au Département Assurances et Gestion Automobile
- 1 Responsable de site à la Maison de l'Emploi de Port Saint Louis du Rhône

2 postes d'adjoint technique territorial dont :

- 1 Gestionnaire technique des bâtiments au Service Technique d'Interventions
- 1 Agent d'entretien au Service Entretien des locaux

1 poste d'adjoint technique territorial principal de 2^{ème} classe dont : 1 Gestionnaire technique des bâtiments au Service Technique d'Interventions

1 poste d'adjoint d'animation territorial principal de 2^{ème} classe dont : 1 Médiateur du livre à la Médiathèque intercommunale

Aux fins de stagiairisation

1 poste de rédacteur territorial dont : 1 Chargé d'études au Service Planification Urbaine

Comme suite aux départs à la retraite

1 poste d'adjoint technique territorial principal de 1^{ère} classe dont : 1 Valoriste encombrants à la Direction de la Régie Intercommunale de Collecte et de Valorisation des Déchets

1 poste d'agent de maîtrise territorial principal dont : 1 Chef d'équipe à la Direction de la Régie Intercommunale de Collecte et de Valorisation des Déchets

Comme suite à mutation

1 poste d'adjoint administratif territorial dont : 1 Collaborateur à la Direction du Centre Educatif et Culturel

1 poste de rédacteur territorial dont : 1 Instructeur de contrats à la Direction de la Commande Publique

1 poste de rédacteur territorial principal de 1^{ère} classe dont : 1 Responsable du Service Gestion des Moyens

1 poste d'attaché territorial dont : 1 Responsable du Service à la Direction des Moyens Généraux

1 poste d'éducateur territorial des activités physiques et sportives dont : 1 Animateur des activités physiques et sportives à la Direction de la Politique Sportive

Comme suite à détachement vers une autre collectivité

1 poste de Directeur général Adjoint des Services dont : 1 Directeur du Pôle Ressources

Article 6 :

Pour ce qui concerne le territoire du pays de Martigues

Il est proposé au Conseil des suppressions de poste, pour les motifs suivants :

Aux fins d'avancement de grade suite à la commission administrative paritaire de décembre 2015

La suppression d'un poste d'attaché Principal et la création d'un poste de Directeur carrière

Pour tenir compte des effets de la réforme des parcours professionnels, carrières et rémunérations :

La suppression de 16 postes d'adjoint administratif et la création de 16 postes d'adjoint administratif principal de 2ème classe

La suppression de 19 postes d'adjoint technique et la création de 19 postes d'adjoint technique principal de 2ème classe.

Article 7 :

Le tableau des effectifs constitue l'annexe de la présente délibération.

Article 8 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 046-2302/17/CM

■ Transfert des agents départementaux à la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert de la compétence en matière d'entretien et d'exploitation du Centre Départemental Sportif de Fontainieu MET 17/4171/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole (FAG 062-544/CM)) et le Département des Bouches-du-Rhône (n°14) se sont prononcés sur le transfert de trois groupes de compétences sur les huit groupes de compétences énumérés au IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et selon les conditions qu'il énonce dans sa rédaction issue de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, modifiée par la loi la loi n 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Les compétences retenues par les deux collectivités sont rappelées ci-après :

- l'attribution des aides financières au titre du fonds de solidarité pour le logement (FSL) ;
- l'aide individuelle aux jeunes en difficulté, en application des articles L. 263-3 et L. 263-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles (FAJ) ;
- le centre départemental sportif de Fontainieu, équipement situé dans le 14^{ème} arrondissement de la Ville de Marseille ;

Le cadre général du transfert de ces compétences a été défini par la voie d'une convention cadre. Cette convention précise le périmètre de chacune des compétences transférées ainsi que les principes dont les parties ont souhaité respecter pour organiser ces transferts, notamment en ce qui concerne les ressources humaines.

Cette convention a été modifiée et complétée par voie d'avenants afin de notamment préciser pour chacune des trois compétences considérées les moyens nécessaires à l'exercice de chaque compétence et transférés par le Département à la Métropole Aix-Marseille-Provence, qu'ils soient humains, matériels, contractuels ou financiers. Ces évaluations ont donné lieu au calcul de dotations financières annuelles destinées à compenser les charges des compétences transférées. L'ensemble de ces dispositions ont été approuvées en Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 (FAG 077-1357/16/CM)

Concernant le transfert de compétences du centre départemental sportif de Fontainieu, objet de la présente délibération, ce dernier s'accompagne également du transfert des moyens humains indispensables à l'accomplissement de cette mission évalué par la CLECT à 15 équivalents temps plein (ETP) au 31 décembre 2015.

Toutefois, afin d'accueillir ces personnels transférés au sein d'une structure organisationnelle préalablement définie, il a été convenu que la Métropole et le Département des Bouches-du-Rhône signe une convention de gestion pour une durée de six mois à compter du 1^{er} janvier 2017.

La convention de gestion transitoire conclue le 27 décembre 2017 arrivant à son terme le 30 juin 2017, il convient aujourd'hui de procéder au transfert effectif des personnels concernés.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le transfert définitif des personnels départementaux concernés qui prend effet au 14 juillet 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative à l'organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole Aix-Marseille-Provence de compétences départementales- Transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la métropole de compétences départementales - Transfert conventionnel des compétences par le Département des Bouches du Rhône - Conventions relatives aux modalités de transfert et de gestion transitoire du Fonds d'aide aux Jeunes, du Fonds de solidarité Logement et du centre Départemental Sportif de Fontainieu ;
- La convention de transfert du 27 décembre 2016 conclue entre le département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence du centre départemental sportif de Fontainieu ;
- La convention de gestion transitoire du 27 décembre 2016 conclue du 1^{er} janvier au 30 juin 2017 entre le département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux modalités de transfert de personnels à la Métropole Aix-Marseille-Provence des services (ou parties de service) au titre de la compétence du centre départemental sportif de Fontainieu ;
- L'avis du Comité Technique du 15 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert des personnels du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 14 juillet 2017 au titre de la compétence entretien et exploitation du Centre Départemental Sportif de Fontainieu.

Article 2 :

Est approuvé l'effectif transféré du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence de 15 personnes physiques ayant qualité de fonctionnaires répartis selon les catégories statutaires suivantes :

- 1 agent de catégorie A
- 2 agents de catégorie B
- 12 agents de catégorie C

Article 3 :

En application des dispositions précitées, les agents occupant les emplois figurant dans le tableau annexé à la présente délibération seront transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 047-2303/17/CM

**■ Transfert des agents départementaux à la Métropole Aix-Marseille-Provence suite au transfert de la compétence en matière de transport public routier non urbain - Approbation de la convention relative aux modalités de transfert
MET 17/4172/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les dispositions combinées de l'article 43 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 18, organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public avec pour effet d'attribuer à la Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2017, la qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité en matière de transports publics routiers non urbains de personnes

effectués intégralement sur son ressort territorial, la substituant à compter de cette date au Département des Bouches-du-Rhône.

Dans le cadre de ces dispositions législatives il a été approuvé par délibération FAG 082-1362/16/CM du 15 décembre 2016 qu'à compter du 1^{er} janvier 2017, la Métropole devient sur son ressort territorial Autorité Organisatrice de la Mobilité et à ce titre organise les services de transport suivants :

- transport routier de personnes non urbain ;
- transport routier de personnes, urbain au sens de la nouvelle définition donnée par l'article L. 1231-2 du Code des Transports et dans les conditions réglées par son décret;
- transport scolaire au titre de l'article L. 3111-8 du Code des Transports.

L'organisation du transfert du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence de ces compétences a été approuvée par délibération du Conseil de Métropole susmentionné. Dans ce cadre les modalités juridiques, financières et matérielles de ce transfert de compétence par voie de convention ont été approuvées, conformément aux alinéas premier et second de l'article L. 3111-5 et de l'article L. 3111-8 du Code des transports.

Le transfert de la compétence à la Métropole comprend l'intégralité de l'organisation, de la gestion et du financement du transport public routier de personnes sur son ressort territorial. La Métropole est substituée au Département des Bouches-du-Rhône antérieurement compétent dans l'ensemble de ses droits et obligations pour l'exécution des services de transport publics désormais intégralement effectués sur son ressort territorial.

Ce transfert de compétence s'accompagne également du transfert des moyens humains indispensables à l'accomplissement de cette mission évalué par la CLECT à 30 équivalents temps plein (ETP) au 31 décembre 2015.

Toutefois, afin d'accueillir ces personnels transférés au sein d'une structure organisationnelle préalablement définie, il a été convenu que la Métropole et le Département des Bouches-du-Rhône signe une convention de gestion pour une durée de six mois à compter du 1^{er} janvier 2017.

La convention de gestion transitoire conclue le 27 décembre 2017 arrivant à son terme le 30 juin 2017, il convient aujourd'hui de procéder au transfert effectif des personnels concernés.

Sur la base du dernier recensement, l'effectif physique à transférer au 14 juillet 2017 est de 22 agents.

A cet effet, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le transfert définitif des personnels départementaux concernés qui prend effet au 14 juillet 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération FAG 082-1362/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales
- La convention de transfert du 27 décembre 2016 conclue entre le département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence transport public routier non urbains de personnes;
- La convention de gestion transitoire du 27 décembre 2016 conclue du 1^{er} janvier au 30 juin 2017 entre le département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux modalités de transfert de personnels à la Métropole Aix-Marseille-Provence des services (ou parties de service) au titre de la compétence transport public routier non urbains de personnes ;
- L'avis du Comité Technique du 15 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1

Est approuvé le transfert des personnels du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 14 juillet 2017 au titre de la compétence transports publics routiers

de personnes, conformément aux dispositions fixées dans la convention de transfert du 27 décembre 2016.

Article 2 :

Est approuvé l'effectif transféré du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence, de 22 personnes physiques ayant qualité de fonctionnaires répartis selon les catégories statutaires suivantes :

- 5 agents de catégorie A
- 9 agents de catégorie B
- 8 agents de catégorie C

Article 3 :

Est approuvée la convention, ci-annexée, relative aux modalités de transfert de personnel du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence en matière de transport public routier non urbains.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 048-2304/17/CM

**■ Approbation d'une convention portant sur la répartition des agents suite au transfert des équipements et de l'activité du Centre Educatif et Culturel les Heures Claires et des ludothèques au bénéfice de la commune d'Istres
MET 17/4244/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du 1 de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) : « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en application du 1 de l'article L. 5218-1 du présent Code ».

Au 31 décembre 2015, le SAN Ouest Provence exerçait conformément aux dispositions des articles L.5333-1 et suivants du CGCT, les compétences d'investissement et gestion des équipements reconnus d'intérêt commun par l'approbation d'un inventaire des équipements existants et/ou en voie de réalisation et des services publics attachés.

Cet inventaire, approuvé par délibération n° 242/14 du 23 juin 2014 de Ouest Provence et par arrêté préfectoral du 29 décembre 2015, est complété par la délibération n° 331/15 du 29 septembre 2015 définissant le champ d'interventions du SAN Ouest Provence dans le cadre de la compétence culture et notamment le réseau des ludothèques.

Ainsi, le SAN assurait la gestion du Centre Educatif et Culturel (CEC) des Heures Claires, créé dans les années 70 à Istres.

Ce site unique regroupe dans un même lieu des activités différentes au service de la population qui induit une gestion commune et partagée des bâtiments. Une coopération entre le SAN Ouest Provence et la commune d'Istres dans le domaine éducatif, culturel, sportif et de loisirs au CEC Les Heures Claires a permis de maintenir cet espace citoyen dynamique en assurant une meilleure qualité des services publics.

Cet espace comprend 23 équipements mutualisés avec une surface bâtie de 25 000 m² sur un foncier d'environ 16 hectares, et notamment un réseau de ludothèques.

Le travail de recensement des attributions à caractère facultatif ou optionnel des six EPCI regroupés a révélé que la compétence d'investissement et de gestion des équipements décrite ci-avant n'était exhaustivement et exclusivement exercée par la Métropole que sur le territoire d'Istres-Ouest Provence.

De surcroît, cette compétence s'inscrit dans une logique de proximité forte et de transversalités avec d'autres politiques publiques menées par les communes.

A noter que par délibération n° HN 015-017/16/CM du 28 avril 2016 le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué certaines compétences au Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

S'agissant d'une compétence ne relevant pas de celles devant être obligatoirement transférées à la Métropole, rien ne s'oppose à ce que sa restitution soit proposée aux communes intéressées.

Ainsi, par délibération n° FAG 011-810/16/CM du 19 septembre 2016 et rendue exécutoire le 5 octobre 2016, il a été approuvé le principe du transfert des équipements et de l'action des services attachés au site du Centre Educatif et Culturel (C.E.C) Les Heures Claires et du réseau des ludothèques au bénéfice des communes concernées.

Dans ce cadre, la Métropole dispose de moyens et services dédiés à cette compétence, situés sur le territoire de la ville d'Istres, qui doivent être repris par la commune aux fins de permettre l'exercice de ladite compétence à l'échelon communal.

L'article L.5111-7 du CGCT dispose en effet que « I. – Dans tous les cas où des agents changent d'employeur en application d'une réorganisation prévue à la présente partie, ceux-ci conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. » et l'article L 5211-4-1-IV bis 2° du CGCT indique que « la répartition des fonctionnaires et agents territoriaux non titulaires transférés par les communes en application du deuxième alinéa du I ou recrutés par l'établissement public de coopération intercommunale et qui sont chargés, pour la totalité de leurs fonctions, de la mise en œuvre de la compétence restituée est décidée d'un commun accord par convention conclue entre l'établissement public et ses communes membres. Cette convention est soumise pour avis aux comités techniques placés auprès de l'établissement public de coopération intercommunale et auprès des communes. Elle est notifiée aux agents non titulaires et aux fonctionnaires concernés, après avis, selon le cas, des commissions consultatives paritaires ou des commissions administratives paritaires compétentes ».

Le transfert des agents à la commune d'Istres interviendra à compter du 1^{er} août 2017 étant précisé que l'évaluation des masses salariales devra être actée par la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) de la Métropole.

Le Comité Technique a émis un avis favorable sur la convention portant sur la répartition des agents suite au transfert des équipements et de l'action des services attachés au site du C.E.C. Les Heures Claires et du réseau des ludothèques au bénéfice de la commune d'Istres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L 5111-7 du CGCT et L 5211-4-1 bis 2° du CGCT ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du Comité Technique du 15 juin 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les moyens et services dédiés aux activités transférées à la commune d'Istres doivent être repris par cette dernière aux fins de permettre l'exercice desdites activités à l'échelon communal ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de répartition des agents suite au transfert des équipements et de l'activité du Centre Educatif et Culturel les Heures Claires et des ludothèques au bénéfice de la commune d'Istres.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

L'évaluation des masses salariales sera actée par la Commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) métropolitaine.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 049-2305/17/CM

**■ Approbation de la convention-cadre de formation 2017 avec le CNFPT
MET 17/4020/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont tenus de verser au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) une cotisation obligatoire assise sur la masse des rémunérations versées à leurs agents. Pour 2017, le taux de cotisation est fixé à 0.9 %. Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent demander au CNFPT des prestations complémentaires à celles prises en charge dans le cadre de la cotisation.

La convention-cadre de formation est le document indispensable et préalable pour permettre aux agents de suivre ces formations payantes. Elle n'engage pas la Métropole mais précise le cadre d'une éventuelle commande, au profit des agents de la Métropole Aix Marseille Provence.

La convention-cadre 2017 intègre les mesures compensatoires en matière d'absentéisme, et le coût des formations intra hors programme du CNFPT, à savoir :

- Les formations intra du programme du CNFPT sont financées sur la cotisation, sous réserve de la constitution d'un groupe d'au moins 15 agents ou selon la contractualisation avec la collectivité.

Toutefois, dans l'hypothèse où la session de formation en « intra » sans participation financière ne comprendrait finalement qu'un effectif inférieur au seuil de 15 stagiaires effectivement présents (sauf accord écrit préalable signé par le CNFPT sur ce point), chaque place non occupée en-deçà de ce seuil (du fait de l'absence du stagiaire inscrit) donnera lieu à une participation financière de 130 euros par jour et par place non occupée.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où la session de formation en « intra » sans participation financière serait annulée du fait de la collectivité ou de l'établissement public bénéficiaire, une participation financière sera demandée :

- ✓ si l'annulation est connue au plus un mois avant la date de formation : la collectivité prend à sa charge 50 % du montant fixé dans la proposition pour engagement signée par les deux parties
- ✓ si l'annulation est connue au plus une semaine avant la date de l'action : la collectivité prend à sa charge 100 % du montant fixé dans

la proposition pour engagement signée par les deux parties

- Les formations intra hors programme du CNFPT sont réalisées avec participation financière de la collectivité sur la base de la grille tarifaire en vigueur, annexée à la convention.
- Les actions en intra d'accompagnement de projet : leur mise en oeuvre est arrêtée sur la base d'une proposition pour engagement signée par les deux parties valant engagement de participation financière de la part de la collectivité. La signature de l'autorité territoriale vaut acceptation de l'action et engagement de participation financière.
- Les actions de formation du domaine de l'hygiène, de la sécurité et de la santé au travail
 - o Formation réglementaire des agents membres des CHSCT
 - o Formation initiale minimale obligatoire (FIMO) et formation continue obligatoire préalable à la qualification professionnelle de conducteur routier ou nécessaire à son exercice
 - o Certificat d'aptitude à la conduite d'engins en sécurité (CACES)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5218-8 ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

- le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La convention-cadre de formation 2017 proposée par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention-cadre de partenariat N° RC 17 pour l'année 2017, ci-annexée.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention, et tous les documents y afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 050-2306/17/CM

■ Rapport sur l'emploi des travailleurs handicapés MET 17/4026/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article 33 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'article L. 323-2 du Code du Travail, il convient de présenter un rapport sur l'emploi de travailleurs handicapés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La mise en oeuvre de ces dispositions concerne notamment le recrutement, la carrière, le temps de travail, la formation et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, et entraîne

l'obligation, pour les collectivités et établissements publics occupant au moins 20 agents, de justifier de l'emploi, à temps plein ou à temps partiel, de travailleurs handicapés dans la proportion de 6 % de l'effectif total de leurs agents.

Le législateur a entendu renforcer l'obligation d'emploi dans la Fonction Publique en instaurant, à l'instar du secteur privé, une contribution en cas de non-respect du seuil de 6% de l'effectif. Cette contribution est versée auprès du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.), institué par l'article 36 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005.

Et pour accompagner de façon transparente cette obligation, l'article 35 bis de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et les articles L. 323-1 et L. 323-2 du Code du Travail ont institué depuis 2006 l'obligation pour les employeurs publics de présenter chaque année à l'assemblée délibérante, après avis du Comité Technique, un rapport concernant l'emploi de travailleurs handicapés, établi au 1^{er} janvier de l'année précédente.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a fait l'objet, au titre de la déclaration 2016 pour l'année 2015, d'une régularisation de la contribution versée. Cette dernière s'élève à 233 081,43 euros.

Au 1^{er} janvier 2016, l'effectif total de la Métropole Aix-Marseille-Provence à déclarer (hors personnel saisonnier, en disponibilité, placés en congé sans traitement pour raison de santé, en congé parental ou en détachement) était de 7245 agents. La collectivité a donc obligation d'employer 434 personnes en situation de handicap (7245 x 6 %).

Après recensement au sein des services, il est constaté que la collectivité a permis l'emploi ou le réemploi de 384 agents (soit 5,30 % de taux d'emploi direct) qui relèvent de la situation précitée, selon la répartition suivante :

- 118 agents titulaires devenus inaptes à leur emploi statutaire et ayant bénéficié d'aménagement temporaire ou définitif de leur poste de travail,
- 126 agents reconnus handicapés par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées,
- 132 agents bénéficiaires d'une allocation temporaire d'invalidité,
- 6 agents reconnus handicapés par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (non compris dans les trois catégories précédentes)
- 1 accidenté du travail titulaire d'une rente pour incapacité permanente d'au moins 10 %
- 1 ancien militaire titulaire d'une pension d'invalidité

Sur les 384 agents, on compte 294 hommes et 90 femmes, et la tranche d'âge principalement concernée est celle des 41-55 ans. Enfin, la catégorie C est aussi

la catégorie statutaire la plus touchée par ces handicaps.

Par ailleurs, il convient de signaler les actions complémentaires mises en œuvre en faveur des travailleurs handicapés, à savoir :

- Des dépenses effectuées auprès d'atelier protégés, pour un montant de 147 711,16 euros
- L'acquisition d'équipements individuels, pour un montant de 8270,24 euros ayant pu recevoir un soutien financier du F.I.P.H.F.P. conformément à l'article 3 du décret n° 2006-501 du 3 mai 2006.

Par conséquent, pour l'année 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a atteint un taux d'emploi de 5,42 % et sera amenée, après évaluation sur le site du F.I.P.H.F.P., à verser une contribution de 237 703,25 euros pour les 40,97 unités manquantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment le paragraphe XIII de son article 133 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code du Travail
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, transposant la directive européenne n° 2000-78 du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail ;
- L'information du Comité Technique du 15 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'appliquer les dispositions de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

Délibère

Article 1 :

Est pris acte du rapport sur l'emploi des travailleurs handicapés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de l'année 2016, ainsi que de la régularisation concernant la contribution versée au titre de l'année 2015.

Article 2 :

Est approuvé le versement d'une contribution pour un montant de 233 081, 43 euros au titre de l'année 2015, consécutivement au contrôle réalisé par le Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées de la Fonction Publique

Article 3 :

Est approuvé le versement d'une contribution au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique pour un montant de 237 703,25 € au titre de l'année 2016.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Chapitre 011 – Fonction 020 – Nature 637

FAG 051-2307/17/CM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de "Aménagement d'un théâtre de verdure sur le domaine de la Font de Mai"

MET 17/4061/CM

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Parmi ces réalisations, la Métropole envisage de réhabiliter le Domaine de la Font de Mai, patrimoine âgé de trois siècles, situé sur un espace de 100 hectares au pied du Massif du Garlaban, où est construit une bâtisse positionnée au départ des sentiers de randonnées et notamment le sentier Pagnol qui abrite un « écomusée » consacré à l'environnement, la géologie, la faune, la flore et l'agriculture traditionnelle.

Le projet consiste à l'aménagement d'un théâtre de verdure sur le domaine de la Font de Mai qui permettra d'accueillir des pièces de théâtre principalement, mais qui sera également utilisé pour organiser les « Musicales de la Font de Mai », festival qui propose chaque année depuis 2014 une programmation musicale, dans un écrin de verdure, avec en toile de fond le Massif du Garlaban.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil départemental ainsi qu'auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 210 000 € HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 «aide du département à la conservation et à la restauration du patrimoine »	50 %	105 000 euros
ETAT - DRAC	20 %	42 000 EUROS
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	63 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG052-1332/13/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'Autorisation de Programme n° 2017403700 relative à l'opération réhabilitation de la Font de Mai ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : construction d'un théâtre de verdure sur le domaine de la Font de Mai

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Opération : Projet touristiques divers - Nature : 4581174036 - Fonction : 633

La recette correspondante est inscrite au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature 4582174036- Fonction633 - Autorisation de Programme N°2017403700.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 052-2308/17/CM

■ Demande de subvention d'investissement relative à l'opération de "Réhabilitation de la ferme de la Font de Mai et construction d'une salle de séminaire intégrée au paysage grâce à des restanques naturelles"

MET 17/4062/CM

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Parmi ces réalisations, la Métropole envisage de réhabiliter le Domaine de la Font de Mai, patrimoine âgé de trois siècles, situé sur un espace de 100 hectares au pied du Massif du Garlaban, où est construit une bâtisse positionnée au départ des sentiers de randonnées et notamment le sentier Pagnol. Cette bâtisse a conservé toutes les traces de l'évolution des fermes provençales et avec ses dépendances, elle illustre encore la réalité de la vie paysanne traditionnelle au début du siècle dernier. En outre, elle abrite un « écomusée » consacré à l'environnement, la géologie, la faune, la flore et l'agriculture traditionnelle.

Dotée d'une buvette, de sanitaires, d'un logement de gardien et d'un local pour accueillir les bergers, ce lieu nécessite d'être réhabilité en raison notamment de la fragilité du bâti existant qui doit être renforcé. Mais aussi l'ouverture de locaux pour l'heure inaccessible afin d'en permettre la visite. De plus et afin de renforcer l'attractivité du site et de la thématique céramique sont créés 3 logements d'artiste.

C'est ainsi que la buvette va être délocalisée afin d'en permettre l'accès aux personnes à mobilité réduite.

Cette réhabilitation prévoit également la création d'une salle de séminaire intégrée au paysage grâce à des restanques naturelles. Cette salle pourra servir pour accueillir des séminaires, des réunions, des groupes de travail....

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès du Conseil départemental ainsi qu'auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 921 514 € HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Conseil Départemental 13 «aide du département à la conservation et à la restauration du patrimoine »	50 %	960 757 euros
ETAT – DRAC	20 %	384 302.80 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	30 %	576 454.20 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG052-1332/13/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant l'Autorisation de Programme n° 2017403700 relative à l'opération réhabilitation de la Font de Mai ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 6 juillet 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Réhabilitation de la ferme de Font de Mai et construction d'une salle de séminaire intégrée au paysage grâce à des restanques naturelles.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix Marseille Opération : Projet touristiques divers - Nature : 4581174036 - Fonction : 633

La recette correspondante est inscrite au Budget primitif 2017 et suivants de la Métropole Aix Marseille Provence - Nature 4582174036- Fonction 633 – Autorisation de Programme N°2017403700.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 055-2311/17/CM

**■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative au projet de la salle de spectacles et de festivités sur la commune d'Auriol
MET 17/4051/CM**

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 01-0615 en date du 1^{er} juin 2015, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a entériné le projet de construction d'une salle de spectacles et de festivités sur la commune d'Auriol, s'agissant d'un équipement communautaire.

Cette salle de spectacle et de festivité, d'une superficie de 1955 m² de SHON comprendrait notamment :

- Une grande salle d'environ 400 m² et un plateau de 180 m²,
- Une salle complémentaire d'environ 180 m²,
- Une espace des artistes et techniciens culturels (loges, bureaux...),
- Des espaces techniques (zone tampon accès décors, atelier technique, locaux de stockage, local accessoires, vestiaires...),
- Les VRD correspondants aux abords immédiats de l'ouvrage concerné.

Suite aux remarques formulées dans le rapport d'analyse de l'Avant-Projet Définitif (APD) réalisé par le maître d'œuvre de l'opération et aux réponses dudit maître d'œuvre aux demandes de précisions et compléments sur l'APD formulées par la maîtrise d'ouvrage, l'opération d'investissement n° 2017400100 « Construction d'une salle de spectacles et de festivités », inscrite au budget pour un montant initial de 6 013 640,00 € TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 154151BP du programme 15, doit être affectée d'une revalorisation de 186 361,00 € TTC, portant le nouveau montant de l'opération à 6 200 001,00 € TTC.

Les dépenses seront équilibrées par les recettes suivantes : subventions et fonds propres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 31-0915 en date du 30 septembre 2015 portant création de l'opération « Construction d'une salle de spectacles et de festivités sur la commune d'Auriol » et affectation de l'autorisation de programme ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation d'un montant de 186 361,00 € TTC de l'opération d'investissement « Construction d'une salle de spectacles et de festivités sur la commune d'Auriol » afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées dans l'autorisation de programme 154151BP, l'affectation et la revalorisation de l'opération d'investissement n° 2017400100 – Construction d'une salle de spectacles et de festivités sur la commune d'Auriol – pour un montant de 186 361,00 € TTC, portant le montant total de l'opération à 6 200 001,00 € TTC.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union européenne, de l'Etat, de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, ainsi qu'auprès de tout organisme susceptible

d'apporter sa contribution pour la réalisation de cette opération, et à signer tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets Métropole 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandatés antérieurs : 202 185 € TTC

2017 : 1 500 000 € TTC

2018 : 3 031 563 € TTC

2019 : 1 466 253 € TTC

Cette proposition mise aux voix est acceptée.

FAG 056-2312/17/CM

**■ Restitution de la compétence facultative en matière de "Loisirs, Enfance, Jeunesse" aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues
MET 17/4312/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales : « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du code général de la propriété des personnes publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Au 31 décembre 2015, la Communauté d'Agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence » exerçait, et ce depuis 2001, une compétence facultative « Loisirs, Enfance, Jeunesse » issue de la dissolution de la Communauté de Communes Colline Durance (CCCD), réunissant les communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues, sur le territoire de ces cinq communes. La Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence n'a jamais souhaité élargir cette compétence aux autres communes de son territoire.

Dans le cadre de l'exercice de cette compétence, la gestion de deux équipements (le Centre de Loisirs Sans Hébergement de l'Héritière « les Tout Chatou »,

et l'Accueil de Loisirs Avec Hébergement « les Cytises ») a été confiée à la communauté d'agglomération sur le fondement de la définition de l'intérêt communautaire (délibération communautaire n°137/06 du 27 juin 2006).

Par ailleurs, la délibération communautaire n°165/09 en date du 05 octobre 2009 portant modification des statuts prévoit que dans le cadre de cette compétence « *Loisirs enfance jeunesse* :

« *Des actions communautaires en direction des jeunes pourront être développées* » CLSH de l'Héritière et les Cytises.

Sur ces fondements, la compétence exercée par la Métropole sur le périmètre des cinq communes précitées du Territoire du Pays Salonais à compter du 1er janvier 2016 se décline en plusieurs actions :

- gestion administrative, technique et financière du contrat Enfance et Jeunesse signé avec la Caisse d'allocations familiales des Bouches du Rhône
- le soutien technique au fonctionnement des services : petite enfance, enfance et jeunesse du territoire
 - le soutien financier du Relais Assistantes Maternelles intercommunal,
- la mise en place d'ateliers qualitatifs en crèche et micro crèche et de l'accueil parents enfants
- la prise en charge de la formation au BAFA/BAFD
- la gestion d'ALSH jeunes, d'un Accueil jeunes et d'un Point information jeunesse intercommunal par le biais d'un marché public dont le titulaire est actuellement Léo Lagrange;
- un accueil sans hébergement intercommunal « les Tout Chatou » situé à Vernègues ainsi qu'un accueil avec hébergement le Centre de Vacances intercommunal « les Cytises » situé à Seyne les Alpes géré en régie directe.

Il est précisé que les biens immobiliers nécessaires à l'exercice de la compétence sont restés propriété des communes et font l'objet de mise à disposition et de conventions d'utilisation des locaux.

Le travail de recensement des attributions à caractère facultatif ou optionnel des six EPCI regroupés a révélé que la compétence « Loisirs, Enfance, Jeunesse » telle que décrite ci-avant n'était exhaustivement et exclusivement exercée par la Métropole que sur le territoire des cinq communes précitées, aucune autre

commune extérieure à ce territoire n'ayant confié lesdites attributions à l'un des EPCI fusionnés.

S'agissant d'une compétence ne relevant pas de celles devant être obligatoirement transférées à la Métropole, rien ne s'oppose à ce que sa restitution soit proposée aux communes intéressées.

Il est ainsi proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer en faveur de la restitution de la compétence « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues.

Il est souhaité que cette restitution soit effective à compter du 1er janvier 2018.

Il appartiendra à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Métropole d'évaluer l'impact financier de ce retour de compétence aux communes pour que puisse être révisé en conséquence le montant des attributions de compensation des communes concernées.

Le sort des agents œuvrant dans ces structures fera l'objet d'une attention toute particulière, de la Métropole, des communes concernées et des comités techniques compétents, dans le respect des dispositions protectrices de l'article L5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5218-1 et suivants, L5211-4-1, L5211-17 et L5211-25-1 ;
- Le Code Général des Impôts et particulièrement son article 1609 nonies c ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de restituer la compétence « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la restitution de la compétence « Loisirs, Enfance, Jeunesse » aux communes d'Alleins, Charleval, Lamanon, Mallemort et Vernègues.

Article 2 :

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) procèdera à l'évaluation de la restitution de la compétence pour que puisse être révisé en conséquence le montant des attributions de compensation des communes concernées.

Article 3 :

Monsieur le Président est habilité à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 057-2313/17/CM

**■ Approbation d'un avenant à la convention de mise à disposition partielle du Directeur Général des Services de la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 17/4381/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 064-546/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé le principe de la mise à disposition partielle, à hauteur de 80% du temps de travail, du Directeur Général des Services de la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans ce cadre, la convention n° 2016-80702 conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence et notifiée le 30 juin 2016 a pour objet de définir les conditions de mise à disposition partielle de l'agent.

Il convient de renouveler les conditions de de la mise à disposition.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 136, et 61 et suivants ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriale et aux établissements publics administratifs locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 064-546/16/CM du 30 juin 2016 approuvant la convention de mise à disposition.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de mise à disposition du Directeur Général des Services de la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, joint en annexe.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre tout acte et toute décision nécessaire à l'exécution de ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FAG 058-2423/17/CM

**■ Approbation de la convention de mise à disposition partielle d'un agent municipal de la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 17/4417/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article 61 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale précise que la mise à disposition est la situation du fonctionnaire qui demeure dans son cadre d'emplois ou corps d'origine, est réputé y occuper un emploi, continue à percevoir la rémunération correspondante, mais qui exerce ses fonctions hors du service où il a vocation à servir.

Dans ce cadre, une mise à disposition partielle d'un agent municipal, à hauteur de 40% du temps de travail, auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence est envisagée pour assurer les fonctions d'assistante de direction au sein de la Direction Générale des Services.

En application des articles 1 et 2 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, cette mise à disposition nécessite la signature préalable d'une convention à conclure entre la Ville de Marseille et la Métropole, définissant notamment la durée de la mise à disposition et les conditions de son renouvellement, la nature et le niveau des activités confiées, leurs modalités de contrôle et d'évaluation, les conditions d'emploi, ainsi que les modalités de remboursement par la Métropole de la rémunération perçue par l'agent.

En application des dispositions réglementaires précitées, la durée maximale de la mise à disposition est de trois ans, et peut être renouvelée par périodes ne pouvant excéder cette durée. Aucune disposition ne limite le nombre de renouvellements. Elle peut prendre fin, avant l'expiration de sa durée, à la demande du fonctionnaire, de l'administration d'origine ou de l'administration d'accueil.

Dans ce cadre, il est prévu une mise à disposition d'une durée de deux ans, renouvelable par reconduction expresse pour une période de trois ans.

La mise à disposition donnera lieu à remboursement par la Métropole, de la partie de la rémunération et des cotisations et contributions afférentes, liées à l'exercice des fonctions décrites.

Conformément au 3^{ème} alinéa de l'article 61 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, le Conseil de la Métropole est informé préalablement par le présent rapport de la mise à disposition ainsi envisagée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 61 et suivants ;
- Le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriale et aux établissements publics administratifs locaux ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le principe de la mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Marseille auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et la convention annexée à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer la convention et à prendre tout acte et toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur"

ECO 001-2314/17/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement la Barasse à Marseille 11ème arrondissement
MET 17/3864/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°98/870 EUGE du 30 novembre 1998, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé la concession d'aménagement de « La Barasse » (n°98/432) confiée à la SPL Soleam (ex SEML Marseille Aménagement).

Par arrêté du 7 juillet 2000 Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prononcé la création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, dont la commune de Marseille est membre.

En conséquence du transfert automatique des compétences, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée dans tous ses droits et obligations à la Communauté Urbaine de Marseille Provence Métropole dans l'exercice du contrat de concession n°98/432.

En partie Est du terrain, le lotissement d'activités du Parc de la Barasse a été livré en 2007.

La partie Ouest, d'environ 5 hectares, doit accueillir le pôle d'échange de la Barasse et l'opération SNCF Réseau, consistant en la création d'une 3^{ème} voie ferroviaire Marseille-Aubagne. En outre, il était prévu également sur ce site des travaux d'infrastructure consistant à réaliser deux voies supplémentaires, un quai et un passage souterrain par RFF (travaux réalisés par RFF en 2014), la construction d'une halte ferroviaire (travaux réalisés par RFF en 2014).

Dans l'attente de la livraison par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du parking définitif de 250 places attenant à la halte ferroviaire, le parking provisoire de 100 places de stationnement réalisé au second semestre 2014 par la Soleam avait été mis en service de manière concomitante avec l'ouverture à l'exploitation de la 3^{ème} voie de la ligne ferroviaire Marseille-Aubagne-Toulon et de la halte ferroviaire de la Barasse le 14 décembre 2014.

L'occupation anarchique par des caravanes au mois de novembre 2015 de ce parking et de celui réalisé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en 2015, a donné lieu à l'intervention des forces de l'ordre en vue de leur évacuation, et à la fermeture de ces deux équipements, fermeture demeurant à l'heure actuelle.

Par ailleurs, la commercialisation du solde des terrains appartenant à Soleam a été suspendue en attendant que le tracé de la 4^{ème} voie Marseille-Aubagne-Toulon soit précisé. Les emprises foncières devant faire l'objet d'une cession auprès de SNCF réseau (emprise voies et halte ferroviaires) et de MPM (pour le parking) devront être adaptées en fonction du tracé retenu. La décision ministérielle sur les propositions de tracé sur le secteur de la Barasse est attendue avant l'été 2017.

Aussi, la concession d'aménagement a été prorogée de deux ans, par délibération DEV 003-20/11/15 CC, afin que la Soleam puisse accompagner le concédant dans cette réflexion, du 20 novembre 2015.

Par ailleurs, la SOLEAM étudiera en 2017 suite aux études hydrauliques en lien avec les services de la DDTM, la définition des travaux nécessaires au maintien de l'ouvrage de rétention et sa possible reconversion avec la mise en service du parking définitif de 250 places réalisé par MPM.

L'aménagement du solde des terrains est à l'étude et nécessite des décisions d'orientation sur l'aménagement futur de ce secteur.

L'objet du présent rapport est de proposer l'approbation du CRAC ci-joint, arrêté au 31 décembre 2016, dont les montants prévisionnels en dépenses et en recettes s'élèvent à 6 045 504 euros TTC, soit une augmentation de 0.29 % par rapport au CRAC précédent (6 027 710 euros TTC).

Ce bilan s'analyse de la manière suivante :

DEPENSES :

En hausse :

- Les études générales (+5 811 euros TTC), hausse liée à une mission de géomètre lancée sur plusieurs opérations
- Le poste Travaux et Honoraires est en hausse (+ 30 682 euros TTC), du fait de la constitution d'une provision pour imprévus
- Les charges de gestion (+ 27 euros TTC)

En baisse :

- La rémunération du concessionnaire (- 21 702 euros TTC), ce poste suivant l'évolution des dépenses et des recettes de l'opération

RECETTES :

En hausse :

- Le poste cessions réserve pour la gare SNCF (+ 14 896 euros TTC)

En baisse :

- Les produits de gestion (-80 euros TTC)
- La participation du concédant à l'opération est de 1 749 632 euros, identique au CRAC précédent.

L'avance de 900 000 euros, versée en 2004, sera remboursée en fin de concession, en 2017.

Il convient que le Conseil de Métropole approuve ledit Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2015.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVAEC 023-1608/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole portant sur l'approbation du CRAC arrêté au 31 décembre 2014 ;
- La délibération MET 16/1510/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole portant sur l'approbation de l'avenant n°13 relatif à la participation au coût de l'opération ;
- La délibération DEEN 006-13/10/16 CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016 portant sur l'approbation de l'avenant n°13 relatif à la participation au coût de l'opération ;
- La délibération DPEAT SV 16/14881/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 décembre 2016 portant sur l'approbation du CRAC arrêté au 31 décembre 2015 ;
- La délibération MET 16/1646/CM du Conseil de la Métropole portant sur l'approbation du CRAC arrêté au 31 décembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il appartient à la Métropole Aix-Marseille Provence d'approuver le Compte Rendu

Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2016, relatif à la concession d'aménagement n°98/432 « la Barasse » confiée à la Soleam.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, arrêté au 31 décembre 2016, ci-annexé, relatif à la concession d'aménagement n°98/432 « la Barasse », confiée à la SPL Soleam.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 002-2315/17/CM

■ Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence MET 17/3684/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de Lenfant à Aix-en-Provence est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2010 pour son aménagement et sa commercialisation. Pour rappel, la ZAC de Lenfant est une opération de 36ha au total, dont la première tranche a permis de viabiliser 13 lots soit 7,5 ha de surfaces cessibles. La seconde tranche aujourd'hui en cours de réalisation permettra de créer 5,5 ha de surfaces cessibles.

Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité

technique de l'opération, qui s'est réuni une fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est réuni deux fois en 2016.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et un plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 12 mai 2017 présente le CRAC 2016.

Compte rendu de l'année 2016 :

Durant l'année 2016, les actions suivantes ont été menées :

- Les travaux de la première tranche ont été achevés et réceptionnés par les services de la Métropole.
- Les études techniques de la seconde tranche ont été finalisées et les travaux lancés en septembre 2016.

Concernant la commercialisation, sur la tranche 1, hormis un lot actuellement sous option, l'ensemble

des terrains a été vendu. Sur la tranche 2, seuls trois lots sur les dix commercialisés ne font pas l'objet d'option ou de promesse de vente, toutefois l'intérêt porté par plusieurs entreprises sur les lots restant devrait être formalisé en promesse courant 2017 après décision du comité d'agrément.

Concernant le réalisé 2016, celui-ci est en deçà des prévisions du CRAC 2015 en dépenses en raison du report au troisième trimestre 2016 du début des travaux de la deuxième tranche et donc des frais d'honoraires et de rémunération qui lui sont liés. Les produits des cessions des terrains ont également été en deçà des prévisions et ont dû être replanifiés en 2017.

Evolution du bilan

Le montant des recettes de cession attendu est toujours de 20,4 millions d'euros, et le total des dépenses est de 14,4 millions d'euros. En définitive, le bilan actualisé de l'opération reste stable et affiche un excédent de 5,97 millions d'euros, même si les dépenses et recettes ont été replanifiées pour être adaptées au planning opérationnel de réalisation et de commercialisation.

Perspectives 2017

En 2017, la voirie de la première tranche sera transférée à la Métropole, les travaux de viabilisation de la tranche 2 terminés et les travaux des espaces verts lancés.

Par ailleurs, les lots de la tranche 1 et 2 devraient être vendus ou sous promesse de vente.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2016, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil communautaire de la CPA n°2001-A046 du 20 juillet 2001 déclarant d'intérêt communautaire

l'aménagement du Quartier de l'Enfant à Aix-en-Provence et n°2006-A167 du 22 juin 2006 décidant le lancement de la procédure de ZAC ;

- La délibération du Conseil Communautaire n°2009-A221 du 11 décembre 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n°2010-A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;
- La délibération n°2010_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010 concédant la réalisation de la ZAC du Quartier de l'Enfant à la SPLA ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2016 de la ZAC du Quartier de l'enfant ci-joint ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 12 mai 2017 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2016 de la ZAC du Quartier de l'enfant à Aix-en-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2016) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de l'enfant à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 003-2316/17/CM

■ Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la Zone d'Aménagement Concerté Bertoire 2 à Lambesc MET 17/3685/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement de la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2011 pour son aménagement et sa commercialisation. Il s'agit d'une opération de 17ha au total, dont la première tranche a permis de viabiliser 20 lots soit 5 ha de surfaces cessibles.

Dans ce cadre, le traité de concession prévoit que le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni deux fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage et d'agrément qui s'est également réuni deux fois en 2016.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et un plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de

l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,

- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
 - le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
 - le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques
- Compte rendu de l'année 2016 :

Durant l'année 2016, les actions suivantes ont été menées :

- Les travaux de viabilisation de la tranche 1 ont été achevés et les ouvrages ont été remis aux gestionnaires.
- Des travaux de dépollution portant sur un volume de terre important situé sur le périmètre de la première tranche ont été réalisés courant 2016 et sont maintenant terminés.
- Des travaux de reprises notamment sur le système de gestion des eaux pluviales et particulièrement sur le bassin de rétention ont dû être réalisés afin de consolider ces ouvrages suite aux pluies importantes survenues.
- Les études techniques de la seconde tranche ont avancé et sont en cours de finalisation et de validation auprès de la commune et des services de la Métropole.

En ce qui concerne la commercialisation, cinq promesses de vente ont été signées et deux entreprises se sont désistées. Les lots de la première tranche sous compromis ou déjà vendus représentent 3,2ha sur les 5ha mis à la vente soit 60 % de la surface cessible de la première tranche, 75 % si l'on prend en compte les lots concernés par des options ou des réservations. Par ailleurs, quatre sociétés ont fait part de leur intérêt fin 2016 pour une implantation sur la ZAC et devraient formellement se positionner début 2017.

Concernant le réalisé 2016, celui-ci est en dépenses légèrement moins important que prévu au CRAC 2015 en raison de l'ajustement du coût des travaux réalisés. En revanche, les recettes sont conformes aux prévisions.

Evolution du bilan

Le bilan actualisé de l'opération qui s'élève à 7,6 millions d'euros reste stable. Les prévisions de recettes et de dépenses n'ont pas évolué, même si ces dernières ont dû être replanifiées pour être adaptées au planning opérationnel de réalisation et au rythme réel de commercialisation.

Enfin, afin de garantir une trésorerie suffisante tout au long de l'opération et faire face aux aléas de la commercialisation, la SPLA a sollicité une avance de trésorerie pour la totalité de la durée de l'opération de 1 825 000€ remboursable à la fin de la concession. 1 000 000€ ont déjà été versés conformément à la convention financière approuvée au bureau de Métropole de décembre 2016 et 825 000€ seront versés au second semestre 2017 après délibération du Bureau de la Métropole.

Perspectives 2017

L'année 2017 permettra notamment de poursuivre et de finaliser les études techniques de la tranche 2.

La commercialisation de la zone se poursuivra et plusieurs prospects aujourd'hui en discussion devraient confirmer leur implantation. Enfin, les recettes de cession des terrains liées aux entreprises étant sous compromis en 2016 devraient pouvoir être perçues en 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005-A320 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de Bertoire à Lambesc ;
- La délibération du Conseil communautaire n°2006-A296 du 20 octobre 2006 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2008-A077 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n° 2011-B010 du Bureau communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 concédant l'aménagement de la ZAC de Bertoire à la SPLA ;

- La délibération n°2013_B466 du Bureau communautaire de la CPA du 7 novembre 2013 approuvant l'avenant n°1 au traité de concession ;
- La délibération n°ECO 006-151216BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2016 de la ZAC de la Bertoire 2 ci-joint ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 12 mai 2017 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2016 de la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2016) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de la Bertoire 2 à Lambesc.

Article 2 :

La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2017 s'élève à 39750€ et sera versée après l'approbation du présent CRAC 2016 sur la ligne 17341 nature 20422 de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 004-2317/17/CM

■ Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la ZAC de la Burlière à Trets MET 17/3686/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la fin de l'année 2013, la SPLA est concessionnaire de la totalité de la ZAC de la Burlière. Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques en continuité de la zone commerciale existante, dont le périmètre total est de 23 hectares et qui permettra la commercialisation d'environ 12,5 hectares de terrains. Sa vocation est pour partie commerciale et pour partie industrielle et artisanale. Les lots sont à destination de petites entreprises de production et des entreprises de Trets souhaitant se délocaliser dans un espace économique approprié à leurs activités.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC de la Burlière, le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière, y compris par le biais de la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération, (procédure Loi sur l'Eau) ;
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

Il est également demandé au concessionnaire de mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni 2 fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni 2 fois en 2016.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 29 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 12 mai 2017 présente le CRAC 2016.

Compte rendu de l'année 2016

Durant l'année 2016, les actions suivantes ont été menées :

- Finalisation des acquisitions foncières avec notamment l'acquisition des terrains nécessaires à l'élargissement du chemin de la Burlière qui dessert l'opération à l'Est ;
- Consultation d'archéologue, pour la seconde tranche de fouilles fin 2015 prescrite par la DRAC. Le marché, infructueux, a du être relancé à la fin de l'année ;
- Démarrage des travaux le 16 mars 2016 pour la première tranche de l'opération ;
- Poursuite de la commercialisation avec notamment la signature de 5 compromis de vente.

En conséquence de ces éléments, les dépenses 2016 sont en deçà des prévisions. L'écart d'un montant de 1,39 millions s'explique par le décalage de la première tranche des travaux d'aménagement en raison des fouilles archéologiques, et est étalé sur les années suivantes.

Les recettes sont inférieures aux prévisions, ce qui s'explique par un décalage du versement du solde de la subvention de la DRAC, qui ne sera versé qu'à la fin des travaux de fouilles.

Evolution du bilan

Le nouveau bilan prévisionnel de l'opération n'a pas évolué par rapport au CRAC 2015, et se situe toujours à hauteur de 16,5 millions d'€. La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2017 s'élève à 300 000 € et sera versée à la SPLA après l'approbation du présent CRAC.

Par ailleurs, en 2016 la SPLA n'a pu bénéficier d'une avance de trésorerie et a dû recourir à l'emprunt pour financer, les besoins financiers en 2016 ont été satisfaits par un emprunt de 8 050 000 €. C'est pourquoi, afin de rembourser cet emprunt la SPLA sollicitera la Métropole à la fin de l'année 2017 pour obtenir une avance d'un montant de 8 050 000 €.

Perspectives 2017

En 2017, les travaux pour la seconde phase de fouilles archéologiques seront réalisés. Les travaux d'aménagement de la première tranche seront terminés et permettront d'engager la seconde tranche.

L'objectif est également de poursuivre la commercialisation de la zone en assurant notamment le suivi des permis de construire déposé par les acquéreurs et de permettre ainsi la signature d'actes authentiques.

Enfin, l'acquisition des derniers terrains nécessaires à la réalisation de voirie interne devraient aboutir.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2016, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2004-A180 du Conseil communautaire de la CPA, du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire la création d'une zone d'activité économique à Trets et l'extension de la Burlière ;
- La délibération n°2009-A106 du Conseil communautaire de la CPA, du 26 juin 2009 créant la ZAC ;
- La délibération n° 2010_B432 du Bureau communautaire de la CPA, du 29 septembre 2010 concédant l'aménagement de la première tranche de la ZAC de la Burlière à la SPLA ;
- La délibération n°2013_B532 du Bureau communautaire de la CPA, du 5 décembre 2013 approuvant l'avenant n°1 qui étend le périmètre de concession au périmètre de la ZAC ;
- La délibération n°2013_A265 du Conseil communautaire de la CPA, du 19 décembre 2013 approuvant le Dossier de Réalisation de la ZAC et le Programme des Équipements publics ;
- La délibération n°2015_B353 du Bureau communautaire de la CPA, du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°2 qui modifie la participation financière du concédant ;
- Le Compte-Rendu Annuel de la Collectivité 2016 de la ZAC de la Burlière ci-joint.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires du 12 mai 2017 présentant le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2016 de la ZAC de la Burlière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2016) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC de la Burlière à Trets.

Article 2 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2017 s'élève à

300 000 €, et sera versé après l'approbation du présent CRAC 2016 sur la ligne 17344, nature 20422 de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 005-2318/17/CM

■ Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la ZAC des Vergeras à St Estève Janson MET 17/3687/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation de la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par le biais d'une concession d'aménagement notifiée en novembre 2013. Il s'agit de la création d'une zone d'activités économiques de 6 hectares qui permettra la commercialisation d'environ 19 lots allant de 1 400 à 4000 m² pour un programme d'environ 27 000m² de surface de plancher.

Par ailleurs, la SPLA s'est engagée aux côtés de la commune et du concédant dans la mise en œuvre d'une démarche HQE-Aménagement. Cette volonté d'obtenir le label HQE- Aménagement inscrit l'opération dans une démarche d'exemplarité sur le plan environnemental, de sa conception à la réalisation des travaux d'aménagement et surtout en phase d'exploitation.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC des Vergeras, le concessionnaire est chargé :

- d'assurer la gestion et l'entretien des biens,
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération,
- de la réalisation des ouvrages et équipements prévus au programme des équipements publics de la ZAC, y compris la remise des équipements à leur gestionnaire respectif ;
- de la commercialisation des lots ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni quatre fois durant l'exercice

écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni deux fois en 2016.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 12 mai 2017 présente le CRAC 2016.

La démarche HQE – Aménagement :

Le site des Vergeras bénéficiant d'un environnement naturel et paysager remarquable, il a été décidé d'engager une démarche HQE - Aménagement afin de garantir une intégration optimale de l'environnement dans les principes d'aménagement de la ZAC. Un travail de définition des thématiques de développement durable à retenir pour l'opération est réalisé dès la conception du projet. La traduction technique et opérationnelle de ces cibles fera l'objet d'un suivi par Certivéa, organisme certificateur de la démarche, qui contrôlera leur mise en œuvre réelle jusqu'à la réalisation de l'opération et également après son achèvement.

La première certification HQE – Aménagement de la ZAC a eu lieu en 2015 et a été obtenue sur les phases 1 à 3 de la démarche.

Les principales cibles retenues traduites sous forme d'objectifs de développement durable dans la ZAC des Vergeras sont les suivantes :

- Assurer une continuité harmonieuse entre la ZAC des Vergeras et le tissu urbain à proximité, en intégrant l'histoire paysagère du site et la topographie au coeur de la conception du projet,
- Proposer une mixité programmatique des lots pour renforcer l'offre proposée aux entreprises,
- Intégrer une gestion alternative des eaux pluviales sur l'opération, en déclinant cet objectif sur les espaces publics et les lots privés,
- Intégrer des principes de sobriété énergétique afin de réduire les besoins et les consommations d'énergie fossile sur les lots privés et les espaces publics,
- Maîtriser l'équilibre des déblais-remblais sur ce secteur en pente,
- Encadrer la gestion des déchets en phase chantier par une charte de chantier vert pour l'aménagement des espaces publics de la ZAC,
- Proposer des espaces publics agréables et confortables pour les usagers.

Compte-rendu de l'année 2016

Durant l'année 2016, les actions suivantes ont été menées :

- Constitution du dossier de consultation des entreprises (DCE) par le maître d'œuvre,
- Lancement de la consultation des entreprises pour les travaux d'aménagement des espaces publics et de viabilisation des terrains en décembre 2016,
- Adaptation de l'annexe du Cahier des Charges de Cession de Terrains (CCCT) intitulé « cahier de recommandations urbaines, architecturales paysagères et environnementales » par l'architecte de la ZAC,
- Organisation par le Territoire du Pays d'Aix sur une journée de l'audit de suivi n°1 pour la labellisation des phases 1 à 4 de la démarche HQE-Aménagement sous l'égide de Certivéa.

Afin de promouvoir l'opération et d'aider à sa commercialisation, une plaquette de communication sur le projet a été réalisée en 2016 par le Pays d'Aix et la SPLA.

Le montant prévisionnel des dépenses pour 2016 dans le CRAC 2015 s'élevait à 1 192 452 €, or le montant réalisé est de 479 397€. Le différentiel s'explique par le report sur 2017 de la réalisation des travaux de viabilisation et d'aménagement (estimés à 625 000 €).

L'essentiel des recettes de l'opération en 2016 s'élève à 463 819 €, constitué d'une participation du concédant de 40 000 € et d'un apport en nature des terrains lui appartenant pour une valeur de 412 054 € et de produits financiers.

Evolution du bilan

Le bilan 2016 est quasiment inchangé par rapport à 2015 et s'élève en dépenses à 2,74 M d'€ HT et en recettes à 2,78 M d'€ HT. Ce solde positif s'explique par l'attribution du marché de travaux à un coût inférieur à celui estimé en phase étude de 70 000 € et des dépenses d'études supplémentaires de 32 000 €.

En recettes, les cessions de charges foncières restent inchangées (1 875 500 €), la participation du concédant reste stable à 452 054 €. Elle est composée :

- du versement d'une participation d'équilibre de 40 000 € par an, soit 360 000€,
- de l'apport du foncier en 2016 évalué à 412 054 €,
- du reversement d'une subvention du Conseil Départemental attribuée à la Métropole au titre de son dispositif d'aide aux ZAE pour un montant de 110 000 €, dont un tiers sera versé en 2017, soit 36 666 € et deux tiers en fin d'opération, soit 73 334 €.

Le CRAC de la ZAC des Vergeras présenté lors du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires le 12 mai 2017, a mis en évidence un nouveau besoin de trésorerie sur l'année 2017 du fait d'un décalage dans la mise en œuvre des travaux et le début de la commercialisation des lots et donc la perception de recettes de cession. Cette situation nécessite la modification par le biais d'un avenant n° 1 de la convention d'avance de trésorerie conclue en 2016. L'avenant à la convention porte le montant de l'avance de trésorerie à 1 000 000 €, soit une augmentation de 400 000€. Cette avance est remboursable au terme du traité, soit en 2023.

Perspectives 2017

En 2017, les travaux d'aménagement du site démarrent au deuxième trimestre pour une livraison en début d'année 2018. A ce titre une réunion publique avec les habitants a été organisée le 27 avril afin de communiquer sur le déroulement du chantier. La commercialisation des lots pourra commencer également en 2017. Il est également prévu d'implanter un panneau d'information sur le site pour aider à commercialiser les terrains.

Enfin, un nouvel audit de suivi de la démarche HQE - Aménagement en présence de Certivéa aura lieu pour valider la phase 5 de « Mise en œuvre ».

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2016, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2000-A164 du Conseil communautaire de la CPA du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- La délibération n°2005-A073 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013-B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Le délibération n°2015_B354 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n° 1 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n° 008-935/16/BM du Bureau de la Métropole approuvant l'avenant n°2 au traité de concession avec la SPLA ;
- La délibération n°007-1191/16/BM du Bureau de la Métropole approuvant l'avenant n° 3 au traité de concession avec la SPLA ;
- Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité 2016 de la ZAC des Vergeras ci-joint ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 12 mai 2017 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2016 de la ZAC des Vergeras.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2016) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement de la ZAC des Vergeras à St Estève-Janson.

Article 2 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2017 s'élève à 40 000 €, et sera versé après l'approbation du présent CRAC 2016 sur la ligne 2917, nature 20422 de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 006-2319/17/CM

■ Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité modifié au 31 décembre 2016 de la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la Concession d'aménagement de la ZAC Vitrolles CAP Horizon MET 17/3703/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement Vitrolles Cap Horizon a été déclarée d'intérêt communautaire par délibération n°2013_A114 du Conseil communautaire de la CPA le 18 juillet 2013.

L'opération de la ZAC Vitrolles Cap Horizon a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par décision du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015.

Dans le cadre du traité de concession de la ZAC Vitrolles Cap Horizon, le concessionnaire est chargé de :

- Constituer le dossier de réalisation de ZAC.
- Acquérir à l'amiable auprès de l'EPF PACA les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération selon les termes de la convention tripartite CPA /EPF/commune de Vitrolles.
- Assurer la gestion et l'entretien des biens dans les conditions décrites au titre II.
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération, dans les conditions décrites au Titre III.

- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération, conformément au Titre III.

- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération, dans les conditions décrites au Titre IV.

- Assurer la commercialisation dans le respect des conditions prévues au Titre V.

- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération dans les conditions décrites au Titre VI.

- Mettre en place et animer les instances de suivi de la concession décrites à l'article 6.

- Mettre en œuvre une démarche de qualité environnementale sur l'opération telle que décrite à l'article 5.

- Proposer, préparer et assurer la mise en œuvre de tous contrats et conventions avec des tiers publics ou privés nécessaires à la réalisation de l'opération

- D'une façon générale, assurer la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à l'exécution de ces obligations, dont la gestion et la coordination sont indispensables pour assurer la bonne fin de l'opération.

- Solliciter les subventions auxquelles l'opération peut être éligible, et fournir les pièces justificatives nécessaires au versement des subventions

La SPLA Pays d'Aix Territoires assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique et du comité de pilotage de l'opération.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte rendu annuel conforme à l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi l'article 32 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, qui ont vocation à être transmis au concédant au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et dans les dispositions prévues aux articles précédents, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu financier comportant notamment :

- le bilan prévisionnel actualisé défini à l'article 33,

- le plan de trésorerie actualisé décrit à l'article 34,

- un tableau des acquisitions conformément au protocole passé avec l'EPF PACA /CPA, des acquisitions des propriétés publiques et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé, tel que décrit à l'article 35

- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir, relatant l'état d'avancement des différentes missions confiées au concessionnaire et leurs conditions de mise en œuvre, les procédures nécessaires à l'opération engagées et leur état d'avancement, les incidents éventuels (contentieux...).

- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,

- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances prévues à l'article 31.7,

- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques en application de l'article 31.2, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,

- un planning d'opération actualisé, distinguant la partie mobilité et la partie économique.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2016 :

Foncier

Une première tranche de cession foncière entre l'EPF PACA et la SPLA a été concrétisée en juillet 2016 pour un montant de 4 785 000 € HT et une surface de 51 012 m² soit un prix moyen de 93,80 €/m².

Un compromis a été signé en décembre 2016 pour la réalisation d'une seconde tranche de cession de 75 248 m² pour un montant de 6 998 064 € HT soit un prix moyen de 93 €/m².

Opération Couperigne

Le projet de requalification des voiries et de création des bassins de rétention a été finalisé par le BET SEBA, sur cette base les marchés de travaux ont été lancés.

Mise en œuvre de la ZAC

Concernant le foncier, en parallèle des négociations amiables, l'EPF PACA a déposé le dossier de DUP en octobre 2016.

La déclaration de projet permettant la mise en comptabilité du PLU avec l'opération Vitrolles CAP Horizon a été adoptée le conseil municipal de la ville de Vitrolles le 15 décembre 2016.

Dans le cadre de sa mission de Maîtrise d'Oeuvre Urbaine, CITADIA a produit une première version des Cahiers des Charges de Cession de Terrain (CCCT), du Cahier de Prescriptions Architecturales, Urbaines, Paysagères et Environnementales (CPAUPE) et de l'Avant Projet Voiries et Réseaux Divers (AVP VRD). La réalisation de l'AVP a permis d'affiner le coût des équipements publics de la ZAC

Concernant la mise en œuvre des mesures compensatoires et le dossier CNPN, le bureau d'études ECOTONIA a été missionné en juillet 2016.

Ses premières missions ont été :

- l'intégration des recommandations nécessaires au sein du dossier de consultation des entreprises relatifs aux travaux de Couperigne
- transmission aux futurs constructeurs (NEXITY et GICRAM) des cahiers des charges de prescriptions environnementales.

	2017	2018
Mobilité	100 000 € HT	1 200 000 € HT
Aménagement	3 000 000 € HT	2 916 667 € HT

Une avance de trésorerie remboursable d'un montant de 3 600 000 € a été accordée à la SPLA pour l'opération CAP Horizon par délibération n° ECO003-1187/16/BM du Bureau de la Métropole du 15 décembre 2016.

Perspectives 2017 :

Les travaux de Couperigne ont débuté au 2ème trimestre 2016 et devraient être terminés en 2018.

Les acquisitions foncières vont se poursuivre avec l'enquête publique de la DUP qui devrait débuter en septembre 2017.

Après validation du dossier d'AVP, CITADIA va réaliser le dossier projet des équipements publics de la ZAC.

Une première commercialisation sur le périmètre de la ZAC devrait se concrétiser.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à la fin 2016, le prévisionnel, pour les années à venir et le nouveau bilan actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°2013_A114 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 approuvant la réalisation de l'opération Vitrolles CAP Horizon sous forme de ZAC d'intérêt communautaire, n°2015_A076 du 21 mai 2016

Evolution du bilan :

Le bilan de l'opération CAP Horizon est resté stable à 78 881 549 € HT, les modifications concernent les équilibres internes du fait de l'actualisation des coûts de travaux avec l'attribution des marchés de travaux sur le secteur Couperigne et les nouvelles estimations de l'AVP.

La rémunération de l'aménageur a été recalculée sur la base du coût de travaux actualisé, elle s'élève à 2 428 928 € HT soit 6 % du coût des travaux.

créant la ZAC et n°2015_A318 du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation ;

- La délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_B590 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_A321 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant l'avenant n°2 au contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Le Procès Verbal du Conseil d'Administration de la SPLA du 10 mai 2017 ;
- Le Compte Rendu Annuel de la Collectivité 2016 de la ZAC CAP Horizon ci-joint ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité modifié (CRAC 2016) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la ZAC Vitrolles Cap Horizon.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 007-2320/17/CM

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement en vue de l'attribution d'une subvention à la fondation "Méditerranée Infection" pour la participation au financement du bâtiment de l'IHU MET 17/4125/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

De par les compétences qui lui sont dévolues en matière d'Enseignement Supérieur Recherche et Santé, forte d'un écosystème en matière de santé riche et dynamique, la Métropole Aix-Marseille-Provence possède les atouts de son ambition : celle de devenir un leader dans le secteur de la santé pour le développement d'une métropole d'une exceptionnelle compétence..

Accompagner les opérations permettant d'accroître significativement le potentiel scientifique et la visibilité de la Métropole dans ses domaines d'excellence, et précisément celui de la santé, s'affirme comme un axe privilégié de la politique métropolitaine.

Le Campus de la Timone, l'un des grands pôles d'excellence métropolitains, accueille le bâtiment de l'Institut Hospitalo-Universitaire (IHU) dont l'ambition est de devenir une référence mondiale dans le domaine de la recherche et de la prise en charge des maladies infectieuses et contagieuses.

Cette implantation à Marseille conforte l'attractivité et l'excellence internationales dans le domaine de la santé de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'IHU Méditerranée Infection est en effet l'un des six instituts hospitalo-universitaires mis en place dans le cadre du Plan Investissement d'Avenir. Porté par la fondation «Marseille Infection», cet hôpital de recherche clinique utilise des techniques innovantes permettant une recherche appliquée dans la détection des modes de transmission de la contagion et permettant d'évaluer les stratégies de lutte contre les infections intra-hospitalières.

La fondation Méditerranée Infection a pour objectif de condenser les moyens de lutte contre les maladies infectieuses, première cause de mortalité dans le monde (17 millions de morts par an) et notamment les trois tueurs mondiaux (le VIH, la tuberculose et le paludisme), en un pôle majeur et stratégique au rayonnement local, national et international. Pour atteindre cet objectif, la fondation se décline en trois secteurs d'activité :

- le développement de services cliniques spécialisés et innovants à la pointe de la technologie,
- l'attraction des chercheurs les plus performants au niveau international pour

dynamiser la recherche sur les maladies infectieuses,

- la transformation de ces connaissances en éléments utiles pour l'homme, sous forme de produits diagnostiques ou thérapeutiques, en développant des rapports privilégiés avec des partenaires industriels, nationaux et régionaux et l'incubation de startups.

L'IHU abrite environ 750 salariés : 500 pour l'AP-HM, 200 pour Aix-Marseille Université, les différents organismes de recherche (INSERM, CNRS, IRD...) et une dizaine de startups.

Le bâtiment de l'IHU comprend :

- un système de confinement intégré aux locaux à haut niveau de contagion (NSB3) (chambres d'isolement, laboratoires, insectariums, souchothèque, etc.), avec un système de dépression atmosphérique à l'intérieur de la zone de confinement, l'air étant filtré à l'entrée et à la sortie du local,
- des portiques avec caméras infrarouges installés à l'accueil pour détecter les personnels et patients fébriles,
- l'installation de puces RFID pour une traçabilité en temps réel des déplacements de personnes et de matières pour une prévention maximum du risque de contagion ; un réseau de communication interne par wifi et visioconférence.

Ce bâtiment facilite également la valorisation de la recherche par :

- la présence physique des partenaires industriels dans l'IHU pour une gestion pratique du transfert vers l'industrie,
- un espace dédié à l'incubation de startups et de spin-offs.

Le bâtiment a été réceptionné le 26 octobre 2016, toutefois l'installation des équipes et des équipements nécessitent quelques travaux d'adaptation. Des travaux sont toujours en cours pour l'équipement et l'aménagement de l'amphithéâtre et des salles de cours. Des équipements relatifs au niveau de sécurité du bâtiment sont également en cours d'installation en particulier sur les accès extérieurs et les contrôles d'accès du laboratoire P3. Enfin, une adaptation du local devant accueillir la future biobanque est en cours afin de permettre un maintien de la température ambiante compatible avec le dégagement énergétique de l'équipement devant être installé.

L'opération IHU Infectiopole s'inscrit dans le cadre d'enjeux scientifiques et cliniques considérables pour lesquels la Métropole prend une place majeure au travers des compétences développées dans l'Institut.

Libellés	Fonctionnement		Investissement		Total
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	
Solde d'exécution de l'exercice	9 862 255,26 €	10 293 187,58 €	1 376 436,88 €	1 807 214,80 €	
Résultat antérieur reporté	969 617,32 €		1 504 578,51 €		
Résultats de clôture de l'exercice 2016	538 685,00 €		1 073 800,59 €		1 612 485,59 €
Restes à réaliser		16 661,03 €		395 427.55 €	
Solde à reporter au fonctionnement	522 023,97 €		678 373,04 €		1 200 397,01 €

L'IHU contribuera de façon significative au rayonnement de notre territoire sur le plan national et

international. Le budget de financement se présente de la façon suivante :

• Apport des Fondateurs Investissements	3 200 000 €
• ANR	48 798 767 €
• Ville de Marseille	1 000 000 €
• Métropole Aix-Marseille-Provence	1 000 000 €
• Conseil Départemental 13	4 000 000 €
• Conseil Régional PACA	1 500 000 €
• Fonds dédiés Fondation	9 034 493 €

Soit un total de :

68 533 260 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de participer au financement du bâtiment de l'IHU.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation d'une opération d'investissement en vue de l'attribution d'une subvention à la fondation « Méditerranée Infection » pour la participation au financement du bâtiment de l'IHU.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous politique B360 – chapitre 204 – nature 20422 - Fonction 67 - opération 2017100400.

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit : CP2017 : 1 000 000 €

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 008-2321/17/CM

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos, participation au programme de travail 2017 et paiement de la cotisation
MET 17/3958/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Via Marseille-Fos a succédé en 2011 à l'association Marseille Europort, créée en 1993 au lendemain de la réforme du statut des dockers pour coordonner la mise en œuvre de la promotion concertée de la place portuaire de Marseille Fos vers ses clients, en améliorant l'image du port pour relancer son activité après une longue période de conflits sociaux.

A la suite de la réforme des ports français en 2011, Marseille Europort a fait peau neuve en devenant Via Marseille-Fos pour marquer le renouveau de la communauté portuaire de Marseille Fos et faire connaître les progrès et les performances indéniables intervenus en terme d'organisation, de productivité ou de fiabilité.

L'association porte donc aujourd'hui une volonté de cohésion bien au-delà de l'ensemble des acteurs portuaires, ce qui n'a pas d'équivalent dans les autres ports français.

Objectifs généraux de l'association

L'association a défini des objectifs généraux comme :

- Faire émerger au sein de la communauté portuaire une dynamique commerciale s'appuyant sur une offre de services de qualité, fiable et compétitive, dans le but de conquérir de nouveaux marchés,
- Replacer le port de Marseille Fos dans la compétitivité internationale pour toutes catégories de marchandises,
- Fédérer les services et les compétences des professionnels de sa communauté portuaire pour apporter des solutions efficaces aux clients de Marseille Fos

Les objectifs 2017 de Via Marseille-Fos

- Poursuite de la reconquête de l'hinterland Rhône-Saône- Suisse,
- Démarche par filières (conventionnel, fruits & légumes, vracs solides, pétrochimie)
- Développement d'un maillage territorial
- Renforcement de notre positionnement de Hub Euro-méditerranéen

Organisation et financement de Via Marseille-Fos

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de 15 membres comme suit :

- Le Président de la CCIMP, le Président du Directoire du GPMM et le Président de l'UMF sont membres de droit,
- 3 représentants désignés par chacun des membres fondateurs,
- Un collège composé d'au plus de 3 représentants des membres adhérents,

Les intérêts croisés Métropole / Via Marseille Fos

un membre adhérent ne pouvant disposer que d'un siège.

Son financement est assuré par les cotisations de ses membres et les subventions des partenaires.

Le budget de l'association en 2016 s'est élevé à 260.000€ pour mettre en œuvre les actions de promotion et couvrir les frais de fonctionnement (maintenance informatique, comptabilité, frais d'actes....).

La répartition des recettes se fera en 2017 comme suit :

PRODUITS	€
Cotisations	22 500
UMF	5 000
CCIMP	5 000
GPMM	5 000
MGI	2 500
Ville de Marseille	2 500
AMP Métropole	2 500
Contributions partenaires	225 000
CCIMP	35 000
GPMM	87 500
MGI	17 500
AMP Métropole	37 500
PROVENCE PROMOTION	10 000
CONSEIL REGIONAL	37 500
Participation VIA MARSEILLE FOS	
Fond associatif	13 500
TOTAL Produits	261 000

Les actions de Via Marseille Fos s'intègrent tout à fait dans la stratégie économique métropolitaine à plusieurs niveaux :

- D'une part, le développement du port et de toutes les activités connexes (logistique, smartport, etc...) constituent une des 6 filières clés du développement économique de la métropole
- De plus, les actions de VMF viennent conforter les démarches d'attractivité et de promotion à l'international développées par la Métropole en lien notamment avec Provence Promotion et Euromed, dans l'objectif de renforcer le 1^{er} pôle économique du sud de la France
- Enfin, VMF développe de nombreuses actions tournées vers les marchés de la Méditerranée qui concourent à renforcer le positionnement de la Métropole comme capitale euro-méditerranéenne.
- On peut d'ailleurs noter que Via Marseille Fos a proposé à l'équipe de promotion de la Métropole de participer à ses côtés à certaines présentations à l'étranger et que par ailleurs Via Marseille Fos devrait participer à la mission économique sur Miami en novembre 2018.

Par conséquent, il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adhérer à cette association au titre de l'année 2017 pour un montant de 2 500 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que l'action engagée par l'association Via Marseille Fos permet de contribuer à rendre attractive la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de prestations, d'opérations engagées et d'opportunités d'implantations logistiques et industrielles

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Via Marseille Fos.

Article 2 :

Est autorisé le paiement de la cotisation de 2 500 euros auprès de Via Marseille Fos pour l'exercice 2017.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - sous politique B330 – nature 6281 – fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 009-2322/17/CM

**■ Modification de la délibération ECO 008-1782/17/CM du 30 mars 2017 relative à l'attribution d'une aide financière à la société SARTORIUS STEDIM FMT au titre de son programme de recherche et développement 2016-2018
MET 17/4315/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Rappel du contexte :

SARTORIUS AG est un groupe familial allemand, basé à Göttingen, créé en 1870, totalisant un chiffre d'affaires d'1,1 milliard d'euros, pour 6 200 salariés répartis sur 50 sites dans 30 pays à travers le monde. Sa filiale SARTORIUS STEDIM BIOTECH a employé environ 4 200 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 884,3 millions d'euros sur l'exercice 2015. SARTORIUS STEDIM BIOTECH est l'un des principaux fournisseurs d'équipements et de services destinés aux processus de développement, d'assurance qualité et de production dans l'industrie biopharmaceutique et biotechnologique. Avec des solutions intégrées dans les domaines de la fermentation, de la filtration, de la purification et de la gestion des fluides, SARTORIUS STEDIM BIOTECH aide ses clients à développer les médicaments biotechnologiques avec rapidité et rentabilité.

L'entreprise bénéficie d'une croissance à deux chiffres et d'un environnement de marché toujours dynamique et consolide sa place de fournisseur leader de l'industrie biopharmaceutique.

Sa filiale SARTORIUS STEDIM FMT est basée à Aubagne sur le site historique de Stedim, inventeur de la poche plastique à usage unique pour les process de fabrication des laboratoires pharmaceutiques. (CA 2008 40M€ pour 300 personnes, en 2015 CA 130 M€ pour 800 personnes.)

1. Présentation de la société dans son environnement local

Le site aubagnais comprend aujourd'hui :

- Une unité de production ;
- Un centre de Recherche & Développement et engineering de référence pour l'ensemble des sites de production « poches à usage unique » ;
- Les fonctions supports pour l'Europe du Sud (Finance, RH, IT, juridique) ;
- Le siège social du groupe SARTORIUS STEDIM BIOTECH coté sur Euronext.

En se concentrant sur des technologies à usage unique novatrices et des services créateurs de plus-values, SARTORIUS STEDIM FMT est au cœur de la mutation technologique de son marché. Fortement ancrée dans la communauté scientifique et étroitement liée à ses clients et ses partenaires technologiques, l'entreprise transforme la science en solution efficace conformément à sa philosophie « turning science into solutions ». Fort d'une croissance importante sur son marché, SARTORIUS STEDIM FMT possède un plan de développement ambitieux au sein duquel s'inscrit un programme de recherche et développement et pour lequel l'entreprise a sollicité les collectivités territoriales afin d'obtenir une subvention dans le cadre du régime RDI (Recherche, Développement, Innovation).

2. Le projet de développement

Ce programme de recherche, établi sur 3 ans du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018 comprend de nombreux projets de R&D à la fois en recherche fondamentale, industrielle ou de faisabilité. Le budget rattaché est évalué par SARTORIUS STEDIM FMT à près de 23 M€ répartis en divers dépenses éligibles.

Afin de soutenir son projet global de recherche et développement à Aubagne, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ont convenu d'accorder une aide financière à la société SARTORIUS STEDIM FMT au titre de son programme de recherche et développement 2016-2018.

Cette dernière permettra :

- La création d'environ 200 emplois sur le territoire aubagnais,
- Le rayonnement de notre région y compris à l'international

3. Proposition d'intervention financière

L'assiette de dépenses de ce programme est de 23 242 253,96 € HT (hors frais forfaitaires) du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018.

Dans ce cadre, la Région, par délibération n°17-155 du 17 mars 2017 a décidé d'accorder 5 000 000 € de subvention, soit 21,51% de l'assiette financière éligible ;

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée afin d'abonder ce programme sur un montant de 2 000 000 €, ce qui représente 8,60% de l'assiette financière éligible ; Soit une intervention publique globale à hauteur de 30,12 %. Cette aide a été approuvée par délibération de la Métropole n° ECO 008-1782/17/CM du 30 mars 2017 ainsi que la convention à conclure avec l'entreprise bénéficiaire.

Néanmoins, compte tenu des obligations imposées par le régime cadre exempté n° SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 notamment quant au contenu de la convention attributive de l'aide, il est proposé de modifier le contenu de celle-ci afin de respecter toutes les conditions posées par le régime d'exemption précité.

Pour davantage de lisibilité, la convention ci-après annexée est présentée en version consolidée, les éléments modifiés apparaissant en surbrillance.

Dans ce contexte, il est proposé de modifier la convention à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société SARTORIUS STEDIM FMT relative à l'octroi d'une aide financière de 2 000 000 € pour la mise en œuvre de son programme de recherche et développement 2016-2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'article L 1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à

l'intervention économique des Métropoles en complément de la Région ;

- le régime cadre exempté n° SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;
- La délibération du Conseil Régional n°17-155 en date du 17 mars 2017 relative à l'approbation d'une subvention de 5 000 000 € à la société SARTORIUS STEDIM FMT pour financer le programme de recherche et développement 2016-2018 ; à l'approbation des termes de la convention cadre de partenariat entre la Région et la Métropole prise en application de l'article L1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération de la Métropole Aix-Marseille-Provence ECO 008-1782/17/CM en date du 30 mars 2017 relative à l'attribution d'une subvention de 2 000 000 € à la société SARTORIUS STEDIM FMT pour financer le programme de recherche et développement 2016-2018 ainsi que la convention à conclure avec l'entreprise bénéficiaire ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier le contenu de la convention à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société SARTORIUS STEDIM FMT relative au projet de développement et de recherche 2016-2018

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la version consolidée de la convention à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société SARTORIUS STEDIM FMT relative au projet de développement et de recherche 2016-2018

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECO 010-2323/17/CM

■ Approbation de créations, revalorisations et affectation des opérations d'investissement avec le Grand Port Maritime de Marseille pour la mise en oeuvre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020

MET 17/3945/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé lors de sa séance du 17 octobre 2016, d'être un acteur essentiel du Contrat de Plan Etat-Région (CPER), signé entre l'Etat et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur le 29 mai 2015. Instrument majeur de la planification des investissements structurants, le Contrat de Plan 2015-2020 fixe le cap de l'action de l'Etat et de la Région pour les six ans à venir en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en synergie avec les partenaires locaux. L'engagement financier de la Métropole s'élève globalement à 111,66 millions d'euros au titre d'une « convention spécifique » d'application du CPER.

Cette convention spécifique doit désormais être déclinée, en ce qui concerne le volet portuaire des engagements de la Métropole, par une contractualisation directe avec le Grand Port Maritime de Marseille Fos.

La convention spécifique avait identifié précisément l'ensemble des opérations sur lesquelles la Métropole est désormais engagée et les montants associés, aux côtés des autres partenaires du CPER.

Ces opérations touchent à la fois aux bassins Est du Port et aux bassins Ouest, respectivement pour 7,75 millions d'euros à l'Est et 7,8 millions d'euros à l'Ouest et concernent donc les Conseils de Territoire Marseille Provence et Istres Ouest Provence. L'effort de la Métropole porte donc au total sur un montant de 15,55 millions d'euros dans la convention spécifique.

Du côté des Bassins Est, deux opérations sont traitées à part. Il s'agit de l'élargissement de la Passe Nord et de la reconfiguration de la Porte 4.

L'élargissement de la Passe Nord est une opération traitée hors CPER. Une convention particulière a déjà été votée en 2016 avec une autorisation de programme correspondante (N°2016103000 – « Etudes et travaux de la passe Nord »). Cette AP est de 2 452 500 euros, avec des crédits de paiement entièrement positionnés sur 2017. La convention est signée, le GPMM appellera dans quelque temps les fonds, soldant l'opération cette année comme prévu.

S'agissant de la Porte 4, dans le cadre du nouveau terminal international du Cap Janet et qui fait partie du CPER pour un montant de 4 millions d'euros, une convention spécifique a été adoptée en 2016 par la Métropole et ses partenaires. En effet, la Métropole

est directement maître d'ouvrage d'une partie de cet investissement, ce qui nécessitait un montage spécifique.

Premier Port français et 5ème port européen, le GPMM est un des grands éléments structurants de notre système métropolitain, de son attractivité, de son économie, de sa conformation particulière et même de son identité propre.

Avec la mise en place de la Métropole, celle-ci est désormais représentée par un siège au sein du Conseil de Surveillance du Port. La Métropole a désormais vocation à prendre toute sa place dans la gouvernance portuaire et comme partenaire du Grand Port.

La Métropole a donc décidé, au travers du CPER, d'accompagner le Grand Port sur plusieurs grands dossiers d'investissements, correspondant aussi à ses propres préoccupations pour son territoire.

Il y a d'abord la compétitivité du Port de Marseille-Fos dans son hinterland, qui doit être résolument conforté et étendu, sujet sur lequel les ports français ont pris du retard par rapport à leurs concurrents et objet des efforts principaux à déployer. Ceci passe notamment par le renforcement des dessertes ferrées des terminaux portuaires. Les activités marchandises sont en effet le principal moteur du Port et l'effort est d'autant plus nécessaire avec l'érosion de la « rente pétrolière » du côté des Bassins Ouest.

La Métropole s'engage donc sur l'amélioration de la desserte portuaire des Bassins Ouest, et sur la modernisation de la Darse 2, spécialement au travers du projet dit « rotule ». La darse est actuellement coupée en deux, entre Seayard et PortSynergy, par un espace de 240m qui sera comblé et construit. La réalisation de cette jonction, avec un tel linéaire de quai de 2,6 km, fera de Fos 2XL un des plus importants terminaux conteneurs d'Europe. Différents investissements sont aussi prévus pour améliorer la desserte ferroviaire des Bassins Ouest.

Dans les Bassins Est, la Métropole s'engage sur le terminal conteneurs de Mourepiane. Il s'agit de moderniser et agrandir le faisceau ferroviaire pour développer dans un premier temps les trafics portuaires.

Dans un deuxième temps, les trafics maritimes et terrestres seront regroupés sur le même site, ce qui consolidera la fermeture du terminal terrestre obsolète du Canet, dont la disparition est programmée pour la réalisation de l'opération Euroméditerranée.

Toujours dans les Bassins Est, un autre grand dossier majeur pour l'avenir concerne le profond réaménagement des terminaux passagers à la Joliette et au Cap Janet, avec le regroupement des trafics internationaux au Cap Janet et de la Corse à la Joliette. Ce dossier, qui touche aussi directement à la relation « Ville-Port » à Marseille, comprend

l'amélioration des accès à la Porte 4 pour le nouveau terminal international du Cap Janet.

Enfin, s'agissant du développement économique, le projet de plateforme industrielle et d'innovation sur le site de Caban Tonkin «PIICTO», avec son incubateur d'entreprises « Innovex », dédié à la transition énergétique, positionne la ZIP de Fos et la Métropole en leader de la filière hydrogène, avec les retombées futures qu'on peut espérer.

Toutes ces opérations sont détaillées dans la convention soumise au vote du Bureau de la Métropole, qui reprend les engagements contractés au travers de la convention spécifique d'application du CPER.

Il est nécessaire de créer ou modifier plusieurs autorisations de programme. Ces opérations concernent à la fois les Bassins Ouest et Est du Grand Port et donc les territoires de Marseille Provence et d'Istres Ouest Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Contrat de Plan signé par l'Etat et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur le 29 mai 2015 ;
- La délibération FAG 005-1009/16/CM du Conseil Métropolitain en date du 17 octobre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt majeur du Grand Port Maritime pour le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Délibère

Article 1 :

L'engagement financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre du CPER 2015-2020 avec le Grand Port Maritime de Marseille-Fos s'élève à 11 550 000 euros ventilés dans les différentes opérations d'investissement programmées sur la période 2015-2020.

Article 2 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement relative à « Aménagement et modernisation des terminaux à conteneurs de la Darse 2 » sur le budget principal d'un montant total de 3 000 000€ TTC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence. L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 281 900 € TTC
Année 2018 : 986 700 € TTC
Année 2019 : 900 900 € TTC
Année 2020 : 830 500 € TTC

Article 3 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation au Budget Principal de l'opération d'investissement N°2017100300 « Aménagements ferroviaires bassin ouest » renommée « Développement multimodal des Bassins Ouest ». Le montant total de l'opération est porté de 2 000 000 à 4 300 000 € TTC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 204182 – Fonction : 854. L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 233 845 € TTC
Année 2018 : 1 355 551 € TTC
Année 2019 : 1 355 551 € TTC
Année 2020 : 1 355 053 € TTC

Article 4 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement N°2016103300 « Transport combiné gare Mourepiane ». Le montant total de l'opération est ramené de 3 500 000 à 2 000 000 € TTC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 204182 – Fonction : 854. L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2018 : 570 000 € TTC
Année 2019 : 200 000 € TTC
Année 2020 : 1 230 000 € TTC

Article 5 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement N°2016102900 « Aménagement terminaux passagers Corse Maghreb ». Le montant total de l'opération est porté de 1 049 000 à 1 600 000 € TTC.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Nature : 204182 – Fonction : 854. L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 : 480 000 € TTC
Année 2018 : 694 634 € TTC
Année 2019 : 320 000 € TTC
Année 2020 : 105 366 € TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Emploi, Formation professionnelle, Insertion"

EMP 001-2324/17/CM

■ **Approbation des nouveaux tarifs de vente de produits et services du Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix**
MET 17/3701/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix (CFA du Pays d'Aix) est un établissement public de formation professionnelle en alternance géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Situé au 7 rue du Château de l'Horloge à Aix-en-Provence, le CFA du Pays d'Aix accueille en 2016-2017 plus de 900 apprentis qui suivent des formations par alternance, en général pendant 2 ans, dans les métiers de mécanicien auto, peintre auto, carrossier auto, fleuriste, esthéticien, coiffeur, pâtissier, pâtissier – glacier – chocolatier – confiseur spécialisé, boulanger, cuisinier, cuisinier en dessert de restaurant, serveur de restaurant, vendeur alimentaire et non alimentaire, commercial.

Dans le cadre de ses missions de formation, le CFA met en œuvre des formations, notamment au sein des ateliers pédagogiques, au cours desquels les apprentis développent leur savoir faire. Les productions ou les

services issus et déployés par ces ateliers, les heures de formation professionnelle dispensées à divers publics, demandeurs d'emploi, contrats de professionnalisation, etc. , ainsi que la location de salles, d'ateliers, la mise à disposition de matériels pédagogiques ou toute prestation de services liée à l'activité de formation et de partenariat avec le monde professionnel du CFA nécessitent une délibération de la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant leurs tarifs.

Ces tarifs respectent deux principes :

1 - Ils doivent correspondre à minima au coût des matières premières engagées pour les productions et aux coûts de fonctionnement et d'amortissement réels du CFA, calculés au plus juste.

2 - Ils ne peuvent ni tenir compte du temps passé à la réalisation par les apprenants (main-d'œuvre), qui est considéré comme de la formation professionnelle, ni comporter de marge commerciale, mais refléter au plus près le coût réel pour le CFA.

Ce faisant, le CFA n'utilise pas la présence des apprenants pour tirer un quelconque bénéfice de leur temps de travail, celui-ci étant exclusivement dû à leur employeur.

Du respect de ces principes résultent des tarifs proposés dans le tableau joint en annexe, comportant les tarifs actuels et les tarifs proposés à compter du 1^{er} juillet 2017, pour un budget prévisionnel 2017 de :

- 45 000 Euros en produits et services de restauration, locations et mises à disposition
(autres ventes de produits finis - chapitre 70 fonction 25 nature 7018)
- 65 000 Euros en services de formation professionnelle
(autres prestations de services - chapitre 70 fonction 25 nature 70688)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le Code du travail, articles 116-1 à 116-8, portant organisation des Centres de Formation d'Apprentis ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la dernière révision des tarifs date de la délibération n° 2013-A270 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013.
- Qu'il convient d'actualiser les tarifs du CFA du Pays d'Aix afin de refléter au plus juste les coûts de matières premières, de fonctionnement et d'amortissement des produits et services fournis par l'activité de formation professionnelle.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les nouveaux tarifs de vente de produits et services applicables au Centre de Formation d'Apprentis du Pays d'Aix tels que présentés dans le tableau joint en annexe.

Article 2 :

Les tarifs susvisés seront appliqués à compter du 1^{er} juillet 2017, jusqu'à leur prochaine révision fixée au plus tard à juillet 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Déplacements et Accessibilité"**

TRA 001-2325/17/CM

■ **Approbation des modalités de concertations publiques pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) - B2 sur le territoire de la commune d'Istres**
MET 17/3992/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la mobilité durable, a approuvé en décembre 2016, son agenda de la mobilité structuré « autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble. Ces critères Premium sont, et de très loin, les principales conditions posées par les automobilistes pour changer de mode. ».

L'Agenda de la mobilité métropolitaine vise notamment trois opérations de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) pour 2020 sur le réseau urbain des territoires à l'Ouest de l'Etang de Berre :

- « Une ligne Martigues – Port-de-Bouc reliera les deux communes, mais aussi les pôles d'échanges de Martigues Hôtel-de-Ville, à créer, les gares de Croix-Sainte et de Port-de-Bouc à rénover.
- La desserte d'Istres par une ligne Premium mettra en relation le centre-ville, le pôle d'activités de la base aérienne, les deux gares ferroviaires (Rassuen et Istres) et la gare routière, cette dernière devient à terme un pôle d'échanges multimodal.
- Une ligne Premium desservira Miramas du sud au nord, son pôle d'échanges ferroviaire et le secteur en développement de La Péronne. Ce pôle s'accompagnera d'un important projet de rénovation urbaine autour de la gare. ».

Ces trois lignes de BHNS étaient déjà programmées dans le projet du PDU du SMEGTU, approuvé le 8 décembre 2015. Elles ont été retenues dans le cadre du 3ème appel à projet « Transport collectifs et mobilité durable » du Grenelle de l'environnement »

Ces lignes d'échelle locale seront interconnectées avec les lignes express d'échelle métropolitaine (TER Miramas Saint Charles et cars à haut niveau de service Istres – Martigues – Vitrolles – Aix, Fos-Istres-Miramas-Salon-Aix, Fos-Martigues-Marseille)

Le contexte urbain :

Le territoire, situé à l'Ouest de l'Etang de Berre, est un bassin de vie intégré à l'aire urbaine d'Aix-Marseille Provence et caractérisé par une composante majeure d'activité industrialo-portuaire, développée essentiellement dans le Golfe de Fos. L'importance de cette activité ainsi que la présence du pôle avionique sur Istres, aboutissent à un taux d'emploi d'environ 1 emploi pour 1 actif occupé. 75% des actifs qui habitent le territoire y travaillent. Les principaux pôles d'emplois sont Martigues, Istres et Fos, cette dernière avec plus de 15000 emplois pour 7000 actifs occupés est un pôle attractif pour les communes du bassin de vie mais également de l'extérieur (Arles, Marseille). A l'inverse, on relève également une attraction économique de Marseille, Vitrolles et Marignane sur les communes situées au sud (Martigues, Port de Bouc) et de Salon sur les communes situées au Nord (Miramas, Grans, Cornillon).

Le territoire nécessite ainsi une desserte en TC performante qui connecte les lieux de vie, et en particulier les quartiers de la Politique de la Ville, aux grands pôles d'emploi, tout en leur offrant un accès aux opportunités métropolitaines.

Ainsi, le principe de ces trois lignes répond aux objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale Ouest Etang de Berre (SCOT), approuvé le 22 octobre 2015 par l'ancien Syndicat mixte regroupant le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues qui

vise également à structurer durablement le développement du territoire autour de l'anticipation d'une offre en transport en commun performante. Ce principe participera également à la structuration du SCOT Métropolitain prescrit le 15 décembre 2016. C'est dans ce contexte urbain que s'inscrit l'opération d'aménagement de la Ligne de Bus à Haut Niveau de Service – BHNS – B2.

Objectifs du projet de ligne BHNS B2 – Istres :

Les objectifs de cette opération sont les suivants :

- Stratégie urbaine et mobilité : au niveau métropolitain, le développement de l'intermodalité sur le département passe par la mise en œuvre de lignes locales de transport collectif efficaces et coordonnées avec les modes lourds comme les TER ainsi que les lignes express départementales et les futures navettes maritimes de l'étang de Berre. C'est dans cette logique, afin de compléter la chaîne de déplacements, qu'est proposée cette ligne de Bus à Haut Niveau de Service.
- Désenclavement des quartiers de la politique de la ville : le projet desservira différents quartiers des Contrats Urbains de Cohésion Sociale (près de 86% des habitants du CUCS d'Istres).
- Desserte des grands équipements : la ligne de BHNS desservira le centre-ville, des zones d'activités (le Tubé : 1300 emplois), les secteurs commerciaux (les Craux et les

Cognets,...) et les grands générateurs ponctuels de déplacements (CEC d'Istres, Lycées, collèges,...). La ligne B2 desservira les quartiers Ouest d'Istres où doit se localiser l'essentiel du développement urbain et économique de la commune au cours des prochaines années

- Report modal et décongestion urbaine : les objectifs sont de doubler la part modale des transports collectifs sur les itinéraires desservis par la ligne de BHNS et de contribuer ainsi à la diminution de la congestion urbaine.
- Développement de l'intermodalité : la ligne de BHNS proposée dessert les gares ferroviaires où l'intermodalité avec les TER sera ainsi renforcée. Les pôles d'échanges comprendront également des parcs à vélos de manière à encourager l'usage combiné des TC et du vélo. De la même manière des parcs-relais seront aménagés à proximité de la ligne.
- Qualité et attractivité du service : extension de l'amplitude horaire des services, généralisation du cadencement des lignes en lien avec les pôles d'échanges, informations voyageurs, accessibilité PMR du réseau, renouvellement du parc de bus.
- Cohésion sociale et territoriale : desserte de quartiers prioritaires par les nouvelles lignes de BHNS, tarification attractive et adaptée à chacun, dans une volonté de renforcer la mobilité des habitants de ces quartiers où les questions de mobilité peuvent être un frein à l'accès à l'emploi, mise en œuvre des clauses d'insertion dans le cadre de ce projet au moyen de l'article 14 du code des marchés publics.
- Qualité de l'air : inscription de la ligne de BHNS dans une politique globale d'amélioration de la qualité de l'air, enjeu inscrit au Plan de Déplacements Urbains du SMGETU arrêté en décembre 2015 et du futur PDU métropolitain.

Nature de l'opération

S'agissant d'une ligne de BHNS desservant une commune de taille moyenne, ce projet de ligne à haut niveau de service est empreint d'un grand pragmatisme qui se traduit par :

- des aménagements de sites propres ouverts à l'ensemble des lignes de bus et ciblés sur les sections où la perte de temps des bus est la plus forte, principalement en amont des carrefours
- la mise en place de dispositifs de priorité à tous les carrefours à feux des itinéraires
- l'implantation de feux tricolores équipés de dispositifs de priorité sur les carrefours giratoires qui le nécessitent
- la réalisation d'aménagements cyclables sur les voies où sont réalisés des travaux en faveur des TC.

Il s'inscrit en cohérence avec

- les deux autres lignes de BHNS envisagées sur ce secteur
- la réalisation ou le renforcement de pôles d'échanges visant à développer l'intermodalité entre les BHNS, les TER, les lignes express interurbaines, les bus de desserte locale et les futures navettes maritimes projetées sur l'Étang de Berre, ainsi que les modes actifs.

La ligne s'étend sur près de 11 km avec différentes séquences en site propre.

Compte tenu de la localisation et du montant prévisible de travaux et en référence avec les seuils de l'article R 103-1 du code de l'urbanisme, l'opération est soumise à concertation en application du 3° de l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme.

Objectifs et modalités de la concertation :

Les finalités de la concertation sont les suivantes :

- donner au public une information claire et précise sur le projet,
- sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet

permettre au public de formuler des observations et propositions sur ce dernier.

Les modalités de la concertation proposées pour cette opération sont les suivantes :

- un périmètre limité au territoire des communes traversées.
- une information (avis) dans au moins un journal local ainsi que sur les sites internet du Conseil de territoire de Istres Ouest Provence et de la ville d'Istres,
- une exposition comprenant des documents synthétiques de présentation du projet dans les lieux suivants :
 - Mairie(s) traversé(es) par le projet.
 - Siège du Conseil de territoire de Istres Ouest Provence
- des registres mis à disposition sur les lieux d'exposition, permettant au public de consigner les remarques, questions et observation.
- une éventuelle réunion publique d'information et d'échanges à organiser dans l'une des communes concernées.

Cette concertation démarrera à la date qui sera précisée dans l'avis porté à la connaissance du public comme stipulé ci-dessus et se déroulera pendant un mois minimum.

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence.

Le projet fera l'objet d'un examen, au cas par cas de l'autorité environnementale compétente, pour décider si le projet est soumis à étude d'impact. Le cas échéant une enquête publique sera alors organisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L103-2 et R 103-1,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire de Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre un processus de concertation relatif au projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) - B2 sur le territoire de la commune d'Istres.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modalités de concertation préalable précisées par le présent rapport pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) – B2 sur le territoire de la commune d'Istres.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 002-2326/17/CM

**■ Approbation des modalités de concertation publique pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) - B3 sur le territoire de la commune de Miramas
MET 17/3996/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la mobilité durable, a approuvé en décembre 2016, son agenda de la mobilité structuré « autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble. Ces critères Premium sont, et de très loin, les principales conditions posées par les automobilistes pour changer de mode. ».

L'Agenda de la mobilité métropolitaine vise notamment trois opérations de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) pour 2020 sur le réseau urbain des territoires à l'Ouest de l'Etang de Berre :

- « Une ligne Martigues – Port-de-Bouc reliera les deux communes, mais aussi les pôles d'échanges de Martigues Hôtel-de-Ville, à créer, les gares de Croix-Sainte et de Port-de-Bouc à rénover.
- La desserte d'Istres par une ligne Premium mettra en relation le centre-ville, le pôle d'activités de la base aérienne, les deux gares ferroviaires (Rassuen et Istres) et la gare routière, cette dernière devient à terme un pôle d'échanges multimodal.
- Une ligne Premium desservira Miramas du sud au nord, son pôle d'échanges ferroviaire et le secteur en développement de La Péronne. Ce pôle s'accompagnera d'un important projet de rénovation urbaine autour de la gare. ».

Ces trois lignes de BHNS étaient déjà programmées dans le projet du PDU du SMEGTU, approuvé le 8 décembre 2015. Elles ont été retenues dans le cadre du 3ème appel à projet « Transport collectifs et mobilité durable » du Grenelle de l'environnement »

Ces lignes d'échelle locale seront interconnectées avec les lignes express d'échelle métropolitaine (TER Miramas Saint Charles et cars à haut niveau de service Istres – Martigues – Vitrolles – Aix, Fos-Istres-Miramas-Salon-Aix, Fos-Martigues-Marseille)

Le contexte urbain :

Le territoire, situé à l'Ouest de l'Etang de Berre, est un bassin de vie intégré à l'aire urbaine d'Aix-Marseille Provence caractérisé par une composante majeure d'activité industrialo-portuaire, développée essentiellement dans le Golfe de Fos. L'importance de cette activité ainsi que la présence du pôle avionique sur Istres, aboutissent à un taux d'emploi d'environ 1

emploi pour 1 actif occupé. 75% des actifs qui habitent le territoire y travaillent. Les principaux pôles d'emplois sont Martigues, Istres et Fos, cette dernière avec plus de 15000 emplois pour 7000 actifs occupés est un pôle attractif pour les communes du bassin de vie mais également de l'extérieur (Arles, Marseille). A l'inverse, on relève également une attraction économique de Marseille, Vitrolles et Marignane sur les communes situées au sud (Martigues, Port de Bouc) et de Salon sur les communes situées au Nord (Miramas, Grans, Cornillon).

Le territoire nécessite ainsi une desserte en TC performante qui connecte les lieux de vie, et en particulier les quartiers de la Politique de la Ville, aux grands pôles d'emploi, tout en leur offrant un accès aux opportunités métropolitaines.

Ainsi, le principe de ces trois lignes répond aux objectifs du Schéma de COhérence Territoriale Ouest Etang de Berre (SCOT), approuvé le 22 octobre 2015 par l'ancien Syndicat mixte regroupant le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues qui vise également à structurer durablement le développement du territoire autour de l'anticipation d'une offre en transport en commun performante. Ce principe participera également à la structuration du SCOT Métropolitain prescrit le 15 décembre 2016.

C'est dans ce contexte urbain que s'inscrit l'opération d'aménagement de la Ligne de Bus à Haut Niveau de Service – BHNS – B3.

Objectifs du projet de ligne BHNS B3 – Miramas :

Les objectifs de cette opération sont les suivants :

- Stratégie urbaine et mobilité : au niveau métropolitain, le développement de l'intermodalité sur le département passe par la mise en œuvre de lignes locales de transport collectif efficaces et coordonnées avec les modes lourds comme les TER ainsi que les lignes express départementales et les futures navettes maritimes de l'étang de Berre. C'est dans cette logique, afin de compléter la chaîne de déplacements, qu'est proposée cette ligne de Bus à Haut Niveau de Service.
- Désenclavement des quartiers de la politique de la ville : le projet desservira différents quartiers des Contrats Urbains de Cohésion Sociale (près de 98% des habitants du CUCS de Miramas).
- Desserte des grands équipements : la ligne de BHNS desservira le centre-ville, des zones d'activités (les Molières - 700 emplois), les secteurs commerciaux au Nord et au Sud de Miramas et les grands générateurs ponctuels de déplacements (Lycées, collèges,...). La ligne B3 dessert le secteur de la gare où un important projet de rénovation urbaine est à l'étude ainsi que la

ZAC de la Péronne où doit s'implanter un gros générateur de déplacements à vocation commerciale.

- Report modal et décongestion urbaine : les objectifs sont de doubler la part modale des transports collectifs sur les itinéraires desservis par la ligne de BHNS et d'œuvrer en cela à la diminution de la congestion urbaine.
- Développement de l'intermodalité : la ligne de BHNS proposée dessert la gare ferroviaire où l'intermodalité avec les TER et les lignes TGV, sera ainsi renforcée. Le pôle d'échanges comprendra également des parcs à vélos de manière à encourager l'usage combiné des TC et du vélo. De la même manière des parcs-relais seront aménagés à proximité de la ligne.
- Qualité et attractivité du service : extension de l'amplitude horaire des services, généralisation du cadencement des lignes en lien avec le pôle d'échanges, informations voyageurs, accessibilité PMR du réseau, renouvellement du parc de bus.
- Cohésion sociale et territoriale : desserte de quartiers prioritaires par les nouvelles lignes de BHNS, tarification attractive et adaptée à chacun, dans une volonté de renforcer la mobilité des habitants de ces quartiers où les questions de mobilité peuvent être un frein à l'accès à l'emploi, mise en œuvre des clauses d'insertion dans le cadre de ce projet au moyen de l'article 14 du code des marchés publics.
- Qualité de l'air : inscription de la ligne de BHNS dans une politique globale d'amélioration de la qualité de l'air, enjeu inscrit au Plan de Déplacements Urbains du SMGETU, arrêté en décembre 2015 et du futur PDU métropolitain.

Nature de l'opération :

S'agissant d'une ligne de BHNS desservant une commune de taille moyenne, ce projet de ligne à haut niveau de service est empreint d'un grand pragmatisme qui se traduit par :

- Des aménagements de sites propres ouverts à l'ensemble des lignes de bus et ciblés sur les sections où la perte de temps des bus est la plus forte, principalement en amont des carrefours
- La mise en place de dispositifs de priorité à tous les carrefours à feux des itinéraires
- L'implantation de feux tricolores équipés de dispositifs de priorité sur les carrefours giratoires les plus stratégiques
- la réalisation d'aménagements cyclables sur les voies où sont réalisés des travaux en faveur des TC.

Il s'inscrit en cohérence avec

- les deux autres lignes de BHNS envisagées sur ce secteur
- la réalisation ou le renforcement de pôles d'échanges visant à développer l'intermodalité entre les BHNS, les TER, les lignes express interurbaines, les bus de desserte locale et les futures navettes maritimes projetées sur l'Etang de Berre.

La ligne s'étend sur près de 7,5 km avec différentes séquences en site propre.

Compte tenu de la localisation et du montant prévisible de travaux et en référence avec les seuils de l'article R 103-1 du code de l'urbanisme, l'opération est soumise à concertation en application du 3° de l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme.

Objectifs et modalités de la concertation :

Les finalités de la concertation sont les suivantes :

- donner au public une information claire et précise sur le projet,
- sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet

permettre au public de formuler des observations et propositions sur ce dernier.

Les modalités de la concertation proposées pour cette opération sont les suivantes :

- un périmètre limité au territoire des communes traversées.
- une information (avis) dans au moins un journal local ainsi que sur les sites internet du Conseil de territoire de Istres Ouest Provence et de la ville de Miramas,
- une exposition comprenant des documents synthétiques de présentation du projet dans les lieux suivants :
 - Mairie(s) traversé(es) par le projet.
 - Siège du Conseil de territoire de Istres Ouest Provence
- des registres mis à disposition sur les lieux d'exposition, permettant au public de consigner les remarques, questions et observation.
- une éventuelle réunion publique d'information et d'échanges à organiser dans l'une des communes concernées.

Cette concertation démarrera à la date qui sera précisée dans l'avis porté à la connaissance du public comme stipulé ci-dessus et se déroulera pendant un mois minimum.

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence.

Le projet fera l'objet d'un examen, au cas par cas de l'autorité environnementale compétente, pour décider si le projet est soumis à étude d'impact. Le cas échéant une enquête publique sera alors organisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les article L 103-2 et R 103-1 ,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire de Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre un processus de concertation relatif au projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) – B3 sur le territoire de la commune de Miramas.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modalités de concertation préalable précisées par le présent rapport pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) – B3 sur le territoire de la commune de Miramas.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 003-2327/17/CM

■ Approbation des modalités de concertation publique pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) - B1 sur le territoire des communes de Martigues et de Port-de-Bouc MET 17/3999/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la mobilité durable, a approuvé en décembre 2016, son agenda de la mobilité structuré « autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble. Ces critères Premium sont, et de très loin, les principales conditions posées par les automobilistes pour changer de mode. ».

L'Agenda de la mobilité métropolitaine vise notamment trois opérations de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) pour 2020 sur le réseau urbain des territoires à l'Ouest de l'Etang de Berre :

- « Une ligne Martigues – Port-de-Bouc reliera les deux communes, mais aussi les pôles d'échanges de Martigues Hôtel-de-Ville, à créer, les gares de Croix-Sainte et de Port-de-Bouc à rénover.
- La desserte d'Istres par une ligne Premium mettra en relation le centre-ville, le pôle d'activités de la base aérienne, les deux gares ferroviaires (Rassuen et Istres) et la gare routière, cette dernière devient à terme un pôle d'échanges multimodal.
- Une ligne Premium desservira Miramas du sud au nord, son pôle d'échanges ferroviaire et le secteur en développement de La Péronne. Ce pôle s'accompagnera d'un important projet de rénovation urbaine autour de la gare. ».

Ces trois lignes de BHNS étaient déjà programmées dans le projet du PDU du SMEGTU, approuvé le 8 décembre 2015. Elles ont été retenues dans le cadre du 3ème appel à projet « Transport collectifs et mobilité durable » du Grenelle de l'environnement »

Ces lignes d'échelle locale seront interconnectées avec les lignes express d'échelle métropolitaine (TER Miramas Saint Charles et cars à haut niveau de service Istres – Martigues – Vitrolles – Aix, Fos-Istres-Miramas-Salon-Aix, Fos-Martigues-Marseille)

Le contexte urbain :

Le territoire, situé à l'Ouest de l'Etang de Berre, est un bassin de vie intégré à l'aire urbaine d'Aix-Marseille-Provence caractérisé par une composante majeure d'activité industrialo-portuaire, développée essentiellement dans le Golfe de Fos. L'importance de cette activité ainsi que la présence du pôle avionique

sur Istres, aboutissent à un taux d'emploi d'environ 1 emploi pour 1 actif occupé. 75% des actifs qui habitent le territoire y travaillent. Les principaux pôles d'emplois sont Martigues, Istres et Fos, cette dernière avec plus de 15000 emplois pour 7000 actifs occupés est un pôle attractif pour les communes du bassin de vie mais également de l'extérieur (Arles, Marseille).

A l'inverse, on relève également une attraction économique de Marseille, Vitrolles et Marignane sur les communes situées au sud (Martigues, Port de Bouc) et de Salon sur les communes situées au Nord (Miramas, Grans, Cornillon).

Le territoire nécessite ainsi une desserte en TC performante qui connecte les lieux de vie, et en particulier les quartiers de la Politique de la Ville, aux grands pôles d'emploi, tout en leur offrant un accès aux opportunités métropolitaines.

Ainsi, le principe de ces trois lignes répond aux objectifs du Schéma de COhérence Territorial Ouest Etang de Berre (SCOT), approuvé le 22 octobre 2015 par l'ancien Syndicat mixte regroupant le Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues qui vise également à structurer durablement le développement du territoire autour de l'anticipation d'une offre en transport en commun performante. Ce principe participera également à la structuration du SCOT Métropolitain prescrit le 15 décembre 2016.

C'est dans ce contexte urbain que s'inscrit l'opération d'aménagement de la Ligne de Bus à Haut Niveau de Service – BHNS – B1.

Objectifs du projet de ligne BHNS B1 – Martigues/Port-de-Bouc :

Les objectifs de cette opération sont les suivants :

- Stratégie urbaine et mobilité : au niveau métropolitain, le développement de l'intermodalité sur le département passe par la mise en œuvre de lignes locales de transport collectif efficaces et coordonnées avec les modes lourds comme les TER ainsi que les lignes express départementales et les futures navettes maritimes de l'étang de Berre. C'est dans cette logique, afin de compléter la chaîne de déplacements, qu'est proposée cette ligne de Bus à Haut Niveau de Service.
- Désenclavement des quartiers de la politique de la ville : le projet desservira différents quartiers des Contrats Urbains de Cohésion Sociale (près de 68% des habitants du CUCS de Martigues et de 67% des habitants du CUCS de Port de Bouc).
- Desserte des grands équipements : la ligne de BHNS desservira les centres villes, des zones d'activités telles que les secteurs commerciaux (C. Mille sur Port de Bouc, Canto-Perdrix sur Martigues,...) et les grands générateurs ponctuels de déplacements

(hôpital de Martigues, lycées, collèges,...). la ligne B1 irriguera également la ZAC de l'Hôtel de Ville de Martigues. La réflexion sera également menée sur l'éventuelle desserte de la ZAC des Etangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, limitrophe de la commune de Martigues.

- Report modal et décongestion urbaine : les objectifs sont de doubler la part modale des transports collectifs sur les itinéraires desservis par la ligne de BHNS et de contribuer ainsi à la diminution de la congestion urbaine.
- Développement de l'intermodalité : la ligne de BHNS proposée dessert les gares ferroviaires où l'intermodalité avec les TER sera ainsi renforcée. Les pôles d'échanges comprendront également des parcs à vélos de manière à encourager l'usage combiné des TC et du vélo. De la même manière, des parcs-relais seront aménagés à proximité de la ligne.
- Qualité et attractivité du service : extension de l'amplitude horaire des services, généralisation du cadencement des lignes en lien avec les pôles d'échanges, informations voyageurs, accessibilité PMR du réseau, renouvellement du parc de bus.
- Cohésion sociale et territoriale : desserte de quartiers prioritaires par les nouvelles lignes de BHNS, tarification attractive et adaptée à chacun, dans une volonté de renforcer la mobilité des habitants de ces quartiers où les questions de mobilité peuvent être un frein à l'accès à l'emploi, mise en œuvre des clauses d'insertion dans le cadre de ce projet au moyen de l'article 14 du code des marchés publics.
- Qualité de l'air : inscription de la ligne de BHNS dans une politique globale d'amélioration de la qualité de l'air, enjeu inscrit au Plan de Déplacements Urbains du SMGETU, arrêté en décembre 2015 et du futur PDU métropolitain.

Nature de l'opération :

S'agissant d'une ligne de BHNS desservant des communes de taille moyenne, ce projet de ligne à haut niveau de service est empreint d'un grand pragmatisme qui se traduit par :

- Des aménagements de sites propres, ouverts à l'ensemble des lignes de bus et ciblés sur les sections où la perte de temps des bus est la plus forte, principalement en amont des carrefours.
- La mise en place de dispositifs de priorité à tous les carrefours à feux des itinéraires.

- L'implantation de feux tricolores équipés de dispositifs de priorité sur les carrefours giratoires les plus stratégiques.
- La réalisation d'aménagements cyclables sur les voies où sont réalisés des travaux en faveur des TC.

Il s'inscrit en cohérence avec

- les deux autres lignes de BHNS envisagées sur ce secteur.
- la réalisation ou le renforcement de pôles d'échanges visant à développer l'intermodalité entre les BHNS, les TER, les lignes express interurbaines, les bus de desserte locale et les futures navettes maritimes projetées sur l'Etang de Berre, ainsi que les modes actifs

La ligne s'étend sur près de 15 km avec différentes séquences en site propre.

Compte tenu de la localisation et du montant prévisible de travaux et, en référence avec les seuils de l'article R 103-1 du code de l'urbanisme, l'opération est soumise à concertation en application du 3° de l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme.

Objectifs et modalités de la concertation :

Les finalités de la concertation sont les suivantes :

- donner au public une information claire et précise sur le projet,
- sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet
- permettre au public de formuler des observations et propositions sur ce dernier.

Les modalités de la concertation proposées pour cette opération sont les suivantes :

- un périmètre limité au territoire des communes traversées ; le cas échéant étendu à la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, limitrophe de la commune de Martigues, pour intégrer la réflexion sur la desserte de la ZAC des Etangs,
- une information (avis) dans au moins un journal local ainsi que sur les sites internet du Conseil de territoire du Pays de Martigues et des villes de Martigues et de Port-de-Bouc,
- une exposition comprenant des documents synthétiques de présentation du projet dans les lieux suivants :
 - Mairie(s) traversé(es) par le projet.
 - Siège du Conseil de territoire du Pays de Martigues,
- des registres mis à disposition sur les lieux d'exposition, permettant au public de consigner les remarques, questions et observation,

- une éventuelle réunion publique d'information et d'échanges à organiser dans l'une des communes concernées.

Cette concertation démarrera à la date qui sera précisée dans l'avis porté à la connaissance du public comme stipulé ci-dessus et se déroulera pendant un mois minimum.

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence

Le projet fera l'objet d'un examen, au cas par cas de l'autorité environnementale compétente, pour décider si le projet est soumis à étude d'impact. Le cas échéant une enquête publique sera alors organisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L103-2 et R 103-1,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis du Conseil de territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre un processus de concertation relatif au projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) – B1 sur le territoire des communes de Martigues et de Port-de-Bouc.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modalités de concertation préalable précisées par le présent rapport pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) – B1 sur le territoire des communes de Martigues et de Port-de-Bouc.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 004-2328/17/CM

■ Approbation des modalités de concertation publique pour le projet du Pôle d'échanges Multimodal de Martigues - Quartier de l'Hôtel de Ville

MET 17/4002/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Autorité Organisatrice unique des transports et de la Mobilité durable a approuvé en décembre 2016, son agenda de la mobilité structuré « autour de lignes et de pôles d'échanges Premium, gages de l'attractivité du système de mobilité dans son ensemble. Ces critères Premium sont, et de très loin, les principales conditions posées par les automobilistes pour changer de mode. ».

De 2016 à 2025, l'agenda de la mobilité métropolitaine a prévu de consacrer plus de 300 millions d'euros à la création ou à l'aménagement de pôles d'échanges, dont celui de Martigues-Hôtel de Ville visé dès l'échéance 2020.

Ce projet déjà programmé dans le cadre du PDU approuvé le 8 décembre 2015 par le SMGETU qui affichait dans son action 4 la volonté favoriser l'intermodalité sur son territoire autour de plusieurs pôles routiers existants ou à créer dont celui de Martigues – Hôtel de Ville.

Le contexte urbain :

Le territoire, situé à l'Ouest de l'Etang de Berre, est un bassin de vie intégré à l'aire urbaine d'Aix-Marseille-Provence, caractérisé par une composante majeure d'activité industrialo-portuaire, développée essentiellement dans le Golfe de Fos. L'importance de cette activité ainsi que la présence du pôle avionique sur Istres, aboutissent à un taux d'emploi d'environ 1 emploi pour 1 actif occupé. 75% des actifs qui habitent le territoire y travaillent. Les principaux pôles d'emplois sont Martigues, Istres et Fos, cette dernière avec plus de 15000 emplois pour 7000 actifs occupés est un pôle attractif pour les communes du bassin de vie mais également de l'extérieur (Arles, Marseille).

A l'inverse, on relève également une attraction économique de Marseille, Vitrolles et Marignane sur les communes situées au sud (Martigues, Port de Bouc) et de Salon sur les communes situées au Nord (Miramas, Grans, Cornillon).

Le territoire nécessite ainsi une desserte en TC performante qui connecte les lieux de vie, et en particulier les quartiers de la Politique de la Ville, aux grands pôles d'emploi, tout en leur offrant un accès aux opportunités métropolitaines en articulation avec les transports de portée métropolitaine, de façon à inverser durablement les pratiques de mobilité des habitants du territoire où une forte hausse des déplacements effectués en voiture avait été constatée lors de la dernière Enquête Ménages Déplacement.

Objectifs du projet de Pôle d'échanges Multimodal de Martigues – Hôtel de Ville :

Le Pôle d'échanges de Martigues est un Pôle routier bien établi mais dont implantation actuelle, dans l'environnement trop contraint de la Place des Aires, ne permet pas d'envisager les évolutions souhaitées.

Le futur pôle, implanté dans le quartier de l'Hôtel de Ville à proximité du centre administratif et du centre-ville de Martigues, permettra de répondre aux objectifs suivants :

- Favoriser les relations entre les différents modes de déplacement : BHNS, lignes express interurbaines, lignes de bus de desserte locale, futures navettes maritimes (chenal de Caronte et trans-Etang de Berre), modes actifs, VL..
- Améliorer l'attractivité des transports en commun en offrant aux usagers des espaces d'accueil de qualité (hall d'attente, billettique, information, services...),
- Disposer de locaux commerciaux et de services adaptés pour le personnel commercial et d'exploitation,
- Réduire, par l'augmentation de la fréquentation des TC sur le territoire, les impacts négatifs liés aux déplacements (émissions de polluants et de gaz à effet de serre, accidentalité, bruit, congestion de l'espace public, etc.).

Nature de l'opération :

Le projet de Pôle d'échanges proposé comprend :

- L'aménagement des infrastructures de transport permettant notamment la circulation et le stationnement des transports urbains :
 - Création de 12 quais bus urbains et 5 quais cars interurbains, tous accessibles
 - Reprise et reconfiguration des voiries et espaces publics

attendants (avec dépose minute et station de taxis)

- Réalisation d'un parking relais « P+R » de 73 places
- Installation de mobilier urbain (abribus, potelets, corbeille...).

- La création d'un bâtiment Voyageurs d'environ 230 m2 à usage d'exploitation et commercial :
 - Hall d'attente des voyageurs
 - Agence de mobilité
 - Espace conducteurs/contrôleurs de ligne
 - Local deux roues sécurisé (25 places) et Maison du Vélo.

Compte tenu de la localisation et du montant prévisible de travaux et, en référence avec les seuils de l'article R 103-1 du code de l'urbanisme, l'opération est soumise à concertation en application du 3° de l'article L. 103-2 du code de l'urbanisme.

Objectifs et modalités de la concertation :

Les finalités de la concertation sont les suivantes :

- donner au public une information claire et précise sur le projet,
- sensibiliser la population aux enjeux et objectifs de la démarche conduite en vue de favoriser l'appropriation du projet
- permettre au public de formuler des observations et propositions sur ce dernier.

Les modalités de la concertation proposées pour cette opération sont les suivantes :

- un périmètre limité à la commune de Martigues,
- une information (avis) dans au moins un journal local ainsi que sur les sites internet du Conseil de territoire du Pays de Martigues et de la ville de Martigues,
- une exposition comprenant des documents synthétiques de présentation du projet dans les lieux suivants :
 - Mairie de Martigues,
 - Siège du Conseil de territoire du Pays de Martigues,
- des registres mis à disposition sur les lieux d'exposition, permettant au public de consigner les remarques, questions et observation,
- une éventuelle réunion publique d'information et d'échanges à organiser à Martigues.

Cette concertation démarrera à la date qui sera précisée dans l'avis porté à la connaissance du public comme stipulé ci-dessus et se déroulera pendant 15 jours minimum.

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Le projet fera l'objet d'un examen, au cas par cas de l'autorité environnementale compétente, pour décider si le projet est soumis à étude d'impact. Le cas échéant une enquête publique sera alors organisée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 103-2 et R 103-1,
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de mettre en œuvre un processus de concertation relatif au projet de Pôle d'échanges multimodal de Martigues-Hôtel de Ville.

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modalités de concertation préalable précisées par le présent rapport pour le projet de Pôle d'échanges multimodal de Martigues-Hôtel de Ville.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 005-2329/17/CM

■ Approbation du programme de prolongement du BHNS du réseau des bus de l'étang vers la halte ferrée et son pôle d'échanges associé de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane en vue du lancement de la maîtrise d'oeuvre - Demande de subventions auprès des partenaires potentiels MET 17/3916/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé l'Agenda de la Mobilité. Ce dernier, pour répondre aux défis environnementaux et économiques, se donne le but, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine, et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

L'agenda de la mobilité est structuré autour de lignes et de pôles d'échanges premium afin de convaincre les automobilistes et d'offrir des transports, fréquents, rapides, fiables, interconnectés et accessibles à tous. Le Zenibus, BHNS reliant Marignane, Saint-Victoret, Vitrolles et les Pennes Mirabeau dans sa phase 1 et ses prolongements vers Plan de Campagne et vers le technoparc des Florides, est l'une de ces lignes premium.

Lors du comité de pilotage du 19 avril 2017 du projet de prolongements du BHNS du réseau des Bus de l'Etang vers la halte ferrée et son pôle d'échanges associé de Plan de Campagne aux Pennes Mirabeau et vers le pôle d'activités des Florides à Marignane en vue du lancement de la maîtrise d'œuvre, le programme de l'opération a été présenté et approuvé à l'unanimité par les participants.

Rappel des aménagements réalisés dans le cadre de la phase 1 du BHNS :

L'itinéraire de la phase 1 représente 17km entre le square de Gaulle aux Pennes Mirabeau et le lycée Genevoix à Marignane. Ce projet a bénéficié d'une subvention de l'Etat au titre du Grenelle 2 dans le cadre du 2^{ème} appel à projet Transport en 2010.

Le projet a consisté en la réalisation d'aménagements ponctuels répartis en différents points du tracé :

- 3.8 km de site propre pour les deux sens
- 33 carrefours et giratoires équipés de feux tricolores de régulation pour le passage du BHNS
- 33 stations BHNS composées de deux arrêts et réalisées selon le design spécifique de la ligne
- 2 terminus (square de Gaulle aux Pennes Mirabeau et lycée Genevoix à Marignane).

Les aménagements du projet de la phase 2 du BHNS sont les suivants :

- L'objectif est de desservir des pôles économiques importants grâce à une extension de la ligne initiale du BHNS. Ainsi le périmètre des prolongements s'étend sur 6,860 km dont 3,740 km de sites propres, au Sud et à l'Est :
- Au sud, du lycée Genevoix au technoparc des Florides côté Marignane, 2,45 km
- A l'Est, du square De Gaulle à la halte ferrée et son pôle d'échanges associé de Plan de Campagne côté Pennes Mirabeau, 4,410 km.

1) Aménagements complémentaires du tracé existant :

Après quelques mois d'exploitation du Zenibus, 2 points de congestion sur le tracé de la phase 1 ont été identifiés, provoquant une perte d'environ 15 min en heure de pointe. Pour améliorer la situation deux aménagements complémentaires de la phase 1 du BHNS sont à réaliser :

- la création d'un couloir bus de la sortie de la zone des Estroublans à Vitrolles jusqu'au boulevard Cailloux à saint Victoret sur 200 m linéaire
- la création d'un couloir bidirectionnel et le déplacement de la station Athènes-Rome sur le boulevard de l'Europe à Vitrolles. Ces linéaires d'aménagement représentent environ 200 m linéaire de sites propres.

2) Les aménagements des prolongements :
Côté Pennes Mirabeau :

- La création d'un parking relais d'une soixantaine de places au niveau du giratoire de Versailles aux Pennes Mirabeau
- Des aménagements de sites propres et de couloirs d'approches sur environ 2,700 kilomètres de linéaire par sens
- La création de 4 stations
- L'installation de système de régulation sur 5 carrefours

Côté Marignane :

- La requalification du parking existant en parking relais d'environ 60 places du lycée Genevoix et création de quais pour les transports scolaires au sein du parking.
- La création d'un parking relais d'environ 60 places à proximité du pôle d'échanges du Technoparc des Florides à Marignane
- Des aménagements de sites propres et de couloirs d'approches sur environ 680 mètres de linéaire par sens
- La création de 2 stations
- L'installation de système de régulation sur les 3 giratoires

Le coût total de l'opération a été arrêté à 15,297 Millions d'euros HT soit 18,357 Millions d'euros HT TTC par délibération du Conseil Métropolitain le 30/03/2017.

Les membres du Comité de Pilotage ont acté et validé le programme du projet de prolongements du BHNS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée ;
- La délibération n° 2013/623 approuvée le 1^{er} juillet 2013 par les membres du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, portant sur le projet de prolongement du BHNS jusqu'à la ZAC des Florides à l'ouest et jusqu'à Plan de Campagne au Sud et autorisant le Président à déposer le dossier de subvention auprès de l'Etat dans le cadre du 3e appel à projet Transports Collectifs et mobilité durable hors Ile de France ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/2355/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016, approuvant l'Agenda de la Mobilité Métropolitain ;
- La délibération n° 17/005-1793/CM du Conseil de Métropole du 30 mars 2017, approuvant la revalorisation et l'affectation d'une opération BHNS Bus de l'Etang Phase 2 dans le cadre du Budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en date du 1^{er} juillet 2013 les membres du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, ont approuvé le

projet de prolongement du BHNS jusqu'à la ZAC des Florides à l'ouest et jusqu'à Plan de Campagne au Sud et autorisé le Président à déposer le dossier de subvention auprès de l'Etat dans le cadre du 3e appel à projet Transports Collectifs et mobilité durable hors Ile de France ;

- Qu'il est nécessaire d'approuver le programme de prolongements du BHNS du réseau des bus de l'Etang et de présenter les demandes de subventions auprès des partenaires potentiels de cette opération.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme en vue de lancer la maîtrise d'œuvre.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter des participations financières au taux le plus élevé possible, des partenaires potentiels de cette opération et à signer les documents s'y rapportant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 006-2330/17/CM

■ Approbation du règlement d'exploitation de l'agence Cartreize du Pôle d'échanges d'Aubagne MET 17/3977/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

L'organisation et la gestion du réseau Cartreize a été transféré à la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2017. Dans ce cadre, l'agence Cartreize du Pôle d'échanges d'Aubagne relève désormais de la Métropole.

Cet espace dédié à la vente et à l'information des titres de transports des réseaux métropolitains Cartreize et des Lignes de l'Agglo, a vocation à recevoir du public. Par ailleurs, il est également utilisé par le personnel des transporteurs comme salle de repos.

Aussi, Il convient donc par la présente délibération d'approuver son règlement d'exploitation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'organisation et la gestion du réseau Cartreize a été transféré à la Métropole depuis le 1er janvier 2017 ;
- Que l'agence Cartreize du Pôle d'échanges d'Aubagne relève désormais de la compétence de la Métropole ;
- Que cet espace dédié à la vente et à l'information des titres de transports des réseaux métropolitains Cartreize et des lignes de l'Agglo, a vocation à recevoir du public ;
- Qu'il convient donc par la présente délibération d'approuver son règlement d'exploitation.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le règlement d'exploitation de l'agence Cartreize du Pôle d'échanges d'Aubagne ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 007-2331/17/CM

■ Adaptation de la gamme tarifaire des réseaux de transports "Pays d'Aix Mobilité" et "Aix en Bus" au 1er septembre 2017 MET 17/3894/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dans la continuité des EPCI antérieures, développe et structure son réseau de transports via la construction de parcs relais, de gares routières et de pôles d'échanges multimodaux.

Ces mesures qui doivent être encouragées, conformément aux dispositions inscrites dans l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, nécessitent une modification progressive de la tarification afin de répondre à un triple objectif :

- pourvoir aux besoins de financements nécessaires au développement des offres et infrastructures de transports,
- poursuivre le programme de convergence tarifaire sur l'ensemble des réseaux métropolitains,
- proposer aux usagers de nouvelles tarifications combinées incitatives à l'utilisation des transports en commun.

	Tarif actuel	Projet
Ticket 2 voyages	2,10 €	2,20 €
Ticket 10 voyages	8,00 €	9,00 €
Ticket X voyages	0,80 €	0,90 €

Les tarifs des autres titres de la gamme tarifaire restent inchangés. Les hausses moyennes pondérées de ces augmentations tarifaires sont de 2,5 % sur le réseau Aix en Bus, et de 3,2 % sur le réseau Pays d'Aix Mobilité.

L'incidence financière moyenne de ces hausses tarifaires génère une recette complémentaire estimée à 140 000 € TTC par an (en année pleine sur les réseaux Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus) sur la base des ventes 2016.

Ces revalorisations tarifaires prendront effet à partir du 1^{er} septembre 2017.

II – Modification tarifaire résultant de la desserte du pôle d'échanges du Krypton :

Dans le cadre de la construction du réseau de transports métropolitain détaillé dans « l'Agenda de la Mobilité », la Métropole va renforcer à partir du lundi 4

Au regard de ces objectifs, il est proposé d'adapter la gamme tarifaire des réseaux de transports du Pays d'Aix de la manière suivante :

- Revaloriser les tickets 2, 10 et « X voyages » (multi voyages) de façon à rendre plus attractifs les ventes des différentes formules d'abonnements et générer de nouvelles recettes tarifaires,
- Développer l'intermodalité en proposant notamment une tarification combinée pour les étudiants utilisant le P+R Krypton et le réseau Aix en Bus,
- Concevoir la future organisation métropolitaine de transports en définissant les modalités tarifaires des dessertes des pôles d'échanges Krypton et Plan d'Aillane.

I – Revalorisation tarifaire des titres 2, 10 et « X voyages » :

Suite à la modification de la gamme tarifaire en du 28 avril 2016, il a été observé une forte utilisation des titres occasionnels au détriment des abonnements.

Afin de renforcer la fidélisation des usagers sur l'ensemble des réseaux du Territoire du Pays d'Aix (Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus) il est proposé d'augmenter le titre 2 voyages de 10 centimes et les tickets 10 voyages et « X voyages » de 10 centimes par titre.

Les dernières augmentations tarifaires concernant les tickets 10 et X voyages datent du 11 décembre 2014.

septembre 2017 la desserte du pôle d'échanges du Krypton.

Lignes concernées :

Ce renfort de desserte va s'opérer avec les lignes suivantes (dans le cadre d'un transfert de terminus de la gare routière d'Aix vers le pôle d'échanges du Krypton) :

- ligne 11 : La Destrousse – Belcodène – Saint Savournin – Aix-en-Provence
- ligne 15 : Berre l'Etang – Aix-en-Provence
- ligne 16 : Lançon de Provence – Aix-en-Provence
- ligne 72 : La Ciotat – Aubagne – Aix-en-Provence
- ligne 87 : Cavaillon – Lambesc – Aix-en-Provence
- ligne 4003 Brignoles – Saint Maximin – Pourrières – Aix-en-Provence
- ligne 4025 Brignoles – Saint Maximin – Pourrières – Aix-en-Provence

Lignes urbaines en correspondance :

Suite à la modification des terminus des lignes listées ci-dessus, les voyageurs qui sont actuellement déposés en gare routière d'Aix-en-Provence, devront à partir du 4 septembre effectuer une correspondance sur le réseau urbain Aix en Bus pour rejoindre le centre ville.

Afin de ne pas pénaliser ces voyageurs, la Métropole va étendre la validité des titres de transports des lignes desservant le Krypton, aux lignes suivantes du réseau Aix en Bus :

- ligne 04 : Val Saint André – Gare routière – Pôle d'activités
- ligne 07 : Krypton - Gare routière - Haut de Brunet,
- ligne 08 : Val de l'Arc – Krypton (G. Berger) - Gare routière – Margueride
- ligne 16 : Krypton – Gambetta – Tour de ville
- ligne 19 : Château de Galice – Gare routière – Krypton – Val de l'Arc

Titres concernés :

Ce dispositif nécessite d'élargir l'acceptation des titres détaillés ci-dessous aux lignes 04, 07, 08, 16 et 19 du réseau Aix en Bus :

- Abonnement hebdomadaire Cartreize
- Abonnement mensuel Cartreize
- Abonnement annuel Cartreize
- Abonnement jeune mensuel Cartreize
- Abonnement jeune annuel Cartreize
- Abonnement scolaire Cartreize
- Pass 24 heures Cartreize
- Abonnements de la ligne régionale 87
- Abonnements des lignes Varlib.

Les voyageurs disposant d'un titre occasionnel se verront remettre une contremarque leur permettant d'effectuer 2 voyages (un aller vers le centre ville et un retour vers le Krypton) sur les lignes 04, 07, 08, 16 et 19 du réseau Aix en Bus.

Cette contremarque prendra la forme d'un ticket magnétique « 2 voyages Krypton », qu'il convient d'intégrer à la gamme tarifaire jointe en annexe.

Modalités de distribution :

Cette contremarque sera distribuée aux voyageurs des lignes des réseaux Cartreize (dont la ligne régionale 87), et Varlib, détenteurs des titres suivants :

- Billet unité
- ticket « 6 voyages Cartreize (dont la ligne régionale 87) »
- ticket « senior » réseau Cartreize (dont la ligne régionale 87)
- tout autre billetterie unitaire provenant des réseaux Cartreize (dont la ligne régionale 87) et Varlib.

Prise en charge financière :

Ce dispositif de correspondances nécessite de compenser le délégataire Keolis Pays d'Aix. La compensation du délégataire du réseau Aix en Bus est détaillée dans le cadre de l'avenant n°8 à la DSP du réseau urbain Aix en Bus qui a été adopté lors du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017.

III – Renforcement de l'attractivité du pôle d'échanges Plan d'Aillane :

Dans le cadre de la construction du réseau de transports métropolitain détaillé dans « l'Agenda de la Mobilité », la Métropole va renforcer à partir du lundi 4 septembre 2017 la desserte du pôle d'échanges Plan d'Aillane.

La ligne 40 (Aix centre – Plan d'Aillane – Gare Aix TGV – Aéroport Marseille Provence) desservira systématiquement le P+R de Plan d'Aillane dans le sens Plan d'Aillane vers Gare TGV et Aéroport, et à la demande en sens inverse.

Le passage systématique par le P+R double le nombre de rotation de la ligne 40 à l'arrêt Plan d'Aillane.

Cette desserte du P+R Plan d'Aillane doit s'accompagner de mesures tarifaires incitatives à l'utilisation du pôle d'échanges et de la ligne 40.

Pour les abonnés du réseau Cartreize.

Délivrance d'une carte de parking "Plan d'Aillane" gratuite, sur la base d'un abonnement Cartreize. La carte de Parking est limitée à la durée de l'abonnement cartreize.

La vente de cette tarification combinée sera réalisée sur le site du pôle d'échanges Plan d'Aillane.

Pour les non abonnés:

Un titre Cartreize, offre la possibilité d'un ticket de sortie gratuit pour le parking Plan d'Aillane. Un seul usage, sans limite de date d'utilisation, avec possibilité de sortie à tout moment, en dehors des plages horaires de présence du gardien (4h – 21h00).

IV – Tarification promotionnelle « Pack mobilité étudiant »

Dans une optique de promotion et d'incitation à l'usage des transports en commun, la SNCF a expérimenté en 2015 et 2016 en partenariat avec la Métropole, la commercialisation de packs « Mobilité Etudiant » combinant des offres de transports ferrés, urbaines, interurbaines ainsi que des mesures favorisant l'usage des vélos.

Afin de garantir le succès de cette opération, il est proposé de renouveler la commercialisation des packs « Mobilité Etudiant » pour l'année universitaire 2017-2018, selon les trois formules détaillées ci-dessous et ayant pour objectifs :

- Associer la Métropole à la SNCF sur la cible Etudiants/voyageurs occasionnels

- Créer un affichage global métropolitain (montrer l'ensemble des réseaux organisés par la Métropole)
- Etre relayé sur tous les sites web actifs des communes et des universités de la Métropole.

- Vendre 500 forfaits
- Préparer la création de forfaits métropolitains multiréseaux / multiservices

	Offres Métropole	Offre SNCF et partenaires
Forfait 1 étudiant découverte Multiréseaux et multiservices 56€ (au lieu de 141,65€)	<ul style="list-style-type: none"> • 5 tickets « Courtoisie » Aix en Bus (titre gratuit, correspondant à une valeur de 5,5 €), • 5 tickets unitaires RTM offert (d'une valeur de 7,50 €), • 5 tickets Ulysse «Pass découverte » (titre gratuit, correspondant à une valeur de 5,0 €), • 5 tickets « nouveaux arrivants » Bus de l'Etang (titre gratuit, correspondant à une valeur de 5,5 €), • 6 tickets « découverte réseau Cartreize » (titre gratuit, correspondant à une valeur de 25,2 €). 	<ul style="list-style-type: none"> • Carte Jeune 18-27 (20% de réduction sur le prix public de 50 €) • Carte Zou ! 50-75 % -26 ans (d'une valeur de 15 euros) • 30€ offerts sur Train SNCF, covoiturage IDVRoom, autocar OUIBus
Forfait 2 Etudiant + Aix en Bus / Pays d'Aix Mobilité annuel 176€ (au lieu de 281,65€)	Idem forfait n°1 + abonnement jeune + (d'une valeur de 100€ commercialisé par l'agence commerciale Aix en Bus) + extension Parking -Relais Krypton au tarif promotionnel de 20€ (au lieu de 130€ commercialisé au point de vente du Krypton) + abonnement 1 an aux 6 parcs relais velo Pays d'Aix Mobilité (titre d'une valeur de 10 €, offert dans le cadre du pack).	idem
Forfait 3 Etudiant + RTM annuel 277€ (au lieu de 362,65€)	Idem forfait n°1 + Pass 17-25 RTM à 220€ + Accès aux Parkings Relais RTM (service inclus dans le pass 17-25 RTM) + Libre circulation sur le réseau TER SNCF entre deux gares situées sur la commune de Marseille et sur l'axe Marseille – Septèmes les Vallons + Libre accès aux navettes maritimes (service inclus dans le pass 17-25 RTM) + L'abonnement Le Vélo au tarif préférentiel de 1€ (valeur tout public 5 €). + abonnement aux 4 stations Electra Marseille (carte gratuite)	idem

Ces packs seront commercialisés par la SNCF et la Métropole (pour les abonnements concernant les réseaux métropolitains).

La distribution du forfait 1 se fait par courrier, la SNCF assurant la mise sous enveloppe manuelle des billets reçus de la part des différents réseaux.

Pour les forfaits 2 et 3, l'étudiant paye en ligne la part SNCF 56€. Il reçoit un email qui confirme sa «réservation» d'un abonnement urbain. Il doit ensuite s'adresser à Aix en Bus ou à la RTM pour faire établir son abonnement urbain. Il doit fournir les pièces demandées par chaque réseau, et règle directement chaque réseau.

Cette liaison directe entre l'étudiant et le réseau urbain supprime les flux financiers entre opérateurs, ce qui dispense de l'établissement d'une convention entre la Métropole et la SNCF.

L'ensemble de ces mesures s'effectue sans conséquences contractuelles ou financières sur la DSP Aix en Bus et sur les autres contrats de services et commercialisation des titres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération 2009_A245 du 11 décembre 2009 du Conseil communautaire de la CPA dédiée à l'approbation de la gamme tarifaire des réseaux de transports du territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération 2015_A199 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 relative à la tarification spécifique d'un Pack Etudiant en collaboration avec la SNCF ;
- La délibération 2015_A316 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à la modification de la gamme tarifaire des réseaux de transports de la CPA ;
- La délibération MET-16/687/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à l'adaptation de la gamme tarifaire des réseaux de transports du Pays d'Aix ;
- La délibération HN 090-28/04/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 relative à l'adaptation de la gamme tarifaire

des réseaux de transports Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont adoptées les adaptations de la gamme tarifaire telles que décrites ci-dessus et jointes en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 008-2332/17/CM

■ Approbation du Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transport - les Lignes de l'Agglo -, confié à la SPL Façonéo, associée à la Régie des Transports Métropolitains sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile MET 17/3651/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire depuis le 1^{er} janvier 2016 en substitution des différentes autorités organisatrices de transport préexistantes.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le réseau de transport public les « Lignes de l'Agglo » est exploité dans le cadre d'une convention de délégation de service public qui prendra fin le 26 août 2017.

Par délibération du 30 novembre 2015, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a décidé de confier, dans le cadre d'un contrat d'obligation de service public, la gestion de son service public de transport de voyageurs à la SPL Façonéo, sans recourir aux procédures de publicité et de mise en concurrence comme le prévoyait l'article L.1411-12 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa rédaction en vigueur à cette date.

Par délibération du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, soucieuse de renforcer l'expertise

technique de l'exploitant et la coordination entre les réseaux, a approuvé le principe de confier l'exploitation du réseau les « Lignes de l'Agglo » au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains (RTM), dont le mandataire sera la SPL Façonéo.

La RTM a créé une société dédiée dont elle est l'actionnaire unique, pour exécuter ces prestations sur les communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

La consistance des services attribués au groupement et les modalités d'exécution de ces services sont précisées dans un Contrat d'Obligation de Service Public, signé entre les parties.

Les grands principes de ce contrat sont exposés ci-dessous :

1 - Un contrat avec un groupement Façonéo – RTM

La SPL Façonéo et la RTM exploiteront le réseau dans le cadre d'un groupement momentané d'entreprise. Une convention sera signée entre ces opérateurs publics, pour définir les modalités de partage de l'exercice du contrat et la rémunération correspondante. Façonéo sera le mandataire de ce groupement solidaire et l'interlocuteur de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le groupement est nommé « Opérateur Interne » dans le contrat d'obligation de service public.

2 - Missions de l'Opérateur Interne

L'Opérateur Interne réalise l'exploitation de l'ensemble du réseau de transport « Lignes de l'Agglo » : 16 lignes régulières dont la ligne de tramway « Charrel – Gare », 17 circuits scolaires et 4 services à la demande. Au total, l'Opérateur Interne produira chaque année 2,759 millions de kilomètres.

Pour cela, l'Opérateur Interne a en charge :

- ✓ La fourniture et la maintenance des moyens nécessaires à l'exploitation du réseau de bus, notamment le matériel roulant,
- ✓ L'entretien et la maintenance des équipements mis à disposition par l'Autorité organisatrice, dont le système tramway,
- ✓ Les relations avec les usagers du service, l'accueil, l'information et la sécurité des voyageurs,
- ✓ La réalisation d'actions commerciales, de communication et de promotion du Réseau ainsi que la réalisation de différents supports d'information de type guides, plans de

réseau, site internet et leur diffusion auprès des différents relais d'information,

- ✓ Le conseil et l'assistance à l'Autorité organisatrice dans le cadre des évolutions du Réseau,
- ✓ La mise en œuvre d'une démarche qualité contractuelle.

L'Opérateur Interne, au travers de sa mission d'assistance technique, accompagnera la Métropole pour la mise en service des deux projets de Transport en Commun en Site propre du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile : l'extension sur 14 kilomètre de la ligne de tramway jusqu'à La Bouilladisse (le Val'Tram) et la ligne de Bus à Haut Niveau de Service entre la gare d'Aubagne et la zone industrielle des Paluds (le Chronobus). L'ajout de ses services inclus dans le réseau des « Lignes de l'Agglo » fera l'objet d'un avenant avec l'Opérateur Interne le moment venu.

3 - Biens nécessaires à l'exploitation

La Métropole met à disposition de l'Opérateur Interne tous les équipements nécessaires à l'exploitation du tramway (8 rames de tramway, le centre de maintenance et d'exploitation, les stations, la voie ferrée ...) et une partie des biens nécessaires au réseau de bus : (poteaux d'arrêts, système d'aide à l'exploitation et à l'information des voyageurs, système de comptage des voyageurs). L'opérateur Interne a en charge l'entretien de l'ensemble de ces biens.

L'opérateur Interne fournit quant à lui, le matériel roulant à savoir, 76 bus et autocars aux normes en vigueur et s'engage sur un programme prévisionnel d'investissement permettant de renouveler 38 véhicules pendant la durée du contrat, pour un montant estimatif de 6 910 000 €. Sur le réseau urbain, l'âge moyen des véhicules évoluera de 6,1 ans à 5,5 ans en fin de contrat, ce qui maintient une bonne qualité de service pour les usagers.

L'opérateur Interne fournit également les dépôts et équipements nécessaires à l'exploitation des bus et cars.

4 - Rémunération de l'Opérateur Interne

La rémunération de l'Opérateur Interne est basée sur :

➤ Des compensations tarifaires :

L'Opérateur Interne percevra une compensation tarifaire de 0,30 € par usagers transportés. Pour l'année 2018, il s'engage à transporter 5,77 millions d'usagers sur les lignes régulières, ce qui portera le montant des compensations tarifaires 1 732 000 €HT.

Il s'engage également à réaliser sur le service de transport à la demande Résa'bus 290 000 km par an. Cet engagement est valorisé à 145 000 €HT.

Il s'engage enfin, grâce à sa qualité de service et à sa politique commerciale, à maintenir le dynamisme de la fréquentation pour qu'elle continue à progresser de

2,4% par an sur les lignes régulières, pour parvenir à 6,2 millions de voyageurs en 2021 à offre constante.

➤ **Une contribution forfaitaire :**

L'Opérateur Interne s'engage à produire le service pour 14 849 027 euros hors taxe par an sur la durée du contrat. La Métropole versera à l'Opérateur Interne une subvention d'équilibre de 12 871 827 euros en 2018.

➤ **Un intéressement à la qualité de service :**

1425 contrôles seront réalisés dans le cadre d'une démarche qualité contractuelle portant sur le service rendu à l'utilisateur : ponctualité des lignes, comportement des conducteurs, fiabilité de l'information, propreté et entretien des véhicules, accueil téléphonique. Une note globale sera attribuée à l'Opérateur Interne dont dépend 18% de la contribution forfaitaire, soit près de 2 673 000 € pour l'année 2018.

Au global, le coût total pris en charge par la Métropole est estimé à 14 937 000 euros TTC pour l'année 2018, soit un coût constant par rapport à 2015 (+0,7% du montant).

5 - Les modalités de contrôle

Le contrat OSP prévoit des dispositions permettant à la Métropole une transparence sur l'exécution du service de transport et un contrôle de la qualité de ce service.

L'Opérateur Interne fournira chaque année un rapport comportant les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat d'obligation de service public et une analyse de la qualité de service. Le contrat prévoit également la fourniture de rapports mensuels et trimestriels de suivi de l'exécution du service et des résultats de fréquentation.

6 - La durée

La durée du contrat est de 4 ans et 4 mois, avec une échéance en décembre 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux Sociétés Publiques Locales et délégations de service public et

notamment ses articles L.1531-1 et L.1411-19 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération 23-1115 du 30 novembre 2015 de la Communauté du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvant le choix d'une gestion de son réseau de transport par la SPL Façonéo ;
- La délibération du 15 décembre 2016 modifiant les statuts de la SPL Façonéo ;
- La délibération du 30 mars 2017 approuvant le principe de confier l'exploitation du réseau « Lignes de l'Agglo » au groupement constitué par la SPL Façonéo et la Régie des Transports Métropolitains, dont le mandataire sera la SPL Façonéo ;
- Le Règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services de transport de voyageurs par chemin de fer et par route ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concessions et son décret d'application n°2016-86 du 1er février 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat d'Obligation de Service Public ci-annexé conclu avec le groupement constitué par la SPL Façonéo et la RTM, dont la SPL Façonéo sera le mandataire, contrat définissant les conditions pour l'exploitation du réseau de transport « Les lignes de l'Agglo », à compter du 27 août 2017 jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer le contrat sus-indiqué et toutes pièces afférentes.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille Provence, Sous Politique C210 Nature budgétaire 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 009-2333/17/CM

■ Approbation de l'avenant n° 11 relatif au contrat d'exploitation de service transport public urbain avec la RTM

MET 17/3336/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire depuis le 1^{er} janvier 2016 en substitution des différentes autorités organisatrices de transport préexistantes.

Elle exploite en régies dotées de la seule autonomie financière le réseau de transport Ulysse et le réseau des Bus des Collines desservant les communes d'Allauch, Ensues-la-Redonne et Le Rove.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite confier à la Régie des Transports Métropolitains l'exploitation de ces services à compter du 1^{er} septembre 2017.

La RTM aura recours à une société dédiée dont elle sera l'actionnaire unique pour exploiter le réseau Ulysse.

Le service, repris à coûts constants, donnera lieu à une nouvelle rémunération d'exploitation de 9.5 M€ HT CE 2017 par an et à une compensation financière pour amortissement de 1,8 M€ HT ajustée en transparence chaque année en fonction de la réalisation effective des investissements. Les recettes attendues sont estimées à 350 K€/an.

Les parties ont convenu d'une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2017 pour clôturer le budget de la Régie Ulysse. Pendant cette période, l'ensemble des biens immobilisés seront mis à disposition de la Régie à titre gratuit. Des refacturations pourront être réalisées sur la base des mandats acquittés par l'Autorité Organisatrice pour toutes les dépenses qu'elle aura continué à faire pour le Réseau Ulysse (contrats et marchés définis en Annexe 2.26). A la reprise de l'activité au 1^{er} septembre 2017, il sera réalisé un « arrêté » de la Régie Ulysse, qui déterminera les dettes, les créances, les provisions pour Risques et Charges sociales et fiscales, qui feront l'objet de balance des paiements dans le cadre de l'article 4.21.4 du contrat.

Le service du réseau des Bus des Collines donnera lieu à une nouvelle rémunération de 0,9 M€ HT CE 2017 par an. Les recettes attendues sont estimées à 12 k€ HT.

Les modalités d'évolution de l'offre et de suivi de l'activité sont identiques à celles définies pour le réseau métro-bus-tram. En particulier, toute évolution d'offre fera l'objet d'un ordre de service de l'Autorité Organisatrice sur la base des coûts unitaires définis pour chacun des services.

Ces nouveaux services et leurs modalités d'exploitation sont intégrés dans le présent avenant au contrat d'Obligation de Service Public.

Par ailleurs, l'objectif de recette contractuel est modifié à compter de 2017 pour tenir compte :

- de l'écart négatif constaté pour la seconde année consécutive entre le niveau de recettes d'exploitation encaissées et le niveau d'objectif de recette contractuel fixé.
- de la baisse du tarif jeune boursier à compter du 1^{er} juin 2017.

Ainsi, l'objectif de recette annuel 2017 est ramené de 89,9 M€ à 87,2 M€ HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération TRA 013-1388/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'avenant 10 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- L'avis du Comité Technique ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite confier à la Régie des Transports Métropolitains dans le cadre du Contrat d'Obligation de Service Public (OSP) pour l'exploitation des services de transport urbain entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie des Transports Métropolitains, les services exploités en régie dotées de la seule autonomie financière du réseau Ulysse et le réseau des Bus des Collines desservant les communes d'Allauch, Ensues-la-Redonne et le Rove ;
- Que les parties ont convenu de modifier l'objectif de recette 2017 pour tenir compte de l'écart négatif constaté pour la seconde année consécutive entre le niveau de recette d'exploitation encaissées et le niveau d'objectif de recette contractuel fixé et de la baisse du tarif jeune boursier mise en œuvre au 1^{er} juin 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°11 ci-annexé au Contrat avec la Régie des Transports Métropolitains pour l'exploitation de services de transport public urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que ses annexes.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2017 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C 210 - Nature 611 - Chapitre 011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 010-2334/17/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de délégation de l'organisation du transport d'élèves et d'étudiants handicapés avec le Département des Bouches-du-Rhône
MET 17/3377/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, prévoient que les métropoles et les départements dans lesquels s'inscrivent les périmètres de celles-ci organisent, par la voie de conventions, la répartition ou les modalités de l'exercice d'une partie des compétences départementales par les métropoles, à peine de s'exposer au transfert de plein droit de certaines attributions.

Le Département est responsable du financement du transport des élèves et étudiants handicapés sur l'ensemble de son territoire.

A ce titre, il organise les services de transport spécialisés.

Par ailleurs, l'article L3111-9 du Code des Transports prévoit la possibilité pour le Département de déléguer l'organisation des transports scolaires à une autre collectivité ou Etablissement de Coopération Intercommunale.

Sur ces fondements, le Département des Bouches-du-Rhône a délégué par convention approuvée par la délibération TRA 017-613/16/CM du 30 juin 2016 l'organisation du service de transport des Personnes à Mobilité Réduites scolarisées sur les établissements d'Aubagne, Aix et Marseille et résidant dans les 6^{ème} et 8^{ème} arrondissements de Marseille à la Métropole pour l'année scolaire 2016/2017.

La Métropole a confié à la Régie des transports Métropolitains (RTM) dans le cadre de son contrat d'Obligation de Service Public la réalisation de ce service.

Conformément aux dispositions de la convention, le Conseil Départemental versera à la Métropole, au titre l'exécution de ces prestations de transport pour l'année scolaire 2016/2017, la somme forfaitaire de 225 000€ HT.

Compte tenu de la qualité et de la fiabilité du service rendu par l'exploitant de la Métropole et de la satisfaction des usagers et de leur famille, il est proposé, sachant que ladite convention arrive à expiration le 31 août 2017, d'approuver un avenant de prolongation.

Ainsi il est proposé de prolonger cette convention jusqu'au 31 août 2020.

Par ailleurs, les modalités de financement de cette prestation seront ajustées dans cet avenant afin de rémunérer plus justement le service en prenant en considération le taux d'absentéisme relativement important. Dans ces conditions, le Département remboursera à la Métropole le coût de fonctionnement annuel du service. Celui-ci sera calculée à partir d'une partie fixe, un prix forfaitaire mensuel de 550 euros HT/ par élève inscrit dans le service et une partie variable, un prix kilométrique de 2 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code des Transports et notamment son article L3111-9 ;
- Les articles R213-13 à R231-16 du Code de l'Education ;
- La délibération TRA 017-613/16/CM au Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 approuvant la convention de délégation de l'organisation du transport d'élèves et d'étudiants handicapés entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Département des Bouches-du-Rhône a délégué l'organisation du service de transport des Personnes à Mobilité Réduites scolarisées sur les établissements d'Aubagne, Aix et Marseille et résidant dans les 6ème et 8ème arrondissements de Marseille à la Métropole pour l'année scolaire 2016/2017.

- Que la Métropole a confié à la Régie des Transports Métropolitains (RTM) dans le cadre de son contrat d'Obligation de Service Public la réalisation de ce service ;
- Qu'il est proposé d'approuver une nouvelle convention de délégation relative à l'organisation du transport d'élèves et d'étudiants handicapés entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour une durée de 1 an reconductible tacitement 2 fois sans pouvoir excéder 3 ans à compter du 31 août 2017.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 ci-annexé à la convention portant sur la délégation de l'organisation du transport d'élèves et d'étudiants handicapés.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au budget annexe Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur la nature 7473.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 011-2335/17/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 9 à la convention de Délégation de Service Public relative à l'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille Saint Charles - Aéroport de Marseille par autoroute
MET 17/3986/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les principales dispositions du projet d'avenant n°9 sont les suivantes :

Le Département des Bouches du Rhône a confié par contrat de délégation de service public du 21 décembre 2011, l'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille / Aéroport par autoroute au groupement Trans Provence / Keolis Bouches-du-Rhône, devenu Trans Provence / SAP, pour une durée de 6 ans.

Ce contrat a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2017.

En raison de l'augmentation de la fréquentation de la ligne (+ 10 % entre 2016 et 2017 pour les 5 premiers mois de l'année cumulés) et de la surcharge en résultant sur certaines courses, la Collectivité Délégente souhaite renforcer les services.

Il s'avère également nécessaire de prendre en compte les conséquences du déménagement du service de vente de la billetterie au public et de l'instauration de redevances pour la mise à disposition de quais de lignes régulières à l'occasion de la mise en service de la nouvelle gare routière de l'Aéroport.

❖ Renforts de service

La Collectivité Délégente décide de mettre en place des renforts de service pendant les heures de pointes du matin (7h30 – 10h00) et du soir (17h00 – 19h30). Il s'agit, pendant ces plages horaires, d'assurer un cadencement des services aux 15 minutes au lieu de 20 actuellement.

Ces renforts seront constitués de 8 courses supplémentaires par jour d'exploitation du lundi au dimanche (détail du fonctionnement en annexe).

En conséquence, les annexes 1 et 8 de la Convention sont mises à jour par le présent avenant

❖ Déménagement des locaux de vente de la billetterie voyageurs à l'Aéroport

L'Aéroport AMP a construit une nouvelle gare routière qui a été livrée en juin 2017 et qui abrite dorénavant de nouveaux locaux pour cette activité, ce qui a obligé le délégataire à déménager son point de vente précédemment situé dans un bungalow.

Les frais induits par ce déménagement seront remboursés par la collectivité délégante, au vu de justificatifs, pour leur montant réel soit 18 622,79 € HT.

❖ Paiement des redevances d'utilisation de la gare routière de l'Aéroport

Les redevances d'utilisation de la nouvelle gare routière de l'Aéroport seront réglées directement par la Collectivité Délégente dans le cadre d'une convention cadre avec la société Aéroport-Marseille-Provence.

❖ Projection de l'impact financier de l'avenant et de l'incidence sur l'intéressement versé par le Délégitaire à la Collectivité délégante

L'impact financier de cet avenant est défini, pour une période de 6 mois par :

L'impact financier de cet avenant est défini, pour une période de 6 mois par :

- Un coût d'exploitation induit par les compléments d'offre qui comprend, une augmentation des kilomètres commerciaux à hauteur de 39 822 km, valorisés au titre de la convention à un montant de 19 446 € HT, des heures de conduite de 1 784 h/an pour 74 126 € HT et une incidence sur les frais généraux de 6 895 € HT, soit un total de 100 468 €HT (prix valeur décembre 2010).

Ces modifications d'offre ne nécessitent pas de déploiement de véhicules supplémentaires.

- des recettes commerciales dont l'incidence au terme de ces compléments d'offre est, pour une période de 6 mois, de 79 064 €HT. Pour mémoire, ce montant résulte d'un calcul précis défini dans la convention comme suit : variation de l'offre kilométrique avant avenant 9 x montant recette prévisionnelle x taux d'élasticité de 50 %, soit 2,978 % x 5 309 888 x 0,5.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Le projet d'avenant n°9 à la convention de délégation de service public du 21 décembre 2011 annexé au rapport

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, dans l'ensemble de ses dispositions, l'avenant N°9 joint en annexe à la convention de délégation de service public du 21 décembre 2011 relative à l'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille - Saint Charles / Aéroport de Marseille par autoroute.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n°9.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 012-2336/17/CM

■ Approbation du programme des travaux du pôle d'échanges de la halte-ferroviaire de Plan-de-Campagne aux Pennes-Mirabeau et de l'affectation de cette opération d'investissement - Demande de subvention auprès des partenaires potentiels MET 17/3898/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la 2^e phase du projet de modernisation de la ligne ferrée Aix-Marseille, l'État, la Région et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont décidé de financer la réalisation d'une halte-ferroviaire à proximité de la zone commerciale de Plan-de-Campagne et du parc de loisirs Speed Water, à l'est de l'A51 en bordure de la RD543.

Cet engagement est inscrit au Contrat de plan 2015-2020 signé entre l'État et la Région Provence Alpes Côte d'Azur, ainsi que dans sa convention d'application métropolitaine approuvée en Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

Cette halte-ferroviaire, évaluée à 7M€, est intégrée dans le dossier de déclaration d'utilité publique du projet de modernisation ferroviaire, qui doit faire l'objet d'un arrêté préfectoral, suite à l'enquête publique qui s'est tenue du 23 janvier au 3 mars 2017. Son potentiel de clientèle est estimé entre 500 et 1350 montées/descentes par jour en fonction du type de desserte (omnibus ou semi-directe).

En parallèle, en décembre 2016, le Conseil de la métropole a approuvé l'Agenda de la Mobilité. Ce dernier, pour répondre aux défis environnementaux et économiques, se donne le but, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine, et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

En lien avec le projet de halte-ferroviaire de Plan-de-Campagne, l'Agenda de la mobilité prévoit la création

d'un pôle d'échanges multimodal, afin d'organiser le rabattement des usagers. Pour mémoire, la directive territoriale d'aménagement des Bouches-du-Rhône de 2007, ainsi que les plans de déplacements urbains des anciens EPCI (MPM et CPA) identifiaient déjà la nécessité de réaliser cet équipement, par ailleurs intégré au document d'urbanisme de la commune des Pennes-Mirabeau. Pour évaluer la faisabilité de cette opération, la Métropole a réalisé une étude technique en 2016 (groupement Arep-Verdi-Petel), qui a permis de préciser les conditions d'insertion urbaine et paysagère, ainsi que le fonctionnement de l'équipement.

Les objectifs de cette opération sont notamment de réduire la part modale de la voiture sur le corridor nord de Marseille, dont le trafic est en constante augmentation. Il s'agira d'encourager le rabattement des usagers sur le réseau ferroviaire structurant, mais aussi de constituer un système de transport connecté avec l'extension de la ligne de BHNS Zenibus qui reliera en 2020 le terminus actuel sur la commune des Pennes-Mirabeau, square De Gaulle, à la zone commerciale de Plan-de-Campagne.

Le programme des travaux consiste à réaliser :

- une gare routière de 6 quais,
- un parking de surface de 100 places au sud de la voie ferrée,
- un parking de surface de 300 places au nord de la voie ferrée,
- deux bassins de rétention de 900 et 1100 m³,
- un local vélo de 30 places.

Le montant des études, travaux et frais de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ce pôle d'échanges est estimé à 7 350 000 €/HT, soit 8 820 000 €/TTC.

La reprise du profil de la RD543 jusqu'au pont-rail sera pris en charge dans le programme des travaux de l'extension du BHNS Zenibus, en coordination avec les travaux de réalisation du giratoire RD543-A51 conduit dans le cadre de la réhabilitation de la zone commerciale de Plan-de-Campagne.

Il est en conséquence proposé d'affecter une opération d'investissement rattachée au programme n°54 – Echange multimodal – Pôle d'échanges halte ferroviaire de Plan de Campagne – 178540TP d'un montant de 7 350 000 € HT portant le montant à 8 820 000 € TTC.

La reprise du profil de la RD543 jusqu'au pont-rail sera pris en charge dans le programme des travaux de l'extension du BHNS Zenibus, en coordination avec les travaux de réalisation du giratoire RD543-A51 conduit dans le cadre de la réhabilitation de la zone commerciale de Plan-de-Campagne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée ;
- La Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°16/2355/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016, approuvant l'Agenda de la Mobilité Métropolitain ;
- L'étude de faisabilité réalisée en 2016 par le groupement Arep-Verdi-Petel, sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé le 15 décembre 2016 ;
- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget annexe Transport pour la réalisation d'un pôle d'échanges de la halte ferroviaire de Plan de Campagne sur la commune des Pennes Mirabeau.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le programme général des travaux du pôle d'échanges de la halte-ferroviaire de Plan-de-Campagne

Article 2 :

Est approuvé le coût global de l'opération relatif à l'investissement hors foncier, soit 8 820 000 €/TTC (valeur octobre 2016) et son affectation sur le budget annexe transport d'un montant de 8 820 000 € TTC.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'opération 2017800100 – 178540TP – Echange multimodal - sont inscrits au budget Transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Nature : 2314 – Sous-politique : C210.

L'échéancier des crédits de paiement s'établit comme suit :

Année 2017 :	0 €
Année 2018 :	180 000 €
Année 2019 :	1 440 000 €
Année 2020 :	5 400 000 €
Année 2021 :	1 800 000 €

Soit un total de 8 820 000 € TTC

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter les participations financières au taux le plus élevé possible, auprès des partenaires potentiels de cette opération et à signer les documents s'y rapportant.

Article 5 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à effectuer, toutes déclarations, toutes demandes d'enregistrement ou demandes d'autorisation au titre du Code de l'Urbanisme, du Code de l'Environnement et du Code Forestier et prendre tout acte à cet effet, ainsi que de prendre tous les actes relatifs à l'ouverture et à la conduite de l'enquête publique éventuelle.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 014-2338/17/CM

**■ Création de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Abrogation de la délibération n°TRA 019-615/16/CM du 30 juin 2016
MET 17/3868/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus.

Compte tenu de ces conditions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé cette commission par délibération TRA 019-615/16/CM du 30 juin 2016. Toutefois, il convient d'annuler cette délibération car elle ne permet pas au Président de la Métropole de nommer par arrêté le Président de la Commission autre qu'un Vice-président. De plus le collège des élus n'était composé que de membres du Conseil Métropolitain alors qu'il est souhaitable voire

nécessaire de l'ouvrir à des élus des communes de la Métropole.

Ainsi :

Cette commission consultative, présidée par le Président du Conseil de la Métropole, est composée notamment :

- de membres du Conseil de la Métropole ;
- des élus des communes de la Métropole
- de représentants d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap (notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique), d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers.

I - Elle a pour missions de :

- dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports ;
- établir un rapport annuel présenté en Conseil métropolitain ;
- faire toutes les propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant ;
- tenir à jour, par voie électronique, la listes des établissements recevant du public (ERP) situés sur le territoire intercommunal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées ;
- organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

Par ailleurs, la commission est destinataire :

- des projets d'agendas d'accessibilité programmée concernant les ERP situés sur le territoire intercommunal ;
- des documents de suivi définis par le décret prévu à l'article L.111-7-9 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'attestation d'achèvement des travaux prévus dans l'agenda d'accessibilité programmée, quand l'agenda d'accessibilité programmée concerne un ERP recevant du public sur le territoire intercommunal ;
- pour les services de transport ferroviaire, des schémas directeurs d'accessibilité – agendas d'accessibilité programmée prévus à l'article L.1112-2-1 du Code des Transports quand ils comportent un ou plusieurs ERP situés sur le territoire intercommunal ainsi que des bilans des travaux correspondant à ces

schémas directeurs d'accessibilité – agendas d'accessibilité programmée prévus à l'article L.1112-2-4, I du même code.

Enfin, la Commission métropolitaine pour l'accessibilité et les commissions communales pour l'accessibilité, lorsqu'elles existent veillent à la cohérence des constats qu'elles dressent.

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil de se prononcer sur les principes de composition et de fonctionnement de cette commission.

II-1/ La commission métropolitaine pour l'accessibilité se compose de trois collèges, fonctionne avec des groupes de travail et chaque membre dispose d'un suppléant. En cas de vote, le Président de la commission dispose d'une voix prépondérante.

II-1-1 Un collège de 14 Vice-présidents ou de leurs représentants, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité.

- Mobilité, Déplacements, Transports
- Habitat, logement, Politique de la ville
- Espace Public et Voirie
- Territoire numérique, innovation technologique
- Promotion et développement du Tourisme
- Patrimoine, Logistique, Moyens Généraux
- Développement des entreprises, Zones d'Activités, Commerce, Artisanat, Aménagement des Zones Activités
- Sports et Equipements sportifs
- Equipements d'intérêt Métropolitain
- Culture et Equipement culturels
- Ports et équipements portuaires
- Enseignement Supérieur, Recherche, Santé, Formation
- Emploi, insertion, Economie sociale et solidaire
- Grands événements métropolitains

Tout autre Vice-Président dont la délégation viendrait à être concerné par l'accessibilité, pourrait être sollicité ultérieurement.

II 1-2 un collège de 18 élus, maires ou conseillers municipaux, membres des Conseils de Territoire, représentants les communes et garants de la proximité avec les personnes handicapées

Trois élus proposés par chaque Conseil de Territoire.

Chaque groupe d'élus du territoire pourra inviter la Commission ou ses groupes de travail à partager avec ses partenaires des problématiques locales d'accessibilité. Ainsi, la coordination entre commissions communales et commission métropolitaine, prévue par la loi, sera rendue possible.

Il 1-3 Un collège associatif de 18 associations en trois sous collèges pour respecter les termes de la loi

- un collège représentant les personnes handicapées

Dix associations proposées par le mouvement inter-parcours handicap 13

Du fait du très grand nombre d'associations du handicap, ce mode de désignation permet une grande transparence et l'objectivité de la Métropole. Le mouvement Parcours devra respecter les termes de la loi en proposant une association représentative du handicap physique, une du handicap visuel, une du handicap auditif, une du handicap cognitif, mental ou psychique.

Pour répondre à la composition en groupes de travail (voir plus loin les modalités de fonctionnement de la CIA) elle désignera également une association spécialisée dans la problématique transport, une dans l'habitat , une dans les questions culturelles , une dans les activités sportives, une dans l'emploi protégé et une dans l'emploi ordinaire.

Soit un total de dix associations représentatives des personnes en situation de handicap.

- un collège représentant les personnes âgées

Trois associations dont deux regroupant des associations représentatives des retraités et l'une intervenant dans les activités de proximité auprès des personnes âgées.

- un collège représentant les acteurs économiques et les usagers

Cinq représentants dont trois représentants des chambres consulaires ou comités départementaux, un représentant des familles et un représentant du conseil de développement.

Toute association, tout collectif d'associations ou tout autre organisme intervenant dans le champ de l'accessibilité pourra, à tout moment, demander son intégration dans la Commission en faisant acte de candidature auprès du Président de celle-ci.

Monsieur le Président du Conseil de la Métropole arrêtera la liste des membres du Conseil de la Métropole et des personnalités associatives siégeant au sein de la Commission. Il pourra également nommer, par arrêté, un conseiller métropolitain de son choix afin de le représenter à la présidence de la commission

Il 2 Afin de remplir ses missions, il est proposé que la Commission fonctionne sur la base des principes suivants :

- la coordination générale et le pilotage de la Commission sont assurés par le Président de la Commission ou l' élu qu'il désigne à cet effet, avec le support d'un service dédié à l'accessibilité et dans les Directions Générales adjointes, un réseau de correspondants identifiés pour lesquels la fonction accessibilité figure sur la fiche de poste .

- la constitution de groupes de travail par thématiques traitées dans le cadre de la Commission afin de faciliter les échanges et d'approfondir les enjeux relatifs à un domaine de compétence. Il est proposé que ces groupes de travail soient composés d'au moins un membre de chaque collège de la Commission, des correspondants des directions et de personnes qualifiées ne siégeant pas au sein de la commission mais dont la participation pourrait être jugée utile.

Les thématiques retenues sont les suivantes :

Transport - mobilité - Espaces publics : transports ordinaires et transport adaptés, chaîne du déplacement

☐ ERP : base de données et suivi de l'accessibilité des ERP existants ou à venir

Habitat - logement : logements adaptés et accessibles

Emploi : emploi protégé et emploi ordinaire, emploi public et emploi privé

Vivre ensemble : activités sportives et culturelles, tourisme, nouvelles technologies , sensibilisations, manifestations diverses

Soit cinq groupes de travail.

Ces groupes pourront évoluer en fonction du programme de travail que se fixera annuellement la Commission. Ainsi, d'autres groupes de travail pourront être créés au sein de cette Commission, en particulier autour de thèmes qui nécessitent plus de transversalité.

Chaque groupe fonctionnera selon la fréquence et le mode de fonctionnement nécessaires à sa thématique : par projet, par réseau, par territoire, par sous groupe, etc.

Pour autant, la cohérence globale du dispositif sera assurée par le président et une commission plénière qui se réunira à minima une fois par an. La cohérence des outils de planification (SDAT, PAVE, Ad'AP, PDU, PLH , PLU/PLUi, SIG) devra être aussi une préoccupation permanente .

La rédaction du rapport annuel de la Commission Intercommunal pour l'Accessibilité Métropolitaine fera état des divers thèmes et sujets abordés et sera

soumis à l'approbation de la commission en séance plénière puis en Conseil Métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est annulée et remplacée la délibération n°TRA 019-615/16/CM du 30 juin 2016

Article 2 :

Est approuvée la création de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Sont approuvés les principes de composition et de fonctionnement de la Commission tels qu'expliqués ci-avant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TRA 015-2339/17/CM

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Club des Villes et Territoires Cyclables
MET 17/3830/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au regard des enjeux de mobilité sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et des intentions affichées par l'Agenda de la mobilité métropolitaine qui ambitionne de développer massivement l'usage du vélo, l'adhésion à un réseau d'acteur permet d'initier une dynamique forte.

En effet, les politiques cyclables peuvent être de nature très différentes et de nombreuses bonnes idées pourraient être adaptées à notre territoire.

Créée en 1989, l'association le Club des villes et territoires Cyclables rassemble aujourd'hui plus de 1500 collectivités territoriales : communes, intercommunalités, départements, régions représentant plus de 40 millions d'habitants.

Force de propositions, le Club est un acteur majeur en matière de promotion de l'usage du vélo au quotidien - mode de transport à part entière - des modes actifs et des politiques de mobilité et d'aménagement urbain durables. Il participe à tous les grands débats, en France et à l'étranger, pour un meilleur partage de la rue, pour l'aménagement de zones apaisées, pour la sécurité des cyclistes et des piétons et pour encourager les mobilités durables.

Les objectifs du club :

- pouvoir échanger entre collectivités territoriales et établissements publics sur des problématiques communes ou dans des contextes comparables,
- bénéficier de retours d'expériences sur des réalisations et des initiatives,
- accéder à un centre de ressources avec accès réservé aux adhérents sur le site Internet,
- participer aux travaux du Club dans le cadre de démarches nationales comme le "Code de la rue", la sécurité des cyclistes, la promotion de l'usage du vélo, la mise en œuvre d'un Plan national vélo...

Le 21ème congrès du Club des villes et territoires cyclables aura lieu à Marseille du 10 au 12 octobre 2017 dans le cadre des 26eme Rencontres nationales du transport public.

A cette occasion seront organisées :

- des plénières ouvertes sur l'actualité du vélo dans les villes du monde, le point de vue des réseaux de collectivités, l'innovation,
- des ateliers et séances de travail connectés aux préoccupations des aménageurs et des décideurs,
- une exposition des meilleurs produits, services et conseils.

L'adhésion au Club est soumise à une cotisation annuelle fixée pour les métropoles à 16 500 € TTC.

Cependant s'agissant d'une adhésion pour une 1/2 année, le montant à la charge de la Métropole Aix-

Marseille-Provence serait ainsi de 8 250 € TTC pour 2017.

Monsieur Christophe Amalric a été désigné par le Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cet organisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 084-1364/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 désignant un représentant au sein du Club des Villes et Territoires Cyclables ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 juillet 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les statuts de l'association en date du 5 octobre 2011.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au club des villes et territoire cyclables et le versement de la cotisation 2017 d'un montant de 8 250 € TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des transport 628.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Urbanisme et Aménagement"

URB 001-2340/17/CM

■ Budget Métropole - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à "Aménagement Mardirossian à Marseille"
MET 17/3804/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études, le Conseil Municipal a approuvé la convention de concession d'aménagement «Mardirossian - Madrague Plan» entre la Ville de Marseille et la SOLEAM par délibération n°10/0978/DEVD du 25 octobre 2010.

Cette opération devait redonner au secteur un caractère attractif visant le développement de l'offre en logements et des activités économiques, permettant de développer environ 90 000 m² de surface de plancher.

La concession d'aménagement recouvre un périmètre de neuf hectares englobant trois secteurs : Mardirossian, Madrague-Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

L'opération a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM et se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Cette opération a évolué :

Le terrain situé 211 chemin de la Madrague Ville a été cédé à titre gratuit par SOLEAM en 2012 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser un pôle de création d'entreprises et un pôle artisanal.

Sur ce secteur, la SOLEAM est devenue l'opérateur de MPM et sa mission dans le cadre de la concession est terminée.

Le secteur Mardirossian prévu initialement pour de l'habitat est désormais positionné pour de l'activité économique en raison du marché de l'immobilier du logement qui n'est pas favorable dans cette zone pour l'accession.

L'implantation de services municipaux et d'activités est à l'étude sur les terrains libres de ce secteur, maîtrisés par la Ville, l'EPF et l'aménageur.

Sur le secteur Madrague Plan, le terrain principal nécessaire à l'opération, situé au 287 chemin de la Madrague Ville, n'a finalement pas été maîtrisé.

Pour l'ensemble de ces raisons, l'intervention de l'aménageur va se réduire au secteur de Mardirossian, avec :

- l'acquisition par SOLEAM des terrains maîtrisés par l'EPF à l'exception de la parcelle K42 qui sera acquise par la Ville, soit une superficie de terrain de 8 356 m²
- la commercialisation de ces terrains pour de l'activité
- le lancement des études et travaux d'élargissement de la traverse Mardirossian pour améliorer son raccordement sur la rue de Lyon, et la réalisation de travaux liés à la gestion des terrains en friche

Le CRAC au 31 décembre 2015, approuvé par délibération du Conseil de Métropole n°URB 024-17/10/16 CM, en date du 17 octobre 2016, prévoyait une participation du concédant à hauteur 7 385 121 Euros comprenant :

- La participation à l'équilibre de l'opération en numéraire, pour un montant de 6 716 321 euros, à la charge de la Métropole,
- Une participation en nature pour 668 800 euros correspondant à un apport foncier effectué par la Ville en 2013.

Afin de tenir compte des acquisitions foncières effectuées par SOLEAM auprès de l'EPF dont le montant avait été sous estimé, les frais de portage n'ayant pas été pris en compte dans les prévisions, l'opération d'investissement n°2015120900 inscrite au budget pour un montant initial de 5 700 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 8 100 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 13 800 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 010-21/12/15CC du 21 décembre 2015 portant création des opérations et affectation aux opérations d'aménagement suite à leur transfert par la Ville de Marseille ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant de 8 100 000 euros de l'opération d'investissement n°2015120900 afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 151064BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120900 « Aménagement Mardirossian - Marseille » pour un montant de 8 100 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 13 800 000 euros.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 :	5 000 000 euros
Année 2018 :	1 000 000 euros
Année 2019 :	2 000 000 euros
Années suivantes :	5 300 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 002-2341/17/CM

■ Budget Métropole - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à "ZAC de la Jarre à Marseille"

MET 17/3807/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994, par délibération n°94/253/U.

L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude.

Le dossier de réalisation a été approuvé par le Conseil Municipal du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc urbain d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le périmètre de l'opération du Nord au Sud et dénommée l'allée des Calanques.

Plusieurs modifications du Plan Local d'Urbanisme ont intégré, entre 2007 et 2013, les évolutions réglementaires nécessaires à la mise en œuvre du projet global de renouvellement urbain dans le périmètre de la ZAC.

La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour permettre la réalisation de l'Allée des Calanques, ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

En cohérence avec ces diverses modifications et en prenant en compte les orientations définies dans le

PLU approuvé, un nouveau programme des équipements publics a été approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015.

Dans ce cadre, une convention tripartite pour le versement d'une participation de MPM au coût de certains équipements publics de voiries : Allée des Calanques, portion de voie entre V6 et V7, parachèvement d'une partie de l'avenue de la Jarre, a été approuvée par MPM par délibération du 23 octobre 2015.

L'opération a été ensuite transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n° 18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n°T1600903CO.

Au regard de cette substitution, la convention tripartite précitée concernant la participation de MPM au coût de certains équipements publics, n'a plus lieu d'être.

La Métropole Aix-Marseille-Provence reprend à sa charge le coût de ces équipements qui s'élève à 1 928 518 euros.

Le CRAC au 31 décembre 2015 approuvé par délibération n°URB 018-1098/16/CM de la Métropole en date du 17 octobre 2016 prévoyait une participation à l'équilibre de l'opération d'un montant de 5 050 947 euros dont 1 753 581 euros restaient à verser par la Métropole compte-tenu des versements déjà effectués par la Ville de Marseille.

Le coût de la prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence des équipements réalisés par la SOLEAM s'élève à 1 928 518 euros.

Par ailleurs, la participation d'équilibre de la Métropole doit être portée de 1 753 581 euros à 2 300 594 euros pour intégrer une hausse du coût des travaux consécutive à des demandes des services techniques de la Métropole et une augmentation des provisions pour aléas.

Afin de tenir compte de ces éléments, l'opération d'investissement n°2015119700 inscrite au budget pour un montant initial de 1 600 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 4 300 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 5 900 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 010-21/12/15CC du 21 décembre 2015 portant création des opérations et affectation aux opérations d'aménagement suite à leur transfert par la Ville de Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant de 4 300 000 euros de l'opération d'investissement n°2015119700 afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 151064BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015119700 « ZAC de la Jarre - Marseille » pour un montant de 4 300 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 5 900 000 euros.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 :	0 euro
Année 2018 :	2 250 000 euros
Année 2019 :	2 250 000 euros
Années suivantes :	1 400 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 003-2342/17/CM

■ Budget Métropole - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à "Concession Saint Just - ZAC Saint Just à Marseille" MET 17/3809/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis SOLEAM.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque» sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Les évolutions de la programmation initiale ont conduit à modifier le programme des équipements publics de la ZAC qui a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2013 puis par délibération du conseil municipal du 28 avril 2014.

L'opération a été transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées.

Dans ce cadre, un avenant n°20 à la concession d'aménagement de Saint Just T1600913CO (ex n°90/108) notifié à la Ville le 3 Juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Cette opération a pour objectif de réaliser les aménagements aux abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et permettre une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Les projets de construction totaliseront à terme 50 000 m² de surface de plancher dont 43 000 m² en logement et le solde en bureaux, activités, commerces.

En 2015, les négociations de SOLEAM avec Poste Immo ont permis d'aboutir à un accord quant à l'utilisation du parking actuel du centre de tri par le DÔME pour le stationnement des poids lourds, compensé par la cession à la Poste d'un autre terrain (ex SCI Ensallém) pour répondre aux besoins de son activité.

Le Programme des équipements publics prévoit des aménagements destinés au DÔME qui sont financés par l'opération de ZAC, réalisés par la SOLEAM aménageur puis remis gratuitement à la Ville.

Il s'agit de l'aménagement des espaces dévolus aux stationnements VL et PL, la réalisation de bâtiments à usage de stockage et de restauration destinés à la salle de spectacle du DOME.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 approuvé par délibération n° URB 025-17/10/16 CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016, prévoyait une participation financière de la Métropole à la réalisation d'une voie d'insertion entre le Boulevard Fléming et le Boulevard Maréchal Juin pour un montant de 1 224 000 euros, et une participation à l'équilibre du bilan de 1 889 236 euros dont 1 390 388 euros ont déjà été versés par la Ville de Marseille et 498 888 euros restaient à la charge de la Métropole.

Il convient de porter le montant de la participation d'équilibre de la Métropole à hauteur de 1 779 730 euros pour absorber le montage avec Poste Immo qui dégrade le bilan (perte de recettes sur le terrain échangé et prise en charge d'adaptation sur les locaux du centre de tri pour retourner le fonctionnement).

Par ailleurs, le coût des voies prises en charge par la Métropole subit une augmentation en passant de 1 224 000 euros à 1 682 320 euros.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, l'opération d'investissement n°2015121100 inscrite au budget pour un montant initial de 900 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 3 500 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 4 400 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 010-21/12/15CC du 21 décembre 2015 portant création des opérations et affectation aux opérations d'aménagement suite à leur transfert par la Ville de Marseille ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant de 3 500 000 euros de l'opération d'investissement n°2015121100 afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 151064BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015121100 « Concession Saint Just - ZAC Saint Just - Marseille » pour un montant de 3 500 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 4 400 000 euros.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 :	500 000 euros
Année 2018 :	1 100 000 euros
Année 2019 :	1 000 000 euros
Années suivantes :	1 800 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 004-2343/17/CM

■ Budget Métropole - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à "ZAC du Rouet à Marseille" MET 17/3810/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la création du parc du 26^{ème} Centenaire en 2001, la Ville de Marseille a poursuivi la requalification urbaine et la revitalisation du territoire Est marseillais et a souhaité afficher son ambition en créant le projet "Marseille Grand Est".

Le projet de ZAC du Rouet est basé sur la préservation du noyau villageois et sur la création à proximité du parc, principalement d'environ 1 100 logements, soit une quinzaine de programmes immobiliers.

Cette opération constitue un des projets de mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement approuvé en 2006 par le Conseil Municipal.

La ZAC du Rouet, qui couvre une superficie d'environ 9,5 hectares, a pour vocation principale la construction de logements dont 20% à coût maîtrisé, avec la possibilité d'implanter des activités commerciales ou de services au rez-de-chaussée de certains immeubles.

La convention de concession à Marseille Aménagement (SOLEAM aujourd'hui) ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil Municipal le 19 juillet 1999.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 17 juillet 2000.

Cette opération est finissante, ne subsiste qu'un terrain (îlot 3) à commercialiser et quelques travaux de voiries et réseaux à réaliser.

L'opération a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM ; elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement n° T1600904 CO (99/410) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Les îlots 3.1, 3.4 et 3.5 sont destinés à être cédés à EGIDE INTERFONCIA:

Le PC initialement obtenu par ce constructeur a été attaqué par des riverains. Un nouveau projet « acceptable » par le voisinage est en cours de mise au point et comprend notamment une diminution de densité.

La participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération est ainsi affectée par la perte de recette sur la cession correspondante.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 approuvé par délibération n° URB 022-17/10/16 CM du 17 octobre 2016, prévoyait une participation d'équilibre d'un montant de 22 150 511 euros dont 600 531 euros restaient à la charge de la Métropole compte-tenu des montants déjà versés par la Ville.

Il est nécessaire de porter cette participation à 22 259 935 € dont 709 955 euros à la charge de la Métropole.

Afin d'absorber la perte de recette, l'opération d'investissement n°2015119800 inscrite au budget pour un montant initial de 800 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 750 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 550 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 010-21/12/15CC du 21 décembre 2015 portant création des opérations et affectation aux opérations d'aménagement suite à leur transfert par la Ville de Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant de 750 000 euros de l'opération d'investissement n°2015119800 afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 151064BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015119800 « ZAC du Rouet - Marseille » pour un montant de 750 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 550 000 euros.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 :	172 000 euros
Année 2018 :	210 000 euros
Année 2019 :	210 000 euros
Années suivantes :	629 106 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 005-2344/17/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la SPL FAÇONÉO relative à l'opération d'aménagement des Arcades à la Penne-sur-Huveaune
MET 17/3984/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 16-0614 en date du 30 juin 2014, l'ex Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié à la SPL FAÇONÉO l'aménagement du site dit Les Arcades à La Penne-sur-Huveaune.

Il s'agit d'y produire une offre de logements diversifiés, une centaine de logements dont 30% en locatifs sociaux, pour faciliter le parcours résidentiel dans une logique d'aménagement durable conforme aux attentes de la population, de la commune et du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Fin 2015, la consultation des entreprises est lancée. A l'issue de la procédure en avril 2016, le groupement d'entreprises EUROVIA (mandataire) / N. BERANGER / BRONZO TP / PAYSAGES MEDITERRANEENS a été retenu et les travaux ont démarré en juin 2016. Initialement prévu pour une durée de 6 mois, une prorogation de 3 mois a été nécessaire du fait des délais de commande et de fabrication exigés par ENEDIS pour la création du poste de transformation.

Un permis d'aménager modificatif a été déposé début 2017 afin de prendre en compte des adaptations de projet lié au déplacement des containers enterrés à la demande de l'ABF ou du transformateur électrique imposé par ENEDIS.

Un compromis de vente a été signé le 5 juillet 2016 avec l'opérateur PITCH PROMOTION qui prévoit la réalisation de 3 bâtiments collectifs d'habitation

accueillant une centaine de logements dont 30 % de logements locatifs sociaux.

PITCH Promotion a déposé les demandes de permis de construire en janvier 2017. La vente des terrains auprès du promoteur devrait pouvoir intervenir courant d'année 2017.

Le bilan prévisionnel d'opération prévoit un montant de dépenses à hauteur de 3.434.011 € TTC. Les recettes escomptées font état d'une vente de terrain pour un prix de 2.867.000 €TTC (à ajuster à la signature de l'acte avec la TVA affectée au logement social).

En complément, des participations financières permettent d'équilibrer l'opération avec 150.000 € de la commune (correspondant pour partie à la part de la voirie restant à charge de la commune), 131.000 € de la Métropole et près de 373.000 € provenant du reversement, au concessionnaire, du montant de la taxe d'aménagement majorée prélevée sur les terrains d'assiette de la concession.

Le financement est assuré à hauteur de trois millions d'euros répartis à 50 % Caisse d'Epargne et 50% Crédit Coopératif ainsi que par une avance du concédant de 95.000 €.

elles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le traité de concession d'aménagement de l'opération des Arcades signée le 28 juillet 2014 ;
- Le CRAC 2016 transmis par la SPL Façonéo.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 5 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les éléments présentés dans le CRAC 2016 sont conformes aux attentes de la Collectivité en matière de réalisation de l'opération au vu des objectifs fixés dans le traité de concession.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le compte rendu annuel à la collectivité présenté par la SPL Façonéo au 31 décembre 2016 relative à l'opération des Arcades.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 006-2345/17/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 9ème et 10ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 17 à la convention de concession - Approbation de l'avenant de transfert de la convention d'avance de trésorerie
MET 17/4004/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille a conduit un ensemble d'opérations de requalification urbaine autour du projet « Marseille Grand Est » qui s'étend de la ZAC du Rouet jusqu'à la ZAC de Vallon Régny.

Une des opérations concerne la requalification des friches industrielles de la Capelette.

Par délibération n°96/450/EUGE du 22 juillet 1996, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession de la Capelette consentie à Marseille Aménagement sur un secteur de 5,7 ha.

Par délibération n°97/719/EUGE du 27 octobre 1997, la Ville de Marseille a créé la ZAC Ferrié Capelette sur une partie de cette concession d'aménagement en vue de l'implantation d'activités tournées vers le secteur automobile. Le dossier de réalisation de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°98/1006/EUGE du 21 décembre 1998 et un « village de l'automobile » est aujourd'hui en activité.

Le périmètre de la concession d'aménagement de la Capelette a été étendu une première fois en mars 1999 à 7,7 hectares (avenant n° 2 à la convention de concession approuvé par la délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°99/244/EUGE du 29 mars 1999) pour permettre des acquisitions d'opportunité, puis a été porté à 28,6 hectares en décembre 2000 par avenant n°3 pour tenir compte de l'implantation du parc du 26ème Centenaire et de l'impact de ce dernier sur les quartiers situés en bordure de cet équipement majeur.

Afin de se doter d'un outil adapté aux objectifs d'aménagement du secteur, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille par délibération n°02/1224/TUGE du 16 décembre 2002 a approuvé les objectifs et les principes d'aménagement d'une ZAC dite de la Capelette, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à sa création.

Le dossier de création de la ZAC de la Capelette, d'une superficie de 75 ha a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°04/1029/TUGE du 15 novembre 2004. Le programme des équipements publics a été validé au Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 20 octobre 2006 et au Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 9 octobre 2006.

Par ailleurs, le site de la Capelette a été retenu pour accueillir :

- Le lotissement CAP-EST, aujourd'hui terminé, portant sur un programme de 14 lots de logements, bureaux et commerces avec la création d'un groupe scolaire réalisé dans le cadre de la concession et d'une crèche.

- Le Palais Omnisports Marseille Grand Est (POMGE) a été ouvert au public le 11 décembre 2009.

- Un pôle de loisirs, qui sera réalisé sur la parcelle voisine du POMGE et dont le programme est en cours d'évolution.

Historique des précédents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2003 par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°04/1028/TUGE du 15 novembre 2004 a permis d'étendre le périmètre de la Concession d'Aménagement compte tenu de la création de la ZAC de la Capelette, de proroger la durée de la concession jusqu'en 2011 et de préciser la participation financière de la Ville et son échéancier de versement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2006, approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°07/1237/TUGE du 10 décembre 2007, a permis de proroger la

concession jusqu'en 2016 et de faire acter la participation de la Ville pour un montant prévisionnel de 56,829 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010, approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°11/0867/DEVD du 17 Octobre 2011, a constaté la réduction de la participation de la Ville de Marseille à 51,971 millions d'euros, a modifié son échéancier, a validé le remboursement de l'avance versée en 2005 de 12,5 millions d'euros en 2016 et a complété la convention de concession en ce qui concerne la rémunération du concessionnaire pour les missions de commercialisation en conformité avec les principes relatifs à la rémunération pour l'ensemble des concessions d'aménagement.

La délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°12/0538/DEVD du 25 juin 2012 a approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ; elle a validé un nouvel échéancier de la participation dont le montant reste inchangé à hauteur de 51 971 939 euros et instauré un sursis à statuer sur le périmètre de la concession.

Cette délibération a acté les nouvelles réflexions lancées sur l'entrée Est de Marseille, notamment en termes de développement des transports en commun et de création de voiries structurantes et le fait que le secteur de la Capelette nécessite d'être intégré dans cette dynamique.

Il est également apparu nécessaire de prendre en compte le maintien sur site du centre de transfert des ordures ménagères et des services associés de la Métropole, localisés sur le Boulevard Bonnefoy. Cette décision nécessite d'importants travaux d'intégration urbaine.

Ainsi, l'actuel projet urbain doit être recomposé en intégrant ces différentes contraintes, tout en améliorant son fonctionnement et son accroche au reste du territoire communal.

Le sursis à statuer précité a donc été institué sur le périmètre de la concession afin que les opérations sur le foncier non maîtrisé ne viennent pas compromettre l'évolution du projet urbain.

L'avenant n°12 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

L'arrêté préfectoral n° 2014-36 du 1er juillet 2014 a modifié l'arrêté préfectoral n°2009-22 du 29 octobre 2009 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC de la Capelette, en ce qui concerne le bénéficiaire de la DUP (SOLEAM en lieu et place de Marseille Aménagement).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2014 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°15/1120/UAGP du 16 décembre 2015 a fait état des études et réflexions à mener pour améliorer l'urbanisation du secteur. Il présente en l'attente d'une définition plus précise des nouveaux objectifs du projet, des hypothèses d'investissements et de recettes clairement identifiées jusqu'en 2021. La Ville de Marseille a maintenu son engagement financier à hauteur de 51,972 millions d'Euros dont l'échéancier de versement a fait l'objet d'un avenant n°14, la ZAC Ferrié Capelette a été clôturée financièrement et n'apparaît plus dans les CRAC.

Cette délibération évoque également les conclusions d'une étude conduite par la Ville de Marseille en 2014-2015 : la finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits conduit à absorber l'intégralité de la participation prévisionnelle de la Ville.

L'étude prescrit de mener l'opération sur le secteur de la Capelette en deux temps :

- une première phase de finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits afin d'améliorer le cadre de vie en respectant l'engagement financier de la Ville de Marseille à savoir 51,97 millions d'euros.

- une deuxième phase de reprise des études de la concession et de mise en œuvre du parti d'aménagement qui sera alors acté.

Cette reprise du parti d'aménagement est également rendue nécessaire par les répercussions du futur Plan de Prévention du Risque Inondation sur l'opération de la Capelette présentées par le Porté à Connaissance du Préfet en date du 28 novembre 2014.

La Ville de Marseille a donc pris la décision de concentrer les missions de l'aménageur sur le secteur déjà construit pour les cinq années à venir à engagement financier constant, et de lancer les études en intégrant la donnée inondabilité afin d'améliorer l'urbanité du secteur.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 15 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 15 décembre 2016 n'a pas modifié la participation de la collectivité. L'avenant n°16 approuvé par délibération du Conseil métropolitain a modifié l'échéancier de versement de la participation des collectivités.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016

Le présent rapport a pour objet de présenter, en vue de son approbation, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2016 présenté sous une forme consolidée comprenant :

- un sous bilan du lotissement Cap Est, et du Pôle d'équipements de loisirs et sportif

- un sous-bilan de la ZAC de la Capelette.

En préambule, la note de conjoncture se réfère à la nécessité de reprendre le parti d'aménagement de l'opération, comme évoqué précédemment, et évoque les études et marchés qui vont être lancés par le concédant et le concessionnaire :

- une étude lancée par le concédant mi 2017, de définition de programmation urbaine reposant sur un diagnostic partagé et la coproduction du programme avec les habitants et usagers du secteur.

- un marché négocié ou un dialogue compétitif lancé par le concessionnaire pour la définition du projet.

La note de conjoncture dresse également l'état d'avancement des opérations en précisant les acquisitions et cessions de terrains à bâtir, les études et les travaux réalisés en 2016 et les orientations prises pour les années à venir, à savoir :

- Le lotissement Cap Est, le Pôle de loisirs et sportif :

Les acquisitions et cessions dans le lotissement et pour le pôle de loisirs sont terminées.

En 2016, il n'y a pas eu de travaux engagés. Les dépenses ont concerné des charges de gestion.

Pour 2017, le règlement de solde de travaux réalisés lié entre autre à la levée des réserves sur le groupe scolaire Cap Est, ainsi que des dépenses correspondants aux charges de gestion sont prévus.

- La ZAC de la Capelette :

- L'avancement des acquisitions foncières :

En 2016, SOLEAM a poursuivi la maîtrise du foncier nécessaire :

- à la réalisation de VRD : requalification de la traverse Saint Jean, débouché de l'impasse Arnodin sur le boulevard Rabatau et places Bonnefoy / Rabatau / Argile.

- à la réalisation de l'îlot n°8 de la ZAC Capelette.

- à la réalisation du bassin de rétention (éviction commerciale de 2 sociétés rue Curtel).

Pour 2017, SOLEAM poursuivra les opérations de maîtrise foncière nécessaire :

- à la réalisation de VRD : élargissement de la rue Curtel, redressement du boulevard des Aciéries et requalification traverse Saint Jean

- à la réalisation du bassin de rétention rue Curtel.

- à la constitution de l'îlot 15.

- à l'éviction commerciale de 3 sociétés impactées par le plan d'aménagement de la ZAC.

- Les dossiers en phase étude sur 2016 portent sur :

- les études foncières de géomètre liées aux acquisitions

- les études pour les dé-raccordements et déposes des différents réseaux concédés avant démolition.

- les études et diagnostic pollution

- la faisabilité et les esquisses pour la réalisation d'un parc éphémère.

Pour 2017, il est prévu de réaliser les études liées au projet Cap Est – Fonderie, à l'aménagement du parc éphémère, aux aménagements de voirie aux abords des îlots 8 et 16, de la finalisation de la place Rabatau – Argile.

- Les travaux réalisés en 2016 concernent :

- la finalisation des travaux de VRD aux abords de l'îlot 18.

- la réalisation d'un giratoire à l'intersection des rues Alexander et Paillas.

- les travaux d'aménagement pour la sécurisation des abords de l'école provisoire livrée pour la rentrée 2016 et du collège rue Curtel.

- la réalisation d'une place boulevard Rabatau à l'angle du boulevard Bonnefoy.

- les démolitions nécessaires à la réalisation du bassin de rétention, à la réalisation des îlots 8 et 16 (solde) et la réalisation de la place Rabatau – Argile.

- évacuation de terres polluées.

Pour 2017, les travaux concerneront au-delà des travaux précités dans le cadre de la maîtrise foncière :

- l'aménagement d'un espace vert provisoire et reprise de ses abords.

- les démolitions et la réalisation du débouché de la voie Tousard d'Olbec sur le boulevard Lazer aux abords de l'îlot 18.

- les démolitions nécessaires et l'aménagement de la place Rabatau – Argile.

- les démolitions pour la réalisation de l'îlot 8 et ses abords.

- l'évacuation de terres polluées pour permettre notamment la réalisation de l'aménagement de la voie Massilia par la Ville de Marseille le long de l'Huveaune.

- Le bilan consolidé :

- Les dépenses :

- Sur l'exercice 2016 :

Le montant total des dépenses s'élève à 7 922 562 euros, soit en baisse de 837 093 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent, composé notamment :

- des dépenses foncières qui s'élèvent à 3 254 140 euros, soit en baisse de 462 522 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent. Cette baisse s'explique essentiellement par une acquisition directe par la Ville de Marseille des terrains de l'armée destinée à la voie Massilia (berges de l'Huveaune).

- des dépenses de travaux qui s'élèvent à 3 422 358 euros, soit en baisse de 277 697 euros au regard des prévisions du CRAC précédent. Cette baisse s'explique notamment par le report de certains marchés de travaux à 2017 et de surévaluation de certains postes.

- des dépenses annexes et rémunérations qui s'élèvent à 613 317 euros, soit en baisse de 52 217 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent. Cette augmentation suit l'évolution des dépenses et recettes de l'opération.

- Le cumul des dépenses au 31 décembre 2016 :

Pour les dépenses totales : 114 856 199 Euros ce qui correspond à un taux d'avancement de 75 % du coût prévisionnel de l'opération.

Pour le foncier : 41 078 794 euros, soit un taux d'avancement de 72% du coût prévisionnel des dépenses relatives au foncier.

Pour les travaux y compris les travaux relatifs au groupe scolaire Cap Est (individualisé dans le bilan aménageur) : 54 857 876 euros, soit un taux d'avancement de 75% du coût prévisionnel des dépenses relatives aux travaux.

Pour les dépenses annexes y compris les dépenses annexes relatives au groupe scolaire Cap Est (individualisé dans le bilan de l'aménageur) : 13 909 472 euros, soit un taux d'avancement de 76% du coût prévisionnel des dépenses annexes.

- Le prix de revient total à terme est estimé à 152 760 593 euros, soit une diminution de 3 588 924 euros par rapport au Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2015.

Le budget foncier à terme est estimé à 57 042 926 Euros, soit une hausse de 47 497 euros par rapport au dernier bilan. Cette hausse est la conséquence du réajustement des estimations des acquisitions et évictions commerciales.

Le budget des travaux à terme est estimé à 73 083 553 euros, soit une baisse de 3 995 251 euros. Cette diminution significative s'explique par la réduction du budget dépollution du pôle de loisirs, SOLEAM estimant le coût des travaux de dépollution restant à réaliser à un montant de 1 114 464 euros au lieu de 4 033 615 euros prévus au CRAC précédent.

- Les recettes :

Sur l'exercice 2016, les recettes hors participations s'élèvent à 3 142 494 euros, soit en baisse de 607 003 euros par rapport aux prévisions. Cette diminution s'explique notamment par le décalage en 2017 de la perception d'une partie des recettes liées à la commercialisation de l'îlot 8.

Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2016 s'élève à 78 112 821 euros (hors participations), soit un taux d'avancement de 75 % des recettes prévisionnelles de l'opération.

Le chiffre d'affaire total à terme, hors participations, est estimé à 103 915 527 euros, en baisse de 4 803 122 euros par rapport au bilan précédent. Cette diminution significative s'explique d'une part par une diminution des recettes liées à la commercialisation de l'îlot 15 du fait d'une modification du programme (baisse de la surface constructible et part plus importante de bureaux moins bien rémunéré que le logement), et d'autre part par la baisse des recettes

attendues en remboursement des frais de dépollution sur Cap Est (suite au jugement rendu en appel sur le dossier RFF ramenant les recettes attendues à 9 139 209 euros au lieu de 11 851 750 euros, soit une diminution des recettes de 2 712 541 euros).

- Les participations constructeurs :

Le montant des participations constructeurs attendu est de 19 997 850 euros, il a été encaissé dans sa totalité.

- Les participations des collectivités à l'équilibre de l'opération :

Le montant global de la participation des collectivités à l'équilibre de l'opération est estimé à 48 845 067 euros en hausse de 1 214 198 euros au regard des estimations du précédent CRAC :

- 25 376 842 euros de participation à la charge de la Ville de Marseille, en hausse de 4 656 euros au regard des prévisions précédentes.

- 23 468 224 euros de participation à la charge de la Métropole, en hausse de 1 209 541 euros au regard des prévisions précédentes.

Au 31 décembre 2016, la participation Ville de Marseille versée s'élève à 25 334 625 euros, la part restant à verser correspond au solde de l'acquisition du groupe scolaire.

La part de la Métropole reste à verser dans son intégralité.

L'échelonnement du versement du solde des participations est prévu ainsi :

Pour la Ville de Marseille :

- 2017 : 42 217 euros

Pour la Métropole :

- 2017 : 5 000 000 euros
- 2018 : 6 000 000 euros
- 2019 : 6 000 000 euros
- 2020 : 2 400 000 euros
- 2021 : 4 068 224 euros

- Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2016, la trésorerie de l'opération se situe à + 871 508 euros. Le solde de trésorerie prévisionnel pour 2016 dans le CRAC 2015 était estimé à + 672 959 euros.

- Avenant n° 17 à la convention de concession d'aménagement :

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la participation à la hausse et l'échéancier de son versement comme suit :

- 2017 : 5 000 000 euros
- 2018 : 6 000 000 euros
- 2019 : 6 000 000 euros
- 2020 : 2 400 000 euros
- 2021 : 4 068 224 euros

- Avenant n°1 à la convention d'avance n° 05 – 517 :

La convention d'avance passée entre la Ville de Marseille et la SOLEAM est transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le remboursement de l'avance de 12 500 000 euros par la SOLEAM à la Métropole est prévu en 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 et l'avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement passée avec la

SOLEAM et l'avenant de transfert à la convention d'avance de trésorerie ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la convention de concession d'aménagement n° T1600911 CO de la Capelette établi par la SOLEAM au 31 décembre 2016 et comprenant un bilan financier prévisionnel avec un budget de 159 339 380 Euros.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°16 ci-annexé à la convention de concession d'aménagement n° T1600911 CO de la Capelette, ci-annexé (annexe 2), pour acter :

- L'augmentation de la participation d'équilibre de 47 630 869 euros à 48 845 067 euros

- Le nouvel échelonnement du versement du solde de la participation par la Métropole selon l'échéancier suivant :

- 2017 : 5 000 000 euros
- 2018 : 6 000 000 euros
- 2019 : 6 000 000 euros
- 2020 : 2 400 000 euros
- 2021 : 4 068 224 euros

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 007-2346/17/CM

**■ Approbation des Comptes Rendus d'Activités Concedées établis par l'EPAD au titre des conventions publiques d'aménagement au 31 décembre 2016
MET 17/4030/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations du Comité Syndical, Ouest Provence avait décidé, en application des dispositions des articles L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'Epad la réalisation d'opérations d'aménagement, notamment sous forme de ZAC.

Le tableau ci-dessous rappelle les opérations concernées ainsi que les références des délibérations correspondantes :

OPERATIONS	DATES DES ACTES	N° DES ACTES
Aménagement du secteur Marronède Fos-sur-Mer	14/04/06	192/06
Aménagement du secteur Bardin à Istres	22/10/15	426/15
ZAC des Cognets à Istres	30/07/02	326/02
ZAC des Craux à Istres	25/04/03	265/03
ZAC de Trigance à Istres	26/06/02	271/02
ZAC du Tubé à Istres	26/06/02	270/02
ZAC du Cours de la Rousse (Maille II) à Miramas	03/04/09	168/09
ZAC des Molières à Miramas	05/11/02	490/02
ZAC de la Péronne à Miramas	22/03/12	93/12
ZAC de la Plate-forme CLESUD	18/04/02	SME 08/02

Pour rappel, par délibération n° 08/02 du 22 mars 2002, le Comité Syndical du Syndicat Mixte Euro-Alpilles a décidé, en application des dispositions de l'article L300-4 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'Epad la réalisation de la ZAC de la Plate-Forme CLESUD sur les communes de Grans et Miramas, par la conclusion d'une convention publique d'aménagement.

Par arrêté préfectoral du 21 juillet 2016, il a été mis fin à l'exercice des compétences du SME Euro-Alpilles à compter du 31 août 2016.

L'ensemble des biens, droits et obligations du SME Euro-Alpilles a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence créée le 1^{er} janvier 2016, qui en application de l'article L5215-21 du CGCT, est substituée de plein droit au SME Euro-Alpilles. En conséquence, cette opération est soumise à l'approbation du Conseil de la Métropole pour la première fois de par son transfert à la Métropole.

Pour chacune de ces opérations, l'article 15 ou 16 des conventions respectives prévoit que l'EPAD fournisse annuellement avant le 30 juin, un compte rendu

d'activités, conformément à l'article L 300-5 du Code de l'Urbanisme, comportant :

- un bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la convention,
- un plan de trésorerie actualisé,
- un état des cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et aux prévisions de l'année à venir.

Ces éléments arrêtés au 31 décembre 2016, ont été transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence en avril 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris connaissance des Comptes Rendus d'Activités Concédées établis par l'Epad et en est validé le contenu.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 008-2347/17/CM

■ Approbation des Comptes Rendus d'Activités Concédées établis par la SPL ADOP au titre des conventions publiques d'aménagement au 31 décembre 2016 MET 17/4032/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations du Comité Syndical, Ouest Provence avait décidé, en application des dispositions des articles L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l'Urbanisme, de confier à l'Epad la réalisation d'opérations d'aménagement, notamment sous forme de ZAC.

Pour mémoire, le Comité Syndical de Ouest Provence a approuvé les délibérations n° 272/02 du 26 juin 2002 et n° 264/03 du 25 avril 2003 relatives à la passation des Conventions Publiques d'Aménagement avec l'Epad pour les opérations d'aménagement des ZAC de Lavalduc et du Mazet 2 sur la commune de Fos-sur-Mer.

Par délibération du Comité Syndical n° 448/15 du 22 octobre 2015, Ouest Provence a approuvé la création d'une société publique locale dénommée «Aménagement Développement Ouest Provence».

Par délibération du Comité Syndical n° 584/15 du 17 décembre 2015, Ouest Provence a approuvé, par avenant n° 3, le transfert de ces conventions publiques d'aménagement à la SPL ADOP.

Pour chacune de ces opérations, l'article 15 ou 16 des conventions respectives prévoit que la SPL ADOP fournisse annuellement avant le 30 juin, un compte rendu d'activités, conformément à l'article L 300-5 du Code de l'Urbanisme, comportant :

- un bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la convention,
- un plan de trésorerie actualisé,
- un état des cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et aux prévisions de l'année à venir.

Ces éléments arrêtés au 31 décembre 2016, ont été transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence en avril 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris connaissance des Comptes Rendus d'Activités Concédées établis par la SPL ADOP et en est validé le contenu.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 009-2348/17/CM

■ Approbation du Compte-Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 pour l'opération d'aménagement du Parc des Étangs, commune de Saint-Mitre-les-Remparts MET 17/4041/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence en matière d'aménagement, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues a concédé en mars 2013 l'opération d'aménagement du Parc des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts à la Société Publique Locale d'Aménagement Pays de Martigues Aménagement à laquelle s'est depuis substituée la SEMIVIM. Le traité de concession, dont le terme est fixé au 30 juin 2018, ne prévoit pas de participation financière du concédant.

Le Parc des Étangs, d'une surface de 2.9 hectares avec 15 lots à la vente d'une superficie entre 1 100 et 1 400 m² tend vers une cible d'entreprises du secteur de la cosmétologie et des activités

connexes à la pétrochimie. Cette opération est réalisée sous forme d'un permis d'aménagement.

Le compte-rendu annuel de l'opération et son compte financier exercice 2016 font apparaître les éléments suivants :

- Foncier : il reste à finaliser l'acquisition d'une parcelle de 1 440 m² au sein du périmètre concédé, sachant que la composition de l'opération permet d'intégrer ultérieurement ce foncier, sans pénaliser l'avancée des travaux d'aménagement et la commercialisation. La rétrocession de la voirie s'opèrera en 2017. Deux promesses de vente ont été signées en 2016.
- Financier : cette opération souffrait d'un problème de trésorerie qui a été compensé par une avance de trésorerie de 1 190 000 euros consentie sur l'exercice 2015, remboursée fin décembre 2015, remplacée par un emprunt contracté à hauteur d'1 190 000 euros auprès du CIC, valable jusqu'à la fin de l'opération prévue en juin 2018. Le concédant s'est porté caution de l'emprunt bancaire remplaçant l'avance de trésorerie. Au 31 décembre 2016, les dépenses représentent un montant de 105 239.90 euros et le solde de trésorerie est de 62 947.31 euros.
- Travaux : la réalisation des travaux d'aménagement a été retardée par l'intervention tardive d'ERDF sur le réseau électrique. Ils ont été finalisés au premier trimestre 2016 ce qui a permis d'obtenir la conformité.
- Perspectives : face à l'insuffisance de réponses émanant du secteur de la cosmétologie, la commercialisation a été ouverte sur une cible plus large (hors commerce/artisanat). Cela a permis de travailler à une composition du Parc des Étangs plus en phase avec la réalité du marché. L'année 2017 devrait se traduire par des promesses de ventes équivalentes à plus de 50% des surfaces commercialisables, et la traduction en actes de vente de 4 lots sur 15.
- Le montant prévisionnel des recettes et des dépenses à terme ne fait pas apparaître de nécessité de participation financière de la collectivité à l'équilibre de l'opération. Cependant, les objectifs de commercialisation du concédant sur le secteur de la cosmétologie ou des activités périphériques de la pétrochimie induisent une commercialisation plus longue, pouvant nécessiter un appui du concédant à la trésorerie de l'opération.

Il revient au Conseil de la Métropole d'approuver la présentation du compte-rendu annuel de l'opération Parc des Étangs, ainsi que l'approbation des comptes de celle-ci au 31 décembre 2016, avec l'état des

réalisations, l'état comptable et l'état des cessions et des acquisitions immobilières réalisées pendant l'exercice 2016, ci-annexés à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le compte-rendu annuel au 31 décembre 2016 de la collectivité du Parc des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts ne fait pas apparaître de nécessité de participation financière de la collectivité.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le compte-rendu annuel de l'opération Parc des Étangs et les comptes de celle-ci au 31 décembre 2016, ainsi que l'état des réalisations, l'état comptable et l'état des cessions et des acquisitions immobilières réalisées pendant l'exercice 2016 ci-annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 010-2349/17/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement ZAC du Vallon de Régny à Marseille 9ème arrondissement - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics pris en charge par la Métropole - Approbation de l'avenant 11 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 4 à la convention d'avance de trésorerie

MET 17/3980/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9ème arrondissement en limite avec le 10ème et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la ZAC du Vallon Régny couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Le projet urbain porté par la ZAC est centré sur quatre objectifs principaux :

- créer un nouveau quartier d'habitat mixte en y intégrant une fonction économique,
- constituer un cœur de quartier regroupant l'ensemble des fonctions propres à une centralité de proximité (commerces, équipements scolaires, maison de quartier),
- s'appuyer sur les axes structurants que constituent le boulevard Urbain Sud et la traverse Régny pour organiser une trame viaire classique (rues, places, mails),
- laisser une place importante au végétal dans un site très fortement marqué par la présence de grands espaces paysagers : le parc de Maison Blanche et le parc de l'hôpital Salvator.

Ce projet d'une constructibilité globale de 96 600 m² de plancher permettra notamment de développer environ un millier de logements.

Par délibération 05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation et la création de la Zone d'Aménagement Concertée dite «du Vallon Régny».

Par délibération 05/0840/TUGE du 18 juillet 2005, le Conseil Municipal a décidé de sélectionner un aménageur, après consultation, en vue de concéder l'aménagement de la ZAC.

A l'issue de cette consultation, l'offre de Marseille Aménagement a été retenue et le Conseil Municipal a

approuvé la convention de concession par délibération 06/0205/TUGE du 27 mars 2006, avec un budget d'aménagement de 40 113 292 euros.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Vallon Régny a été approuvé par délibération 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération VOI/3/079/CC du 12 février 2007 a approuvé le Programme des Équipements Publics relevant de sa compétence dont le Boulevard Urbain Sud (BUS).

Avancement global de l'opération :

Depuis sa création, le développement de la ZAC du Vallon Régny a été largement freiné par différents recours de la part des riverains envers les documents d'urbanisme, le dossier de réalisation ou certains permis de construire.

Par ailleurs, l'absence d'une planification des travaux relatifs à la réalisation du Boulevard Urbain Sud permettant d'ouvrir ce futur quartier sur le reste de l'agglomération a également contribué à retarder la commercialisation et la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC.

Seuls quelques aménagements de voiries et espaces publics ont été réalisés par l'aménageur comme l'élargissement de l'avenue Grand Pré et d'une partie de l'ancien chemin de Cassis ainsi que les espaces publics situés à proximité du nouveau Collège Gyptis (place Didier Garnier). Des aménagements visant à mieux relier la nouvelle entrée du Collège aux portions des contre-allées du boulevard Urbain Sud existantes ont été récemment engagés. De même, une nouvelle voie entre l'Avenue de la Grande Bastide et la Traverse Régny a été mise en service en 2016 pour permettre la desserte du nouveau centre de gérontologie.

Afin de fluidifier la circulation du secteur, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de réaliser de manière anticipée les prolongements des contre-allées entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard Paul Claudel. La réalisation de ces voiries et la maîtrise foncière ont été confiées à la SOLEAM par une convention de mandat lors du Conseil Communautaire du 28 juin 2013.

Enfin, une refonte du projet initial, qui ne correspond plus aux ambitions de la collectivité, est aujourd'hui souhaitée par la Ville de Marseille et la Métropole d'Aix-Marseille Provence.

Dans ce contexte, la SOLEAM a lancé fin 2015 une consultation visant à désigner un urbaniste-conseil qui devra réinterroger tout le projet initial, en intégrant les projets en cours de développement.

C'est le groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Inddigo qui a été retenu en 2016.

Au regard de ce contexte il a été acté lors de l'approbation du CRAC établi au 31 décembre 2014 de proroger de cinq années la durée de cette concession d'aménagement et de fixer son échéance au 22 mai 2023.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de mettre à jour le Programme des Équipements Publics de la ZAC afin de tenir compte :

- du transfert de la concession d'aménagement à la Métropole,
- de l'ajustement du chiffrage des équipements en fonction des études de maîtrise d'œuvre et des travaux menés à ce jour,
- de la modification de la répartition de la prise en charge du coût des différents équipements entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole,
- des besoins en équipements publics suscités par l'évolution prévisible de l'urbanisation du quartier aux franges de la ZAC.

Ce Programme des Équipements Publics modifié a été approuvé par le Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

D'autre part, en regard de la nouvelle dynamique immobilière constatée aux abords de la ZAC, le Conseil de la Métropole a approuvé lors de la même séance, un Projet Urbain Partenarial et une première convention à signer avec les sociétés VINCI Immobilier et COFFIM Méditerranée.

Approbation des Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) successifs par la Ville de Marseille alors concédant de l'opération :

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2006, a été approuvé par délibération 07/0720/TUGE du 16 juillet 2007 avec un prix de revient total de 45 058 883 euros.

Les CRAC arrêtés au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008 n'ont pas enregistré de variations budgétaires notables.

Le CRAC, établi au 31 décembre 2009, a été approuvé par délibération 10/1062/DEVDD du 25 octobre 2010, avec une prorogation de cinq ans de la durée de la concession.

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2010, a été approuvé par délibération 11/0868/DEVDD du 17 octobre 2011, avec un prix de revient total de 45 849 821 euros en baisse de 256 574 euros par rapport à l'année précédente, et un montant prévisionnel des recettes à 45 024 597 euros. Cette baisse de recettes due à la diminution du prix de cession des logements sociaux a déterminé une participation de la Ville à l'équilibre du bilan de 825 224 euros. Par ailleurs, une avance financière de la Ville à l'opération d'un montant

de 4,5 millions d'euros a été consentie à l'opération avec un premier versement prévue en 2014.

Le CRAC établi au 31 décembre 2011 a été approuvé par délibération 12/0547/DEVDD du 25 juin 2012. Des surcoûts ont été enregistrés par l'opération, liés aux frais de portage des dépenses en l'absence de recettes de cession. La participation de la Ville a été portée à 1 512 647 euros. Par ailleurs le versement de l'avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été avancé à 2012 et son remboursement a été planifié en fin de concession.

Le CRAC arrêté au 31 décembre 2012 a été approuvé par délibération 13/0474/DEVDD du 17 juin 2013. La participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan est restée inchangée au regard du bilan précédent. L'échéancier du versement de la participation a été modifié.

L'avenant 6 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion-absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération 14/803/UAGP du 10 octobre 2014 avec un prix de revient total de 46 174 282 euros, en hausse de 859 116 euros par rapport au CRAC précédent et une participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan d'un montant de 1 512 647 euros inchangée au regard du bilan précédent. Un échéancier de versement de la rémunération sur dépenses de l'aménageur, prise en partie par anticipation, a fait l'objet d'un avenant 7.

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par la délibération 15/0471/UAGP avec un prix de revient total de 53 606 857 euros. Il a été approuvé la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire prévu au Programme des Équipements Publics et la participation de la Ville à cet équipement d'un montant de 6 300 000 euros. Ont été approuvés également :

- l'avenant 8 à la convention de concession portant sur la prorogation de cinq ans de la durée de la concession, la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire et la participation de la Ville au coût de cet équipement

- l'avenant 1 à la convention d'avance de trésorerie portant sur le report de la date du remboursement en 2020 au lieu de 2018.

Par délibération 15/1016/UAGP du 26 Octobre 2015, l'avenant 2 à la convention d'avance de trésorerie portant l'avance consentie de 4 500 000 euros à 9 500 000 euros a été approuvé.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la

Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et

obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n° T1600916C0.

Egalement, un avenant 3 à la convention d'avance de trésorerie signé le 17 juin 2016 a substitué la Métropole à la Ville. Cette convention porte le n° T1600915C0.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par délibération n°URB 019-1423/16/CM du 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 68 991 851 euros en augmentation de 15 384 995 euros. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur a été approuvée pour un montant de 4 124 906 euros.

L'objet du présent rapport est de soumettre au Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité concernant la ZAC du Vallon Regny établi au 31 décembre 2016, l'avenant n°11 à la convention de concession d'aménagement passée avec SOLEAM, l'avenant n°4 à la convention d'avance de Trésorerie

Activité de la concession sur l'année 2016 :

En 2016, l'aménageur a poursuivi des négociations amiables afin de maîtriser la dernière parcelle à acquérir pour la réalisation de la U522 tronçon sud. Cette négociation n'a pas aboutie et se poursuivra en 2017.

L'année 2016 a été principalement consacrée à la mise à plat du projet urbain dans le cadre des études confiées au groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Inddigo.

En ce qui concerne les travaux :

Les travaux de viabilisation du centre de gérontologie réalisés sur l'îlot I engagés en 2015, ont été finalisés au 1er trimestre 2016. La voie a été ouverte à la circulation publique et a été dénommée rue Martha HARTMANN.

Une clôture permettant de sécuriser l'usage du terrain de sport depuis le parvis du Collège Gyptis a été installée au 1^{er} trimestre 2016

Des travaux d'entretien des terrains, notamment d'élagage des arbres et de gestion des dépôts sauvages déversés ont été entrepris. Afin de limiter ces dépôts, les terrains appartenant à l'aménageur ont été clôturés et des ruches installées en partenariat avec un apiculteur local.

Perspectives pour l'année 2017 :

En ce qui concerne les acquisitions foncières :

L'aménageur devra poursuivre les négociations pour l'acquisition des parcelles d'assiette de la U522 tronçon Sud ainsi que sur le tronçon Nord.

En ce qui concerne les études, l'année 2017 sera consacrée à la poursuite des études urbaines et paysagères en vue de l'approbation d'un nouveau plan d'aménagement de la ZAC.

Les études préalables à la réalisation d'équipements scolaires seront engagées.

En ce qui concerne les travaux, ils consisteront à l'aménagement des espaces verts sur espaces publics au droit du centre de gérontologie Val de Régný.

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2016 s'établit comme suit :

Dépenses:

Sur l'exercice écoulé, les dépenses engagées s'élèvent à 579 652,35 euros en baisse de 519 915,65 euros par rapport aux prévisions liées principalement au report d'une partie des études sur 2017 décalées en attente de la réinterrogation du projet, au report de l'acquisition d'une emprise foncière pour les besoins de la U522 en 2017.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 20 767 255 euros soit 38% du budget prévisionnel à terme. Il se répartit sur les postes suivants :

- budget études : 240 069 euros soit 30% de réalisation par rapport au budget prévisionnel
- budget acquisition (dont U522) : 12 516 827 euros soit 81% de réalisation par rapport au budget prévisionnel
- budget travaux : 5 100 792 euros soit 18% de réalisation par rapport au budget prévisionnel
- budget dépenses annexes (y compris TVA résiduelle) : 904 904 euros soit 17% de réalisation par rapport au budget prévisionnel

- budget frais financiers : 823 894 euros soit 50% de réalisation par rapport au budget prévisionnel

- Rémunération de l'aménageur : 1 180 769 euros soit 37 % de réalisation par rapport au budget prévisionnel

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 70 176 133 euros TTC.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Études : 797 148 euros
soit 1% du coût de l'opération

- Acquisitions (dont U522) : 15 485 163 euros
soit 22% du coût de l'opération

- Travaux : 28 223 312 euros
soit 40% du coût de l'opération

- Dépenses annexes : 1 068 409 euros
soit 2% du coût de l'opération

- Frais financiers : 1 638 152 euros
soit 2% du coût de l'opération

- rémunération aménageur 3 735 507 euros
soit 5% du coût de l'opération

- Groupe scolaire 15 316 912 euros
soit 22% du coût de l'opération

- TVA résiduelle 3 911 530 euros
soit 6% du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en hausse de 1 184 282 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cet écart se justifie essentiellement par :

- une augmentation de 59 979 euros du budget études du fait des études urbaines liées à la refonte du projet de la ZAC et à la décision d'intégrer dans ces études les opérations immobilières situées hors ZAC.

- une augmentation de 1 086 967 euros du budget acquisitions du fait de la nécessité d'acquérir une nouvelle parcelle privée située au Nord de la ZAC (parcelle 847 A 199) pour la mise en œuvre du nouveau projet d'aménagement ainsi que l'acquisition de la Bastide des Trembles dont la sauvegarde et la mise en valeur est souhaitable dans le cadre du projet de ZAC.

- une baisse de 56 177 euros du budget travaux d'aménagement essentiellement liée à un ajustement des montants avec les coûts réels constatés, un réajustement des montants des travaux restant à réaliser et une réévaluation à la baisse des honoraires techniques.

- une baisse 243 709 euros concernant le budget des équipements scolaires pour rectifier une erreur présente dans le dernier bilan approuvé.

- une augmentation de 1 939 euros du poste Dépenses annexes lié au besoin croissant de gestion des terrains du fait de leur accessibilité nouvelle.

- une augmentation de 79 675 euros du poste Rémunérations lié à l'évolution des dépenses et recettes de l'opération.

- une augmentation de 13 577 euros du poste TVA résiduelle

- une augmentation de 242 030 euros du poste Frais Financier qui suit l'évolution du niveau de trésorerie de l'opération.

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 5 030 636 euros globalement conforme aux prévisions.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Au 31 décembre 2016, le montant des recettes cumulées hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, s'élève à 4 640 799 euros soit un taux d'avancement de 9% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- Cession de charges foncières 4 517 205 euros soit 9,30% du budget prévisionnel à terme

- Produits divers : 123 594 euros soit 9,2% du budget prévisionnel à terme

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 49 753 487 euros TTC hors participation des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, en hausse de 1 311 908 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cette hausse des recettes s'explique essentiellement par l'intégration d'une recette de participation constructeur de 1 200 000 euros TTC liée à un projet immobilier de 6 000 m2 de surface de plancher à développer prochainement suite à un appel à projet lancé par l'APHM sur une partie de son terrain situé Avenue Grand Pré/Bd de Ste Marguerite.

La hausse de ce poste est atténuée par une diminution de recettes de 630 721 euros HT. Dans le bilan précédent, la cession du foncier d'assiette des équipements scolaires à la Ville de Marseille a été comptée deux fois : en recettes de cession foncière et

dans le prix de cession des équipements scolaires. Cette erreur a été rectifiée.

Ce montant se décompose de la manière suivante :

- les cessions de charges foncières : 48 415 323 euros (97,31% des recettes de l'opération)
- produits divers et locatifs et produits financiers : 138 164 euros (0,27% des recettes de l'opération)
- les participations constructeurs : 1 200 000 euros (2.41% des recettes de l'opération)

Compte tenu des études en cours, la partie prévisionnelle du bilan sera amenée à évoluer après que le nouveau parti d'aménagement sera arrêté.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération s'élève à 1 512 647 euros, inchangée par rapport au dernier CRAC approuvé au 31 décembre 2015. Le paiement de cette participation a fait l'objet d'un versement par la Ville de Marseille, précédent concédant, en février 2015.

Le bilan dégage un boni de 18 185 euros qui sera à affecter ou à restituer au concédant en fonction des orientations d'aménagement qui seront validées à l'issue des études urbaines en cours menées par le nouvel urbaniste-conseil.

Participations des collectivités affectées aux équipements publics :

- Participation de la Ville de Marseille aux équipements scolaires :

Le groupe scolaire nécessaire aux besoins du futur quartier devait initialement être réalisé par la Ville de Marseille. Lors de l'approbation par le Conseil Municipal du 29 juin 2015 du CRAC , arrêté au 31 décembre 2014, il a été acté de faire réaliser cet équipement par l'aménageur dans le cadre de la concession.

La prise en compte des besoins générés par les opérations de logements aux abords de la ZAC a nécessité de renforcer les équipements scolaires ce qui a porté la participation globale de la Ville de Marseille à 15 560 621 euros correspondant au coût de réalisation, à l'acquisition du foncier , aux études, honoraires et à la rémunération du concessionnaire.

Le versement de cette participation a fait l'objet d'une convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole approuvée au Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 et au Conseil Municipal du 3 octobre 2016.

- Participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur :

Elle s'élève à 4 124 906 euros du fait de la répartition de la prise en charge des coûts de réalisation des équipements publics de la ZAC telle que prévue au programme des équipements publics modifié approuvé au Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

Son montant est inchangé au regard du précédent bilan mais son échéancier de versement est modifié de la manière suivante :

2018 :	325 979 euros
2019 :	1 220 568 euros
2020 :	1 220 568 euros
2021 :	1 220 568 euros
2022 :	137 243 euros

Avance :

Afin de financer un déficit de trésorerie provisoire, une avance d'un montant de 4 500 000 euros a été versée par la Ville de Marseille en 2012. Par ailleurs une augmentation de cette avance d'un montant de 5 000 000 euros actée par délibération de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a été versée par la Ville en 2016. Son remboursement par l'aménageur en un seul versement prévu en 2021 dans le dernier bilan approuvé est modifié et sera reporté en 2023, à l'échéance de la concession. Un avenant n°4 à la

convention d'avance de trésorerie n°T1600915CO pour acter cette modification est soumis à la présente assemblée.

Rémunération sur dépenses, prise par anticipation :

La ZAC Régnys a été freinée dans sa réalisation. Ceci entraîne un retard de rémunération pour l'aménageur. Ainsi, il a été acté lors de l'approbation du CRAC au 31 décembre 2013 de payer par anticipation une part de la rémunération sur dépenses.

La rémunération sur dépenses représente 1 432 513 euros selon le montant des dépenses actuelles. Au 31 décembre 2016, l'aménageur a déjà perçu 276 050 euros de rémunération et 375 767 euros d'avance sur rémunération.

Avenant n°11 à la convention de concession d'aménagement :

Il a pour objet d'approuver le nouvel échéancier de versement de la participation de la Métropole au coût des équipements public ainsi que le nouvel échéancier de versement des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

Solde de Trésorerie :

Il est négatif au 31 décembre 2016 pour un montant de - 4 654 276 euros.

Emprunts :

Les emprunts contractés au 31 décembre 2016 s'élèvent à 12 000 000 euros et ont été remboursés. Un emprunt de 6 000 000 euros sera contracté en 2017 par l'aménageur pour pallier la trésorerie négative de l'opération. Deux emprunts de 10 millions chacun seront contractés en 2019 et 2020 pour permettre le lancement des travaux de viabilisation concomitamment sur les secteurs Est et Ouest de l'opération. Les remboursements de ces emprunts s'étaleront entre 2019 et 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 et l'avenant n°11 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLÉAM et l'avenant 4 à la convention d'avance de trésorerie ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte-rendu annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC du Vallon Regny établi au 31 décembre 2016 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2 :

Est approuvée la participation à l'équilibre du bilan pour un montant de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille, précédant concédant.

Article 3 :

Est approuvée la participation de la Métropole pour un montant de 4 124 906 euros TTC à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur et dont le montant est inchangé par rapport au précédent bilan mais dont l'échéancier de versement est modifié de la manière suivante :

2018 :	325 979 euros
2019 :	1 220 568 euros
2020 :	1 220 568 euros
2021 :	1 220 568 euros
2022 :	137 243 euros

Article 4:

Est approuvé l'avenant n°11 à la convention de concession d'aménagement ci-annexé dont l'objet est de modifier l'échéancier de versement de la participation de la Métropole aux équipements publics ainsi que l'échéancier de versement des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

Article 5:

Est approuvé l'avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie ci-annexé dont l'objet est de reporter en 2023 le remboursement de l'avance de 9 500 000 euros prévu en 2021 au dernier bilan approuvé.

Article 6:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 011-2350/17/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté Saint Louis à Marseille 15ème arrondissement - Approbation de l'avenant 20 au contrat de concession MET 17/3956/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement à Marseille Aménagement avec entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Par délibération n°06/0643/EUGE du 19 juin 2006, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'une modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) afin de lancer une première opération de logements de 12 500 m² de SHON, s'inscrivant dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat, et de permettre la réalisation d'un équipement culturel.

Cette modification a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 29 juin 2007 puis la ZAC a été intégrée au PLU révisé approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2013.

La convention de concession a fait l'objet de 19 avenants portant notamment sur la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la modification de la participation de la Ville au coût de l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2018.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein

droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saint Louis a pour objectif initial de réaliser une opération de réhabilitation du site des anciens abattoirs de Marseille à vocation de logements, d'activités, d'implanter l'école de la deuxième chance et une Mosquée pour une constructibilité globale de 40 000m² SDP.

L'enjeu fort de cette opération est d'ouvrir ce territoire à la population des quartiers environnants en le réintégrant dans le tissu urbain et en améliorant les conditions d'accessibilité viaire et piétonne du site.

Par ailleurs la Ville de Marseille ayant résilié le bail consenti à l'association culturelle de la mosquée de Marseille par décision du Conseil municipal du 3 octobre 2016, il est envisagé d'orienter l'affectation de ce terrain pour des bureaux et pour de l'activité économique. L'indication d'un lieu de culte prévue dans l'OA Saint-Louis va être supprimée à l'issue de la procédure de la 3ème modification du PLU.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2016 et l'avenant 20 à la concession d'aménagement.

L'avancement de l'opération :

Dans le périmètre de la ZAC un ensemble immobilier de 148 logements sociaux et 19 logements en accession, un village d'entreprises et l'école de la deuxième chance ont été réalisés, plusieurs autres écoles se sont implantées modifiant ainsi les objectifs initiaux du programme : le conservatoire national des arts et métiers (CNAM), établissement d'enseignement supérieur de formation pour adultes, et une école privée catholique maternelle et élémentaire.

L'activité sur l'exercice écoulé (2016) :

Le terrain réservé pour un parking public lié au lieu de culte et à un futur tramway sera mis à la disposition temporaire du service de l'éclairage public de la ville de Marseille pour du stockage de matériel.

Le permis de construire par l'association formation et métier en vue de la réalisation d'une plateforme d'insertion innovante professionnelle a été déposé fin 2016 et celui déposé par l'association catholique pour la réalisation d'une cuisine centrale a été accordé le 19 Janvier 2017.

La SOLEAM a mené les études de confortement du mur de soutènement en limite du Boulevard Ledru Rollin et a réalisé l'évacuation des dépôts sauvages sur l'ensemble du site et les travaux de démolition de la halle aux cochons.

Les travaux de voiries et de réseaux divers qui se sont poursuivis et terminés en 2016 ont permis une mise en service en avril 2017 de la voie centrale du Nord de la ZAC reliant le boulevard Ledru Rollin à la place des abattoirs.

L'activité sur les années suivantes :

Il est prévu courant 2017 la signature des actes authentiques de vente en vue de la réalisation, de la plateforme d'insertion innovante professionnelle, de nouveaux locaux d'activités par la SOGIMA et d'une cuisine centrale pour les écoles catholiques.

La SOLEAM va également signer un compromis de vente pour la cession d'un terrain de 5000m² à la société ENEDIS qui souhaite y implanter un poste de distribution d'énergie électrique dans les années à venir lié au développement des quartiers Nord et à l'extension de l'opération d'Euroméditerranée.

Les travaux de confortement du mur de soutènement du boulevard Ledru Rollin ont démarré en janvier 2017 pour une durée de trois mois.

Les travaux de voiries et réseaux divers se poursuivront durant l'année 2018 afin d'achever la réalisation des voiries de la ZAC et permettre l'ouverture totale de ce site sur le quartier, les études de maîtrise d'œuvre étant engagées en avril 2017.

Le CRAC au 31 décembre 2016

Les dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses qui s'élèvent à 411 976 euros TTC, en baisse par rapport au prévisionnel (- 996 694), se répartissent ainsi :

- 20 344 euros TTC pour des études en diminution de 9 096 euros TTC, le prévisionnel sur l'année ayant été surestimé de 30%,
- 323 733 euros TTC pour des travaux de démolitions et de voirie. En diminution de 896 718 euros TTC par rapport aux prévisions, en raison principalement du report de paiement en début 2017 des travaux terminés fin 2016.
- 70 430 euros pour les honoraires techniques, montant en diminution de 2 768 euros en raison du paiement du solde du marché en 2017,
- 51 013 euros pour les dépenses annexes en augmentation de 20 129 euros en raison de l'augmentation des frais de gestion et de dépenses

non prévues au CRAC précédent (taxes foncières et assurances).

- 30 449 euros TTC de rémunération sur dépenses et sur recettes en diminution de 59 918 euros en lien avec la diminution des postes cessions et travaux,
- 32 euros TTC de frais financiers court terme en diminution en raison d'une trésorerie plus favorable que prévue,
- et enfin un crédit de TVA de -84 024 euros en augmentation de 43 978 euros suivant l'évolution des dépenses et recettes.

L'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 : les dépenses réalisées qui s'élèvent à 6 609 930 euros TTC soit 71 % du montant total des dépenses prévisionnelles se répartissent ainsi :

- 2 239 229 euros TTC pour le foncier soit 100 % du budget total de ce poste,
- 3 268 847 euros TTC pour les études, les démolitions, les travaux VRD et honoraires techniques soit 58% du budget total de ce poste,
- 495 669 euros TTC pour les dépenses annexes soit 90 % du budget total de ce poste,
- 594 757 euros TTC de rémunération soit 73 % du budget total de ce poste,
- 11 428 euros TTC pour les frais financiers soit 69 % du budget total de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses qui s'élèvent à 9 238 275 euros TTC, hors TVA reversée, sont en augmentation de 139 242 euros (+ 1,5%) par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2015 et se répartissent ainsi :

- 2 239 230 euros TTC pour le budget foncier qui est inchangé, l'ensemble des opérations d'acquisitions étant terminées,
- 5 622 130 euros TTC pour le budget études et travaux qui présente une augmentation de 122 681 euros TTC (+2,3%) par rapport au prévisionnel, suivant l'ajustement des études et des travaux réalisés et restant à mener,
- 550 134 euros TTC pour le budget des dépenses annexes, en augmentation de 14 593 euros TTC (+2,7%) par rapport au prévisionnel,
- 810 206 euros TTC pour le budget des rémunérations en augmentation de 12 680 euros TTC (+1,6%) suivant l'évolution des dépenses et recettes,

- et 16 576 Euros TTC pour le budget des frais financiers soit une diminution de 10 713 Euros TTC.

La part de chacun des budgets ci-dessus représente respectivement 24,3%, 60,8%, 6%, 8,7%, et 0,2% du montant total des dépenses de l'opération.

Les recettes :

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues d'un montant de 2 534 euros TTC correspondent à des produits financiers qui sont en hausse de 1686 Euros par rapport au prévisionnel.

Les recettes de cessions qui avaient été estimés à 124 512 euros TTC au précédent CRAC sont reportées d'une année en raison du décalage à 2017 des signatures d'actes de vente ou compromis avec les constructeurs.

L'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 : les recettes hors la participation d'équilibre s'élèvent à 4 014 211 euros TTC qui se répartissent ainsi :

- 3 927 978 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 67%,
- 86 233 euros TTC de produits de gestion locative et de produits financiers, soit 99% du poste.

Au terme de la concession les recettes globales de l'opération hors la participation d'équilibre qui s'élèvent à 6 116 655 euros TTC sont en hausse de 145 145 euros et se répartissent de la manière suivante :

- 6 029 914 euros TTC de cessions soit 98,6% des recettes globales, en augmentation de 124 947 (+2,4 % euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec le calcul de la TVA et l'actualisation de la charge foncière,
- 86 741 euros TTC de produits de gestion locative et de produits financiers soit 1,4 % des recettes globales, en augmentation de 2 198 euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec le niveau de trésorerie de l'opération.

La participation du concédant :

Elle s'élève à 3 146 211 euros dont 2 209 829 euros d'apport foncier (inchangé par rapport au CRAC précédent) et 936 382 euros en numéraire (inchangé par rapport au CRAC précédent).

Le foncier a été en totalité apporté par la Ville entre 2007 et 2013 et la participation numéraire a été versée en totalité par la Ville en qualité d'autorité concédante de l'opération d'aménagement jusqu'au 31/12/2015.

En conséquence la Métropole n'a pas de participation à verser à l'opération.

L'avance, la TVA et la trésorerie :

L'avance d'un montant de 170 000 euros qui avait été consentie par la Ville en 2003, a été remboursée en 2013.

A fin 2016, le crédit de TVA est de 282 071 euros, et la TVA reversée est de 542 219 euros, soit un déficit de 260 148 euros.

Au terme de l'opération la TVA reversée prévisionnelle s'élève à 24 082 euros.

Le solde cumulé de la trésorerie de cette opération qui s'élève à 290 344 euros au 31 décembre 2016 est plus favorable que prévue.

L'avenant 20 à la convention de concession,

Cet avenant soumis à l'approbation du Conseil prévoit de proroger la durée de la concession de deux ans portant l'échéance de cette convention au 2 février 2020 en raison des travaux d'aménagement décalés dans le temps de plus d'un an en lien avec les délais de cessions des terrains et des opérations de constructions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 et l'avenant n°20 au contrat de concession passée avec la SOLEAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement Saint Louis arrêté par la SOLEAM au 31 décembre 2016 ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvée la participation d'équilibre d'un montant de 3 146 211 euros inchangé au regard du CRAC établi au 31 décembre 2015 et dont l'intégralité a été versée par la Ville de Marseille.

Article 3

Est approuvé l'avenant n°20, ci-annexé, au contrat de concession de Saint Louis T1600902CO (n° Ville 98/055) portant l'échéance de la concession d'aménagement au 2 février 2020.

Article 4

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 012-2351/17/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements - Approbation de l'avenant 22 à la convention de concession MET 17/3950/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Par délibération n°91/481/U du 22 juillet 1991, le Conseil Municipal a approuvé l'extension du périmètre de l'opération d'aménagement, notamment sur les terrains propriétés de la Ville anciennement occupés par le Bataillon de Marins-Pompiers.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque» sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Le PLU révisé par la délibération de MPM du 28 Juin 2013 a intégré la ZAC de Saint Just.

Les évolutions de la programmation initiale ont conduit à modifier le programme des équipements publics de la ZAC qui a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2013 puis par délibération du conseil municipal du 28 avril 2014.

La convention d'aménagement a fait l'objet de plusieurs avenants en vue d'adapter la concession sur les dispositions législatives, sur la participation de la Ville au coût de l'opération, sur la durée de la convention et sur le transfert de la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se

substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600913CO (ex n°90/108) notifié à la Ville le 3 Juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par avenant n°21 approuvé par le Conseil de la Métropole lors de la séance du 17 octobre 2016, la durée de la concession a été prorogée de deux années portant son échéance au 12 mars 2019.

Cette opération a pour objectif de réaliser les aménagements aux abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et permettre une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Les projets de construction totaliseront à terme 50 000 m² de surface de plancher dont 43 000 m² en logement et le solde en bureaux, activités, commerces.

La délibération du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 a approuvé le dernier Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2015 prévoyant la participation d'équilibre de l'opération à la charge de la Métropole d'un montant de 498 888 euros et la participation aux équipements publics de 1 224 000 euros TTC, cette dernière prévue par convention tripartite entre MPM, la Ville de Marseille et la SOLEAM.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le CRAC établi au 31 décembre 2016 et l'avenant n°22 à la concession portant sur l'augmentation de la participation de la Métropole à l'équilibre de l'opération et au coût des équipements.

Le CRAC présente un bilan consolidé des opérations de la concession situées dans la ZAC de Saint Just et en dehors de celle-ci (îlot Meyer).

Avancement de l'opération :

L'aménagement de la ZAC a démarré par la réalisation du parvis de la salle de spectacle du Dôme et de l'hôtel du Département, de la gare d'échanges BUS/métro qui sont achevés depuis plusieurs années.

Les travaux de voiries et de réseaux divers sont menés actuellement sur les îlots Sainte Adélaïde et Meyer avec la requalification des voies existantes et la connexion de ce secteur à la voie nouvelle reliant le boulevard Fleming et le boulevard du Maréchal Juin.

L'activité sur l'exercice 2016

Les travaux ont porté sur la réalisation des nouvelles voies d'accès à cette zone depuis le boulevard Fleming et de sortie vers le boulevard du Maréchal Juin, sur la requalification du boulevard Meyer, sur la démolition d'un bâtiment industriel désaffecté à l'angle de l'avenue de Saint-Just et de la rue Ste Adélaïde et sur le réaménagement du jeux de boules du centre d'animation municipal Meyer.

La SOLEAM a finalisé les études de réaménagement de la plateforme logistique du Dôme et a mené les négociations avec Post Immo sur l'acquisition du parking du tri postal qui sera affecté au stationnement des poids lourds de la salle de spectacles. Par ailleurs la Poste achètera à la SOLEAM le foncier à l'angle de l'avenue de St Just et de la rue Ste Adélaïde, au 42 avenue de St Just, pour assurer le fonctionnement du centre de tri.

La société AMETIS et sa filiale IDEOM ont acquis en novembre 2016 le terrain pour la réalisation d'un programme de 28 682 m² en vue de réaliser «la Calanque» à dominante de logements suivant le permis de construire modificatif délivré le 30 août 2016.

La société PROGEREAL a démarré fin 2016 le chantier de constructions du programme de logements le Patio des Chartreux et de l'Hôtel le Décisium.

Les perspectives 2017 et suivantes

La SOLEAM passera les actes de ventes du terrain sis 42 avenue de St Just avec la Poste et prendra en charge les aménagements du terrain et les travaux de reconfiguration du centre de tri nécessaires au fonctionnement (retournement des quais).

Les études de maîtrise d'œuvre pour les travaux de VRD de la rue Sainte Adélaïde et les études de la liaison piétonne du Bd St Bruno vers le métro sont à engager.

L'ensemble de ces travaux ainsi que les travaux de la plateforme logistique du Dôme seront à mener en coordination avec les opérations de constructions entre 2017 et 2019.

Le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2016

Les dépenses :

- sur l'exercice écoulé les dépenses qui s'élèvent à 3 342 852 euros TTC contre 4 022 809 euros TTC prévus au CRAC précédent, se répartissent ainsi :
- 57 241 euros TTC pour les études générales, en augmentation (422 euros) par rapport au prévisionnel sur le poste études, par ajustement des études techniques,

- 2 285 930 euros TTC pour les travaux en diminution (- 744 126 euros) par rapport au prévisionnel en raison du report de travaux de VRD et du report de paiement de travaux terminés fin 2016 en attente de la procédure de réception début 2017.
- 44 409 euros TTC pour les dépenses annexes en augmentation (+18 254 euros) due à des frais de gestion non prévus tels que des constats d'huissier,
- 306 108 euros TTC de rémunérations en diminution (-26 009 euros) en lien avec la diminution du poste travaux,
- et 15 482 euros pour les frais financiers à court terme en augmentation suivant l'évolution de la trésorerie.
- état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016, les dépenses réalisées (compris la TVA sur marge de 3 396 euros) qui s'élèvent à 19 068 743 euros TTC, soit 81 % du montant total des dépenses prévisionnelles, se répartissent ainsi :

- 8 441 363 euros TTC pour le foncier soit 85% du budget foncier total prévisionnel,
- 1 204 409 euros TTC pour les études soit 93% du budget études total prévisionnel,
- 7 060 941 euros TTC pour les travaux soit 70% du budget travaux total prévisionnel,
- 859 408 euros TTC pour les dépenses annexes soit 98 % du budget dépenses annexes total prévisionnel,
- 1 380 020 euros TTC de rémunérations soit 85,5 % du budget rémunération total prévisionnel,
- 119 206 euros TTC pour les frais financiers soit 100% du montant total prévisionnel des frais financiers.

- Au terme de la concession, les dépenses qui s'élèvent à 23 939 412 euros TTC sont en augmentation de 739 256 euros TTC par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2015 ; elles se répartissent ainsi :

- 9 953 428 euros TTC pour le budget foncier (41% du total des dépenses) en diminution de 267 841 euros en lien avec le montage prévu avec la Poste,
- 1 293 933 euros TTC pour le budget études générales (5,4 % du total des dépenses) en augmentation de 69 446 Euros TTC en lien avec des travaux d'aménagement restant à

mener (liaison piétonne, travaux de parachèvement),

- 10 053 979 euros TTC pour le budget travaux et honoraires techniques (53 % du total des dépenses) en augmentation de 897 168 € TTC, cette hausse est due principalement aux travaux de réaménagement de la zone logistique du DÔME, de reconfiguration du centre du tri Postal, de réseaux sous les voies nouvelles, et d'honoraires techniques liés aux études sur le Bâtiment du Dôme,
- 1 629 745 euros TTC de rémunérations (6,8% du total des dépenses) en augmentation de 5763 euros liée à l'évolution des dépenses,
- 879 931 euros TTC pour le budget des dépenses annexes (3,6 % du total des dépenses) qui est en augmentation de 2 %,
- et 125 000 euros pour les frais financiers à court terme (0,5% du total des dépenses) en augmentation (+15 441) liés à l'évolution de la trésorerie de l'opération.

Les recettes :

- Sur l'exercice écoulé, les recettes d'un montant 7 159 531 euros TTC correspondent au versement de la vente de l'îlot Ste Adélaïde d'un montant de 6 547 531 euros TTC en diminution de 277 313 euros en lien avec l'actualisation du prix de vente et au versement par la Métropole de la participation aux voies nouvelles d'un montant de 612 000 euros TTC.

• Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016, les recettes s'élèvent à 21 548 763 euros TTC dont :

- 18 871 241 euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 99 %,
- 675 134 euros TTC pour les produits divers et financiers, soit près de 100% de ces postes,
- et 2 002 388 euros TTC de participations des Collectivités soit 41% des participations totales.

• Au terme de la concession, les recettes globales prévisionnelles s'élèvent à 24 590 737 euros TTC (en augmentation de 487 838 euros TTC par rapport au CRAC précédent) et comprennent :

- les produits divers et financiers d'un montant de 676 258 euros TTC (2,8% des recettes totales) qui sont en augmentation de 1 692 euros TTC en lien avec la trésorerie de l'opération,

- les recettes de cessions et de participation constructeurs d'un montant de 19 062 041 euros TTC (84% des recettes totales) qui sont en diminution 1 249 636 euros TTC liée principalement au montage avec la

Poste qui remembre à destination de parking un terrain précédemment destiné à une opération immobilière.

-les participations, d'un montant de 4 852 438 euros TTC (19.7% des recettes totales), elles comprennent:

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération qui passe de 1 889 276 euros à

3 170 118 euros, soit une augmentation de 1 280 842 euros.

1 390 388 euros ont déjà été versés par la Ville de Marseille avant le transfert de l'opération à la Métropole, le solde : 1 779 730 euros sera versé par la Métropole selon l'échéancier suivant :

2018 : 1 100 000 euros

2019 : 679 730 euros

la Métropole participe à la réalisation des voies nouvelles d'insertion entre le boulevard Fleming et le boulevard du Maréchal Juin pour un montant qui passe de 1 224 000 euros TTC à 1 682 320 euros TTC (6,8 % des recettes totales) soit une augmentation de 458 320 euros TTC en raison de l'augmentation du budget des travaux et honoraires techniques de ces ouvrages.

La trésorerie et la TVA

Le solde cumulé de trésorerie de l'opération est positif (+ 1 526 396 euros) au 31 décembre 2016 en lien avec l'évolution des dépenses et des recettes.

La TVA reversée au terme de la concession s'élèvera à 651 325 euros.

Avenant à la concession

L'avenant 22 à la concession d'aménagement T1600913CO (ex 90/108) soumis à notre assemblée a pour objet :

- d'approuver l'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre d'opération qui passe d'un montant 1 889 276 euros TTC à 3 170 118 euros ainsi que l'échéancier de versement du solde suivant :

2018 : 1 100 000 euros

2019 : 679 730 euros

- d'approuver la participation de la Métropole à la réalisation des voies nouvelles qui passe d'un montant de 1 224 000 euros à 1 682 320 euros TTC ainsi que l'échéancier de versement :

2016 : 612 000 euros déjà versés,

2017 : 1 070 320 euros

La convention tripartite n°15/1755 entre MPM/Ville/SOLEAM qui a mis en place cette participation aux équipements publics alors que Ville était l'autorité concédante n'a pas lieu d'être maintenue, aussi il est proposé à notre assemblée d'approuver sa résiliation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement passée avec SOLEAM.

Délibère

Article 1:

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC Saint Just établi au 31 décembre 2016 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2:

Est approuvé le montant de la participation en numéraire à l'équilibre du bilan qui est maintenu à

11 251 000 euros et a été intégralement versé par la Ville de Marseille au 31 décembre 2016.

Article 3:

Est approuvée la participation en apport foncier de la Métropole à l'équilibre du bilan pour une valeur estimée à 260 000 euros.

Article 4:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous documents relatifs à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 013-2352/17/CM

■ Approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan MET 17/3940/CM

La ZAC de Saumaty Séon a été créée par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°87/398/UCV du 10 juillet 1987 et son dossier de réalisation approuvé le 11 mars 1988 par délibération n°88/114/UCV.

La réalisation de l'opération a été confiée par la Ville de Marseille en concession à Marseille Aménagement (anciennement SOMICA), devenue depuis SOLEAM, par délibération n°88/598/UCV du 8 novembre 1988 approuvant la convention (traité et cahier des cession) n°89/017 notifiée le 13 janvier 1989.

L'avenant n°15 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600905CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saumaty -Séon, qui s'étend sur 60 ha dans les quartiers Nord de Marseille (16ème arrdt) a pour objectif de promouvoir le développement d'activités industrielles, artisanales et tertiaires sur les friches des

tuileries de Marseille localisées aux abords des noyaux villageois de St André, St Henri et l'Estaque, tout en permettant la production limitée de logements en frange immédiate de ces noyaux villageois.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à trois reprises par délibérations n°91/519/U du 30 septembre 1991 et n°98/272/DUC du 20 juillet 1998 et par délibération du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°AEC 003-482/11/CC du 8 juillet 2011.

La dernière modification du PAZ a principalement permis d'adapter ou supprimer des emplacements réservés pour espaces publics (voiries, places et cheminements piétonniers) et pour équipements publics (école, jardin, etc.) dont la réalisation n'était plus nécessaire et de modifier les zonages de plusieurs terrains pour adapter leur constructibilité à leur environnement urbain.

La ZAC de Saumaty-Séon a été intégrée au PLU dont la révision a été approuvée par délibération n°AEC 001-377/13/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013. Les zonages spécifiques de la ZAC ont été remplacés par des zonages de droit commun du PLU en maintenant la répartition entre secteurs dédiés à l'activité et au logement.

Les objectifs en termes de production de surface de plancher sont de 140 000 m² SDP de locaux d'activité et 60 000 m² SDP de logement.

La convention de concession a fait l'objet de plusieurs prorogations de durée. L'avenant n°19 approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 a prorogé la durée de la concession de deux années, jusqu'au 13 janvier 2019.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Les objectifs de la ZAC sont quasiment atteints. La commercialisation des terrains est en cours d'achèvement et les équipements publics sont réalisés à plus de 95%.

- Maîtrise foncière :

La SOLEAM doit encore acquérir à titre gratuit environ 2000 m² de foncier auprès de la Métropole (dont 500 m² au n°1 impasse Guichard, 1 130 m² en bordure Nord-Ouest du "mail des écoles de Saint Henri" et 86 m² à la traverse de la Vente). Ces emprises foncières doivent être transférées, en 2017, par la Ville à la Métropole.

La SOLEAM doit également mener à son terme la procédure de résolution judiciaire de la vente à la SCI AWAL de l'immeuble des n°63 et 65 rue Condorcet, suite au non respect des engagements pris par l'acquéreur en termes de réhabilitation du bâti existant. Un jugement du TGI du 14 mars 2017 a prononcé la résiliation de la vente.

Les emprises foncières appartenant encore à la SOLEAM correspondent essentiellement aux terrains d'assiette des voies publiques aménagées dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC qui n'ont pas encore été rétrocédées à la Métropole, aux emprises des derniers ouvrages de voirie à aménager et à 4 terrains à bâtir restant à commercialiser.

- Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Le cumul des commercialisations engagées a permis la construction d'environ 167 700 m² de surface de plancher (soit 84% de l'objectif de 200 000 m² sdp) dont 112 900 m² pour de l'activité (soit 80% de l'objectif de 140 000 m² sdp) et 54 800 m² pour du logement (soit 91% de l'objectif de 60 000 m² sdp).

Depuis 2013, Il ne reste plus qu'environ 5 600 m² de terrains commercialisables répartis entre plusieurs tenements fonciers de petite taille. La constructibilité de ces terrains est estimée à 4 800 m² sdp.

- Aménagement des équipements publics :

La quasi-totalité des équipements publics de la ZAC a été réalisée avec notamment les voies de desserte de la zone, un stade, un parc, une Maison pour Tous, des parkings et places publics ainsi que l'ensemble des réseaux publics nécessaires à l'opération.

Il reste à réaliser quelques travaux de parachèvement de voies (essentiellement la reprise ou le traitement définitif des revêtements de chaussées et de trottoirs) et quelques aménagements destinés à améliorer la trame circulaire du secteur.

Le dernier CRAC (Compte Rendu Annuel à la Collectivité), approuvé par le Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, est celui arrêté au 31 décembre 2015.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE:

- Maîtrise foncière :

En 2016, la SOLEAM a acquis la parcelle 910 I 205 auprès de la copropriété du 120 rue Condorcet (cette parcelle constituant une partie de l'emprise de la voie de bouclage à aménager par la SOLEAM entre la rue Maurras et la contre-allée de l'Av André Roussin).

Les acquisitions, à titre gratuit, auprès de la Métropole des terrains à bâtir du n°1 impasse Guichard et du Mail des écoles de St Henri (ainsi que de la parcelle 908 I 142 entrant dans l'assiette du PC délivré à Mme Célik) n'ont pu aboutir en 2016. Elles auront lieu en

2017 après le transfert du foncier concerné par la Ville à la Métropole.

- Commercialisation de terrains:

En 2016 la SOLEAM a cédé un terrain non constructible de 500 m² aux consorts Rouvière.

La cession à l'association Corail (maîtrise d'ouvrage déléguée à la LOGIREM) de la partie du terrain "Rouvière" devant accueillir un projet d'habitat participatif n'a pu déboucher sur la signature d'un compromis de vente en 2016. Ce compromis de vente a cependant été signé en Mars 2017 suite au règlement du contentieux qui existait entre la SOLEAM et les consorts Rouvière.

- Etudes:

Les études de maîtrise d'œuvre AVP et PRO relatives aux travaux de parachèvement des voies publiques et aux derniers travaux de VRD ont été poursuivies en 2016 sans pouvoir être achevées,

- Aménagement des équipements publics :

Seuls les travaux de parachèvement de la traverse de la Poste (réfection du revêtement des trottoirs) ont été réalisés en 2016.

Aucun autre chantier de travaux n'a été engagé par la SOLEAM en 2016, les études relatives aux travaux de parachèvement des voies et aux derniers travaux de VRD de la ZAC n'ayant pu aboutir et être validées en 2016.

- Permis de Construire :

PC délivrés en 2016 :

3 PC ont été délivrés en 2016 :

PC n°15 0892 - Jaguar Network – Av André Roussin - 5 176 m² sdp de bureaux

PC n°16 0119 – SCI SGP (Pages) – 30 av Fernand Sardou – extension de 1540 m² sdp de locaux d'activité

PC n°16 0328 – ARI – rue des frères Maurras – extension de 35 m² sdp par reconfiguration d'un bâtiment existant

Programmes immobiliers livrés en 2016 :

2 programmes de constructions ont été livrés en 2016 :

PC n°11 1024 – SCI de la Traverse – Traverse de la Vente - 8 logements en bande en accession – 775 m² sdp

PC n°11 1405 – SCI Cap Sud (Lazard Group) - rue Xavier Coste – 3 731 m² sdp de bureaux

Programmes immobiliers en cours de construction en 2016 :

PC n°12 0218 – Villa Flor 4 – rue du Dr Zamenhof – 2587 m² sdp de bureaux – livraison prévue en 2017

PC n°14 0425 – SCI Rabelais (Lazard Group) – 10 rue Rabelais – 2004 m² sdp de bureaux – livraison prévue en 2017

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES DEUX PROCHAINES ANNEES (2017 et 2018) :

- Maîtrise foncière:

La SOLEAM prévoit d'acquérir auprès de la Métropole les terrains à bâtir suivants :

- en 2017 TAB du Mail des Ecoles de St Henri (1 130 m²), TAB du n°1 impasse Guichard (500 m²) et une bande de terrain de 86 m² à céder à Madame Celik pour compléter l'assiette foncière de son PC délivré en 2012

Ces acquisitions sont conditionnées par le transfert des biens concernés de la Ville à la Métropole.

- en 2017 résolution de la vente du 63/65 rue Condorcet à la SCI AWAL

- Commercialisation de terrains:

En 2017 La SOLEAM projette de commercialiser les derniers terrains à bâtir de la ZAC :

- TAB "Rouvière" (cession prévue à l'association Corail / Logirem pour la construction de logements participatifs) - compromis de vente signé en mars 2017 (2 166 m² de terrain)

- TAB du Mail des écoles de St Henri (1 130 m² de terrain)

- TAB du n°1 impasse Guichard (440 m² de terrain)

- TAB de la rue des frères Maurras (907 m² de terrain)

- TAB du n°42 traverse Razzoli (932 m² de terrain)

Ces 5 terrains à bâtir représentent une emprise globale d'environ 5 600 m² pour une surface de plancher estimée à 4 800 m².

- Aménagement des équipements publics :

La SOLEAM projette de mettre en œuvre les derniers travaux de VRD et de parachèvement des voies de la ZAC :

- en 2017 dans le secteur Saumaty: élargissement et requalification de la traverse Va à la Mer, aménagement d'un cheminement piétonnier dans le prolongement de la traverse Saumaty, réfection des revêtements de chaussée et trottoirs de la voie sans nom entre la traverse du Cerisier et la rue J.J. Vernazza - Dans le secteur de Séon: réfection du revêtement des trottoirs de la rue des frères Maurras et maillage de cette rue avec la contre-allée André Roussin, remise en état de l'aire de jeux centrale vandalisée du Mail des écoles de St Henri

- en 2018 dans le secteur de Séon : élargissement des trottoirs du carrefour Rabelais / Pelas au niveau du n°1 impasse Guichard.

- Permis de Construire :

Il est envisagé que soient déposés 5 permis de construire représentant une surface de plancher globale estimée à 4 800 m² majoritairement affectés à de l'activité.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 s'établit comme suit :

DEPENSES:

* Sur l'exercice écoulé:

Sur l'exercice 2016, les dépenses s'élèvent à 334 158 euros, soit une baisse de 290 747 euros (- 47%) par rapport aux prévisions du bilan précédent (624 905 euros).

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse des dépenses de travaux et honoraires techniques (- 169 120 euros) consécutive :

- à la suspension des études de maîtrise d'œuvre relatives aux derniers travaux de VRD et à la non utilisation de la provision pour honoraires techniques relatifs aux travaux de parachèvement avant rétrocession des ouvrages à la Métropole Aix-Marseille-Provence (-60 990 euros)
- à la non réalisation en 2016 des travaux de remise en état de l'aire de jeux centrale du Mail des écoles de St Henri (-19 856 euros) et la non consommation de la provision pour travaux de parachèvement des VRD avant remise des ouvrages à la Métropole (-102 000 euros)

- d'une baisse du budget foncier (- 188 029 euros) qui découle principalement du report en 2017 de l'acquisition auprès du Concédant (apport foncier) du terrain à bâtir du Mail des écoles de St Henri (- 180 000 euros), suite au retard pris par la procédure de transfert des biens communaux à la Métropole

- d'une baisse des dépenses annexes (-7 040 euros) résultant de la non-utilisation de la provision pour frais

de commercialisation (-10 000 euros) partiellement compensée par une légère hausse des frais de gestion (+2 960 euros)

- d'une baisse des rémunérations de la SOLEAM (-7 040 euros) résultant de la baisse des dépenses et des recettes par rapport aux prévisions

- de l'encaissement d'un crédit de TVA remboursé de 19 521 euros permis par une gestion globale des opérations de concession

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2016:

Au 31 décembre 2016 le montant cumulé des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 39 833 242 euros, soit 97% du montant des dépenses figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (41 161 880 euros). Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses foncières : 9 979 062 euros, soit 96% du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (10 369 343 euros),

- dépenses travaux (Honoraires techniques + Mise en état des sols + Travaux): 17 828 217 euros, soit 91% du budget travaux figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (19 508 299 euros),

- dépenses annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Dépenses non rémunérables + Frais de commercialisation) : 2 588 987 euros, soit 98% du budget des dépenses annexes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (2 653 543 euros),

- rémunérations de la SOLEAM : 2 488 018 euros, soit 90% du budget des rémunérations figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (2 750 606 euros),

- frais financiers : 4 263 110 euros, soit 100 % du budget des frais financiers figurant au bilan prévisionnel de la ZAC, l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée,

- TVA Perdue: 29 864 euros, soit 100% du budget TVA figurant au bilan prévisionnel de la ZAC,

- TVA Résiduelle: 2 655 982 euros, soit 166% de la TVA Résiduelle à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (1 587 114 euros). La SOLEAM prévoit l'encaissement du trop versé en 2017 (570 064 euros) et en 2018 (498 804 euros).

Au terme de l'opération:

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA Résiduelle comprise, s'élève à 41 161 880 euros. Il se répartit principalement entre budget "foncier" (25%), budget "travaux" (47%), budget "dépenses annexes" comprenant les charges de gestion, les impôts fonciers, les dépenses non rémunérables et les frais de commercialisation (6,5%), budget "rémunérations

de l'aménageur" (6,5%), budget "Frais financiers" (10,5%) et TVA résiduelle (4%). Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé.

Le montant prévisionnel total des dépenses augmente de 63 499 euros, soit + 0,1 %, par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2015 (41 098 381 euros). Cette faible augmentation s'explique principalement par:

- une hausse du budget foncier (+32 253 euros) consécutive à la prise en compte des frais d'acquisition relatifs aux apports fonciers de la Métropole et à des études supplémentaires (faisabilité / pollution / géotechniques, etc.) à engager au titre des études générales,

- une hausse du budget travaux (+154 130 euros) consécutive à la nécessité de passer un nouveau marché à bon de commande pour évacuer des matériaux pollués, à une anticipation de la présence d'amiante dans la maison à démolir du n°1 impasse Guichard, à des ajustements des montants des travaux d'aménagement par rapports aux estimations des maîtres d'œuvre ou dépenses effectives.

Il est à noter que le montant des postes "parachèvement des ouvrages avant rétrocession" a été maintenu au niveau de celui du bilan prévisionnel du CRAC au 31 décembre 2015 (305 584 euros) pour ne pas réduire le montant de la participation d'équilibre qui sera définitivement arrêté à la clôture de la concession d'aménagement prévue le 13 janvier 2019.

La hausse des budgets fonciers et travaux est partiellement compensée par une baisse de la TVA Résiduelle (-112 011 euros).

RECETTES :

Sur l'exercice écoulé

Sur l'exercice 2016 le chiffre d'affaire, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 334 158 euros, en baisse de 290 747 euros (- 46,5%) par rapport aux prévisions.

Cet écart s'explique principalement par :

- le décalage en 2017 de l'encaissement du complément de prix SCI SJP pour attribution de sdp supplémentaire (-39 000 euros)

- le décalage en 2017 des signatures des compromis de vente relatifs au terrain non constructible "Rouvière" et aux terrains à bâtir "Rouvière" et du Mail des écoles de St Henri (-74 729 euros)

- le report en 2017 de l'apport foncier par la Métropole du terrain à bâtir du Mail des écoles de St Henri (suite

au retard pris par le transfert du foncier correspondant de la Ville à la Métropole)

·Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 39 805 166 euros, soit 97 % du montant total des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (41 161 880 euros). Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions de terrains pour construire de logements : 5 080 032 euros, soit 89,5% de ce poste à terme,
- cessions de terrains pour créer de l'activité : 17 563 259 euros, soit 97,5 % de ce poste à terme,
- subventions FEDER: 121 319 euros, soit 100% de ce poste à terme,
- participations constructeurs aux équipements: 169 016 euros, soit 100% de ce poste à terme,
- produits de gestion : 1 404 513 euros, soit 100 % de ce poste à terme.
- produits financiers: 301 738 euros, soit 99,5% de ce poste à terme,
- participations du Concédant (initialement la Ville puis la Métropole) à l'équilibre du bilan, en apport foncier et en numéraire: 14 518 544 euros, soit 98% de ce poste à terme,

·Au terme de l'opération:

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 41 161 880 euros. Il se répartit principalement entre cessions pour activités (44%), cessions pour logements (14%), recettes diverses comprenant participations constructeurs (0,5%), participations autres et autres taxables (0,5%), produits de gestion (3,5%) et produits financiers (0,5%), et les participations de la Ville et de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération (36%). Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

Le montant prévisionnel total des recettes augmente de 63 499 euros, soit + 0,1%, par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2015 (41 098 381 euros). Cette faible augmentation s'explique principalement par un ajustement des recettes de cessions (+60 211 euros) sur la base des sommes effectivement perçues et des montants figurant dans les compromis de vente signés.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Au 31 décembre 2016, l'aménageur a perçu auprès des constructeurs un montant cumulé de participations de 169 016 euros.

Le montant prévisionnel total des participations attendues au terme de l'opération s'élève donc à 169 016 euros, soit 0,5% des recettes figurant au bilan prévisionnel au 31 décembre 2016.

L'aménageur n'attend plus de versement de participations constructeurs.

PARTICIPATION DE LA METROPOLE A L'EQUILIBRE DU BILAN:

La participation en numéraire du Concédant à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre dépenses et recettes, s'élève à 11 251 000 euros. Elle est inchangée par rapport au dernier CRAC en vigueur.

Au 31 décembre 2016 la Ville, alors autorité concédante, a versé à la SOLEAM 11 251 000 euros de participations, soit 100% des participations en numéraire dues.

Le CRAC au 31 décembre 2016 ne prévoit plus aucun versement de participations en numéraire.

L'opération étant déficitaire, la Ville a apporté gratuitement son foncier. La participation en apport foncier de la Ville à l'équilibre de l'opération s'élève au 31 décembre 2016 à 3 267 544 euros.

Le CRAC au 31 décembre 2016 prévoit en 2017 un apport foncier par la Métropole estimé à 260 000 euros, inchangé par rapport au CRAC précédent, correspondant aux terrains à bâtir du Mail des écoles de Saint Henri et du n°1 impasse Guichard ainsi qu'à la parcelle 908 I 152 (entant dans le terrain d'assiette de Mme CELIK) , au titre de sa participation en nature à l'équilibre du bilan de la concession après que la Ville lui ait transféré ces terrains à titre gratuit.

CONVENTION D'AVANCE :

Il n'est pas prévu d'avance financière sur cette opération.

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2016, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 888 682 euros. Ce niveau de trésorerie est légèrement plus élevé que celui prévu au CRAC au 31 décembre 2015 (764 393 euros).

Le solde de trésorerie cumulé prévisionnel reste positif en 2017.

EMPRUNTS :

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts long et court terme.

Il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement passée avec SOLÉAM ;

Délibère

Article 1:

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC de Saumaty Séon établi au 31 décembre 2016 par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2:

Est approuvé le montant de la participation en numéraire à l'équilibre du bilan qui est maintenu à 11 251 000 euros et a été intégralement versé par la Ville de Marseille au 31 décembre 2016.

Article 3:

Est approuvée la participation en apport foncier de la Métropole à l'équilibre du bilan pour une valeur estimée à 260 000 euros.

Article 4:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous documents relatifs à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 014-2353/17/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la ZAC du Rouet à Marseille 10ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession et de l'avenant 2 à la convention d'avance
MET 17/3932/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis la création du parc du 26^{ème} Centenaire en 2001, la Ville de Marseille a poursuivi la requalification urbaine et la revitalisation du territoire Est marseillais et a souhaité afficher son ambition en créant le projet "Marseille Grand Est".

Le projet de ZAC du Rouet est basé sur la préservation du noyau villageois et sur la création à proximité du parc, principalement d'environ 1 100 logements, soit une quinzaine de programmes immobiliers.

Cette opération constitue un des projets de mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement approuvé en 2006 par le Conseil Municipal de Marseille.

La ZAC du Rouet, qui couvre une superficie d'environ 9,5 hectares, a pour vocation principale la construction de logements dont 20% à coût maîtrisé, avec la possibilité d'implanter des activités commerciales ou de services au rez-de-chaussée de certains immeubles.

Par délibération du 20 juillet 1998, la ville de Marseille a approuvé les objectifs d'aménagement de la ZAC du Rouet, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à la création de cette ZAC.

Le bilan de la concertation préalable a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 1^{er} mars 1999.

La convention de concession à Marseille Aménagement (SOLEAM aujourd'hui) ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil Municipal de la Ville de Marseille le 19 juillet 1999.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 17 juillet 2000.

Conformément à l'article 19 du cahier des charges de la concession n°99/410, le concessionnaire adresse chaque année un compte rendu financier au concédant (CRAC) pour approbation.

- Historique des principaux Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité initial, établi au 31 décembre 1999, a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 27 octobre 2000, avec un montant prévisionnel des dépenses à terme de 39,25 millions d'euros et des recettes s'élevant à 30,10 millions d'euros déterminant ainsi une participation de la Ville de Marseille d'un montant de 9,15 millions d'euros.

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2000 a permis d'étendre la mission de l'aménageur en matière de relogement aux propriétaires occupants, d'explicitier sa mission de relogement des locataires de porter la participation d'équilibre du bilan à hauteur de 10,74 millions

d'euros, de décider d'une rémunération forfaitaire de l'aménageur pour la mission de relogement d'un montant de 297 256 euros actée par avenant n°1 à la convention de concession.

Un avenant n°4 à la convention d'aménagement a permis d'étendre aux habitants de la rue Louis Rège le dispositif particulier du relogement déjà en place pour les locataires du reste de la ZAC et d'acter l'augmentation consécutive de la participation de la Ville de Marseille à l'équilibre de

l'opération (+ 718 000 euros) portant ainsi cette participation à 11,458 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2004 a augmenté la participation de la Ville de Marseille de 2,849 millions d'euros la portant à hauteur de 14,307 millions d'euros tenant compte de la hausse de l'immobilier.

Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité établis au 31 décembre 2005 et 31 décembre 2006 ainsi que l'avenant n°7 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 16 juillet 2007, avec un montant prévisionnel des dépenses porté à 70,363 millions d'euros, soit + 14,891 millions d'euros en raison notamment de l'actualisation du poste foncier. Les recettes, qui s'élèvent à 49,664 millions d'euros (+ 8,5 millions d'euros) déterminent une participation d'équilibre de la Ville de Marseille de 20,699 millions d'euros, soit + 6,392 millions d'euros par rapport au bilan précédent.

L'avenant n°8 à la convention d'aménagement a permis notamment de proroger jusqu'au 13 août 2012 la convention d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2008 ainsi que l'avenant n°9 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 5 octobre 2009 portant la participation de la Ville de Marseille à un montant de 21,55 millions d'euros en raison notamment de la hausse du poste foncier et des dépenses annexes (charges de gestion).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ainsi que l'avenant n°12 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 25 juin 2012 prorogeant d'une année supplémentaire la concession et maintenant la participation de la Ville de Marseille à 21,55 millions d'euros.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 ainsi que l'avenant n°15 ont été approuvés par délibération du 10 octobre 2014 augmentant la participation de la Ville de 328 894 euros en raison d'une augmentation du montant prévisionnel des travaux et des engagements pris par SOLEAM dans la promesse de vente d'un terrain à dépolluer.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille en date du 29 juin 2015 n'a pas modifié la participation de la Ville. L'avenant n°16 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015

a prorogé d'une année supplémentaire la durée de la concession portant son terme au 13 août 2017.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n°17 à la concession d'aménagement n° T1600904 CO (ex n°99/410) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 approuvé par délibération du Conseil Métropolitain en date du 17 octobre 2016 a augmenté la participation d'équilibre de 271 637 Euros, soit un montant de 22,15 millions d'euros en raison de la modification du programme de l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5. Dans ce cadre un avenant n°18 à la concession d'aménagement a eu pour objet de modifier l'échéancier de la

participation et de proroger d'une année la concession et un avenant de transfert à la Métropole de la convention d'avance a été conclu pour un remboursement de l'avance en 2017.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 :

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016.

Cette opération est proche de son terme avec une activité réduite du concessionnaire.

L'année 2016 a permis de retravailler sur le projet de la SCI le Régent portant sur les îlots 3.1, 3.4 et 3.5 sis rue Rège (projet EGIDE INTERFONCIA) avec une mission d'urbaniste conseil et un projet de concertation.

Des travaux de gestion urbaine ont également été réalisés (remplacement des potelets, protection des espaces verts...)

La cession du bien localisé 10-12 boulevard Jacquand a été réalisée pour un montant de 30 000 euros.

Pour les deux années à venir, il est prévu de modifier le PLU permettant la réalisation du nouveau projet sur l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5. Une réunion publique avec les riverains sera organisée en vue de présenter ce

projet. Une fois le nouveau permis de construire obtenu et purgé, la cession du foncier à la SCI le Régent qui constitue la dernière cession de l'opération, pourra être actée (second semestre 2017).

La rétrocession de certaines voies à la Métropole est également prévue, de manière à ce qu'elles soient incorporées dans le domaine public.

La cession du bien situé 9 rue Blanche sera engagée.

Des travaux de raccordement aux divers réseaux du futur projet des îlots 3.1, 3.4 et 3.5, ainsi que des travaux d'élargissement de la voie Charles Allé au droit du groupe scolaire restent à réaliser. Les travaux de construction du groupe scolaire sont en cours et l'ouverture est prévue pour septembre 2017.

D'autres voies feront l'objet de travaux de gestion urbaine dans l'attente de leur rétrocession.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2016, se présente de la façon suivante :

Dépenses :

Sur l'exercice 2016 :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

- Le montant total des dépenses sur l'exercice 2016 s'élève à 26 261 euros, en diminution de 18 787 Euros en raison d'un décalage pour l'essentiel des dépenses sur 2017.

- Les dépenses foncières s'élèvent à 2 376 euros, en diminution de 4 245 euros principalement en raison du décalage de la mission de l'urbaniste conseil sur 2017.

- Les dépenses de travaux s'élèvent à 4 920 euros, en diminution de 15 576 euros. Cette diminution correspond notamment à un décalage de travaux sur 2017.

- Les dépenses annexes s'élèvent à 18 965 euros, en augmentation de 2 146 euros en raison d'une sous-estimation du poste taxe foncière.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Le montant total des dépenses réalisées cumulées au 31 décembre 2016 s'élève à 67 490 616 euros ce qui correspond à un taux d'avancement de 91,3% du coût prévisionnel de l'opération.

Les dépenses pour le foncier au 31 décembre 2016 s'élèvent à 45 022 789 euros, ce qui correspond à un taux d'avancement proche de 100% du coût prévisionnel des dépenses relatives au foncier.

Les dépenses de travaux réalisées au 31 décembre 2016 s'élèvent à 10 908 110 euros, soit un taux d'avancement proche de 100% du coût prévisionnel des dépenses de travaux.

Les dépenses relatives aux dépenses annexes au 31 décembre 2016 s'élèvent à 11 559 717 euros, soit un taux d'avancement d'environ 95% du coût prévisionnel des dépenses annexes.

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est évalué à 73 945 673 euros. Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 45 026 473 euros, soit 60,9 % du coût de l'opération
- Travaux : 10 959 054 euros, soit 14,8 % du coût de l'opération
- Dépenses annexes : 15 443 493 euros, soit 20,9 % du coût de l'opération
- Frais Financiers : 2 516 653 euros, soit 3,4 % du coût de l'opération

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est en hausse de 138 455 euros en regard du dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie par la création d'une nouvelle dépense d'assistance à maîtrise d'ouvrage destinée à faciliter la rétrocession des ouvrages aux collectivités destinataires et de la rémunération du concessionnaire relative à la cession du bien situé au 9 rue Blanche (non prévue dans le CRAC précédent).

Recettes :

Sur l'exercice 2016 :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

- Les recettes totales (hors participation) s'élèvent à 37 588 euros conformes aux prévisions.
- Les recettes relatives aux cessions, aux participations constructeurs et aux produits financiers sont de 30 000 euros conformément aux prévisions.

Les recettes relatives aux produits de gestion et produits financiers s'élèvent à 7 588 euros.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2016 s'élève à 47 937 530 euros (hors participation d'équilibre), soit un taux d'avancement de 92,7% des recettes prévisionnelles de l'opération.

Les recettes relatives aux cessions au 31 décembre 2016 s'élèvent à 45 174 485 euros, soit 92,3% des recettes totales prévisionnelles.

Les recettes relatives aux participations constructeurs au 31 décembre 2016 s'élèvent à 740 960 euros, soit 100% des recettes prévisionnelles.

Les recettes en matière de produits de gestion et financiers au 31 décembre 2016 s'élèvent à 2 763 045 euros, soit 99,3% des recettes prévisionnelles.

Le montant prévisionnel total des recettes à terme, hors participation d'équilibre, s'élève à 51 685 736 euros, en hausse de 29 029 euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2015.

Les recettes à terme relatives aux cessions, s'élèvent à 48 902 935 euros, soit 94,6% des recettes totales, hors participation. Ce montant augmente de 20 400 euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2015 en raison de la baisse du montant de remboursement des frais de dépollution pour l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5.

Le montant prévisionnel des recettes à terme relatif aux produits de gestion, s'élève à 1 407 368 euros, soit 2,7% des recettes totales, hors participation. Ce montant diminue de 9 370 euros par rapport au CRAC précédent en raison de la résiliation du bail du bien situé 9 rue Blanche.

Le solde des recettes, déjà réalisées, correspond au remboursement par le promoteur de la concertation pour le projet de l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5 pour un montant de 18 000 euros, les produits divers pour un montant de 616 473 euros et aux participations constructeurs pour un montant de 740 960 euros.

Participation des collectivités à l'équilibre du bilan :

La participation des collectivités à l'équilibre de l'opération correspond à l'écart entre dépenses et recettes à terme ; elle s'élève à 22 259 935 euros, en hausse de 109 426 euros.

La participation déjà versée par la Ville de Marseille est de 21 549 981 Euros.

Le solde de la participation à la charge de la Métropole, désormais concédant, est porté de 600 531 Euros à 709 955 euros, dont 328 894 euros ont été versés en 2016.

Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2016, la trésorerie de l'opération se situe à 80 536 euros.

Le solde de trésorerie prévisionnel au 31 décembre 2017 est fixé à 48 798 euros.

Emprunts:

Le montant des emprunts contractés est de 18 897 961 euros. Ces emprunts ont à ce jour été remboursés.

Avenant n°19 :

Le présent rapport a également pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil métropolitain un avenant au traité de concession en vue de modifier le montant de la participation à la hausse et l'échéancier de son versement comme suit :

- 2017 : 171 938 euros

- 2018 : 209 123 euros

Avenant n°2 à la convention d'avance :

La convention d'avance passée initialement entre la Ville de Marseille et la SOLEAM a été transférée à la Métropole Aix Marseille Provence par délibération du 17 octobre 2016 (avenant n°1) avec un remboursement de l'avance de 3 000 000 euros par la SOLEAM à la Métropole en 2017.

Ce remboursement s'effectuera en fin d'opération en 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement passée avec la SOLEAM, l'avenant n°19 à la convention de concession d'aménagement et l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la convention de concession d'aménagement n° T1600904 CO de la ZAC du Rouet établi par la SOLEAM au 31 décembre 2016 et comprenant un bilan financier prévisionnel avec un budget de 73 945 673 Euros.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°19 à la convention de concession d'aménagement n° T1600904 CO de la ZAC du Rouet, ci-annexé, pour acter :

- l'augmentation de la participation d'équilibre de 22 150 511 euros à 22 259 935 euros

- le nouvel échelonnement du versement du solde de la participation par la Métropole d'un montant de 600 531 euros, 328 894 euros ayant été versés en 2017, selon l'échéancier suivant :

- 171 938 euros en 2017
- 209 123 euros en 2018

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention d'avance de trésorerie, ci-annexé, décalant le remboursement de l'avance au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une année.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à signer ces avenants et toutes pièces de dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 015-2354/17/CM

**■ Approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 20 à la convention de concession passée avec la Soleam
MET 17/3923/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Equipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc urbain d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le périmètre de l'opération du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Ce programme a été traduit dans les documents d'urbanisme. La modification n°2 du PLU approuvée

le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour permettre la réalisation de l'Allée des Calanques, ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

En cohérence avec les orientations définies dans le PLU, un nouveau programme des équipements publics a été approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015.

Une convention tripartite pour le versement d'une participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics de voiries, Allée des Calanques, portion de voie entre V6 et V7, parachèvement d'une partie de l'avenue de la Jarre, a été approuvée par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du 23 octobre 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le conseil municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation, le programme des équipements publics, la convention de financement tripartite ci-dessus mentionnée.

Dans ce contexte, une nouvelle étude d'impact a été réalisée en 2014 et sera jointe au futur dossier de déclaration d'utilité publique.

Par ailleurs, la Ville de Marseille s'est vue décerner en décembre 2015 le diplôme « engagé dans la labellisation » par le Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité pour l'Écoquartier du Parc des Calanques qui regroupe les quartiers en rénovation urbaine du « Secteur Hauts de Mazargues » dont la ZAC de la Jarre. Ce diplôme constitue une première étape pour créer des leviers vers la ville durable à l'échelle de ce territoire.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n°T1600903CO.

Au regard de cette substitution, la convention tripartite n°15/1885 concernant la participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics, ci-dessus mentionnée, n'a plus lieu d'être. Elle est donc abrogée.

Par ailleurs, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le 18 mai 2017 le projet de maîtriser plusieurs emprises foncières afin de terminer la réalisation des équipements publics de la ZAC de la Jarre. Il a également habilité le Président de la Métropole à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de SOLEAM.

Avancement global de l'opération :

L'aménagement de ce secteur est à ce jour très largement avancé.

La ZAC prévoit dans son programme global des constructions la création de 500 logements individuels et collectifs dont environ 400 ont déjà été réalisés.

Une part de cette production s'inscrit sur des terrains privés maîtrisés par les promoteurs.

De son côté, l'aménageur a commercialisé 19 520 m² de surface de plancher pour la réalisation de logements ce qui représente 94 % de la surface de plancher de logements à céder. Il a également commercialisé environ 8 000m² de la surface de plancher pour la réalisation d'activités ce qui représente 100 % de la surface de plancher d'activité à céder.

Au 31 décembre 2016, la plupart des équipements inscrits au programme des équipements publics de 1995 ont été réalisés. Les derniers aménagements achevés correspondent aux voies U545 (rue Irène Calmettes) et U590 (rue Yann de l'Ecotais). La voie U590, non prévue au PEP de 1995 a été inscrite en 2007 au document d'urbanisme pour améliorer le maillage viaire.

Approbation des récents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) :

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), établi au 31 décembre 2011, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°12/0719/DEVD du 9 juillet 2012. Le montant de la participation de la Ville s'élevait à 4 336 000 euros en diminution de 533 000 euros par rapport à l'année précédente.

Le CRAC établi au 31 décembre 2012, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°13/0475/DEVD du 17 juin 2013. Le montant de la participation de la Ville restant inchangé par rapport au CRAC précédent. L'avenant n°15 à la convention de concession, notifié le 14 mars 2014 a permis de

transférer la concession à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14/0582/UAGP du 10 octobre 2014. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération était en augmentation de 503 372 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à des dépenses à engager pour assurer la desserte d'opérations immobilières en cours de réalisation ainsi que pour compenser l'augmentation du poste « mise en état des sols ».

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°15/0472/UAGP du 29 juin 2015. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération d'un montant de 4 839 739 euros était inchangée par rapport au CRAC précédent.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par la délibération du Conseil de Métropole n°16/1647/CM du 17 octobre 2016. La participation à l'équilibre du bilan était en augmentation de 211 208 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à l'actualisation du montant de certains travaux.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 et l'avenant n°20 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Activité de la concession sur l'année 2016 :

En 2016, l'aménageur a finalisé l'acquisition d'une emprise de 1 633 m² formant partie de l'ilôt UzjC6 qui fera prochainement l'objet d'un appel à candidatures pour la réalisation d'une opération de logements.

En ce qui concerne les travaux, la SOLEAM a finalisé la voie U590 (rue Irène Calmettes) sur une portion de 150 m ainsi que le carrefour Avenue de la Jarre/rue Yann de l'Ecotais avec mise en sens unique de l'Avenue.

L'aménageur a engagé des travaux de démolition d'une bâtisse située au n°77 avenue de la Jarre.

Par ailleurs la 2^{ème} tranche du programme immobilier « La Madrague » a été livrée en novembre 2016 pour 30 logements.

En ce qui concerne les études, la SOLEAM a missionné un bureau d'études pour envisager la mise hors d'eau et hors d'air de la Serre et des bâtiments situés au 40B Av de la Jarre. Les travaux sur ces bâtiments ont été effectués en 2017.

Par ailleurs, un bureau d'étude a été missionné pour concevoir un parking sur l'îlot UzjE4 pour répondre notamment aux besoins en stationnement du futur Parc de la Jarre.

Enfin au cours de l'année 2016, SOLEAM a désigné le Groupement Guillermin/A&TU pour concevoir l'aménagement de la portion de l'Allée des Calanques traversant la ZAC, le traitement du débouché de l'impasse Karabadjakian sur le Chemin du Roy d'Espagne, le retournement de l'accès à la copropriété « Castel l'Arenas », le parachèvement d'une partie de l'Avenue de la Jarre au droit des nouveaux programmes immobiliers « La Madrague » et le « Parc de Manon » ainsi que des missions complémentaires liées au montage du dossier de DUP.

Perspectives pour les années à venir :

Les acquisitions foncières liées aux travaux des voies U590 et U545 seront finalisées en 2017.

Un dossier d'enquête préalable à la DUP sera déposé en Préfecture en juin 2017 permettant de mettre en œuvre plusieurs acquisitions foncières liées à la réalisation du Parc de la Jarre, du bouclage de l'impasse Karabadjakian sur le chemin du Roy d'Espagne et à la réalisation de l'Allée des Calanques.

Par ailleurs, il est envisagé de lancer à l'automne 2017 un appel à projet en vue de la commercialisation de l'îlot UzjC6 pour environ 40 logements.

Les études liées à la conception de l'Allée des Calanques, le traitement du débouché de l'impasse Karabadjakian sur le Chemin du Roy d'Espagne, le retournement de l'accès à la copropriété « Castel l'Arenas » et le parachèvement d'une partie de l'Avenue de la Jarre se poursuivront en 2017 avant la mise en œuvre des travaux à partir de 2018.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2016, les dépenses s'élèvent à 1 376 592 euros TTC, en augmentation de 635 649 euros par rapport aux prévisions, ce qui est dû principalement aux dépenses de maîtrise foncière en hausse de 765 056 euros du fait de l'acquisition par l'aménageur d'une emprise foncière sur l'îlot UzjC6 initialement programmée en 2017.

Par ailleurs, le budget travaux n'a été engagé que partiellement par rapport aux prévisions. Le poste Imprévus et Aléas d'un montant de 100 000 euros, budgétisé en 2016 n'a pas été consommé. L'écart entre le prévisionnel et le réalisé est en baisse de 101 221 euros.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 19 500 784 euros soit 75 % du budget prévisionnel à terme. Il se répartit selon les postes suivants :

- dépenses foncières : 8 609 134 euros soit 73 % du budget prévisionnel à terme,
- dépenses Etudes : 713 446 euros soit 93% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses travaux : 5 657 823 euros soit 64% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses démolitions : 687 838 euros soit 97 % du budget prévisionnel à terme,
- dépenses annexes (y compris TVA résiduelle): 1 525 363 euros soit 148% du budget prévisionnel à terme,
- dépenses rémunération : 1 632 624 euros soit 76 % du budget prévisionnel à terme,
- frais financiers : 674 556 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,

Le montant total des dépenses envisagées au terme de l'opération s'élève à 25 400 043 euros TTC (soit 23 497 437 euros HT). Il se répartit entre :

- budget foncier : 11 718 798 euros soit 46% du coût de l'opération ;
- budget Etudes : 763 804 euros soit 3% du coût de l'opération ;
- budget travaux : 8 864 194 euros soit 35 % du coût de l'opération ;
- budget démolitions : 706 045 euros soit 3% du coût de l'opération ;
- dépenses annexes : 520 198 euros représentant 2% du coût de l'opération ;
- rémunération : 2 152 447 euros représentant 8% du coût de l'opération ;
- frais financiers : 674 557 euros soit 3 % du coût de l'opération.

Le montant des dépenses à terme est en augmentation de 1 129 096 euros HT par rapport au dernier bilan approuvé. Cet écart, lié à une sous estimation initiale de certains postes par l'aménageur, se justifie notamment par :

- une augmentation de 334 704 euros HT du budget foncier lié au fait que les études de maîtrise d'œuvre lancées en 2016 ont permis de préciser les emprises à élargir pour certaines voies notamment pour la création de l'Allée des Calanques.

- une augmentation de 139 252 euros HT du budget Etudes qui résulte notamment des missions de géomètre en lien avec le montage de la DUP.

- une augmentation de 735 986 euros HT du poste travaux qui tient compte des nouvelles estimations issues des études de maîtrise d'œuvre concernant les travaux à réaliser sur la V3, l'Allée des Calanques ainsi que le retournement de l'accès à la Copropriété Castel Arénas . Ce poste intègre également une augmentation de 200 217 euros du poste Imprévus et Aléas ainsi qu'un budget de 84 030 euros lié à la mise hors d'eau et hors d'air de la Serre de la Jarre.

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 2 969 euros TTC avec un écart de 1 504 575 euros par rapport aux prévisions, essentiellement dû à la cession d'un tènement foncier pour le Parc de la Jarre budgétisé en 2016 pour 1 200 000 euros TTC mais qui sera comptabilisé seulement en 2017.

État d'avancement cumulé : le montant des recettes cumulées hors participation de la Ville ou de la Métropole au 31 décembre 2016 s'élève à 15 418 467 euros TTC et laisse apparaître un taux d'avancement de 84% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- cession de terrains aux constructeurs : 9 113 672 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,

- cession à la Ville de l'emprise du parc : 1 760 000 euros soit 55 % du budget prévisionnel à terme,

- les participations des constructeurs aux équipements publics et produits divers : 4 544 795 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 18 381 779 euros TTC (16 640 826 euros HT) hors participation du concédant, en augmentation de 70 003 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé. Cette augmentation résulte d'une nouvelle estimation de la recette attendue sur l'îlot UzjC6.

Il se décompose de la manière suivante :

- les cessions de terrains aux constructeurs : 10 663 773 euros (58% des recettes de l'opération)

- la cession à la Ville de l'emprise du parc de la Jarre : 3 165 002 euros (17% des recettes de l'opération)

- les participations des constructeurs aux équipements publics, produits financiers et divers : 4 553 004 euros (25% des recettes de l'opération)

Participations constructeurs :

Le montant cumulé au 31 décembre 2015 s'élève à 4 347 821 euros dont 33 642 euros reversés à l'opération par la Ville et 4 314 179 euros perçus directement par l'aménageur auprès des constructeurs. Il n'est pas attendu de recettes supplémentaires jusqu'au terme de l'opération.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

Cette participation s'élève à 5 597 960 euros TTC en hausse de 547 013 euros TTC au regard du précédent bilan dont 1 744 000 euros sous forme

d'apport en foncier versés par la Ville de Marseille en 2015, 1 553 366 euros de participation numéraire déjà versés par la Ville de Marseille, 2 300 594 euros restant à verser par la Métropole Aix-Marseille-Provence en hausse de 547 013 euros du fait de l'ajustement du coût des travaux, de la modification du programme d'intervention sur la voie V3 et d'une augmentation du poste imprévus et aléas.

L'échéancier de versement du solde de la participation numéraire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan s'établit comme suit :

Exercice 2018 : 1 542 372 euros

Exercice 2019 : 547 013 euros

Exercice 2020 : 211 209 euros

Participation du concédant au coût de certains équipements publics de voiries :

Cette participation s'élève à 1 928 518 euros TTC en augmentation de 698 496 euros TTC par rapport au dernier bilan correspondant à un ajustement du coût des travaux estimés par le maître d'œuvre concernant les ouvrages Allée des Calanques et parachèvement de l'Avenue de la Jarre ainsi que l'intégration du coût des acquisitions nécessaires pour la réalisation de ces ouvrages.

L'échéancier de versement de la Métropole Aix-Marseille-Provence au coût de ces équipements publics s'établit comme suit :

Exercice 2018 : 700 000 euros

Exercice 2020 : 1 228 518 euros

Solde de Trésorerie :

Le solde est négatif au 31 décembre 2016 pour un montant de 463 823 euros soit un écart de 2 140 228 euros par rapport aux prévisions envisagées pour 2016 dans le dernier bilan approuvé. Il devient positif sur 2017 et 2018 sans versement de participation d'équilibre.

Les emprunts déjà contractés au 31 décembre 2016 s'élèvent à 1 981 837 euros et sont remboursés. Il n'est pas prévu de recourir à l'emprunt jusqu'à l'échéance de l'opération en 2020.

Un avenant n°20, pour acter les augmentations des participations du concédant à l'équilibre du bilan et au coût de certains équipements publics de voirie, ainsi que leurs calendriers de versement, est soumis à notre approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 et l'avenant n°20 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLÉAM.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte-rendu annuel à la Collectivité ci-annexé relatif à la ZAC de la Jarre établi au 31 décembre 2016 établi par la SOLEAM et comprenant un bilan financier prévisionnel.

Article 2 :

Est approuvée la participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 5 597 960 euros TTC en hausse de 547 013 euros TTC au regard du précédent bilan dont 1 744 000 euros sous forme d'apport en foncier déjà versé, 1 553 366 euros de participation numéraire déjà versée par la Ville de Marseille, 2 300 594 euros restants à verser par la Métropole au titre de la participation numéraire selon l'échéancier suivant :

2018 : 1 542 372 euros

2019 : 547 013 euros

2020 : 211 209 euros

Article 3 :

Est approuvée la participation du concédant au coût de certains équipements publics de voiries pour un montant de 1 928 518 euros TTC en augmentation de 698 496 euros TTC par rapport au dernier bilan avec un versement de 700 000 euros en 2018.

Article 4 :

Est approuvé l'avenant n°20 ci-annexé à la convention de concession d'aménagement dont l'objet est d'acter les augmentations des participations du concédant à l'équilibre du bilan et au coût de certains équipements publics de voirie, ainsi que leurs calendriers de versement.

Article 5 :

Est abrogée la convention tripartite n°15/1885 prévue pour le versement d'une participation au coût de certains équipements publics de voiries, Allée des Calanques, portion de voie entre V6 et V7, parachèvement d'une partie de l'avenue de la Jarre.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 016-2355/17/CM

**■ Avis sur le Plan Local d'Urbanisme de Cadolive
MET 17/3981/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par courrier reçu le 20 mars 2017, la commune de Cadolive a transmis pour avis, conformément à l'article L.153-16 du Code de l'Urbanisme, à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le projet de PLU arrêté par délibération du 8 février 2017.

Le projet de PLU de Cadolive met d'une part en évidence au travers de son PADD, la qualité du cadre de vie de la commune, intégré dans une grande et précieuse diversité paysagère qu'il est nécessaire de préserver. Le patrimoine bâti ainsi que la mixité fonctionnelle existant, donnent à la vie du village une forte attractivité.

Mais il relate également les enseignements d'un bilan très révélateur des contraintes du territoire communal : Une topographie complexe, l'héritage d'un développement urbain consommateur d'espace par

sa dominante pavillonnaire qui a conduit à l'émergence d'une « coulée urbaine », accentuée par un positionnement limitrophe à d'autres communes, masquant de ce fait les passages d'une commune à une autre. Le potentiel de développement urbain est relativement limité.

Dans un objectif à la fois de préservation de ces éléments et de poursuite d'un développement maîtrisé, la commune a fondé son PLU autour de trois orientations générales, énoncées dans le PADD :

- Orientation n° 1 : Poursuivre une croissance modérée tout en maîtrisant l'urbanisation ;
- Orientation n° 2 : Préserver l'environnement naturel et le cadre de vie ;
- Orientation n° 3 : Renforcer l'attractivité du village et affirmer l'identité de Cadolive.

Ces orientations se déclinent en plusieurs objectifs stratégiques plus ciblés.

1. La poursuite d'une croissance modérée tout en maîtrisant l'urbanisation s'organise autour de différents leviers d'actions tels que :

- La réponse aux besoins en logements tout en limitant l'étalement urbain : la commune s'efforcera de favoriser la production d'une offre de logements diversifiée ;
- La limitation de l'étalement urbain par l'affirmation de limites urbaines reposant sur une stratégie de recentralisation au cœur de village et à cantonnement au sein de l'enveloppe urbaine existante; l'optimisation du foncier résiduel en « dents creuses », ainsi qu'un travail de renouvellement urbain par la réhabilitation du bâti ancien, logements vacants etc...
- L'organisation des déplacements en favorisant les modes alternatifs à l'automobile (aménagement de cheminements piétons en lien avec la réalisation d'équipements et d'habitations ou amélioration du confort des circulations piétonnes et cyclistes) ou encore l'organisation de l'offre en stationnement axée sur la mutualisation et l'adaptation aux différentes typologies d'habitats et activités.

2. Préserver l'environnement naturel et le cadre de vie, à ce titre la commune prévoit de :

- Préserver et valoriser les espaces naturels emblématiques tels que le massif de l'Etoile, (développement des espaces, du tourisme vert et activités peu sensibles) ;
- Valoriser les vues remarquables et les espaces naturels d'intérêt paysager ;
- Protéger la biodiversité (notamment par la préservation et valorisation d'une trame verte et bleue significative).

3. Renforcer l'attractivité du village et affirmer l'identité de la commune ; pour ce faire, la commune propose des leviers d'actions tels que :

- Conforter les liens entre Cadolive et les communes voisines ;
- Préserver l'identité territoriale de la commune, notamment en limitant l'étalement urbain et en marquant et mettant en valeur les entrées de villes ;
- Un centre de village renforcé, notamment par le développement d'une attractivité commerciale et une diversité d'équipements améliorés.

Au vu des éléments transmis par la commune de Cadolive, compatibles avec le SCOT, il est proposé d'émettre un avis favorable sur le projet de PLU de Cadolive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvé le 18 décembre 2013 ;
- Le projet de PLU arrêté par délibération du 08/02/2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les orientations d'aménagement définies par le PLU de Cadolive sont en cohérence avec les grands axes du SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et ses principales prescriptions ;
- Les outils d'aménagement développés par le PLU ainsi que les règles élaborées semblent adaptés et cohérents avec le projet de territoire annoncé.

Délibère

Article unique :

Est émis un avis favorable au projet de PLU de Cadolive

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 017-2356/17/CM

**■ Avis sur le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Savournin
MET 17/3982/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par courrier reçu le 5 avril 2017, la commune de Saint-Savournin a transmis pour avis, conformément à l'article L.153-16 du Code de l'Urbanisme, à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le projet de PLU arrêté par délibération du 13 mars 2017.

Le projet de PLU de Saint-Savournin met en évidence au travers de son PADD, d'une part, l'existence d'une certaine qualité du cadre de vie et d'une forte identité communale, nécessitant des efforts à la fois de préservation mais aussi de valorisation. D'autre part, il souligne le potentiel de développement du territoire, que la commune souhaite raisonné, à l'appui d'une économie locale soutenue, de services publics aux habitants plus adaptés et d'une offre durable et soutenable en matière de logements.

A cette fin, le projet de PLU repose sur deux orientations générales énoncées par le PADD,

répondant aux objectifs communaux fixés par la délibération de prescription de l'élaboration du PLU, mais également aux exigences réglementaires applicables.

- Orientation n° 1 : La valorisation du cadre de vie local et de l'identité communale ;
- Orientation n° 2 : La promotion d'un développement raisonné du territoire.

Ces deux orientations générales se scindent elles – mêmes en plusieurs objectifs, puis actions :

1. La commune de Saint-Savournin, afin de valoriser son cadre de vie local et son identité communale, projette notamment :
 - De préserver le patrimoine naturel remarquable du territoire : à ce titre il s'agira de protéger les différents réservoirs de biodiversité au sein desquels la commune est implantée, tel que la massif de l'Etoile ou celui du Défend (notamment en préservant l'Oraison sur le territoire) ;
 - Un véritable corridor écologique devra être créé entre ces deux massifs, et certaines espèces telles que les chauves-souris et les oiseaux devront être protégés ;
 - La trame bleue, présente sur la commune et force de ce patrimoine naturelle devra être préservée et renforcée ;
 - De valoriser le patrimoine bâti existant sur Saint-Savournin (et en premier lieu le village) ; à ce titre il s'agira par exemple d'initier des actions de requalification du village, de valorisation du hameau de la Valentine ou encore de préserver les éléments patrimoniaux disséminés sur le territoire ;
 - De conforter la qualité paysagère de la commune en préservant et en valorisant les arrières plans paysagers de l'agglomération.
2. D'autre part, afin de promouvoir un développement raisonné du territoire, la commune envisage de s'appuyer sur différents leviers d'actions tels que :
 - Le soutien de l'activité économique locale, entre autre par la promotion de l'activité touristique sur le territoire, le développement de l'activité agricole ou le soutien de l'artisanat et du commerce local ;
 - L'adaptation des services publics en réponse aux besoins des habitants, concernant par exemple le parc d'équipements collectifs qui devra être réadapté aux besoins recensés sur le

territoire dans les années à venir, le développement autant que possible des réseaux

techniques, l'amélioration de la circulation routière sur la commune et des déplacements doux, tout en confortant les transports en commun, et en améliorant l'offre en stationnement sur la commune ;

- La réponse aux besoins diversifiés en matière de logements dans une logique de développement durable et soutenable : à ce titre la commune souhaite poursuivre un développement bâti et démographique raisonné, en cohérence avec les équipements et dessertes actuelles projetées ; prévoir des logements respectueux de l'environnement ; créer des logements diversifiés pour être accessibles à tous ; modérer la consommation de l'espace et lutter contre l'étalement urbain en travaillant sur l'enveloppe agglomérée existante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuvé le 18 décembre 2013 ;
- Le projet de PLU arrêté par délibération du 8 février 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 5 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les orientations d'aménagement définies par le PLU de Saint Savournin sont en cohérence avec les grands axes du SCOT

du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et ses principales prescriptions ;

- Les outils d'aménagement développés par le PLU ainsi que les règles élaborées semblent adaptés et cohérents avec les objectifs de développement de la commune annoncés.

Délibère

Article unique :

Est émis un avis favorable au projet de PLU de Saint-Savournin.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 018-2357/17/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme du Rove - Approbation de la procédure de modification n°5
MET 17/3776/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, sur le Territoire de Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et des documents en tenant lieu.

Par délibération du 9 juin 2016, la commune du Rove a saisi le Conseil de Territoire Marseille-Provence pour qu'il demande au Conseil de la Métropole l'engagement d'une procédure de modification afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Douard, classé en zone d'urbanisation future non réglementée à vocation mixte « AU3 » au Plan Local d'Urbanisme en vue d'accueillir de nouvelles activités économiques.

L'ouverture à l'urbanisation de cette zone est justifiée par plusieurs éléments.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs de développement de la commune en termes d'accueil de nouvelles activités économiques et de création d'emplois, conformément au Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU.

La commune ayant récemment permis la création de plus de 200 logements dont 119 logements sociaux situés au chemin Saint-Roch, elle souhaite désormais favoriser le développement des entreprises créatrices d'emplois. Situé en entrée de ville sur la D568, ce projet sera réalisé sous la forme d'une opération d'ensemble répondant à des critères de qualité urbaine, architecturale et paysagère.

Par ailleurs, il convient de mettre à jour les servitudes d'utilité publique annexées au PLU du Rove.

Le Conseil de Territoire a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de

modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove par délibération n° HN 016-060/16/CT du 24 juin 2016.

Par délibération n° URB 007-622/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove.

Par arrêté n° 16/531/CM du 13 décembre 2016, Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure, par arrêté n°17/003/CT du 1^{er} février 2017.

L'enquête publique s'est déroulée au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie du Rove du lundi 6 février 2017 au mardi 7 mars 2017 inclus.

Un courrier de la Société Marseillaise de Transports Routiers et de Transit (SMTRT) représentée par Monsieur Thomas Pellegrin daté du 7 mars 2017 est annexé au registre. Cette entreprise implantée au Douard depuis plusieurs décennies souhaite rester sur place et poursuivre son activité de transport routier et de transit à la condition de pouvoir faire évoluer ses installations. Cette demande ayant recueilli l'avis favorable de la commune, il est décidé d'apporter des modifications mineures au dossier afin de permettre à l'entreprise de se développer. Ces modifications portent sur :

- La suppression de l'emplacement réservé n°86 (espace-vert au profit de la commune) ; cet espace-vert sera aménagé à l'intérieur de la propriété de la SMTRT, conformément à l'orientation d'aménagement ;
- L'ajustement de l'emprise de l'emplacement réservé de voirie n°8 (élargissement du chemin Saint-Roch) au droit de la Société Marseillaise de Transports Routiers et de Transit afin de permettre la mise à quai des camions et autres remorques nécessitant un dégagement important ;
- La modification de l'accès principal de la zone AUE qui se fera à l'entrée du chemin Saint-Roch en lieu et place de l'accès actuel pour éviter le passage des camions sur cette voie desservant par ailleurs de nombreux logements.
- La modification de l'article 13 de la zone AUE qui réduit la bande dédiée aux espaces verts le long du chemin Saint-Roch pour faciliter les manœuvres des poids-lourds.

Une erreur matérielle à l'article 12 de la zone AUE est corrigée pour le stationnement des deux roues qui ne

concerne que les activités artisanales; les commerces et l'industrie n'étant pas autorisés.

L'orientation d'aménagement prend en compte ces nouvelles modifications tout en conservant ses exigences en matière de qualités urbaines, architecturales et paysagères.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Simon Bernard, a émis un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove portant sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Douard.

Le Conseil Municipal de la commune du Rove a, par délibération, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°5 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 dite délibération Cadre - Répartition des compétences relative à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal du Rove du 9 juin 2016 saisissant le Conseil de Territoire Marseille-Provence pour qu'il demande au Conseil de la Métropole l'engagement d'une procédure de modification de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n° HN 016-060/16/CT du 24 juin 2016 du Conseil de Territoire Marseille-Provence demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la

procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove ;

- La délibération n° URB 007-622/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole sollicitant du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove ;
- L'arrêté n°16/531/CM de Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille Provence engageant la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove ;
- L'arrêté n°17/003/CT du 1^{er} février 2017, Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure ;
- L'avis favorable de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat par courrier du 24 janvier 2017 ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 28 mars 2017 sur le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove ;
- La délibération du Conseil Municipal du Rove donnant un avis favorable à l'approbation de la modification n°5 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Qu'il convient de modifier le PLU de la commune du Rove afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Douard, par la création d'une zone AUE, zone réglementée, à urbaniser à vocation d'activités économiques.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 019-2358/17/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme d'Allauch - Approbation de la procédure de modification n°2
MET 17/3778/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le Territoire de Marseille-Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et des documents en tenant lieu.

Par délibération du 30 mai 2016, la commune d'Allauch a saisi le Conseil de Territoire Marseille-Provence pour qu'il demande au Conseil de la Métropole l'engagement d'une procédure de modification afin de créer des emplacements réservés pour servitude de mixité sociale sur des secteurs à enjeux en zone urbaine et en zone à urbaniser à vocation d'habitat (AU1) afin de favoriser la production de logements locatifs sociaux.

Il s'agit également de permettre l'ouverture à l'urbanisation de secteurs classés en zone d'urbanisation future non réglementée à vocation d'habitat (AU1) au PLU formant des dents creuses insérées dans un tissu d'habitat individuel ou collectif et desservies par les transports collectifs.

Ces projets s'inscrivent dans les objectifs de développement de la commune en termes d'accueil de populations et de constructions nouvelles. Ils permettront de répondre également et plus rapidement aux objectifs de production de logements sociaux définis dans le Contrat de Mixité Sociale signé avec l'Etat. Des Orientations d'Aménagement annexées au PLU précisent les modalités d'ouverture à leur urbanisation.

Enfin, il convient de modifier des emplacements réservés et certaines dispositions du règlement, de corriger des erreurs matérielles et d'adapter les documents graphiques à ces modifications.

Le Conseil de Territoire a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch par délibération n° HN 016-061/16/CT en date du 24 juin 2016.

Par délibération n° URB 008-623/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch.

Par arrêté n° 16/544/CM du 7 décembre 2016, Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure, par arrêté n°17/004/CT du 14 février 2017.

L'enquête publique s'est déroulée au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie d'Allauch du mercredi 8 mars 2017 au vendredi 7 avril inclus.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Jacques BONNABEL, a émis un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Allauch sous réserve de prendre en compte les erreurs matérielles et les diverses modifications détaillées ci-après :

Il convient de corriger les erreurs matérielles suivantes:

- sur la planche graphique n°4 au lieu-dit la Pounche : l'étiquette UD1 est remplacée par UD ;

- prise en compte du rattachement de la parcelle BV 286 à la zone mitoyenne UD tel que dessiné sur la planche graphique n°5 ;
- suppression de l'emplacement réservé de voirie n°12 – chemin des Grands Louis – sur la planche graphique n°2 -tel que présenté dans le rapport de présentation.
- mise en compatibilité du règlement avec le projet LINEA tel que présenté dans le rapport de présentation;
- préciser dans le règlement qu'en zone agricole les extensions concernent également les bâtiments d'habitation existants, conformément à la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014.

Certaines requêtes notées dans les registres ont reçu un avis favorable du commissaire enquêteur ; il convient de les prendre en compte :

- rétablissement de deux protections paysagères situées boulevard Enco de Pont et aux Gaspiates ;
- retour à la règle initiale de l'article 13 relative aux espaces-verts; ses dispositions n'excluent plus les équipements publics ou les places de stationnement ;
- suppression de l'emplacement réservé de voirie n°119 au droit de la parcelle BV 150, sise route des Quatre Saisons, suite à la renonciation d'acquérir du Département ;
- suppression de la servitude de mixité sociale sur la partie classée en zone UD impactée par l'orientation d'aménagement La Pounche. Toutefois l'article 7 des dispositions générales prévoit, hors zone de servitude de mixité sociale, un logement social de cinq à neuf logements inclus et 30% de logements sociaux à partir de dix logements inclus ;
- classement des parcelles cadastrées BY 34, 229, 363 et 364 lieu-dit Fontvieille en zone AUE pour étendre la zone d'activités et répondre à la demande d'implantation de nouvelles entreprises ;
- modification de l'emprise de l'aire de retournement de l'emplacement réservé de voirie n°92 - chemin des

Gaspiates pour un tracé plus équitable et opérationnel ;

-suppression de l'emplacement réservé n°7 destiné à un équipement sportif sur la zone N2 des Gours ;
- réduction de l'emprise de l'emplacement réservé de voirie n°75 à 5 mètres (au lieu de 6 mètres) – Traverse A Quo de Pont.

Par ailleurs, à la demande de la commune, il convient de modifier une erreur matérielle concernant le report de la zone à risque « mouvements de terrain – carrières de gypse » sur les documents graphiques, conformément à la cartographie du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles « mouvements de terrain – carrières de gypse » annexée au PLU.

Le Conseil Municipal de la commune d'Allauch a, par délibération, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°2 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 dite délibération Cadre - Répartition des compétences relative à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal d'Allauch du 30 mai 2016 saisissant le Conseil de Territoire Marseille-Provence pour qu'il demande au Conseil de la Métropole l'engagement d'une procédure de modification de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n° HN 017-061/16/CT du 24 juin 2016 du Conseil de Territoire Marseille-

Provence demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président d'Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch ;

- La délibération n° URB 008-623/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole sollicitant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch ;
- L'arrêté n°16/544/CM du 7 décembre 2016 de Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch ;
- L'arrêté n°17/004/CT du 1^{er} février 2017 de Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure ;
- Le courrier du Département du 6 avril 2017 ;
- L'avis du commissaire enquêteur en date du 17 mai 2017 sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch ;
- La délibération du Conseil Municipal d'Allauch donnant un avis favorable à l'approbation de la modification n°2 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier le PLU de la commune d'Allauch afin de créer des emplacements réservés pour servitude de mixité sociale sur des secteurs à enjeux en zone urbaine et en zone à urbaniser à vocation d'habitat, d'ouvrir à l'urbanisation de secteurs classés en zone d'urbanisation future non réglementée à vocation d'habitat (AU1) pour accueillir des logements et notamment des logements sociaux, de modifier des emplacements réservés et certaines dispositions du règlement, de corriger des erreurs matérielles et d'adapter les documents graphiques à ces modifications.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 020-2359/17/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de Plan-de-Cuques - Approbation de la procédure de modification n°3 MET 17/3779/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le Territoire de Marseille-Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et des documents en tenant lieu.

La commune de Plan-de-Cuques a saisi la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), par délibération du 1^{er} décembre 2015, afin de procéder à la modification de son Plan Local d'Urbanisme pour permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur des Plaines Ouest classé en zone d'urbanisation future non réglementée à vocation mixte «AU3» au PLU, la modification des emplacements réservés et la correction d'erreurs matérielles.

Par délibération du 21 décembre 2015, le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'engagement de la modification n°3 du PLU de Plan-de-Cuques.

Par arrêté du 22 décembre 2015, le président de la Communauté urbaine MPM a engagé la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Plan-de-Cuques.

Par délibération du 28 avril 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a poursuivi la procédure de modification n°3 du PLU de Plan-de-Cuques.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence a par arrêté prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure.

L'enquête publique s'est déroulée au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Plan-de-Cuques du mardi 7 mars 2017 au jeudi 6 avril 2017 inclus.

De nombreuses observations des administrés ont été inscrites sur les registres. Elles portent essentiellement sur les emplacements réservés de voirie. Par courrier du 6 avril 2017 joint au registre, la commune fait part de sa position sur certains emplacements réservés de voirie. En concertation

avec la commune, il est décidé d'apporter les modifications suivantes au dossier de modification n°3 du PLU:

- Emplacement réservé n°41 – rue des Mourgues : l'élargissement de voirie est ramené à 8 mètres au lieu de 10 mètres comme prévu dans les documents d'urbanisme antérieurs.
- Emplacement réservé n°28 – avenue du Général Leclerc : l'élargissement à 6 mètres de cette voie s'arrête par erreur à la rue des Boileaux. Il convient de rétablir l'élargissement de la portion manquante sur le plan jusqu'à l'avenue Frédéric Chevilhon qui s'arrête au niveau de la rue des Boileaux.
- Emplacement réservé n°79 – rue des Chantons : afin d'assurer la desserte et la sécurité des piétons, l'emplacement réservé est élargi à 9 mètres au droit des parcelles BC n°83, 84 et 85.
- Emplacement réservé n°68 – création d'une voie nouvelle au quartier des Mourgues : l'emprise de cet emplacement réservé est ramené à 7 mètres dans sa partie haute (parcelle AA 289) et 4 mètres dans sa partie basse (parcelle AA 36).
- Rectification d'une erreur matérielle sur la planche graphique n°2 : rajout de l'extension de l'emplacement réservé n°111 pour l'aménagement d'un bassin de rétention paysager au vallon des Rascous tel que dessiné dans le rapport de présentation de la présente modification.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Jacques VERNAZ, a émis un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Plan-de-Cuques portant sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur des Plaines Ouest classé en zone d'urbanisation future non réglementée à vocation mixte «AU3» au PLU, la modification des emplacements réservés et la correction d'erreurs matérielles.

Le Conseil Municipal de la commune de Plan-de-Cuques a, par délibération, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de Plan de Cuques du 1^{er} décembre 2015 demandant à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) l'engagement d'une procédure de modification de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine MPM du 21 décembre 2015 approuvant l'engagement de la modification n°3 du PLU de Plan-de-Cuques ;
- L'arrêté n°15/479/CC du 22 décembre 2015 du Président de la Communauté urbaine MPM engageant la modification n°3 du PLU de Plan-de-Cuques ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 dite délibération Cadre - Répartition des compétences relative à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 068-198/16/CM du 28 avril 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuivant la procédure de modification n°3 du PLU de Plan-de-Cuques ;
- L'arrêté de Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Plan-de-Cuques ;
- La délibération du Conseil Municipal de Plan-de-Cuques donnant un avis favorable à l'approbation de la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Qu'il convient de modifier le PLU de la commune de Plan-de-Cuques afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur des Plaines Ouest classé en zone d'urbanisation future non réglementée à vocation mixte «AU3» au PLU, la modification des emplacements réservés et la correction d'erreurs matérielles.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Plan-de-Cuques telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 021-2360/17/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille - Approbation de la procédure de modification n° 3 d'ordre général MET 17/3816/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil Municipal de la Ville de Marseille, considérant que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) nécessitait des adaptations liées au contexte évolutif et aux objectifs de développement de la ville en cohérence avec les objectifs de la « Charte Qualité Marseille », et afin de permettre la réalisation des projets mettant en œuvre la politique d'habitat et de développement économique de la ville, a demandé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, par délibération du 16 décembre 2015, d'engager une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme pour permettre la prise en compte de réflexions en matière d'urbanisme et d'aménagement.

Par délibération du 21 décembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donc approuvé l'engagement de la procédure de modification n°3 d'ordre général du Plan Local d'Urbanisme.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU ». Au regard du nouveau contexte métropolitain et législatif, la Métropole par délibération du 28 avril 2016, a décidé de poursuivre la procédure de modification n°3 du PLU de Marseille engagée par l'ancienne Communauté Urbaine dans le respect des délibérations cadres relatives à la répartition des

prérogatives entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Cette modification qui ne change pas les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU de Marseille, a été soumise à une enquête publique qui s'est déroulée du 09 janvier au 08 février 2017. Elle porte notamment sur :

Les opérations visées ci-dessus concernant :

- La Zone d'Aménagement Concerté St-Louis et ses abords (15ème)
- La Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte-Marthe (13ème et 14ème)
- La Zone d'Aménagement Concerté Capelette (10ème)
- L'opération St Marcel (11ème)
- L'Opération d'intérêt National Euroméditerranée (ZAC Cimed et ZAC Littorale)
- Le Projet Rénovation Urbaine Notre Dame Limite - Solidarité (15ème)
- Le Projet Rénovation Urbaine la Savine – Vallon des Tuves (15ème)
- Le Projet Rénovation Urbaine Picon – Busserine (14ème)
- Le Projet Rénovation Urbaine Malpassé (14ème)
- Le Projet Rénovation Urbaine Saint Mauront – Auphan Charpentier (3ème)
- Le projet de l'Estaque maritime (16ème)

Outre la nécessité de modifier le PLU afin de prendre en compte les grandes opérations, cette modification porte également notamment sur :

- L'adaptation intégrant des évolutions en matière de zonage et/ou de règlement pour permettre la réalisation de projets ou de dossiers validés, la préservation des caractéristiques de certains noyaux villageois ou quartiers pavillonnaires ;
- L'inscription de nouveaux espaces boisés classés ou protections d'éléments végétaux participants à la trame verte, aux continuités écologiques et à la préservation de la biodiversité locale ;
- L'inscription d'un périmètre d'attente pour un projet d'aménagement global (Michelet Sud) et d'un périmètre de prescription de hauteurs particulières (vélum sur le noyau villageois des Camoins) ;
- L'ajustement ou la création d'emplacements réservés, d'alignements, de servitudes, de prescriptions suite à l'aboutissement des études techniques correspondantes ;
- La réduction ou la suppression d'emplacements réservés suite à des mises en demeure d'acquiescer sans suite, ou déclarées inutiles ;
- Des dispositions précisées pour certaines séquences architecturales remarquables (Avenue du Prado et Michelet Sud) ;

- La correction mineure ou l'ajout de nouvelles fiches patrimoniales relatives à des éléments, édifices, bâtiments... à protéger (tome 3 du règlement) ;
- La création de deux nouvelles Orientations d'Aménagement (O.A) : la Savine/Vallon des Tuves, Font-Vert/Picon-Busserine et la modification de trois autres O.A. : Euroméditerranée II, Saint-Louis, la Nerthe/l'Estaque.
- La rectification d'erreurs matérielles...

Conformément au Code de l'Urbanisme, le dossier d'enquête publique a été notifié à l'ensemble des personnes publiques associées. Ainsi les avis du Parc National des Calanques, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de Monsieur Le Préfet des Bouches-du-Rhône, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et de l'Architecte des Bâtiments de France ont été joints au dossier d'enquête publique.

La Ville de Marseille et la Métropole ont répondu tout au long du déroulement de l'enquête publique, à toutes les requêtes sur lesquelles la commission avait sollicité l'avis des deux collectivités, à l'exception de celles qui n'appelaient aucune réponse.

La Commission d'enquête dans son rapport remis au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 23 mars 2017, a émis en conclusion un avis favorable à la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille assortie d'une recommandation.

- La recommandation de la commission est la suivante :

« Concernant l'observation F8 (page 48 du rapport d'enquête) relative à la demande de la Ville de Marseille d'inscrire un vélum de 17m dans le cadre d'un projet de développement de Marseille Immunopole sur le secteur de Luminy, la commission invite le maître d'ouvrage à réétudier la présente modification après avoir consulté à nouveau les services incendies ».

Les droits à construire existants basés sur des hauteurs maximales de 28m autorisées par la zone UGE (grands équipements) ne sont pas adaptés au projet et à ses objectifs d'insertion architecturale, paysagère et de commercialisation.

En conséquence, il est décidé de maintenir l'inscription d'un vélum de 17m qui permettra de limiter sur le site concerné, les hauteurs des futurs bâtiments, implantations qui préserveront la structure paysagère existante (talweg, forte pente), à proximité des voies d'accès, et qui privilégieront les parties pas ou peu boisées en prenant en compte les obligations en matière de défense incendie qui seront préconisées par les services concernés.

- D'autres requêtes issues de l'enquête publique ont reçu un avis favorable de la Commission d'enquête :

- Concernant le secteur de Bois Luzy, qui a concentré un nombre relativement important d'observations (dont le CIQ Bois Luzy), la Commission d'enquête s'est prononcée favorablement à la demande d'extension de la zone UR1 (au lieu de UR3) sur tout le secteur pavillonnaire de Bois Luzy, tout en soulignant que l'application des dispositions retenues gèle tout développement urbanistique du secteur. Il est décidé de suivre l'avis de la Commission d'enquête sur l'extension de la zone UR1.

- Concernant la suppression de l'emplacement réservé pour équipements divers ER70Z12, il est décidé de suivre l'avis de la Commission d'enquête exprimé dans son rapport suite à la requête de la fédération des CIQ du 7ème arrondissement, en maintenant dans le PLU le dit emplacement réservé.

- Suite à l'enquête publique et à la demande de la Mairie des 15ème et 16ème arrondissements et des Associations, il est également décidé de ne pas reclasser en zone UEa (dédiée à l'économie productive essentiellement) les terrains situés 480 Chemin du Littoral, et donc de les maintenir en zone UEt (zone économique de transition) et UR1 (tissu pavillonnaire).

- Enfin, plusieurs requêtes formulées à l'occasion de cette enquête publique et qui concernent des modifications qui ne figuraient pas au dossier d'enquête publique ont obtenu un avis favorable de la Commission d'enquête. Il s'agit des observations suivantes (voir rapport d'enquête) :

- SCI Docks de Saumaty (16ème) : zone UEa à modifier en UP1a,
- Société Henry BLANC (10ème) : zone UAe1 à modifier en UEt,
- SOLEAM et Mme CARADEC : O.A. de St Louis (15ème) : suppression de l'indication lieu de culte,
- EUROMEDITERRANEE : modifications de zonages, de règlement, d'emplacements réservés, de l'Orientation d'Aménagement, ainsi que la rectification d'erreurs matérielles,
- MM BRESSON, SCHINDLBECK, FOUQUE, Sté VILLENova, Mme FOUQUE DES CRESSONNIERES : modification de l'article 10-3 de la zone UA (hauteur des rez-de-chaussés le long des rues en pente).

Par ailleurs la Société ATAC du groupe AUCHAN a sollicité lors de cette enquête publique une évolution du règlement de la zone UT pour permettre une extension/réhabilitation des surfaces commerciales. En effet l'article 13.2 de la zone UT dispose que 60% au moins de la surface du terrain d'assiette d'une opération de construction doivent être affectés à des

espaces végétalisés, cette disposition ne s'appliquant pas, en cas d'impossibilité d'y satisfaire, à l'occasion d'opérations de réhabilitation, d'extension et de changement de destination (article 13.2.1).

Hors selon l'annexe terminologique du PLU, les extensions limitent à 250m² toute augmentation de surface de plancher existante, sans distinction de la vocation des constructions, seuil suffisant pour l'agrandissement de constructions d'habitation, mais par contre incompatible au développement des polarités commerciales existantes en zone UT.

Pour faire suite à cette demande d'évolution des commerces existants, également souhaitée par d'autres enseignes commerciales, il est décidé après examen, la Commission d'enquête n'y étant pas opposée, d'adapter la règle en conséquence.

Aussi sur la base des observations consignées lors de l'enquête publique, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence proposent que soient prises en compte dès à présent dans la modification n°3, les demandes susmentionnées qui contribuent à une amélioration du PLU de Marseille en cohérence avec les orientations du PADD.

Conformément à la délibération cadre, approuvée par la Métropole, relative à la répartition des prérogatives entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence pour les procédures de modification des PLU existants, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a émis un avis sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme avant son approbation par le Conseil de la Métropole.

Le présent dossier qui nous est présenté concerne les pièces du Plan Local d'Urbanisme modifié : rapport de présentation (Tome 0), règlement (tomes 1, 2, 3, 4 et 5), planches graphiques (A et C), Orientations d'Aménagement, telles que soumises à l'enquête publique et mises au point selon les modalités précédemment exposées suite aux conclusions formulées par la Commission d'enquête.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 16 décembre 2015, demandant à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole d'engager la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015, approuvant l'engagement de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- L'arrêté du Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, n°15/478/CC du 22 décembre 2015, engageant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 dite délibération Cadre - Répartition des compétences relative à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de poursuite de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- L'arrêté du Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, n°16/006/CT du 17 novembre 2016, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- L'avis de la commission d'enquête du 23 mars 2017 sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille, donnant un avis favorable sur la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU », et a décidé de poursuivre la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Marseille engagée par la Communauté urbaine.
- Qu'il convient d'approuver la modification n°3 du PLU de Marseille suite à l'enquête publique et après l'avis favorable de la commission d'enquête.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification n°3 d'ordre général du Plan Local d'Urbanisme de Marseille telle qu'annexée à la présente.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 022-2361/17/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité. Aménagement du Centre de Transfert Sud de la Capelette MET 17/3826/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le Territoire de Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Marseille a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire, le 28 juin 2013, puis modifié par délibérations du 3 juillet 2015 et du 21 décembre 2015.

Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs de développement de Marseille.

Ainsi, il convient d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour l'aménagement du Centre de Transfert Sud de la Capelette.

En effet, plusieurs installations de traitement des déchets sont implantées dans le quartier de la Zone d'Aménagement Concerté de la Capelette, boulevard Bonnefoy :

- Un centre de transfert, permettant le déchargement des déchets, leur chargement en caissons et transport ferroviaire jusqu'au Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer ;
- Une déchèterie destinée aux particuliers, la plus utilisée de Marseille avec 17 000 tonnes apportées annuellement ;
- Des services de la collecte sélective et de la propreté sont également présents sur ce périmètre.

La vétusté des équipements et la nécessité d'organiser le traitement des déchets à l'échelle métropolitaine conduisent à engager une réflexion sur l'aménagement du site.

De plus, le quartier de la Capelette est en voie de reconversion. Les friches industrielles sont progressivement remplacées par des logements, bureaux et autres activités commerciales. Les équipements techniques doivent prendre en compte cette nouvelle vocation et leur impact sur l'environnement doit être mesuré.

Des études ont été engagées avec pour objectifs :

- D'optimiser l'emprise foncière, en tenant compte de la création future de voies et de la proximité d'un tissu résidentiel,
- D'insérer les équipements dans l'environnement en minimisant les nuisances, qu'elles soient visuelles, olfactives ou auditives,
- De moderniser les installations techniques, pour améliorer des process ou faciliter l'accueil des usagers, s'agissant de la déchetterie,
- De rationaliser l'implantation des services.

Ces études ont permis d'élaborer un projet global et cohérent avec le développement du quartier. Sa mise en œuvre suppose des adaptations du zonage du PLU actuellement en vigueur.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du PLU, qui permet notamment d'adapter les dispositions du PLU par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Aussi, la finalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

L'objet du présent rapport est d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille afin de permettre l'aménagement du Centre de Transferts Sud de la Capelette.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté du 29 juin 2012 approuvant le Schéma de cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération du 28 juin 2013 par laquelle le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des POS et PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 27 juin 2017 sollicitant le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet d'aménagement du Centre de transferts Sud de la Capelette répond aux enjeux urbains, économiques et environnementaux portés par le Territoire Marseille-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient, pour sa réalisation, d'adapter les règles du PLU de Marseille par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est engagée la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille, pour l'aménagement du Centre de transfert Sud de la Capelette

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 et suivants de la Métropole – Sous politique C120 Nature 6227 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 023-2362/17/CM

**■ Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Opération de mise en valeur d'un bien dénommé Pavillon du Lac Parc Borely
MET 17/3875/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le Territoire de Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire, le 28 juin 2013, puis modifié par délibérations du 3 juillet 2015 et du 21 décembre 2015.

Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs de développement de Marseille.

Dans ce cadre, la commune de Marseille a saisi la Métropole, en vue d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour une opération de mise en valeur du Pavillon du Lac Parc Borély.

Le parc Borély, propriété de la ville de Marseille, dans le 8^{ème} arrondissement a été aménagé en parc public avec divers agencements. Le pavillon du Lac, avec ses pergolas et son petit clocher, fait partie de ces aménagements depuis l'ouverture du parc au public. Toutefois, depuis plusieurs années cet ensemble est inoccupé et se dégrade : d'importants travaux de réhabilitation sont nécessaires.

La Ville de Marseille qui envisage de mettre à disposition dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public cet ancien pavillon d'agrément auprès d'un porteur de projet, a lancé en 2016 une consultation ayant pour objet la mise en valeur et l'exploitation de ce bien immobilier.

Le projet retenu prévoit la réhabilitation du pavillon existant en lui redonnant un aspect architectural harmonieux et historique. Par ailleurs, une extension d'environ 150m² de surface de plancher sera réalisée sur l'emprise de la terrasse existante maçonnée surélevée. L'accès au bâtiment sera repensé aux normes pour les personnes à mobilité réduite (rampe...).

Dans le même temps, une réhabilitation lourde sera effectuée à l'intérieur du bâtiment (suppression de poteaux dans la salle, création d'un nouvel escalier et d'un ascenseur, installation de sanitaires, aménagement de deux cuisines, d'un studio de fonction pour le gardien et d'un bureau au 2ème étage...). Les abords feront l'objet d'un traitement paysager (nouvelles plantations, requalification et revégétalisation des berges, restauration des milieux naturels...).

- Un projet répondant aux critères d'intérêt général au regard des éléments suivants :

Ce pavillon présente un intérêt patrimonial certain et est représentatif des pavillons construits au cours des 18^{ème} et 19^{ème} siècles dans les parcs et jardins correspondant à d'élégantes constructions le plus souvent en bois et abritant des laboratoires botaniques (ce fut le cas pour le Pavillon du Lac qui abrita le laboratoire botanique d'intérêt colonial). Bâtiment emblématique du parc Borély, il convient de garantir sa pérennité.

Le Parc Borely est un espace naturel, véritable respiration pour la Ville de Marseille, qui est important pour la qualité de vie des marseillais en leur offrant un contact privilégié avec la nature. Il constitue le jardin le plus fréquenté de la Ville de Marseille. Chaque marseillais peut y trouver un lieu nécessaire à son équilibre de vie urbaine : espace de promenade, de détente et de repos, d'activités sportives, de loisir en plein air et de convivialité.

Le projet envisage de redonner à ce site son rayonnement et sa vocation d'animation en proposant d'offrir aux usagers du Parc un lieu de convivialité où il est possible de se désaltérer, de se restaurer, de se cultiver dans un cadre en harmonie avec le Parc. Il permettra d'accueillir les promeneurs, les familles, les sportifs, et plus généralement tous les marseillais désireux de se ressourcer dans un environnement naturel et végétal et de leur proposer les services dont ils ont besoin. A ce titre, il est un équipement privé; accessoire nécessaire aux différents usages publics du Parc.

Le projet vise ainsi à renforcer l'attractivité et le rayonnement touristique et culturel de ce site dans l'agglomération marseillaise. Les marseillais et métropolitains mais aussi les touristes, y trouveront une guinguette, lieu de rencontres sociales et de détente.

Enfin, le projet s'inscrit dans une démarche de développement durable et envisage le programme de rénovation en termes d'efficacité énergétique, de performances thermiques et d'économie d'énergie du bâtiment. Il propose un traitement paysager vertueux visant à renforcer la qualité paysagère de ce jardin à fort intérêt écologique et paysager abritant notamment un jardin botanique, une roseraie, un jardin chinois.

- La situation du bien au regard du document d'urbanisme :

Ce bien est classé au PLU actuel en zone NT (secteur d'espaces naturels aménagés pour les loisirs et les activités touristiques comprenant les plages), à l'intérieur d'une fenêtre constructible au sein d'une servitude d'espaces boisés classé.

L'article 2.5 du règlement de la zone NT dispose que seules les constructions et installations nouvelles sont autorisées, à condition :

- 2.5.1 - que leur localisation, la nature des matériaux utilisés et l'activité projetée ne dénaturent pas le caractère des lieux ;

- et qu'elles soient liées à l'exploitation d'une activité de loisirs de plein air, hors tout hébergement à l'exception des locaux destinés à la surveillance du site et des installations ;

- et dans la limite de 120m² de surface de plancher.

2.5.2 les changements de destination des constructions existantes en une autre destination liée au loisir et au tourisme à condition qu'ils soient réalisés à des fins de valorisation du site.

Le projet d'extension du pavillon vise à créer un nouveau volume d'environ 150m² de surface de plancher sur l'emprise existante de la terrasse. Hors, il

n'est pas prévu de règles spécifiques pour les extensions en zone NT.

Ainsi, la mise en œuvre de ce projet situé en zone naturelle NT, nécessite une adaptation du PLU qui ne peut en principe intervenir que dans le cadre d'une procédure de révision du PLU.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du document d'urbanisme, qui permet notamment d'adapter les dispositions du PLU par rapport à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Aussi, la réalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

Cette déclaration de projet peut porter sur des projets sous maîtrise d'ouvrage privée dès lors qu'ils répondent à un intérêt général.

La réalisation de ce projet réunit ces conditions dans la mesure où il présente un intérêt général lié à la mise en valeur du Pavillon du Lac dans le Parc Borely pour offrir aux usagers mais aussi aux touristes un lieu de convivialité, d'animation et de loisir, vecteur de rayonnement culturel et récréatif pour la Ville et au-delà.

L'objet du présent rapport est d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille afin de permettre l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de Communauté du 29 juin 2012 approuvant le Schéma de cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération du 28 juin 2013 par laquelle le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- La demande de la Ville de Marseille sollicitant l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille afin de permettre l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des POS et PLU ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille-Provence sollicitant le Conseil de la Métropole pour l'engagement de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

- Que le projet de mise en valeur du Pavillon du Lac, Parc Borély dans le 8ème arrondissement de Marseille, tout en préservant un bâtiment emblématique, permettra d'offrir aux usagers mais aussi aux touristes un lieu de convivialité, d'animation et de loisir, vecteur de rayonnement culturel et récréatif pour la Ville et au-delà et présente ainsi un intérêt général ;
- Qu'il convient, pour sa réalisation, d'adapter les règles du PLU de Marseille par une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du document d'urbanisme.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille, pour l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac- Parc Borély.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2017 et suivants de la Métropole – Sous politique C120 Nature 6227 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 024-2363/17/CM

■ Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) - Arrêt des modalités de collaboration avec les communes du Territoire Marseille Provence MET 17/3815/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de règlement local de publicité.

Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) était la seule intercommunalité à exercer, depuis le 31 décembre 2000, les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plan d'Occupation des Sols (POS), Plan Local d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Ainsi, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, et donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité, sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence (ancien établissement public de coopération intercommunale MPM) (article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions

(article L. 581-14-3 du Code de l'Environnement). Ce délai expirera le 13 juillet 2020.

Les RLP en vigueur sur le Territoire Marseille Provence ont été adoptés avant la loi Grenelle II et ne sont pas conformes à ses dispositions. Il convient donc désormais d'engager l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal à l'échelle du Territoire Marseille Provence.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement, tout en prévoyant des étapes procédurales supplémentaires.

Conformément à l'article L. 153-8 du Code de l'Urbanisme, le Règlement Local de Publicité intercommunal doit être élaboré « *en collaboration avec les communes membres* ». Il appartient au Conseil de la Métropole d'« *arrêter les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres* ».

Par courrier du 3 février 2017, les maires des communes du Territoire Marseille Provence ont été conviés à la première conférence intercommunale qui s'est tenue le 28 février 2017, au cours de laquelle les modalités de collaboration suivantes ont été examinées et débattues :

• La conférence intercommunale des maires

Conformément au Code de l'Urbanisme, la conférence intercommunale des maires des communes concernées doit être convoquée préalablement à l'arrêt des modalités de collaboration avec les communes membres et après l'enquête publique, afin que les avis joints au dossier d'enquête publique, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête y soient présentés.

Outre ces deux réunions obligatoires, il est proposé de réunir la conférence intercommunale :

- préalablement à l'arrêt du projet de RLPi par le Conseil de la Métropole ;
- préalablement à l'approbation du RLPi par le Conseil de la Métropole.

• La saisine pour avis des conseils municipaux des communes concernées

Conformément au Code de l'Urbanisme, l'avis des conseils municipaux sur le projet arrêté doit être recueilli.

Outre cette saisine obligatoire, il est proposé de solliciter l'avis « simple » des conseils municipaux aux étapes clefs de la procédure d'élaboration du RLPi :

- Préalablement à l'adoption par la métropole de la délibération prescrivant le RLPi, et définissant les objectifs et les modalités de la concertation ;
- Préalablement à l'arrêt du projet de RLPi par le Conseil de la Métropole ;
- Préalablement à l'approbation du RLPi par le Conseil de la Métropole.

• **Le « groupe de travail RLPi »**

Afin de permettre aux communes et à leur Maire de participer aux travaux d'élaboration du RLPi il est prévu de réunir, tout au long de la procédure et autant que de besoin, « un groupe de travail RLPi ».

Il regroupera les Maires des 18 communes membres- ou leurs représentants-, accompagnés, en tout état de cause, de leurs techniciens.

En outre, ce groupe de travail sera présidé par Monsieur le Maire de Gignac la Nerthe, conseiller métropolitain et territorial (ou son représentant), qui le réunira en adressant à chacun des Maires des 18 communes une invitation écrite et ce, par tous moyens.

Le groupe de travail RLPi assurera notamment, le pilotage général de l'élaboration du RLPi et de la procédure.

Il appartient désormais au Conseil de la Métropole d'arrêter ces modalités de collaboration avec les communes membres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le projet de délibération cadre du Conseil de la Métropole portant répartition des compétences relatives à l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 27 juin 2017 émettant un avis sur les modalités de collaboration avec les communes du Territoire Marseille Provence ;
- Les avis des communes sur la définition des modalités de collaboration avec les communes membres.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole va engager l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire Marseille Provence ;
- Que le RLPi doit être élaboré en collaboration avec les communes membres ;
- Qu'il convient désormais d'arrêter les modalités de collaboration présentées et discutées lors de la première conférence intercommunale qui s'est tenue le 28 février 2017 ;
- Que les 18 Maires des communes membres ont été invités à donner un avis sur la proposition de modalités de collaboration telles que validées en conférence intercommunale ;
- Que les communes ont émis un avis sur les modalités de collaboration validées en conférence intercommunale.

Délibère

Article unique :

Les modalités de collaboration avec les communes membres du Territoire Marseille Provence dans le cadre de la procédure d'élaboration du RLPi du Territoire Marseille Provence sont les suivantes :

• **La conférence intercommunale des maires**

Conformément au Code de l'Urbanisme, la conférence intercommunale des maires des

communes concernées doit être convoquée préalablement à l'arrêt des modalités de collaboration avec les communes membres et après l'enquête publique, afin que les avis joints au dossier d'enquête publique, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête y soient présentés.

Outre ces deux réunions obligatoires, il est proposé de réunir la conférence intercommunale :

- préalablement à l'arrêt du projet de RLPi par le Conseil de la Métropole ;
- préalablement à l'approbation du RLPi par le Conseil de la Métropole.

- **La saisine pour avis des conseils municipaux des communes concernées**

Conformément au Code de l'Urbanisme, l'avis des conseils municipaux sur le projet arrêté doit être recueilli.

Outre cette saisine obligatoire, il est proposé de solliciter l'avis « simple » des conseils municipaux aux étapes clefs de la procédure d'élaboration du RLPi :

- Préalablement à l'adoption par la Métropole de la délibération prescrivant le RLPi, et définissant les objectifs et les modalités de la concertation ;
- Préalablement à l'arrêt du projet de RLPi par le Conseil de la Métropole ;
- Préalablement à l'approbation du RLPi par le Conseil de la Métropole.

- **Le « groupe de travail RLPi »**

Afin de permettre aux communes et à leur Maire de participer aux travaux d'élaboration du RLPi il est prévu de réunir, tout au long de la procédure et autant que de besoin, « un groupe de travail RLPi ».

Il regroupera les Maires des 18 communes membres-ou leurs représentants, accompagnés, en tout état de cause, de leurs techniciens.

En outre, ce groupe de travail sera présidé par Monsieur le Maire de Gignac la Nerthe, conseiller métropolitain et territorial (ou son représentant), qui le réunira en adressant à chacun des Maires des 18 communes une invitation écrite et ce, par tous moyens.

Le groupe de travail RLPi assurera notamment, le pilotage général de l'élaboration du RLPi et de la procédure.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 025-2364/17/CM

■ Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) sur le Territoire Marseille Provence - Prescription - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation MET 17/3813/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 Code de l'Environnement) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP).

Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolé Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) était la seule intercommunalité à exercer, depuis le 31 décembre 2000, les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plan d'Occupation des Sols (POS), Plan Local d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Ainsi, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, et donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité, sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence (ancien établissement public de coopération intercommunale MPM) (article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a modifié le régime des RLP, ce qui implique désormais d'élaborer un RLPi sur le périmètre du Territoire Marseille Provence :

- avant la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, hors agglomération, le règlement local de publicité pouvait instituer des zones de publicité autorisée, où la publicité était admise par exception. En agglomération, le RLP pouvait instituer des zones de publicité restreinte, où les règles locales étaient plus restrictives que le règlement national de publicité, et des zones de publicité élargie, où les règles locales étaient plus souples que le règlement national de publicité ;
- depuis la loi Grenelle II, en agglomération, le règlement local de publicité ne peut désormais plus définir qu'une ou plusieurs zones où une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national s'applique (art. L. 581-14 Code de l'Environnement). Hors agglomération, le RLP peut seulement autoriser la publicité « *à proximité immédiate des centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération* » (art. L. 581-7 du Code de l'environnement).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L. 581-14-3 du Code de l'Environnement). Ce délai expirera le 13 juillet 2020.

Les règlements locaux de publicité en vigueur sur le Territoire Marseille Provence ont été adoptés avant l'entrée en vigueur de la loi Grenelle II et ne sont pas conformes à ses dispositions. Il convient donc désormais d'envisager l'élaboration d'un nouveau Règlement Local de Publicité intercommunal à l'échelle du Territoire Marseille Provence.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement et en prévoyant des étapes procédurales supplémentaires.

Conformément aux articles L. 153-11 et L. 103-4 du Code de l'Urbanisme, le Conseil de la Métropole doit prescrire l'élaboration du RLPi et préciser les objectifs

poursuivis, ainsi que les modalités de la concertation avec le public :

Les objectifs poursuivis :

Au vu du contexte rappelé ci-avant, les objectifs poursuivis par l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal sont les suivants :

- assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire Marseille Provence ;
- identifier les espaces à protéger pour des raisons paysagères, patrimoniales, etc ; et les protéger ;
- revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouvelles orientations.

Les modalités de la concertation :

La concertation avec le public se déroulera de la prescription du RLPi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet de RLPi ».

Les modalités de la concertation avec le public seront les suivantes :

- un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sera mis en ligne sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera mis à disposition du public au siège du Territoire Marseille Provence, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- le public pourra exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :
 - o en les consignant dans les registres mis à disposition au siège du Territoire Marseille Provence, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
 - o et/ou en les adressant par écrit à l'adresse suivante :
Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence
CONCERTATION SUR LE
REGLEMENT LOCAL DE
PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Les Docks- Atrium 10.7 BP 48014 –
13567 Marseille Cedex 02
 - o et/ou en les adressant par courrier électronique à l'adresse suivante :

rlpi-concertation.marseilleprovence@ampmetropole.fr

- Des réunions publiques seront organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet de RLPi y soit présenté :
 - o Une générale à l'échelle du Territoire Marseille Provence ;
 - o Une à l'échelle de chaque bassin de vie (ouest/est/centre) et une sur la commune de Marseille.

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération cadre du Conseil de la Métropole du 28 juin 2017 de répartition des compétences relatives à l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 27 juin 2017 émettant un avis sur la définition des objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
- Les avis des Communes sur la définition des objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public.

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Règlement Local de Publicité sur le Territoire Marseille Provence ;
- Qu'il convient de prescrire l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal sur le Territoire Marseille Provence ;
- Qu'il appartient également au Conseil de la Métropole de définir les objectifs poursuivis par le RLPi, ainsi que les modalités de la concertation avec le public.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire Marseille Provence.

Article 2 :

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire Marseille Provence ;
- identifier les espaces à protéger pour des raisons paysagères, patrimoniales, etc. et les protéger ;
- revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouveaux choix.

Article 3 :

Les modalités de la concertation avec le public sont les suivantes :

- un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sera mis en ligne sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera mis à disposition du public au siège du Territoire Marseille Provence, dans

chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- le public pourra exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :

- o en les consignant dans les registres mis à disposition au siège du Territoire Marseille Provence, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- o et/ou en les adressant par écrit à l'adresse suivante :
Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence
CONCERTATION SUR LE
REGLEMENT LOCAL DE
PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Les Docks- Atrium 10.7 BP 48014 –
13567 Marseille Cedex 02
- o et/ou en les adressant par courrier électronique à l'adresse suivante :

rlpi-concertation.marseilleprovence@ampmetropole.fr

- Des réunions publiques seront organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet de RLPi y soit présenté :
 - o Une générale à l'échelle du Territoire Marseille Provence ;
 - o Une à l'échelle de chaque bassin de vie (ouest/est/centre) et une sur la commune de Marseille.

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage. La concertation avec le public se déroulera de la prescription du RLPi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet de RLPi ».

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole – Sous-Politique C120 – Nature 6227 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 026-2365/17/CM

■ Répartition des compétences relatives à l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs MET 17/3814/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de règlement local de publicité.

Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolle Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) était la seule intercommunalité à exercer, depuis le 31 décembre 2000, les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plan d'Occupation des Sols (POS), Plan Local d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Ainsi, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, et donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité, sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence (ancien établissement public de coopération intercommunale MPM) (article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L. 581-14-3 du Code de l'Environnement). Ce délai expirera le 13 juillet 2020.

Les RLP en vigueur sur le Territoire Marseille Provence ont été adoptés avant la loi Grenelle II et ne sont pas conformes à ses dispositions. Il convient donc désormais d'engager l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal à l'échelle du Territoire Marseille Provence.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement.

Le Code de l'Environnement prévoit des étapes de procédure supplémentaires :

- le Président du Conseil de la Métropole pourra recueillir l'avis de toute personne, de tout organisme ou association compétents en matière de paysage, de publicité, d'enseignes et préenseignes, d'environnement, d'architecture, d'urbanisme, d'aménagement du territoire, d'habitat et de déplacements, y compris, le cas échéant, des collectivités territoriales des Etats limitrophes (art. L. 581-14-1 al. 2 du Code de l'Environnement) ;
- le projet de RLPi arrêté sera soumis pour avis, avant l'enquête publique, à la commission départementale en matière de nature, de paysages et de sites, qui aura trois mois pour se prononcer (art. L. 581-14-1 al. 2 du Code de l'Environnement) ;
- le RLPi fera l'objet d'une mesure de publicité particulière, puisqu'il devra être mis à disposition sur le site internet de la Métropole (art. R. 581-79 du Code de l'Environnement).

La loi MAPTAM a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés par un Président du Conseil de Territoire. Leur périmètre se fonde sur les périmètres des six intercommunalités fusionnées.

L'article L. 5218-7, II du Code Général des Collectivités Territoriales attribue des compétences exclusives à la Métropole, notamment pour l'approbation du Plan Local d'Urbanisme. Les mêmes dispositions imposent au Conseil de la Métropole, à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2019, de déléguer aux Conseils de Territoire ses compétences non exclusives.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence sera donc chargé de l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire Marseille Provence.

Enfin, concernant les délégations au Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, il est rappelé que :

- d'une part, en application de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président du Conseil de Territoire exécute les délibérations du Conseil de Territoire ;
- d'autre part, par arrêté n° 17/044CM le Président du Conseil de la Métropole a délégué au Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit

de la Métropole, l'exercice de certaines de ses attributions.

Ainsi en matière d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal, il relève :

- des attributions du Conseil de la Métropole d'arrêter les modalités de collaboration avec les communes du Territoire Marseille Provence, de prescrire l'élaboration du RLPi, de définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public, de tirer le bilan de la concertation, d'arrêter le projet de RLPi et d'approuver le RLPi ;
- des attributions du Conseil de Territoire : élaborer le projet de RLPi ; émettre un avis sur les projets de délibération du Conseil de la Métropole fixant les modalités de collaboration avec les communes, engageant le RLPi, arrêtant le projet de RLPi et approuvant le RLPi ;
- des attributions du Président du Conseil de Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer au vice-président : conduire la procédure d'élaboration du règlement local de publicité intercommunal ; réunir la conférence intercommunale des maires des communes concernées ; accomplir les formalités de publicité requises pour la délibération prescrivant l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public, et notifier cette délibération aux personnes publiques associées ; notifier le projet arrêté aux personnes publiques associées, aux communes concernées, à la commission de la nature, des paysages et des sites, et, à leur demande, aux communes limitrophes, aux EPCI directement intéressés et à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ; saisir pour avis les communes concernées ; saisir pour avis le conseil de développement du projet de règlement local de publicité intercommunal arrêté ; soumettre à enquête publique le projet de règlement local de publicité intercommunal arrêté ; saisir pour avis le Conseil de Territoire Marseille Provence ; accomplir les formalités de publicité requises pour la délibération approuvant le règlement local de publicité intercommunal.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence du 27 juin 2017 émettant un avis sur la répartition des compétences relatives à l'élaboration du RLPI entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs.
- L'arrêté du Président du Conseil de la Métropole portant délégation de fonctions au Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Règlement Local de Publicité sur le Territoire Marseille Provence ;
- Qu'il convient d'engager l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal sur le Territoire Marseille Provence ;
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence un statut particulier, en fixant des prérogatives propres au Conseil de Métropole et au Conseil de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation

automatique de compétences et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives au Conseil de Territoire.

Délibère

Article 1 :

Pour la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- arrête les modalités de collaboration avec les communes du Territoire Marseille Provence ;
- prescrit l'élaboration du RLPI ;
- définit les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ;
- tire le bilan de la concertation ;
- arrête le projet de RLPI ;
- approuve le RLPI.

Article 2 :

Pour la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal, le Conseil de Territoire :

- fabrique le projet de RLPI ;
- émet un avis sur les projets de délibération du Conseil de la Métropole arrêtant les modalités de collaboration avec les communes, prescrivant le RLPI, arrêtant le projet de RLPI et approuvant le RLPI.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole – Sous-Politique C120 – Nature 6227 – Fonction 518.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 027-2366/17/CM

■ Approbation du bilan de clôture de l'opération d'aménagement du Grand Coudoux - Quitus donné à la SPLA Pays d'Aix Territoires MET 17/3695/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 15 décembre 2011, la Communauté du Pays d'Aix déclarait l'opération d'aménagement du Grand Coudoux d'intérêt communautaire. Cette opération visait à créer en prolongement immédiat de la ville existante environ 100 logements en collectifs et individuels dont 30 % de logements sociaux soit au total 8500 m² de SHON habitables sur une emprise foncière de 12643m².

Par ailleurs, conformément à la délibération du 30 juin 2011 fixant la répartition des ouvrages et équipements à réaliser entre la commune et la CPA, cette dernière a financé et réalisé l'ensemble des travaux relatifs aux équipements publics et aux aménagements de surface de l'opération.

Ainsi, le programme des équipements publics à la charge du Pays d'Aix prévoyait notamment la réalisation et la réhabilitation de voiries, la réalisation d'une place publique centrale, d'un parc pour enfant et d'un cheminement piéton reliant le projet au reste de la commune.

Afin de permettre la réalisation effective de ces ouvrages, une convention d'aménagement de 1 394 000€TTC a été signée en mars 2012 avec la SPLA Pays d'Aix Territoires, conformément à la délibération de février 2012.

Les travaux ont été réalisés en 2014 et les ouvrages ont été remis aux différents gestionnaires. L'année de garantie étant terminée sans nécessiter de reprises particulières et l'ensemble des dispositions prévues par la convention ayant été réalisées, il convient donc de clôturer l'opération.

Conformément à l'article 8,4 de la convention qui détermine les modalités de règlement final, la SPLA Pays d'Aix Territoires a transmis le Décompte Général Provisoire (DGP) de l'opération qui vise à détailler les différentes dépenses réalisées pour la mise en œuvre de l'opération.

Ainsi, le DGP fait apparaître un total de dépense de 1 046 238,28€ TTC :

- 926 555,40€ Travaux,
- 77 754,62€ Honoraires, notamment de maîtrise d'œuvre,
- 7 187,04€ Frais divers,
- 34 741,22€ Rémunération SPLA Pays d'Aix Territoires.

En recettes, le DGP fait apparaître un total de 1 349 568,63€TTC :

- 1 270 534€ Avances versées par le Pays d'Aix à la SPLA Pays d'Aix Territoires,
- 33 002,42€ Rémunération versée à la SPLA Pays d'Aix Territoires,
- 46 032,21€ Produits divers et financiers.

Ainsi, la différence entre les recettes perçues par la SPLA Pays d'Aix Territoires et les dépenses de cette dernière, fait apparaître un solde créditeur de 303 330,35€ TTC qui sera reversé par la SPLA Pays d'Aix Territoires conformément à la convention.

Ainsi, au vu des éléments présentés, il convient de donner quitus à la SPLA Pays d'Aix Territoires de ses missions qui lui ont été confiées dans le cadre de la convention d'aménagement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2011_A196 du Conseil communautaire de la CPA du 15 décembre 2011 déclarant le projet d'aménagement du « Grand Coudoux » d'intérêt communautaire ;
- La délibération n°2012_B071 du Bureau communautaire de la CPA du 23 février 2012 validant le programme des travaux et la passation d'une convention d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la totalité des missions confiées à la SPLA Pays d'Aix Territoires par la convention d'aménagement ont été réalisées.
- Que le Décompte Global Provisoire transmis par la SPLA Pays d'Aix Territoires est conforme à l'ensemble des pièces justificatives fournies.

Délibère

Article 1 :

Est adopté le bilan de clôture de la convention d'aménagement passée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

Quitus est donné à la SPLA Pays d'Aix Territoires de sa mission d'aménageur pour cette opération.

Article 3 :

Est prononcée la clôture de la convention d'aménagement.

Article 4 :

Le Trésorier est autorisé à percevoir la recette d'un montant de 303 330,35€ TTC correspondant au solde excédentaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 028-2367/17/CM

■ Approbation du quitus de l'opération de mise en séparatif du réseau d'assainissement de Miramas MET 17/3911/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs.

Par délibération n° 63/02 du 15 mars 2002, le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence une convention de mandat pour la réalisation de l'opération de mise en séparatif du réseau d'assainissement de Miramas.

Par délibération n° 580/04 du 19 novembre 2004, le SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant 1 à la convention de mandat portant l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération à 15 627 645,92 euros HT (soit 18 690 664,52 euros TTC).

Par délibération n° 91/05 du 4 mars 2005, le SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant 2 à la convention de mandat prolongeant le délai contractuel de réalisation de 12 mois.

Par délibération n° 380/09 du 9 septembre 2009, le SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant 3 à la convention de mandat prolongeant de 24 mois le délai prévisionnel de réalisation de l'opération et augmentant de 433 100 euros TTC le montant de l'enveloppe globale de l'opération pour intégrer l'ensemble des surcoûts liés à l'augmentation des masses de travaux, ce qui porte le coût prévisionnel de l'opération à 19 123 764,52 euros TTC.

Par décision n° 241/10 du 21 avril 2010, le Président du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant 4 à la convention de mandat portant le montant global de l'enveloppe financière à 19 423 764,52 euros TTC, dont 1 057 962,14 euros TTC d'honoraires.

Par décision n° 227/14 du 05 mars 2014, le Président du SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant 5 à la convention de mandat portant le montant global de l'enveloppe financière à 19 723 764,52 euros TTC. Le montant des honoraires est inchangé.

A ce jour, l'ouvrage a fait l'objet d'une réception et le bilan de clôture transmis par l'EPAD Ouest Provence présenté en annexe, fixe le montant des dépenses totales pour la Métropole Aix-Marseille-Provence à 19 683 654,32 euros TTC dont 1 057 962,14 euros TTC d'honoraires.

L'opération étant achevée conformément au programme défini, l'EPAD Ouest Provence demande quitus de sa mission, en application de l'article 10 de la convention de mandat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 63/02 du 15 mars 2002 du SAN Ouest Provence portant convention de mandat avec l'EPAD Ouest Provence pour l'opération de mise en séparatif du réseau d'assainissement de Miramas ;

- La délibération n° 580/04 du 19 novembre 2004 du SAN Ouest Provence modifiant l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération ;
- La délibération n° 91/05 du 4 mars 2005 du SAN Ouest Provence prolongeant le délai de réalisation ;
- La délibération n° 380/09 du 9 septembre 2009 du SAN Ouest Provence modifiant l'enveloppe financière et le délai de réalisation de l'opération ;
- Les décisions n°241/10 du 21 avril 2010 et n° 227/14 du 05 mars 2014 du SAN Ouest Provence modifiant le montant global de l'enveloppe financière ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de solder l'opération de mise en séparatif du réseau d'assainissement de Miramas et de donner quitus à l'EPAD Ouest Provence de sa mission ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de clôture définitif transmis par l'EPAD Ouest Provence tel qu'il figure en annexe, pour un montant de 19 683 654,32 euros TTC (dix-neuf millions six cent quatre-vingt-trois mille six cent cinquante-quatre euros et trente-deux centimes) dont 1 057 962,14 euros TTC d'honoraires.

Article 2 :

Est donné quitus à l'EPAD Ouest Provence pour sa mission de mandataire pour la mise en séparatif du réseau d'assainissement de Miramas.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 029-2368/17/CM

**■ Approbation du quitus de l'opération de construction d'un local d'activités relais destiné à la location aux entreprises sur la zone de Lavalduc à Fos-sur-Mer
MET 17/3912/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs.

Par délibération n° 191/02 du 29 mai 2002, le SAN Ouest Provence a approuvé la passation d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée à l'EPAD Ouest Provence pour la construction d'un local d'activités relais destiné à la location aux entreprises sur la zone de Lavalduc à Fos-sur-Mer.

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle initiale avait été fixée à 650 958,30 euros HT, soit 778 546,12 euros TTC, comprenant une rémunération du mandataire de 33 843,73 euros HT, soit 40 477,10 euros TTC.

A ce jour, l'ouvrage a fait l'objet d'une réception et le bilan de clôture transmis par l'EPAD Ouest Provence présenté en annexe, fixe le montant des dépenses totales pour la Métropole Aix-Marseille-Provence à 721 110,24 euros TTC (sept cent vingt et un mille cent dix euros et vingt-quatre centimes) dont 40 477,10 euros TTC d'honoraires.

L'opération étant achevée conformément au programme défini, l'EPAD Ouest Provence demande quitus de sa mission, en application de l'article 10 de la convention de mandat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 191/02 du 29 mai 2002 du SAN Ouest Provence portant convention de mandat avec l'EPAD Ouest Provence pour la construction d'un local d'activités relais destiné à la location aux entreprises sur la zone de Lavalduc à Fos-sur-Mer ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'achèvement de l'opération conformément au programme défini ;
- Qu'il est nécessaire de solder cette opération et de donner quitus à l'EPAD Ouest Provence de sa mission ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de clôture définitif transmis par l'EPAD Ouest Provence tel qu'il figure en annexe d'un montant de 721 110,24 euros TTC (sept cent vingt et un mille cent dix euros et vingt-quatre centimes) dont 40 477,10 euros TTC d'honoraires.

Article 2 :

Est donné quitus à l'EPAD Ouest Provence pour sa mission de mandataire pour la construction d'un local d'activités relais destiné à la location aux entreprises sur la zone de Lavalduc à Fos-sur-Mer.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 030-2369/17/CM

**■ Approbation du quitus de l'opération de travaux de renforcement des équipements de la station d'épuration de Rassuen à Istres
MET 17/3913/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs.

Par délibération n° 206/03 du 31 mars 2003, le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence une convention de mandat pour la réalisation d'une opération de travaux de renforcement des équipements de la station d'épuration de Rassuen à Istres.

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle était de 993 500 euros HT (soit 1 188 226 euros TTC), dont 56 250 euros HT (soit 67 275 euros TTC) d'honoraires.

Par délibérations n° 577/04 du 19 novembre 2004 puis n° 40/05 du 28 janvier 2005 du SAN Ouest Provence, l'enveloppe financière dédiée à cette opération a été modifiée et finalement portée à 620 745,72 euros HT (soit 742 411,88 euros TTC), dont 38 897,00 euros HT (soit 46 520,82 euros TTC) de rémunération du mandataire.

Par délibération n° 89/05 du 4 mars 2005, le SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant 3 à la convention de mandat prolongeant le délai de réalisation.

A ce jour, l'ouvrage a fait l'objet d'une réception et le bilan de clôture transmis par l'EPAD Ouest Provence, présenté en annexe, fixe le montant des dépenses totales pour la Métropole Aix-Marseille-Provence à 670 153,91 euros TTC dont 46 520,82 euros TTC d'honoraires.

L'opération étant achevée conformément au programme défini, l'EPAD Ouest Provence demande

quitus de sa mission, en application de l'article 10 de la convention de mandat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 206/03 du 31 mars 2003 du SAN Ouest Provence portant convention de mandat avec l'EPAD Ouest Provence pour la réalisation de travaux de renforcement des équipements de la station d'épuration de Rassuen à Istres ;
- Les délibérations n° 577/04 du 19 novembre 2004 et n° 40/05 du 28 janvier 2005 du SAN Ouest Provence portant approbation des avenants 1 et 2 à la convention et modifiant l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- La délibération n° 89/05 du 4 mars 2005 du SAN Ouest Provence portant approbation de l'avenant 3 et prolongeant le délai de réalisation de l'opération ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'achèvement de l'opération conformément au programme défini ;
- Qu'il est nécessaire de solder l'opération et de donner quitus à l'EPAD Ouest Provence pour sa mission de réalisation de travaux de

renforcement des équipements de la station d'épuration de Rassuen à Istres ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de clôture définitif transmis par l'EPAD Ouest Provence tel qu'il figure en annexe pour un montant de 670 153,91 euros TTC (six cent soixante-dix mille cent cinquante-trois euros et quatre-vingt-onze centimes) dont 46 520,82 euros TTC d'honoraires.

Article 2 :

Est donné quitus à l'EPAD Ouest Provence pour sa mission de mandataire concernant l'opération de travaux de renforcement des équipements de la station d'épuration de Rassuen à Istres.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 031-2370/17/CM

**■ Approbation du bilan de clôture de l'opération de construction d'un espace éducatif social et culturel à Grans
MET 17/3914/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée auxdites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs.

Par délibération n° 407/03 du 30 juin 2003, le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence une convention de mandat pour l'opération de construction d'un espace éducatif social et culturel à Grans.

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle avait été fixé à 7 467 700 euros HT (soit 8 931 369,20 euros TTC) dont 422 700,00 euros HT d'honoraires (soit 505 549,20 euros TTC).

Par délibération n° 793/03 du 14 novembre 2003, le SAN Ouest Provence a approuvé la résiliation de la convention de mandat avec l'EPAD Ouest Provence d'un commun accord et sans indemnité. Toutefois, l'EPAD Ouest Provence a demandé le paiement des prestations exécutées.

Aussi il convient aujourd'hui d'approuver le bilan de clôture de l'opération transmis par l'EPAD Ouest Provence présenté en annexe, qui fixe le montant des dépenses totales pour la Métropole Aix-Marseille-Provence à 22 070,68 euros TTC, correspondant aux honoraires réellement engagés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 407/03 du 30 juin 2003 du SAN Ouest Provence portant convention de mandat pour l'opération de construction d'un espace éducatif social et culturel à Grans ;
- La délibération n° 793/03 du 14 novembre 2003 du SAN Ouest Provence portant résiliation de la convention de mandat avec l'EPAD Ouest Provence pour cette opération ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de solder l'opération de construction d'un espace éducatif social et culturel à Grans ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de clôture définitif transmis par l'EPAD Ouest Provence relatif à l'opération de construction d'un espace éducatif social et culturel à Grans tel qu'il figure en annexe, pour un montant de 22 070,68 euros TTC (vingt deux mille soixante-dix euros et soixante-huit centimes).

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 032-2371/17/CM

■ Approbation du quitus pour l'opération d'arrêt du fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées de la Romaniquette à Istres MET 17/3961/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles.

A compter de cette date, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée aux dites intercommunalités dans la continuation et la modification des décisions qu'elles ont actées à la fin de leurs exercices respectifs.

Par délibération n° 321/02 du 30 juillet 2002, le SAN Ouest Provence a confié à l'EPAD Ouest Provence une convention de mandat pour la réalisation de l'opération d'arrêt du fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées de la Romaniquette à Istres, pour un montant d'honoraires de 91 469,00 euros TTC (soit 109 396,92 euros TTC).

Par délibération n° 581/04 du 19 novembre 2004, le SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant 1 à la convention de mandat avec l'EPAD prolongeant le délai initial et définissant une nouvelle enveloppe financière d'un montant de 3 420 743,32 euros HT (soit 4 091 209,01 euros TTC), dont 193 626,98 euros HT d'honoraires (soit 231 577,86 euros TTC).

Par délibération n°90/05 du 4 mars 2005, le SAN Ouest Provence a approuvé l'avenant 2 à la convention de mandat prolongeant le délai de réalisation.

A ce jour, l'ouvrage a fait l'objet d'une réception et le bilan de clôture transmis par l'EPAD Ouest Provence et présenté en annexe, fixe le montant des dépenses totales pour la Métropole Aix-Marseille-Provence à 3 749 050,17 euros TTC dont 231 577,86 euros TTC d'honoraires.

L'opération étant achevée conformément au programme défini, l'EPAD Ouest Provence demande quitus de sa mission, en application de l'article 10 de la convention de mandat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 321/02 portant convention de mandat avec l'EPAD Ouest Provence pour la réalisation de l'opération d'arrêt du fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées de la Romaniquette à Istres ;
- Les délibérations n° 581/04 et n° 90/05 portant approbation des avenants à la convention de mandat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'achèvement de l'opération conformément au programme défini ;
- Qu'il est nécessaire de solder cette opération et de donner quitus à l'EPAD Ouest Provence pour sa mission ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le bilan de clôture définitif transmis par l'EPAD Ouest Provence tel qu'il figure en annexe pour un montant de 3 749 050,17 euros TTC (trois millions sept cent quarante-neuf mille cinquante euros et dix-sept centimes) dont 231 577,86 euros TTC d'honoraires.

Article 2 :

Est donné quitus à l'EPAD Ouest Provence pour sa mission de mandataire concernant l'opération d'arrêt du fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées de la Romaniquette à Istres.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 033-2372/17/CM

■ Approbation du zonage d'assainissement des eaux usées annexé au Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Alleins MET 17/4011/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose qu'il appartient aux communes ou leurs établissements publics de coopération intercommunale, de délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif des eaux usées où le raccordement à l'égout est obligatoire, et les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des installations autonomes par un SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif).

Sur le territoire de la commune d'Alleins, la compétence assainissement des eaux usées est

exercée depuis le 1^{er} janvier 2016, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, se substituant de plein droit à la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence. Par délibération en date du 16 décembre 2013, le Conseil Communautaire de l'ex Agglopolo Provence a décidé de déléguer aux communes l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique de zonage d'assainissement des eaux usées afin qu'elle soit réalisée en même temps que la procédure d'enquête publique d'élaboration ou de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En effet, la carte du zonage d'assainissement est une composante technique du dossier de PLU.

Conformément aux prescriptions du CGCT, l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Alleins ainsi que le zonage d'assainissement des eaux usées, ont fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 5 septembre au 4 octobre 2016, au cours de laquelle le nombre important de contributions, avis et remarques de toutes natures a démontré l'intérêt attaché par les habitants à la gestion du territoire communal.

Le commissaire-enquêteur a remis son rapport définitif le 07 novembre 2016, en émettant un avis favorable assorti d'une recommandation relative à la complétude des annexes sanitaires avec les documents de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En conséquence, la carte de zonage relative à l'assainissement des eaux usées, ainsi que la notice correspondante ont bien été annexées au dossier de Plan Local d'Urbanisme.

Suite à l'approbation du PLU par le Conseil Municipal de la commune d'Alleins, en date du 20 décembre 2016, le zonage d'assainissement des eaux usées est conforme aux prescriptions réglementaires et légales.

le plan de zonage sera mis à disposition du public au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais – 281 Boulevard Maréchal Foch- 13300 Salon-de-Provence, aux heures d'ouverture habituelles au public et fera l'objet des mesures de publicité nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2224-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 92-3 du 3 janvier 1992 dite «loi sur l'eau» ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L123-1 et L123-6 ;
- La délibération n°181/13 du 16 décembre 2013 de l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence déléguant aux communes l'ouverture et l'organisation de la procédure d'enquête publique des zonages d'assainissement des eaux usées ;
- L'enquête publique qui s'est déroulée 05 septembre au 04 octobre 2016 ;
- Les conclusions du commissaire enquêteur en date du 07 novembre 2016 portant un avis favorable ;
- La délibération n°89/2016 de la commune d'Alleins portant sur l'approbation du PLU après enquête publique ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'approbation du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune d'Alleins.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune d'Alleins, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 034-2373/17/CM

**■ Approbation du zonage d'assainissement des eaux usées annexé au Plan Local d'Urbanisme révisé de la commune de Sénas
MET 17/4012/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose qu'il appartient aux communes ou leurs établissements publics de coopération intercommunale, de délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif des eaux usées où le raccordement à l'égout est obligatoire, et les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des installations autonomes par un SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif).

Sur le territoire de la commune de Sénas, la compétence assainissement des eaux usées est exercée depuis le 1^{er} janvier 2016, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, se substituant de plein droit à la Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence. Par délibération du 16 décembre 2013, le Conseil Communautaire de l'ex Agglopolice Provence a décidé de déléguer aux communes l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique de zonage d'assainissement des eaux usées afin qu'elle soit réalisée en même temps que la procédure d'enquête publique d'élaboration ou de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En effet, la carte du zonage d'assainissement est une composante technique du dossier de PLU.

Conformément aux prescriptions du CGCT, la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sénas ainsi que le zonage d'assainissement des eaux usées, ont fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 1^{er} juin au 1^{er} juillet 2016.

Sur demande d'une des personnes publiques associées, la carte de zonage relative à l'assainissement collectif a été rectifiée pour intégrer la totalité des zones des U et AU, et la notice du zonage d'assainissement de la commune a été actualisée.

Le commissaire-enquêteur a remis son rapport définitif le 28 juillet 2016, en émettant un avis favorable.

Suite à l'approbation de la révision du PLU par le Conseil Municipal de la commune de Sénas du 20 septembre 2016, le zonage d'assainissement des eaux usées est conforme aux prescriptions réglementaires et légales.

Le plan de zonage sera mis à disposition du public au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais – 281 Boulevard Maréchal Foch- 13300 Salon-de-Provence, aux heures d'ouverture habituelles au public et fera l'objet des mesures de publicité nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2224-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 92-3 du 3 janvier 1992 dite «loi sur l'eau» ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L123-1 et L123-6 ;
- La délibération n°181/13 du 16 décembre 2013 de l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence déléguant aux communes l'ouverture et l'organisation de la procédure d'enquête publique des zonages d'assainissement des eaux usées ;
- L'enquête publique qui s'est déroulée du 1^{er} juin au 1^{er} juillet 2016 ;
- Les conclusions du commissaire enquêteur en date du 28 juillet 2016 portant un avis favorable ;
- La délibération n°16.09.085 de la commune de Sénas portant sur l'approbation du Plan Local d'Urbanisme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'approbation du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Sénas.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Sénas, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 035-2374/17/CM

■ Approbation du zonage d'assainissement des eaux usées annexé au Plan Local d'Urbanisme révisé de la commune de Salon-de-Provence MET 17/4014/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose qu'il appartient aux communes ou leurs établissements publics de coopération intercommunale, de délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif des eaux usées où le raccordement à l'égout est obligatoire, et les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des installations autonomes par un SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif).

Sur le territoire de la commune de Salon-de-Provence, la compétence assainissement des eaux usées est exercée depuis le 1^{er} janvier 2016, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, se substituant de plein droit à la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence.

Par délibération du 16 décembre 2013, le Conseil Communautaire de l'ex Agglopolo Provence a décidé de déléguer aux communes l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique de zonage d'assainissement des eaux usées afin qu'elle soit réalisée en même temps que la procédure d'enquête publique d'élaboration ou de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

En effet; la carte du zonage d'assainissement est une composante technique du dossier de PLU.

Conformément aux prescriptions du CGCT, la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Salon-de-Provence ainsi que le zonage d'assainissement des eaux usées, ont fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 10 novembre au 11 décembre 2015.

Le commissaire-enquêteur a remis son rapport définitif le 11 janvier 2016, en émettant un avis favorable assorti d'une réserve ainsi formulée : « Avis favorable sous la réserve indissociable d'intégration de la totalité des zones U et AU du PLU à l'intérieur de la zone d'assainissement collectif, assortie d'une légende ».

En conséquence, la carte de zonage relative à l'assainissement collectif a été rectifiée pour intégrer la totalité des zones U et AU, et complétée par une légende permettant de distinguer à l'intérieur de cette zone :

- les secteurs équipés de réseaux de collecte,
- les secteurs qui ne le sont pas encore,
- les secteurs dont les réseaux de collecte ne font pas partie du patrimoine de la collectivité compétente en assainissement,

- les secteurs U ou AU qui relèvent d'un assainissement autonome.

Par ailleurs, la notice du zonage d'assainissement de la commune a été actualisée et enrichie d'une note sommaire sur l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif dans les 2 principaux secteurs de Salon-de-Provence actuellement concernés par ce mode (Val de Cuech et Bel Air).

Suite à l'approbation de la révision du PLU par le Conseil Municipal du 31 mars 2016 de la commune de Salon-de-Provence, le zonage d'assainissement des eaux usées est conforme aux prescriptions réglementaires et légales.

Le plan de zonage sera mis à disposition du public au siège du Conseil de Territoire du Pays Salonais – 281 Boulevard Maréchal Foch- 13300 Salon-de-Provence, aux heures d'ouverture habituelles au public et respectera les mesures de publicité nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2224-10 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi 92-3 du 3 janvier 1992 dite «loi sur l'eau» ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L123-1 et L123-6 ;
- La délibération n°181/13 du 16 décembre 2013 de l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence déléguant aux communes l'ouverture et l'organisation de la procédure d'enquête publique des zonages d'assainissement des eaux usées ;
- L'enquête publique qui s'est déroulée du 10 novembre au 11 décembre 2015 ;
- Les conclusions du commissaire enquêteur en date du 11 janvier 2016 portant un avis favorable ;
- La délibération n°2016/167 de la commune de Salon-de-Provence portant sur l'approbation de la révision générale du PLU après enquête publique ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'approbation du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Salon-de-Provence.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Salon-de-Provence, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 036-2375/17/CM

**■ Constat des constructions réalisées sur le programme de logements individuels "Les Gargouilles" situé sur les parcelles cadastrées section AD n° 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66 et n° 89 sur la commune d'Istres
MET 17/3917/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence, exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés.

A cette date, en vertu des dispositions de l'article L.5333-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'ancien Etablissement Public de Coopération Intercommunale dénommé SAN Ouest Provence exerçait les compétences attribuées aux communes relatives aux Zones d'Aménagement Concerté et au Plan d'Aménagement des Zones, aux lotissements comportant plus de trente logements ainsi que pour les opérations groupées de plus de trente logements.

Selon les dispositions du même article, lorsque 90 % de la surface des programmes prévisionnels de construction d'une opération groupée de plus de trente logements ont été réalisés, il est possible d'en faire le constat par une délibération afin de restituer, au Maire de la ville concernée, ses pouvoirs en

matière d'autorisation d'utilisation du sol pour cette opération groupée.

Le programme de logements individuels « Lotissement Les Gargouilles » de la Société PROMOCIL, implantée à Marseille, a été autorisé par arrêté préfectoral n° 71/646 du 16 février 1971, pour la réalisation de 81 villas avec jardin. Un permis de construire modificatif (n° 1304729814) a été autorisé par arrêté préfectoral du 8 novembre 1972.

Toutes les constructions étant réalisées à ce jour, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence demande donc au Conseil de la Métropole de constater la réalisation de l'intégralité des constructions du programme de logements individuels « Les Gargouilles » à Istres, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir :

- un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés,
- un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est constatée la réalisation de l'intégralité des constructions comprises dans le programme de logements individuels dénommé « Les Gargouilles » (arrêtés préfectoraux n° 71/646 du 16 février 1971 et n° 1304729814 du 8 novembre 1972) à Istres, ainsi que les documents joints à la présente délibération permettent d'en attester, à savoir :

- un plan de composition faisant apparaître l'implantation des bâtiments réalisés,
- un tableau donnant le détail des autorisations d'urbanisme.

Article 2 :

Est précisé que ce constat a pour effet de restituer au Maire d'Istres ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol, pour cette opération de constructions.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer tous les documents découlant de la délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 037-2376/17/CM

■ Approbation de la restitution de la compétence en matière d'autorisation du droit des sols en ZAC et pour les opérations de plus de 30 logements au bénéfice des communes membres du Territoire Istres-Ouest Provence MET 17/4193/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) : « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent Code », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même Code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les compétences énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au 31 décembre 2015, le SAN Ouest Provence exerçait conformément aux dispositions de l'article L. 5333- 3 du CGCT, les compétences attribuées aux communes relatives aux zones d'aménagement concerté et au plan d'aménagement des zones ainsi qu'aux lotissements comportant plus de trente logements. Les projets relatifs à ces décisions d'urbanisme sont soumis pour avis aux conseils municipaux des communes dont le territoire est intéressé. Dans les zones d'aménagement concerté et les lotissements de plus de trente logements ainsi que pour les opérations groupées de plus de trente logements, le Président du syndicat d'agglomération nouvelle exerce les pouvoirs dévolus au maire de la commune en matière d'autorisations d'utilisation des sols et l'assemblée délibérante exerce ceux du conseil municipal en matière d'adoption des investissements. Toutefois, lorsque 90 % de la surface des programmes prévisionnels de construction de la zone d'aménagement concerté ont été réalisés ou lorsque les neuf dixièmes des lots du lotissement ont été construits, le comité du syndicat le constate par une délibération qui a pour effet de restituer au maire dans cette zone ou ce lotissement, ses pouvoirs en matière d'autorisation d'utilisation du sol. Il en est de même dès que la conformité d'une opération groupée a été constatée.

Ainsi, l'instruction des autorisations d'urbanisme en ZAC et pour les opérations de plus de 30 logements relèvent depuis le 1^{er} janvier 2016 de la compétence de la Métropole et ce jusqu'au 31 décembre 2017. Dans ce cadre, une restitution de la compétence au bénéfice des communes doit être organisée au plus tard le 1^{er} janvier 2018.

En effet, il ressort de l'article L. 5217-2 du CGCT que l'instruction des autorisations du droit des sols, exercée uniquement sur le territoire Istres-Ouest Provence, ne relève pas de compétences obligatoires de la Métropole.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de la Métropole de se prononcer en faveur de la restitution de la compétence liée à l'instruction des autorisations d'urbanisme en ZAC et pour les opérations de plus de 30 logements au bénéfice des communes concernées situées sur le territoire Istres-Ouest Provence conformément aux dispositions de l'article L. 5211-41-3 du CGCT.

Il appartiendra à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) de la Métropole d'évaluer l'impact financier de ce retour de la compétence aux communes pour que puisse être révisé en conséquence le montant des attributions de compensation des communes concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 12 juillet 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le principe de restitution de la compétence en matière d'autorisations du droit des sols en ZAC et pour les opérations de plus de 30 logements de la Métropole Aix-Marseille-Provence au bénéfice des communes concernées situées sur le territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

La restitution de cette compétence est mise en œuvre dans les conditions prévues à l'article L. 5211-41-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer tous les documents découlant de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 038-2377/17/CM

**■ Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement relative au dispositif AMI quartier de gare d'Aubagne
MET 17/3983/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Région Provence-Alpes-Côtes-d'Azur a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour conduire, avec son soutien financier et technique, une étude pré-opérationnelle afin d'élaborer une programme d'aménagement autour des gares.

La gare d'Aubagne, pôle d'échange multimodal, située en centre-ville lui donne ainsi un positionnement stratégique.

La commune d'Aubagne et le Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont lancé plusieurs démarches, menées avec différents partenaires, l'EPF PACA, l'Agam, la SNCF notamment, en vue à la fois de conforter le pôle d'échange et d'engager un projet urbain autour de la gare. Ces réflexions, s'inscrivent dans un projet global de redynamisation du centre-ville d'Aubagne. La commune et le Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaitent donner au centre-ville un rayonnement métropolitain au travers de l'habitat, du développement économique, des équipements publics et des déplacements.

Ces objectifs, inscrits au SCOT du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sont déclinés dans le PADD du PLU d'Aubagne approuvé le 22 novembre 2016.

La synthèse et la mise en œuvre des enjeux identifiés au travers des différentes démarches engagées serviront de base à l'étude pré-opérationnelle objet de l'appel à projet.

La commune d'Aubagne et l'ex Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont présenté leur candidature, par courrier en date du 30 septembre 2015 afin d'être identifié site pilote et conduire l'expérimentation du dispositif « Quartier de gare » adopté en avril 2015 par l'Assemblée régionale dans lequel s'inscrit cet appel à manifestation d'intérêt.

Le site de la gare d'Aubagne a été retenu comme « site pilote ». Dans ce cadre, une étude va être lancée ayant pour objectif de coordonner, compléter et phaser les différents projets identifiés du centre-ville et du quartier de Gare afin de participer à la redynamisation du centre-ville et au développement d'un véritable quartier de Gare.

L'enveloppe estimée pour cette prestation est de 100 000 €, le financement sera réparti de la manière suivante :

- la Région PACA participera à hauteur de 70% ;
- la Ville d'Aubagne participera à hauteur de 15% ;
- la Métropole participera à hauteur de 15%.

Il a été convenu que la ville d'Aubagne conduise la procédure de désignation du prestataire et le préfinancement de cette étude. La Métropole versera sa participation à la ville d'Aubagne une fois la prestation réalisée.

Il est en conséquence proposé la création d'une opération d'investissement rattachée au programme 06 – Urbanisme et foncier pour un montant de 15 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le dispositif « AMI quartier de gare » lancée par la Région en septembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 5 juillet 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Les enjeux en termes de redynamisation du centre-ville d'Aubagne visant à conforter son rôle de ville centre du territoire et son positionnement à l'échelle métropolitaine ;
- L'appui financier et technique de la Région qui va permettre de conduire une étude pré-opérationnelle contribuant à redynamiser le centre-ville d'Aubagne par le développement d'un quartier de gare ;
- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement « Dispositif AMI quartier de gare » afin de permettre la réalisation de ladite étude.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 174064BP, la création et l'affectation d'une opération d'investissement n°2017406800 « Dispositif AMI quartier de gare » pour un montant de 15 000 € TTC.

Article 2 :

Est versé à la ville d'Aubagne, l'équivalent des 15% du montant de la prestation une fois celle-ci réalisée.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets Métropole 2017. L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

- 2017 : 15 000 € TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 039-2378/17/CM

■ Approbation de l'avenant n°8 à la convention 04/1261 relatif au retour à la Ville de Marseille du local situé sur le domaine public maritime sis Anse du Prophète à Marseille MET 17/3892/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence a été créée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015. Elle exerce de plein droit, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place des Communautés d'agglomérations et Communauté Urbaine, les compétences énumérées à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les immeubles et meubles faisant partie du Domaine Public des Communes et des Communes membres et nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole Aix-Marseille Provence ont été affectés de plein droit à la Métropole, qui exerce ainsi l'ensemble des droits et obligations du propriétaire depuis le 1^{er} janvier 2016.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est vue transférer par délibération du 29 mars 2004 n° 04/0352/EHCV pour la Ville de Marseille et du 31 mars 2004 pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FAG 25/132/CC, une liste de biens parmi lesquels figure

un bien sur le domaine public maritime sis Anse du Prophète à Marseille 7^{ème} arrondissement.

La Direction de Propreté Urbaine de la Métropole Aix-Marseille Provence n'a plus l'utilité de ce local. Il est donc proposé à la Ville de Marseille de le retirer de la liste des biens transférés.

La Ville de Marseille délibère concomitamment pour acter le retour dans son patrimoine dudit local.

En conséquence, il convient d'approuver :

L'avenant n° 8 à la convention n° 04/1261 annexée à la délibération du Conseil de Communauté en date du 31 mars 2004, qui acte le retrait du local sis sur le domaine public maritime, Anse du Prophète, à Marseille, de la liste des biens transférés,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n°04/0352/EHCV du Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 29 mars 2004 portant transfert de biens à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération FAG 25/132/CC du Conseil de Communauté du 31 mars 2004 portant transfert de patrimoine immobilier de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2017 portant retour dans le patrimoine municipal du bien sis Anse du Prophète dans le 7ème arrondissement.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de prendre acte de la modification de la convention n° 04/1261 annexée à la délibération du 31 mars 2004, par avenant n° 8, constatant le retrait du bien situé sur le domaine public maritime, Anse du Prophète à Marseille, de la liste des biens transférés.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 8 ci-annexé, à la convention n° 04/1261 du 27 octobre 2004 relatif au retrait de la liste des biens transférés, du local sis sur le domaine public maritime, Anse du Prophète à Marseille 7^{ème} arrondissement.

Article 2 :

Est approuvé le retour dans le patrimoine de la ville de Marseille du bien situé sur le domaine public maritime, Anse du Prophète à Marseille 7^{ème} arrondissement.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 040-2379/17/CM

■ Approbation de l'instauration d'un périmètre d'étude pour le contournement Ouest des Milles MET 17/3705/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de voie de contournement Ouest du secteur des Milles a été déclaré d'intérêt communautaire en date du 15 janvier 2014 par le Conseil de communauté de la CPA.

Cette future voie permettra notamment de supprimer le trafic de transit dans le village des Milles, d'offrir une liaison rapide vers le pôle d'échanges du Plan d'Aillane d'une part et vers la zone d'activités des Milles d'autre part et de permettre la suppression du passage à niveau n°9, nécessaire à la réouverture de la ligne ferrée Aix-Etang de Berre.

L'emplacement réservé n°176 « Contournement Ouest des Milles » a ainsi été inscrit au bénéfice de la collectivité dans le PLU d'Aix-en-Provence approuvé en juillet 2015. Cependant, au regard de l'avancement

des études, ne permettant pas à ce jour d'établir un tracé définitif, cet outil ne semble pas suffisant.

L'instauration d'un périmètre d'étude élargi permettrait de maîtriser l'utilisation du droit du sol dans le secteur affecté par l'opération et ainsi de ne pas prendre le risque d'accorder un permis de construire susceptible de remettre en cause le projet.

En effet, l'article L424-1 du Code de l'Urbanisme permet de surseoir à statuer sur toute demande d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations à réaliser lorsque ceux-ci sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse l'exécution de travaux publics, dès lors que la mise à l'étude d'un projet a été prise en considération et les terrains affectés par ce projet ont été délimités.

Cette décision de prise en considération est valable 10 ans à compter de son entrée en vigueur. En conséquence, durant cette période, les demandes d'autorisations situées dans le périmètre d'étude sont soumises à l'avis conforme de la Métropole.

Ainsi un sursis à statuer peut-être prononcé à chaque demande d'autorisation comprise dans le périmètre défini. Chaque décision doit être motivée et ne peut excéder deux ans. A l'expiration de ce délai l'autorité compétente rend sa décision. Si cette dernière aboutit à un refus d'autorisation de construire ou d'utiliser le sol, les propriétaires peuvent mettre en demeure la Métropole de procéder à l'acquisition de leur terrain.

Conformément à l'article R424-24 du Code de l'Urbanisme, la décision de prise en considération produit ses effets juridiques après affichage pendant un mois en mairie et formalités de publicités liées. En application des dispositions de l'article R151-52, le périmètre est à annexer au PLU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L424-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°2014_A045 du Conseil communautaire de la CPA en date du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le contournement des Milles ;
- La délibération n° DL 2015-349 en date du 23 juillet 2015 du Conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence approuvant son Plan local d'Urbanisme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de contrôler l'utilisation des sols dans le périmètre d'étude du projet de contournement ouest des Milles afin de ne pas compromettre ou rendre plus onéreuse sa réalisation future.

Délibère

Article 1 :

Est prise en considération la mise à l'étude du projet d'aménagement du contournement des Milles sur le territoire de la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvé le plan relatif au périmètre d'étude délimité sur le document joint à la présente délibération ayant pour objet le projet routier de contournement des Milles.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 041-2380/17/CM

**■ Approbation d'un apport foncier au profit de la Soleam au titre de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15^{ème} arrondissement
MET 17/3891/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine de la Savine à Marseille 15^{ème} arrondissement a été signée le 30 mars 2009

par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux.

Par délibération du Conseil municipal du 17 octobre 2011, la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la Soleam au sens des articles L300-1 et suivants du Code de l'Urbanisme par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de 7 ans prorogée de 2 ans , soit jusqu'au 15 décembre 2020.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements de la cité de la Savine, la démolition massive des logements a été décidée en 2012 et un nouveau projet a été élaboré.

La première phase de ce projet vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal où vont s'implanter de nouvelles constructions, avec une échéance de réalisation à 2020.

Par ailleurs, en application de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, 18 opérations d'aménagement de la Ville de Marseille dont celle de la Savine ont été transférées à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, avec faculté de substitution au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016.

Les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement de la Savine appartenant initialement à la Ville de Marseille ont fait l'objet d'un transfert de propriété à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément aux termes de la concession d'aménagement et de son avenant n°3 du 3 juin 2016 ayant pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant, le protocole foncier objet des présentes a pour objet la cession sous forme d'apport foncier par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Soleam des terrains nécessaires à la réalisation de ladite opération d'aménagement.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cet apport foncier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement de la Savine à Marseille 15^{ème} arrondissement a été transférée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 avec faculté de substitution au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- Que la cession au profit de la SOLEAM des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement de la Savine se fait sous la forme d'un apport foncier du concédant au profit de son concessionnaire

Délibère

Article 1 :

Les lots R et F n'étant plus affectés à l'usage d'un jardin public anciennement dénommé « Jardin Brassens », est approuvé le déclassement du domaine public de ces deux emprises.

Article 2 :

Est approuvé le protocole foncier ci annexé par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à céder au profit de la SOLEAM qui l'accepte, sous la forme d'un apport foncier, les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement de la Savine

située à Marseille 15^{ème} arrondissement dont la désignation suit :

- une emprise foncière de 362 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 898 I n°175 (dénommée lot R)
- une emprise foncière de 479 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 898 I n°176 (dénommée lot F)
- une emprise foncière de 131 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 898 I n°177 (dénommée lot J)
- une emprise foncière de 3 m² non cadastrée issue du domaine public (dénommée lot O)
- une emprise foncière de 947 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section 898 I n°144 (dénommée lot B)
- la parcelle cadastrée Section 898 I n° 117 d'une contenance de 273 m²

Article 3 :

Le remboursement par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole foncier et tous les documents nécessaires.

Article 5 :

Les frais inhérents à l'établissement de l'acte authentique sont inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence- Sous Politique C130 - Opération 2015110400 – Chapitre 4581151104.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 042-2381/17/CM

■ ZAC de la Burlière à Trets - Avis de la Métropole dans le cadre de la révision générale du PLU de la commune de Trets MET 17/4369/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Contexte

L'article L153-18 du Code de l'Urbanisme prévoit que lorsque le projet d'élaboration ou de révision d'un Plan Local d'Urbanisme a pour objet ou pour effet de

modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'un périmètre de zone d'aménagement concerté créée à l'initiative d'une personne publique autre que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale ou la commune, l'avis de cette personne publique est requis préalablement à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme élaboré ou révisé.

Lorsque la zone d'aménagement concerté a été créée à l'initiative d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale, cette approbation ne peut intervenir qu'après avis favorable de cet établissement public.

L'article R153-7 précise que l'absence d'avis dans les trois mois vaut rejet du projet.

Ainsi l'avis officiel de la Métropole est requis s'agissant de toute modification des documents d'urbanisme communaux ayant pour effet de modifier les règles d'urbanisme applicables à l'intérieur d'une zone d'aménagement concerté créée à son initiative.

Par délibération N°29/2017 du 10 mai 2017, le Conseil municipal de Trets a arrêté son projet de Plan Local d'Urbanisme.

Par courrier en date du 26 juin 2017, la commune de Trets a sollicité l'avis sur son projet de révision générale de PLU au titre de l'article L153-18.

Le projet

La ZAC de la Burlière a été créée par décision du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009. Il s'agit d'une zone d'activités d'une superficie totale de 23 ha dont la réalisation a été concédée à la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) Pays d'Aix Territoires.

Ce projet a un double objectif :

- permettre le déplacement des entreprises installées à proximité du centre-ville (notamment quartier Cassin) vers un espace économique dédié,
- répondre à une demande locale d'activités commerciales, artisanales et PME/PMI.

A terme, 300 à 400 emplois sont attendus sur la zone.

A ce jour, la majorité des terrains est détenue par la Métropole et la SPLA. Les travaux de viabilisation sont quasiment terminés, et la commercialisation des lots est en cours.

Les évolutions proposées par la révision générale n°1 sur le périmètre de la ZAC

Le projet de PLU bascule le périmètre de la ZAC de la Burlière d'un zonage AUE avec Orientation d'Aménagement et de Programmation à un secteur dédié UE1 de la zone UE correspondant aux espaces spécifiques réservés aux activités économiques.

Pour plus de clarté, les prescriptions liées au risque inondation sont transférées en annexe 1 du règlement. Le périmètre de la ZAC de la Burlière est concerné principalement par des zones violettes du

risque inondation (aléa résiduel) et marginalement par des zones bleu foncé en limite Est.

A la lecture du nouveau règlement, plusieurs articles appellent des remarques visant à faciliter l'implantation des projets.

Concernant les accès (article UE-3), il serait souhaitable de pouvoir autoriser pour les lots de superficie conséquente (10 000 m² par exemple) plus de deux accès en fonction des besoins et sous condition de maintien d'une sécurité optimale.

Concernant l'article UE-4 (conditions de desserte des terrains par les réseaux), la rétention sera prise en charge dans le cadre de l'aménagement général de la zone uniquement pour les parcelles situées en zone inondable bleu foncé et non pour toutes parcelles situées en zone inondable.

Concernant l'article UE-11 traitant de l'aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords, le bardage en zone UE1 devrait être autorisé.

Concernant l'article UE-13, la partie concernant les espaces paysagers à protéger ne concernant pas le secteur UE1 est à supprimer.

Enfin concernant les prescriptions relatives aux zones bleu foncé du risque inondation, il conviendrait de spécifier que la partie inondable de référence pour l'emprise au sol ne comprend pas les secteurs d'aléas résiduels (zone violette) limitrophes, afin d'éviter toute interprétation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-18 et R153-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2004_A180 du Conseil communautaire de la CPA du 25 juin 2004 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC de la Burlière à Trets ;
- La délibération n°2009_A106 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2009 créant la ZAC de la Burlière à Trets.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le courrier de la commune de Trets en date du 26 juin 2017, sollicitant l'avis de la Métropole au titre du L153-18 du Code de l'Urbanisme.
- Le projet de révision générale du PLU de Trets.

Délibère

Article unique :

Est émis un avis favorable s'agissant des règles d'urbanisme applicables sur le périmètre de la ZAC de la Burlière dans le cadre de la révision du PLU de la commune de Trets sous réserve de la prise en compte des remarques concernant les articles UE-3, UE-4, UE-11, UE-13 ainsi que sur les prescriptions concernant le risque inondation.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URB 043-2424/17/CM

**■ Approbation du lancement de l'élaboration du Contrat Régional d'Equilibre Territorial avec la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 17/4334/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En février 2015, par délibération, la Région a créé le Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET), permettant aux priorités régionales et locales de se conjuguer, et ainsi lutter contre les inégalités sociales et territoriales par une solidarité réaffirmée entre les territoires. Neufs premiers Contrats ont déjà été signés le 26 juin 2015.

Accompagnant ses territoires métropolitains et ruraux au travers de divers dispositifs contractuels, modernisés par la nouvelle politique contractuelle de fin 2014, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur souhaite promouvoir un aménagement et un développement équilibrés et solidaires. Ainsi, le CRET doit accompagner et favoriser les synergies entre le Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2015-2020, ses déclinaisons interrégionales et les fonds européens dont la Région est désormais autorité de gestion (FEDER, FSE, POIA).

Chaque contrat est conclu pour une durée de trois ans et repose sur 4 axes principaux: impulser et accompagner la transition énergétique ; favoriser un aménagement durable du territoire régional fondé sur le principe de la sobriété foncière ; conforter les activités économiques en lien avec la création d'emploi et participer aux enjeux liés à la mobilité.

Territoire atypique de par sa taille s'étendant sur 3150 km², la Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe 92 communes, 1.841.459 personnes vivent aujourd'hui en son sein, soit 37% des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par ailleurs, ce territoire génère près de 50 % du PIB régional et concentre plus de 700.000 emplois au lieu de travail.

La Métropole s'est substituée aux 6 EPCI préexistants : la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les communautés d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays d'Aix-en-Provence, du Pays de Martigues, de Salon-Étang-de-Berre-Durance et le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest-Provence. Bénéficiant désormais d'une organisation unitaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence est en pleine capacité de porter une réflexion globale sur les orientations fondamentales à engager, d'innover, de s'adapter au changement, d'insuffler une dynamique de projet à la grande échelle de l'aire métropolitaine et de porter une vision commune de son développement. Grâce à son organisation originale en conseils de territoires, elle n'en prend pas moins pleinement en considération les solidarités géographiques préexistantes et répond aux besoins de gestion de proximité largement exprimés par ses habitants et par ses élus.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est un territoire d'une grande intensité de flux entre de multiples pôles de tailles variées. Elle est connectée aux échelles régionale, nationale et internationale par ses infrastructures portuaires et aéroportuaires. Son arrière-pays provençal est doté d'un réseau de communications particulièrement dense.

La dynamique métropolitaine est donc essentielle pour le développement, le rayonnement et l'attractivité du territoire régional, et les enjeux métropolitains sont à la mesure de son poids démographique et économique.

Les espaces urbanisés s'inscrivent dans un territoire couvert à 85% par des espaces naturels et agricoles combinant massifs boisés, plaines cultivées et vallées composant autant de paysages exceptionnels dont certains sont protégés : le Parc National des Calanques, le Grand Site de France de la Sainte Victoire, les Parcs Naturels Régionaux du Luberon, des Alpilles, de la Camargue et de la Sainte Baume (au stade de préfiguration), auxquels s'ajoutent les massifs de l'Étoile, du Garlaban, de la Nerthe... Les 260 km de littoral maritime et lacustre, comprenant le plus grand étang salé de France, l'Étang de Berre, ajoutent de nombreuses richesses à la géographie métropolitaine.

L'indispensable mutation vers un modèle plus durable d'aménagement et développement urbain s'appuie sur les qualités environnementales de ce grand territoire.

La prise de conscience collective des enjeux de biodiversité, de transition énergétique, de lien entre santé et environnement mais aussi de potentiels économiques en circuits courts : agriculture locale, exploitation et valorisation du gisement forestier, ont progressivement révélés la nécessité d'une approche transversale et intégrée des problématiques environnementales dans les politiques publiques. La dimension métropolitaine offre l'opportunité d'une prise en compte des enjeux à une échelle plus cohérente, celle des grands espaces naturels, des écosystèmes, des bassins versants, en les combinant avec les enjeux industriels et urbains.

Les choix stratégiques des politiques publiques issus de cette thématique feront de cette transition un levier de la dynamique métropolitaine.

La présence de la nature au cœur même de la Métropole est un atout pour la qualité de vie, mais le modèle de développement périurbain menace à la fois les grands paysages et les paysages quotidiens qu'il s'agisse d'espaces agricoles ou d'espaces naturels. À l'avenir, la préservation de cet écrin spectaculaire passe par un modèle de développement plus économe des ressources. L'amélioration de la mobilité constitue un enjeu prégnant, devant passer nécessairement par un programme d'investissements ambitieux de développement de l'offre mais aussi par un aménagement du territoire plus durable, au travers d'un rapprochement habitat/emploi et d'une plus grande mixité des fonctions. C'est pourquoi, les documents d'urbanisme doivent également intégrer les préconisations en matière de consommation d'espace et de ressources.

Les atouts naturels du territoire (mer, soleil, vent, terroir, eau...) constituent les vecteurs d'une transition énergétique, engagée depuis plusieurs années et amenée à être amplifiée. Confrontée aux défis majeurs que sont les changements climatiques et la mobilisation des ressources naturelles locales, l'enjeu pour la Métropole est d'utiliser l'ingénierie disponible pour innover en matière d'énergies renouvelables, tout en faisant diminuer les consommations énergétiques.

Malgré une économie diversifiée, résistante à la crise et créant des emplois, le développement économique d'Aix-Marseille-Provence doit encore répondre aux défis du chômage et de la pauvreté, plus élevés qu'ailleurs. Des disparités socio-économiques appellent un développement économique plus équilibré, la création d'emplois apparaissant comme le premier des enjeux. Le renforcement de l'attractivité du territoire, en particulier auprès de certaines cibles stratégiques (firmes internationales, diplômés du supérieur, investisseurs, cadres et talents internationaux) nécessite de structurer la stratégie économique de la Métropole et d'affirmer son

positionnement international. Enfin, le développement économique du territoire passe par la reconquête du foncier et le maintien ou le développement des métiers ruraux : filière agricole, filière forestière-bois..., les besoins des entreprises étant considérables.

Le dessein d'Aix-Marseille Métropole s'inscrit clairement dans la réalité d'un territoire métropolitain équilibré et de ses spécificités. Il s'agit de passer d'une logique propre à chaque territoire qui la compose à une logique pleinement métropolitaine, guidée à la fois par l'amélioration du fonctionnement d'ensemble et la valorisation des diversités. Un an et demi après sa création, la métropole a déjà répondu aux urgences du territoire en réalisant des « agendas » de la mobilité et du développement économique. Celle-ci s'est largement engagée dans la formalisation de son Projet métropolitain, qui devrait être approuvé fin 2017. Elle a également bien avancé dans les champs de ses politiques sectorielles : Programme Local de l'Habitat, Plan Climat Air Energie, Schéma de Cohérence Territoriale, Plans locaux d'Urbanisme, Livre Bleu et Projet Alimentaire Territorial sont en cours d'élaboration.

Ayant convenu que la mobilité était « la priorité des priorités », l'adoption d'un Agenda Mobilité en décembre 2016 a fixé l'ambition d'une amélioration significative et durable de l'offre de mobilité, en réponse à l'enjeu du report modal. Engageant une réelle rupture dans la stratégie publique à l'égard de la mobilité, il porte un projet ambitieux et pragmatique : doubler l'usage des transports en commun en réalisant progressivement un système de transport métropolitain intégré, tenant compte des spécificités d'Aix-Marseille-Provence (étendue et faible densité). L'Agenda retient, pour la période 2017- 2035 un programme d'investissement d'une trentaine de lignes Premium, nécessitant 9,8 milliards d'euros d'investissements : 146 km de nouveaux aménagements urbains, 100 km de sites propres autoroutiers, la modernisation de 140 km de voies ferrées et la ligne nouvelle PCA, la requalification ou création d'environ 50 gares et parcs relais. Ces investissements ne seront vraiment efficaces que s'ils sont accompagnés d'un réel changement du modèle de développement urbain métropolitain : en cela, l'Agenda Mobilité se présente comme l'acte 1 du Projet Métropolitain et sera prolongé par le Plan de Déplacements Urbains métropolitain, qui va être lancé.

Dotée de compétences très étendues en matière de développement économique, en binôme stratégique avec la Région, la Métropole s'est attelée à définir les axes de stratégies de son projet, avec l'affirmation d'objectifs prioritaires clairs et l'établissement des partenariats qui l'accompagnent. En adoptant son Agenda du développement économique métropolitain le 30 mars 2017, elle a fixé sa stratégie en matière d'économie, d'innovation, d'emploi et de développement des entreprises pour les années à venir. L'Agenda du Développement Economique

définit un plan d'actions qui vise à relever les défis de la compétitivité et de l'attractivité en créant les conditions favorables à la création d'emplois pour tous. L'accompagnement et l'amplification des grands projets au sein des filières d'excellence du territoire (énergie, tourisme et art de vivre, aéronautique, santé et médico-social, portuaire et logistique, numérique), le confortement de l'enseignement supérieur et de la recherche et le soutien à l'économie présentielle, apparaissent également comme des leviers prioritaires. Prévoyant une action foncière plus dynamique, l'Agenda fait l'objet de déclinaisons territoriales et sectorielles au travers des schémas tertiaire, d'urbanisme commercial et du foncier productif.

Le territoire métropolitain recèle de très nombreux potentiels de diversification énergétique. La cité des énergies portée par le CEA constitue une large vitrine des énergies alternatives : solaire, biocarburants, batteries nouvelles générations, réseaux électriques intelligents. La pépinière INNOVEX se positionne comme un démonstrateur industriel en matière de transition énergétique. Plusieurs projets se déploient à l'échelle de la métropole : éolien off-shore, la production de micro-algues, le développement de l'économie circulaire et de la filière hydrogène. Un vrai défi pour la métropole est de favoriser les synergies entre ces projets en les valorisant au service d'un territoire plus sobre en énergie et économe de ces ressources. Le Plan Climat Air Energie territorial métropolitain définira la politique énergétique et climatique de la Métropole pour lutter contre le changement climatique et adapter le territoire aux évolutions prévisibles. Il se substituera aux 6 PCET du territoire en vigueur au moment de son approbation, en décembre 2018. Le Programme Alimentaire Territorial définira la stratégie agricole et alimentaire de la métropole en intégrant les enjeux de production locale responsable et de développement de l'autonomie alimentaire.

Enfin, le Livre Bleu est un document d'initiative métropolitaine qui fixera d'ici à la fin de l'année les grands objectifs de la Métropole pour la protection et la valorisation du littoral, notamment sur les enjeux de modération de l'exploitation des ressources et de valorisation des potentiels.

Pour relever les défis de l'attractivité et du fonctionnement du territoire, la métropole doit poursuivre ses efforts de production de logement et « recentrer son développement ». Il s'agit de miser sur les centres urbains, qui peuvent constituer une « clef de voûte » du territoire à renforcer. La métropole multipolaire est ici un grand atout, avec 92 centres de villes et de villages, dont chacun offre une identité, une ambiance, un cadre de vie ou de travail spécifiques. Par ailleurs, il faudra infléchir significativement le mouvement centrifuge de localisation de l'emploi, aujourd'hui à 60% dans des zones d'activités de moins en moins accessibles et peu durables.

Le Programme Local de l'habitat, devant être approuvé fin 2019, va définir la politique de l'habitat de la Métropole, incarnée dans un programme territorialisé de production de logements, en réponse aux besoins des habitants, et tenant compte des enjeux transversaux de déplacements et de cohésion sociale.

Le Schéma de Cohérence Territoriale, dont l'élaboration est également en cours, se substituera dès son approbation fin 2022 au cinq SCOT du territoire. Document de planification urbaine, il dessine et oriente à l'échelle intercommunale, l'organisation et la vocation générale des espaces. A travers l'élaboration du SCOT métropolitain, pour conforter sa dynamique territoriale, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence porte une double ambition : définir son projet stratégique de territoire pour construire un avenir durable et partagé jusqu'en 2040, mais aussi donner à ce projet une traduction spatiale permettant de le décliner à toutes les échelles au travers notamment le Plan local d'Urbanisme Intercommunal.

Ce cadre qui constitue, certes, un facteur incontestable d'attractivité et un garant de la qualité de vie fait état aussi d'une grande diversité territoriale qui appelle à une innovation institutionnelle pour une action publique pluri-décisionnelle efficiente.

Par ailleurs, la Région s'est déjà engagée très fortement dans le territoire métropolitain.

Le partenariat avec la Métropole se concrétise évidemment à travers le Contrat de plan Etat Région dont l'objectif prioritaire est de soutenir le développement économique au service de l'emploi.

Les engagements de la Région sur le territoire de la Métropole sont précisés dans la convention spécifique d'application élaborée à la fin de l'année 2016 entre l'Etat, la Région et la Métropole.

Ainsi, 40 M€ sont consacrés à l'économie de la connaissance, notamment pour le développement et la restructuration des pôles universitaires et le soutien aux opérations de recherche.

160 M€ sont destinés à l'accessibilité multimodale pour développer les infrastructures ferroviaires, routières et portuaires.

Ainsi, une attention particulière est portée au développement du Grand Port de Marseille, premier port de France, et de son interface avec la Ville, la Charte Ville Port venant compléter le CPER. L'effort d'investissement public consenti doit en effet permettre au Grand Port Maritime de Marseille de rattraper son retard par rapport aux autres ports du bassin méditerranéen pour lui assurer à terme une position internationale avec un hinterland allant jusqu'aux ports d'Europe du nord.

Dans le domaine ferroviaire, et venant compléter le développement des infrastructures, la Région participe au programme de modernisation des pôles

multimodaux dont huit se trouvent sur le périmètre de la Métropole (Aubagne, Gardanne, La Ciotat, Marseille La Blancarde, Meyrargues, Miramas, Pas du Lancier, Vitrolles).

Enfin, la Région est au côté de la Métropole pour assurer le développement solidaire de son territoire. Ce soutien se concrétise notamment par des engagements – de l'ordre de 40 M€ - dans les six contrats de ville de la Métropole, les onze quartiers d'intérêts national et les dix quartiers d'intérêt régional qui feront l'objet d'un programme de rénovation dont la nature et le volume sont en cours de définition.

En matière environnementale, des outils contractuels sont déjà en place : contrats de baie, de rivière (Huveaune), de l'étang de Berre, de parcs naturels ou marins (Sainte Baume, Sainte Victoire, Côte bleue). De plus, la Région et la Métropole participent aux structures dont l'activité est déterminante pour la viabilité du territoire métropolitain, comme le Groupement d'Intérêt Public Régional de l'Etang de Berre ou le Syndicat mixte d'Aménagement de la Vallée de la Durance.

Par ailleurs, la Région a mobilisé la Métropole pour participer à des opérations d'envergure : Flexgrid (opérations de réseaux intelligents), SmartWaste PACA (pour développer le recyclage dans la métropole). C'est aussi le cas de la démarche expérimentale de lutte contre les pollutions urbaines sur le littoral du territoire métropolitain engagé grâce au partenariat avec le groupe Suez.

La Région est aussi un partenaire essentiel de l'Etablissement Public d'Aménagement EUROMED et ses contributions, financières et techniques, sont importantes.

En premier lieu, la Région participe directement au succès de l'opération d'intérêt national. Dans le périmètre d'EUROMED 1, la Villa Méditerranée et le FRAC représentent un investissement de 104 M€. Dans cette même logique et sur le périmètre d'EUROMED 2, l'Université Régionale des Métiers – en cours de réalisation – et le projet de lycée international, intégré à une cité scolaire du même nom – en phase de décision – représentent un investissement de plus de 91 M€. Il s'agit d'une offre d'équipements qui structure le paysage urbain et contribue très fortement à l'attractivité du territoire.

En plus de ces investissements directs, la Région contribue, dans le cadre du protocole 2011-2020, à l'équilibre de la première phase de EUROMED 2 (la ZAC dite Littorale), à hauteur de 18.1 M€ soit 15% des subventions publiques qui complètent les recettes commerciales de l'Etablissement Public (cessions de charges foncières et participations des constructeurs).

Enfin, acteur majeur du développement économique, la Région accompagne l'organisation de filières d'excellence – notamment celles qui sont portées dans les Opérations d'Intérêt Régional. Cette politique

régionale pourra contribuer aux objectifs d'EUROMED 2 de générer 20.000 emplois à l'horizon 2030.

En complément de ces engagements, et considérant les enjeux auxquels la Métropole doit répondre ainsi que l'importance de la dynamique métropolitaine pour le développement de son territoire, la Métropole souhaite élaborer avec la Région un Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET).

En effet, à travers les CRET, la politique d'aménagement et de développement régional prend en compte les spécificités des territoires et répond aux besoins de ses habitants.

Fondés sur l'articulation d'un projet du territoire et des priorités régionales, conclus pour une durée de 3 ans, ces contrats s'organisent autour de quatre orientations stratégiques au cœur des compétences régionales : l'aménagement et l'équipement, la transition écologique et énergétique, le développement économique et les mobilités.

Depuis 2016, pour permettre aux territoires de renforcer leur attractivité et favoriser les conditions de leur développement, les CRET font l'objet d'une programmation recentrée sur des projets d'investissement structurants, présentant une vocation intercommunale, voire selon les territoires, supra communautaire.

Chaque contrat bénéficie d'une enveloppe financière régionale destinée à mettre en œuvre, dans la durée de validité du Contrat Régional d'Equilibre Territorial, des projets inscrits dans cette programmation.

La quasi-totalité du territoire régional est aujourd'hui couverte par cette politique d'aménagement et de développement, et il convient de mettre en œuvre une collaboration étroite avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin que ce territoire en bénéficie.

L'architecture du programme d'actions sera organisée autour des quatre orientations stratégiques qui sont au cœur des compétences régionales : le développement économique, la mobilité, l'aménagement et l'équipement, la transition écologique et énergétique.

L'objectif est de proposer le CRET de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la délibération de l'assemblée plénière du Conseil de Métropole de décembre 2017, selon trois principes de mise en œuvre affirmés ci-après.

Premier principe, le CRET doit concrétiser la démarche de développement durable engagée par la Métropole. Dans cette perspective, il a vocation à être l'une des déclinaisons opérationnelles des schémas stratégiques tels que le SCOT, le PCET, le PDU et les PLUi. Ceux-ci sont en cours d'élaboration.

Dans l'attente de ces documents, cette dimension durable sera inscrite dans chacun des projets qui

seront programmés : mobilité, gestion des déchets, nature et agriculture en ville, production d'énergie renouvelable, rénovation des logements, construction d'équipements, requalification du foncier économique, gestion intégrée du littoral et des espaces naturels exceptionnels (notamment les massifs des Calanques, de la Sainte Victoire et de la Sainte Baume). Ces exemples sont indicatifs. La prise en compte du développement durable passe par la phase essentielle de conception du projet ainsi que par la façon dont est envisagée sa gestion dans le temps.

Second principe, la notion d'équilibre territorial est placée au cœur de la politique contractuelle de la Région. Cette notion doit être appréhendée à la grande échelle de l'aire métropolitaine. Au regard de la spécificité des Conseils de territoire et des compétences qui leur sont déléguées jusqu'en 2020, il reviendra également à la métropole d'Aix-Marseille-Provence d'organiser la déclinaison interne du principe d'équilibre territorial, dans le cadre ses schémas d'ensemble et d'une coordination portée par le président de la métropole.

Troisième principe, l'enveloppe contractualisée de 120 M€ sur trois ans sera prioritairement orientée sur le programme pluriannuel d'investissement de la Métropole.

Dans la logique d'équilibre territorial, les projets figurant dans le CPER ainsi que ceux situés sur le périmètre de l'OIN Euroméditerranée ne pourront pas être inscrits dans la programmation du CRET métropolitain. Il en ira de même concernant les nouveaux programmes de rénovation urbaine, (dont les éléments financiers sont intégrés au CPER).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- délibération n°15-2 du 20 février 2015 du Conseil régional, délibération cadre sur la nouvelle politique contractuelle avec les territoires - Création du Contrat Régional d'Equilibre Territorial ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

- territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- la délibération n°16-847 du 3 novembre 2016 portant sur la convention d'application du Contrat de plan Etat Région sur le territoire de la Métropole
- La délibération n°16/2355/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'Agenda de la Mobilité métropolitaine

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- que la Métropole Aix-Marseille-Provence représente 37% de la population régional et contribue à hauteur de 40% de son produit intérieur brut ;
- que la dynamique métropolitaine est donc essentielle pour le développement, le rayonnement et l'attractivité du territoire régional ;
- que la Métropole est en partenariat étroit avec la Région qui se traduit par des engagements significatifs dans le cadre du périmètre d'Euromed et dans le cadre du Contrat de plan Etat Région ;
- que la Métropole développe avec la Région, des actions partenariales, spécifiques au développement durable, contrats de parcs naturels ou de parcs marins, contrat de baie, contrats de rivières, Flexgrid, Smartwaste PACA, lutte contre les pollutions urbaines sur le littoral ;
- que les enjeux de ce territoire sont néanmoins considérables et à la hauteur de son poids économique et démographique ;
- qu'il convient en conséquence de compléter ces partenariats par une intervention spécifique de la Région dans le cadre des Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial ;
- qu'ils sont fondés sur un projet stratégique du territoire qui s'articule avec les priorités régionales telles qu'elles sont notamment affirmées dans les schémas régionaux ;
- qu'ils sont conclus pour une durée de 3 ans et font l'objet d'une programmation recentrée sur des projets d'investissement structurants, présentant une vocation intercommunale ;
- que chaque contrat bénéficie d'une enveloppe financière régionale destinée à mettre en œuvre cette programmation et prévoit une clause de revoyure au bout de 18 mois ;

- que l'architecture du programme d'actions sera organisée autour des quatre orientations stratégiques qui sont au cœur des compétences régionales : le développement économique, la mobilité, l'aménagement, la transition écologique et énergétique ;
- que l'environnement est un enjeu majeur pour la qualité de vie des habitants (eau, énergie, biodiversité, risques naturels, mer) et que la Métropole est un lieu d'expérimentation déterminant sur ces questions ;
- que, dans cette perspective, le CRET de la métropole a vocation à être l'une des déclinaisons opérationnelles des schémas stratégiques tels que le SCOT, le PCET, le PDU et les PLUi qui sont en cours d'élaboration ;
- que, dans l'attente, le CRET doit permettre à la Métropole d'être un levier et un accélérateur pour concrétiser notre démarche de développement durable, dimension qui sera portée dans chacun des projets programmés et qui aura été intégrée dès la phase de la conception ;
- que la notion d'équilibre territorial, placée au cœur de la politique contractuelle de la Région, doit être appréhendée à la grande échelle de l'aire métropolitaine, la métropole devant par ailleurs, au regard de la spécificité des Conseils de territoire, organiser sa déclinaison interne dans le cadre ses schémas d'ensemble et d'une coordination portée par le président de la métropole ;
- que les projets figurant dans le CPER ainsi que ceux situés sur le périmètre de l'OIN Euroméditerranée ne pourront pas être inscrits dans la programmation du CRET métropolitain ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'intérêt d'élaborer et de mettre en œuvre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence fondé sur quatre axes principaux à savoir l'impulsion et l'accompagnement dans la transition énergétique ; l'aménagement durable du territoire régional fondé sur le principe de la sobriété foncière ; le confortement des activités économiques et la participation aux enjeux liés à la mobilité.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à prendre l'ensemble des actes et mesures d'organisation nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Développement
territorial, logement, centres
anciens, contrat de ville"**

DEVT 001-2382/17/CM

■ Approbation du Rapport Politique de la Ville
2016

MET 17/3904/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine organise un nouveau cadre d'action pour la politique de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de cette politique, six contrats de ville ont été signés sur le territoire de la Métropole au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville. Concernant Aix-Marseille Provence, les quartiers ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de 59 et comptent 300 000 habitants :

- 38 pour le Contrat de Ville Marseille Provence : 35 à Marseille, 2 à Marignane, 1 à Septèmes-les-Vallons, soit 244 000 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 3 quartiers dits « de veille » à La Ciotat.
- 1 pour le Contrat de Ville du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, situé à Aubagne et comptant 2 300 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 3 quartiers dits « de veille » également à Aubagne.
- 4 pour le Contrat de Ville du Pays Salonais : 2 à Berre-l'Etang et 2 à Salon-de-Provence, soit 8 000 habitants. A ceux-ci s'ajoute 1 quartier de veille à Salon-de-Provence.
- 8 pour le Contrat de Ville du Pays d'Aix : 4 à Aix-en-Provence, 1 à Gardanne, 1 à Pertuis et 2 à Vitrolles, soit 23 220 habitants.
- 3 pour le Contrat de Ville Istres Ouest Provence : 1 à Istres et 2 à Miramas, soit 10 400 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 7 quartiers dits « en veille active » (4 à Port Saint Louis du Rhône, 1 à Istres et 2 à Miramas).
- 5 pour le Contrat de Ville du Pays de Martigues : 3 à Martigues, 2 à Port de Bouc, soit 11 800 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 5 quartiers de veille ou de veille active (4 à Martigues et 1 à Port de Bouc).

Chaque Contrat de Ville décline les quatre piliers prévus pour la mise en œuvre de cette politique publique :

- Le développement des activités économiques et l'emploi,
- La cohésion sociale,
- Le cadre de vie et renouvellement urbain,
- La citoyenneté et les valeurs de la république.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le pilotage stratégique des contrats de ville sur les quartiers prioritaires et participe aux programmes d'actions, avec les moyens financiers qu'elle alloue à cette politique.

Dans sa rédaction issue de la loi n°2014-173, le troisième alinéa de l'article L. 1111-2 et l'article L. 1811-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient qu'un « débat sur la politique de la ville est organisé chaque année au sein de l'assemblée délibérante de l'établissement public de coopération intercommunale et des communes ayant conclu un contrat de ville, à partir d'un rapport sur la situation de la collectivité au regard de la politique de la ville, les actions qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation ».

Les six rapports ci-annexés sont relatifs à la mise en œuvre opérationnelle en 2016 des Contrats de Ville par la Métropole Aix-Marseille Provence. Ils décrivent notamment les orientations des contrats de ville et des projets de territoire qui en sont les déclinaisons territoriales, la programmation associative, la création et l'organisation des conseils citoyens, l'ingénierie mobilisée.

Ils ont été soumis à l'ensemble des conseils municipaux compétents dont les avis, le cas échéant, sont annexés à ce rapport.

Ils ont été présentés aux conseils citoyens existants sur les territoires concernés dont les avis, le cas échéant, sont joints en annexe.

Au regard du caractère transversal de la politique de la ville, le projet métropolitain en cours d'élaboration déterminera les modalités selon lesquelles les compétences de la Métropole concourent aux objectifs de cohésion sociale et territoriale.

De même, le pacte de gouvernance, financier et fiscal adopté par la Métropole par délibération du 30 juin 2016 participe déjà de la solidarité territoriale dans une logique de redistribution financière mais également de développement d'un projet métropolitain.

Enfin, l'évaluation des Contrats de Ville est en cours d'organisation à l'échelle métropolitaine. Cette évaluation s'appuiera sur des outils d'observation du territoire, des outils d'analyse et d'évaluation des

actions mises en œuvre dans le cadre de la programmation financées par les crédits spécifiques de la politique de la ville, ainsi les actions de droit commun des signataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- Les articles L. 1111-2 et L. 1811-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La signature des 6 Contrats de Ville entre les EPCI pré-existants et l'ensemble des partenaires ;
- Les avis des conseils municipaux des communes concernées ;
- Les avis des conseils citoyens des territoires concernés ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, il est

nécessaire d'engager un débat sur le Rapport Politique de la Ville ;

- Le Rapport Politique de la Ville pour 2016

Délibère

Article unique :

Est pris acte de la tenue du débat sur le rapport Politique de la Ville 2016 pour les quartiers prioritaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ci-annexé.

DEVT 002-2383/17/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat - Marseille 1er, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements, ainsi que les quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville 2ème arrondissement et les quartiers Blancarde et Cinq Avenues 4ème arrondissement - Approbation de l'avenant 20 à la convention de concession
MET 17/3929/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAH) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

97 immeubles entraient dans le champ de la concession lot n°1 au 31 décembre 2016.

Conformément aux objectifs redéfinis dans le cadre du CRAC au 31 décembre 2014, 65 immeubles devaient être réhabilités entièrement ou partiellement ainsi que 24 lots de copropriétés. Le CRAC arrêté au 31 décembre 2016 met en avant la nécessité de réintégrer dans la liste des immeubles à traiter deux immeubles dont la maîtrise et le recyclage n'étaient pas envisagés au 31 décembre 2015 portant ainsi le nombre d'immeubles à traiter de 65 à 67. Le déficit opérationnel prévisionnel relatif à ces deux opérations (de l'acquisition jusqu'à la vente avec cahier des charges) est estimé à 400 000 euros et la rémunération afférente du concessionnaire est estimée à 90 000 euros. L'ensemble des immeubles entrés dans le champ de la concession demeurent sous surveillance, Marseille Habitat s'assurant de la sécurité des occupants et intervenant auprès des services compétents si cela s'avère nécessaire.

Afin de réaliser ces deux opérations supplémentaires, il est donc proposé d'augmenter la participation du concédant à l'équilibre de l'opération de 500 000 euros.

La concession présente au 31 décembre 2016 le bilan opérationnel suivant :

42 immeubles ont été entièrement réhabilités par le concessionnaire, par leur propriétaire ou par d'autres acteurs suite à l'action du concessionnaire.

13 immeubles sont en cours de travaux ou en phase de préparation de chantier.

12 autres immeubles n'ont pas encore faits l'objet de travaux mais présentent une situation globale (engagement des procédures notamment de maîtrise foncière) qui permet d'envisager un traitement dans le cadre de la concession.

Pour les 30 immeubles restant, le concessionnaire ne prévoit pas d'engager d'action foncière d'ici la fin de la concession car les procédures ne peuvent être menées à leur terme dans ces délais. Toutefois, il exercera une vigilance pour, au cas par cas, saisir toute opportunité permettant d'aboutir à une réhabilitation. Si elle n'aboutissait pas, la réhabilitation de ces immeubles sera recherchée dans d'autres cadres opérationnels : opération « Grand Centre-Ville », Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat.

Le bilan d'activité de la concession pour l'année 2016 s'établit ainsi :

Acquisitions

5 lots ont été acquis, de manière amiable, dans 2 copropriétés, dans la perspective de leur redressement ;

3 lots ont été acquis dans le cadre d'une procédure de carence en vue de la maîtrise totale de l'immeuble.

Procédure de Carence

Le concessionnaire a poursuivi la mise en œuvre de deux procédures de carence pour l'acquisition des immeubles sis 63 rue d'Aubagne - 13001 (arrêté de DUP- cessibilité en 2015, ordonnance d'expropriation en juin 2016) et sis 8 Halle Delacroix - 13001 (arrêté de DUP- cessibilité en 2015, ordonnances d'expropriation en mai et juin 2016).

Relogements

Le concessionnaire n'a procédé à aucun relogement en 2016.

Cessions

10 cessions ont été réalisées :

- cession de 5 logements en accession : 2 logements au 58 rue Curiol – 13001 et 2 logement au 81 rue Longue des Capucins – 13001 ; 1 logement au 29, rue Baussenque – 13002

- cession avec cahier des charges de 3 immeubles sis 18, rue Guidicelli – 13007 et 9, rue Duguesclin et 17 rue du Musée – 13001 ;

- cession à la Ville de Marseille d'un rez-de-chaussée d'immeuble au 31, rue Francis de Pressensé – 13001 pour réaliser l'opération d'ouverture des Caves à Jazz de la Cité de la Musique à Velten.

- cession à Marseille Habitat société de 2 lots dans l'immeuble sis 18, rue Fontaine des Vents dans l'objectif d'une maîtrise complète de l'immeuble en vue de sa réhabilitation.

Etudes

Aucune étude préliminaire, ni étude urbaine n'a été réalisée au cours de l'année 2016, des diagnostics et études spécifiques « avant travaux » ont été réalisés sur 1 immeuble.

Travaux.

Des travaux de neutralisation, démolition ou confortement ont été réalisés dans 3 immeubles de la concession.

Des travaux de restructuration et réhabilitation partielle ont été effectués dans 1 immeuble (travaux de désamiantage).

Des études de maîtrise d'œuvre ont été réalisées pour 1 immeuble.

Travaux d'office

Des travaux d'office ont été réalisés à l'adresse suivante :

- 3 impasse de Roux (13001) : les travaux d'office, prescrits par un arrêté d'insalubrité réparable de 2012, se sont poursuivis pour pallier la carence des copropriétaires.

Gestion transitoire

Le concessionnaire assure la gestion transitoire (paiement des charges de copropriété, des taxes foncières et des dépenses d'entretien courant des logements ou immeubles acquis dans le cadre de la concession) de 11 immeubles et de lots dans 5 immeubles en copropriété.

Communication

Depuis 2010, dans le cadre de la campagne de communication sur la lutte contre l'Eradication de l'Habitat Indigne, le concessionnaire assure la production et la diffusion d'une lettre annuelle à l'ensemble des partenaires de l'opération EHI.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600918CO (ex-n°07/1437) en date du 23 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2016 joint e et l'avenant n°20 à la convention de concession. Le CRAC constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2016, les dépenses réalisées s'établissent à 1 269 230 euros. Elles sont inférieures aux prévisions du CRAC au 31 décembre 2015 qui les estimait à 2 233 752 euros.

Le montant global des acquisitions est de 389 093 Euros et est inférieur aux prévisions à hauteur de 755 305 euros. Cette baisse est due à la longueur des procédures d'expropriation qui n'ont pas permis d'acquérir en 2016 deux immeubles dont le paiement du prix avait été prévu au CRAC de 2015.

Pour le poste « travaux », les dépenses représentent 98 741 euros, en baisse par rapport aux 491 006 euros prévus au CRAC au 31/12/2015. Cette baisse provient essentiellement d'un retard dans la maîtrise d'un immeuble sur lequel des travaux importants devaient être engagés en 2016 par le concessionnaire.

Le montant des frais financiers s'établit à 1 048 euros en légère baisse par rapport aux prévisions (12 000 euros).

Au 31 décembre 2016, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 18 290 922 euros soit un taux d'avancement de 85,4% par rapport au prévisionnel final. Les postes les plus avancés sont ceux des acquisitions d'immeubles et de lots de copropriétés (81,3%) et des travaux de réhabilitation (84%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2016, les recettes s'élèvent à 1 195 022 euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan. Ce montant est inférieur au prévisionnel de 2015 (1 889 159 euros). Cet écart, essentiellement dû à des recettes de cession en deça des prévisions, résulte de la lenteur des procédures d'expropriation nécessaires à la maîtrise de ces biens destinés ensuite à être cédés.

Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des recettes, hors participation du concédant, s'élève à 8 090 495 euros soit un taux d'avancement de 77,8 % du montant prévisionnel total des recettes. Les postes les plus avancés sont ceux de la cession d'immeubles à réhabiliter (61,9%) et de lots d'immeubles restructurés (92,8%).

Au terme de la concession, en décembre 2018 :

- les dépenses sont estimées à 21 405 526 euros en hausse de 5,7% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2015 (20 176 967 euros).
- les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 10 396 433 euros en hausse de 7% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2014 approuvé (669 990 euros).

Le déséquilibre entre recettes et dépenses s'est donc confirmé pour les opérations restant à conduire, les déficits d'opérations étant toujours très élevés compte tenu de l'écart entre les montants d'acquisition de biens très dégradés par voie d'expropriation et le montant de cession avec cahier des charges de ces immeubles à des investisseurs privés ou des bailleurs sociaux chargés de les réhabiliter.

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre les dépenses et les recettes qui s'élève à 11 010 000 euros a augmenté de 500 000 euros par rapport au CRAC approuvé en 2016 (10 510 000 euros) et résulte principalement du recyclage, dans le cadre de cette opération de deux immeubles supplémentaires.

L'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre du bilan de la concession nécessite l'approbation par le conseil métropolitain d'un avenant n°20 à la convention n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat.

Solde de trésorerie

Fin 2016, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 25 793 euros.

La durée de l'opération

L'échéance de la concession a été fixée au 31 décembre 2018 par avenant n°19 et reste inchangée. Elle pourrait être prorogée à l'occasion de l'approbation du CRAC au 31 décembre 2017 en fonction des opérations dont les procédures contentieuses risquent de dépasser ce délai.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2016 et l'avenant n°20 à la convention passée avec Marseille Habitat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2016 de la Concession EHI lot n°1 n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat joint en annexe n°1.

Article 2:

Est approuvée la participation à l'équilibre du bilan d'un montant de 11 010 000 euros, en hausse de 500 000 euros au regard du CRAC précédent (10 510 000 euros), dont 10 410 000 euros a été versé par la Ville de Marseille alors concédant et 100 000 euros ont été payé au 31 décembre 2016 par la Métropole Aix-Marseille Provence, le versement du solde étant prévu selon l'échéancier suivant :

2017 : 0 euro

2018 : 500 000 euros

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°20, ci-annexé à la convention de concession n°T1600918C0 passée avec Marseille Habitat.

Article 4:

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 003-2384/17/CM

■ Budget Métropole - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement "Eradication de l'Habitat Indigne (EHI) Lot 1 à Marseille" MET 17/3805/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé

(OAHD) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en deux lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2).

En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine et se substitue à cette dernière.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la convention de concession n°T 16 009 18 CO du 23 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Il est nécessaire de réintégrer dans la liste des immeubles à traiter deux immeubles dont la maîtrise et le recyclage n'étaient pas envisagés au 31 décembre 2015 portant ainsi le nombre d'immeubles à traiter de 65 à 67.

Le CRAC au 31 décembre 2015, approuvé par la délibération n°DEVT 002-1116/16/CM du Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016, prévoyait une participation à l'équilibre de l'opération d'un montant de 10 510 000 € dont 10 410 000 € ont déjà été versés par la Ville de Marseille, et 100 000 € restaient à la charge de la Métropole.

Afin de tenir compte des dépenses liées au recyclage de ces deux immeubles supplémentaires, l'opération d'investissement n°2015120300 inscrite au budget pour un montant initial de 4 100 000 € et enregistrée dans l'autorisation de programme 151065BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 500 000 €, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 4 600 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 010-21/12/15CC du 21 décembre 2015 portant création des opérations et affectation aux opérations d'aménagement suite à leur transfert par la Ville de Marseille ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant de 500 000 € de l'opération d'investissement n°2015120300 afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 151065BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120300 « Eradication de l'Habitat Indigne (EHI) Lot 1 - Marseille » pour un montant de 500 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 4 600 000 euros.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 : 38 000 euros
 Année 2018 : 800 000 euros
 Année 2019 : 1 000 000 euros
 Années suivantes : 2 662 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 004-2385/17/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2016 de la concession de l'Eradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement - Marseille 2ème Joliette et Arenc, 3ème, 4ème Chartreux et Chutes Lavies, 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements - Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession MET 17/3931/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHD) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° 07/1455 en date 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,

- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,

- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

La concession présente au 31 décembre 2016 le bilan opérationnel suivant :

- 23 immeubles acquis par le concessionnaire dont 11 livrés

- 13 immeubles réhabilités par leur propriétaire

- 51 lots maîtrisés dans des copropriétés et 22 logements livrés

Au total, 238 logements ont été livrés et 56 restent à livrer d'ici la fin de l'opération.

Le bilan d'activité de la concession sur le lot 2 s'établit ainsi pour l'année 2016 :

Acquisitions :

La maîtrise foncière et l'acquisition de biens immobiliers dans le cadre de cette concession ont lieu soit par négociation amiable, soit par préemption soit par expropriation. En 2016, ont été réalisés :

- l'acquisition amiable auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un immeuble situé 7/9 bd Jean Salducci dans le 16^{ème} arrondissement pour un montant de 213 777 euros. L'immeuble avait été préempté par la Métropole en vue d'être cédé au concessionnaire.

- le versement de l'indemnité complémentaire de 258 080 euros à l'exproprié de l'immeuble sis 10 bd des Italiens dans le 15^{ème} arrondissement (soit une acquisition au coût global de 410 000 euros).

Procédures publiques :

- Des procédures de bien en état manifeste d'abandon avaient été engagées sur 2 immeubles mais ne sont pas allées jusqu'à leur terme pour les raisons suivantes :

- Concernant le 7 traverse du Prieur 13015 : les négociations amiables se sont poursuivies en 2016 avec les héritiers de la propriétaire décédée et notamment le juge des tutelles (enfant mineur). La signature d'un compromis de vente à hauteur de 200 000 euros devrait intervenir en 2017.

- Concernant le 52 rue Condorcet 13016 : le bien a été vendu à un investisseur qui s'est rapproché du concessionnaire et a entrepris des travaux de

réhabilitation de l'immeuble qui se sont terminés en septembre 2016.

- La procédure de carence engagée à l'encontre du syndicat des copropriétaires du 11 boulevard Battala dans le 3^{ème} arrondissement a abouti en septembre 2016 à la prise d'un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique et de cessibilité au profit d'Urbanis Aménagement. Les indemnités d'expropriation ont été consignées faute d'accord sur les offres indemnitaires. Le processus de relogement des occupants titrés a été enclenché en 2016.

- Des permis de construire ont été déposés courant 2016 par le maître d'œuvre des immeubles sis 24, 26, 28 et 30 rue du Bon Pasteur. 2 permis ont été accordés et 2 autres vont être redéposés en 2017 suite à un premier refus. Il s'agit de réhabiliter lourdement ces 4 immeubles dans le cadre de l'opération de restauration immobilière (suite à l'arrêté préfectoral de DUP d'août 2015).

- Le contentieux opposant Urbanis Aménagement et l'exproprié du 10 bd des Italiens (15^{ème}) a pris fin en octobre 2016 avec la signature d'un protocole d'accord transactionnel : Urbanis reste propriétaire du bien moyennant le versement d'une indemnité globale d'expropriation de 410 000 euros. Cet accord met fin à la procédure judiciaire entamée en 2010. Pour rappel, la procédure d'expropriation avait été annulée pour insuffisance de motivation de l'arrêté d'insalubrité initial.

- Des arrêtés de péril et d'insalubrité ont également été levés en 2016 :

- 76/78/80 rue de la Belle de Mai - 13003 : mainlevée de l'insalubrité sur les parties communes et sur les lots 8 et 9 constituant un logement d'Urbanis Aménagement (logement réhabilité par Urbanis).
- Copropriété le Mail G - 13014 : mainlevée de l'arrêté d'insécurité des équipements communs suite à la réalisation des travaux prescrits.
- 30 rue du Bon Pasteur 13002 : arrêté de péril imminent pris en 2016 et mainlevée après la réalisation des travaux.

Relogements

En 2016, une personne issue de l'immeuble situé 36 rue du Bon Pasteur (13002) a été relogée définitivement.

Interventions dans les copropriétés

Les interventions en copropriété prennent différents aspects selon le contexte rencontré.

- En 2016, il n'y a pas eu d'acquisition de lots pour portage. Les 3 derniers lots acquis l'ont été en 2015 portant le total des lots acquis à 66.

- L'intervention spécifique d'Urbanis Aménagement sur la copropriété du Mail G dans le 14^{ème} arrondissement :

La copropriété a fait l'objet en septembre 2013 d'un arrêté d'insécurité des équipements communs. Mandaté à l'origine pour préparer la réalisation de travaux d'office, Urbanis Aménagement a accompagné la copropriété dans la réalisation des travaux prescrits : remise aux normes des ascenseurs, mise aux normes du réseau de chauffage et d'eau chaude sanitaire, mise aux normes électriques et sécurité, etc. Près de 370 000 euros de travaux ont été réalisés. La Ville de Marseille a participé à hauteur de 60 000 euros et l'ANAH à hauteur de 163 880 Euros soit un total de 223 880 euros de subventions publiques. Un arrêté de mainlevée de l'arrêté a été pris en juillet 2016. C courant 2016, Urbanis Aménagement a poursuivi son travail d'accompagnement de la copropriété notamment concernant la gestion. Le travail du cabinet d'expertise comptable Copro + s'est poursuivi et a permis d'engager une dynamique encourageante notamment concernant le recouvrement des impayés.

Travaux

En 2016, 7 chantiers ont été engagés :

- 2 chantiers sous maîtrise d'ouvrage privés se sont terminés : l'immeuble sis 52 rue Condorcet (13016) a été réhabilité par son propriétaire encouragé par une procédure de bien en état manifeste d'abandon lancée à son encontre. Deux logements ont été réhabilités et livrés dans la copropriété sis 76/78/80 rue de la Belle de Mai (13003).

- 5 chantiers sont toujours en cours :

- le chantier mené par NLP sur l'îlot Lyon Séraphin (13015) issu de l'opération de résorption de l'habitat insalubre du même nom (30 logements sociaux à livrer),
- les chantiers du 29 rue Danton et du 7 rue Barbini (13003) : immeubles vendus par le concessionnaire à la LOGIREM pour la création de 7 logements sociaux,
- l'immeuble du 4 bis rue Duverger (13002) qui est réhabilité par le concessionnaire (création de 2 plateaux à aménager),
- la construction d'un logement en accession sous maîtrise d'ouvrage privée au 6 traverse Antoine Caria (13015) sur une petite parcelle vendue par le concessionnaire.

Cessions

- 2 terrains ont été vendus en 2016 par le concessionnaire :

- 54 rue Condorcet 13016 : ce terrain issu de la démolition d'un petit immeuble d'angle a été vendu à la Métropole Aix Marseille Provence pour un aménagement public.
- 6 traverse Antoine Caria 13015 : il s'agit d'un petit terrain vendu en l'état à une personne souhaitant y résider.

- 5 lots représentant 4 logements ont été vendus à des particuliers dans le 3^{ème} arrondissement : 1/3 rue du jet d'eau, 80 bd National, 50 rue Félix Pyat et 76 rue de la Belle de la Mai.

Par ailleurs, en 2016, des compromis ont été signés :

- 7/9 bd Jean Salducci 13016 : compromis signé en décembre pour la vente d'un immeuble à réhabiliter entièrement.
- 31 avenue Camille Pelletan 13002 : projet de cession à un propriétaire privé de l'ensemble des lots d'habitation (logements occupés et loués à l'association HAS).
- 80 bd National 13003 : compromis signé pour la vente d'un logement à un particulier.
- 50 rue Félix Pyat 13003 : compromis signé pour la vente du local en rez-de-chaussée à l'association Médiance 13.

Etudes

- Domaine Duverger - 13002 : il s'agit d'une copropriété horizontale dans laquelle Urbanis Aménagement est propriétaire d'un immeuble situé au 4B et la Ville de Marseille est copropriétaire de lots au 4A et au 2B. Sur l'ensemble de ces lots, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en juillet 2016 en vue de créer des ateliers d'artistes et de créateurs. Une commission d'analyse des offres s'est tenue en novembre 2016 pour établir des propositions d'attribution de locaux à soumettre au jury qui prendra des décisions courant 2017. Le concessionnaire se chargera de la rédaction des cahiers des charges de cession des locaux en 2017.

- Ilot Burel/Plombières/Notre Dame de Bon Secours : Il s'agissait de réfléchir au devenir d'un îlot situé autour d'un immeuble maîtrisé par Urbanis Aménagement suite à une procédure d'expropriation (3 Bvd Burel 13003). La présentation de l'étude aux partenaires a été réalisée en décembre 2016. Il a été convenu d'intégrer cette amorce de réflexion aux études en cours sur la Belle de Mai et quartiers libres.

Travaux d'office

Il n'y a pas eu de travaux d'office en 2016.

Compte tenu des dossiers complexes restant encore à traiter (suivi de la RHI-THIRORI Bon Pasteur, suivi de la commercialisation des lots du Domaine Duverger, assistance auprès de la Copropriété du Mail G et acquisition du 50 rue de la Joliette...) et des procédures juridiques en cours, une prorogation de la durée de la concession d'aménagement d'une année est nécessaire (jusqu'au 31 décembre 2018). Ce délai supplémentaire devrait permettre également au concessionnaire de céder l'ensemble des biens acquis.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain, le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2016 joint en annexe.

Il s'agit également d'approuver l'avenant n°19 à la convention de concession d'aménagement prorogeant l'opération jusqu'au 31 décembre 2018 et joint en annexe.

Le compte-rendu annuel à la Collectivité constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession devant être porté au 31 décembre 2018. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2016, les dépenses s'élèvent à 1 797 858 euros. Elles sont donc nettement inférieures aux prévisions qui les estimaient à 2 350 749 euros. Ceci s'explique principalement par le décalage des travaux de restructuration lourde envisagés en 2016 sur les 34 et 36 rue du Bon Pasteur (2^{ème}) et reportés en 2017 et par le report de l'opération de démolition du 3 bd Burel (3^{ème}).

Au 31 décembre 2016, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 15 785 934 euros soit un taux d'avancement de 78% par rapport au prévisionnel final. Les postes les plus avancés sont ceux des honoraires sur travaux (88%), des études générales (82.5%) et des acquisitions de terrains et d'immeubles bâtis (81%).

Au terme de la concession en décembre 2018, le montant prévisionnel des dépenses atteint 20 192 800 euros. Il est en hausse de 3 % par rapport au prévisionnel du CRAC établi au 31/12/2015 ce qui est dû notamment à la poursuite du traitement du 50 rue de la Joliette et aux divers contentieux suite à l'annulation de certaines procédures de déclaration d'utilité publique. Il se répartit entre budget « études générales » (2%), « acquisitions terrains et immeubles bâtis » (33%), « travaux d'aménagement » (6%), « travaux avant recyclage et réhabilitation » (6%), « honoraires sur travaux » (2%), « travaux de reconstruction et de parking » (21%), « frais annexes » (3%), « rémunération Urbanis Aménagement » (25%) et « frais financiers » (0,1%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2016, les recettes s'élèvent à 1 304 497 Euros. Il n'y a pas eu de participation du concédant à l'équilibre du bilan en 2016. Le CRAC au 31 décembre 2015 prévoyait des recettes à hauteur de 1 608 874 euros. Cette baisse s'explique essentiellement par l'échec de la vente en bloc d'un certain nombre de logements réhabilités et par le changement de stratégie (vente à l'adresse) dont les effets seront constatés en 2017. Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des recettes hors participation du concédant s'élève à 6 422 905 euros soit un taux d'avancement de 64 % du montant prévisionnel total des recettes. Les postes les plus avancés sont les postes autres produits (91%), cession de terrains (84%), subventions (77%) et cession de lots d'immeubles restructurés (73%).

Au terme de l'opération en décembre 2018, les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 10 027 071 euros en hausse de 3% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2015 approuvé (9 715 615 euros).

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

Compte tenu de l'écart entre les dépenses et les recettes, la participation du concédant à l'équilibre de l'opération passe de 10 037 924 euros à 10 287 924 euros (hausse de 2.5%). Cela permettra dans le cadre d'une prorogation d'une année supplémentaire de pouvoir traiter et finaliser un certain nombre de dossiers complexes d'immeubles inscrits en concession.

Le concessionnaire, Urbanis Aménagement, a perçu au 31 décembre 2016 une participation du concédant de 10 000 000 d'euros soit 97 % du total des versements prévus. Le nouvel échéancier de versement du solde s'établit comme suit pour les années restantes :

2017 : 37 924 euros

2018 : 250 000 euros

Solde de trésorerie brute

Fin 2016, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 718 062 euros, les décaissements ayant été nettement moins importants que prévus.

Avenant 19 à la convention de concession

Il est nécessaire d'approuver un avenant n°19 à la convention de concession pour :

- porter la participation d'équilibre de 10 037 924 euros à 10 287 924 euros,
- modifier l'échéancier de versement de la participation du concédant,
- proroger la durée de la convention de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte-rendu annuel à la collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2016 et l'avenant n°19 à la convention de concession passée avec Urbanis Aménagement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2016 de la Concession EHI lot n°2 n°07/1455 passée avec Urbanis Aménagement, ci-annexé, avec une participation de 10 287 924 d'euros en hausse de 250 000 euros dont 10 000 000 ont déjà été payés par la Ville de Marseille.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°19 à la convention d'aménagement n°07/1455, ci-annexé, qui proroge la convention jusqu'au 31 décembre 2018 et porte la participation d'équilibre à 10 287 924 euros.

Article 3 :

Est approuvé le solde de participation d'un montant de 287 924 euros à verser par la Métropole Aix-Marseille-Provence au concessionnaire Urbanis Aménagement en 2017 (37 924 euros) et en 2018 (250 000 euros).

Article 4:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 005-2386/17/CM

■ Budget Métropole - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à l'Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 2 à Marseille MET 17/3808/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHd) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en deux lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2).

En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM et se substitue à cette dernière dans ses droits et

obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la convention de concession d'Eradication d'Habitat Indigne en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 approuvé par délibération n°DEVT 003-1117/16/CM du Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016, prévoyait une participation à l'équilibre de l'opération s'élevant à 10 037 924 euros ; dont 10 000 000 euros ont déjà été pris en charge par la Ville de Marseille, et 37 924 euros restaient à la charge de la Métropole.

Afin de tenir compte des dépenses supplémentaires destinées à terminer des dossiers engagés, l'opération étant prorogée d'un an à cette fin, l'opération d'investissement n°2015120400 inscrite au budget pour un montant initial de 1 100 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151065BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 250 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 350 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Provence-Métropole ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 010-21/12/15CC du 21 décembre 2015 portant création des opérations et affectation aux opérations d'aménagement suite à leur transfert par la Ville de Marseille ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la revalorisation pour un montant de 250 000 euros de l'opération d'investissement n°2015120400 afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée dans l'autorisation de programme 151065BP, l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120400 « Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 2 - Marseille » pour un montant de 250 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 350 000 euros.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 :	0 euro
Année 2018 :	250 000 euros
Année 2019 :	250 000 euros
Années suivantes :	850 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 006-2387/17/CM

■ Approbation du Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis MET 17/3692/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Pays d'Aix accompagne et soutient la ville de Pertuis depuis 2003 dans la rénovation de son cœur de ville. Une convention publique d'aménagement s'est achevée le 31 décembre 2010, elle a permis de réhabiliter des immeubles anciens, d'améliorer le fonctionnement urbain et la qualité de l'espace public, mais aussi de préparer, grâce aux acquisitions foncières réalisées, le traitement futur des îlots très dégradés situés dans le périmètre de la convention.

L'action engagée dans le centre historique de Pertuis se poursuit sous la forme d'une nouvelle opération d'aménagement, dénommée « concession

d'aménagement pour l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis » depuis 2011.

Cette opération a été confiée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour une durée initiale de quatre ans, prorogée jusqu'au 31 décembre 2020.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Assurer la maîtrise foncière et la libération des terrains inclus dans le périmètre opérationnel et nécessaires à la réalisation de l'opération,
- Mettre en œuvre toutes les formalités administratives, légales et réglementaires et produire les compléments techniques concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la réalisation des études liées à la mise en œuvre de l'opération,
- Assurer la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements concourant à la réalisation de l'opération,
- Assurer la commercialisation,
- Assurer la gestion administrative, financière et comptable de l'opération et mobiliser les financements appropriés.

La SPLA assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni 7 fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage qui s'est réuni 2 fois en 2015.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 28 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le

- compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 12 mai 2017 présente le CRAC 2016.

Compte rendu de l'année 2016

L'essentiel des dépenses de l'opération en 2016 a concerné la réalisation de quatre études urbaines et techniques ainsi que des frais de gestion et les honoraires. Trois études concernent la réhabilitation des îlots d'Astion et Durance, la mise en valeur des rues et places du centre historique, la suppression de la Butte du Barry et son réaménagement. La quatrième est une étude de requalification urbaine aux abords de la médiathèque et de l'îlot Murette/Place de la Diane dans le but de valoriser ce pôle culturel et créer des axes de circulations piétonnes.

Le montant prévisionnel des dépenses pour 2016 s'élevait à 1 838 768 € pour un montant réalisé de 530 632 €, ce différentiel s'explique par le report sur 2017 de trois acquisitions pour un montant de 669 000 € ainsi que le décalage du démarrage de l'aménagement de la Butte du Barry, des places et rues pour un montant de 430 000 €.

Les recettes 2016 se composent essentiellement de deux postes : des cessions d'immeubles ayant permis la création de logements et la restructuration d'espaces publics (passage piéton, élargissement de voie) et la participation du concédant.

Le montant prévisionnel des recettes s'élevait à 2 184 360 € pour un montant perçu de 1 834 954 €, ce qui s'explique par le report sur l'année 2017 des cessions des immeubles situés dans l'îlot Vinoly (pour du logements locatifs social), dans l'îlot de l'Ange (locatif intermédiaire et accession) et au 53 rue Notre dame.

Evolution du bilan

Le bilan global actualisé (2011-2020) se situe à hauteur de 20 millions € HT, il est identique au bilan approuvé l'année précédente.

La participation d'équilibre du concédant pour l'année 2017 s'élève à 1 393 300€ et sera versée à la SPLA après l'adoption du présent CRAC.

Perspectives 2017

Le programme des actions de l'année 2017, établi selon le nouveau calendrier prévisionnel, se présente comme suit :

- Finalisation de la commercialisation de l'immeuble collectif, 2 rue Vinoly et commercialisation des immeubles 53 rue Notre Dame et de la tranche 2 de l'îlot de l'Ange,
- Acquisition à l'amiable de la station essence inexploitée située autour du pôle culturel pour réaliser un accès Sud et un passage public,
- Acquisition à l'amiable d'immeubles situés 36 rue Murette et 46 rue Durance,
- Recherche de relogement de deux commerces situés dans l'îlot Murette,
- Démarrage des Travaux pour l'aménagement de la butte du Barry et pour la rue François Morel et la place des Barres devenues piétonnes,
- Poursuite et fin de l'étude globale d'aménagement urbain intégrant la requalification de l'îlot Murette, la création de cheminements piétons autour du pôle culturel,
- Consultation des entreprises pour les travaux de mise en valeur des remparts, la réalisation de l'îlot des Escourts et l'esplanade de la Dévalade.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2016, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont présentés en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2010-A194 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 déclarant d'intérêt communautaire la convention de concession d'aménagement relative à la rénovation du cœur de ville de Pertuis,
- La délibération n°2013-A284 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre

2013 adoptant l'avenant n°2 à la concession, apportant des modifications au programme, au périmètre et à la durée de l'opération,

- Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2016 de l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis ci-joint ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 12 mai 2017 présentant le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité 2016 de la concession de l'opération rénovation du cœur de ville de Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2016) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération de rénovation du cœur de ville de Pertuis.

Article 2 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2017 s'élève à 1 393 300 €, et sera versée après l'approbation du présent CRAC 2016 sur la ligne 15983, nature 20421 qui présente les disponibilités suffisantes.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 007-2388/17/CM

**■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de l'opération du Centre Ancien de Trets
MET 17/3693/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets, concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis décembre 2013, poursuit le programme de réhabilitation de logements et d'espaces publics engagé dans le cadre d'opération d'aménagement antérieur.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé :

- de la maîtrise foncière ;
- des formalités légales, réglementaires et techniques liées à la réalisation de l'opération ;
- de la réalisation des études ;
- de la maîtrise d'ouvrage aux fins de réalisation des travaux et équipements prévus dans le programme ;
- de la commercialisation du stock foncier ;
- de la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

La SPLA assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le contrôle analogue de l'opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, qui s'est réuni 2 fois durant l'exercice écoulé et du comité de pilotage, réuni 2 fois.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi, l'article 31 du traité prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire devra produire au plus tard le 15 mai de chaque année un compte-rendu comportant :

- le bilan prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé,
- un tableau des acquisitions et cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé,

- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir,
- un rapport spécifique sur la mise en œuvre de la démarche environnementale de l'opération,
- le cas échéant, le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances,
- le cas échéant, un tableau des subventions perçues et des subventions demandées pendant la durée de l'exercice écoulé auprès des autres personnes publiques, ainsi que le compte rendu d'utilisation des subventions perçues,
- un planning d'opération actualisé,
- un rapport sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique (expropriation, préemption...).

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Le rapport au Conseil d'Administration de la SPLA du 12 mai 2017 présente le CRAC 2016.

Compte rendu de l'année 2016

Durant l'année 2016, les actions suivantes ont été menées :

- Lancement de consultations d'acquéreurs pour la cession du stock foncier, dont les immeubles 31 rue Lemée (AB 141), 18 rue du 1^{er} Mai (AB 182), 10 rue Borde (AB 270), 13 rue Clérion (AC80), 4 rue Magenta (AB 446) et la Maison seigneuriale. Cette dernière, en tant que bâtiment classé, a fait l'objet d'une concertation avec la DRAC avant d'engager des discussions avec d'éventuels acquéreurs ;
- Réalisation des travaux de confortement du cœur d'îlot « Brossolette » ;
- Gestion immobilière et locative de 5 immeubles, dont 3 sont occupés par des locataires.

Les dépenses réalisées en 2016 sont en deçà du prévisionnel, en raison d'une réduction des travaux de démolition pour un montant de 255 332 €.

Les recettes perçues en 2016 correspondent à la participation de la Métropole et les produits financiers.

Evolution du bilan

Le nouveau bilan prévisionnel est inférieur au bilan approuvé du CRAC 2015, mais reste équilibré avec

une diminution des dépenses et des recettes dans les mêmes proportions. En effet, les dépenses sont diminuées de 255 332 €, sur la partie travaux, et les recettes de 245 333 € en raison de la réduction du prix de cession du stock foncier.

Perspectives 2017

En 2017, la cession du stock foncier sera finalisée, avec la vente des immeubles 31 rue Lemée (AB 141), 18 rue du 1^{er} Mai (AB 182), 10 rue Borde (AB 270), 13 rue Clérion (AC80), 4 rue Magenta (AB 446), et de la Maison Seigneuriale.

Il est également prévu de réaliser les travaux pour le passage sous l'immeuble 10 rue Borde, et la requalification des rues Bert et Grande Pujade.

Toutefois, il sera nécessaire de prolonger, par avenant, la durée de la concession, qui se clôture fin 2017, pour deux années supplémentaires afin de finaliser l'opération dans les meilleures conditions.

Les bilans établis par la SPLA reprenant le réalisé à fin 2016, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont joints en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013-A168 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération Centre Ancien de Trets ;
- La délibération n°2013-A169 du Conseil communautaire de la CPA du 10 octobre 2013 concédant l'opération Centre Ancien à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_B351 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'avenant n°1 qui modifie la participation financière du concédant ;
- Le Compte Rendu Annuel de la Collectivité 2016 de l'opération Centre Ancien à Trets ci-joint ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le procès verbal du Conseil d'Administration de la SPLA Pays d'Aix Territoires en date du 12 mai 2017 présentant le Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2016 de l'opération du Centre Ancien de Trets.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC 2016) de la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à l'opération d'aménagement du Centre Ancien de Trets.

Article 2 :

Le montant de la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2017 s'élève à 415 053 €, et sera versé après l'approbation du présent CRAC 2016 sur la ligne 17344, nature 20422 de l'état spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 008-2389/17/CM

**■ Approbation du Compte Rendu à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement du parc Kallisté passée avec Marseille Habitat à Marseille 15ème arrondissement
MET 17/3944/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°11/0666/DEVD du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté, situé chemin des Bourrelly, dans le quartier Notre

Dame Limite dans le 15ème arrondissement. L'objectif du projet urbain est de désenclaver ce territoire et de l'intégrer dans un fonctionnement urbain et social amélioré.

Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011.

Pour contribuer à la réalisation de ce projet, la Société Marseille Habitat a été désignée concessionnaire de l'opération d'aménagement suite à une consultation lancée en avril 2011. La convention de concession a été signée par l'opérateur et par la Ville de Marseille le 6 juillet 2012 pour une durée de 7 années.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement N° 12/00708 (T1600917CO) en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Pour rappel, le Parc Kallisté est composé de neuf copropriétés distinctes constituant au total 753 logements. La concession porte sur l'ensemble de ces neuf copropriétés avec des interventions différenciées selon les bâtiments en fonction des stratégies définies dans le cadre du projet urbain.

Les missions du concessionnaire sont les suivantes :

- acquisitions par voie amiable, par préemption ou expropriation,
- gestion et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,
- neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,
- relogements et accompagnement des ménages,
- démolition des bâtiments B et H et mise en état des sols,
- cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,
- coordination et animation des actions précitées.

Le bilan d'activité de la concession sur l'année 2016 est synthétisé comme suit :

- Acquisitions :

Les acquisitions se sont poursuivies en 2016 et constituent encore l'activité principale de la concession sur l'année.

:

Copropriété	Logements acquis en 2016	Total logements acquis depuis le début de la concession
A	1	11
B	22	96
C	0	4
D	1	11
E	1	4
F	0	8
G	9	30
H	7	76
I	1	14
Total	42	254

Au total, ce sont donc 254 logements qui ont été acquis depuis le début de l'opération par le concessionnaire Marseille Habitat.

Le montant des acquisitions en 2016 s'élève à 3 383 865 euros.

Cela concerne à la fois l'acquisition des 42 logements et 2 garages mais aussi la consignation des indemnités des lots concernés par la procédure d'expropriation et le solde du prix de la Bastide Valcorne.

Pour rappel, la procédure de carence engagée par la Ville de Marseille en avril 2011 envers le syndicat des copropriétaires du bâtiment B a abouti au prononcé de l'état de carence du syndicat le 24 avril 2015. Le dossier simplifié d'acquisition publique a été approuvé en Conseil Municipal du 29 juin 2015 et a été mis à disposition du public du 14 septembre au 16 octobre 2015. Le dossier a ensuite été adressé par le concessionnaire à la Préfecture fin décembre 2015.

En 2016, le fait majeur de cette procédure est la signature de l'arrêté préfectoral portant déclaration d'utilité publique et de cessibilité de l'acquisition du bâtiment B le 18 mai.

Le concessionnaire a également transmis en octobre 2016 le dossier permettant la saisine du juge de l'expropriation afin d'obtenir l'ordonnance d'expropriation des lots non encore maîtrisés.

Les mémoires valant offre ont été notifiés à tous les expropriés. 27 demandes de transport du juge ont été sollicitées pour fixation judiciaire de l'indemnité.

L'intégralité des montants des offres a été consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour une prise de possession plus rapide après transport du juge.

- Cessions de logements :

42 logements et 2 garages ont été acquis en 2016 par Marseille Habitat, essentiellement par voie amiable

Il s'agit de logements vendus à des propriétaires occupants issus du bâtiment B prévu à la démolition. 5 logements leur ont été ainsi vendus en décembre 2016 pour permettre leur relogement : 1 sur le bâtiment C et 4 sur le bâtiment D.

Les propriétaires bénéficiant de ce dispositif sont ceux ayant été identifiés comme en capacité d'être maintenus dans un statut de copropriétaire.

Le montant de ces 5 cessions s'élève à 203 272 euros.

- Travaux :

Ce poste concerne essentiellement encore en 2016 la neutralisation des logements acquis sur B et H pour éviter les occupations illicites. Ce poste s'élève à 59 742 euros en 2016.

Des travaux ont également été faits en 2016 sur la Bastide Valcorne qui doit accueillir une maison de santé d'ici fin 2017 : ce sont des travaux de mise en sécurité de la bastide, de réfection de toiture, de raccordement au réseau électrique et des propriétés extérieures pour un montant de 34 000 euros.

Par ailleurs, Marseille Habitat a également fait neutraliser une colonne électrique sur le côté droit de l'entrée B4 qui est aujourd'hui entièrement vacant pour un montant de 9 054 euros.

- Gestion transitoire :

Il s'agit pour l'essentiel des charges de copropriétés et impôts, des remises en état de logements et de l'entretien courant du patrimoine.

Ce poste s'élève à 845 800 euros en 2016 dont 449 263 euros de charges de copropriétés, 163 252 euros d'impôts et 175 681 euros de frais de remise en état totale de 10 logements sur différents bâtiments.

Le concessionnaire n'a pas reçu un accueil favorable des services fiscaux concernant sa demande d'exonération d'impôts sur les logements neutralisés.

- Relogements :

12 familles du parc de Marseille Habitat ont été relogées en 2016, ce qui représente 18 adultes et 42 enfants. 5 familles sont issues du bâtiment B, 4 du bâtiment H, 2 du G et 1 du bâtiment I. Pour la moitié d'entre elles, le relogement se fait dans le parc de Marseille Habitat sur Kalliste ou ailleurs. Pour le reste, cela se répartit entre le parc d'autre bailleurs ou le parc privé.

Concernant les propriétaires occupants au nombre de 17 ménages :

Sur les 9 ménages en capacité de rester propriétaires (sans dettes de charges ni inscription hypothécaire) : 8 ménages ont accepté d'être copropriétaires dans les petits bâtiments du Parc Kalliste et 1 ménage a refusé.

Concernant les 8 autres ménages, des propositions de relogement dans le parc locatif social sont en cours et les indemnités d'expropriation leur seront réglées.

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession (juillet 2019). Il s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2016, les dépenses réalisées s'élèvent à 5 032 320 euros. Elles sont donc largement inférieures aux prévisions qui s'établissaient à 7 227 364 d'euros. Tous les postes sont concernés et en premier lieu celui des acquisitions auprès des propriétaires privés et des postes qui en découlent (frais annexes, travaux, charges de copropriété, impôts). Le réalisé concernant les acquisitions de lots en copropriété (3 275 271 euros) est inférieur aux prévisions (3,4M euros). Le rythme des dépenses liées aux acquisitions s'est ralenti et les prix du marché ont également fortement diminués. La consignation des indemnités liées à la procédure d'expropriation du bâtiment B s'est toutefois bien réalisée sur cet exercice pour 1.7M euros. Le poste rémunération du concessionnaire est également nettement inférieur aux prévisions (487 783 euros en 2016 pour une prévision de 805 000 euros) dans la mesure où il est lié pour partie à la réalisation de certaines dépenses prévisionnelles non atteintes (acquisition/cession, relogement, foncier, démolition).

Au 31 décembre 2016, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 17 392 523 euros, soit un taux d'avancement d'environ 60% par rapport au prévisionnel final. Les deux postes les plus avancés par rapport à ce prévisionnel final sont ceux de l'intervention dans les copropriétés (72%) et rémunération du concessionnaire (55%). Le poste intervention en renouvellement urbain qui comprend les opérations de démolition ne démarrera

effectivement qu'avec la maîtrise totale des bâtiments à démolir.

Au terme de la concession en 2019, le montant prévisionnel des dépenses devrait atteindre 29 318 305 euros. Il se répartit entre budget «intervention dans les copropriétés» (69.5%), budget «rémunération du concessionnaire» (13%), budget «intervention en renouvellement urbain» (10%), budget «TVA» (4%), budget «frais financiers» (2.2%), budget «hors trésorerie» (1%) et budget «frais généraux et annexes» (0,3%).

Ce montant prévisionnel des dépenses baisse de 4 838 619 euros par rapport au CRAC 2015 soit une baisse de 14%. Cette variation s'explique ainsi :

- le poste intervention en copropriété diminue de 4 951 175 euros : au regard des acquisitions déjà réalisées et de la forte baisse du prix moyen par logement, le poste acquisitions chute fortement ainsi que tous les postes afférents. De même, au regard de la forte proportion de lots acquis à l'amiable, les prévisions de frais liés à la conduite de la procédure d'expropriation ont été revus à la baisse.

- le poste frais généraux et annexes baisse de 75 401 euros,

- le poste TVA perdue baisse de 60 219 euros,

- des hausses sensibles des frais financiers et des créances irrécouvrables (+ 230 869 Euros).

Recettes :

Sur l'exercice 2016, les recettes s'élèvent à 3 589 136 euros hors participation de la Ville à l'équilibre du bilan. Le CRAC 2015 prévoyait des recettes à hauteur de 3 297 034 euros soit une hausse d'environ 8%.

L'essentiel des recettes provient du poste subventions : Marseille Habitat a en effet reçu une avance de 1 210 450 euros de l'ANRU pour le bâtiment B et un préfinancement du crédit agricole de 1 713 473 euros relatif à cette subvention ANRU.

Le poste produits de gestion qui correspond aux loyers et charges perçues s'élève à 461 940 euros en 2016.

Des transactions avec des propriétaires occupants du bâtiment B voué à démolition ayant eu lieu en 2016, il y a donc 203 272 euros de recettes sur la ligne produit de cession, ce qui n'avait pas été prévu dans le dernier CRAC approuvé.

Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des recettes hors participation d'équilibre s'élève à 5 112 927 euros, soit un taux d'avancement de 25% du montant prévisionnel total des recettes.

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel des recettes (hors participation à l'équilibre du bilan) s'élève à 20 447 103 euros. Il se répartit entre produits de cession (29%), produits de gestion (14%) et subventions (57%). Le montant prévisionnel des recettes est en baisse de 5 143 449 euros. Cette évolution résulte essentiellement du réajustement nécessaire des subventions escomptées de l'ANRU pour les bâtiments B et H compte tenu de la forte baisse des dépenses liées à l'acquisition de ces bâtiments.

Au regard de l'avancement du programme et compte tenu des actions qui restent à mener pour atteindre les objectifs de l'opération, il sera nécessaire d'envisager lors du prochain exercice une prorogation de l'opération d'aménagement ou une modification du programme.

Participation à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération reste inchangée et s'élève à 8 875 588 euros.

Le concessionnaire Marseille Habitat a perçu au 31 décembre 2016 une participation de 7 800 000 d'euros du concédant soit 88% du total des versements prévus. Le solde à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 1 075 588 euros dont 1 000 000 euros à verser en 2017 et 75 588 euros en 2018.

Solde de trésorerie :

Fin 2016, la trésorerie cumulée de l'opération présentait un solde positif de 1 761 816 euros.

Emprunts :

Le concessionnaire a mobilisé un emprunt de 3,6M d'euros en 2013 remboursable en 2017, 2018 et 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-

Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu annuel à la collectivité portant sur le bilan de l'opération au 31 décembre 2016.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2016 de la Concession « Ensemble immobilier du Parc Kallisté » n°12/00708 passée avec Marseille Habitat et ci-annexé.

Article 2 :

Est approuvé le solde de participation de 1 075 588 euros à verser au concessionnaire Marseille Habitat d'ici la fin de la concession dont 1 000 000 euros en 2017 et 75 588 euros en 2018.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 009-2390/17/CM

■ Approbation d'une convention d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat sur la commune de Port-de-Bouc avec la Ville de Port-de-Bouc, l'Etat, l'ANAH, la Région Provence Alpes Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône

MET 17/4042/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ville de Port-de-Bouc, en collaboration étroite avec la Métropole Aix-Marseille-Provence et son Conseil de Territoire du Pays de Martigues ainsi que les bailleurs

sociaux, contribue à un ensemble de projets sur le territoire de la commune de Port-de-Bouc. Ces projets dont le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), le projet innovant Se@nergie et l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) concourent à l'objectif d'équilibre social et territorial défini par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014.

A la suite de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), et le Commissariat Général à l'Investissement (CGI), dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA), la ville de Port-de-Bouc est porteuse du dossier auprès du CGI et de l'ANRU.

Les premières études de mobilisation des ressources naturelles et l'analyse de consommation énergétique sur ce territoire ont permis l'élaboration d'un projet dénommé Se@nergie. Ce projet mobilise la thalassothermie et la production photoélectrique, mutualisées pour stabiliser les coûts de l'énergie. Ces coûts seront d'autant plus faibles et la production de CO2 réduite que les bâtiments auront bénéficié d'une réhabilitation énergétique, que ce soit sur le parc de logement social dans le cadre du NPNRU, le parc de logement privé grâce à l'OPAH ou les équipements publics.

L'OPAH développement durable de Port-de-Bouc, d'une durée de 5 ans, qui concerne les quartiers de la presqu'île les Berges du Canal, Tassy ainsi que les copropriétés Milan Sud, doit pouvoir s'intégrer dans ces projets structurants et donc développer un plan d'actions compatibles et complémentaires avec ceux-ci.

L'OPAH répond à trois enjeux :

- augmenter le reste à vivre des résidents par la diminution des charges énergétiques,
- améliorer l'attractivité des quartiers,
- résoudre les situations juridiques complexes.

Les objectifs opérationnels de l'OPAH sont évalués à 230 logements minimum répartis comme suit :

- 100 logements occupés par leurs propriétaires,
- 50 logements appartenant à des bailleurs privés,
- 80 logements en copropriété dans le cadre du dispositif habiter mieux – copropriété.

Le plan de financement prévisionnel pour les 5 ans est le suivant :

- Maître d'ouvrage : 1 101 513 euros
- ANAH : 2 498 455 euros
- Financement de l'Etat au titre du programme habiter mieux : 318 281 euros
- Département : 258 000 euros
- Région : 307 400 euros

La Métropole Aix-Marseille-Provence porte la compétence habitat et dans ce cadre est maître d'ouvrage pour les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à l'urbanisme rénové, notamment son article 122
- La délibération n° DEVT 008-1843/17/CM du 30 mars 2017 engageant la délégation de compétence en matière de l'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat
- Le protocole de préfiguration du Nouveau Programme National du Renouvellement Urbain du Pays de Martigues signé le 25 novembre 2016.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie des aides à la pierre ;
- Qu'il est nécessaire d'intervenir dans le cadre d'un accord partenarial pour aider au redressement des copropriétés dégradées ;
- Que la ville de Port-de-Bouc est éligible au NPNRU et au PIA développement durable ;
- Qu'une étude pré-opérationnelle préconise l'engagement d'une OPAH ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place d'une OPAH sur les quartiers de la presqu'île les Berges du Canal, Tassy ainsi que la copropriété Milan Sud sur la commune de Port-de-Bouc, en application de l'article L303-1 du code de la construction et de l'habitat, dont la Métropole assure la maîtrise d'ouvrage qui est déléguée temporairement à la ville de Port-de-Bouc jusqu'au 31 décembre 2017.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée d'OPAH, établissant les objectifs et les conditions du partenariat financier avec l'État, l'ANAH, le Conseil Régional, le Conseil Départemental et la ville de Port-de-Bouc.

Article 3 :

Est pris acte du plan de financement sur 5 ans ci-annexé, qui sera confirmé annuellement par délibération du Conseil de la Métropole, conformément à la règle de l'annualité budgétaire.

Article 4 :

Est approuvée la convention financière ci-annexée, qui précise les modalités d'avance de la Métropole à la Région.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à solliciter les participations financières des partenaires.

Article 6 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention d'OPAH et la convention financière avec la Région ainsi que tous les documents nécessaires à leur mise en œuvre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 010-2391/17/CM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la RHI Saint Mauront-Gaillard à Marseille 3ème arrondissement MET 17/3933/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le périmètre de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) (2 hectares) est constitué de 32 immeubles (90

logements) et 4 terrains libres. Une soixantaine de familles y a été recensée fin 2006.

Cette opération a pour objectif la résorption des immeubles et logements insalubres ou obsolètes et d'aménager le site pour :

- la reconstruction d'un parc d'habitat de 120 à 130 logements dont au moins 100 à 110 logements sociaux,

- la requalification des voies et réseaux, l'amélioration de la desserte et l'aménagement d'espaces publics, en lien avec les constructions projetées.

Il est rappelé que les missions dévolues à SOLEAM sont notamment :

- les acquisitions amiables ou par voie d'expropriation,

- la gestion transitoire des biens acquis,

- le relogement et l'accompagnement des ménages,

- les études techniques nécessaires à la réalisation du projet,

- la démolition et la mise en état des sols,

- l'aménagement des dessertes des futures constructions,

- l'obtention de financements auprès de l'État (circulaire RHI du 5 mai 2003), de l'ANRU et des collectivités,

- l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

- **Rappel Historique**

- L'opération a été confiée en concession à Marseille Aménagement par la Ville de Marseille après consultation, conformément aux articles L300-4 et suivant du Code de l'Urbanisme. La convention publique d'aménagement a été notifiée le 30 octobre 2006.

- La fusion absorption de la SEM Marseille Aménagement par la SPL SOLEAM a été approuvée par délibération n° 13/0674/FEAM du 17 juin 2013 du conseil municipal et le transfert à la SOLEAM de tous les contrats de concession et de mandat octroyés à Marseille Aménagement a été approuvé par délibération n° 13/1077/FEAM du 7 octobre 2013 du conseil municipal.

- Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été

transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 11 à la convention de concession d'aménagement N° T1600907CO (N° Ville 06/1405) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

- Historique des précédents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2008 et l'avenant N°3, approuvés par délibération n°09/1274/SOSP du 14 décembre 2009, ont porté le budget prévisionnel global de la concession de 7 380 584 euros TTC à 8 030 608 euros TTC suite à l'ajustement des dépenses et à une forte augmentation du poste TVA résiduelle. La participation prévisionnelle de l'État a été fortement réduite. En conséquence la participation d'équilibre de la Ville a été portée de 1 522 085 à 3 012 014 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2009 et l'avenant N°4, approuvés par délibération n°10/1021/SOSP du 25 octobre 2010, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2014 et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 3 559 149 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010 et l'avenant N°5, approuvés par délibération n°11/0643/SOSP du 27 juin 2011, ont précisé l'extension du périmètre et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 181 537 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2012 et l'avenant N°7, approuvés par délibération n°13/0578/SOSP du 17 juin 2013, ont prorogé la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2017 afin de permettre l'aboutissement d'une DUP d'aménagement nécessaire pour finaliser la maîtrise foncière, porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 5 340 713 euros et validé une avance de trésorerie de 1 000 000 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2013 et l'avenant N°9, approuvés par délibération n°14/0618/SOSP du 10 octobre 2014, ont validé l'extension du périmètre pour améliorer les accessibilités Nord et Sud et désenclaver le coeur du secteur ainsi que les nouveaux aménagements à créer (placette et escalier) et acté la prorogation de la concession d'une durée de 2 ans jusqu'au 30 octobre 2019. En conséquence le budget prévisionnel global de la concession a été

porté à 11 897 909 euros TTC et le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 6 199 046 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2014 et l'avenant N°10, approuvés par délibération n°14/0488/UAGP du 29 juin 2015, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 1 an jusqu'au 30 octobre 2020.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2015 et l'avenant N°12, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n°DEVT 004-1118/16/CM du 17 Octobre 2016, ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 283 920 euros TTC, arrêté le montant de la participation déjà versée par la Ville à 4 914 000 euros et fixé le montant prévisionnel de la participation de la Métropole à 1 602 036 euros totalisant une participation des collectivités à l'équilibre d'un montant de 6 516 036 euros.

L'objet du présent rapport est de soumettre au conseil de Métropole le CRAC arrêté au 31 décembre 2016.

L'échéance de la concession est fixée au 30 octobre 2020.

Avancement de l'opération :

- Maîtrise foncière : suite à l'arrêté de DUP loi Vivien de l'immeuble du 5 rue Guichard obtenu le 29 juillet 2015, SOLEAM est devenu propriétaire par ordonnance d'expropriation du dernier lot en avril 2016. L'aménageur a finalisé en 2016 l'acquisition amiable d'un lot vacant au 12 rue Guichard et de 3 lots occupés au 32 rue Guichard. La maîtrise foncière complémentaire nécessite la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation (DUP aménagement). Le dossier d'enquête préalable a été déposé en préfecture en juillet 2015 et la réunion des personnes associées s'est tenue le 7 juin 2016. L'enquête publique s'est déroulée du 19 octobre 2016 au 19 novembre 2016, les conclusions du commissaire enquêteur indiquent que l'utilité publique de cette opération est avérée. Une procédure de mise en compatibilité du PLU est également intégrée au dossier. Le conseil métropolitain, lors de sa séance du 30 Mars 2017, a approuvé par délibération URB011-1816/17/CM l'intérêt général de l'opération. La déclaration de projet a été transmise à monsieur le Préfet afin de lui permettre de prendre l'arrêté de déclaration d'utilité publique.

- Subventions : des subventions de l'ANRU pour la voirie et les placettes et de la Région pour le déficit foncier ont été perçues en 2016. Pour la voirie et les placettes (PRU St Mauront), un acompte de 119 034,67 a été versé par l'ANRU en octobre 2016. 565 686,67 euros d'acompte ont donc déjà été perçus de 2012 à 2016 (ANRU, MRU, MPM) sur un total de 1 411 606 euros HT, soit 40 %. Pour le déficit foncier, un acompte de 455 139 euros a été versé en 2014 par l'État sur un total attendu de 2 782 209 euros soit

16 % et un acompte de 42 276,35 euros a été versé par la Région en mai 2016 sur un total attendu de 87 075 euros soit 49%.

- Social et relogement : 53 ménages ont été suivis. 50 sont maintenant relogés définitivement dont 25 sur site (14 dans la résidence Gaillard livrée en 2011 et 11 dans la résidence Amidonnerie livrée en 2015), 25 hors site (dont 3 en logement autonome dans le parc social toujours en attente de l'application du droit de priorité au retour sur site). 1 ménage est actuellement relogé de façon temporaire en résidence Adoma. 2 ménages occupent leur logement d'origine. Il reste donc 6 ménages en plan de relogement susceptibles d'exercer leur droit de priorité au retour sur le site dans la future résidence Bons Voisins. A l'issue de la procédure de DUP d'aménagement, SOLEAM deviendra propriétaire des derniers lots non maîtrisés. 8 ménages supplémentaires intégreront alors le plan de relogement. Cela fera donc un total de 14 ménages qui pourront être positionnés sur la résidence Bons Voisins dont la livraison est prévue en 2020.

- Etudes techniques et travaux : l'année 2016 a été marquée par la livraison des aménagements définitifs de la voirie de l'îlot Amidonnerie ainsi que par la démolition des immeubles 5 rue Guichard et 32 rue Auphan.

- Communication/participation des habitants : la gestion par la Maison pour Tous du « passage jardinier » et ses jardins partagés créés en 2014 est très satisfaisante et l'expérience est concluante. Une réflexion est en cours pour permettre de déplacer cet espace temporaire avant le démarrage des travaux de démolition en partie sud. Une fresque temporaire a été réalisée sur l'immeuble 8 Gaillard et inaugurée en décembre 2016. Une mission de pré qualification des besoins sur l'aménagement temporaire des parcelles des 5, 26 et 28 Guichard a mis en évidence une attente particulière des habitants pour des espaces de jeux pour enfants et des espaces d'attentes et de convivialité pour les parents.

- Cession : Il n'y a pas eu de cession en 2016.

• Sur les 2 ans à venir, l'activité prévisible est la suivante :

- Maîtrise foncière : il est prévu un dernier protocole foncier avec la Ville en 2017. L'acquisition du 10 Gaillard reste toujours conditionnée à la relocalisation de la mosquée prévue sur une emprise communale au 27 rue Auphan Dans le cadre de la DUP d'aménagement, 10 propriétaires restent concernés pour 19 lots. Une prise de possession totale de SOLEAM est prévue au 3^e trimestre 2018.

- Subventions : des versements d'acomptes par l'ANRU et les Collectivités locales pour les aménagements et par l'État et la Région pour le déficit foncier sont attendus.

- Social et relogement : accompagnement d'une douzaine de ménages qui intégreront le plan de relogement à l'issue de la maîtrise foncière via la DUP d'aménagement.

- Etudes techniques et travaux : lancement d'études de démolition des 6-8-10-12 Gaillard au 2^e semestre 2017. Les démolitions seront réalisées à partir de mi 2018 à l'issue de la maîtrise foncière via la DUP.

- Espaces publics transitoires : aménagement d'un nouvel espace public temporaire sur les parcelles du 5,26 et 28 rue Guichard aujourd'hui libres de construction en associant les habitants à la réflexion.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 qui s'établit comme suit :

• Dépenses :

• Sur l'exercice 2016, les dépenses s'élèvent à 403 004 euros, soit une baisse de 421 533 euros (- 51%) par rapport aux prévisions annoncées au CRAC précédent. Cet écart s'explique principalement par :

- une baisse des dépenses foncières (- 65 700 euros) résultant du décalage à 2017 du dernier protocole foncier avec la Ville,

- une diminution du budget démolition (- 96 372 euros) essentiellement lié au décalage dans le paiement à solder en 2017 mais aussi à des économies par rapport au prévisionnel,

- une diminution des dépenses de TVA (- 151 193 euros) liées à un non paiement de TVA non récupérable en 2016 et à un crédit de TVA perçu.

• Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des dépenses s'élève à 8 790 670 euros soit 67 % des dépenses prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes foncier (4 287 921 euros soit 83% des dépenses prévisionnelles), travaux (2 321 783 soit 52% des dépenses prévisionnelles), dépenses annexes (917 796 euros soit 73% des dépenses prévisionnelles), frais de relogement (115 919 euros soit 67% des dépenses prévisionnelles), frais financiers (352 739 euros soit 99% des dépenses prévisionnelles), rémunération de l'aménageur (793 146 euros soit 71 % des dépenses prévisionnelles) et TVA non récupérable (1 366 euros soit 0,2 % des dépenses prévisionnelles) .

• Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des dépenses s'élève à 12 241 031 euros, déduction faite de la TVA résiduelle, soit une diminution de 42 889 Euros (0,35 %) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2015 s'expliquant essentiellement par un léger ajustement à la baisse des postes foncier, travaux et frais de relogement. Il se répartit entre budget foncier (5 176 945 euros soit

42 %), travaux (4 505 056 euros soit 36 %), dépenses annexes (1 204 445 Euros soit 10 %), les frais de logement (171 851 euros soit 1 %), frais financiers (357 036 euros soit 3 %) et rémunération de l'aménageur (1 122 999 euros soit 9%) . Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

- Recettes :

- Sur l'exercice 2016, les recettes s'élèvent à 877 759 euros, montant supérieur de 11 % au prévisionnel, notamment car les acomptes et avances perçus de l'ANRU ont été plus importants que prévus.

- Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des recettes (hors participation du concédant à l'équilibre du bilan) s'élève à 2 031 231 euros soit 35 % des recettes prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre recettes de cession (352 067 euros soit 29 % des recettes prévisionnelles), subventions/ participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics dans le cadre de l'ANRU (479 418 euros soit 41% des recettes prévisionnelles) , subventions de l'État et de la Région au déficit foncier (1 065 795 euros soit 35 % des recettes prévisionnelles) ainsi que produits financiers et de gestion (47 682 euros soit 87 % des recettes prévisionnelles).

- Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des recettes s'élève à 5 724 993 euros (hors participation d'équilibre), soit une baisse de 42 891 euros (-0,7 %) au regard du bilan approuvé en 2016 s'expliquant par le non paiement à la SOLEAM par la Métropole de la TVA sur les espaces urbains car il s'agit d'une subvention. Les recettes se répartissent principalement entre cessions de charges foncières (1 197 881 euros soit 21 %), subventions/ participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics dans le cadre de l'ANRU (1 411 606 euros soit 25 %), subventions de l'État et de la Région au déficit foncier (3 060 729 euros soit 53 %) le reste du chiffre d'affaires (54 777 euros soit 1%) provenant de produits financiers et produits divers.

- Participation à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 6 516 036 euros, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2015. 4 914 000 euros ont déjà été payés par la Ville au 31 décembre 2015, avant le transfert de l'opération à la Métropole.

700 000 euros ont été payés par la Métropole en 2016. Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 902 036 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

260 000 euros en 2017

157 704 euros en 2018

155 055 euros en 2019

329 277 euros en 2020

- Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2016 est positif de 220 940 euros, en augmentation par rapport aux prévisions du bilan précédent à - 290 667, essentiellement lié à la diminution des dépenses de 421 533 euros en 2016 par rapport au prévisionnel. Au 31 décembre 2017, SOLEAM prévoit une trésorerie cumulée positive de 714 333 euros. Le remboursement de l'avance de 1 000 000 euros est toujours prévu en fin d'opération.

- Subvention de la Métropole dans le cadre du PRU Saint Mauront

La Métropole subventionne les voiries primaires et les placettes réalisées par la SOLEAM dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine de saint Mauront à hauteur de 243 602 euros. A ce jour, 86 269 euros ont déjà été versés. Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 157 333 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

129 403 euros en 2017

0 euros en 2018

13 965 euros en 2019

13 965 euros en 2020

- Avenant à la convention de concession d'aménagement

La participation financière de la Métropole (1 602 036 euros) à l'équilibre de l'opération étant constante et les conditions de son échéancier de versement ainsi que les conditions de la convention étant inchangés, il n'y a pas d'avenant à la convention de concession d'aménagement en 2016.

- Avance de trésorerie

Une avance de trésorerie de 1 million d'euros a été versée par la Ville en 2014 afin d'éviter un nouvel emprunt.

Un avenant n°1 a acté en 2014 le versement de cette avance à SOLEAM après fusion- absorption de Marseille Aménagement.

Un avenant n°2 a permis de différer le remboursement de l'avance au terme de la concession prorogée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte-rendu annuel à la collectivité de l'opération RHI Saint Mauront-Gaillard au 31 décembre 2016.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le Compte Rendu d'Activités de la concession de la RHI "Saint Mauront - Gaillard" arrêté au 31 décembre 2016, le bilan financier et le plan de trésorerie actualisés.

Article 2 :

Est approuvée la participation financière inchangée à l'équilibre du bilan de l'opération d'un montant de 6 516 036 euros dont 4 914 000 euros ont déjà été versés par la Ville de Marseille avant transfert de l'opération et 1 602 036 euros qui restent à la charge de la Métropole, versés selon l'échéancier suivant :

2016 : 700 000 euros

2017 : 260 000 euros

2018 : 157 704 euros

Années suivantes : 484 332 euros.

Article 3 :

Est approuvé le subventionnement par la Métropole de certains équipements publics pour un montant de 243 602 euros au titre du PRU St Mauront selon l'échéancier suivant :

86 269 euros déjà versés,

129 403 euros en 2017

0 euros en 2018

13 965 euros en 2019

13 965 euros en 2020

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants et tout documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 011-2392/17/CM

**■ Proposition d'exemption des obligations de production de logements locatifs sociaux sur la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 17/4259/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi Egalité et Citoyenneté promulguée le 27 janvier 2017 et ses décrets d'application du 5 mai 2017 ont modifié les modalités d'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 modifié de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains, dite loi SRU.

Le dispositif applicable aux communes soumises à la loi SRU prévoit désormais un mécanisme d'exemption à la commune prononcé par décret, sur proposition des établissements publics de coopération intercommunale, et après avis du Préfet puis de la commission nationale SRU.

Ce mécanisme aboutit à une exemption au plus tard le 31 décembre de l'année précédent chaque période triennale, sauf en 2017, où une disposition transitoire prévoit que la procédure d'exemption soit conduite au cours de l'année pour une application en 2018 et 2019, qui sont les deux années suivantes de la période triennale en cours 2017-2019.

Le calendrier transmis par l'Etat prévoit que la Métropole Aix-Marseille-Provence délibère sur sa

proposition d'exemption des obligations de production de logements sociaux avant le 8 septembre 2017.

Les communes éligibles à l'exemption SRU doivent répondre à au moins l'une des trois conditions suivantes :

- les communes où la tension sur la demande en logement social est faible. La pression sur la demande de logement social est mesurée à partir du système national d'enregistrement de la demande en logement social. Il s'agit d'un ratio entre le nombre de demandes de logements sociaux par rapport au nombre d'emménagements annuels, hors mutations internes, dans le parc locatif social. Ce critère ne concerne aucune commune de la Métropole,
- les communes situées hors d'une agglomération de plus de 30 000 habitants qui ne sont pas suffisamment reliées aux bassins d'activité et d'emploi par les services de transport en commun. la liste des communes hors agglomération de plus de 30 000 habitants et potentiellement concernées par ce critère de l'insuffisance des transports en commun, telle que communiquée par l'Etat, est la suivante : Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Coudoux, Cuges-les-Pins, Ensues-la-Redonne, Eyguières, Jouques, la Fare-les-Oliviers, la Roque d'Anthéron, Lambesc, Lançon-Provence, le Puy Sainte Réparate, Le Rove, Mallemort, Meyrargues, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Port-Saint-Louis du Rhône, Rognes, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Cannat, Sausset-les-Pins, Sénas, Ventabren. Deux de ces communes disposent d'un taux de logements sociaux supérieur à 25 % des résidences principales et ne sont pas concernées de fait : la Roque d'Anthéron et Port-Saint-Louis du Rhône. 23 communes restent potentiellement concernées,
- les communes dont plus de la moitié du territoire urbanisé est soumis à une inconstructibilité, du fait de plans de prévention des risques naturels ou technologiques, de plans d'exposition au bruit, que la commune soit ou non située au sein d'une agglomération. Actuellement, la commune de Saint-Victoret est dans cette situation, du fait du plan d'exposition au bruit lié à l'aéroport Marseille Provence.

Les deux derniers critères concernent des communes de la Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, après analyse technique de la situation de chaque commune, propose à l'Etat l'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux pour les communes suivantes :

- au titre de l'insuffisance de transports en commun pour les communes situées hors d'une agglomération de plus de 30 000 habitants : Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Coudoux, Cuges-les-Pins, Ensues-la-Redonne, Eyguières, Jouques, la Fare-les-Oliviers, Lambesc, Lançon-Provence, le Puy Sainte Réparate, Le Rove, Mallemort, Meyrargues, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Cannat, Sausset-les-Pins, Sénas, Ventabren,

Soient 23 communes, dont 7 dans le territoire Marseille Provence, 10 dans le Pays d'Aix, 5 dans le Pays Salonais et une dans le Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

- au titre de l'inconstructibilité sur plus de la moitié du territoire urbanisé : Auriol, Mimet, Roquevaire, Saint-Victoret et Grans

Soient 5 communes, dont une dans le territoire Marseille Provence, une dans le Pays d'Aix, 2 dans le Pays d'Aubagne et de l'Etoile et une dans le territoire d'Istres Ouest Provence.

Néanmoins, n'ont pu être pris en compte les communes pour lesquelles les PPR sont actuellement prescrits et non approuvés (notamment au regard des indications du préfet de Département des Bouches du Rhône mentionnant l'obligation d'un règlement opposable. (Cf. annexe 5 de l'argumentaire annexé).

Ce possible assouplissement dans l'application de la loi SRU peut permettre une meilleure adaptation des objectifs de production de logements locatifs sociaux à la réalité des communes de nos territoires.

Il convient d'approuver la liste des communes et les motifs pour lesquels la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat l'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2107-835 du 5 mai 2017 relatif aux dispositions particulières à certaines agglomérations en matière de réalisation de logements locatifs sociaux ;
- Le décret n°2017-840 du 5 mai 2017 fixant les valeurs des ratios de pression sur la demande de logement social en deçà desquels les agglomérations, les établissements publics de coopération intercommunale ou communes isolées peuvent bénéficier de la procédure d'exemption ;
- Les courriers des Préfets des Bouches-du-Rhône, du Var et du Vaucluse.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- L'intérêt de ce possible assouplissement dans l'application de la loi SRU qui peut permettre une meilleure adaptation des objectifs de production de logements locatifs sociaux à la réalité des communes de nos territoires ;

Délibère

Article unique :

Sont approuvés la liste des communes ainsi que les motifs pour lesquels la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat l'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux :

- au titre de l'insuffisance de transports en commun pour les communes situées hors d'une agglomération de plus de 30 000 habitants : Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Coudoux, Cuges-les-Pins, Ensuès-la-Redonne, Eyguières, Jouques, la Fare-les-Oliviers, Lambesc, Lançon-Provence, le Puy Sainte Réparate, Le Rove, Mallemort, Meyrargues, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Cannat, Sausset-les-Pins, Sénas, Ventabren,
- au titre de l'inconstructibilité sur plus de la moitié du territoire urbanisé : Auriol, Mimet, Roquevaire, Saint-Victoret et Grans

tels que précisés dans l'annexe ci-jointe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 012-2393/17/CM

**■ Approbation d'un partenariat avec l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13)
MET 17/4034/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'adjoint les compétences d'experts et partenaires dans les domaines du conseil aux particuliers, de l'étude et de l'observation et des formations.

C'est à ce titre que la Métropole Aix-Marseille-Provence a construit dès sa création en 2016 un partenariat avec l'ADIL qui entretenait déjà des relations privilégiées et contractuelles avec les six intercommunalités aujourd'hui fusionnées.

A compter de 2017, les deux entités, ADIL et Métropole Aix-Marseille-Provence, ont décidé de consolider leur partenariat autour de deux types de missions confiées à l'ADIL :

- Une convention pour les missions dites « socle » entre les deux partenaires pour la période 2017-2021. Ces missions sont :
 - o Le conseil des habitants,
 - o l'information, le conseil et la formation des acteurs de l'habitat de la Métropole
 - o la contribution à l'observation de l'habitat de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- Une convention pour les missions spécifiques que l'ADIL conduira pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Conseils de Territoire.

Ainsi, ces conventions ont pour objectif de définir les relations notamment de répartition entre les deux entités.

Le montant de la convention socle s'élève à 380 000 euros.

Le montant de la convention spécifique sera à minima de 20 000 euros et fera l'objet de sollicitation de la part des Conseils de Territoire.

Il convient d'abroger la délibération DEVT 014-1128/16/CM du 17 octobre 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- Le Code de la Construction et de l'Habitat (Article L302-1, L302-2, L302-3, L302-4, L302-5);
- La loi n°2 000-1208 du 13 décembre 2 000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains et notamment l'article 55 intitulé « dispositions relatives à la solidarité entre communes en matière de l'habitat » ;
- La loi n°2003-710 du 1er août 2003 relative à l'orientation et la programmation pour la ville et la rénovation urbaine ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et notamment les déclinaisons relatives au PLH et le décret n°2005-317 du 4 avril 2005 modifiant le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;
- La loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;
- La loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale ;
- Les statuts de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône ;
- La Charte de Partenariat signée entre l'ADIL et la Communauté Marseille Provence Métropole le 19 février 2015;
- La charte de partenariat signée entre l'ADIL et la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence le 10 janvier 2012
- La charte de partenariat signée entre l'ADIL et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix le 30 juillet 2015 ;
- La charte de partenariat signée entre l'ADIL et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 18 novembre 2015 ;
- La charte de partenariat signée entre l'ADIL et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues le 17 janvier 2012 ;

- La charte de partenariat signée entre l'ADIL et le San Ouest Provence le 23 janvier 2015 ;
- La délibération DEVT 014-1128/16/CM du 17 octobre 2016.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 5 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres Ouest Provence du 12 juillet 2017 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 29 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération DEVT 014-1128/16/CM du 17 octobre 2016.

Article 2 :

Est approuvée la charte de partenariat, qui se décline en deux conventions relatives à la mission socle et aux missions spécifiques.

Article 3 :

Monsieur Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ladite charte de partenariat, ainsi que tout document relatif à sa mise en œuvre.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisé à désigner deux représentants de la Métropole au sein des instances de l'ADIL13.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 et suivants de la Métropole – Sous-Politique D110 – Nature 6574 – Fonction 552.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEVT 013-2394/17/CM

**■ Bilan 2016 de la délégation des aides à la pierre
du Territoire du Pays Salonais de la Métropole
Aix-Marseille-Provence
MET 17/4008/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, permet à l'Etat de déléguer aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), compétents en matière d'habitat et disposant d'un Programme Local de l'Habitat (PLH), la gestion des aides à la pierre.

Dans le cadre de sa compétence obligatoire « Equilibre social de l'Habitat » et de son PLH adopté en 2010, l'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopro Provence a souhaité devenir délégataire de la gestion de ces aides sur son territoire.

La délégation recouvre l'attribution des aides publiques en faveur de la construction, de l'acquisition, de la réhabilitation et de la démolition des logements locatifs sociaux, de celles en faveur de l'habitat privé, de celles en faveur de la location-accession et de celles destinées à la création de places d'hébergement.

L'ancienne Communauté d'Agglomération Agglopro Provence a demandé la délégation par délibération n°123/13 le 24 juin 2013. Monsieur le Préfet a donné son accord de principe pour exercer la délégation de compétence des aides à la pierre de type III, c'est-à-dire sans mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM).

Deux conventions ont été signées le 23 juillet 2014 :

- Une convention cadre qui définit les objectifs quantitatifs, les modalités financières de la délégation (montant des droits à engagements alloués, échéancier prévisionnel de versement des crédits en fonction de la nature et de la durée prévisionnelle de réalisation des opérations programmées), les conditions d'octroi des aides et l'adaptation des plafonds de ressources. Elle précise la répartition des crédits dédiés au logement social et ceux affectés à l'habitat privé.
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé est conclue entre le délégataire et l'ANAH (Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat). Elle décline les dispositions de la convention cadre pour le parc privé.

Par délibération DEVT 003-674/16/CM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention cadre avec l'Etat permettant l'exercice de la délégation des aides à la pierre pour l'année 2016 et des avenants de gestion propres à chaque territoire.

Ainsi, les objectifs de production de logements sociaux du Territoire du Pays Salonais s'élevaient à 696 logements locatifs (326 PLUS, 230 PLAI et 140 PLS) et 100 PSLA. Les objectifs de réhabilitation de l'habitat privé s'élevaient à 76 logements.

Un bilan de l'exercice de cette délégation doit être dressé pour l'année 2016 (en annexe).

Ce bilan se présentera en deux parties :

1. Une partie sur le logement social :

Le Comité Régional de l'Habitat du 20 avril 2016 a validé l'enveloppe prévisionnelle de droits à l'engagement allouée au Territoire du Pays Salonais pour réaliser les objectifs 2016, soit 1 501 720 € en tranche ferme et 2 467 440 € en tranche conditionnelle.

1 670 760 € ont été engagés : 1 502 400 € au titre de l'offre nouvelle PLUS-PLAI et 168 360 € au titre de la subvention des petits logements.

Le montant moyen des subventions allouées s'élève à 10 920 €/ logement.

Les objectifs fixés par le Comité Régional de l'Habitat sont composés d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle.

Pour la tranche ferme :

Les objectifs quantitatifs sont de 423 logements.

Les financements et les agréments 2016 représentent 564 logements, soit 133,33% de l'objectif ferme. L'objectif de réalisation de PLUS est atteint à hauteur de 151,01%, le PLAI à 109,29% et le PLS 131,76%.

Les objectifs quantitatifs de la tranche ferme en logements ont été dépassés pour diverses raisons :

* L'enveloppe attribuée en 2016 a permis d'agréer les logements restés en attente en 2015.

* La troisième année des bilans SRU a vu aboutir sous l'impulsion des communes, des projets qui étaient en étude depuis un certain temps.

* Certaines autres opérations n'ont pu être agréées suite aux demandes d'études complémentaires.

Pour la tranche conditionnelle :

Les objectifs quantitatifs sont de 696 logements
Les financements et les agréments 2016 représentent 564 logements soit 81,06% de l'objectif conditionnel.

Toutefois, l'objectif de réalisation de PLUS est atteint à hauteur de 91,72%, le PLAI à 66,52% et le PLS 80%.

2. Une partie sur l'amélioration de l'habitat privé :

L'enveloppe prévisionnelle des droits à engagement ANAH du Territoire du Pays Salonais présentée au CRHH du 20 avril 2016 s'élevait à 894 578 € (travaux et ingénierie) et celle du FART à 127 210 €.

Le Territoire du Pays Salonais a pu agréer tous les dossiers en stock en raison du manque d'enveloppe financière 2015 et ceux déposés en 2016. L'augmentation des fonds alloués par l'ANAH et les nouvelles dispositions du programme d'actions (éligibilité des propriétaires occupants pour les travaux d'économie d'énergie) ont permis d'atteindre 148,75% des objectifs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Le décret n° 209-16-65 du 24 décembre 2009 relatif à l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- La circulaire n°2004-73 du 23 décembre 2004 relative à l'élaboration des conventions de délégation de compétence en matière d'aide au logement ;
- La délibération n°070/10 du 29 mars 2010 de la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence relative à l'adoption de son Programme Local de l'Habitat ;
- La délibération DEVT 003-674/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole relative à la délégation de gestion des aides à la pierre 2016. Approbation d'une convention cadre et d'avenants entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 10 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte du bilan de l'année 2016 de la délégation des aides à la pierre du Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence annexé à la présente délibération.

DEVT 014-2395/17/CM

■ Adhésion à la démarche de labellisation Ecoquartier pour la Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis et approbation du mode de réalisation de l'opération MET 17/3696/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Jas de Beaumont, créée par le Conseil de Métropole du 17 octobre 2016, a pour objectif de créer un nouveau quartier d'habitation de 400 logements au nord-ouest de la commune de Pertuis sur un périmètre de 15 hectares. A ce stade, il est proposé d'inscrire l'opération dans la démarche Ecoquartier portée par le Ministère du Logement et de l'Habitat Durable et également de valider le principe de lancement d'une consultation en vue de concéder la ZAC à un aménageur.

1) LA DEMARCHE ECO QUARTIER

Le Jas de Beaumont est identifié dans le PLU de la commune de Pertuis comme secteur stratégique de développement de l'habitat avec la volonté d'y créer un quartier durable. La réflexion engagée par le Pays d'Aix en partenariat avec la commune et l'EPF PACA depuis plusieurs années, a intégré dès les premières études une approche environnementale avec la volonté de s'orienter vers Ecoquartier. Cette ambition est traduite notamment dans les grandes lignes directrices de la ZAC à savoir :

- valoriser la ville des courtes distances,
- produire des logements avec une densité de 45/50 logements à l'hectare,
- intégrer une trame verte paysagère en créant des cœurs d'îlots et des voies douces apaisées,
- valoriser la nature en ville,
- travailler sur un maillage prenant en compte la topographie et créer un quartier ouvert sur le paysage et le centre ancien,
- proposer des formes urbaines variées tout en travaillant sur les franges de l'opération de façon à préserver le tissu pavillonnaire existant.

Ce projet s'inscrit aussi dans une démarche de production de logements sociaux conformément aux critères d'intérêt communautaire déterminés par la Communauté du Pays d'Aix et inscrits au Contrat de Mixité Sociale signé par la commune. Ainsi, le programme de l'opération comprend 40 % de logements locatifs sociaux, 30 % de logements aidés et 30 % en secteur libre.

Depuis 2012, la démarche Ecoquartier valorise les projets qui favorisent l'émergence de nouvelles façons de concevoir, de gérer et de vivre au cœur de nos territoires. Renouvelée en 2016 par le Ministère, une cinquième campagne de labellisation est aujourd'hui engagée afin d'encourager le mouvement de transition écologique dans les pratiques de l'aménagement urbain. L'inscription dans ce processus nécessite au préalable la signature d'une Charte de 20 engagements, ce qui constitue la première étape vers la labellisation.

Les quatre étapes clés de la démarche étant :

- Etape 1 : L'Ecoquartier en projet avec la signature de la Charte qui engage les acteurs à respecter plusieurs objectifs dans différentes thématiques tout au long de la mise en œuvre du projet (gouvernance, cadre de vie, lutte contre l'étalement urbain, mixité sociale, sobriété énergétique, gestion des ressources, développement des modes doux...)
- Etape 2 : Admission à la démarche nationale Ecoquartier. Cette étape permet de vérifier en phase chantier la conformité du projet aux engagements pris. Le projet peut obtenir le référencement « Engagés dans la labellisation ».
- Etape 3 : L'obtention du label est soumise à la décision d'une commission qui délivre les labels au regard des résultats atteints par l'opération. Le label Ecoquartier est confirmé.
- Etape 4 : une démarche d'auto-évaluation vient clôturer le process de labellisation.

L'inscription dans cette démarche permettra de valoriser l'ensemble des engagements pris par les collectivités pour la mise en œuvre de ce projet et également de lui conférer une reconnaissance sur ce thème. C'est pourquoi, il est proposé aujourd'hui de porter la candidature de la ZAC du Jas de Beaumont pour l'obtention du label Ecoquartier et d'autoriser le Président ou son représentant à signer la Charte.

2) LE MODE DE REALISATION DE L'OPERATION

La ZAC étant créée, le bilan de la concertation et le bilan de l'étude d'impact approuvés, il convient maintenant de déterminer le mode opératoire pour la réalisation de l'opération.

A ce stade, il est proposé, au regard de la taille de l'opération, de ses enjeux et du dynamisme du marché immobilier local, de concéder cette ZAC à un aménageur, conformément à l'article L 300-4 du Code de l'Urbanisme.

Pour cela, un pré-dossier de réalisation est aujourd'hui élaboré, contenant le projet de programme des équipements publics à réaliser, le projet de programme global des constructions, les modalités prévisionnelles de financement étalées dans le temps, ainsi qu'une notice hydraulique. L'ensemble de ces éléments vont permettre d'engager une consultation.

Conformément à l'article L 300-4 du Code de l'Urbanisme et à l'ordonnance du 29 janvier 2016 et au décret du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession, une mise en concurrence sera engagée en vue de retenir un aménageur pour la réalisation de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis.

Afin de mener à bien la consultation devant aboutir à la conclusion d'un contrat de concession avec un aménageur, il est proposé d'engager une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour accompagner la Métropole dans cette procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5216-5 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R311-6 et L 300-4 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014-A214 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement du quartier d'habitat du Jas de Beaumont à Pertuis ;
- La délibération n°2015-B091 du Bureau communautaire de la CPA du 19 février 2015 décidant le lancement de la ZAC, définissant les modalités de la concertation et les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et des pièces requises ;
- La délibération n° URB 031-1111/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 approuvant le dossier de création de la ZAC et créant la ZAC ;
- L'Ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 relatifs aux contrats de concession ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'importance d'engager nos territoires vers une transition écologique dans les pratiques d'aménagement urbain.
- Les modes de réalisation qui s'offrent au maître d'ouvrage pour la réalisation d'une ZAC.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'adhésion à la démarche de labellisation ECOQUARTIER pour la ZAC du Jas de Beaumont.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la Charte Ecoquartier et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Est approuvé le principe d'une mise en concurrence pour le choix d'un aménageur en vue de la réalisation de ZAC du Jas de Beaumont.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Environnement,
Développement Durable,
Agriculture et Forêt"***

ENV 001-2396/17/CM

■ Budget Etat Spécial du Territoire - Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement relative à "Qualité de l'air - Programme Sirius à Frais Vallon" à Marseille
MET 17/3811/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant : La loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, reconnaît à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé et implique des obligations légales en matière de qualité d'air et notamment de surveillance.

En application de la loi du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, et de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole exerce, depuis le 31 décembre 2000, la compétence de « lutte contre la pollution de l'air ».

Au 1^{er} janvier 2016, cette compétence est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP). Par la suite, la décision n°HN 056-187/16/CM du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 stipule que la Métropole AMP délègue au Conseil de Territoire Marseille-Provence, sur son périmètre, ses compétences en matière de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie et plus particulièrement la lutte contre la pollution de l'air conformément aux orientations cadres définies par le Conseil de la Métropole.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2012 dans chaque région, l'Etat confie la mise en œuvre de la surveillance prévue à l'article L. 221-2 à un organisme agréé pour un ou des paramètres donnés de la qualité de l'air.

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur AIRPACA, association agréée par le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, assure depuis 2012 la surveillance de la qualité de l'air sur ce périmètre géographique.

L'Association, agréée au titre de l'article L.221-3 du Code de l'Environnement a pour mission de participer à la politique de surveillance, de préservation de la qualité de l'air et de lutte contre les pollutions atmosphériques du sud-est.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est adhérente à l'Association AIRPACA qui, en tant qu'Association Agréée pour la Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA), est notamment chargée de piloter un programme spécifique de suivi de la pollution atmosphérique sur le Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Par ailleurs, l'ANRU a lancé le 16 avril 2015 un appel à manifestations d'intérêt (AMI) qui vise à sélectionner une vingtaine de projets qui seraient mis en œuvre dans des quartiers dits « prioritaires » au titre de la géographie de la politique de la ville.

Les projets retenus devaient répondre à deux objectifs principaux :

- L'augmentation du « reste pour vivre » des

- habitants par la diminution des dépenses contraintes,
- Le renforcement de l'attractivité des quartiers en renouvellement urbain.

Dans ce cadre, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) devenue Métropole Aix-Marseille Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, la ville de Marseille, en collaboration étroite avec Marseille Rénovation Urbaine (MRU) et les bailleurs sociaux ont souhaité proposer un projet innovant appelé « **SIRIUS** », au service et avec les habitants du quartier de **Frais-Vallon** situé dans le 13^e arrondissement

de Marseille.

L'ANRU a sélectionné parmi 63 candidatures les 20 dossiers qui répondaient le mieux aux deux objectifs principaux et le projet de Frais Vallon a été officiellement retenu le 15 décembre 2015 par le Premier Ministre.

« Sirius » est un programme d'actions innovantes dans le domaine de l'environnement. Ses principaux objectifs sont :

- 1) L'élaboration d'une stratégie énergétique globale et innovante pour l'ensemble du quartier de Frais Vallon,
- 2) L'accompagnement au changement et aux nouveaux gestes écologiques par la démarche des Nudges,
- 3) L'émergence de Nouveaux Services Urbains aux habitants pour optimiser le bien-être et réduire l'empreinte carbone

Le volet 1 de ce projet va comprendre :

- 1) une rénovation énergétique des logements à très haut niveau de performance réalisée actuellement par le bailleur social HMP,

Le programme de travaux établi par le bailleur pour son patrimoine devra permettre d'atteindre :

- une division par 5 de la consommation de chauffage des ménages,
- une réduction de 90 % des émissions de CO₂ dues au chauffage,
- une consommation électrique produite localement à hauteur de 25 % et ce, grâce à l'énergie solaire (photovoltaïque),
- une évaluation en continu des performances via une démarche de « commissioning ».

- 2) une expérimentation du concept en émergence « d'autoproduction-autoconsommation » à l'échelle d'un quartier urbain abritant des populations à faibles revenus.

C'est dans le cadre de ce volet précis qu'un partenariat avec Air PACA est sollicité.

En effet, ce partenariat vient alimenter la stratégie du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de développement durable notamment ses préconisations en matière de construction, rénovation, d'énergie dans l'optique de développer une stratégie environnementale optimale. Elle participe ainsi pleinement à la création d'une expertise spécifique sur le thème de la qualité de l'air intérieur et extérieur et de l'aménagement durable en méditerranée.

Ce partenariat comprend :

- une évaluation de la qualité de l'air ambiant de la zone,
- un accompagnement des acteurs de la réhabilitation et des gestionnaires des bâtiments sur la mise en œuvre des bonnes pratiques pour une bonne qualité de l'air,
- l'évaluation de la qualité de l'air intérieur de 8 bâtiments (logements et équipements publics) avant et après réhabilitation,
- un programme de sensibilisation des acteurs (gestionnaires, occupants...) sur plusieurs années.

L'opération d'investissement n°DEEU 17/02 « Qualité de l'air - Programme Sirius à Frais Vallon », d'un montant de 300 000 euros, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 24, doit être affectée afin de permettre la réalisation de l'ensemble de cette expertise..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 300 000 euros de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement DEEU 17/02 « Qualité de l'air – Programme Sirius à Frais Vallon » pour un montant de 300 000 euros.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits aux budgets Etat Spécial du Territoire 2017 et suivants.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2017 :	9 000 euros
Année 2018 :	131 000 euros
Années suivantes :	160 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 002-2397/17/CM

**■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Acoucité et au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE)
MET 17/3909/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix avait choisi d'adhérer à plusieurs associations œuvrant dans le domaine de l'Environnement. Aujourd'hui, certaines d'entre elles présentent un intérêt à l'échelle de la Métropole et d'autres développent leurs actions à l'échelle du Territoire. Un travail a été réalisé dans le cadre de la Délégation Stratégie Environnementale, Plan Climat et Prévention des Risques avec les représentants des autres Conseils de Territoires pour distinguer ces deux catégories d'associations.

En conséquence, il est proposé l'adhésion pour 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les associations suivantes œuvrant sur le Territoire du Pays d'Aix et d'approuver le versement de la cotisation correspondante :

- L'association Acoucité dont l'objet a pour but d'œuvrer au développement des connaissances et du savoir professionnel en environnement sonore urbain, le montant de la cotisation pour 2017 est de 800 €
- Le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Pays d'Aix, dont l'objet est de coordonner, d'aider et de promouvoir toutes activités liées à la protection de l'environnement et à l'amélioration de la qualité de vie sur le territoire du Pays d'Aix, le montant de la cotisation pour 2017 est de 25.000 €.

L'association Acoucité, pôle de compétences et de recherche sur l'environnement sonore urbain, apporte son expertise et son savoir-faire dans l'Observatoire du Bruit mis en place sur le Pays d'Aix. Elle aide le Territoire du Pays d'Aix dans la gestion du Réseau permanent de mesure du Bruit. L'association a ainsi apporté son expertise dans la réalisation du diagnostic de l'environnement sonore le long du futur tracé de la ligne B du BHNS sur Aix-en-Provence, permettant de réaliser un point zéro très précis sur chacun des secteurs traversés.

L'association CPIE du Pays d'Aix, au titre de cette adhésion, accompagne le Territoire du Pays d'Aix dans la cadre de l'élaboration et la mise en œuvre de sa Charte Développement Durable et organise la concertation et la contribution des associations d'environnement et de consommateurs qui en sont membres.

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a adhéré à ces associations par délibérations n° 2005-A249 du 14 octobre 2005 et n° 2009-A155 du 23 octobre 2009.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les actions des associations représentent un intérêt manifeste pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière d'environnement.
- Qu'il convient d'autoriser le règlement des cotisations au titre de l'exercice 2017.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les adhésions de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations suivantes ainsi que le règlement des cotisations 2017 :

- l'association Acoucité pour un montant de la cotisation pour 2017 de 800 €
- le Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement du Pays d'Aix pour un montant de cotisation pour 2017 de 25.000 €.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, État Spécial du Territoire du Pays d'Aix : Nature 6281, Fonction 74, Chapitre 011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 003-2398/17/CM

**■ Adhésion à l'association Energie Partagée et approbation de la Charte Energie Partagée - Paiement de la cotisation 2017
MET 17/3783/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Énergie Partagée Association a pour vocation de promouvoir et d'accompagner le développement de projets de production d'énergie renouvelable dans les territoires et le modèle d'appropriation citoyenne de l'énergie en vue de multiplier le nombre de ces projets. Pour cela, elle met en œuvre des actions de sensibilisation et de formation tant des porteurs de projet que des collectivités locales afin de promouvoir des politiques publiques favorables aux énergies citoyennes. Elle propose également à ses adhérents un ensemble de services de partage d'expérience, de mise à disposition d'outils méthodologiques et d'accompagnement.

Energie Partagée Association se compose de personnes morales (associations, collectivités, coopératives, bureaux d'étude) acteurs de l'énergie citoyenne (association loi 1901). Association nationale reconnue pour son expertise et son sérieux, elle coordonne sa mission d'animation et d'accompagnement des projets sur toute la France par l'intermédiaire de ses adhérents, de ses animateurs régionaux et de ses réseaux partenaires. Les bénévoles-relais, répartis sur le territoire, apportent un soutien dans les actions de sensibilisation. Elle est financée notamment par l'ADEME, par des fondations d'entreprise et par certains Conseils régionaux.

La Métropole a la volonté de favoriser le développement des énergies renouvelables sur son territoire et souhaite, notamment, favoriser l'émergence de projets d'envergure. Les démarches citoyennes peuvent effectivement constituer un relais de développement intéressant et, plus généralement, la participation des collectivités locales, entreprises et habitants à la production d'énergie renouvelable s'inscrit pleinement dans la stratégie énergétique que la Métropole souhaite porter pour favoriser la maîtrise et les retombées économiques de l'énergie sur notre territoire. Cependant, la question énergétique étant en cours de construction au sein de la Métropole, cette dernière manque encore de moyens humains et d'expertise pour réaliser cette ambition.

Par une adhésion à Energie Partagée Association, la Métropole souhaite donc :

- favoriser la présence, sur son territoire, d'acteurs capables de faire émerger et accompagner les projets participatifs de production d'énergie renouvelable ;
- accéder à une expertise et des outils qui l'aideront à définir et mettre en œuvre sa stratégie énergétique dans le domaine des énergies renouvelables.

Enfin, la Charte Energie Partagée, ci-annexée, dont l'acceptation conditionne l'adhésion à l'association, porte des valeurs dans lesquelles la Métropole s'inscrit. Elle pose un ensemble d'engagements non seulement environnementaux mais également économiques, sociaux et démocratiques, traduisant la volonté de permettre aux citoyens et aux acteurs des territoires de choisir, de se réapproprier et de gérer les modes de production et de consommation de leur énergie.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'adhésion à Energie Partagée Association et, en cela, d'accepter la Charte de l'association, et de régler la cotisation d'un montant de 1000 € pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que Energie Partagée Association est à même de contribuer à la politique métropolitaine de développement des énergies renouvelables sur le territoire
- Que, par cette adhésion, la Métropole pourra bénéficier de retours d’expérience et d’outils méthodologiques pour appuyer ses équipes dans la mise en œuvre de sa stratégie énergétique

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l’adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à Energie Partagée Association, la Charte Energie Partagée et le versement de la cotisation 2017 d’un montant de 1000 €.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous-politique G610, nature 6281, fonction 71.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 004-2399/17/CM

**■ Modification du règlement intérieur du Comité Consultatif du Massif de Sulauze pour la mise en œuvre des travaux prévus au Plan de Massif de Protection des Forêts Contre l’Incendie du Massif de Sulauze (anciennement PIDAF).
MET 17/4027/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 297/11 du 28 septembre 2011, le Syndicat d’Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a approuvé la création du Plan Intercommunal de Débroussaillage et d’Aménagement Forestier (PIDAF ou plan forestier) du massif de Sulauze situé sur les communes d’Istres et de Miramas.

Le PIDAF, aujourd’hui dénommé « Plan de Massif de Protection des Forêts Contre l’Incendie » (PMPFCI), est un document de planification relatif à l’aménagement et à l’équipement d’un massif forestier en vue de prévenir les risques d’incendies et de lutter contre eux de manière efficace. Il doit être l’occasion de rechercher une synergie entre tous ceux qui sont concernés par le massif forestier : éleveurs, agriculteurs, pompiers, forestiers, sapeurs-forestiers, propriétaires privés, collectivités territoriales, associations d’utilisateurs (randonneurs, chasseurs) et services déconcentrés de l’État.

Afin d’assurer le suivi du PIDAF de Sulauze et de favoriser la concertation et les échanges entre l’ensemble des acteurs, le SAN Ouest Provence a, par délibération n° 298/11 du 28 septembre 2011, approuvé la création du Comité Consultatif du Massif de Sulauze ainsi que son règlement intérieur.

En application de son règlement intérieur, ce Comité Consultatif était composé de trois délégués communautaires désignés par le Comité syndical de Ouest Provence, d’un représentant de la commune d’Istres et d’un représentant de la commune Miramas, chacun désigné par son conseil municipal. En cas d’empêchement, chacun de ces membres pouvait être représenté par un suppléant.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s’est substituée de plein droit aux six anciens EPCI, fusionnés conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l’Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Dans ce cadre, par délibération n° FAG 097-580/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a désigné ses représentants au sein du Comité Consultatif du Massif de Sulauze.

Pour tenir compte notamment de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de sa substitution au SAN Ouest Provence, il est aujourd'hui proposé d'actualiser le règlement intérieur du Comité Consultatif du Massif de Sulauze.

Le préambule ainsi que les articles 1, 3 et 4 de ce règlement intérieur, respectivement relatifs à la composition du Comité Consultatif, à la programmation des travaux dans le massif et aux modalités de modification du règlement intérieur, seront désormais rédigés comme suit :

« Le présent règlement a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du Comité Consultatif du Massif de Sulauze pour la mise en œuvre des travaux prévus au Plan de Massif de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PMPFCI) du massif de Sulauze (anciennement PIDAF) visant à répondre à la cohérence territoriale du massif, aux logiques de propagation des incendies et aux stratégies d'intervention des secours.

Article 1 – COMPOSITION DU COMITE CONSULTATIF DU MASSIF DE SULAUZE

Article 1.1 – Membres du Comité Consultatif

Le Comité Consultatif est composé de 5 membres répartis comme suit :

- 3 conseillers métropolitains désignés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- 1 représentant de la Commune d'Istres désigné par son conseil municipal,
- 1 représentant de la Commune de Miramas désigné par son conseil municipal.

Le Comité Consultatif désigne son Président et ses deux Vice-Présidents lors de sa première réunion parmi les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 1.2 – Représentants extérieurs

Le Comité Consultatif dispose de l'appui technique et administratif des différents services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et peut faire appel, lors de ses réunions, à des techniciens et/ou à toute personne qualifiée, relevant notamment :

- des collectivités territoriales (Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, etc.),
- des services déconcentrés de l'État : D.D.T.M. (Direction Départementale des Territoires et de la Mer), D.R.E.A.L. (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement),
- d'établissements publics : C.R.P.F. (Centre Régional de la Propriété Forestière), C.E.R.P.A.M (Centre d'Études et de Réalisations Pastorales Alpes Méditerranée), Chambre d'Agriculture, S.D.I.S. (Service Départemental d'Incendies et de Secours), O.N.F (Office National des Forêts),

- de Bureaux d'Études, Comité Communaux Feux de Forêts, Fédération Départementale des Chasseurs et Associations de loisirs de pleine nature.
- [...]

Article 3 – PROGRAMMATION DES TRAVAUX

En fonction des priorités déterminées annuellement par le Plan de Massif, une programmation de travaux sera proposée. Après une première concertation au niveau technique et financier, les différentes options ou scénarii d'aménagement seront présentés en Comité Consultatif.

A l'issue des échanges, le Comité Consultatif formulera un avis sur la programmation annuelle des travaux. Cet avis sera transmis pour examen et prise de décision au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de chaque Comité Consultatif, une information sur l'état d'avancement des travaux sera effectuée.

Article 4 – MODIFICATION

Toute modification du présent règlement intérieur sera soumise pour avis au Comité Consultatif avant approbation par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. »

Les autres dispositions du règlement intérieur du Comité Consultatif du Massif de Sulauze demeurent inchangées.

Conformément à l'article 4 de ce règlement intérieur, les présentes modifications ont été soumises pour avis au Comité consultatif qui s'est réuni le 24 mai 2017.

Il convient de préciser que ces modifications n'impliquent pas de nouvelles désignations des représentants de la Métropole au sein du Comité Consultatif du Massif de Sulauze.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 297/11 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 28 septembre 2011 portant création d'un Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF ou plan forestier) de Sulauze ;
- La délibération n° 298/11 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 28 septembre 2011 portant création du Comité Consultatif du Massif de Sulauze en vue de la réalisation d'études et travaux dans le cadre du PIDAF (Plan de Massif) ;
- La délibération n° FAG 097-580/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein d'organismes extérieurs - Environnement ;
- La délibération n° 188-2014 du 13 octobre 2014 de la Commune de Miramas portant désignation des représentants de la commune pour siéger au sein du Comité Consultatif du Massif de Sulauze ;
- La délibération n° 242/14 du 25 septembre 2014 de la Commune d'Istres portant désignation des représentants de la Ville d'Istres au Comité Consultatif du Massif de Sulauze ;
- L'avis du Comité Consultatif du Massif de Sulauze du 24 mai 2017 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n° 297/11 du 28 septembre 2011, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) Ouest Provence a approuvé la création du Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF ou plan forestier) du Massif de Sulauze situé les communes d'Istres et de Miramas ;
- Que pour assurer le suivi du PIDAF de Sulauze, devenu le de Massif de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PMPFCI) du massif de Sulauze, et favoriser la concertation et les échanges entre l'ensemble des acteurs, le SAN Ouest Provence a, par délibération n° 298/11 du 28 septembre 2011, approuvé la création du

Comité Consultatif du Massif de Sulauze et son règlement intérieur, en régit le fonctionnement ;

- Que pour tenir compte notamment de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de sa substitution au SAN Ouest Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, il convient d'actualiser le règlement intérieur du Comité Consultatif du Massif de Sulauze ;
- Qu'il convient ainsi d'approuver la modification de préambule ainsi que des articles 1, 3 et 4 du règlement intérieur du Comité Consultatif du Massif de Sulauze ;

Délibère

Article unique :

Sont approuvées les modifications sus-mentionnées du préambule ainsi que des articles 1, 3 et 4 du règlement intérieur du Comité Consultatif du Massif de Sulauze dont la version consolidée est jointe au présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 005-2400/17/CM

**■ Attribution de l'aide exceptionnelle aux communes incendiées en 2016
MET 17/4326/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Au cours de l'été 2016, plusieurs communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont une nouvelle fois été touchées par des incendies qui ont détruit au total plus de 4000 ha de forêt et de végétation, des habitations et entreprises, des équipements scolaires ou des biens mobiliers

Lors de sa séance du 19 septembre 2016, le conseil métropolitain a décidé de voter une aide exceptionnelle de 1M€ destinée à la réparation des dommages subis et à la restauration des terrains incendiés.

Les dossiers de demandes d'aide reçus ont été instruits en collaboration avec les services du conseil départemental et de la Région.

Cette instruction a permis de valider le principe de mise en place des premières aides, pour les dossiers complets, dans le cadre de plans de financement laissant une part d'autofinancement à la charge des communes à hauteur de 20%. Ces dossiers ont été examinés lors de la séance du conseil métropolitain du 30 mars 2017.

Une partie des dossiers devait encore faire l'objet de A ce jour, le dossier déposé par la commune de Rognac a fait l'objet d'une instruction avec le Conseil départemental et la Région et peut faire l'objet d'une aide dans les conditions Indiquées ci-après. Une partie du dossier déposé par la commune de Vitrolles doit encore faire l'objet d'échanges avec la commune

compléments d'instruction.
et les conseils départemental et régional et sera présenté au prochain conseil métropolitain.

Les travaux réalisés par la commune de Rognac et qu'il est proposé de financer sont les suivants

Nature des travaux	Coût estimatif	Aide métropole
Remise en état du chemin de Sarragousse	115 735 €	34 721 €
Travaux de sécurisation de blocs rocheux en surplomb du chemin de Sarragousse	318 672 €	95 602 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération ENV 001-879/16/CM du Conseil métropolitain du 19 septembre 2016.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide exceptionnelle à la commune de Rognac, sinistrée par un incendie en 2016 pour la réalisation des travaux de remise en état des espaces incendiés dans la limite de 80%, toutes aides confondues, des dépenses engagées pour les travaux suivants :

Remise en état du chemin de Sarragousse Coût estimatif 115 735 € - aide métropole : 34 721 €

Travaux de sécurisation de blocs rocheux en surplomb du chemin de Sarragousse Coût estimatif 318 672 € - aide métropole : 95 602 €

Article 2 :

Le versement des subventions s'effectuera sur présentation des justificatifs dans la limite de la part d'autofinancement de 20% restant à la charge de la commune.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 006-2401/17/CM

**■ Adhésion au Conservatoire des Espaces Naturels - Paiement de la cotisation 2017
MET 17/4321/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conservatoire des Espaces Naturels est un acteur important de la gestion des espaces naturels de la Région Provence Alpes Côtes d'Azur. Avec l'engagement du projet métropolitain ou la mise en place de l'agence régionale de la biodiversité, il paraît à la fois important et utile de tisser des liens partenariaux avec cette association qui agit de façon consensuelle par acquisition et gestion de terrains à vocation naturelle ou bénéficiant de protections réglementaires, et fait de l'information et la sensibilisation du public une modalité d'action en faveur d'une meilleure prise en compte de la richesse du patrimoine naturel méditerranéen.

A ces différents titres, il est proposé d'adhérer à cette association, aux côtés de communes de la métropole ou d'autres collectivités ou organismes publics importants : Grand Port Maritime de Marseille, Office national des Forêts, Parcs Naturels Régionaux, SAFER, Chambre d'Agriculture... Le montant annuel de l'adhésion est de 50€

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les enjeux qui s'attachent à l'adhésion de la Métropole Aix Marseille Provence au Conservatoire des Espaces Naturels

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conservatoire des Espaces ainsi que le paiement de la cotisation 2017 d'un montant de 50€.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 007-2402/17/CM

■ Approbation d'un contrat de développement avec le Parc Naturel Régional de Sainte Baume MET 17/4323/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet de Parc naturel régional de la Sainte-Baume est né de la volonté de dynamiser les activités économiques du territoire tout en protégeant les paysages, la nature et en mettant en valeur le patrimoine culturel.

En février 2012, le Syndicat mixte de préfiguration a été créé et a pour mission la labellisation du

territoire en Parc naturel Régional. Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, le périmètre d'étude comprend les communes d'Aubagne, Auriol, Cuges les Pins, Gémenos, Roquevaire Saint Zacharie et Trets. Il permet :

- de bénéficier d'un label de qualité et renforcer leur attractivité territoriale et touristique
- de mener des projets collectifs destinés à la protection des patrimoines paysagers, forestiers, naturels et agricoles ainsi que pour le développement d'une économie locale et « non dé-localisable » (agriculture, artisanat, tourisme, filière bois, patrimoine et culture...)
- de bénéficier de moyens financiers supplémentaires pour des projets ou des programmes bénéficiant de financements particuliers des Régions, des Départements, de l'Etat et de l'Union européenne
- de profiter d'un appui en ingénierie territoriale au travers d'une équipe pluridisciplinaire et d'un conseil scientifique

Pour ce qui concerne la Métropole Aix-Marseille-Provence, les objectifs qu'il est proposé de partager dans le cadre de la mise en œuvre du projet s'articulent autour des grandes thématiques suivantes :

- contribution en termes d'attractivité s'agissant des grands espaces paysagers et naturels de l'Est Métropolitain
- volonté d'accompagner l'obtention du label Grand Site de France pour la Sainte-Baume en parallèle à celui de Sainte Victoire
- logique de desserrement de loisir de l'aire métropolitaine par les fonctions de poumon vert et d'espaces récréatifs
- contribution au maintien et aux besoins de restauration des continuités écologiques entre les Calanques, la Chaîne de l'étoile et la Sainte-Victoire
- étude et mise en œuvre d'une « ceinture verte » entre les grands espaces naturels de l'Est métropolitain
- mise à disposition des outils du réseau des gestionnaires d'espaces naturels de PACA/ caution pour appels financiers / valorisation du travail effectué / Enrichissement de la connaissance naturaliste publique / Caution scientifique...
- renfort du développement touristique « Nature et patrimoine » et confortement de la lisibilité des actions développement durable de la Métropole sur son territoire

- cautionnement d'appels financiers FEADER (Région) et/ou montages financiers / programme de financement LEADER, différenciation avec la marque PNR...
- cohérence pour le développement pastoral de la Métropole : montage de plan agro-environnemental et climatique (PAEC) et mise en œuvre de mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC)
- coordination et extension de projets avec l'ensemble des territoires de massif (ex. boucles de cyclotourisme,...), complémentarité des circuits de découverte (ex. lieux de tournage Marcel Pagnol ; circuits de la Glace, de l'artisanat...)
- aménagements de sites dans une offre complémentaire d'activités de loisirs, amélioration de la qualité de l'accueil sur les sites...,
- service Education à l'environnement et au territoire (classes parc, excursions « vertes »,...)

La charte du PNR de Sainte Baume, à travers ses annexes, identifie ces axes de travail comme support du programme d'actions triennal 2018-2020.

Pour la mise en œuvre de ces actions partenariales, pour cette période, et à l'issue d'échanges avec les représentants du PNR, il est proposé que la Métropole soit associée à travers un statut de partenaire associé. Participant à ce titre au conseil syndical du syndicat mixte, ce partenariat opérationnel sera traduit par la conclusion d'un contrat de développement pour la période concernée, renouvelable, destiné à attacher des financements aux actions initiées par le PNR. Ces actions, contributives du projet métropolitain en cours de construction, sont, pour dans la charte du PNR, déclinées en 35 mesures regroupées en une ambition cadre et 4 ambitions opérationnelles :

- ambition cadre : inscrire le paysage au cœur du projet de territoire.
- ambition 1 : préserver le caractère de la Sainte Baume, protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel et les paysages
- ambition 2 : orienter le territoire de la Sainte Baume vers un aménagement exemplaire et durable
- ambition 3 : fédérer et dynamiser le territoire par un développement économique respectueux de l'identité du territoire et de la valorisation durable de ses ressources
- ambition 4 : valoriser la richesse culturelle du territoire et renforcer le vivre et faire ensemble

Le montant du partenariat envisagé est globalement évalué à 250 000 € pour les années 2018 à 2020 (montant triennal).

Un comité de suivi, composé des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du PNR sera mis en place avec pour missions :

- de sélectionner les projets présentés au financement dans le cadre du programme pluriannuel et conformes à la stratégie de développement des deux partenaires
- d'apprécier chaque année l'état d'avancement de la programmation qui pourra le cas échéant donner lieu à des propositions de modification de programmation
- de procéder à l'évaluation permanente du contrat

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les enjeux qui s'attachent à la conclusion d'un contrat de développement avec le PNR de Sainte Baume

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat du développement avec le Parc naturel Régional de la Sainte Baume.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce contrat.

Article 3 :

Est évalué à 250 000 € le montant des crédits identifiés pour la conduite de ce partenariat

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront annuellement inscrits aux budgets des exercices 2018 à 2020 en fonction de l'état d'avancement des projets.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ENV 008-2403/17/CM

■ Mesures d'urgence transport mises en place dans le cadre du dispositif départemental de gestion des pics de pollution - Ajustement de la grille tarifaire MET 17/4232/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Selon « Santé Public France », 48 000 décès prématurés par an étaient directement liés à la pollution atmosphérique en France en 2016 et le coût de la pollution atmosphérique est évalué entre 68 et 97 milliards d'euros selon le rapport du Sénateur Husson de 2015. Enfin, la France fait l'objet de deux procédures pré-contentieuses européennes pour non-respect des valeurs limites de particules (PM10) et azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions. L'agglomération Aix-Marseille est visée par ces deux contentieux.

Les enjeux liés à la qualité de l'air au niveau national et local sont sanitaires, économiques et réglementaires.

L'Agenda de la mobilité métropolitaine, voté le 15 décembre 2016 présente une gamme d'initiatives et d'investissements qui convergent vers un seul but : favoriser les déplacements en associant avec fluidité plusieurs modes (autocar sur voie autoroutière dédiée, train, autopartage, vélo par exemple) ; le tout grâce à de nombreux pôles d'échanges dans lesquels le passage d'un mode à un autre s'effectuera simplement. Cet agenda porte un projet ambitieux qui se décline au travers de solutions concrètes et pragmatiques pour simplifier la mobilité métropolitaine : nouvelles lignes de transports en commun urbains et interurbains, accroissement des fréquences de passage, information numérique généralisée, tarifs uniques, innovations environnementales...

Toutes les actions de l'Agenda concourent à proposer une alternative crédible et, ainsi, diminuer la pollution et la saturation. Un premier travail d'évaluation a été mené par les agences d'urbanisme et Air Paca pour confirmer ces objectifs. Elles prennent en compte les analyses

des PDU récents, une hausse de la population, et donc du nombre de déplacements. Ces travaux laissent envisager une baisse de 8% de la circulation automobile. Cette baisse, particulièrement sensible sur les axes les plus saturés (environ 10%) et en heure de pointe, devrait à terme limiter les congestions les plus fortes et donc une partie de la pollution.

Au-delà de ces actions pérennes à long terme, la Métropole a la volonté d'accompagner les mesures d'urgence du dispositif départemental de gestion des pics de pollution dans son champ de compétence.

Les objectifs du dispositif départemental de gestion des pics de pollution sont de communiquer positivement sur les bonnes pratiques et les comportements à adopter pour améliorer la qualité de l'air et surtout de limiter la durée et le niveau d'exposition à la pollution de l'air des populations (en particulier pour les personnes sensibles et vulnérables).

Ce dispositif préfectoral en cas de pics de pollution de l'air a été renforcé par l'arrêté ministériel du 7 avril 2016. **Les critères de déclenchement des procédures seront plus contraignants dès la publication des arrêtés préfectoraux pour la Région PACA et la fréquence de déclenchement des procédures sera accrue.**

Les polluants visés par ces procédures sont :

- le dioxyde d'azote (NO2) ;
- l'ozone (O3) ;
- les particules en suspension de diamètre aérodynamique inférieur ou égal à 10 micromètres (PM10) ;
- le dioxyde de soufre (SO2)

Le dispositif départemental prévoit deux niveaux de gravité croissante.

Le seuil d'information-recommandation

correspond à un niveau de concentration de polluants dans l'atmosphère au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine de groupes particulièrement sensibles au sein de la population et qui rend nécessaire l'émission d'informations immédiates et adéquates à destination de ces groupes et des recommandations pour réduire certaines émissions.

Cette procédure d'information-recommandation est déclenchée pour un polluant sur constat ou prévision du dépassement du seuil d'information et de recommandation relatif à ce polluant par l'association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air, AirPACA, qui diffuse au plus tard à 13h00 un communiqué d'activation.

La procédure prévoit des actions d'information et de recommandation sanitaires et comportementales vis-à-vis de la population, ainsi que le renforcement des contrôles (contrôle antipollution des véhicules, contrôle des vitesses, contrôle interdiction de brûlage des déchets par les services de l'Etat...)

Le seuil d'alerte correspond à un niveau de concentration de polluants dans l'atmosphère au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé de l'ensemble de la population ou de dégradation de l'environnement, justifiant l'intervention de mesures d'urgence. La procédure d'alerte est déclenchée par le préfet de zone sur proposition d'AirPACA qui diffuse au plus tard à 13h00 le communiqué d'activation des procédures préfectorales d'alerte.

Le seuil d'alerte comprend deux niveaux : alerte de niveau N1 et alerte de niveau N2 pour les épisodes longs de pollution d'au moins quatre jours.

Le dispositif de gestion des épisodes de pollution permet au Préfet, en cas d'alerte, de déclencher des mesures d'urgence pour chacun des secteurs d'activités (transports, résidentiel, agricole, industrie) selon ces deux niveaux d'alerte :

- les mesures d'urgence de niveau N1 qui sont déclenchées de manière systématique en cas d'alerte de niveau N1 et alerte de niveau N2.
- les mesures d'urgence de niveau N2 plus contraignantes, sont déclenchées au cas par cas par le Préfet départemental en cas d'alerte de niveau N2, après convocation pour avis du « Comité d'exp'AIR » pour les pics de pollution qui associe les services de l'Etat et les collectivités territoriales lors d'épisodes de pollution de grande ampleur. Parmi ces mesures la plus connue est la restriction de circulation des véhicules des plus polluants avec les vignettes « Crit'Air ».

Pour accompagner ce dispositif, le Préfet a proposé d'élaborer en 2017-2018 un Plan d'Urgence Transport Métropolitain en concertation avec les services de l'Etat, l'Autorité Organisatrice des Transports Urbains et les différentes collectivités territoriales concernées pour répondre de façon proportionnée et adaptée à la durée et à l'intensité des pics de pollution. Il s'agit d'identifier des mesures incitatives et/ou d'accompagnement relevant des compétences des collectivités territoriales, des autorités organisatrices de la mobilité et des entreprises pour améliorer l'efficacité des mesures d'urgence mises en place par le Préfet tout en limitant leurs impacts sur la vie des habitants de la Métropole et sur l'activité économique du territoire. Les Elus et les services de la Métropole participeront activement à l'élaboration de ce Plan d'Urgence Transport Métropolitain.

Néanmoins, dès à présent, la Métropole souhaite pouvoir mettre en place des mesures d'urgence transport en cas de déclenchement du dispositif pollution alerte de niveau N2 afin de réduire le temps d'exposition aux polluants de ses habitants et en les accompagnant dans un mode de déplacement moins polluant.

Il s'agira des mesures suivantes :

- Offrir la gratuité des parkings relais sur Aix-en-Provence (Krypton, Malacrida, Hauts de Brunet, route des Alpes et Plan d'Aillane)

- Renforcer l'offre du Métro et du Tramway de la RTM aux heures de pointe,
- Etendre sur les réseaux de la RTM et d'Aix en Bus, la durée de validité du ticket un voyage à toute la journée (ticket un voyage et solo).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté ministériel du 7 avril 2016 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant.
- L relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant.
- L'arrêté préfectoral portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution sur les départements des Régions Occitanie et Provence Alpes Côte d'Azur.
- L'arrêté préfectoral portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est proposé de donner délégation à :

- Monsieur le Vice-Président conseiller délégué « Mobilité, Déplacements, Transports » et
- Monsieur le membre du Bureau délégué « Stratégie Environnementale, Plan Climat et Prévention des Risques »

pour représenter le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence au « Comité d'exp'AIR » convoqué par le Préfet et qui associe les services de l'Etat et les collectivités territoriales lors du déclenchement du seuil d'alerte de niveau N2.

Article 2 :

Sont proposées quatre mesures d'urgence pollution non cumulatives pouvant être mises en œuvre par la Métropole :

1- Offrir la gratuité des parkings relais sur Aix-en-Provence (Krypton, Malacrida, Hauts de Brunet, route des Alpes et Plan d'Aillane) ;

2- Renforcer l'offre du Métro et du Tramway de la RTM aux heures de pointe ;

3- Etendre la durée de validité du ticket un voyage à toute la journée sur le réseau de la RTM (ticket solo) ;

4- Etendre la durée de validité du ticket un voyage à toute la journée d'Aix en Bus (ticket un voyage).

A cet effet, il est proposé de modifier la gamme tarifaire transport de la Métropole en créant des prix pics de pollution comme suit :

- il est créé un nouveau tarif offrant la gratuité des Parkings Relais existants (Krypton, Malacrida, Hauts de Brunet, route des Alpes et Plan d'Aillane) ou à créer ;

- il est créé deux nouveaux tarifs en étendant la durée de validité à la journée pour les titres « ticket solo » réseau RTM et ticket « unité » réseau Aix en bus.

Article 3 :

Les mesures d'urgence définies à l'article 2 sont déclenchées systématiquement par la Métropole en cas de mise en œuvre de la restriction de circulation par Monsieur le Préfet.

En cas de déclenchement par Monsieur le Préfet du seuil d'alerte de niveau N2 sans restriction de circulation, les mesures d'urgence définies à l'article 2 pourront être déclenchées au cas par cas à la demande des Représentants de la Métropole du « Comité d'exp'AIR ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cadre de vie, traitement des déchets, eau et assainissement"

DEA 001-2404/17/CM

■ Autorisation du versement de la prime de performance épuratoire 2017 donnée à l'Agence de l'eau pour la station d'épuration de Port-Saint-Louis-du-Rhône au délégataire MET 17/3962/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse attribue chaque année une prime qui valorise la performance épuratoire des stations d'épuration.

Dans ce cadre, depuis la mise en service de la station d'épuration de Port-Saint-Louis-du-Rhône, en 2010, cette prime est directement versée par l'Agence de l'eau au délégataire, à savoir la Société SUEZ.

Afin de sécuriser juridiquement le versement des aides publiques au délégataire par l'Agence de l'eau, cette dernière requiert la fourniture de pièces justificatives complémentaires au contrat de délégation autorisant explicitement ce transfert d'aides.

Désormais, tout versement de prime à un délégataire doit donc s'appuyer sur une délibération spécifique de la collectivité maître d'ouvrage, autorisant l'Agence de l'eau à verser l'aide à la performance épuratoire des systèmes d'assainissement collectif au délégataire jusqu'au 31 décembre 2018 (fin du 10^{ème} programme de l'Agence de l'eau).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le contrat de délégation de service public de concession pour la construction de la station d'épuration et des réseaux de transfert de Port-Saint-Louis-du-Rhône confié à la Société Suez, notifié le 22 décembre 2008 et son avenant n° 1 ;
- L'article 15 du Chapitre 2 de ce contrat prévoyant que le délégataire est le bénéficiaire de la prime pour épuration, l'aide au bon fonctionnement ainsi que l'aide à la bonne gestion des boues ;
- La délibération n° 2012-25 modifiée du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse relative aux aides à la performance épuratoire ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse attribue chaque année une prime qui valorise la performance épuratoire des stations d'épuration ;
- Que depuis la mise en service de la station d'épuration de Port-Saint-Louis-du-Rhône, en 2010, cette prime est directement versée par l'Agence de l'eau au délégataire, à savoir la Société SUEZ ;
- Que l'Agence de l'eau requiert, désormais, la fourniture de pièces justificatives complémentaires au contrat de délégation autorisant explicitement ce transfert d'aides ;
- Que tout versement de prime au délégataire doit donc s'appuyer sur une délibération spécifique de la Métropole, autorisant l'Agence de l'eau à verser l'aide à la performance épuratoire des systèmes d'assainissement collectif à la Société SUEZ jusqu'au 31 décembre 2018 (fin du 10^{ème} programme de l'Agence de l'eau) ;

Délibère

Article unique :

L'Agence de l'eau est autorisée à verser l'aide à la performance épuratoire du système d'assainissement collectif de Port-Saint-Louis-du-

Rhône à la Société SUEZ jusqu'au 31 décembre 2018 (fin du 10^{ème} programme de l'Agence de l'eau).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 002-2405/17/CM

■ Budget Eau - Approbation et affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement : réservoir de Sausset Village à Sausset les Pins MET 17/3871/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le système de distribution d'eau potable de la commune de Sausset les Pins présente une autonomie insuffisante, qui ne permet pas de garantir la continuité du service en cas de dysfonctionnement de la canalisation d'adduction issue de l'usine de production des Giraudets.

Les réserves dont dispose actuellement l'étage bas de distribution correspondent à une autonomie de 17 heures. L'objectif est de porter à terme cette autonomie à 24 heures.

Par ailleurs, les deux cuves de 500 m³ qui constituent le réservoir de « Sausset-Village » sont en très mauvais état et elles sont implantées à une cote altimétrique insuffisante pour garantir une pression correcte aux habitations situées à proximité.

Il est donc prévu d'abandonner à moyen terme les deux anciennes cuves et de construire un nouveau réservoir à une cote voisine de 65 m NGF.

Le futur ouvrage sera implanté sur la parcelle cadastrée AS 58 où une réservation a été inscrite au PLU sous le numéro 64 pour la construction d'un réservoir d'eau potable.

Par délibération PEDD 060-744/15/CC du 19 février 2015 une opération d'investissement rattachée au programmation 12 Eau service de distribution et à l'autorisation de programme 151123EA a été créée en vue d'acquérir l'assiette foncière nécessaire au projet.

Cette opération d'investissement a permis d'acquérir la parcelle AS 58 mais l'accès au futur chantier nécessite de procéder à l'acquisition de 549 m² à détacher de la parcelle AS 39.

Le propriétaire de cette parcelle demande par ailleurs la suppression de la vidange du réservoir existant qui s'effectue actuellement dans son terrain.

Afin de financer cette acquisition et l'étude de déplacement de la vidange, il est nécessaire d'augmenter l'opération d'investissement 2015101200 de 120 000 € HT et de la porter à 420 000 € HT, soit 504 000 € TTC.

Cette revalorisation est compensée par une réduction d'un montant équivalent de l'opération 2013105400 portant sur la réhabilitation du réservoir Périer, qui est à présent terminée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La Loi n°2014-58 du 27 janvier 2015 de Modernisation de l’Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération PEDD 060-744/15/CC du 19 février 2015 de Marseille Provence Métropole portant sur l’acquisition de parcelle pour le réservoir de Sausset-Village ;
- La délibération AGER 011-176/13/CC du 22 mars 2013 portant sur l’affectation d’autorisation de programme de l’opération pour la réhabilitation du réservoir Périer ;
- La délibération PEDD 043-726/15/CC du 19 février 2015 portant sur l’augmentation

de l’opération d’investissement pour la réhabilitation du réservoir Périer.

- L’information au Conseil de Territoire de Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de revaloriser l’opération d’investissement 2015101200 portant sur l’acquisition de parcelle pour le réservoir de Sausset-Village sur la commune de Sausset les Pins ;
- Que ladite opération d’investissement doit être affectée.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la revalorisation de l’opération d’investissement 2015101200, portant sur l’acquisition de parcelle pour le réservoir de Sausset-Village.

L’opération d’investissement passe de 300 000 € HT à 420 000 € HT.

Article 2 :

Est approuvée l’affectation de cette revalorisation de 120 000 € HT portant l’opération à 420 000 € HT.

Article 3 :

Les crédits de paiement affectés à cette opération seront inscrits au budget Eau - sous politique F170 – nature 2154 et 2031, pour l’année 2017.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l’Union Européenne, de l’Etat, de la Région Provence Alpes Côte d’Azur, du Département des Bouches du Rhône, de l’Agence de l’Eau Rhône Méditerranée Corse, et de tout autre organisme et à signer tout document y afférent pour la réalisation de cette opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 003-2406/17/CM

■ Approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre relatif au projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues de Marseille MET 17/3968/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le contrat de délégation du service de l'assainissement zone Centre, effectif au 1^{er} janvier 2014, prévoit que le délégataire établisse des études d'optimisation énergétique et des mesures pour réduire la consommation énergétique, ainsi que des propositions pour utiliser davantage d'énergies renouvelables.

L'usine de traitement des boues d'épuration de Marseille produit du biogaz. Il est aujourd'hui utilisé en local pour satisfaire aux besoins en énergie de l'usine, avec des périodes d'excédent, cet excédent étant détruit par l'intermédiaire d'une torchère.

Les nouvelles technologies et la nouvelle réglementation font apparaître l'opportunité de valoriser ce même biogaz en biométhane, après épuration. Ce dernier peut être alors injecté dans le réseau public de gaz naturel.

L'avenant n°3 au dit contrat, effectif au 7 octobre 2015 demande précisément au délégataire un avant-projet visant à optimiser la production de biogaz de l'usine des boues de Marseille et à la valoriser.

Au terme des études réalisées par le délégataire, sous contrôle des services et du groupement de bureaux d'étude mandaté par la Métropole, les caractéristiques du projet et son économie sont les suivantes :

- Le projet implique la réalisation d'un investissement concessif d'un montant total de 9 162 k€ hors taxe par SERAMM qui consiste en :
 - La pose de quatre échangeurs thermiques (deux files de deux échangeurs en série) d'un échangeur thermique boues épaissies / boues digérées de capacité 85 m3/h afin d'améliorer l'efficacité énergétique du traitement des boues
 - Le remplacement de la désulfuration existante par un poste de capacité 2 500 Nm3/h
 - Des travaux d'adaptation et de sécurisation des trois digesteurs
 - La construction d'une unité de transformation du biogaz en biométhane d'une capacité de 290 Nm3/h extensible à 440 Nm3/h

- Le raccordement de cette unité au réseau de gaz existant via un poste d'injection.

Le plan de financement n'entraîne aucune augmentation du tarif pour l'utilisateur du service.

Il est établi sur l'hypothèse d'un amortissement des biens sur la durée restant à courir du contrat de délégation de service public. A l'expiration de la durée de la délégation de service public, les installations réalisées reviendront en totalité à la Métropole, en tant que biens de retour.

Le financement du projet est assuré par :

- SERAMM : 2 389 k€, soit 30 % du montant des travaux correspondant à :
 - La pose des quatre échangeurs thermiques
 - Le remplacement de la désulfuration existante
 - La construction de l'unité de transformation du biogaz en biométhane
 - Le raccordement de cette unité au réseau de gaz existant via un poste d'injection.

Le montant de ces travaux est estimé à 7 962 k€. En cas de dépassement de ce montant, SERAMM supportera le surcoût.

- Les organismes d'aide (AGENCE DE L'EAU, ADEME, REGION) : 4 123 k€, soit 45% du montant total d'investissement.
- La Métropole AMP : 2 650 k€.

Le montant global de subventions, et en conséquence celui de la subvention d'équipement octroyée par la Métropole, seront confirmés après décision des organismes d'aide d'ici au 31 octobre 2017.

A charge du délégataire, le coût de fonctionnement est estimé à 873 000 euros par an, auxquels s'ajoutent les frais généraux prévus au contrat principal, l'amortissement des nouvelles installations, la redevance à la Métropole, ainsi que l'impôt sur les bénéfices.

Le montant annuel des recettes est estimé à 1 600 k€ constituée par la vente du biométhane à un fournisseur de gaz selon le tarif réglementaire connu au jour de la signature du présent avenant. Ces recettes seront perçues par SERAMM qui reversera à la Métropole une redevance annuelle dont le montant est de :

- 265 000 euros (valeur 2019) à partir de l'année de mise en service des installations (2019), sécheurs de l'usine des boues à l'arrêt.
- 220 000 euros (valeur 2019) à partir du redémarrage des sécheurs et sur la durée restante de la délégation.

Le montage financier de l'opération prévoit un avenant concessif au contrat de délégation de service public n°13/219.

Cet avenant a pour objet de :

- définir les conditions de mise en place, au sein de l'usine de traitement des boues d'épuration de Marseille, des installations techniques projetées,
- prévoir que l'exploitation et la maintenance de ces installations s'effectuera dans le cadre du contrat de délégation de service public.
- déterminer les conditions de financement de ces travaux.

Afin de permettre la mise en œuvre du projet, il est nécessaire d'approuver le projet d'avenant n°4 au contrat de délégation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Centre, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 001-419/141 CC, PEDD 009-25/09/15 CC du 9 octobre 2014, la délibération n° PEDD 013-569 CC du 19 décembre 2014, et la délibération n° PEDD 009-1296/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant les avenants n°1, 2 et 3 au dit contrat ;
- La délibération n° MET 17/3503/CM du 18 mai 2017 donnant accord au Président pour autoriser le délégataire à solliciter et percevoir les aides financières au projet et

l'information en date du 17 mai 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le contrat n°13/219 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Centre et ses avenants ;
- Le projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues présenté par le délégataire du service de l'assainissement zone Centre ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille Provence du ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues présenté par le délégataire du service de l'assainissement zone Centre,
- que ledit projet produit à l'usine des boues de Marseille présente un intérêt majeur en termes économiques et environnementaux,
- que le montage financier de l'opération prévoit un avenant concessif au contrat de délégation de service public n°13/219,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°4 ci-annexé au contrat n°13/219 de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre, pour la réalisation d'une unité de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues de Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Assainissement - sous politique F130 – nature 6472 L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Année 2017 = 1 500 000 €HT

Année 2018 = 1 150 000 €HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

DEA 004-2407/17/CM

**■ Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'appel à projets 2017 - Prévention et gestion des déchets verts en région Provence-Alpes-Côte d'Azur lancé par la Région et l'ADEME
MET 17/3750/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La mise en œuvre de l'économie circulaire à l'échelle régionale est promue par le lancement d'Appels à Projets pilotés notamment par la Région Provence-Alpes-Côtes d'Azur et l'Ademe en association avec la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt (DRAAF PACA) et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL PACA).

À ce titre, l'appel à projets Prévention et gestion des déchets verts lancé en mars 2017, concerne :

- les déchets verts municipaux et assimilés, c'est-à-dire les déchets verts des particuliers, des collectivités locales, ainsi que les déchets verts des activités économiques assimilés aux déchets des ménages, y compris les résidus végétaux issus des obligations légales de débroussaillage (OLD),
- éventuellement d'autres déchets organiques, exclusivement dans le cadre de projets territoriaux où la synergie permet d'augmenter la performance de la gestion des déchets verts municipaux et assimilés.

Il vise notamment à soutenir et promouvoir les solutions territoriales et partenariales de prévention et de valorisation des déchets verts (compostage, paillage, retour au sol...). Ces solutions devront permettre de mieux limiter les impacts liés au brûlage à l'air libre de ces déchets végétaux (émission de particules PM10 et PM2,5 et d'odeurs, de gaz à effet de serre, de substances irritantes, cancérigènes, etc...) tout en développant des filières d'économie circulaire pérennes à l'échelle d'un territoire.

Ces filières sont à privilégier dans un contexte réglementaire renforcé. En effet la loi n°2015-992 du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte, contient notamment des prescriptions relatives à la promotion de l'économie circulaire (dont le recyclage et la valorisation de la matière) et à la qualité de l'air.

Les objectifs de cet appel à projets sont de :

- Faire émerger et soutenir des projets exemplaires ou innovants de prévention et de gestion des déchets verts, répondant à des stratégies

territoriales globales et partenariales,

- Contribuer à la diffusion de bonnes pratiques par la valorisation des résultats issus des projets lauréats.

Les projets présentés auront pour finalité de :

- Mettre en œuvre des organisations nouvelles ou développer des pratiques permettant de faciliter le non-recours au brûlage des déchets verts, en privilégiant la valorisation in-situ ou à proximité des ressources végétales,
- Communiquer, sensibiliser, former les acteurs afin d'assurer la réussite et la pérennisation des actions réalisées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite prévenir et améliorer la gestion des déchets verts produits sur ses différents Territoires.

Le Territoire du Pays d'Aix souhaite participer pour la première fois à cet appel à projets dans l'objectif de faire émerger des actions structurantes à l'échelle du territoire de prévention sur les déchets verts produits par les services techniques municipaux et les ménages.

Par ailleurs, le Territoire Marseille Provence, dans le cadre de sa démarche Territoire « Zéro Déchet Zéro Gaspillage », souhaite continuer à travailler à la réduction des déchets verts produits sur son territoire notamment en:

- Poursuivant l'expérimentation menée en partenariat avec le GERES, l'Union Nationale des Entrepreneurs du Paysage méditerranéen (UNEP) et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour la mise en œuvre d'actions pilotes de prévention et de valorisation des déchets verts à l'échelle du territoire,
- Participer à la sensibilisation des habitants aux bons gestes de prévention des déchets verts.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite se porter candidate à cet appel à projets pertinent dans le cadre de l'objet de celui-ci du fait de l'existence de ces 2 projets.

Toutefois, cette délibération permet également aux autres Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence de candidater à cet appel à projets.

Ainsi, la procédure de dépôt des candidatures s'effectue selon deux étapes :

– Dans un premier temps le dépôt d'une note technique présentant le projet avec le budget prévisionnel. Cette note est à transmettre aux partenaires avant le lundi 4 septembre 2017.

– Puis les lauréats devront envoyer à chaque financeur les éléments administratifs constituant les dossiers de demande de subvention dans un délai maximum d'1 mois à partir de la réponse du jury.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence n° HN 056187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le règlement de l'Appel à Projet Prévention et gestion des déchets verts piloté par l'Ademe et la Région.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les domaines prioritaires, les actions et les projets éligibles au financement de cet appel à projets représente un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence en général, et le Territoire du Pays d'Aix et le Territoire Marseille Provence en particulier.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la faculté pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et pour tous les Territoires qui la composent de répondre à l'appel à projets « Prévention et gestion des déchets verts ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Voirie, Espaces
Publics et Grands
équipements métropolitains"***

VOI 001-2408/17/CM

■ **Lancement de la concertation préalable relative à la requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4ème, 5ème et 10ème arrondissements)**
MET 17/3737/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La réalisation de la rocade L2, dont une première section a été mise en service le 29 novembre 2016, permettra d'assurer les reports de trafic satisfaisants, afin de soulager les grands axes routiers actuels de la ville.

L'allègement de trafic attendu, notamment sur la rocade du Jarret, offre ainsi l'opportunité d'une requalification complète de cet axe suivant un parti d'aménagement plus urbain, sous la forme d'un boulevard urbain multimodal.

Par délibération VOI-001-1035/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de requalification de la rocade du Jarret ainsi que le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre restreint pour cette opération.

Suite à l'avis d'appel public envoyé à la publication le 26 novembre 2015, le jury de concours, réuni le 7 juillet 2016, a tout d'abord sélectionné quatre équipes, auxquelles un dossier de consultation a été adressé.

Le jury de concours s'est une nouvelle fois réuni le 23 mars 2017. Après examen détaillé des prestations remises par les quatre équipes sélectionnées dans le respect de l'anonymat du concours, il a émis un avis motivé et a proposé un classement des équipes selon les critères de jugement pondérés des offres qui figuraient dans le dossier de consultation.

Suivant la proposition du jury, par décision n°17/099/D du 13 avril 2017, le Président représentant du pouvoir adjudicateur a décidé de retenir le projet du groupement «DEVILLERS et

Associés/TANGRAM Architectes/Réussir l'Espace public/ 8'18''/INGEROP Conseil et Ingénierie».

L'équipe de maîtrise d'œuvre sélectionnée va ainsi approfondir les études de l'opération. A partir des propositions d'aménagement qui en découleront. Il conviendra ensuite d'arrêter les choix techniques.

Conformément à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, il convient de lancer la concertation préalable associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, pour recueillir leurs remarques et suggestions avant l'achèvement des études.

L'objet du présent rapport est l'approbation du lancement de la concertation préalable relative à la requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements), selon les modalités suivantes :

- La tenue d'une réunion publique de lancement de concertation ;
- une exposition publique d'une durée de 4 semaines, notamment dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la mairie des 4^{ème} et 5^{ème} arrondissements et de la mairie des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support des panneaux de présentation ;
- un registre sera laissé sur les lieux d'exposition afin de recueillir les avis du public.

A l'issue de cette concertation préalable, Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence présentera le bilan de celle-ci devant le Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.300-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération VOI-001-1035/15/CC du 22 mai 2015, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La décision du Président de la Métropole n°17/099/D approuvant la désignation du groupement DEVILLERS et Associés/TANGRAM Architectes/Réussir l'Espace public/ 8'18''/INGEROP Conseil et Ingénierie, lauréat du concours de maîtrise d'œuvre en vue de la requalification de la rocade du Jarret à Marseille ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'une concertation préalable est nécessaire pour la réalisation du projet de requalification de la rocade du Jarret, à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la concertation préalable portant sur la requalification de la rocade du Jarret, à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements).

Article 2 :

Sont approuvées les modalités suivantes de la concertation préalable :

- La tenue d'une réunion publique de lancement de concertation ;
- une exposition publique d'une durée de 4 semaines, notamment dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la mairie des 4^{ème} et 5^{ème} arrondissements et de la mairie des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support des panneaux de présentation ;
- un registre sera laissé sur les lieux d'exposition afin de recueillir les avis du public.

A l'issue de cette concertation préalable, Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence présentera le bilan de celle-ci devant le Conseil de la Métropole.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des procédures et à la constitution des dossiers de l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 002-2409/17/CM

■ Lancement de la concertation préalable pour la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat MET 17/3836/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans la continuité des aménagements réalisés sur l'avenue du président Wilson et le boulevard Anatole France, la ville de La Ciotat souhaite poursuivre la mise en valeur de sa façade maritime, en engageant la requalification de la promenade du Port-Vieux.

Ce projet permettra de mettre en valeur le Port-Vieux par l'aménagement d'un espace public propice à la promenade, et de retrouver des espaces de qualité comme lieux de vie autour du port, en cohérence avec le programme de restructuration urbaine déjà engagé dans le centre ancien.

Le projet étant situé dans l'emprise du domaine public maritime relevant du Département des Bouches-du-Rhône, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage a autorisé la Métropole Aix-Marseille-Provence à réaliser les travaux de requalification de la promenade.

Par délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la création de l'opération de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ainsi que la création et l'affectation de l'opération d'investissement.

A ce jour, les études de maîtrise d'œuvre sont en cours.

Au regard de l'avancement de l'opération, et conformément à l'article L300-2 du Code de l'Urbanisme, il convient désormais de lancer la concertation préalable associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, pour recueillir leurs remarques et suggestions avant l'achèvement des études.

L'objet du présent rapport est l'approbation du lancement de la concertation préalable relative à la requalification du Port-Vieux de La Ciotat selon les modalités suivantes :

- La tenue d'une réunion publique de lancement de la concertation ;
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines dans les locaux de l'Hôtel de Ville de La Ciotat. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support des panneaux de présentation.
- Un registre sera laissé sur le lieu d'exposition afin de recueillir l'avis du public.

A l'issue de cette concertation préalable, Monsieur le Président de la Métropole soumettra le bilan de celle-ci à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.300-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016 approuvant la création de l'opération de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'une concertation préalable est nécessaire pour la réalisation du projet de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le lancement de la concertation préalable portant sur la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités suivantes de la concertation préalable :

- La tenue d'une réunion publique de lancement de la concertation ;
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines dans les locaux de l'Hôtel de Ville de La Ciotat. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support des panneaux de présentation ;
- Un registre sera laissé sur le lieu d'exposition afin de recueillir l'avis du public.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement et au déroulement de la concertation ainsi qu'à lancer toutes les procédures administratives nécessaires à la réalisation de l'opération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 003-2410/17/CM

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'emprises issues du chemin des Mattes et de l'avenue du Mistral à La Ciotat MET 17/3837/CM

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 1^{er} octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagé en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire, sur

la commune de La Ciotat, un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au nord de la commune de la Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV. La communauté Urbaine a acquis tous les terrains inclus dans le périmètre de la ZAC

Aujourd'hui, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine a réalisé les travaux d'aménagements de la ZAC, réseaux, réalisations de voies nouvelles ..., et a défini le découpage des lots destinés à la commercialisation auprès des entreprises.

Dans le cadre de ces travaux, la Métropole a aménagé deux voies nouvelles aux normes et repris une partie du tracé du chemin des Mattes. Ce faisant, elle a désaffecté une emprise de ce chemin ainsi que deux emprises de l'avenue du Mistral.

Ces emprises désaffectées seront versées dans le domaine privé de la Métropole puis incorporées aux lots à commercialiser.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain les voies désaffectées décrites ci-dessus qui ne sont plus accessibles à la circulation.

La superficie totale à déclasser est de 1573 mètres carrés environ, portées sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La ZAC Athélia 5 et le principe d'aménagement retenu
- La possibilité de remembrer les emprises issues du déclassement aux lots à commercialiser
- L'absence d'intérêt de ces emprises pour l'usage général et particulier dans leur nouvelle configuration.

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation des emprises du chemin des Mattes et de l'avenue du Mistral à la Ciotat

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier des emprises de voirie des emprises du chemin des Mattes et de l'avenue du Mistral à la Ciotat pour une superficie de 1573 mètres carrés environ (cf plan joint).

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 004-2411/17/CM

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'emprises issues de l'avenue de la Savine à Marseille (15ème arrondissement) MET 17/3789/CM

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le secteur de la Savine, situé dans le quartier des Borels dans le 15ème arrondissement, fait l'objet d'un vaste programme de rénovation urbaine pour améliorer l'habitat, la voirie et les équipements publics.

C'est un territoire prioritaire de la Politique de la Ville qui comporte environ 780 logements pour 2500 habitants.

La rénovation urbaine prévoit la requalification profonde des voiries existantes et l'enfouissement des réseaux pour en faire des espaces publics de qualité mêlant qualité et fonctionnalité.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la Soleam par la Ville de Marseille. Cette concession a fait l'objet d'un avenant du 3 juin 2016

substituant la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille.

Dans le secteur Savine Tuves, le projet prévoit l'installation, au sud du boulevard de la Savine, d'un nouvel équipement rassemblant centre social et crèche.

Le réaménagement du boulevard de la Savine s'inscrit dans ce programme global d'aménagement de réhabilitation et de constructions neuves.

Aujourd'hui, le boulevard de La Savine, à son embranchement avec le chemin du Vallon des Tuves, est une voie surdimensionnée, divisée en deux parties. Une voie montante avec une chaussée d'environ 8 mètres, une sur largeur de 3 mètres réservée à l'arrêt du bus numéro 30 et un trottoir d'environ 3 mètres 50 mètres puis une voie descendante d'une chaussée large de 7 mètres avec la même configuration que celle montante : deux sur largeurs de 11 mètres réservées aux arrêts du bus 30 et un trottoir de 3 mètres 50. Il s'élargit, après le chemin de La Pagode, pour passer à douze mètres.

Le projet d'aménagement prévoit une voie de 6,50 m de largeur avec du stationnement en long (des deux côtés quand cela sera possible). Ces stationnements sont accompagnés d'espaces verts. L'emprise de la voie a été modifiée ainsi que son fonctionnement. La voie a été redressée.

La circulation des voitures ne fera plus le tour de l'îlot central au profit de la création d'un véritable pôle bus qui comprend le nouveau terminus de la ligne BHNS N°2 finissant actuellement sur le boulevard du Bosphore. Il est composé d'un îlot qui fait le lien entre les différents arrêts et de la voie de retournement du bus BHNS (terminus dans le pôle bus). L'arrêt existant de la ligne 30 est avancé de quelques mètres. Le projet prévoit la création de trois abris bus. L'îlot végétalisé sera modifié dans sa géométrie mais sera aussi replanté d'arbres.

Au droit des nouvelles limites du boulevard de la Savine, la construction par la Soleam du nouvel équipement rassemblant centre social et crèche nécessite de déclasser du domaine public routier communautaire une superficie de 134 mètres carrés (correspondant aux lots J,O sur le plan parcellaire joint) afin de les céder à la Soleam. Sa suppression ne générera aucune gêne pour l'usager. Elle est incluse dans un périmètre clôturé qui n'est pas accessible à la circulation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le programme de rénovation urbaine sur le secteur Savine Tuves
- Les bénéfices attendus du réaménagement du boulevard de la Savine au droit du projet de crèche et de centre social

Délibère

Article 1 :

Est constatée la désaffectation des emprises J et O sises boulevard de la Savine.

Article 2 :

Est approuvé le déclassement du domaine public routier des emprises de voirie J et O (cf plan joint) de l'avenue de la Savine à Marseille 15^{ème} arrondissement pour une superficie de 134mètres carrés environ.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 005-2412/17/CM

**■ Affectation d'une opération d'investissement relative à la réalisation de l'aménagement du boulevard Urbain Multimodal/RD368 à Gignac-la-Nerthe
MET 17/4114/CM**

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Gignac-la-Nerthe ainsi que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent requalifier une partie de la RD 368 traversant d'Est en Ouest son territoire. La partie visée s'étend de la passerelle jusqu'au rond-point des Granettes.

En effet, cette voie, caractérisée par des accotements non aménagés et un important trafic routier lié bien souvent à une vitesse excessive des véhicules, est extrêmement routière. Elle privilégie largement le véhicule en accueillant sur son axe de nombreux convois exceptionnels.

La commune souhaite en outre répondre à la forte demande de logement en projetant des opérations immobilières, notamment à l'Est de son territoire, ce qui implique la mise en lien de ces nouvelles zones d'habitation avec le cœur de ville. Les espaces fonciers à proximité de la gare et de la RD 368, pourraient donc devenir des sites de développement de l'habitat dans une opération d'organisation globale et de densification à étudier dans un projet urbain.

Pour atteindre ces objectifs, la municipalité a sollicité la Métropole pour transformer la RD 368 en boulevard urbain multimodal (BUM). Avec cet aménagement, il s'agit de retrouver une circulation routière apaisée et ralentie, d'offrir des espaces sécurisés pour les piétons, deux roues, avec des aménagements paysagers et un mobilier urbain de qualité afin d'embellir l'entrée de ville.

L'opération consiste à requalifier la route en boulevard en modifiant les profils et en réduisant la vitesse, tout en sécurisant les intersections par des carrefours à feux et facilitant ainsi les traversées piétonnes. Les transports collectifs seront favorisés, avec un partage de l'espace et une diversification des usages pour donner de la place aux modes actifs piétons et vélos.

Les travaux correspondants consistent en l'aménagement d'une voie à double sens de circulation d'une largeur de 5,30 mètres comportant des trottoirs de largeur variable de part et d'autre de la voie. L'enfouissement des réseaux, la mise en conformité des places de stationnement et l'aménagement paysager est à envisager en complément. Le linéaire total du projet est de 1 500 m, pour une surface totale de 47 550m².

Des co-financements seront recherchés notamment auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la réalisation de cette opération.

Pour permettre cet aménagement, il est nécessaire de prévoir l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 9,5 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prévoir la requalification d'une partie de la RD 368 (passerelle jusqu'au rond-point des Granettes) en Boulevard Urbain Multimodal sur la commune de Gignac-la-Nerthe.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement n°2017107300 : «Aménagement du boulevard Urbain Multimodal » d'un montant de 9 500 000 € rattachée au programme 14 Voirie métropolitaine.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

2017107300 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :
2017107300 - Programme 14 - Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique C310

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Année 2017 : 50 000 euros

Année 2018 : 150 000 euros

Année 2019 : 2 500 000 euros

Année 2020 : 3 000 000 euros

Année 2021 : 3 800 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 006-2413/17/CM

■ Affectation d'une opération d'investissement relative à la réalisation de l'aménagement du boulevard Paul Peytral à Marseille (6ème arrondissement)

MET 17/4115/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent procéder à l'aménagement du boulevard Paul Peytral sis dans le sixième arrondissement de la Ville de Marseille.

Ce boulevard se situe entre la rue de Rome et la rue Paradis. Il jouxte la place de la Préfecture, et présente une forte densité de circulation.

Les travaux consistent en la rénovation du revêtement de la chaussée au droit de la place Félix Barret constitué de dalles en granit, qui se déstabilisent sous les circulations des véhicules lourds (Bus RTM), ce qui rend le site dangereux pour les usagers.

Des réparations partielles en pièces d'enrobés ont déjà été effectuées, mais l'ensemble rend un aspect patchwork inesthétique. La solution est donc de déposer les dalles restantes en respectant les alignements de trottoirs et de mettre en place des produits bitumineux gris de qualité qui se marient avec le granit environnant et présentent toutes les caractéristiques techniques nécessaire à la circulation.

La surface à prendre en compte est de 1 500 m².

Des co-financements seront notamment recherchés auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la réalisation de cette opération.

Pour permettre cet aménagement, il est nécessaire de prévoir l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 300 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prévoir l'aménagement du boulevard Paul Peytral à Marseille, 13006.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement n°2017107100 : «Marseille – aménagement bd Paul Peytral » d'un montant de 300 000 € rattachée au programme 14 Voirie métropolitaine.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

2017107100 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :

2017107100 - Programme 14 - Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique C310

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Année 2017 : 30 000 euros

Année 2018 : 250 000 euros

Année 2019 : 20 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 007-2414/17/CM

**■ Affectation d'une opération d'investissement relative à la réalisation de l'aménagement de la rue des Chantons à Plan-de-Cuques
MET 17/4116/CM**

Début de la Délibération Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Plan-de-Cuques et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent procéder à l'aménagement de la rue des Chantons.

Cette opération doit permettre la desserte des futures opérations immobilières « Le Grand Hilaire » et « Le Moulin du Mail », de 80 logements, en bordure du Mail du Général de Gaulle à Plan de Cuques.

Ces projets immobiliers sont desservis par la rue des Chantons dont le profil correspond à un plateau unique de largeur variable entre 4,5 et 7,5 m. En limite Est, une voie sans nom non ouverte à la circulation publique sépare les futurs bâtiments de la Caisse Primaire d'Assurance.

Il s'agit d'élargir la rue des Chantons afin de créer une chaussée de 6 m à double sens et deux trottoirs de 1,5 m; une aire de retournement en fond d'impasse est également prévue.

Il est envisagé pour la voie sans nom un aménagement d'un sens unique sortant avec reprise du raccordement sur le mail Charles De Gaulle dans le but de créer une chaussée de 4,5 m et un trottoir côté projet immobilier de 1,50 m.

Des co-financements seront notamment recherchés auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la réalisation de cette opération.

Pour permettre cet aménagement, il est nécessaire de prévoir l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 500 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prévoir l'aménagement de la rue des Chantons sur la commune de Plan-de-Cuques.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'affectation de l'opération d'investissement n°2017107200 «Plan-de-Cuques – Aménagement de la rue des Chantons» d'un montant de 500 000 € rattachée au programme 14 Voirie métropolitaine.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi que tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ces opérations.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :
2017107200 – Programme 14 - Nature 4581 – Fonction 844 – Sous-politique C310

Les recettes seront constatées aux budgets 2017 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence :
2017107200 - Programme 14 - Nature 4582 – Fonction 844 – Sous-politique C310

L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Année 2017 : 20 000 euros

Année 2018 : 300 000 euros

Année 2019 : 180 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 008-2415/17/CM

■ Délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Président pour le dépôt d'autorisations et l'ouverture de l'enquête publique liées au projet de franchissement de l'Arc entre la RD9 et la RD65 sur la commune d'Aix-en-Provence

MET 17/3797/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président, le Conseil de la Métropole a notamment délégué à son Président des compétences en matière de procédures administratives, pour effectuer, limitativement, le dépôt des dossiers d'urbanisme ainsi que le dépôt des demandes d'autorisation ou de déclaration au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

Parallèlement, la réalisation du projet de franchissement de l'Arc entre la RD9 et la RD65 sur la commune d'Aix-en-Provence, dont le programme des travaux a été approuvé par la délibération n°2015_A323 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix le 17 décembre 2015, va nécessiter le dépôt de plusieurs autorisations et déclarations, notamment au titre du Code de l'Urbanisme, du Code de l'Environnement, du Code Forestier et du Code du Patrimoine.

En ce sens, et étant entendu que toutes les questions n'ayant pas fait expressément l'objet d'une délégation au Bureau ou au Président de la Métropole, relèvent de la compétence du Conseil de la Métropole, il est proposé, afin de permettre la bonne réalisation du projet de franchissement de l'Arc entre la RD9 et la RD65 sur la commune d'Aix-en-Provence, de déléguer compétences au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour effectuer le dépôt de toutes les demandes d'autorisation liées au projet de franchissement de l'Arc, comme le permet l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, suite à l'examen au cas par cas de l'Autorité Environnementale intervenu début 2017, la réalisation des travaux d'aménagement du projet de franchissement de l'Arc entre la RD9 et la RD65 sera préalablement soumise à étude d'impact. Cette dernière, en application de l'article L. 123-2 du Code l'Environnement, devra ensuite faire l'objet d'une enquête publique.

Conformément à la délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016, le Bureau de la Métropole a reçu délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence « en matière de concertation et d'enquête publique, pour prendre toutes mesures relatives à la préparation et aux demandes d'ouverture d'enquêtes publiques dès lors qu'elles ne relèvent pas de la compétence du Président en vertu d'un texte particulier, et approuver, le cas échéant, les dossiers d'enquête publique qui en découlent, se prononcer par une déclaration de projet sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ».

En ce sens, et étant entendu que toutes les questions n'ayant pas fait expressément l'objet d'une délégation au Bureau ou au Président de la Métropole, relèvent de la compétence du Conseil de la Métropole, il est proposé, afin de permettre la bonne réalisation du projet de franchissement de l'Arc entre la RD9 et la RD65, de déléguer compétence au Président pour prendre tous les actes relatifs à l'ouverture et à la conduite de l'enquête publique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2015_A323 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le programme des travaux de l'opération de franchissement de l'Arc entre la RD9 et la RD65 ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité, pour assurer la bonne réalisation de l'opération de franchissement de l'Arc sur la commune d'Aix-en-Provence, d'autoriser le Président à effectuer le dépôt de toutes les déclarations, toutes les demandes d'enregistrement et demandes d'autorisation liées à ce projet ainsi que de prendre tous les actes relatifs à l'ouverture et à la conduite de l'enquête publique.

Délibère

Article unique :

Monsieur le Président de la Métropole reçoit délégation du Conseil de la Métropole pour effectuer, toutes déclarations, toutes demandes d'enregistrement ou demandes d'autorisation au titre du Code de l'Urbanisme, du Code de l'Environnement, du Code Forestier et du Code du Patrimoine liées au projet de franchissement de l'Arc entre la RD9 et la RD65 et prendre tout acte à cet effet, ainsi que de prendre tous les actes relatifs à l'ouverture et à la conduite de l'enquête publique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 009-2416/17/CM

■ Transfert en pleine propriété de voies de la commune de La Ciotat à la Métropole Aix Marseille Provence. Approbation de l'avenant n° 3 au procès-verbal de transfert initial n° n°02-1139

MET 17/3787/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et notamment à ses articles L 5218-1 et suivants, modifiés par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, toutes les compétences acquises par la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole antérieurement à sa transformation sont transférées de plein droit à la Métropole.

Les biens meubles et immeubles du Domaine Public des communes membres de l'ancienne

Communauté Urbaine sont affectés de plein droit dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole.

Pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le transfert de propriété du Domaine Public Routier appartenant aux 18 communes membres a été opéré avant le 31 décembre 2001.

Un procès-verbal constatant la liste des voies transférées en pleine propriété à la Communauté Urbaine a été signé pour chaque commune par le Maire de la Commune et le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} Janvier 2016, la Métropole exerce donc, notamment, la compétence en matière de création, aménagement et entretien de l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique sur le territoire des 18 communes membres du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Or, dans le cadre de la ZAC Athélia 5, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réaménagé une portion du chemin des Mattes mis à disposition par la Commune. Il convient donc d'officialiser le transfert de cette portion de voie.

Constatant que le transfert des voies sur la commune de La Ciotat doit être amendé par suite de la modification de la voirie, il est donc nécessaire que le Conseil de Métropole habilite Monsieur le Président à signer l'avenant n° 3 au procès-verbal des voies transférées en pleine propriété n° 02-1139 portant :

- sur la voie réaménagée, à ajouter au procès-verbal pour une longueur de 270 mètres : chemin des Mattes

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 6 juillet 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il y a lieu de constater par un avenant au procès-verbal n° 02-1139, la modification de consistance du Domaine Public Routier transféré à la Métropole par la commune de La Ciotat.
- Que ce transfert de biens s'est opéré à titre gratuit et n'a pas donné lieu à indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraire.

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer avec le Maire de la commune de La Ciotat, membre de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'avenant n° 3 au procès-verbal initial :

- constatant, l'ajout de la voie désignée au dit avenant n°3 et rappelée ci-après :

- Chemin des Mattes transféré sur une distance de 270 mètres de long.

Article 2 :

Le transfert de propriété à intervenir en application de l'article 1 ci-dessus s'opère à titre gratuit.

Article 3 :

En tant que de besoin, tous les pouvoirs sont conférés à Monsieur le Président de la Métropole pour satisfaire aux formalités de publicité foncière.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 010-2417/17/CM

■ Adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) et paiement de la Cotisation annuelle 2017

MET 17/3735/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) a été créée en 2010 selon les statuts d'une Association Loi 1901.

Elle résulte de la fusion de l'Union des Professionnels du Pôle Funéraire Public (UPFPF) et de la Fédération Nationale des Services Funéraires Publics (FNSFP).

L'Union du Pôle Funéraire Public qui regroupe la plupart des responsables de services funéraires publics, occupe une position privilégiée pour veiller au respect déontologique dans l'exercice de la mission funéraire.

Ses objectifs sont les suivants :

- mettre en commun l'expérience et le savoir-faire de ses adhérents pour une gestion optimisée des services ;
- faire valoir l'éthique du service public funéraire ;
- défendre les intérêts de ses adhérents auprès des pouvoirs publics et de la profession, tant au niveau national qu'europpéen ;
- organiser la promotion et la représentativité de ses adhérents ;
- assurer une veille juridique.

Reconnue comme interlocuteur essentiel auprès des pouvoirs publics et de la profession, l'Union du Pôle Funéraire Public s'affirme, depuis sa création, comme un partenaire fédérateur et dynamique basant ses actions sur le partage des savoirs faire et des expertises intégrées au réseau.

Le Territoire Marseille Provence a adhéré à l'Union du Pôle Funéraire Public en 2010.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2017 est de 504 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération EPPS 003-2186/10/CC du 28 juin 2010 portant sur l'approbation de l'adhésion de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP).
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 27 juin 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'utilité d'adhérer à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) en termes de partage des savoir-faire et des expertises au sein d'un réseau.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'adhésion à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) et le paiement de la cotisation d'un montant de 504 euros TTC pour l'année 2017.

Article 2

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du Crématorium – Nature 6281 – Sous Politique F220.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

VOI 011-2418/17/CM

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'aménagement des boulevards de la Valampe, Henri d'Attilio et Château Moustier sur la commune de Châteauneuf-Les-Martigues
MET 17/4301/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune de Châteauneuf-les-Martigues et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent procéder à l'aménagement des boulevards de la Valampe, Henri d'Attilio et Château Moustier.

Situés en partie Ouest de la commune, ceux-ci constituent une artère importante du territoire et font l'objet d'un trafic véhicules important.

Aussi, afin de renforcer la sécurité sur ces trois boulevards qui s'enchainent, le projet envisagé vise à procéder à leur requalification en créant une continuité de pistes cyclables.

Ces travaux consistant en la création des dites pistes s'accompagneront notamment de la reprise de la géométrie des carrefours visant à optimiser l'intégration des flux cyclistes dans le schéma circulatorie général, ainsi que de la mise en place de dispositifs destinés à réduire les vitesses.

Cet aménagement, qui sera couplé à la reprise de revêtements de chaussée et de trottoir, à la mise aux normes de quais bus, ainsi qu'au renforcement et à l'enfouissement de réseaux, permettra d'améliorer qualitativement le cadre de vie, tout en

sécurisant ces boulevards et en encourageant les modes doux.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, cette opération d'investissement inscrite au budget pour un montant initial destiné à la réalisation des études de 90 000 euros doit être revalorisée de 2 910 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 3 000 000 euros.

Des co-financements seront notamment recherchés auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la réalisation de cette opération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence
- La délibération VOI 008-246/11/CC du 28 mars 2011 approuvant l'affectation d'une autorisation de programme relative
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la requalification des boulevards de la Valampe, Henri d'Attilio et Château Moustier ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la revalorisation de l'affectation de l'opération 2011102500 « Châteauneuf-Les-Martigues – Aménagement des boulevards de la Valampe, Henri D'Attilio et Château Moustier » pour un montant de 2 910 000 euros TTC portant le montant de l'opération de 90 000 euros à 3 000 000

euros, rattachée au programme 14 Voirie Métropolitaine, Code AP 141141BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2017 et suivants :

Opération 2011102500 - Autorisation de Programme 141141BP

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Année 2018 : 600 000 euros

Année 2019 : 1 000 000 euros

Années suivantes : 1 400 000 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Culture et sport, grands évènements métropolitains"

CSGE 001-2419/17/CM

**■ Désignation du Directeur de la Régie Golf Ouest Provence Miramas
MET 17/4028/CM**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 615/09 du 17 décembre 2009, le Bureau syndical du SAN Ouest Provence a approuvé le transfert en gestion syndicale de l'équipement dénommé « le Golf de Miramas » ainsi que le transfert de la régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée « régie du golf de Miramas », structure gestionnaire de l'équipement, dont il a approuvé les nouveaux statuts.

Par délibération n° 555/10 du 19 novembre 2010, le Comité syndical du SAN Ouest Provence a approuvé le changement de dénomination de la Régie, qui est devenue « Régie Golf Ouest Provence Miramas ».

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), fusionnés conformément à la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles et à la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

En conséquence, conformément à l'article L.2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 6 des statuts de la Régie, il appartient au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de

désigner, sur proposition du Président de la Métropole, le Directeur de ladite régie.

Cette désignation prendra effet au 1^{er} octobre 2017, date à laquelle le Directeur actuel de la Régie fera valoir ses droits à la retraite.

Ainsi, Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence propose au Conseil de la Métropole de désigner Mme Michèle MARTINO en qualité de Directeur de la Régie Golf Ouest Provence Miramas.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 615/09 du 17 décembre 2009 du Bureau syndical du SAN Ouest Provence portant approbation du transfert en gestion syndicale de l'équipement dénommé «le Golf de Miramas» ainsi que le transfert de la régie personnalisée à caractère industriel et commercial, dénommée «régie du golf de Miramas», structure gestionnaire de l'équipement ;
- La délibération n° 555/10 du 19 novembre 2010 du Comité syndical du SAN Ouest Provence approuvant le changement de dénomination de la Régie, devenue « Régie Golf Ouest Provence Miramas ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Directeur actuel de la Régie Golf Ouest Provence Miramas entend faire valoir ses droits à la retraite au 1^{er} octobre 2017 ;
- Que conformément au principe de continuité de service public, il convient de

désigner son successeur, lequel prendra ses fonctions à compter de cette date ;

- Qu'il appartient, conformément à l'article L.2221-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 6 des statuts de la Régie, au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de désigner, sur proposition du Président de la Métropole, celui-ci ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la désignation de Mme Michèle MARTINO au poste de Directeur de la Régie Golf Ouest Provence Miramas.

Article 2 :

Cette désignation prendra effet à compter du 1^{er} octobre 2017.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CSGE 004-2422/17/CM

■ Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service Public n°13/218 pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence MET 17/3784/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°EPPS 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

Par délibération n°EPPS 007-834/15/CC du 19 février 2015, un 1^{er} avenant au contrat, n'entraînant aucune modification des conditions de rémunération du délégataire, a été approuvé et visait à compléter ou remplacer certaines annexes au contrat afin de garantir un meilleur suivi de ce dernier.

La société CARILIS a été cédée en 2015 au groupe 3S. Si ce changement d'actionnaire n'a entraîné aucune modification juridique au contrat de DSP dans la mesure où la filiale gestionnaire de ce contrat, la société S2G, reste détenue à 100% par CARILIS, l'équipe de Direction et de gérance a fait l'objet de changements.

Dans ce contexte, l'avenant vise à remplacer les annexes relatives au pouvoir de signature du délégataire (annexe 1 au contrat) et aux statuts de la société dédiée (annexe 2).

Par ailleurs, au terme de trois années d'exploitation, il est apparu nécessaire d'apporter des ajustements au contrat n°13/218 dans un souci de bonne exécution de ce dernier.

Ces modifications consistent notamment à compléter la liste des activités annexes figurant à l'article 4 en y incluant la possibilité pour le délégataire d'une part d'étendre le périmètre de l'espace bien-être à des activités liées au domaine de la santé et d'autre part de gérer un espace dédié à la location de vélos. L'ajout de cette dernière activité entraîne pour le délégataire une recette supplémentaire estimée à environ 3000 € par an soit 7 500 € jusqu'à la fin du contrat de DSP représentant 0,0012% du montant total du contrat.

L'avenant vise également à remplacer les annexes relatives au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours (annexe 10 au contrat) et au règlement intérieur (annexe 11 au contrat) dans un souci d'optimisation de la sécurité et de l'organisation des secours au sein de l'équipement.

Enfin, l'annexe relative à la liste du personnel (annexe 6) est complétée, et ce, afin de garantir un meilleur contrôle de l'exécution du contrat.

Par conséquent, il est proposé d'approuver l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public n°13/218.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°EPPS 002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat ;
- La délibération n°EPPS 007-834/15/CC du 19 février 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat;
- L'information à la commission de délégation de Service public de juillet 2017 ;
- L'information au Conseil de Territoire Marseille-Provence du 6 juillet 2017.

Vu le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'apporter des modifications au contrat n°13/218 dans un souci de bonne exécution de ce dernier,
- Qu'il appartient au Conseil de Métropole d'approuver l'avenant n°2 au contrat de DSP relatif à l'exploitation de la piscine Cap Provence et passé avec la société S2G.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé au contrat d'affermage n°13/218 pour la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document nécessaire à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.